



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

24^e Législature — 4^e session

Vol. 2 - Séances du 24 janvier au 23 février 1956

1955-1956

Texte établi par Mathieu Rompré

Orateurs : les honorables Alexandre Taché et Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

24e Législature - 4e session

Vol. 2 - Séances du 24 janvier au 23 février 1956

1955-1956

Séance du mardi 24 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 140 modifiant la charte de la ville de Nicolet;
- bill 222 concernant le collège de Rouyn;
- bill 215 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 236 modifiant la charte de la ville de Richmond;
- bill 214 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque, jusqu'au premier juillet 1960;
- bill 205 concernant la cité de Saint-Hyacinthe;
- bill 145 concernant la ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi-Est;
- bill 226 concernant la ville de Bourlamaque.

Projets de loi:

**Charte
de Nicolet**

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 modifiant la charte de la ville de Nicolet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Collège
de Rouyn**

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 222 concernant le Collège de Rouyn.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 222 sans l'amender.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bernierville

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 215 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 215 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Richmond

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 236 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 236 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Imposition scolaire à La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 214 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque, jusqu'au premier juillet 1960.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 214 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Hyacinthe

M. Bousquet (Saint-Hyacinthe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 concernant la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

M. Bousquet (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Chapais

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 concernant la ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi-Est.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ville de Bourlamaque

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 226 concernant la ville de Bourlamaque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Office pour la vente des produits agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rivière Outaouais

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 concernant l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Outaouais et connues sous le nom de Cave & Fourneaux.

MM. Godbout et Hepburn¹ avaient signé, en 1942, un contrat pourvoyant à l'exploitation de la rivière dans le sens de sa largeur au lieu de sa longueur. La hauteur du barrage ne devait pas dépasser 575 pieds. Or ce barrage a 583 pieds. Il faut ajuster cette différence. Le bill autorisera le gouvernement à le faire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Progrès scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 facilitant davantage les progrès scolaires dans la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Office pour la vente
des produits agricoles**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 44 établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles.

Adopté.

Rivière Outaouais

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45 concernant l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Outaouais et connues sous le nom de Cave & Fourneaux.

Adopté.

Progrès scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 facilitant davantage les progrès scolaires dans la province.

Adopté.

Subsides:**Budget des dépenses
1956-1957**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions deux cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Dupré (Verchères): Comment se fait-il que le ministère de l'Agriculture ne dépense presque jamais tous les argents mis à sa disposition dans le budget pour l'agriculture? En quatre ans, c'est plus de \$4,000,000 que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a ainsi retournés au Trésor de la province. Cela explique pourquoi l'Union nationale a diminué à 4 % le pourcentage du budget total attribué à l'agriculture. Sous les libéraux, ce pourcentage était de 8.9 %. Est-ce que l'on fait voter des sommes exorbitantes uniquement pour laisser croire aux cultivateurs que l'on s'occupe d'eux? À trois ministres de l'Agriculture², on devrait être capable de dépenser tout l'argent voté par les députés pour les agriculteurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Verchères se contredit en parlant ainsi. L'opposition reproche toujours au gouvernement de trop dépenser, puis le député de Verchères demande au ministre de l'Agriculture de dépenser plus. Si le pourcentage est descendu de 8.9 % à 4 %, c'est que, sous le gouvernement actuel, on a pris une foule d'initiatives qui n'existaient pas sous les libéraux:

crédit agricole, électrification rurale, drainage des terres, construction des chemins et des ponts ruraux, construction des écoles de campagne, etc. Si on ajoutait tout cela aux dépenses du ministère, le pourcentage dépasserait de beaucoup celui dont se vantent les libéraux. Jamais l'agriculture n'a été aussi bien traitée que sous l'Union nationale, qui a mis fin à l'exode des campagnes³.

L'honorable M. Barré (Rouville) reprend son siège.

M. Dupré (Verchères): Les libéraux reprochent au gouvernement de gaspiller, non pas de trop dépenser. Comme le ministre de l'Agriculture est maintenant à son siège, je lui demanderai, à lui personnellement, de nous dire pourquoi il a retourné plus de \$4,000,000 au Trésor.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il est difficile de prévoir les dépenses de l'agriculture au cent. Il y a une foule de choses incontrôlables, notamment la température qui empêche de dépenser pour le drainage quand il pleut trop, comme durant l'été de 1954.

M. Dupré (Verchères): Demandez-nous de l'argent pour les cultivateurs et dépensez-la.

L'honorable M. Barré (Rouville): Avant l'Union nationale, l'agriculture était dans le marasme. Les libéraux qui critiquent aujourd'hui n'ont pas pensé, dans le temps, au crédit agricole et aux autres initiatives prises depuis par l'Union nationale. Nous avons accompli une rénovation complète de l'agriculture et on ne reconnaît plus nos campagnes.

M. Dupré (Verchères): Le ministre se souvient-il qu'en 1935 il a voté contre le crédit agricole?

M. le président rappelle à l'ordre le député de Verchères.

M. Dupré (Verchères) s'informe des raisons qui ont motivé le renvoi au Trésor de certaines sommes votées pour les salaires des employés de l'agriculture.

L'honorable M. Barré (Rouville): Mon département n'en avait pas besoin. Cette année, le budget prévoit des augmentations au poste des salaires parce qu'on pense avoir besoin de 27 employés nouveaux aux arts domestiques, au

drainage, etc. Ce sera peut-être moins, peut-être plus. Nous ne pouvons prévoir à l'avance.

M. Dupré (Verchères): On demande \$355,000 de plus cette année pour les salaires, et c'est le devoir de l'opposition de tenter de savoir ce qu'on a l'intention de faire avec cet argent.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai dit que nous prévoyions d'engager 27 nouveaux employés et que nous les répartirons dans les divers départements qui manquent de personnel.

M. Dupré (Verchères): Parmi la vingtaine de nouveaux employés qu'il entend embaucher pour son ministère, le ministre de l'Agriculture songe-t-il à retenir les services de techniciens pour l'Office du drainage?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne le sais pas présentement; tout dépendra des besoins.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Dupré (Verchères) pose une question.

L'honorable M. Barré (Rouville): En 1955, il y avait 299 autos dans le département.

M. Dupré (Verchères): Combien de bulldozers et de pelles mécaniques?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je pourrai vous répondre quand nous étudierons les crédits pour le drainage.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Dupré (Verchères): Comment se fait-il qu'au service de l'économie rurale, il ne soit plus mention de la prime de 1.5 %?

L'honorable M. Barré (Rouville): Elle a été abolie. Nombre de coopératives étaient très prospères et n'en avaient pas besoin.

M. Dupré (Verchères): Cela prouve jusqu'à quel point le gouvernement est contre les octrois statutaires. Il a procédé de la même façon dans le cas du beurre et du fromage. Il me semble qu'on devrait accorder des octrois statutaires aux cultivateurs pour les encourager à rester sur leurs terres. Avec les octrois discrétionnaires, une partie seulement de la classe agricole peut retirer quelque chose. C'est ainsi qu'on favorise un comté au détriment d'un autre. Du temps des libéraux, la prime sur le beurre et le fromage n'était pas payée uniquement aux "chouchous", mais à toutes les beurrieres et à toutes les fromageries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui fait de la peine à l'opposition, c'est d'avoir perdu le fromage.

M. Dupré (Verchères): Ce qui fait de la peine à l'opposition, c'est que, sous le présent gouvernement, la classe agricole a perdu l'encouragement prévu pour faire du beurre et du fromage.

Le gouvernement n'encourage pas suffisamment les cercles de fermières. L'octroi est le même qu'en 1944, alors qu'aujourd'hui le dollar vaut deux fois moins qu'en 1944. Comme conséquence, les cercles disparaissent par dizaines. Pourtant, ils contribuaient dans une large mesure à attacher les jeunes filles à la campagne.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je préfère, à celle du député de Verchères, ma façon de faire aimer la terre. Le député vient de parler des octrois aux cercles de fermières. Ces octrois sont toujours les mêmes. L'opposition devrait être satisfaite, elle qui aime tant les octrois statutaires. Car c'est un octroi statutaire que celui-là.

Le député de Verchères devrait savoir que, dans nombre de localités, les cercles de fermières ont

été remplacés par des cercles de l'U.C.F.⁴. À plusieurs endroits, on a fait pression pour que le changement se fasse. Or, les cercles de l'U.C.F. ne demandent pas d'octrois statutaires et n'en veulent pas. Des membres de l'autorité religieuse ont exprimé leur préférence pour les cercles de l'U.C.F. Des octrois qui n'existaient pas en 1944 sont maintenant accordés pour les métiers et les machines à coudre. C'est avec, et probablement à cause des octrois statutaires, que nombre de cercles de fermières ont disparu.

M. Dupré (Verchères): Ce que je reproche au ministre, c'est de n'avoir pas augmenté les octrois statutaires en proportion de la valeur de l'argent.

Il (M. Dupré) déplore le fait que les fermes de démonstration n'existent plus. Ces fermes remplissent un rôle extrêmement important en agriculture: ce sont des centres de recherche et d'expérimentation où l'on peut étudier et éprouver de nouvelles méthodes de culture ainsi que des cultures nouvelles. En Ontario, par exemple, des cultures nouvelles comme celles de la fève de soja et du tournesol ont été implantées grâce aux fermes d'expérimentation qui, là-bas, sont encouragées et fonctionnent à plein rendement. Ces cultures rapportent aujourd'hui des millions aux agriculteurs de la province voisine: pourquoi ne pourrait-il pas en être ainsi dans le Québec?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous les avons remplacées par des concours de ferme qui donnent de meilleurs résultats et suscitent plus d'intérêt chez les cultivateurs.

M. Dupré (Verchères): Avec des revenus de \$400,000,000, comment le gouvernement ne peut-il pas maintenir en existence des fermes de démonstration alors que le gouvernement précédent le faisait avec un budget annuel bien inférieur? Les fermes de démonstration rendaient de grands services en permettant de faire des expériences. Dès notre arrivée au pouvoir, nous les réinstallerons. Le ministre de l'Agriculture devrait demander des argents additionnels pour en rouvrir. Est-ce que le ministre a l'intention d'en réorganiser?

L'honorable M. Barré (Rouville): C'était un nid de politique et je n'en veux pas. C'était un moyen de récompenser des cabaleurs politiques. Que ces fermes aient rendu certains services, c'est certain, mais, avec les concours de ferme, nous rendons quatre fois plus de services par suite de l'émulation entre les concurrents.

M. Dupré (Verchères): Les concours de ferme existaient déjà au temps des libéraux. Mais avec un concours, tous les concurrents font la même chose, essaient la même culture. Les fermes de démonstration permettent de faire des expériences sur l'emploi des engrais, de perfectionner les techniques agricoles, de lancer des cultures nouvelles. On pourrait faire des essais avec la culture du tournesol ou du soja, dont on a récolté 3,800,000 boisseaux, l'an dernier, en Ontario, ce qui a rapporté des millions de dollars.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a le poste "Information et recherches" pour les recherches de plantes nouvelles. Le député oublie que, au Québec, nous n'avons pas le climat de l'Ontario. Des expériences se font dans le comté de Laval et ailleurs.

Les concours de ferme ne sont pas ce qu'ils étaient jadis; des agronomes spécialisés préparent pour les cultivateurs des plans de culture, leur donnant des directives, et ces concours sont ouverts à tout le monde.

Les libéraux ont fait de la politiaillerie pendant 40 ans. Ceux qui n'étaient pas rouges n'avaient pas le droit de vivre. J'ai connu ce temps où les maires, les conseillers municipaux, les commissaires d'écoles et les marguilliers devaient être des rouges. Ce système a duré de 1897 à 1936. Tout est changé. Nous avons remplacé cela par une politique d'encouragement, sans partisanerie politique.

N'importe qui aujourd'hui peut prendre part à nos concours de ferme, recevoir les conseils des agronomes spécialisés! Nous avons créé un conseil d'orientation où l'on groupe les gens non pour leurs croyances politiques, mais pour leur bonne volonté: les gens bénéficient des services d'agronomes. Ça vaut mieux que des fermes de démonstration.

Je connais le problème agricole. Je ne prétends pas avoir le génie financier du député de Verchères, qui a réussi à faire rayonner Dupré Automobiles dans quatre comtés⁵.

M. Dupré (Verchères): Le ministre en est resté, avec sa politique agricole, au temps des charrettes à deux roues; il se prononce contre le principe des fermes de démonstration.

L'honorable M. Barré (Rouville): Non, mais je dis que nous avons quelque chose de mieux à faire. Le gouvernement a trouvé quelque chose de mieux avec les concours agricoles. Ceux-ci existaient

sous les libéraux, mais ont été grandement améliorés et sont beaucoup plus utiles qu'autrefois, grâce aux concours d'agronomes spécialisés.

M. Dupré (Verchères): En 1944, d'après les *Comptes publics*, on dépensait \$53,840 pour les concours d'exploitation rationnelle des fermes, ce qui correspondrait à plus de \$100,000 aujourd'hui; en 1955, le gouvernement actuel ne dépense que \$38,995. Tous les avantages offerts par les autorités libérales disparaissent peu à peu.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les concours d'aujourd'hui, avec les agronomes spécialisés, sont beaucoup plus utiles que ceux d'autrefois.

M. Dupré (Verchères): Y a-t-il encore des octrois pour les cultivateurs qui font leur comptabilité?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous avons un projet. Le montant prévu est de \$1,500.

M. Dupré (Verchères): En 1944, on a consacré à cette fin \$1,350. C'est plus de \$3,000 d'aujourd'hui. Le ministre devrait faire davantage. L'Union nationale continue à donner \$100 par an pendant trois ans pour l'établissement des fils de cultivateurs, soit autant que le gouvernement Godbout, mais cette somme permettait autrefois d'acheter une vache, une charrue.

Aujourd'hui, c'est nettement insuffisant. De plus, on fait de la politique avec ces octrois. On en paie davantage en période électorale. Le dollar s'est déprécié d'au moins la moitié depuis ce temps, et maintenant un montant de \$600 par année ne serait pas exagéré, au contraire.

Le Parti libéral a l'intention de donner \$600 dès la première année pour garder les jeunes sur les terres. Le problème est grave puisque, d'après le père Alexandre Dugré dans la revue *Relations*, depuis 10 ans, 10,000 terres ont été abandonnées. Pour que le jeune cultivateur puisse organiser sa ferme de façon payante, il lui faut de l'argent liquide qui lui permette de s'acheter des animaux, quelques machines aratoires modernes, etc. Et ce n'est pas avec \$100 par année pendant trois ans qu'il y parviendra.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je sais les besoins des jeunes agriculteurs. Cinq de mes six enfants sont établis sur des terres et quatre d'entre eux n'ont pas demandé d'octroi. Mes gendres sont aussi des cultivateurs. Je sais ce qu'il faut à un jeune

cultivateur. C'est d'abord la propriété du sol, la sécurité sur sa ferme. C'est ce que nous lui avons donné. Le député de Verchères a cité le père Dugré. Le père Dugré peut être un bon théologien, mais, quand il écrit sur l'agriculture, il écrit sur des choses qu'il ne connaît pas.

On a parlé de terres abandonnées. Il y a des milliers d'acres de terre qui n'auraient jamais dû être défrichées, colonisées. Quand on parle de milliers de terres abandonnées, ce sont des chiffres exagérés. Il y a des terres où la maison est inoccupée, mais où la terre n'est pas abandonnée. De toute façon, quand un homme décide d'abandonner sa terre, ce n'est pas avec \$600 qu'on va le retenir. Ces octrois ont été maintenus et celui qui en a l'administration a reçu ordre de ne pas faire de politique dans ce domaine. Mais quand on dit que des deuxièmes ou troisièmes tranches d'octrois n'ont pas été versées, on omet de dire qu'il y a des conditions au versement de ces deuxièmes et troisièmes allocations. Si le jeune cultivateur ne les remplit pas, il n'y a pas droit tout simplement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le nombre des fils de cultivateurs qui demeurent sur la terre va diminuant. Malgré les millions dont dispose le ministre, 25,000 fils de cultivateurs sortent chaque année des campagnes. Je repose au ministre la question du député de Verchères: Va-t-on augmenter les octrois aux fils de cultivateurs?

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai déjà répondu au député de Verchères que nous allons maintenir cette politique. Nous allons continuer de l'administrer sans favoritisme et sans patronage. C'est un octroi utile, mais ce n'est pas un remède universel. Ce n'est pas avec ça qu'on parviendra à maintenir les jeunes cultivateurs sur la terre s'ils n'ont pas les qualités requises, tandis que le crédit agricole a établi 21,000 fils de cultivateurs. Ces fils de cultivateurs ont pu avoir l'octroi d'établissement. Ils en ont profité, mais c'est le crédit agricole qui leur a permis de s'établir.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Si l'octroi est utile à \$300, il serait doublement utile à \$600 comme le demande l'U.C.C.⁶. Le ministre ne devrait pas dire que le père Dugré ne connaît rien en agriculture.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit qu'il pose en maître dans un domaine où il n'a pas la connaissance voulue.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il a tout de même droit à son opinion.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai droit à mes opinions en médecine, mais je ne pose pas en maître.

M. Dupré (Verchères) fait un commentaire.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il existe une foule d'octrois agricoles qui sont payés sur une base statutaire. Dès que le cultivateur remplit les conditions voulues pour l'obtenir, il s'adresse à l'agronome. L'agronome transmet la chose au service concerné, et le chèque est émis sans même que le ministre en ait connaissance. Par exemple, les cultivateurs qui veulent utiliser de la marne pour amender leurs terres bénéficient d'un octroi automatique.

L'étude de la résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

La Chambre, en comité des subsides, reprend le débat sur la motion du député de Matane (l'honorable M. Gagnon), proposant qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je vois dans les *Comptes publics*, à l'item des grandes cultures, une somme de \$9,800 dépensée en subventions pour recherches et un montant de \$2,176 pour information et recherches. Je veux savoir où cet argent est allé.

L'honorable M. Barré (Rouville): La majeure partie de ces montants est allée au Macdonald College qui fait des recherches sur les différentes variétés d'avoine, d'orge, de maïs, de betterave à

sucre et de lin. On y fait des croisements de plantes qui donnent des résultats pratiques étonnants. On paie à Macdonald College entre \$9,000 et \$11,000 chaque année. Le service d'information et de recherches fait aussi un travail considérable dans la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre de l'Agriculture croit-il que notre type d'agriculture familiale peut survivre?

L'honorable M. Barré (Rouville): En améliorant leurs méthodes et en se groupant en coopératives, nos cultivateurs peuvent réussir aussi bien et sont en fait aussi prospères que ceux de n'importe quel autre pays.

M. Pinard (Drummond): En 1901, dans la province, 38,2 % de la population habitait sur des fermes; en 1951, il n'y en avait plus que 13,3 %. Il y a là un sujet d'étude qui fait réfléchir. Il y a 20,430 fermes abandonnées dans la province de Québec. Il existe une situation urgente dans l'agriculture; il faut accepter ce fait, même si parfois la réalité est dure. Il faudrait étudier là où se trouve le mal et faire en sorte que les fils de cultivateurs restent sur les fermes. Que le ministre de l'Agriculture fasse donc quelque chose pour que l'agriculture reste à la base de l'économie dans la province.

C'est un mal dont il faut absolument connaître la cause. Avec les chiffres que j'ai cités, nous en savons assez pour dire que l'agriculture périclité dangereusement. Dans 10 ans, il sera trop tard pour sauver notre jeunesse agricole. Il y avait 75,000 ouvriers dans les villes de la province, en 1901; en 1951, on en comptait 297,456. Ces ouvriers se recrutent trop souvent parmi la jeunesse agricole.

Le véritable problème, poursuit-il, c'est celui des revenus de la classe agricole. Elle est tentée d'aller en ville pour gagner de plus gros salaires; c'est là le mal. Il ne faut pas que l'agriculture reste dans un état stationnaire. Il faut une promesse qui va devenir réalité demain!

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous discutons des octrois et primes. Je ne tiens pas à sortir de ce sujet. L'Union nationale n'a pas fait de promesses, mais elle a posé des actes qui ont contribué à garder les cultivateurs sur la terre, surtout la femme du cultivateur. Je crois sincèrement que le revenu d'une foule de cultivateurs est suffisant pour les faire vivre, même s'ils ne deviennent pas riches. Une ferme n'est pas une occupation faite pour rendre

un homme riche. J'aurais pu rester en ville où j'aurais appris un métier, mais j'ai découvert une forme de vie qui me plaît sur la ferme.

Aujourd'hui, les gens de la ville devraient se rappeler qu'ils n'ont pas voulu être cultivateurs du temps des libéraux. La vie du cultivateur est une vie de tranquillité, de stabilité et de confort. C'est celle que j'ai voulu mener et c'est celle que je veux pour mes enfants. Le mouvement de la campagne vers la ville a toujours été; cela existait même avant la Confédération. De tout temps, il y a eu à la campagne un surplus de main-d'œuvre qui s'est déversé vers les villes. Ce n'est pas un phénomène nouveau.

La terre a toujours été une pourvoyeuse d'hommes et la ville a toujours été une mangeuse d'hommes; je n'ai pas la prétention de vouloir changer cela et le gouvernement ne peut pas faire grand-chose pour l'éviter. La mécanisation de l'agriculture favorise ce mouvement puisqu'avec les machineries modernes, un cultivateur d'aujourd'hui produit cinq fois plus qu'un cultivateur d'autrefois. Notre agriculture se mécanise et la machinerie dont elle se sert est faite à la ville. Lorsqu'un fermier utilise la machinerie sur sa terre, quatre de ses frères sont en ville en train de fabriquer ces machines. Il y a moyen de garder l'agriculture familiale sur des terres pas trop grandes, où l'on se spécialiserait dans quelques grandes cultures.

Les statistiques citées par l'opposition ne représentent pas la véritable situation. On voudrait nous faire croire qu'il y a eu 20,000 fermes abandonnées en 10 ans. Ce n'est pas vrai. Beaucoup de fermes situées dans les banlieues ont été divisées en lots à bâtir. Beaucoup de cultivateurs aussi ont acheté la ferme de leur voisin pour s'agrandir ou pour établir leurs fils plus tard. Mais les fermes véritablement abandonnées sont extrêmement rares, en dépit du fait qu'on a colonisé dans bien des cas des territoires impropres à la culture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans son plaisir de critiquer, le député de Drummond (M. Pinard) a pris des statistiques. Il a parlé de ce qui s'est passé depuis 50 ans. Dans le temps que je fréquentais le collège de la Côte-des-Neiges, à Montréal, vers 1898, je me souviens que je pouvais regarder par la grande fenêtre et voir les fermes qui s'étendaient de tous les côtés. Nous pouvions voir le collège Saint-Laurent et même Notre-Dame-de-Grâce. C'étaient des champs immenses. Il n'y a pas si longtemps que ça et, malgré tout, ces fermes ont été remplacées par des milliers d'édifices qui couvrent tout le secteur. Aujourd'hui, c'est habité partout.

Mais c'est un fait général. Un peu partout, des terres sont vendues pour céder la place aux industries, pour être subdivisées en lots à bâtir. Dans le comté du député de Verchères, à Varennes, la paroisse disparaît parce que les cultivateurs vendent leurs terres pour céder la place aux industries. Dans ma propre ville de Trois-Rivières, des terres sont vendues aussi pour en faire des lots à bâtir. Il est juste de dire que c'est pendant la période libérale que l'exode des cultivateurs a été le plus prononcé. De toute façon, ce n'est pas vrai qu'il y a 20,000 terres abandonnées.

Nous avons voté des crédits agricoles...

M. Dupré (Verchères): Je soulève un point d'ordre. Il n'est pas question ici de crédits agricoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Drummond a soulevé la question de l'exode des cultivateurs; il remet la faute sur le gouvernement actuel. Il n'y a pas 20,000 terres abandonnées, ce n'est pas vrai. Dans les environs des grands centres, les terres sont devenues des lots à bâtir. Si nous n'avions pas notre politique agricole, il n'y aurait pas 195,000 cultivateurs dans la province, nous n'aurions pas eu 21,000 jeunes cultivateurs que nous avons aidés à s'établir sur des fermes.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre sait qu'il est hors d'ordre.

M. le président: Le député de Drummond a commencé une incursion à partir de 1901. Il n'est pas permis de s'écarter du sujet à moins de répondre à des digressions. Le député a ouvert des portes. Je lui demande de revenir à l'item 6 quand le premier ministre aura fini de lui répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La situation agricole d'aujourd'hui n'est pas celle que nous désirerions, mais c'est une situation mondiale. C'est au Québec que les cultivateurs sont le mieux.

Ils le savent et l'apprécient. Ils approuvent la politique du gouvernement et désapprouvent les critiques stériles de l'opposition.

M. Pinard (Drummond): Et l'on vient nous dire que l'exode des cultivateurs dépend du régime libéral!

M. le président: À l'ordre! Je demande au député de revenir à l'item 6.

M. Pinard (Drummond): Je soutiens qu'il y a 20,000 fermes abandonnées et qu'il y a mouvement d'exode des cultivateurs vers les villes. D'ailleurs, le mémoire de la commission Tremblay⁷ parle avec à-propos de cette situation désastreuse.

L'honorable M. Barré (Rouville): Si l'on permet à un député de parler de la politique générale, je veux avoir la liberté de répondre à ces attaques. Si un député est autorisé à parler sur n'importe quel sujet, je veux répondre.

M. Pinard (Drummond): Nous discutons de l'établissement des fils de cultivateurs.

M. le président: Je rappelle le député à l'ordre. Qu'il s'en tienne à l'item 6. Je vois clairement que le député nous entraîne dans un débat de politique générale.

M. Lafrance (Richmond): Le gouvernement provincial ne fait pas suffisamment d'efforts pour encourager l'établissement des fils de cultivateurs sur la ferme. Une loi passée il y a longtemps, sous les régimes libéraux, accordait alors \$100 par année et c'est le même montant qu'on donne cette année. C'est déplorable.

Il cite un article de la revue *Relations* rapportant une enquête faite par Mgr Boulet dans 15 paroisses. Cette enquête, dit-il, a prouvé que, sur 25 fils de cultivateurs qui atteignent leur vingt et unième année, cinq s'établissent sur la terre, cinq entrent dans les professions libérales, cinq n'ont aucun intérêt pour la culture et s'établissent au village et 10 prennent le chemin de la ville. En face d'une situation comme celle-là, le gouvernement persiste à continuer d'accorder seulement \$100. Et après cela, on viendra prétendre que le crédit agricole a établi 21,000 fils de cultivateurs sur les fermes.

Le plus grand obstacle à cet établissement des jeunes sur la terre, c'est le manque d'argent. Cent dollars par année est nettement insuffisant, car il faut de \$10,000 à \$15,000 pour s'établir sur une ferme, et le prêt agricole ne prête que \$6,000 ou \$7,000.

M. Lemieux (Wolfe) appuie les remarques du député de Richmond et réclame qu'on porte à \$200 ou \$300 la prime d'établissement si on veut éviter que continue la désertion des campagnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On parle d'une prime de \$100 par établissement, mais on oublie que, depuis 1945, 21,000 fils de cultivateurs ont été établis...

M. Dupré (Verchères) soulève un point d'ordre. On a empêché, dit-il, les députés de l'opposition de parler du prêt agricole. Le même règlement doit s'appliquer au premier ministre.

M. le président: Le premier ministre ne fait que répondre à une digression sur ce même sujet par le député de Wolfe (M. Lemieux).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est inexact de dire que le gouvernement n'accorde que \$100 en prime d'établissement. On oublie que le gouvernement prête de l'argent à 2.5 %. Sur \$6,000, c'est \$150 de cadeau pendant 30 ans. C'est plus de \$4,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai écouté les déclarations sensationnelles du ministre de l'Agriculture et du premier ministre. Je me demande pourquoi on veut nous empêcher de parler quand le poste "Subventions et primes" comprend 11 sections: "Arts et économie domestique"; "Économie rurale"; "Grande culture"; "Horticulture"; "Industrie animale"; "Animaux à fourrure"; "Propagande agronomique"; "Information et recherches"; "Santé des animaux"; "Enseignement agricole"; "Diverses subventions". Je sou mets donc qu'au poste de "Subventions et primes", nous pouvons parler de tout ce que comprend cette énumération.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député fait un discours inconvenable. Il connaît les décisions rendues par le président, il ne peut les discuter.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce qu'on va maintenant nous empêcher, dans cette Chambre, d'énumérer ce qui compose le poste dont nous étudions les crédits?

M. le président: L'énumération était dans l'ordre, mais la dernière question du député de Saint-Maurice semble être une critique des décisions rendues.

M. Hamel (Saint-Maurice): On a souligné, depuis que nous étudions ces crédits, que l'Union nationale avait une politique merveilleuse en matière d'agriculture. Je veux prouver devant cette Chambre que la politique du gouvernement, en particulier celle des primes, a été un fiasco monumental⁸.

M. le président: La proposition du député est hors d'ordre. Il peut tenter de faire ce qu'il se

propose sur une motion. Tout ce qu'il a le droit de faire en comité des subsides est clairement décrit par les règlements. Il doit s'en tenir à l'item en discussion.

M. Hamel (Saint-Maurice): En matière d'enseignement agricole, la politique du gouvernement a été un fiasco monumental. Les faits sont là pour le prouver.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député peut discuter des subsides, mais non pas de la politique générale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On peut discuter des primes à tel service, mais non du service lui-même.

M. le président: Les règlements sont clairs. On doit parler en fonction des pouvoirs du comité des subsides qui sont d'accorder, réduire, rejeter, écarter des crédits inscrits au budget...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je voudrais discuter de l'à-propos d'intensifier la propagande agronomique dans la province de Québec. On réclame pour la propagande \$19,000. Or, dans les conditions actuelles de notre agriculture, je soutiens que c'est une somme ridicule. La propagande doit être en fonction de la situation...

L'honorable M. Barré (Rouville): On n'a pas le droit de discuter de toute la propagande agronomique.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je fais appel au chef de l'opposition. Qu'on s'en tienne donc au Règlement. L'opposition sait fort bien qu'il en coûte énormément plus que \$19,000 pour la propagande agricole. On retrouve des crédits à tous les postes du budget. Qu'on ne vienne donc pas faire le procès de tout un service quand on discute d'un montant qui n'est qu'une parcelle de ce service.

MM. Dupré (Verchères), Hamel (Saint-Maurice), Noël (Montréal-Jeanne-Mance) et l'honorable M. Barré (Rouville) échantent.

M. le président: Il s'agit, à ce moment-ci de la discussion, de savoir si ce montant de \$19,000 est suffisant.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas \$19,000 qu'il faut. Le ministre devrait étudier

l'à-propos de demander \$1,000,000. Si chaque année, depuis qu'il est au pouvoir, il avait vu à demander des crédits augmentés pour la propagande, on n'aurait peut-être pas aujourd'hui le spectacle de 20,000 terres abandonnées. Est-il à propos de laisser la classe agricole perdre 2,000 fermes par année?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il s'agit seulement d'octrois...

M. le président: Le député de Saint-Maurice sait-il qu'il s'agit d'octrois aux cercles agricoles et aux Farmers' Clubs?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je m'en tiens strictement à ces subsides. Je soumets qu'il faudrait étudier sérieusement la politique d'octrois, de subsides et les moyens financiers de nos cercles agricoles. Si, depuis 10 ans, ces cercles avaient eu l'argent nécessaire pour faire de la propagande intense, nous n'aurions pas perdu 2,000 fermes par année...

L'honorable M. Barré (Rouville) soulève un point d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): La propagande n'a pas été efficace. Nous avons perdu des terres arables: 2,300 acres dans l'espace de 10 ans...

L'honorable M. Barré (Rouville) soulève un point d'ordre et réclame une décision du président.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je vais vous éviter de rendre une décision. Je vais changer d'item et vous parler d'industrie animale. Malgré le fait que le ministre nous réclame \$510,000 pour l'industrie animale, son système a été un fiasco complet. Ce sont les chiffres qui le disent. Comment se fait-il qu'en 1943, alors que le ministre siégeait dans l'opposition, la province de Québec venait en deuxième place de la Confédération pour la valeur du bétail...

L'honorable M. Barré (Rouville) interpelle certains députés.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre de l'Agriculture de lui fournir le détail de ce qu'il entend faire avec les \$510,000.

L'honorable M. Barré (Rouville) cite une liste d'octrois: cercles agricoles, achats de dindonneaux, taureaux de race, etc...

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre de l'Agriculture ne s'intéresse pas suffisamment à notre bétail de ferme. En 1943, la province de Québec se classait la deuxième de la Confédération pour son bétail de ferme. La valeur de notre bétail était de \$3 plus élevée que la moyenne au Canada. En 1952, avec trois ministres de l'Agriculture⁹, la valeur moyenne au Canada est de \$210 par tête de bétail et de \$188 dans la province de Québec. Comment se fait-il qu'on rétrograde? Il accuse le ministre de l'Agriculture d'incompétence.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'injure et la grossièreté ne sont pas de mise chez les gens bien élevés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les règlements de la Chambre peuvent défendre d'injurier, mais ils ne défendent pas de dire qu'un ministre est d'une incompétence notoire.

L'honorable M. Barré (Rouville) cite un rapport du Conseil national de l'industrie laitière qui dit que, de 1935 à 1939, la production du Québec ne représentait que 26 % de la production totale, alors qu'en 1954, elle était passée à 36 %. Pendant le même temps, dit-il, la production de l'Ontario a été réduite de 34 % à 32 % de la production canadienne. Au cours de la même période, il y a eu augmentation dans le Québec et diminution dans l'Ontario. Le rendement des vaches laitières a augmenté de façon très considérable.

Voilà ce qui s'est produit sous la direction d'un ministre qu'on a la politesse de qualifier d'incompétent. Si le député de Saint-Maurice prétend que le ministre est incompétent, il devra tout de même prendre le rapport du Conseil national de l'industrie laitière et reconnaître que les résultats dans le Québec ne concordent guère avec sa prétention. Il pourra tout à son aise répéter que le ministre est incompétent, mais les faits sont là.

M. Bédard (Québec): Le ministère de la Santé a déclaré que la ferme-école de Courville était une nuisance et qu'elle devrait être déménagée ailleurs. Cette ferme se trouve au centre de Courville.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le maire de Courville, M. Dorion, m'en a parlé à plusieurs reprises. Je lui ai fait remarquer que la ferme existait bien avant que l'on construise dans le voisinage. Je lui ai dit aussi que nous tenions l'établissement dans un très grand état de propreté.

Le maire m'a répondu qu'une ferme à animaux à fourrure, ce n'est pas plaisant. Nous allons étudier la possibilité de déménager.

Nous allons chercher un autre emplacement. Nous allons déménager pour plaire à la population, et ce, même si cela entraîne pour nous certains sacrifices.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles provinciales (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas un million, sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sociétés d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole du Québec (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et constructions - Dépenses en immobilisations (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté¹⁰.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Demain après-midi, la Chambre commencera l'étude du bill concernant le papier journal. Ainsi, l'étude du budget du ministère de l'Agriculture sera interrompue pour permettre à la Chambre de discuter de ce projet de loi.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Adélard Godbout (1892-1956), premier ministre (libéral) du Québec de 1939 à 1944, et Mitchell F. Hepburn (1896-1953), premier ministre (libéral) de l'Ontario de 1934 à 1942.

2. Il n'y a qu'un seul ministre de l'Agriculture, et il s'agit bel et bien de M. Laurent Barré. Quand le député de Verchères parle de "trois ministres de l'Agriculture", il fait allusion au ministre et à deux députés qui s'y connaissent en matière d'agriculture, soit Antonio Élie, député de Yamaska et probablement Wilfrid Labbé, député d'Arthabasca. MM. Élie et Labbé étaient tous deux cultivateurs et ministres d'État dans le cabinet Duplessis; c'est ce qui faisait parfois dire à l'opposition qu'il y avait trois ministres de l'Agriculture.

3. À propos de cette intervention du premier ministre, *La Presse* du 25 janvier 1956, à la page 45, nous apprend que "Le ministre de l'Agriculture étant alors absent de la Chambre, le premier ministre, l'honorable M. Duplessis, relève lui-même les propos de M. Dupré".

4. L'Union catholique des fermières (U.C.F.), fondée à Québec en 1944, avait pour objectif d'améliorer les conditions de vie des femmes de la campagne.

5. Arthur Dupré, député de Verchères, est garagiste et concessionnaire automobile; il est président de Dupré Automobiles inc.

6. Union catholique des cultivateurs.

7. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

8. Selon *La Presse* du 25 janvier 1956, à la page 45, "Il s'en suit pendant près de trente minutes une série de points d'ordre, soulevés tantôt par l'honorable Paul Sauvé, tantôt par l'honorable Laurent Barré, et le débat ne progresse à peu près pas."

9. Voir note 2.

10. Voici comment *L'Action catholique* du 25 janvier 1956, à la page 13, commente ce débat: "Au cours de la séance du soir, tout particulièrement, on peut dire que la discussion a surtout porté sur les points d'ordre. Ce fut une série pratiquement ininterrompue de points d'ordre (...). *La Presse* du même jour, à la page 45, affirme que "Le débat a été assez violent, mais n'a pas progressé trop rapidement, les points d'ordre et les discussions sur les points d'ordre ralentissant considérablement la discussion. Le président du comité, M. Daniel Johnson, a été un homme vraiment occupé au cours de cette discussion (...) Il a dû intervenir à une vingtaine de reprises au moins". *Le Nouvelliste* rapporte, lui aussi dans son édition du 25 janvier 1956, page 1, que le débat sur les crédits du ministère de l'Agriculture a duré "quelque cinq heures et demie", avant d'ajouter que "Depuis le

début de l'année, on n'avait pas encore assisté à une discussion plus terne. Elle s'est limitée à des centaines de redites plus ou moins intéressantes." En page 2, *Le Nouvelliste* précise que "Le duel a manqué de relief plus souvent qu'autrement; on n'a pas assisté à autant de réparties pétillantes que par les années passées."

Séance du mercredi 25 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 171 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain;

- bill 243 concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 241 modifiant la charte de Bishop's College;

- bill 194 modifiant la charte de la ville de Bedford.

Projets de loi:

**Trans-Canada
Pipe Lines Ltd**

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 243 concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 243 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bishop's College

M. French (Compton) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 241 modifiant la charte de Bishop's College.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 241 sans l'amender.

M. French (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Bedford

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 modifiant la charte de la ville de Bedford.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 194 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité fait rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 220 de la chiropratique dans la province de Québec.

Dépôt de documents:

**Archiviste du Québec,
Rapport 1953-1954, 1954-1955**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1953-1954 et 1954-1955. (Document de la session no 21)

Demandes de documents:

Travaux de drainage

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec et toutes personnes, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 1^{er} décembre 1955, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes, conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance ou autrement.

Adopté.

Permis de la Commission des liqueurs

M. Lafrance (Richmond) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste de tous les établissements auxquels la Commission des liqueurs de Québec a émis pour la vente de liqueurs

alcooliques des permis autres que des permis d'épicerie ou de banquet du 1^{er} janvier au 30 novembre 1955.

Adopté.

Papier journal fabriqué au Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une législation extraordinaire rendue nécessaire par l'incompréhension extraordinaire et l'entêtement irréfléchi de certains magnats de l'industrie du papier journal. Il n'y a pas de doute, et je l'ai dit souvent, que le meilleur contrôle, c'est le contrôle de soi-même, et le contrôle de l'État ne doit avoir lieu que lorsqu'il est devenu nécessaire d'appliquer certains principes fondamentaux essentiels.

Il n'y a pas de doute que le système par excellence est celui de l'entreprise privée, système dans lequel le gouvernement actuel a toujours cru; mais, d'autre part, il s'agit ici d'une industrie particulière et un des bons moyens de sauvegarder l'industrie libre, l'entreprise privée, c'est de faire comprendre leur devoir à ceux qui ne veulent pas le comprendre.

Depuis cinq ans, j'ai fait plusieurs déclarations publiques au sujet de certaines attitudes des dirigeants de l'industrie du papier. En 1952, j'ai convoqué à mon bureau les présidents et les actionnaires des grandes compagnies fabriquant du papier avec les bois provenant du domaine de la couronne dans Québec. À ce moment, l'industrie papetière avait manifesté l'intention d'augmenter les prix du papier, et j'ai dit à certains magnats qu'il fallait qu'ils changent de mentalité.

Nos forêts constituent la ressource naturelle la plus riche de notre province. La forêt garantit la fertilité du sol et favorise un climat tempéré; elle protège les cours d'eau en régularisant le cours et elle fournit du travail et des salaires à des milliers et des milliers d'ouvriers de la province de Québec. La forêt joue donc un rôle vital dans notre économie. Mais cette forêt appartient au peuple de la province de Québec et les fabricants de papier n'en sont que les locataires. Ils n'ont pas droit de s'en servir de façon à ruiner cette forêt, mais ils doivent travailler à

l'aider à se perpétuer, pour qu'elle se renouvelle. Cette forêt, je viens de le dire, appartient au peuple, et dans le peuple se trouvent les propriétaires de journaux. La presse joue un rôle essentiel, peu important les opinions politiques qu'elle exprime, peu importe qu'elle appuie ou combatte le gouvernement. Elle exerce un droit et, pour faire écho à la véritable liberté de pensée, il lui faut du papier.

Nos journaux et nos forêts sont si importants que nous ne pouvons pas tolérer qu'une puissance financière se substitue à l'autorité en posant des actes contraires aux droits du gouvernement et de la province de Québec. Je sais que l'industrie du papier est riche en argent et qu'elle a une puissance matérielle considérable, mais jamais cette puissance matérielle ne pourra remplacer les droits fondamentaux d'un peuple et d'une province.

Pendant près de cinq ans, j'ai rencontré les dirigeants de l'industrie du papier journal, et j'ai essayé de leur faire comprendre que leur attitude ne pouvait pas s'opposer aux droits du peuple. Je leur ai dit que le gouvernement ne pouvait pas endurer leurs abus. C'est à cause de cela qu'il faut un contrôle pour ceux qui ne veulent pas comprendre. En dépit de mes demandes réitérées et des explications nombreuses que j'ai données sur la politique du gouvernement, certains magnats ont continué de remplacer leur devoir par le culte du veau d'or. Ils ont continué de rechercher l'argent avant d'accomplir le devoir que je leur avais indiqué, leur devoir envers le peuple de cette province. Certains d'entre eux ont compris, cependant, mais ils n'avaient pas la force financière suffisante pour imposer leur point de vue.

En 1952, j'ai obtenu des réductions du prix du papier pour tous les journaux de la province de Québec. Mais, dernièrement, on s'est entendu dans l'industrie papetière pour augmenter les prix et exercer ainsi un contrôle direct sur les journaux, de façon à faire disparaître la presse libre. Nous ne pouvons pas endurer et nous n'endurerons pas que cela continue.

Au stade de la deuxième lecture de la loi, il s'agit seulement du principe du bill. Il s'agit de décider, en somme, si les ressources naturelles du Québec vont servir le peuple ou l'asservir, si ce sont les magnats du papier qui vont conduire ou si c'est la Législature, dont le devoir est de protéger le peuple. Les propriétaires de journaux paient en entier leurs taxes municipales et scolaires pendant que l'industrie papetière en est dispensée en partie.

Les propriétaires des papeteries ont démontré qu'ils ne veulent pas comprendre autre chose que le

contrôle; ils vont l'avoir. Certains m'ont fait remarquer qu'il est dangereux de s'attaquer à une industrie aussi puissante. Ceux qui disent cela ne connaissent ni le peuple du Québec ni le gouvernement qui le dirige. Nous ne reculerons pas devant notre devoir, et les forêts de la province de Québec devront servir en premier lieu à alimenter les journaux de la province, parce qu'ils occupent une place que n'ont pas les journaux d'ailleurs qui ne sont pas copropriétaires de nos forêts.

Le seul point à décider actuellement, c'est de savoir si ce sont les magnats du papier qui vont nous conduire ou si c'est la Législature dont le devoir est de protéger le peuple. Un vote pour la loi en deuxième lecture affirme les droits du peuple et des journaux; un vote contre est un vote qui fait ressortir l'attitude de certains magnats qui aiment mieux adorer le veau d'or que de protéger le peuple propriétaire de la matière première qu'ils utilisent.

Je suis né et j'ai été élevé dans la région de Trois-Rivières où sont situées les plus puissantes industries du papier. Malgré cela, je n'ai pas hésité un instant à présenter cette loi dont la Chambre est actuellement appelée à approuver le principe. J'espère que ce principe sera approuvé unanimement par la Chambre, parce qu'il consacre les droits du peuple du Québec en matière d'utilisation de nos ressources naturelles, de nos ressources forestières. De ce côté-ci de la Chambre, on ne manquera pas d'approuver ce principe. Il faut que les intéressés sachent que nous ne badinons pas et que nous ne reculons pas quand il s'agit d'appuyer un principe sacré.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La loi que nous avons devant nous porte pour titre: "Loi concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province". Comme l'a rappelé le premier ministre, nous sommes au stade de la deuxième lecture et nous ne pouvons discuter autre chose que le principe du bill. Je m'en tiendrai donc au principe du bill et je n'entrerai pas dans les détails, quelle que soit la tentation que je puisse avoir de le faire.

Sur les remarques du premier ministre en ce qui regarde la protection de nos ressources naturelles, tout le monde est d'accord. Cependant, il peut y avoir désaccord concernant les moyens à prendre pour assurer cette protection. Voter contre la deuxième lecture du bill n'implique pas que nous sommes en faveur de l'adoration du veau d'or: c'est tout simplement exprimer une façon de penser sur la

façon de préserver nos ressources naturelles, tout en préservant les droits de la province et de la population.

Quand la première loi a été soumise¹, elle a provoqué énormément d'étonnement dans la province, au Canada et aux États-Unis. On a critiqué l'administration que nous avions dans le Québec; on a prétendu que le bill portait atteinte à la liberté de la presse, à la liberté du commerce ainsi qu'à la liberté privée, et que cela constituait un avertissement à l'industrie désireuse de venir s'établir chez nous. J'espère que cette mauvaise presse que nous avons eue, ici comme à l'étranger, ne nous aura pas causé un tort irréparable.

Puis nous avons eu le second bill. Certaines clauses qui se trouvaient dans le premier ont été modifiées ou supprimées. Reste à se demander si les changements apportés ne sont pas une conséquence du tollé soulevé par le premier bill. Que reste-t-il de l'idée tout d'abord exprimée et où allons-nous avec la présente loi? Je suis d'avis que la première chose à sauvegarder, c'est la province de Québec et qu'elle passe avant les individus. En matière de ressources naturelles, on ne se demande pas dans quelle mesure des individus ont pu profiter de ces ressources, mais jusqu'à quel point la province elle-même en a profité. C'est après cela qu'on pourra se demander si des individus en profitent trop.

Depuis quelques années, les compagnies qui fabriquent le papier ont augmenté leur prix. Le premier ministre nous rappelle qu'il est intervenu. Chose curieuse, cela se passait en période électorale. Je ne sais pas si les chiffres qui m'ont été fournis concernant la production sont exacts, mais je crois qu'ils le sont. C'est du moins ce qu'indiquent les comparaisons avec les années précédentes. Les compagnies couperaient, pour produire quelque 3,000,000 de tonnes par année. Pour sa part, la province absorberait 100,000 à 125,000 tonnes par année. Le reste irait surtout aux États-Unis.

C'est donc une infime partie du papier fabriqué à même nos forêts qui reste dans la province. La présente loi stabilisera les prix sur cette infime partie, mais permettra aux compagnies de réaliser de gros bénéfices sur le reste. Le montant infime qui sera gelé est sans comparaison avec ce qui n'est pas gelé. Un certain montant n'entrera pas dans leur caisse, mais la hausse qui a été décrétée ne les empêchera pas de continuer à retirer des millions additionnels.

Je ne plains pas les compagnies et je suis convaincu qu'elles ne sont pas à plaindre. Ce n'est pas la présente loi qui les appauvrira

considérablement. Elle ne devrait guère contribuer à les rendre plus sages. La loi n'intervient que pour stabiliser les prix dans la province. Et vu l'intervention de la loi, quels sont ceux qui en bénéficieront? Ce sont les journaux. Et il y aura une Régie. Que retirera le Trésor public de la province en vertu de la nouvelle loi? Pas un sou de plus. Et pourtant, les lois devraient être faites non pas pour servir quelques intérêts particuliers, mais bien pour protéger et défendre l'intérêt général.

Dans la loi, il y a aussi le principe de la liberté de la presse. En dépit des retouches qui ont été faites dans le second bill, je dis que la liberté de la presse est encore en péril. Si j'en avais le droit, je pourrais montrer que la Régie garde encore un pouvoir discrétionnaire. Je vais parler des détails plus tard, lorsque la législation sera discutée en comité. On dira: "Il n'y a aucune obligation pour les journaux de se servir de la loi." Mais nous sommes en face d'une pénurie de papier. Les journaux seront forcés de s'adresser à la Régie. Ils ne seront libres... qu'idéalement. Ils tomberont sous la coupe de la Régie et, de ce fait, sous celle du gouvernement qui a nommé la Régie. N'y aura-t-il pas alors danger pour la liberté de la presse? Les journaux existant par le seul jeu de l'économie manqueront fatalement de papier et devront venir devant la Régie pour en obtenir. Dans ce cas, peut-on encore parler de la liberté de la presse?

Il (M. Lapalme) rappelle une conférence de presse donnée par le premier ministre, en 1944, et dans laquelle il était question du trust des journaux. Selon lui, la situation était plus grave que ce que les journaux avaient dit jusqu'à présent. S'il arrivait que les journaux existants étaient obligés de payer leur papier plus cher, ils pourraient former un trust contre les journaux de demain, lesquels ne pourraient plus traiter à armes égales. Ces journaux devront approcher le comité pour recevoir un quota sur le papier journal ou être obligés de payer des prix plus élevés. Le trust procurera aux uns des avantages dont ne pourront bénéficier les autres. J'ajouterai que la Régie est à l'abri des brevets de prohibition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je m'en suis tenu au principe du bill et je demande au chef de l'opposition d'en faire autant. À ce stade, on n'a pas le droit de discuter le bill article par article.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je prends le bill dans son ensemble et j'en fais un portrait. Le bill prévoit la fixation des prix du papier, mais le

moyen qu'on prend pour avoir le contrôle de nos ressources naturelles ne change guère la situation. Il faudrait prévoir tous les cas qui relèvent du bois, de l'exploitation forestière. Il n'y a pas que le papier qui sorte de la forêt. Si nous passons la présente loi, est-ce que nous n'aurons pas aussi à intervenir pour prévoir le cas du bois de construction? C'est toujours la forêt qui est en jeu. Si nos ressources forestières comptent parmi les plus précieuses, il faudra s'engager dans tous les domaines où entre la forêt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle le chef de l'opposition à l'ordre, déclarant qu'il faut s'en tenir à la forêt utilisée pour la production du papier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous avons devant nous un cas particulier. Nous ne réglons pas les problèmes de la forêt avec un cas particulier.

M. l'Orateur: Le seul cas à l'étude, c'est le cas du papier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si je ne puis faire les remarques que je fais présentement, j'en serai empêché en troisième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'en suis tenu au principe du bill et je demande au chef de l'opposition de ne pas s'écarter de la question.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En deuxième lecture, on est pour ou contre. C'est le temps de dire: "je suis contre parce qu'il n'y a pas telle ou telle chose dans le bill". Mais, quand le bill aura été étudié en comité plénier, il ne me sera pas permis, en troisième lecture, de parler de ce qui n'est pas dans le bill.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si l'on pouvait parler, en deuxième lecture, de tout ce qui n'est pas dans le bill, on pourrait parler d'éducation, d'agriculture, et vous voyez jusqu'où cela pourrait nous conduire.

MM. Bélanger (Lévis), Pinard (Drummond) et Noël (Montréal-Jeanne-Mance) interviennent pour appuyer le point de vue du chef de l'opposition.

M. l'Orateur rappelle qu'il faut demeurer dans la discussion du principe lui-même du projet de loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai déjà insisté sur le fait que je voulais demeurer dans l'ordre; mais je soutiens qu'en nous occupant de nos ressources forestières, nous ne pouvons pas nous occuper que d'un cas. Si nous voulons rendre cette protection efficace, il nous faudrait légiférer sur le bois de construction, de tous les sous-produits du bois, de même que celui de tous les petits coupeurs de bois, afin d'assurer des prix plus avantageux à ceux du Québec qui se servent de bois. Mais je ne vais pas plus loin.

Je persiste à penser que pour protéger efficacement nos ressources forestières, il faut aller à la source même, c'est-à-dire dans la forêt jusqu'à la coupe du bois. On ne protège pas les ressources naturelles en allant la chercher où le produit est ouvert. Je suis d'avis qu'il nous faut repenser toute notre politique de protection de nos ressources naturelles.

On me permettra donc de dire que le principe du contrôle est mal placé. Avec le projet de loi que nous avons devant nous, le peuple du Québec ne tire pas un sou. Pour que l'exploitation de nos ressources naturelles serve au peuple du Québec, il faut procéder exactement à l'inverse, et c'est dans la forêt, en taxant les droits de coupe, qu'il faut aller chercher les millions que pourrait rapporter l'exploitation de nos ressources forestières. Sans doute, les propriétaires de journaux qui se serviront de la Régie obtiendront-ils une réduction du prix de leur papier journal, mais la richesse la plus importante du Québec va continuer à s'en aller. Les compagnies vont continuer à encaisser des millions sans qu'en profite le Trésor.

Le premier ministre et moi-même nous nous entendons sur le but à atteindre: protéger nos ressources naturelles. Mais où nos points de vue diffèrent du tout au tout, c'est dans les moyens à employer pour atteindre ce but. Pour protéger efficacement nos ressources forestières et assurer en même temps un profit au peuple du Québec, c'est à la source qu'il faut aller. Or, le premier ministre met un contrôle à la sortie. Je ne voudrais pas être désagréable à son égard, mais qu'il me permette d'exprimer l'opinion que la méthode de contrôle du gouvernement ressemble étrangement aux lois nationales-socialistes passées en d'autres pays et qui frappaient exclusivement les produits œuvrés à la sortie. Avec la méthode du premier ministre, le peuple du Québec ne tirera pas un sou des millions de dollars que les compagnies continueront à réaliser en bénéfices.

En s'attaquant à la source, nous n'aurions pas besoin d'instaurer une Régie. Tout à l'heure, le premier ministre a affirmé que ceux qui voteraient

contre la loi manifesterait leur sympathie en faveur des magnats du papier et de ceux qui adorent le veau d'or. Ai-je besoin de dire que tel n'est pas le cas et que je viens de le démontrer?

Quant aux journaux, ils ne retireront des avantages qu'en se mettant sous la coupe de la Régie. Les journaux? Je ne les considère pas comme une quantité négligeable, pas plus que le gouvernement. La révision de la loi et sa deuxième rédaction sont une preuve de leur influence.

Mais, si l'on veut envisager la défense des journaux, on oublie un groupe extrêmement nombreux constitué par les coupeurs de bois, ceux qui travaillent à la production du papier. Ce sont des incidences dont une loi qui voudrait faire profiter la plus grande partie du peuple de l'exploitation de nos forêts devrait tenir compte.

Toute ma discussion vient de ce que l'arme qu'on emploie n'est pas suffisante. Le principe en jeu est insuffisant; il n'est pas étendu dans la direction où il devrait l'être. Avec cette loi, si les journaux sont protégés, la province elle-même ne touchera rien. Elle met même en cause la liberté de la presse; sans doute, pour l'instant, cette liberté n'est-elle pas en danger, mais qui sait ce qui peut arriver dans trois ou six mois, lorsque la Régie opérera?

D'ailleurs le principe que l'on invoque est déjà dans nos lois. Les lois nous permettent, en effet, de surveiller nos ressources naturelles et d'en assurer la protection. Cette loi peut devenir en vigueur sur simple arrêté ministériel. On pourrait peut-être y ajouter un ou deux amendements pour la mettre à jour, mais je ne vois pas l'utilité d'une nouvelle loi. Nous n'allons pas voter en faveur d'une loi inutile pour le plaisir de voter. Selon le Code criminel, il est illégal d'établir des prix discriminatoires tel que la loi le permet. Ce que nous voulons, c'est une loi qui embrasse tout le problème, et non seulement une incidence, un cas particulier. Pour que le peuple puisse profiter de l'exploitation de ses ressources forestières, le gouvernement devrait poser ses conditions à la source, c'est-à-dire au moment où l'on va abattre le bois. En taxant les droits de coupe, on aurait permis de mater efficacement les compagnies.

Le premier ministre déclarait tout à l'heure que plusieurs personnes lui ont affirmé qu'il était dangereux de s'attaquer aux puissances d'argent. Est-ce vrai? Je trouve que le gouvernement ne se livre pas à une attaque bien féroce. Ceux qui s'y attaquent réellement sont ceux qui, comme l'opposition, réclament que l'on taxe les compagnies à la source. Je ne connais pas les présidents de

compagnie; ce n'est pas à moi qu'ils s'adressent et ce n'est pas au Parti libéral qu'ils viennent demander des faveurs. Les compagnies préfèrent certainement le traitement que leur fait le gouvernement à celui que leur donnerait le Parti libéral. Par sa loi, le premier ministre va garder les compagnies près de lui, en vertu du principe que, garrotté dans un coin, on a forte tendance à offrir la rançon de sa liberté. Et, quand viendra le moment, c'est encore à lui qu'elles s'adresseront. C'est effrayant comme ce n'est pas effrayant de s'attaquer aux puissances d'argent comme le fait le gouvernement.

Le premier ministre dit que c'est une loi excessivement anormale pour remédier à une situation également anormale. Mais la loi par elle-même ne vient-elle pas créer de son côté une situation anormale? Sans recourir à une régie, sans porter atteinte à la liberté de la presse et à celle du commerce tout simplement par le moyen des droits de coupe, on serait parvenu à des résultats de beaucoup supérieurs. Il s'agit de savoir si, en épargnant des milliers de dollars, les journaux se sentiront plus libres. Car ce qu'il faut, c'est une législation qui permette au peuple de croire qu'il ne sera pas asservi, mais servi. Une telle législation ne peut être efficace que si elle s'attaque aux sources du problème, c'est-à-dire au moment de la coupe du bois.

Le député de Trois-Rivières dit que les industries papetières doivent tenir compte du fait qu'elles exploitent les richesses naturelles de la province et qu'elles doivent bénéficier de ce privilège dans des limites raisonnables, compatibles avec les droits du peuple de la province sur ces richesses. Je suis d'accord avec lui là-dessus. Mais là où je ne suis pas d'accord, c'est au stade de la transformation de ces richesses qu'il faut leur imposer des restrictions. Ces restrictions, elles doivent leur être imposées à la source. Le premier ministre les attend à la sortie, quand elles ont recueilli le plus clair de leur profit et qu'il est impossible pour le gouvernement de leur retirer la plus grande part du bien qui appartient au peuple de la province. Moi, je les attends à l'entrée, lorsqu'elles mettent le pied sur le sol de la patrie québécoise. Voilà toute la différence entre le premier ministre et moi, entre la politique de l'Union nationale et celle du Parti libéral.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) approuve le principe du bill. Le gouvernement, dit-il, est justifié de prendre une telle mesure, de façon à assurer une préférence aux journaux du Québec dans

le prix et l'approvisionnement de papier journal. Je suis d'avis que cette législation protégera aussi les contribuables. Car, si les journaux devaient payer leur papier plus cher, ils devraient augmenter le taux de leurs annonces et le prix de chacun de leurs exemplaires. Comme beaucoup de gens annoncent dans les journaux, qu'il s'agisse d'emplois, de maisons à vendre ou à louer, de faire connaître une naissance ou un décès, et comme la grande majorité des contribuables achètent un journal, ils seraient immédiatement touchés par une telle hausse.

M. Bélanger (Lévis): Les modifications apportées par la seconde rédaction du bill dorent un peu la pilule, mais les principes restent les mêmes. Ce projet de loi révèle l'imprévoyance et l'incompétence du gouvernement actuel. Le premier ministre a dit lui-même qu'il était au courant de la situation depuis des années, mais il n'est jamais intervenu autrement que par des discours. Et le remède qu'il prétend apporter aujourd'hui ne réglera pas le problème. Il ne donne aucune protection aux journaux qui pourraient être fondés après l'adoption de la loi.

Ce bill révèle aussi l'esprit de dictature du régime. Il constitue une entrave au commerce. Il donne au gouvernement le pouvoir de tout régir, mais pas au bénéfice de la province, qui n'en retirera pas un sou. La mesure viole aussi la liberté de la presse. Partout où l'on a voulu contrôler les journaux, on a employé comme premier moyen la répartition du papier. C'est ce qu'on a fait en Argentine, en Russie, en Allemagne.

La loi est présentée à la veille des élections...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit d'imputer des motifs. Nous ne pouvions tout de même pas agir avant l'augmentation des prix. Et les prix n'ont été augmentés qu'en novembre.

M. Bélanger (Lévis): Je n'impute pas de motifs, mais le peuple remarquera la coïncidence. Il y a eu d'autres augmentations de prix avant celle de novembre. On nous accuse souvent de dénigrer notre province. Or, c'est avec des lois comme celle-ci que l'on jette du discrédit sur la province de Québec. C'est pourquoi je voterai contre le bill.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement tente de consacrer un principe faux qui veut que quand on veut protéger quelqu'un, il faut s'en emparer. Profitant de la situation précaire qui existe actuellement, le gouvernement tente de

faire croire à une intervention efficace et il impose une régie; une régie de production, de distribution et enfin de vente. Pour être logique, il n'aurait qu'à appliquer le contrôle de la vente. Pourquoi une régie de production et de distribution? Le gouvernement d'en face veut se montrer fort, et ce, à la veille des élections. C'est un fait que nous constatons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande au député de retirer ses paroles, qui viennent à l'encontre des dispositions du paragraphe 19 de l'article 285 du Règlement. Le député n'a pas le droit d'impliquer des motifs².

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je constate seulement.

M. l'Orateur: Nous avons déjà rendu une décision sur ce point. Les paroles du député impliquent des motifs et je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre. Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Si nous votons pour le principe de ce bill en deuxième lecture, c'est dire que nous consacrons, tel que le

veut le gouvernement, le principe faux que pour protéger quelqu'un, il faut s'en emparer. Pour protéger les journaux, on régit la presse en imposant une régie de la production et de la distribution. Il est vrai que cela permettra aux journaux de la province de Québec de payer leur papier moins cher que sur le marché étranger. Mais il arrive que le papier est une matière rare. Or, cela met les journaux dans l'obligation, s'ils veulent se procurer du papier au prix du marché québécois, de passer par l'étroit corridor d'une régie provinciale comme nous en connaissons sous l'Union nationale.

On dit que le journal est libre de se servir de la loi. C'est une liberté bien relative si l'on considère la situation. Le papier étant tellement rare, le journal qui ne passera pas par la régie risquera de n'avoir point de papier ou de payer le double du prix. C'est un attentat flagrant à la liberté de la presse.

Le gouvernement, par ce bill, ne limite pas seulement les libertés des journaux, mais aussi celle des compagnies, ce qui est un autre principe faux. Ce principe donne à la province de Québec une très mauvaise réputation à l'étranger. Si nous votons pour ce principe, les grosses compagnies auront peur de venir s'établir dans la province de Québec. On leur crée un climat d'insécurité.

Si le premier ministre était réellement fort, comme il tente de le faire paraître, il ne verrait pas seulement à protéger les gros, mais aussi les petits, les colons et les cultivateurs qui coupent le bois. La masse de la province de Québec ne retire rien en vertu de ce bill; le Trésor ne retire absolument rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ridicule.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): La seule chose qui est ridicule, ce sont les interventions du premier ministre quand je parle.

L'opposition a un mandat. Celui de combattre les lois qui violent les libertés des individus de la province de Québec. Le gouvernement se doit de protéger les intérêts généraux de toutes les classes de la province et, encore une fois, on nous présente une loi d'exception faite pour protéger les gros. Je proteste contre cette loi; le gouvernement a pensé à protéger les intérêts des journaux, mais n'a pas pensé aux colons et aux cultivateurs.

M. Pinard (Drummond): Je trouve étrange que le gouvernement, qui se dit le protecteur des petits, protège en fait les grosses compagnies avec son projet de loi. Le gouvernement semble oublier

que celui qui est à la source de l'industrie papetière, c'est le cultivateur, le colon. Au point de vue économique, le principe de la loi est faux, et le premier ministre a tort de vouloir faire croire que le bill a pour but de protéger la liberté de la presse. Les autorités provinciales auraient dû aller aux racines du mal et exiger une forte royauté pour l'exploitation forestière.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il est à propos de dire que l'Union nationale restreint la liberté de la presse et va réduire les propriétaires de journaux à l'esclavage. Le projet de loi contient des éléments de dictature; c'est une vraie camisole de force qu'on veut imposer aux journaux. Il est mauvais en principe parce qu'il consacre l'arbitraire. Il renferme un principe de nature à faire cracher les grosses compagnies...

M. l'Orateur rappelle le député à l'ordre. Il ne faut pas, dit-il, imputer de mauvaises intentions au gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qu'il retire ses paroles!

M. l'Orateur demande au député de Montréal-Jeanne-Mance de retirer ses paroles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) retire ses paroles.

Le projet de loi menace la liberté de la presse ainsi que la liberté du commerce et même celle de l'industrie, sur laquelle il suspend une épée de Damoclès. Il (M. Noël) félicite le chef de l'opposition de son magnifique discours constructif et de se faire le défenseur de la liberté au Québec.

M. Savard (Québec-Ouest): Je ne voudrais pas que, dans les paroles que je prononcerai, l'on considère que je tiens à vouloir protéger les compagnies manufacturières de papier. Ces dernières ont certainement bénéficié d'une façon très avantageuse des législations antérieures, et je dirai même que, dans certains cas, elles en abusent et qu'elles n'ont pas plus qu'il faut la sympathie du public. Je me lève pour critiquer ce projet de loi parce qu'il y a un principe excessivement grave en jeu. On nous dira certainement, au cours de la discussion, que cette loi est pour protéger nos ressources naturelles qui sont exportées; mais, si le gouvernement était réellement sérieux, pourquoi n'aurait-il pas pris la même attitude lorsqu'il s'agit

de nos ressources comme dans le cas du fer de l'Ungava? Évidemment, dans sa législation, le gouvernement a deux poids, deux mesures.

Il s'agit d'un contrôle gouvernemental et c'est très grave. Les journaux n'ont pas besoin d'une intervention du gouvernement dans leurs affaires. Si les éditeurs ne sont pas satisfaits du traitement qu'ils pourraient recevoir des moulins à papier, rien ne les empêche de rencontrer leurs fournisseurs et de mettre cartes sur table.

Le projet de loi comporte une Régie ayant le droit d'augmenter la quantité de papier journal à être fournie. Cela peut permettre au gouvernement de récompenser ses amis. Par ailleurs, la loi peut devenir un instrument de plus en plus dangereux si le gouvernement, continuant sa politique d'expropriation, fait disparaître toutes les terres à bois du domaine privé pour les rattacher au domaine public. À la fin, le contrôle de l'État sera absolu.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Cette mesure met en cause un grand principe qui est, en somme, une question de contrôle. Le gouvernement contrôle le mauvais côté de l'industrie. Le contrôle ne frappe pas au bon endroit, c'est-à-dire à la source, comme il se devrait et, conséquemment, il ne saurait profiter à l'ensemble de la population.

Je déplore aussi l'impression défavorable que les gens de l'extérieur de la province ont suite à l'action du gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice) déclare s'opposer au bill pour diverses raisons. D'abord, des compagnies ont refusé de se plier au bon plaisir du "prince", dit-il, et on a décidé de les punir. On n'a pas dit si elles avaient violé des lois existantes. Le gouvernement a le droit, et même le devoir, de contrôler les richesses naturelles. Mais pas sous l'impulsion de la colère. C'est un droit conditionné par son devoir de faire servir les richesses forestières à l'intérêt général des copropriétaires de la forêt.

Mais justement, le contrôle est-il fait dans l'intérêt de ces copropriétaires? Non. Pourquoi? Parce que les propriétaires de journaux ne sont pas comme tels les copropriétaires de la forêt. Ils le sont en tant qu'individus et en tant que citoyens, mais au même titre que tous les autres citoyens et pas davantage. Ils n'ont pas droit de s'accaparer tous les revenus.

L'augmentation du prix du papier annoncée par les compagnies n'équivaut qu'à 12 cents la tonne sur l'ensemble de la production. C'est très peu, c'est une "peanut". Et la loi actuelle n'est qu'une législation punitive.

C'est le devoir du gouvernement de contrôler les richesses naturelles de la province, mais il doit accomplir ce devoir dans l'intérêt de la masse, dans l'intérêt de ceux qui coopèrent au développement de ces richesses. Les bûcherons, les cultivateurs, les colons sont également les copropriétaires de nos forêts, mais cette loi ne leur donne absolument rien. On prend les biens du peuple et on en fait cadeau à un petit groupe. C'est un contrôle qui prête à discrimination que celui que le gouvernement veut se faire accorder par cette loi.

Je suis partisan de l'entreprise privée, mais je suis également en faveur du contrôle de nos richesses naturelles. Il s'agit de savoir à quel moment l'imposer. À mon avis, c'est au début, quand les compagnies coupent du bois dans nos forêts. Le contrôle que veut avoir le gouvernement va jeter un discrédit considérable sur la province de Québec et le gouvernement s'en servira comme instrument de vengeance. C'est un contrôle en faveur d'un petit groupe au détriment de la masse. J'ai été élu dans mon comté, mais pas pour devenir le porteur d'honneur du tombeau de la démocratie dans cette province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les discours de l'opposition constituent une véritable tour de Babel, tant les contradictions y sont nombreuses. J'y ai reconnu les objections que m'ont faites les magnats du papier. Mêmes arguments, ou plutôt mêmes arguties.

On a commencé par dire que le bill était dirigé contre la liberté de la presse. Puis on a dit que le bill favorisait la presse au détriment de la masse. Ceci n'a pas de bon sens. On a dit qu'il faudrait établir un contrôle à la source. Mais y a-t-il une autre source de l'industrie papetière que la coupe du bois? Or, le bill contrôle la coupe du bois, de manière à empêcher la dilapidation des forêts. Il crée aussi une régie du papier. Quand on veut régir le papier, on ne régite pas les arbres. Nous faisons une loi complète, puisque nous voyons d'abord à préserver les forêts par une coupe raisonnable, et que nous prenons ensuite le produit fini.

Les journaux, d'après l'opposition, ce n'est pas grand-chose. C'est un petit nombre, une quantité négligeable. Je dis qu'un pays ou une province où il n'y aurait pas de journaux ne serait pas loin de la décadence. Les journaux et la presse sont des institutions d'intérêt public. Il faut les protéger contre l'appétit vorace de certaines personnes qui ne voient que l'argent et oublient leurs devoirs. En agissant ainsi, on pose un acte d'intérêt public qui profite à la masse.

Des règles, il en existe plusieurs, à Ottawa comme à Québec. Il y a par exemple la régie fédérale des Transports. Je ne sais pas que, pour contrôler les tarifs de chemins de fer, cet organisme doive s'occuper des endroits où l'on fabrique les locomotives. Nous avons ici une Régie de l'électricité. Son autorité s'exerce sur les prix, non pas sur l'eau qui coule dans les rapides. Il y a aussi, la Régie des loyers, qui est devenue nécessaire pour protéger la masse contre les abus d'un petit nombre. Il en sera de même de la Régie du papier. C'est une mesure anormale, pour faire face à une situation anormale créée par des personnes anormales.

On dit que la loi est mauvaise et qu'elle est présentée à la veille des élections. C'est une autre contradiction, car pas un homme qui a la tête sur les épaules ne va provoquer l'opinion en faisant une mauvaise loi à la veille des élections. Cette loi a été présentée après bien des démarches. Elle n'est pas conforme à la politique générale du gouvernement. C'est une mesure de dernier ressort, motivée par les récentes augmentations de prix. Nous avons multiplié les avis, mais on ne s'en est pas occupé.

Le chef de l'opposition serait surpris d'apprendre qu'il y a sept ou huit jours à peine, l'un de ses amis a déclaré au Club de Réforme de Montréal: "Si Duplessis veut maintenir son contrôle du papier, on va voter contre et on va avoir des fonds électoraux". Je lui dis cela pour lui rendre service. S'il avait été au courant de la politique provinciale, il ne se serait jamais embarqué dans cette galère. Il dit que la province ne retire rien? Il s'exporte chaque année au-delà de 3,000,000 de tonnes de papier. \$4 de plus la tonne, cela fait \$12,000,000. C'est-à-dire qu'avec notre impôt de 7 % sur les corporations, nous allons retirer \$840,000 de plus.

Nous avons augmenté les droits de coupe, il y a plusieurs mois, pour une somme d'au-delà de \$1,000,000 par année. J'ai cru comprendre que le chef de l'opposition préconisait une augmentation des droits de coupe? Je vais lui répondre. Nous considérons comme une injustice l'augmentation des prix du papier pour les journaux de la province. Le gouvernement qui condamne cette injustice pouvait-il s'en rendre complice en partageant dans les profits?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On ne m'a pas permis de parler des droits de coupe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le chef de l'opposition s'objecte à ce que je lui prête des arguments, sans pis pour lui.

Il est une chose certaine. La loi actuelle constitue un principe essentiel à la conservation de nos droits. Elle n'est pas une loi punitive, elle n'est pas une loi de revanche; c'est une loi de bon sens et de revendication des droits fondamentaux de la province.

La motion proposant la deuxième lecture du bill 28 est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chartrand, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, 51.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la motion est adoptée³. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que la loi sera étudiée en comité plénier lors de la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Voirie et construction de ponts au Saguenay

Les honorables M. Talbot (Chicoutimi) et **M. Lorrain (Papineau)** déposent sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 décembre 1955, pour la production d'une copie de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 1^{er} décembre 1955, pour l'exécution de travaux de voirie et de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance ou autrement. (Documents de la session nos 22 et 23)

**Chemins de fer,
Rapport 1954**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1954. (Document de la session no 24)

**Chemins de fer,
États et statistiques 1954**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1954. (Document de la session no 25)

**Ministère de la Voirie,
Rapport 1954-1955**

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, pour l'année finissant le 31 mars 1955. (Document de la session no 26)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

25 janvier 1956

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 38 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 h 30⁴.

NOTES

1. Une première version du bill 28 avait été présentée à la Chambre le 13 décembre 1955. Le premier ministre avait ensuite modifié cette première version avant de présenter le bill 28 en deuxième lecture.

2. On aura compris que le premier ministre a voulu dire "imputer des motifs" et non pas "impliquer". Toutefois, les journaux utilisés pour la reconstitution de cette séance indiquent bel et bien que M. Duplessis a dit "impliquer" lors de cette intervention.

3. D'après *Le Soleil* du 26 janvier 1956, à la page 1, il était "six heures et trente, hier soir" quand l'Assemblée a voté le bill 28 en deuxième lecture.

4. *Le Soleil* du 26 janvier 1956, à la page 13, précise que "Comme le premier ministre et le chef de l'opposition devaient assister à un dîner d'État à Bois-de-Coulonge, la Chambre s'ajourne."

Séance du jeudi 26 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Mgr Maurice Roy,
primat du Canada**

M. Lapalme (Montréal-Outremont) attire l'attention de la Chambre sur la nouvelle parue dans les journaux à l'effet que Rome vient de conférer le titre de siège primate du Canada au siège métropolitain de Québec et celui de primat du Canada à Son Excellence Mgr Maurice Roy.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il vient d'en être informé par les journaux. Je constate, dit-il, que Sa Sainteté Pie XII a conféré à Québec la dignité de siège primate au Canada et à Son Excellence Mgr Roy le titre de primat du Canada. À titre de citoyen de Trois-Rivières, où Mgr Roy a commencé sa carrière épiscopale, je me réjouis de cette nomination, qui comble aussi les désirs intimes de la population de la vieille cité de Champlain, le berceau de la civilisation française et catholique en Amérique. J'offre à Mgr Roy les félicitations respectueuses et chaleureuses du gouvernement de la province, ainsi que du Parlement, avec nos vœux de longue vie, de carrière brillante et continue au service de l'Église.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) présente ses félicitations personnelles et celles de l'opposition à l'archevêque de Québec.

**Radiation d'une servitude,
paroisse de Saint-Laurent**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que les articles 615 et 616 et 621 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Conrad Laverdure, demandant l'adoption d'une loi tendant à radier une servitude de droit de passage, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 246 concernant la radiation d'une

servitude établie sur le lot numéro 27 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Conrad Laverdure, demandant l'adoption d'une loi tendant à radier une servitude de droit de passage.

Projets de loi:

**Radiation d'une servitude,
paroisse de Saint-Laurent**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 246 concernant la radiation d'une servitude établie sur le lot numéro 27 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sainte-Foy

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Boudreau), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 212 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Adopté.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 212 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 25 pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 175 des maîtres opérateurs thermiques de la province de Québec.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 218 constituant en corporation Jewish Convalescent Centre;

- bill 244 exemptant André Langlais de la quatrième année d'études d'ordre pratique et autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après examens.

Projets de loi:

Salle de concert à Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 25 pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jewish Convalescent Centre

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 218 constituant en corporation Jewish Convalescent Centre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 218 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

André Langlais

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 244 exemptant André Langlais de la quatrième année d'études d'ordre pratique et autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après examens.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 244 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Sainte-Foy demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Décisions de l'Orateur:

Modification de la loi électorale

M. l'Orateur: Le 18 janvier, j'ai pris en délibéré le point d'ordre de l'honorable premier ministre, à l'encontre de la motion du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël), relativement à un projet de loi modifiant la loi électorale de Québec.

Le point d'ordre de l'honorable premier ministre est basé, entre autres, sur l'article 155 des règlements qui décrète qu'aucune mesure affectant les deniers publics ou l'augmentation de quelque charge ne peut être mise en délibération, à moins que l'étude n'en ait été préalablement recommandée par le lieutenant-gouverneur.

Parlant sur le point d'ordre, le député de Montréal-Jeanne-Mance mentionne que, dans son projet de loi, l'employé supplémentaire dont il suggère la nomination agirait bénévolement et que, partant, ses fonctions ne représenteraient aucune dépense des deniers publics.

Comme le projet de loi en question n'est pas encore imprimé, il est difficile, pour moi, d'apprécier à ce stade si la modification suggérée affecterait réellement les deniers publics et, pour ces raisons, je crois devoir, à l'heure actuelle, renvoyer le point d'ordre.

Projets de loi:

Birgit Solveig Nordstrom

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Birgit Solveig Nordstrom à l'exercice de la profession dentaire à certaines conditions.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Papier journal fabriqué au Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 28

concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Depuis le premier septembre 1955 et jusqu'au premier mars 1957, aucun producteur ou fournisseur ne peut demander ou exiger, directement ou indirectement, d'un ou de plusieurs consommateurs, pour son papier journal, un prix plus élevé que celui qui était en vigueur le premier septembre 1955.

"Nul producteur ou fournisseur ne pourra, après le premier mars 1957, augmenter ce prix sans l'autorisation de la Régie."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) rappelle ses propos de la veille sur l'opportunité de taxer le bois à sa source si on veut que toute la population profite de cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En comité plénier il faut s'en tenir aux détails de chacun des articles et ne pas entrer dans des discussions qui regardent plutôt le principe de la loi, principe déjà décidé par la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La loi fixe la production. Or, on ne consomme dans Québec que 100,000 tonnes par année alors que nos moulins produisent plus de 3,000,000 de tonnes.

Le prix n'est fixé que pour la province de Québec, et la plus grande partie du papier fabriqué chez nous échappe au contrôle et est vendu à l'étranger au prix fixé par le fabricant.

Sur ces 3,000,000 de tonnes, il y a des taxes qui s'en vont au Trésor de la province...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cela ne relève pas du tout de l'article que nous discutons.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je note certains effets de cet article 2...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne faut pas recommencer le débat d'hier. Je n'ai pas d'objection à ce qu'on s'écarte un peu du sujet, mais il ne faut pas partir la bride sur le cou. Il n'est pas question des revenus de la province dans l'article en discussion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je parle des revenus parce que c'est un effet de l'article 2. On ne peut tout de même pas nous forcer à discuter seulement la rédaction de cet article. Notre liberté va plus loin que cela.

M. le président demande alors au chef de l'opposition de s'en tenir à l'article 2.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Pour le mois de décembre 1955 et pour chaque mois subséquent, sous réserve des articles 5, 6 et 7, tout consommateur a droit d'obtenir, de son ou de ses fournisseurs, moyennant paiement du prix légalement exigible, pour fins de publication du journal ou des journaux qu'il publiait et imprimait ou qu'il faisait publier ou imprimer au mois de novembre 1955, au moins la quantité de papier journal que ce ou ces fournisseurs lui ont vendu au mois de novembre 1955.

"À compter du premier décembre 1955 et jusqu'au soixantième jour de la nomination des membres de la Régie, les fournisseurs et les producteurs doivent se répartir entre eux, proportionnellement au volume de production de papier journal de leurs papeteries respectives, le montant global de papier journal à fournir, en vertu du présent article, à l'ensemble des consommateurs.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On bloque ainsi tous ceux qui voudront à l'avenir publier des journaux ou des revues. On limite la fourniture du papier à ceux qui en achetaient déjà. Il sera absolument nécessaire aux journaux de s'adresser à la Régie où le prix est fixé. Celui qui ne se soumettra pas à la Régie sera obligé de payer plus cher et souvent de s'adresser au marché noir du papier. N'est-ce pas une façon d'empêcher le lancement de tout nouveau quotidien ou périodique? Que va faire le gouvernement pour les nouveaux journaux ou les nouvelles publications? Je me demande à quelles

difficultés nous nous heurterions si, un bon jour, nous décidions de publier notre journal quotidiennement. S'en va-t-on, de façon déguisée, au rationnement du papier tel qu'il existait durant la guerre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je trouve curieux l'illogisme de l'opposition. D'un côté, on dit que la Régie ne vaut rien, puis on ajoute que les journaux seront obligés de s'adresser à cette Régie pour être protégés. En faisant cette loi, il fallait fermer toutes les portes, afin d'éviter que l'on prenne des détours. Nous ne pouvions pas faire autre chose que de nous préoccuper d'abord des publications qui existent. Les publications qui viendront plus tard n'auront aucun droit de tirer avantage des tarifs établis sur le papier journal et sur les approvisionnements garantis.

Nous ne pouvions pas mentionner les journaux à venir, car on aurait trouvé le moyen de contourner la loi. L'application du bill démontrera s'il faut des améliorations, et nous verrons alors ce qu'il faut faire si des journaux veulent s'établir plus tard. Agir autrement provoquerait de la confusion. Il y en a qui pourraient prétendre vouloir fonder un journal et qui achèteraient du papier pour le revendre.

M. Bélanger (Lévis): Mais quel prix devront payer pour leur papier ceux qui fonderont des journaux plus tard?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous allons commencer par sauver ceux qui existent avant de nous préoccuper de ceux qui viendront plus tard. La Régie décidera suivant la loi, tant pour le papier que pour le prix.

M. Bélanger (Lévis): Un nouveau journal pourra-t-il avoir du papier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

déclare qu'il faudra s'adresser à la Régie puis reproche à l'opposition d'avoir voté contre la loi, car elle est nécessaire.

Il y a des gens qui ne voient pas clair, dit-il. D'après eux, les moulins devraient fonctionner sept jours par semaine et nous devrions nous contenter des postes inférieurs. Ces gens-là voudraient tuer la poule aux œufs d'or. Dès qu'ils voient une piastre, ils sont à genoux. Nous n'avons d'autorité que dans la province de Québec, mais nous entendons l'utiliser pour conserver nos forêts¹. Quand les propriétaires

de papeterie vont constater que le gouvernement est décidé de mettre cette loi en force, ils vont plier l'échine.

Il faut être juste pour tout le monde et ne pas imposer, dans une loi nouvelle, des obligations qui provoqueraient la création d'un marché noir. Il faut d'abord prendre soin des journaux qui existent déjà. Tous les éditeurs seront traités de la même façon, sur une base impartiale. La publication hebdomadaire du Parti libéral, *La Réforme*, bénéficierait d'un prix spécial si elle voulait tirer avantage de la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les propriétaires de journaux n'ont pas grand choix. S'ils choisissent de ne pas s'adresser à la Régie, ils risquent de se placer dans une situation inférieure au point de vue économique. En réalité, ils ont le choix entre la liberté et le danger de mort! À mon avis, la loi institue des sanctions économiques contre ceux qui préféreront le régime de liberté à celui de la Régie.

Le premier ministre parle de ceux qui prétendraient fonder un journal pour avoir du papier avec l'intention de le revendre. Mais n'importe qui peut agir de la sorte, car si la Régie contrôle efficacement, ce trafic ne pourra pas se faire. La Régie agit ou n'agit pas: si elle agit, le premier ministre n'a pas besoin de craindre ce qu'il suppose.

Il (M. Lapalme) demande au chef du gouvernement s'il ne veut pas introduire dans la loi une clause pour les journaux futurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà exprimé mon opinion; je respecte celle de l'opposition. Je persiste à croire que, dans ses termes, la loi est ce qu'il y a de plus plausible à l'heure actuelle. L'opposition a sa manière de voir, nous avons la nôtre et nous trouvons la loi complète de ce côté.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. Un organisme de régie de la production, de la vente et de la distribution du papier journal est constitué, sous le nom de *Régie du papier journal*, avec les pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la présente loi.

"Cet organisme est composé de quatre membres, appelés régisseurs, nommés durant bonne conduite par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui

désigne l'un deux pour remplir la fonction de président et un autre pour remplir celle de vice-président.

"Les traitements du président, du vice-président et des autres régisseurs sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ils ne doivent pas être inférieurs à dix mille dollars pour le président, à neuf mille cinq cents dollars pour le vice-président et à neuf mille dollars pour les autres régisseurs."

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) intervient.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) affirme que l'article 9 donne des pouvoirs discrétionnaires à la Régie².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si on veut nommer une régie qui en soit une, il faut lui donner des pouvoirs; on ne peut nommer un organisme sans pouvoir, sinon il vaut mieux ne pas en créer. Or, il faut une régie; les derniers événements l'ont montré. Pour qu'elle puisse supprimer les abus qui ont déterminé sa formation, il faut lui en donner les moyens.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande pourquoi la loi ne fixe pas les salaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On en fixe les minima et c'est suffisant; on peut laisser le soin de le fixer au gouvernement. La loi des liqueurs de M. Taschereau³ n'en fixait pas pour les membres de la Commission des liqueurs. Le gouvernement a diminué leurs salaires à 50 cents et les commissaires ont préféré s'en aller.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"17. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente,

"a) les décisions de la Régie ne peuvent être révisées par les tribunaux et il ne peut y avoir d'appel à l'encontre de telles décisions, sauf en la matière et suivant la procédure prévues par l'article 18.

"b) aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre la Régie, ni contre aucun de ses membres agissant en sa qualité officielle;

"c) les dispositions de l'article 50 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Régie, ni à ses membres agissant en leur qualité officielle."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cet article donne aux régisseurs du papier un pouvoir supérieur au pouvoir judiciaire, car dans certains cas on peut utiliser les brefs de prérogative contre les tribunaux; or, cet article décrète qu'on ne peut les utiliser contre les membres de la Régie. Pourquoi ne pas les mettre au même rang que les juges, même les juges de la Cour supérieure? Le premier ministre a souvent dit que les juges de la Cour supérieure étaient des humains, sujets à l'erreur. Les membres de la Régie le seront aussi. A-t-on peur que les grosses compagnies se servent à outrance des brefs de prérogative?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les membres de beaucoup de commissions sont à l'abri des brefs de prérogative, aussi bien à Ottawa qu'à Québec. Tel est le cas des membres de la Commission des accidents du travail, de la Commission des liqueurs. Le seul but que nous poursuivons ici, c'est d'empêcher que l'on se serve des tribunaux pour retarder la marche des événements. Les régisseurs seront des gens compétents; ils seront nommés à vie et on ne pourra, à moins de raisons graves, les destituer. Ils ont des pouvoirs quasi judiciaires.

Et puis, et surtout, il y a un droit d'appel contre les décisions de la Régie. Les brefs de *certiorari* n'existent jamais quand il y a droit d'appel. Un journal aurait le temps de mourir avant que l'on épuise toute la filière de la procédure. Nous voulons une justice expéditive; certaines gens sont prêtes à dépenser n'importe quelle somme pour se soustraire à la Régie.

C'est cela que nous voulons éviter; ceux qui ne seront pas satisfaits de ses décisions pourront en appeler devant une cour de trois juges. Si on apporte à la loi une clause pour paralyser la justice, ce n'est pas nécessaire de présenter une loi.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) questionne l'aspect constitutionnel du projet de loi à l'égard de la procédure d'appel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La procédure d'appel est souhaitable. La loi ne met pas en cause la liberté individuelle; il n'est question que de contrôle de compagnies.

L'article 17 est adopté.

Le comité étudie l'article 18 qui se lit comme suit:

"18. À l'instance d'un consommateur ou d'un producteur ou fournisseur, il y a appel, de toute décision de la Régie, en la manière suivante.

"L'appel est formé par une requête au juge remplissant les fonctions de juge en chef de district à Québec, signifiée et produite, dans les huit jours de la date de la décision dont il y a appel, au greffe de la Cour de magistrat à Québec, avec un avis de la date et de l'heure de sa présentation.

"La requête doit être présentée au plus tôt trois jours et au plus tard six jours après l'expiration de délai de production mentionné à l'alinéa précédent.

"Sur présentation de la requête, le juge en chef de district défère l'appel à un tribunal composé de trois juges de district qu'il désigne. Il peut agir lui-même comme l'un des trois membres de ce tribunal.

"Dès sa constitution, le tribunal fixe une date et une heure, aussi prochaines et convenables pour les parties que possible, pour l'instruction de l'appel et leur en donne avis.

"L'appel doit être entendu et décidé avec toute la diligence possible. Le tribunal entend les parties et leurs témoins et il peut accueillir toute preuve, testimoniale ou littérale, et rendre toute ordonnance incidente qu'il estime pertinente.

"Le tribunal peut, par son jugement final, confirmer, annuler ou modifier la décision dont il y a appel. Toute décision ou ordonnance du tribunal peut être rendue à la majorité de ses membres.

"Toutes les décisions et ordonnances du tribunal sont finales et sans appel."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'aime mieux cet article.

L'article 18 est adopté.

Les articles 19 à 24 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 25 qui se lit comme suit:

"25. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement conciliable avec les dispositions précédentes, décréter toute disposition supplétive, interprétative ou accessoire susceptible d'en assurer une juste et efficace exécution.

"Les règlements adoptés en vertu du présent article sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*. Ils entrent en vigueur à compter de la date

de cette publication, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne fixe une date ultérieure à cette fin, et ils sont, à compter de leur entrée en vigueur, réputés faire partie de la présente loi."

M. Bélanger (Lévis) intervient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne donne pas au gouvernement le droit d'amender la loi, mais de la clarifier: les amendements relèvent de la Chambre exclusivement.

L'article 25 est adopté.

Le comité étudie l'article 26 qui se lit comme suit:

"26. Les dispositions ci-dessus relatives à la fixation d'un prix maximum pour le papier journal, à l'obligation pour les fournisseurs d'en livrer aux consommateurs les quantités requises, à la répartition du coût de ce service entre les diverses papeteries et à la surveillance de l'exécution de ces dispositions par la régie, doivent être interprétées, en ce qui concerne les consommateurs, non comme leur imposant des obligations ou restreignant leur liberté, mais comme leur conférant des droits dont ils peuvent se prévaloir ou non, à leur discrétion."

M. Savard (Québec-Ouest) demande quand le gouvernement a l'intention d'appliquer la section III de la loi⁴, qui doit être mise en vigueur par décret ministériel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce point relève de l'article 35 et je répondrai au député à ce moment.

L'article 26 est adopté.

Le comité étudie l'article 27 qui se lit comme suit:

"27. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, tous les bois provenant du domaine public de la province, quelle que soit la nature de la concession forestière dont dépend le droit de coupe, doivent être entièrement ouverts dans le Québec.

"Le bois est entièrement ouvert au sens de la présente loi lorsqu'il a subi tous les traitements et procédés de fabrication et passé par toutes les phases de transformation nécessaires pour le rendre propre à l'usage auquel il est finalement destiné, de telle sorte que les produits aient acquis la forme définitive dans

laquelle la marchandise doit être livrée au consommateur."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi la Chambre serait appelée à voter une loi qui existe déjà dans les Statuts depuis 1947? Le chapitre 36 des Statuts refondus, 1947, contient déjà, mot à mot, l'article 27 de la présente loi. Nous avons un principe qui est déjà dans une loi et qui est transcrit ici mot à mot. La loi de 1947 devait entrer en vigueur le jour de la proclamation. Or, il n'y a pas eu de proclamation. Pourquoi, plutôt que de nous faire adopter une nouvelle loi, n'a-t-on pas tout simplement appliqué la loi de 1947?

En somme, c'est comme si, pour nous montrer plus nationalistes, on nous demandait de passer une loi pour dire que le drapeau qui a déjà été adopté par une loi existe encore. Est-ce qu'en votant cela aujourd'hui, notre politique générale en matière de conservation des richesses naturelles va être nécessairement plus accentuée? Allons-nous être plus grands hommes en adoptant cette loi, après avoir négligé de mettre en application cette même loi passée en 1947?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La première loi avait pour but de prévenir l'exportation en dehors du Canada. Or, aujourd'hui nous exportons de 750,000 à 800,000 cordes de bois à des moulins du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Ces gens-là ne voulaient pas accorder aux propriétaires de journaux de la province de Québec les considérations qu'ils méritaient.

L'ancienne loi devait être appliquée dans son entier et elle comprenait certaines clauses qui n'étaient pas nécessaires. Nous voulons aider les gens qui veulent être raisonnables. Il y en a qui ne veulent pas l'être, c'est la minorité. Pour aider ceux qui sont raisonnables et mettre à la raison ceux qui ne le sont pas, nous proposons cette loi.

M. Bélanger (Lévis) veut démontrer que le principe de la section IV du bill 28 avait déjà été adopté en 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi ne pouvait pas être mise en force parce que la loi parlait du domaine privé, et la Législature n'a pas juridiction sur les terres privées et sur l'exportation du bois provenant de ces terres. C'est pour cela que nous avons acheté des seigneuries. Nous avons acheté des domaines privés pour les mettre sous notre juridiction.

Nous n'avons aucun contrôle sur le domaine privé, pas plus que nous en avons sur ce qui se fait en Ontario ou au Nouveau-Brunswick. Mais nous avons des pouvoirs pour la province et nous allons nous en servir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La loi de 1947 aurait pu être mise en vigueur article par article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais en autant que l'article était complet. De plus, cette loi n'était pas nécessaire au moment où elle a été adoptée. Elle était là en cas de nécessité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si les lois précédentes n'étaient pas constitutionnelles, pourquoi n'avoir pas promulgué la loi de 1947 sanctionnée le 19 mai 1947, mais non promulguée? Les principes sont les mêmes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, le but de la loi de 1947 n'était pas le même. Il n'y avait pas de régie dans la loi de 1947: il n'y avait pas de contrôle de la production, pas plus que de la distribution.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je soutiens que le principe de la section IV, "Utilisation des ressources forestières au bénéfice de la province de Québec", est le principe autrement plus permanent que tout le reste de la loi. C'est le grand principe et le je le retrouve dans la loi de 1947.

Ce n'est pas parce que nous allons voter deux fois ce principe que nous allons être meilleurs protecteurs de nos ressources forestières. Je me demande aujourd'hui où nous allons. Cette loi, allons-nous l'utiliser...

L'article 27 est adopté.

Les articles 28 à 30 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 31 qui se lit comme suit:

"31. Les poursuites résultant de l'article 30 sont intentées sur autorisation du procureur général devant un juge des sessions ou un juge de district. Seule, la première partie de la loi des convictions sommaires de Québec s'applique à ces poursuites."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cela veut dire qu'il n'y a pas de droit d'appel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Rien de nouveau là-dedans, c'est déjà dans la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je le sais qu'il n'y a rien de nouveau là-dedans. Tout cela, c'est du vieux butin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi des convictions sommaires existe. Nous l'appliquons.

L'article 31 est adopté.

Les articles 32 à 34 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 28 concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que, en attendant la constitution du fonds visé par l'article 19 de la loi qui accompagne la présente résolution, et la rentrée suffisante de

cotisations pour subvenir aux besoins de la Régie du papier journal, les montants nécessaires à cette fin lui seront avancés, à même le fonds consolidé du revenu, par le ministre des Finances et que ladite Régie lui remboursera le montant de ces avances, graduellement ou en un seul paiement selon les disponibilités du fonds.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia) Gérin, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicœur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 28 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 28 concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province.

Adopté.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier

pour étudier le bill 28 concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 35 qui se lit comme suit:

"35. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf la section III, qui entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

M. Savard (Québec-Ouest): Quand le premier ministre va-t-il nommer ses régisseurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au moment opportun.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Aurons-nous une Régie dans trois mois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'organisation d'une Régie exige un certain travail. Ce que je puis dire, c'est que le président sera un juge et qu'il y aura un ingénieur-forestier parmi les régisseurs.

L'article 35 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 28 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon

(Matane), Gagnon (Matapédia) Gérin, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 28 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Travaux de drainage

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 janvier 1956, pour la production d'une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec et toutes personnes, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} décembre 1956 jusqu'au 1^{er} décembre 1955, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes, conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance ou autrement. (Document de la session no 27)

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars

soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Dupré (Verchères): On n'encourage pas assez nos jeunes à demeurer à la campagne. C'est peut-être, selon moi, une des raisons qui expliquent, avec l'incompétence du ministre de l'Agriculture, le marasme de l'agriculture et le fait, en particulier, que plus de 10,000 de nos fermes sont abandonnées. On pourrait, par exemple, donner plus de bourses d'études au lieu de les diminuer comme le fait le ministre. En 1944, le gouvernement donnait \$17,292, et pourtant, le dollar avait une plus grande valeur. Aujourd'hui il ne vote que \$14,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) nie la véracité de ces chiffres. Le gouvernement donne beaucoup plus que cela, dit-il.

M. Dupré (Verchères): En cinq ans, de 1939 à 1944, le régime libéral avait voté \$53,270 en bourses d'études. L'Union nationale, en cinq ans, n'a donné que \$48,057. Il (M. Dupré) demande au gouvernement de suivre les recommandations de la commission Héon qui veut plus d'agronomes compétents, plus de travail de recherches.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Verchères n'est pas renseigné. Le gouvernement donne quinze fois plus de bourses que ne le dit le député.

M. Dupré (Verchères): Je base mes calculs sur les *Comptes publics* que le gouvernement distribue lui-même. L'Union nationale aurait dû suivre l'évolution et augmenter les crédits et les bourses. Il ne faut pas oublier qu'un étudiant qui payait autrefois \$7 par semaine pour sa pension en paie \$15 aujourd'hui. Il faudrait doubler les crédits ouverts pour les bourses et accroître la valeur de ces bourses.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement dépense en fait beaucoup plus de \$14,000 pour les bourses d'études agricoles. Nous en donnons 15 fois plus.

M. Dupré (Verchères): Le ministre de l'Agriculture est contre le progrès.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'item en discussion n'est pas le seul qui concerne les bourses d'études. Le député de Verchères a demandé ce qu'a fait l'Union nationale pour les jeunes? Je vais

lui dire qu'il y a \$143,000 de bourses d'études aux écoles d'agriculture.

M. Dupré (Verchères) demande au président de rappeler le ministre à l'ordre, car le débat porte sur le poste 9 et non sur les écoles d'agriculture. Le ministre s'écarte de l'item en discussion.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Verchères (M. Dupré) a été le premier à sortir du sujet; il a parlé du R. P. Dugré⁵, de l'exode des jeunes ruraux vers les villes; le ministre lui répond qu'on ne demande pas de voter pour les bourses seulement les \$14,000 du poste 9, mais \$144,000 au poste 8. Il a droit de répondre ça.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Depuis deux jours, on m'a interrompu à maintes reprises pour que je ne m'éloigne pas des questions relatives aux différents postes examinés. Le député de Verchères a parlé du poste 9. Que le ministre de l'Agriculture s'en tienne au poste 9.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Verchères m'a traité d'incompétent, d'incapable; il a dit que j'étais trop vieux pour comprendre les jeunes. Le Règlement me donne le droit de me défendre.

M. le président: Le chef de l'opposition a raison quand il demande de respecter le Règlement. C'est pourquoi je regrette d'avoir laissé tant de latitude au député de Verchères pendant l'étude du poste 9. Il s'est lancé dans des digressions. Mais il a dit que le ministre était ignorant, qu'il ne donnait pas assez aux jeunes et que c'est pour cela qu'ils désertent la campagne. Un ministre attaqué a le droit de répondre.

M. Dupré (Verchères) en appelle de la décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de l'étude des crédits de l'agriculture, article 9, "Bourses d'études agricoles", l'honorable député de Verchères (M. Dupré), malgré un premier rappel à l'ordre, a continué de se maintenir en dehors des limites permises par le Règlement en accusant le ministre d'être ignorant, incompétent, trop vieux pour comprendre les jeunes, et en accusant le gouvernement de ne pas faire assez pour la jeunesse agricole,

puisque'il ne demandait que \$14,000 pour des bourses. Lorsque le ministre de l'Agriculture, ignorant les accusations, a voulu répondre au député de Verchères, en affirmant que son département avait également dépensé, pour des bourses aux jeunes, un montant additionnel de \$143,500, le député de Verchères a soulevé un point d'ordre à l'effet que le ministre n'avait pas le droit de répondre en sortant de l'item 9.

J'ai décidé que, selon le Règlement (article 273), tout ministre visé par des questions ou des accusations concernant sa personne ou son département, a le droit de répondre.

Le député de Verchères en appelle maintenant à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia) Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 51.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude de la résolution des crédits budgétaires, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

L'honorable M. Barré (Rouville): On nous reproche de négliger la jeunesse agricole. Ce n'est pas \$17,000 que nous avons donnés en bourses, comme le prétend le député de Verchères, mais \$143,500. Et nous ne choisissons pas les élèves. Tous ceux qui veulent suivre des cours dans les écoles d'agriculture ont droit à \$15 par mois. Le gouvernement a multiplié les écoles d'agriculture. Sous les libéraux, il y en avait bien peu de ces écoles. Les libéraux n'ont rien fait pour la jeunesse agricole du Québec. Et ce que nous distribuons ainsi est en plus des bourses accordées par le ministère de la Jeunesse.

M. Dupré (Verchères) demande au ministre de l'Agriculture s'il n'a pas l'intention d'augmenter le montant des bourses à cause du coût de la pension, qui est doublée depuis une quinzaine d'années. Le ministre, dit-il, ne marche pas avec son temps. Il est arriéré et ne suit pas la marche du progrès. Il dort sur son temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse le député de Verchères de faire des personnalités sur le compte d'un homme qui s'est dévoué pour l'agriculture. Où étaient les libéraux, dit-il, quand le ministre de l'Agriculture organisait l'U.C.C.⁶ et réclamait le crédit agricole?

M. Dupré (Verchères): Il a voté contre le crédit agricole en 1935⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette l'attitude et les paroles du député de Verchères. Jamais on n'aura discuté des crédits budgétaires aussi importants que ceux-là en faisant autant de personnalités. Je connais le ministre de l'Agriculture depuis un grand nombre d'années. Et,

si moi-même j'avais rencontré sur ma route les obstacles que le ministre a surmontés et si j'avais pu, malgré cela, atteindre les succès qu'il a remportés et parler aussi correctement qu'il le fait, j'en serais fier.

Des députés de l'opposition protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Verchères a passé son temps à dire que le ministre de l'Agriculture est arriéré, rétrograde. J'ai droit ici de prouver que les déclarations du député à l'endroit d'un collègue sont injustes. Le ministre de l'Agriculture a été un pionnier en cette province. Bien loin d'être rétrogradé, il a mis en application des mesures qui ont fait avancer l'agriculture. Quand le ministre organisait l'U.C.C. et réclamait un crédit agricole pour empêcher l'exode des campagnes, était-il arriéré? Les arriérés étaient les amis de l'opposition actuelle qui s'opposaient à ce prêt agricole.

Que le député de Verchères cesse donc ses attaques et ses personnalités à l'endroit d'un homme qui le vaut cent fois. Il a dit, tout à l'heure, que le ministre de l'Agriculture dort sur son temps. Le ministre de l'Agriculture se lève très tôt le matin et arrive à son bureau au moment où le député de Verchères dort encore.

Il n'appartient pas à ce député de proférer d'aussi injustes propos contre un homme qui est la synthèse même du travail et de l'honnêteté et qui a imprimé à l'agriculture un progrès dont les cultivateurs ressentent les bienfaits.

Des députés de l'opposition protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Va-t-on prétendre qu'un premier ministre qui a du cœur va laisser attaquer l'un de ses collègues de façon aussi déplacée?

Il (M. Duplessis) reproche aux oppositionnistes de vanter l'ancien régime libéral qu'ils ont renié en 1952.

M. Dupré (Verchères): Le ministre a-t-il l'intention d'augmenter le montant mensuel des bourses, à cause de la hausse du coût de la vie?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je remercie le premier ministre du témoignage qu'il m'a rendu. Les cours d'hiver, pour lesquels ces bourses de \$15 par mois sont accordées sans partisanerie politique, sont des cours de six mois, et 1,000 élèves, fils et filles de cultivateurs, les suivent. Si les fils de

cultivateurs veulent plus de bourses, ils n'ont qu'à suivre les cours et ils recevront la bourse à laquelle ils ont droit, car nous ne faisons pas de politique avec cette distribution.

Si je n'ai plus rien à donner à l'agriculture, c'est peut-être parce que j'ai tout donné aux cultivateurs et j'ai le droit de me reposer. Mais ce n'est pas au député de Verchères à fixer le temps de ce repos et de dire si je dois partir. Et je puis ajouter qu'au point de vue de l'agriculture, il y a des gens qui pourraient avoir honte de comparer leur vie à la mienne.

Partout, dans la province, on trouvera des traces de ce que l'Union nationale a fait pour les cultivateurs, des traces des œuvres que nous avons accomplies, dont les libéraux n'ont pas voulu de leur temps, mais que le chef de l'Union nationale a données à sa province.

(Applaudissements à droite)

Les députés de Verchères (M. Dupré), de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et de Rouville (l'honorable M. Barré) échangent des remarques.

M. Dupré (Verchères) repose sa question au sujet de l'augmentation des bourses.

L'honorable M. Barré (Rouville): La subvention pour les bourses a été portée de \$17,000 à \$192,000, et le gouvernement fera encore davantage, si c'est possible.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas six millions vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Dupré (Verchères) veut savoir pourquoi la dépense a été plus forte, en 1954-1955, une année pluvieuse, qu'au cours de 1955-1956, une année de sécheresse.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'augmentation est due au remplacement du matériel usagé ou hors d'usage. En 1954-1955, le ministère a acheté pour \$121,000 de matériel de remplacement.

M. Dupré (Verchères) pose une question.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le nombre des pelles est resté à peu près le même.

M. Dupré (Verchères) regrette qu'on ne fasse pas davantage dans le domaine du drainage et qu'on n'achète pas un nombre suffisant de pelles et de bulldozers pour répondre à toutes les demandes.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les travaux ne s'exécutent que dans les cours d'eau d'utilité publique et réglementés par la municipalité; on fait l'impossible pour éviter les difficultés et on n'a pas de procès. Le département possède toute une organisation pour les travaux de drainage et a un avocat à son service dans ce domaine.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quel est-il?

L'honorable M. Barré (Rouville): Me Reynald Blanchet. Il était ici quand je suis arrivé et nous l'avons gardé. J'ignore ses couleurs politiques. Tout ce que je sais, c'est qu'il fait du bon travail.

M. Dupré (Verchères): Cette politique de travaux mécanisés, faits avec l'outillage du ministère, est la meilleure, et au lieu de demander \$748,000, c'est \$2,000,000 ou \$3,000,000 qu'on devrait consacrer à cette fin.

Par contre, on demande \$1,200,000, soit 30 % de plus que l'an dernier, pour les travaux d'amélioration de fermes avec des tracteurs loués. Ici, on augmente le montant parce qu'il y a des contrats à donner, du patronage à faire. C'est un vrai scandale. On distribue les contrats aux amis du gouvernement. Tout dépend de ce que le contracteur a souscrit à la caisse électorale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce que dit le député de Verchères est faux. S'il a des accusations à porter, qu'il donne des faits, des noms. Il est contraire aux règlements de porter des accusations sans donner de détails, sans nommer les personnes qui peuvent être incriminées.

M. Dupré (Verchères): On devrait payer l'octroi, comme le demande l'U.C.C., du moment que le travail est exécuté dans les conditions prescrites et quel que soit le contracteur. Mais on exige que ce soit un contracteur recommandé par le patronneur du comté. Il s'est même donné des octrois à des contracteurs qui n'ont jamais fait de travaux sur la ferme.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Si le député de Verchères connaît des faits, c'est son devoir de le dire. Sinon, qu'il cesse de porter des accusations gratuites.

M. Dupré (Verchères): J'affirme que, dans Saint-Marc, on a payé l'octroi de \$4 l'heure à des cultivateurs chez qui il n'y a jamais eu de travaux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je défie le député de donner des noms. Je sais qu'il n'en donnera pas.

M. Dupré (Verchères): J'en ai dit assez pour que le ministre soit en mesure de vérifier les faits⁸.

(La discussion se poursuit dans un climat de plus en plus orageux pendant un certain temps.)

M. Dupré (Verchères): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) veut que je cite des noms? En voilà, des noms. Il (M. Dupré) relève dans les *Comptes publics* les noms de E. Riendeau et de Saint-Rémi Entreprise qui ont obtenu des contrats et qui ont reçu un paiement de plus de \$10,000 pour de tels contrats⁹. Il s'agit, dit-il, du fils d'un député ministériel¹⁰. Comment le ministre de l'Agriculture peut-il affirmer qu'il n'y a pas de patronage dans les projets liés à l'agriculture? Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse ne pourra pas dire que je ne cite pas de noms.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député de Verchères disait tantôt que des gens avaient été payés pour des travaux qui n'avaient pas été faits et il n'a pas voulu donner de précisions. Voilà maintenant qu'il donne les noms de deux honnêtes personnes, laissant entendre ainsi qu'il pourrait y avoir un lien entre ce qu'il disait tantôt et ces gens qu'il proclame ne pas avoir peur de nommer. On reconnaît bien l'attitude de l'opposition qui lance des accusations vagues et, ensuite, arrive avec des noms d'une autre affaire comme s'il y avait relation entre les deux cas.

C'est là un procédé inqualifiable et nous sommes fatigués de cette attitude. Et on s'en sert continuellement de l'autre côté de la Chambre. On fait la même chose en dehors de la Chambre.

Si vous avez des accusations à porter, faites-le donc comme des hommes, faites-le donc en braves. Portez-les en face au lieu d'essayer de noircir la réputation d'honnêtes hommes. Nommez des noms.

Si vous ne voulez pas le faire en Chambre, convoquez le comité des comptes publics, assignez des témoins. Il y a tout de même un bout. Nous sommes des gens respectables, de ce côté-ci de la Chambre. Nous avons des enfants qui grandissent et à qui nous voulons laisser un nom sans tache. Pour ma part, je suis fatigué de ce salissage. On laisse entendre que nous sommes des gens malhonnêtes de ce côté-ci de la Chambre, mais c'est de l'autre côté qu'on va au pénitencier¹¹. Nous sommes accusés de violer la loi, mais c'est de l'autre côté qu'on est condamné. Il est temps qu'on sorte des coins noirs, qu'on se montre au grand jour, qu'on cesse de salir sournoisement¹². Nous sommes écœurés de ce salissage de la part de gens qui font du pénitencier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Parce que l'on vient de sortir une saleté de la politique, je me vois forcé de dire au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse que quand l'on demeure dans une maison de verre, l'on ne lance pas de pierres.

Il y a un comté bien malchanceux dans la province de Québec où deux de ses représentants ont failli à leur devoir; il y a eu un député libéral, d'une part, et un député de l'autre côté de la Chambre, d'autre part. Mais, moi, en tant que chef de parti, lorsque j'ai été mis au courant des actes de ce député, je n'ai pas hésité à le sortir du parti; eux, de l'autre côté, non seulement ils ont gardé le leur, mais ils ont attendu que l'électorat le sorte.

L'Union nationale n'a pas eu assez de courage pour bannir de son parti un homme qui a été condamné par la cour et qui a été forcé de restituer des sommes d'argent qu'il avait obtenues dans des affaires politiques. L'un n'avait pas d'argent et il est allé en prison; l'autre avait de l'argent et il n'est pas allé en prison.

Je déplore que l'on ait traité ici dans l'arène politique des cas personnels qui avaient déjà eu des répercussions assez déplorables...

Des députés ministériels: Quel député?

Des députés de l'opposition: Choquette, l'ancien député de Shefford.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Un ancien, un député qui avait été défait, mais que l'Union nationale a gardé dans ses rangs jusqu'à ce que ses électeurs le mettent dehors...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le chef de l'opposition fait une affirmation contraire

aux faits, puisqu'il n'y a jamais eu de jugement contre le député Choquette...¹³

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il est malheureux que l'on traîne ces cas pitoyables dans la politique. Il s'agit d'un ancien député condamné pour des actes commis en relation avec la politique; l'autre, pour des actes en dehors de la politique. Ce sont des choses comme un prêtre ou un avocat qui manque à son devoir; ça ne veut pas dire que les autres prêtres et les autres avocats sont salis.

Jamais je n'ai parlé de l'autre cas, parce que je considérerais que les chutes d'un individu faisant partie d'un groupe sont assez graves.

Lorsque le ministre parlait à un certain moment, j'ai souri. Je souriais parce que je croyais que le député était fâché. Je me suis aperçu par la suite qu'il l'était réellement. Je souriais parce que je constatais que le ministre mêlait deux affirmations faites par le député de Verchères. Le député a porté deux accusations. La première concernait la paroisse de Saint-Marc où, disait-il, un contracteur aurait reçu de l'argent et n'aurait pas exécuté les travaux pour lesquels il avait reçu cet argent. La deuxième accusation du député portait sur les favoris du parti qui ont reçu des contrats. Le ministre relie cela l'un à l'autre. Le député, après avoir donné les noms de deux fils de député qui avaient reçu des contrats, a demandé: "Est-ce que cela n'est pas du patronage?"

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député a dit: "Est-ce que je ne donne pas des noms?"

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À tout événement, dans son discours, le ministre a cité un malheureux nom et en a entraîné un autre...

Des députés ministériels: Il n'a pas nommé de noms!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il ne faut pas se leurrer, se cacher le visage. Le ministre a fait une allusion très nette qui équivalait à l'identification. Le député de Verchères a parlé de Saint-Marc où de l'argent a été versé et où les travaux pour lesquels cet argent a été versé n'ont pas été exécutés. Dans l'autre cas, il a signalé les noms de fils d'un député et il a dit qu'il s'agissait de patronage. En réponse, le ministre a mentionné les noms de ceux qui ont failli. Cela ne change pas l'intégrité personnelle de ceux qui sont députés et cela n'entache pas du tout leur honnêteté.

Pour ma part, M. le président, j'espère que des incidents aussi regrettables ne se répéteront jamais plus dans cette Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Moi aussi, je veux que ce soit la dernière fois, mais c'est le député de Verchères qui a fait la liaison à laquelle nous nous objectons. Quand le député a parlé du cas de Saint-Marc, nous avons demandé des noms, mais le député a refusé d'en donner. Mais, plus tard, dans le cas de Laprairie, il a cité deux noms, tentant de les relier à l'affaire de Saint-Marc qui est totalement différente. Je suis intervenu dans le débat pour que les journaux et que le public comprennent bien que les deux noms mentionnés n'ont aucun rapport avec l'affaire de Saint-Marc.

Puis, après tout cela, le chef de l'opposition se lève et dit que nous ne devrions pas nous emporter. Si le chef de l'opposition a le contrôle de ses partisans, qu'il leur demande d'être propres et nous ne nous insurgerons pas. Ce qu'on demande à l'opposition, c'est de la décence et de la propreté. La seule boue qu'elle peut se plaindre de recevoir, c'est celle qu'elle envoie et que les ministériels lui renvoient. J'espère que le chef de l'opposition incitera ses députés à la décence.

Nous n'avons rien à cacher et nous n'avons peur de rien; et chaque fois que le député de Verchères se lèvera pour faire ce qu'il a fait ce soir, il trouvera de ce côté-ci de la Chambre quelqu'un pour lui répondre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse sait que, de ce côté-ci de la Chambre, je laisse les députés discuter librement. Chacun est chargé de scruter les crédits d'un département et il conduit son affaire comme il le veut. Cela ne se passe pas comme cela de l'autre côté, du côté des ministériels. Et, quand le ministre dit que je laisse lancer de la boue, il oublie qu'il y a un président du comité dont c'est le rôle d'intervenir s'il le juge à propos.

La principale raison pour laquelle je me suis levé, c'est qu'à un moment donné, ayant constaté que le ministre, voulant défendre son parti, jetait dans le débat des choses qui ne sont pas à l'honneur de la Chambre et de la politique, j'ai cru bon d'intervenir. Pour ma part, je ne veux pas utiliser une arme comme celle qu'a employée le ministre, ni ici ni en dehors de la Chambre. Je n'aime pas cela et ce n'est pas avec des choses comme cela qu'on gagne des luttes politiques. On déprécie plutôt la politique et les hommes qui la font.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je regrette que le discours que le chef de l'opposition vient de faire, il ne l'ait pas prononcé devant ses députés avant la session.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'étais pas ici durant l'altercation qui vient d'avoir lieu. Mais j'ai assez d'expérience parlementaire et je connais assez le député de Verchères et sa façon de procéder par insinuation pour me représenter ce qui s'est passé. Si quelqu'un a des accusations à porter, qu'il prenne les moyens prévus par les règlements.

Le chef de l'opposition a tenté d'apaiser les esprits et s'est exprimé avec courtoisie. Je voudrais qu'il ait une influence réelle sur ses députés.

Il (M. Duplessis) s'en prend au député de Richelieu (M. Cournoyer) qui, dans un récent discours, aurait tenté de tourner en ridicule la dévotion bien connue du premier ministre pour saint Joseph et le frère André. Cela, dit-il, ne le grandit pas.

M. Cournoyer (Richelieu) soulève un point d'ordre et déclare qu'il n'a jamais tenté de ridiculiser le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

réplique qu'il est au courant des paroles prononcées par le député de Richelieu et demande au chef de l'opposition d'exiger que ses députés fassent preuve de gentillesse. Encore une fois, dit-il, s'ils ont des accusations à porter, qu'ils les portent. Nous répondrons.

Il (M. Duplessis) reproche au député de Verchères sa façon de procéder par insinuations. Cela ne le grandit pas, dit-il.

Pour revenir au député de Richelieu, il a montré une mentalité qui ne le grandit pas, lui non plus, et que, pour ma part, je n'oublierai pas.

M. le président demande qu'on s'en tienne strictement à l'item en discussion, maintenant que les deux chefs se sont fait entendre. Pour clarifier la situation, dit-il, je demanderai au député de Verchères de déclarer que, quant à lui, il n'a jamais voulu dire que les deux fils du député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) étaient de la catégorie des gens qui se font payer pour des travaux qui ne sont pas exécutés.

M. Dupré (Verchères): Je me serais empressé de faire cette déclaration même si le président ne me l'avait pas demandée car, au moment de la

discussion, je n'ai jamais eu à l'esprit les deux fils du député de Laprairie-Napierville. Je ne les connais même pas. J'irai plus loin. Je dirai que j'ai la conviction que le ministre de l'Agriculture n'a jamais eu rien à voir là-dedans. Je ne veux pas, pour un instant, qu'on fasse planer des soupçons sur les deux fils du député de Napierville. Ce que j'ai dénoncé, c'est le favoritisme dans l'octroi des contrats. Celui qui bénéficie des octrois, c'est non pas le cultivateur, mais le contracteur parce qu'il n'y a pas de concurrence.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) demande de rappeler le député de Verchères à l'ordre et affirme qu'il veut remettre les choses au point, que le député n'a pas le droit de dire des choses fausses. Malgré que le député de Verchères ait déclaré qu'il ne veut laisser planer aucun soupçon sur moi, dit-il, je veux rétablir les faits. Le ministre de l'Agriculture avait compté 2,500 heures pour Napierville-Laprairie.

Le contracteur, cette année-là, fit faillite. Il restait des heures à faire. On a demandé à mon fils de s'en charger; comme il était étudiant, il a refusé¹⁴. L'année suivante, les cultivateurs lui ont demandé de se charger de l'exécution des travaux. Cette fois-là, il a accepté... Il n'y a pas de favoritisme là-dedans. Que le député vienne dans mon comté aux prochaines élections répéter ce qu'il a dit et il verra!

L'honorable M. Barré (Rouville) déclare qu'il veut expliquer le fonctionnement des octrois. Ils sont fixés, dit-il, à \$4 l'heure; ils permettent aux cultivateurs de payer leur bulldozer. Par ailleurs, il y a un tarif pour le prix de telle ou telle machine selon sa capacité de rendement; ce tarif est fixé par le département. D'autre part, les agronomes de comté, dont les 5/6 étaient là en 1944, sont chargés de surveiller les travaux. C'est d'ailleurs une surveillance très difficile. Les résultats obtenus ont été excellents. Hors de ma connaissance, il a pu arriver qu'un même cultivateur ait reçu deux octrois en un même été.

Il (M. Barré) rappelle ensuite ce qui se passait sous les libéraux au chapitre du patronage et déclare que si le gouvernement acceptait la suggestion de l'U.C.C. d'accorder des octrois à tous ceux qui ont des bulldozers, il n'y aurait aucun contrôle possible de la part des agronomes du ministère. Il faut au contraire, dit-il, un système permettant une surveillance. La politique du gouvernement est d'accorder les heures de bulldozers selon les besoins des comtés, sans partisanerie politique.

Le député de Verchères a parlé d'irrégularités, tout en reconnaissant mon intégrité et mon honnêteté. C'est au moins une compensation. Mais, en ce qui a trait aux irrégularités possibles, le député de Verchères n'a qu'à me les rapporter et je me charge de faire tenir enquête au besoin.

La résolution est adoptée¹⁵.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 05.

NOTES

1. Selon *La Presse* du 27 janvier 1956, à la page 45, ces propos du premier ministre constituent une réponse à une déclaration d'un représentant de l'industrie du papier. En effet, *La Presse* écrit que "l'honorable Duplessis a relevé, hier, en Chambre, une déclaration que faisait mercredi, à Montréal, M. R. M. Fowler, président de l'Association canadienne des pâtes et papiers. M. Fowler avait soutenu qu'il viendra un jour où les forêts canadiennes produiront deux fois plus de bois qu'à l'heure actuelle et où les récoltes de l'industrie forestière pourront conséquemment être deux fois plus élevées qu'actuellement".

2. Selon le *Montréal-Matin* du 27 janvier 1956, à la page 6, ces propos auraient été tenus par le député de Montréal-Jeanne-Mance, M. Jean-Paul Noël.

3. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952), premier ministre (libéral) du Québec de 1920 à 1936.

4. La section III de la loi est celle qui crée la Régie du papier journal et en définit les pouvoirs.

5. Voir la séance du 24 janvier 1956.

6. Le ministre de l'Agriculture, Laurent Barré, a été l'un des cofondateurs de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et son premier président, de 1924 à 1926.

7. En 1935, le député de Deux-Montagnes, Paul Sauvé, qui était alors dans l'opposition, avait présenté une motion proposant l'établissement d'un crédit agricole provincial. Un député ministériel, le libéral Nicolas Gaudet, avait présenté un amendement à cette motion, proposant que le gouvernement provincial augmente l'aide qu'il apportait aux cultivateurs du Québec dans le cadre du prêt agricole fédéral, au lieu de créer son propre crédit agricole. Laurent Barré, qui était lui aussi dans l'opposition à cette époque, avait tout de même appuyé l'amendement Gaudet qui visait en quelque sorte à contrer la motion Sauvé: c'est ce qui fait dire au député de Verchères, M. Dupré, que M. Barré a voté contre le crédit agricole en 1935.

8. À ce moment du débat, *Le Soleil* du 27 janvier 1956, à la page 10, note que "La discussion se poursuit dans un climat de plus en plus orageux."

9. À propos du montant des contrats en question, le *Montreal Star* du 27 janvier 1956, à la page 1, parle de \$30,000. Le montant de \$10,000 rapporté par le *Quebec Chronicle* du même jour, à la page 2, semble plus plausible; un peu plus loin dans le débat, le député de Napierville-Laprairie, M. Riendeau, parle d'un contrat de 2,500 heures, alors que le ministre de l'Agriculture, M. Barré, affirme que les octrois pour ces contrats sont de \$4 de l'heure.

10. Le député ministériel mis en cause ici est de toute évidence le député de Napierville-Laprairie, Hercule Riendeau, comme le confirment la suite du débat et l'intervention de M. Riendeau lui-même.

11. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse fait ici allusion à Gaston Ledoux, élu député de

Shefford pour le Parti libéral en 1952 et qui démissionna en mai 1955.

12. Le *Quebec Chronicle* du 27 janvier 1956, à la page 2, rapporte que, durant son intervention, M. Sauvé a frappé du poing sur son pupitre à plusieurs reprises.

13. Celui qui avait précédé Gaston Ledoux (voir note 11) comme député de Shefford, l'unioniste Hector Choquette, avait eu, lui aussi, des démêlés avec la justice.

14. D'après *La Presse* du 27 janvier 1956, à la page 47, le ministre de l'Agriculture aurait plutôt dit: "J'ai refusé une première fois."

15. Voici comment *Le Soleil* du 27 janvier 1956, à la page 3, commente ce débat: "La discussion des crédits de l'agriculture a dégénéré en une algarade tumultueuse à l'Assemblée législative hier soir et, pendant quelques instants, les spectateurs ont vécu des moments palpitants."

Séance du vendredi 27 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

**Budget des dépenses
1956-1957**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Les députés de Montréal-Outremont (M. Lapalme) et de Rouville (l'honorable M. Barré) expriment des vues similaires sur la nécessité de favoriser les travaux de recherche en vue de découvrir de nouvelles cultures possibles ou d'améliorer les cultures existantes.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le ministère de l'Agriculture subventionne le collège Macdonald pour des expériences sur les plantes. Il y a aussi des expériences qui se font sur diverses fermes, comme à la ferme-école de Deschambault. Il y a lieu, surtout, de faire converger les efforts en vue de découvrir des plantes hâtives, en raison de notre climat.

Si ces recherches sont fructueuses, divers produits que nous sommes obligés d'importer, parce que nous ne les produisons pas, subiront pour la première fois de la concurrence de la part du marché québécois.

Le ministère a actuellement une équipe de techniciens dirigée par un professeur du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, qui fait un relevé des sols de la province. Plusieurs comtés ont déjà été visités. Une carte de la nature et de la possibilité des sols a été dressée. Le ministère a, enfin, un laboratoire de recherche à Québec même, dirigé par M. Omer Caron.

La résolution est adoptée¹.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Noël (Frontenac) exprime le regret que les rapports du ministère de la Colonisation n'aient pas encore été produits.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nos rapports auraient été prêts il y a une couple de mois. Malheureusement, notre imprimeur a été éprouvé par un incendie. J'ai tout de même des épreuves que je pourrai fournir au député de Frontenac (M. Noël), s'il le désire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Frontenac est-il anxieux d'avoir des épreuves? S'il est tellement anxieux de l'avoir, on lui remettra le texte dactylographié.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Qu'est-ce que le premier ministre veut dire par le mot

"anxieux"? Veut-il signifier que le député de Frontenac est inquiet, ou qu'il a peur, ou bien qu'il est désireux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est cela. Il est désireux.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Quant à moi, je suggère qu'on place un dictionnaire Larousse sur le pupitre de chaque député². Pour ma part, il y a une chose dont je suis anxieux, c'est de m'en aller chez nous le plus vite possible³.

M. Lemieux (Wolfe): Dans les Cantons-de-l'Est, la colonisation a été un échec monumental. Les gens qui sont nés et ont grandi dans la région ne peuvent obtenir de lots. Les marchands de bois ont le haut du pavé. Il me semble que le ministère devrait annuler les billets de location et faire entrer les lots dans le domaine public, afin que les colons puissent en bénéficier.

M. Noël (Frontenac): Un grand nombre de lots ne sont pas considérés comme lots de colonisation et sont exploités uniquement pour le bois.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent quatre-vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Noël (Frontenac) insiste sur l'importance des primes de défrichement, de labour et autres. Les jeunes, dit-il, ne sont pas intéressés à s'installer dans des endroits où ils savent d'avance qu'ils n'ont aucune chance de progresser, faute d'aide suffisante. Rien d'étonnant qu'on ne veuille pas aller s'établir sur des fermes nouvelles, quand le gouvernement ne donne pas l'encouragement qu'il devrait.

Les primes actuelles datent de 1946 et la valeur de l'argent est loin d'avoir celle qu'elle avait il y a 10 ans. Malheureusement, elles n'ont pas été augmentées. Je serais heureux de voter un montant considérable pour l'aide au maintien des colons. Je suis persuadé que nous devrions donner le double. Les primes de défrichement, de labour et autres, comptent parmi les meilleurs moyens de favoriser la colonisation et de garder les colons sur leurs lots.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le député de Frontenac (M. Noël) a parlé d'un très grand nombre de choses. Nous avons actuellement 17,549 colons résidents. L'an dernier, nous en avons établi 995. Ce n'est pas un record, je l'admets, mais le gouvernement est néanmoins satisfait de constater que la colonisation se poursuit. Nous avons aussi 21,510 colons non résidents. Nous avons donné des primes à 8,000 et quelques colons. Parmi eux, il y en a qui ont atteint la limite de 30 acres, laquelle vient d'être portée à 40 acres.

Le député de Frontenac dit encore que les primes de \$50 et \$60 ne sont pas suffisantes. Mais il faut garder le sens des proportions. Allons-nous donner aux colons des terres complètes? Le ministère de la Colonisation est déjà très généreux, car la totalité des primes par lot dépasse \$4,000, alors qu'à mon arrivée au ministère, il n'était que de \$1,000, dont \$600 pour les secours directs. Le ministère est actuellement plus généreux qu'il n'a jamais été. Je ne suis pas prêt à recommander qu'on aille plus loin. Par l'augmentation du labour de 20 à 40 acres⁴, nous allons encore augmenter ce montant de près de \$500. Il me semble que l'État fait un beau cadeau à celui qui veut s'établir; il reçoit déjà tout l'encouragement nécessaire.

Nous avons défriché, durant l'année, 57,550 acres; nous avons exécuté 15,377 acres de labour et 21,000 acres de hersage. Ces travaux sont 10 fois plus considérables que dans le temps de nos amis d'en face. Depuis huit ans, 465,000 acres de terre ont été défrichées. Je regrette le peu d'intérêt que manifestent les jeunes à l'endroit de l'agriculture, mais nous avons fait quand même une œuvre qui compte et dont je suis fier.

Il est vrai que nous n'avons pas beaucoup de colons sur les terres. Nous laissons la complète responsabilité du recrutement aux 17 sociétés de colonisation qui s'en occupent. Nous payons à cet effet les missionnaires de la colonisation.

Nous agrandissons considérablement le domaine de ceux qui sont déjà installés. Je regrette le peu d'intérêt que manifestent nos jeunes à l'endroit de l'établissement agricole. Nous sommes dans une période de prospérité et les jeunes sont plutôt attirés vers l'industrie. C'est un fait que je déplore, avec tous les missionnaires-colonisateurs.

L'on causait avec le chanoine Couture, curé de Taschereau, en Abitibi, et président de la Fédération des sociétés, un fondateur de trois ou quatre paroisses en Abitibi et un véritable moteur de la colonisation, qui se disait découragé de voir que les jeunes s'intéressent si peu à la colonisation. Pour remédier à cet état de choses, nous augmentons le

domaine cultivable, j'en suis fier. L'an dernier, en 1954, la température a été très mauvaise, il a plu tout l'été et les tracteurs s'enlisaient. Cette année, en 1955, nous avons dépassé le montant alloué pour l'aide au maintien des colons.

M. Noël (Frontenac): Je me demande si le ministre croit à la colonisation. Il a dit que c'est décourageant. Ce n'est pas une façon de démontrer qu'il y a de l'avenir dans la colonisation. En Alberta, on fait du recrutement avec succès. Comment se fait-il que l'on trouve des colons dans le Québec pour occuper les terres de l'Alberta et de l'Ontario et qu'on n'en trouve pas pour les lots disponibles dans le Québec?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il se fait du recrutement ici pour d'autres provinces, mais il n'est pas de la même catégorie que le nôtre et ne comporte pas les mêmes avantages. Les colons partent avec de l'argent et achètent des terres là-bas. Ici, on s'établit sur les terres de la couronne. Il n'y a pas une province où l'on donne autant d'avantages aux colons que la province de Québec.

M. Noël (Frontenac): On a là-bas une société coopérative qui s'occupe de l'achat des terres. C'est à se demander si nous faisons bien, dans la province de Québec, tout l'effort que nous devrions faire pour attirer nos jeunes sur des lots de colonisation. Tant et aussi longtemps que les colons n'auront pas un revenu suffisant les premières années, la colonisation sera une faillite.

On se demande si le ministre croit encore à la colonisation. Dans mon comté, 67 lots ont été vendus pour défaut de paiement de taxes municipales et scolaires, l'an dernier. Là-dessus, on comptait 46 lots de colonisation et 21 appartenant à des pilliers de bois, des gens qui travaillent au détriment de la colonisation. Il y a, dans la colonisation, un souffle non colonisateur, mais plutôt électoral.

Les primes de jardins devraient être plus généreuses.

M. Lemieux (Wolfe): Dans les Cantons-de-l'Est, il ne reste plus que des lots entièrement bûchés, ce qui explique pourquoi les jeunes ne sont plus attirés vers la colonisation. Dans bien des cas, les inspecteurs de colonisation sont devenus des agents politiques. À ceux qui ne sont pas de la même couleur politique, ils ne montrent que des lots pillés.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): On n'établit plus de colons, comme autrefois, sur des

lots pillés. On les établit sur des lots libres, car on a fait disparaître la clause qui permettait aux compagnies de couper du bois 16 mois après l'établissement des colons. Si le député de Wolfe veut que je lui parle de lots pillés, je puis en parler longuement. J'ai ici des dossiers dont il n'aimerait pas entendre la lecture. Je l'attends.

M. Noël (Frontenac): On a donné des lettres patentes à des gens qui ne résident même pas sur leurs lots et qui n'y ont fait aucun travail de défrichage. Par contre, on a révoqué au profit d'organismes de l'Union nationale des lots sur lesquels des colons résidaient.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Pas un lot n'est concédé aujourd'hui sans recommandation de la Société diocésaine de colonisation. Et il n'y a révocation que si le colon ne s'est pas conformé aux conditions.

M. Noël (Frontenac) cite le cas d'un lot donné après 1952 à une personne peu recommandable qui a coupé du bois. J'ai rapporté le fait à l'inspecteur, dit-il, mais c'est lui qui organise tout cela, et il a lui-même des lots, mais pas à son nom, pour faire du bois. Je pourrais donner les noms d'un marchand qui déboise cinq ou six lots pas loin de chez moi.

Je considère qu'il y a un abcès épouvantable à la colonisation. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) devrait faire une enquête et se débarrasser du bois mort. On a l'impression qu'il ne s'agit pas d'un ministère de la Colonisation, mais d'un ministère de l'organisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le député de Frontenac (M. Noël) est venu me trouver en compagnie du maire de Saint-Robert. Ils se sont plaints d'un pillage éhonté. Je leur ai dit de demander au conseil municipal de révoquer les lots. Mais, depuis, je n'ai pas eu de nouvelles, car le maire était le premier des pilliers de bois.

M. Noël (Frontenac): Je ne permettrai pas au ministre de dire cela. Le maire Jos Nadeau n'a jamais possédé de lots de colonisation.

J'ai averti le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) que des inspecteurs ne faisaient pas leur devoir, mais ils n'ont pas été remplacés. Il est beau de citer des statistiques sur le défrichage ou autre chose, mais le problème essentiel reste néanmoins le colon, sa famille.

M. Lemieux (Wolfe): Il y a des gens dans Wolfe qui pillent les lots. Le ministre de la Colonisation le sait. Il a averti les inspecteurs et il y a eu une amélioration. Mais mon comté reste la pépinière des pilliers de bois.

Il (M. Lemieux) parle d'un certain Jean-Paul qui a coupé du bois dans un nombre considérable de lots.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il est impossible d'empêcher tous les abus et l'Union nationale s'emploie à les réprimer dans toute la mesure du possible. Le ministère s'efforce d'exercer une surveillance très étroite sur la distribution des terres, mais, sous toutes les administrations, des irrégularités sont commises. Mais l'Union nationale n'a jamais poussé le colon à couper le bois de son lot et à le vendre. Malheureusement, on donnait le mauvais exemple autrefois; on a encouragé à couper et à vendre. Je n'entrerai pas dans les détails. Mais c'est peut-être pourquoi nous avons aujourd'hui des difficultés.

M. Lemieux (Wolfe): Il s'est coupé au moins 150 lots, dans Wolfe. Il (M. Lemieux) propose de fournir la liste des noms.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je pourrais en fournir une autre, sous l'administration libérale, qui durerait jusqu'à minuit. Il (M. Bégin) conseille aux députés libéraux de ne pas se voiler la face.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 42 concernant l'Université de Sherbrooke;
- bill 154 modifiant la charte de la ville de LaSarre et concernant la commission scolaire du village de LaSarre;
- bill 159 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;
- bill 166 concernant la succession de feu Paul-Émile Bourret;
- bill 169 constituant en corporation l'Union canadienne des moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule;
- bill 174 concernant les commissaires d'écoles de la Commission scolaire catholique de Château-d'Eau;
- bill 179 modifiant l'article 541 de la charte de la cité de Québec;
- bill 181 concernant une propriété de Léo Dandurand, des cité et district de Montréal;
- bill 184 concernant la ville de Roxboro;
- bill 186 concernant le testament de Romulus Dufresne;
- bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette;
- bill 189 concernant la substitution de dame Mélanie Desjardins;
- bill 193 constituant en corporation La Mutuelle-Vie de l'U.C.C., compagnie mutuelle d'assurance-vie;
- bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly;

- bill 208 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La semaine prochaine, mardi, la Chambre procédera à l'examen des crédits du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain).

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 28 janvier 1956, à la page 3, "Il n'a fallu qu'une vingtaine de minutes, tout au plus, pour disposer du seul poste qui restait à ce budget après les discussions de la veille. Le tout s'est déroulé sur un ton extrêmement serein et qui contrastait singulièrement avec les vives altercations et les propos amers qu'on avait tenus, de part et d'autre, à la séance précédente."

2. *La Patrie* du 28 janvier 1956, à la page 41, note que la proposition de M. Rochon "n'a pas manqué de provoquer l'amusement de la Chambre. Mais il n'en reste pas moins que cette proposition de M. Rochon vaudrait d'être suivie."

3. D'après *Le Nouvelliste* du 28 janvier 1956, à la page 17, M. Rochon a fait ce commentaire "avec sa placidité habituelle."

4. Trente à 40 acres, selon *Le Temps* du 2 février à la page 3.

Séance du mardi 31 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 167 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu;

- bill 235 concernant le testament de Cécile Marchildon.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre pour considération le bill 210 relatif à la Commission des écoles catholiques de Verdun.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 209 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 122 modifiant la charte de la cité de Granby;

- bill 227 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

Votre comité a examiné le bill 132 concernant la Commission scolaire catholique de Notre-Dame-Auxiliatrice (Saint-Jean), comté de Saint-Jean, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs intéressés par ce bill, il a convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre en soit changé en celui de: Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-Auxiliatrice, comté de Saint-Jean.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 141 modifiant la charte de la cité de Québec.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Testament Cécile Marchildon

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 235 concernant le testament de Cécile Marchildon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 235 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 209 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 209 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Granby

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 122 modifiant la charte de la cité de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Jean

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 227 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 227 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire catholique de Notre-Dame-Auxiliatrice

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-Auxiliatrice, comté de Saint-Jean.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bromptonville

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 210 relatif à la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité s'est levé sans faire rapport.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que le bill 210 relatif à la Commission des écoles catholiques de Verdun ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Dépôt de documents:

Ministre des Travaux publics, Rapport 1954-1955

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics pour l'année finissant le 31 mars 1955. (Document de la session no 28)

Charte de Sainte-Foy

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Radiation d'une servitude, paroisse de Saint-Laurent

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 246 concernant la radiation d'une servitude établie sur le lot numéro 27 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont-Routes: réparations et entretien: construction de ponts en bois (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

2. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957¹.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): On projette la construction de 60 à 80 ponts en bois au coût de \$1,600,000. Les travaux se feront sous la surveillance des ingénieurs du ministère des Travaux publics et sous la direction de ses contremaîtres.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) veut savoir où en sont rendus les pourparlers avec Ottawa au sujet du pont Mercier et demande si le gouvernement a quelque projet en chantier au sujet de ce pont. Il a été proposé de construire une travée levante sur le pont. Avec la congestion routière actuelle entre l'île et la rive-sud, il serait impensable de vouloir construire un pont levant à cet endroit. Les gens seraient obligés d'attendre pendant des heures. Au lieu d'améliorer la situation, ce serait un retour en arrière de 50 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit là d'un grand problème créé par la canalisation du Saint-Laurent. Il semble maintenant que la majorité des gens soient favorables aux travaux de canalisation. Il n'en reste pas moins vrai que les travaux posent un problème de portée considérable. Ce qui sera fait là peut affecter la facilité des communications entre l'Île de Montréal et la rive sud.

J'ai reçu une fois la visite du ministre fédéral des Transports, l'honorable George Marler, et au cours de notre entretien, il a été question du pont Mercier. Il existe un projet, à Ottawa, qui consiste à surélever le pont. À première vue, cela ne paraît pas mal; mais, à l'examen, le projet perd de son attrait,

car sa réalisation compliquerait la circulation. Après une étude sérieuse, les ingénieurs de la province ont marqué leur opposition à ce projet qui émane de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

Nous sommes en pourparlers avec le ministre fédéral des Transport pour tâcher d'en arriver à une entente d'ici cet été. Le gouvernement de Québec est prêt à coopérer, mais non à faire un ouvrage qui rapporte à l'Administration de la voie maritime. Je l'ai dit à M. Lionel Chevrier²: "Vous allez avoir là un canal qui va rapporter des revenus considérables." Il y a l'exemple du canal de Panama qui a coûté excessivement cher, mais qui s'est payé depuis longtemps. Les revenus du canal, en effet, éteindront la dette assez rapidement. Les taux de navigation seront fixés conjointement par les autorités canadiennes et américaines. Le problème présente, de toute façon, un triple aspect: fédéral, provincial et local, et le gouvernement du Québec veut faire sa part, à la condition que les droits de la province soient respectés.

À propos de l'aspect local, celui particulièrement qui touche Montréal, je suis convaincu que personne ne désire nuire à la métropole. Mais il arrive qu'avec la meilleure volonté du monde, on se trompe.

Actuellement, les bateaux qui redescendent à Québec s'arrêtent dans le port de Montréal parce qu'ils passent devant et que c'est sur leur chemin, mais le canal dépasse le havre, et les bateaux, en faisant un détour à l'avenir, risquent de ne plus s'y arrêter. Toutefois, M. Marler m'a assuré que le gouvernement fédéral a l'intention de prolonger le havre vers l'Est.

Il a été question, d'autre part, entre moi et l'honorable C. D. Howe³, d'un tunnel sous le Saint-Laurent que j'ai suggéré; mais M. Howe a fait remarquer que cela coûterait beaucoup trop cher, d'autant plus que, pour pouvoir faire passer des locomotives et des trains, il ne faut pas que la pente soit trop forte. Il paraît que la pente serait trop raide pour les locomotives. C'est un problème de génie et je n'ai pas la compétence nécessaire pour en décider. De toute façon, la ville de Montréal, comme la province, a intérêt à surveiller les choses de très près.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au premier ministre si le gouvernement provincial a chargé une équipe de techniciens de rencontrer la Commission de la ville de Montréal, dirigée par M. S. Mooney⁴, si les autorités de la province s'intéressent directement au pont Victoria et où en est le projet du quatrième pont.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Des techniciens de la province ont rencontré la Commission de la canalisation du Saint-Laurent, créée par la ville de Montréal pour étudier les conséquences de la canalisation.

La canalisation peut avoir pour effet d'élever davantage les eaux qui, sous le pont Victoria, sont déjà de 10 pieds plus élevées l'hiver à cause du gel. L'élévation du niveau des eaux peut provoquer un refoulement dans les égouts de la métropole. Ce qui intéresse le gouvernement, c'est de faciliter la circulation entre Montréal et la rive sud. Le projet de pont présenté par l'Administration de la voie maritime ne ferait qu'aggraver le problème de la circulation, d'après l'ingénieur en chef du ministère, M. Ernest Gohier. Les pourparlers se continuent et il n'y a encore rien de définitif.

Il (M. Duplessis) doute que les travaux que l'on veut effectuer sur les ponts Victoria et Mercier améliorent la circulation. Quant au quatrième pont, dit-il, il n'y a rien de décidé.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) reproche au gouvernement de n'avoir jamais établi nettement ses positions en ce qui concerne la canalisation du Saint-Laurent. Il serait souhaitable, dit-il, que le gouvernement de la province fasse connaître ses vues, aussi bien dans l'intérêt lui-même de la province que dans celui de la ville de Montréal. J'espère donc que et le gouvernement provincial et la municipalité de Montréal feront connaître le plus tôt possible leur position sur le problème⁵. On semble vouloir attendre que les travaux soient exécutés, pour pouvoir ensuite critiquer à son aise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je me demande si le député de Montréal-Jeanne-Mance n'aime pas la critique pour le plaisir de la chose. La province a clairement et à plusieurs reprises défini son attitude. Le député de Montréal-Jeanne-Mance a, en tous cas, prouvé qu'il n'était pas au courant de la situation. Nous sommes ici en présence de trois domaines qui se chevauchent: le domaine international, le domaine fédéral et le domaine provincial.

Il y a une commission internationale dont font partie des personnes compétentes et estimables comme le général McNaughton et M. Lucien Dansereau⁶. Cette commission veille à l'exécution des travaux sur la distance de 110 milles où le Saint-Laurent coule entre l'État de New York et l'Ontario. Nous avons en M. René Dupuis, commissaire de l'Hydro-Québec, un observateur qui assiste aux

séances et nous tient au courant de tout ce qui s'accomplit.

L'opinion a considérablement évolué, dans la province de Québec, au sujet de la canalisation du Saint-Laurent, et le gouvernement ne veut pas entraver la réalisation du projet. Jadis, la canalisation était impopulaire; on avait l'impression que seuls les États-Unis en profiteraient. Puis a surgi la question des 1,000,000 de chevaux-vapeur à développer en amont. Nous ne pouvions pas nous opposer à ce que la province d'Ontario, qui manque d'électricité, se prive d'exploiter une source d'énergie qui se trouvait à sa portée.

Nous comprenons que l'Ontario a besoin d'électricité. Nous voulons coopérer dans la mesure du possible dans un but de concorde générale, mais il reste que les travaux de canalisation vont nous causer des problèmes considérables, surtout en ce qui concerne les communications entre l'Île de Montréal et la rive sud.

J'ai moi-même, à plusieurs reprises, rencontré M. Chevrier⁷; les ministres des Travaux publics et de la Voirie l'ont également rencontré. En somme, nous ne voulons pas mettre de bâtons dans les roues, mais nous avons tout de même exprimé notre point de vue et défini les positions claires et nettes de la province de Québec. Il est important pour nous de surveiller ce qui se fait et nous faisons cette surveillance, car ce qui se passe en amont peut avoir ses répercussions en aval. Ottawa contrôle sans doute la navigation, mais le Québec est propriétaire du lit de la rivière et a seul juridiction pour l'établissement de barrages hydroélectriques. Nous tenons à faciliter les choses sans céder de nos droits et nous laisser léser. En résumé, Ottawa semble bien disposé à faire ce qu'il a à faire en rendant justice à tout le monde, mais encore faut-il s'entendre sur les moyens.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) reproche au gouvernement le manque de publicité autour des relations fédérales-provinciales dans le dossier de la canalisation du Saint-Laurent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne peux multiplier les entrevues et les déclarations publiques alors que les autorités provinciales sont en pourparlers constants. Notre devoir est d'avertir qui de droit que nous avons des droits et que nous entendons les voir respecter. Il ne sert à rien d'intervenir à tout moment. Il faut éviter les causes de froissement inutiles. Nous exerçons une surveillance normale et nous ne laisserons violer

aucun des droits de la province, ni de la ville de Montréal.

M. Noël (Frontenac): Est-ce que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) a l'intention de reconstruire les vieux ponts en bois qui ne répondent plus aux exigences de la circulation, qui sont à la charge des municipalités et qui sont mis en danger par le trafic lourd? Il y en a une dizaine dans mon comté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je comprends qu'il puisse y avoir 10 ponts à refaire dans le comté du député de Frontenac. Il y en avait 5,000 quand nous avons pris le pouvoir. Depuis 10 ans, nous avons construit 1,336 ponts au coût de \$67,033,442 dans toutes les parties de la province. Certains ponts en bois ont été détruits par le feu et leur reconstruction représente une dépense considérable. Nous faisons les travaux les plus urgents, mais nous ne pouvons consacrer tout le budget de la province aux ponts. En 10 ans, nous avons réparé 8,275 ponts, au coût de \$15,906,056. C'est quelque chose.

J'ai reçu, de toutes les parties de la province, des demandes pour la construction de ponts d'une valeur de \$51,000,000, dont \$12,000,000 pour des ouvrages d'art à ériger le long des nouvelles routes et \$14,000,000 pour d'autres, devant se trouver le long de voies de communication, à propos desquelles on réglemente le poids des véhicules et de leur chargement.

Il est difficile de prévoir exactement où les millions que je réclame seront dépensés, car il y a toujours des travaux imprévus qui surviennent. L'an passé, ces imprévus ont représenté une dépense de \$2,500,000.

M. Noël (Frontenac): Il y a un besoin urgent dans mon comté, tout particulièrement à Saint-Ludger, à Saint-Samuel et sur la rivière Sauvage.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Depuis 1944, nous avons consacré \$403,000 pour les ponts, dans Frontenac, alors que l'ancien gouvernement s'était contenté d'une dépense de \$14,000. Si l'ancien gouvernement avait fait davantage, nous n'aurions pas tant à faire aujourd'hui.

M. Lemieux (Wolfe) demande la construction et la réfection de ponts dans son comté et attire l'attention du ministre des Travaux publics sur un pont situé sur la route no 1. Est-ce que la

municipalité intéressée, dit-il, a le droit de réglementer le poids des voitures à cet endroit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Où se trouve ce pont?

M. Lemieux (Wolfe): Sur la Rivière-au-Canard. Et je me demande pourquoi le gouvernement ne veut pas effectuer les travaux qui s'imposent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement peut avoir investi \$83,000,000 dans les ponts depuis 10 ans, mais ce n'est pas le montant dépensé qui importe. Ce sont les résultats concrets. Il n'y a rien de plus facile que de dépenser l'argent des autres. Le ministre des Travaux publics prétend que les municipalités ont été soulagées. Est-ce pour cela que les taxes ont doublé et triplé? On nous demande de voter \$8,000,000 et on ne peut dire ce qu'on se propose de faire avec cet argent. Pressé de questions, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) dit: "Nous ferons les travaux les plus urgents." Je voudrais savoir quels sont, d'après lui, les travaux les plus urgents.

Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement n'a pas encore jugé à propos de refaire le pont qui se trouve entre l'Île Melville et la ville de Shawinigan. Ce pont est trop étroit et devait être refait depuis 15 ans. Pourtant, le comté de Saint-Maurice paie les taxes sur la gasoline et les autres taxes, comme tous les autres comtés de la province. Je veux savoir si l'on se propose de refaire le pont en question.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) reproche au député de Saint-Maurice de laisser entendre qu'il ne se fait rien chez lui parce que son comté est dans l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne dis pas qu'il ne se fait rien. Je dis qu'il y a un pont à construire et qu'on ne s'en occupe pas.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le gouvernement a construit un pont de \$46,000 à Sainte-Flore, un pont de \$90,000 à Saint-Gérard, un pont de \$65,000 à Saint-Mathias, un pont de \$46,000 à la Rivière-au-Chicot, mais, dans son désir de critiquer, le député de Saint-Maurice ignore tout cela. De 1939 à 1944, son parti a dépensé \$6,000 pour les ponts dans Saint-Maurice. Nous, depuis 10 ans, nous en avons dépensé \$1,036,000; le député l'ignore sans doute. Et cela prouve que nous exécutons les travaux

les plus urgents, même si les ponts à refaire se trouvent dans les comtés mal représentés en Chambre, dans les comtés où les mandataires passent leur temps à attaquer la vie privée de leurs adversaires.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève alors un point d'ordre, déclarant qu'il n'a jamais attaqué la vie privée de qui que ce soit. Il demande au ministre des Travaux publics de retirer ses paroles.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Un peu plus tôt, le député de Saint-Maurice a laissé entendre que je me faisais voter \$8,000,000 pour les mettre dans mes poches et les distribuer ensuite. Il (l'honorable M. Lorrain) affirme que c'est attaquer sa vie privée que d'ainsi le faire passer pour un quémendeur à la recherche de \$8,000,000 pour mettre dans ses poches.

M. le président déclare qu'il n'y a pas lieu de demander au ministre de retirer ses paroles, s'il se sent attaqué dans sa vie privée.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion des articles 4 et 10 des estimés budgétaires du département des Travaux publics, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a déclaré que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), en résumé, disait à la Chambre: "Donnez-moi \$8,000,000, je les mettrai dans ma poche et ensuite je vous les distribuerai à ma guise."

L'honorable ministre, répondant au député de Saint-Maurice, a dit: "Le député veut attaquer ma vie privée."

Le député de Saint-Maurice a demandé que l'honorable ministre retire ses paroles. Parlant sur le point d'ordre, le ministre a soutenu que c'était attaquer sa vie privée que d'ainsi le faire passer pour un quémendeur à la recherche de \$8,000,000 pour mettre dans ses poches.

J'ai décidé qu'il n'y avait pas lieu de demander au ministre de retirer ses paroles, s'il se sentait attaqué dans sa vie privée.

Le député de Saint-Maurice en appelle de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Langlais, Leclerc, Lorrain, Ouellet, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendreau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, 49.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le débat se poursuit sur les deux résolutions relatives au département des Travaux publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève pour intervenir.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre pour dire que c'est à son tour de parler.

M. le président: C'est le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) qui avait la parole au moment où le point d'ordre a été soulevé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je connais très bien le comté de Saint-Maurice que mon père a représenté durant une quinzaine d'années⁸. Il y a là plusieurs ponts qui sont municipaux et qui traversent la rivière Saint-Maurice dans les limites de la ville de Shawinigan. Le gouvernement n'a aucune obligation à cet endroit; ce

qu'il a fait jusqu'ici, c'est par privilège et par faveur. Lorsqu'il s'agit d'un droit ou d'une obligation, nous l'accomplissons, peu importe le député qui représente le comté, peu importe s'il est ou non l'être le plus détestable qui existe. Lorsqu'il s'agit d'une faveur, nous considérons l'attitude des députés et nous tenons compte de l'allégeance politique d'un comté.

Quand il s'agit d'un pouvoir de discrétion, d'une faveur, quand nous avons à décider si certains travaux doivent être exécutés avec les fonds publics, nous avons le choix entre ceux qui méritent d'être traités généreusement et ceux qui ne méritent que la justice froide. Le député de Saint-Maurice n'est pas dans les conditions voulues pour demander des faveurs à qui que ce soit. À la demande du Dr Trudel⁹, nous avons déboursé de \$300,000 à \$400,000 pour bâtir un pont à Shawinigan. Nous ne le ferons pas à la demande d'un homme qui se comporte comme le député actuel de Saint-Maurice. Est-ce clair?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je remercie le premier ministre de son éclaircissement. Si je suis intervenu en cette Chambre, c'est à la suite de la demande des autorités municipales de Shawinigan. Je ne demande pas de faveur, mais un droit. Il est inconcevable de voir un premier ministre qui dit qu'il distribue des fonds publics par faveur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas dit cela. Lorsqu'il s'agit de l'exercice d'une discrétion, j'ai dit que nous n'interviendrons pas à la demande d'un homme comme le député de Saint-Maurice, qui passe son temps à dénigrer tout ce qui se fait dans la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je remercie le premier ministre d'avoir répété que des faveurs sont accordées à des favoris et des privilèges, à des privilégiés d'un régime. Je proteste avec la plus grande énergie contre cette théorie qui veut que des fonds publics soient dépensés par faveurs et privilèges. Les taxes sont payées sous forme obligatoire. L'argent doit être retourné non pas suivant des faveurs, mais selon les besoins. La seule question qui se pose est celle-ci: est-ce qu'il est urgent de bâtir un pont à Shawinigan? Un pont qui a été ébranlé à cause de la chute du pont de Trois-Rivières et à cause du détournement de la circulation? Je voulais que l'honorable ministre des Travaux publics dise ce qu'il a dit. Je suis content

qu'il ait démenti mes adversaires politiques en disant qu'il a dépensé dans mon comté \$1,037,000.

Dans 75 % des cas, si le ministre n'est pas capable de dire quels ponts il va construire, c'est parce qu'il est imprévoyant. Un gouvernement qui manipule \$400,000,000 par année doit être capable de prévoir. C'est un sabotage de la responsabilité ministérielle.

La seule façon logique d'étudier des crédits, c'est de savoir d'abord du ministre à quoi sont destinés ces argents. Nous sommes fatigués de voter des crédits que le gouvernement distribue ensuite à ses favoris. Quand je vois ce sabotage de la responsabilité ministérielle, je m'emporte, mais je ne m'emporte pas autant que nos pères qui ont pris les armes pour l'obtenir. Je remercie le ministre des Travaux publics de m'avoir fait savoir qu'on a dépensé \$1,000,000 dans le comté de Saint-Maurice. Il a démenti lui-même mes adversaires qui disent partout qu'avec Hamel on n'a rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice massacre la vérité. Il proteste parce que le gouvernement ne donne rien à son comté, puis il se vante de ce \$1,000,000. J'irai moi-même dire aux électeurs de Saint-Maurice ce que je pense de leur député, et je prédis qu'il sera écrasé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ma majorité a augmenté de 4,000 à 9,000, à 12,000 et à 15,000, cependant que celle du premier ministre diminuait de 7,000. J'ai aussi raison d'avoir confiance que le premier ministre. L'Union nationale ne changera pas le cours des événements. Quand un gouvernement commence à descendre dans l'opinion publique, il descend jusqu'à la défaite. L'histoire de l'Union nationale sera celle du régime Taschereau¹⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Trois-Rivières est élu depuis 30 ans et il se rendra à 35 ans. Quant au député de Saint-Maurice, il a été battu deux fois à Ottawa.

M. Hamel (Saint-Maurice) nie avoir été battu deux fois au fédéral et déclare que, quand le premier ministre dit cela, il ne sait pas ce qu'il dit.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En juin dernier, le premier ministre a déclaré, dans une conférence de presse, qu'il se ferait au pont de Québec des travaux pour un montant de \$600,000. Comme question de fait, j'ai constaté, au cours de l'été, que l'on perceait des trous dans le tablier du

pont pour atteindre la partie métallique. S'agissait-il des travaux annoncés par le premier ministre? Qu'a-t-on fait au juste?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Autrefois, la voie carrossable du pont de Québec n'avait que 15 pieds de largeur et elle n'était construite que pour supporter une charge de sept tonnes et demie. En 1952, nous avons porté la largeur de la chaussée à 30 pieds et nous l'avons faite pour supporter 15 tonnes. Mais la circulation a considérablement augmenté depuis. Étant donné le poids considérable des camions d'aujourd'hui, il est devenu nécessaire de renforcer davantage la structure métallique qui supporte la chaussée d'asphalte. Nous avons donc fait faire des études au cours de l'été. C'est sans doute ce que le chef de l'opposition a vu. À la suite de ces études, nous avons décidé de doubler le nombre des poutres, de sorte que la voie carrossable puisse supporter une charge de 30 tonnes. Ce sont les travaux dont le premier ministre a parlé. Ils ne sont pas encore exécutés, mais le travail va se faire d'ici quelques mois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je trouve curieux qu'après trois ans seulement, la voie soit devenue insuffisante.

L'honorable M. Lorrain (Papineau):

L'élargissement de la voie a eu pour conséquence d'augmenter de beaucoup le volume de la circulation. De plus, les camions portent souvent des charges plus lourdes que ne le permettraient les règlements. Quand un convoi de chemin de fer et une quinzaine de camions se trouvent sur le pont en même temps, la voie charretière baisse souvent d'un pied à un pied et demi. Ce n'est pas dangereux et la voie reste très solide. Mais nous voulons la renforcer quand même pour plus de sécurité. Il ne s'agit pas de travaux de réparation, mais plutôt d'une nouvelle amélioration.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans l'entrevue qu'a citée le chef de l'opposition, je me plaignais de la pesanteur et de la vitesse des camions. Et je disais qu'il n'était pas raisonnable de nous occasionner cette dépense de \$600,000 quand on aurait pu l'éviter.

L'étude des résolutions 1 et 2 est suspendue.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent

cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Noël (Frontenac) réclame des crédits plus considérables pour les jardins et pour les bourses d'études.

On consacre trop d'argent, \$400,000, à l'item "Achats et distribution de grains de semences et de graines potagères" si on considère qu'il n'y a que 6,800 colons sur les lots. La distribution est faite à base de favoritisme et certains colons vendent ces grains et en font un commerce. Les colons sont mécontents. Je suggère de faire distribuer ces grains de semences par les coopératives, au lieu de l'inspecteur du département, qui n'est souvent qu'un agent politique.

Pourquoi affecter une somme aussi considérable que \$1,150,000 aux travaux mécanisés?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Dans le cas des jardins et des primes, le ministère de la Colonisation paie bien plus que ces montants, sous diverses formes. Dans le cas des bourses d'études, il a donné ces octrois à 70 garçons et 23 filles de colons.

Quant aux grains de semences, il en faut suffisamment pour ensemençer les vastes étendues que le ministère défriche chaque année. L'an dernier, les machines ont défriché 56,000 acres. Ces travaux mécanisés ont augmenté d'année en année pour passer de 46,000 acres, en 1946, à 56,000, en 1956. L'an dernier, il y avait 100 tracteurs du ministère et 300 tracteurs loués qui travaillaient. Mon département a acheté, l'an dernier, 874,000 livres de grains de semences, au coût de \$403,193, au bénéfice des colons. Le grain se vendait alors environ \$0.40 la livre; cette année, il est rendu à \$0.28.

M. Noël (Frontenac) suggère au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) de permettre aux colons de louer de la machinerie sur place pour faire leurs travaux en temps opportun, au lieu d'attendre la venue des machines du gouvernement.

M. Lemieux (Wolfe): N'y aurait-il pas moyen de payer des primes pour la destruction des renards, qui sont devenus le pire ennemi du cultivateur et du colon, la plaie numéro 1 de l'agriculture dans les Cantons-de-l'Est? Autrefois, les chasseurs pourchassaient cet animal jusque dans ses moindres

repaires, parce que sa peau avait une grande valeur. Mais, comme la mode a changé, personne ne se soucie plus de chasser le renard. Avec la conséquence qu'ils se multiplient dangereusement et exercent leurs rapines un peu partout, spécialement dans les poulaillers.

Il (M. Lemieux) suggère que l'on donne aussi des primes pour la destruction des renards.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): J'étudie ce problème depuis quelques mois, mais il ne faudrait pas qu'il y ait des abus. Je suis également d'avis que les renards sont une grave menace à l'agriculture. Nous sommes au courant des ravages considérables causés par les renards sur les fermes de la province et nous avisons aux moyens d'y remédier.

M. Lemieux (Wolfe) suggère au ministre de la Colonisation de faire la distribution des grains de semences par le ministère, au lieu de l'inspecteur de la colonisation. Il y a un patronage éhonté dans ce domaine, dit-il.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) nie qu'il y ait du patronage dans la distribution des grains de semences. La quantité de grains nécessaire, dit-il, est établie par les officiers supérieurs du département, selon la grandeur défrichée. Il se peut qu'il y ait des erreurs, mais elles sont inévitables. Depuis 10 ans, 50,000 acres ont été ajoutées au domaine défriché. Il faut ensemençer cette étendue. Habituellement, la distribution est annoncée en chaire et se fait à l'endroit le plus central de la colonie, qui est le presbytère.

M. Lemieux (Wolfe): J'espère que les journalistes vont rapporter cela. Ce serait un immense éclat de rire dans mon comté. Chez nous, jamais un curé n'a annoncé cela. C'est peut-être ce que le ministre de la Colonisation demande, mais ce n'est pas ce qui se produit. Il en est de même dans les comtés de Frontenac et de Compton. Les grains de semences sont distribués par les grands distributeurs des grâces de l'Union nationale. Le ministre de la Colonisation devrait, lorsqu'il s'agit d'octrois, aller vérifier à la source même, c'est-à-dire auprès des colons.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas un million trente-sept

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Noël (Frontenac): La construction de la maison du colon est ce qu'il y a de plus important dans cet item, et le gouvernement accorde à cet effet un octroi de \$600. Ce montant ne permet pas au colon de construire une maison convenable. Aux coûts actuels de la construction, cela peut servir tout au plus à faire le solage. Je suggère des octrois d'au moins \$1,000. Si cet octroi était plus élevé, il deviendrait un attrait pour la colonisation.

Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) se plaint que nos jeunes ne sont pas attirés vers la colonisation; c'est la politique qui n'est pas attirante. J'aimerais que le ministre donne cinq fois plus pour la construction de la maison du colon. Sinon, ce dernier aura du dégoût pour une œuvre qui l'obligera à être talonné par des dettes continuelles. Il ne s'agit pas là d'attirer des appétits stériles, mais d'offrir aux fils de cultivateurs des garanties d'avenir.

Je trouve aussi que l'aide à l'industrie laitière, au montant de \$18,800, n'est pas suffisante et que tout le montant de \$1,037,000 n'est pas assez considérable.

M. Lemieux (Wolfe): Le coût de construction d'une maison de 30 x 30, deux étages, à \$0.25 du pied cube, s'élèverait à \$3,500, plus \$1,000 pour l'étable et le poulailler. Le gouvernement donne de \$1,200 à \$1,300 pour ces constructions. Alors, le colon doit s'endetter.

Devant la grandeur de l'œuvre, les bonnes volontés doivent s'unir, car dans Québec, il y a encore des terrains cultivables.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): J'ai vérifié certaines déclarations antérieures du député de Wolfe (M. Lemieux) au sujet des grains de semences. Plusieurs colons de Stratford ont reçu des grains. Le député de Wolfe a fait des affirmations gratuites. Il nous reproche aussi de ne pas donner des primes assez élevées. Qu'ils sont vertueux ces gens de l'opposition quand ils ne sont pas au pouvoir! Ils s'indignent parce que nous n'accordons pas \$3,000. Mais, avant 1936, il n'y avait pas de primes du tout pour la construction de maisons et de granges. En 1936, nous donnions des primes de \$245 pour les maisons de colons et de \$100 pour les étables; aujourd'hui, c'est \$600 pour la maison et davantage même quand il s'agit d'une région éloignée.

Autrefois, le colon ne recevait en tout que \$1,000, dont \$600 de secours direct; maintenant il a \$4,200, la machinerie la plus moderne et quelques centaines de tracteurs: 100 tracteurs du ministère et 300 tracteurs loués, l'an dernier. Depuis 1944, ils ont bénéficié en moyenne de \$4,200 de primes de défrichement. Ce fait de réclamer sans cesse, c'est de l'électoratisme. Est-il homme sérieux qui n'admettra pas que le gouvernement fait son devoir? Pour le moment, nous n'irons pas plus loin! J'ai près de 700 colons dans ma circonscription, et je sais quelle réponse ils donneront à nos adversaires aux prochaines élections.

M. Lemieux (Wolfe): Le ministre de la Colonisation détourne ses questions. Dans mon comté, le ministre sera jugé sur des faits et non sur des statistiques.

M. Noël (Frontenac): Les anciennes administrations ont été jugées et il faut maintenant s'occuper des problèmes d'aujourd'hui. Si le gouvernement veut rendre service aux colons, qu'il leur donne les moyens de se construire une maison convenable.

Comment le ministre de la Colonisation explique-t-il le fait que deux colons ont été révoqués parce qu'ils ne résidaient pas sur leurs lots, alors qu'il existe 40,000 lots, dont 17,000 seulement sont habités?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Fréquemment, ce sont des cultivateurs qui ont les lots, compléments de leurs fermes; ils s'en servent pour leur culture et comme réserve forestière.

M. Noël (Frontenac): Un grand nombre de lots appartiennent aux gens de l'Union nationale. Des lots ont été enlevés à des libéraux sous le prétexte qu'ils n'y résidaient pas, et donnés à des amis politiques. Ces derniers ont coupé le bois au cours de l'année; et pourtant, il n'y a pas eu de révocation dans leur cas.

Il faudrait établir un plus grand nombre de colons sur les lots. La population n'accepte pas que l'on fasse de la politique avec les primes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 5 Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de colonisation: entretien et réparations

(Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Noël (Frontenac) reproche au ministre de la Colonisation de dépenser plus dans son comté et dans certaines autres circonscriptions que dans les comtés représentés par des députés libéraux. Chaque année, dit-il, un dixième des fonds votés est pour Dorchester, bien que cette circonscription ne renferme pas un dixième des colons de la province.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): On a dépensé dans Dorchester, pour les chemins de colonisation, \$351,000, en 1953-1954; \$194,000, en 1954-1955; \$141,000, en 1955-1956. Les dépenses diminuent d'année en année parce que les travaux sont avancés.

M. Noël (Frontenac): En quatre ans, les dépenses pour Dorchester approchent du million. L'argent n'est pas réparti avec justice. J'ai demandé certains travaux pour mon comté et l'on m'a répondu que le budget ne le permettait pas.

M. Goulet (Témiscamingue): Comment se fait-il que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) déclarait l'an dernier qu'il n'y avait que 400 colons dans Dorchester et qu'il prétend aujourd'hui qu'ils sont au nombre de 700?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Est-ce que le député veut la liste des noms des colons de Dorchester? Il (M. Bégin) donne le nombre de colons par paroisse et en arrive au total de 650 colons.

M. Goulet (Témiscamingue): Il s'agit d'agriculteurs.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Ils sont tous sur des lots qui ne sont pas patentés.

M. Goulet (Témiscamingue) énumère les sommes dépensées pour les chemins de colonisation dans Témiscamingue et Dorchester. En 1949-1950, \$19,000 dans Témiscamingue et \$66,000 dans Dorchester; en 1950-1951, \$7,000 dans Témiscamingue et \$17,000 dans Dorchester; en 1951-1952, \$54,000 dans Témiscamingue et \$54,000 dans Dorchester, en 1952-1953, \$6,000 dans Témiscamingue et \$313,000 dans Dorchester; en 1953-1954, \$24,000 dans Témiscamingue et \$332,000 dans Dorchester; en 1954-1955, \$25,000 dans Témiscamingue et \$194,000 dans Dorchester.

Au total, dit-il, il s'est dépensé \$210,629 dans le Témiscamingue où il y a plus de 1,000 colons et \$964,489 dans Dorchester où, d'après le rapport du ministère de la Colonisation, il n'y avait que 400 colons en 1954. Cela fait \$754,000 de plus pour Dorchester!

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le député se plaint du fait que Dorchester aurait retiré plus, mais le Témiscamingue a été bien traité, et tous les travaux qu'il fallait y faire ont été exécutés de 1936 à 1939. Plus de \$2,000,000 y ont été dépensés alors en trois ans. Et le gouvernement Godbout¹¹ qui est venu ensuite a cru lui-même les travaux terminés puisqu'il a consacré des sommes de moins en moins importantes au Témiscamingue: \$142,000, en 1940; \$84,000, en 1941; \$17,000, en 1942; \$30,000, en 1943; \$4,000, en 1944, soit \$200,000 à peine en cinq ans, alors que l'Union nationale avait dépensé \$289,000 pour le Témiscamingue au cours de la seule année de 1939.

Le Témiscamingue a reçu plus de l'Union nationale depuis que le député de Témiscamingue (M. Goulet) siège à la Chambre basse que lorsque ses amis étaient au pouvoir.

C'est la même chose pour Frontenac. De 1939 à 1944, en cinq ans, les libéraux ont accordé \$20,000 au comté de Frontenac. Ces trois dernières années, l'Union nationale lui a consacré une somme de \$50,000, soit deux fois et demie de plus. Les députés libéraux n'ont donc pas à se plaindre du traitement que l'Union nationale réserve à leurs comtés.

M. Lemieux (Wolfe): On a dit qu'il y avait à peine 60 ou 100 colons dans mon comté. C'est vrai si on ne prend que les colons qui résident sur leur terre, les vrais colons. Dans le comté de Dorchester, le ministre de la Colonisation a dit qu'il y a 750 billets de location. Combien y en a-t-il qui sont des colons réels? Il y a dans ce comté deux paroisses de colonisation et le nombre des vrais colons, de ceux qui résident sur leur terre, ne s'élève pas à plus de 150.

Les députés de Frontenac (M. Noël) et de Wolfe (M. Lemieux) tentent d'obtenir des précisions sur les crédits de \$3,140,000 demandés pour les chemins de colonisation, entretien et réparation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Ce montant sera dépensé dans tous les comtés de colonisation. Nous étudierons les demandes et nous en donnerons là où cela est nécessaire.

M. Noël (Frontenac): La réponse est assez vague. Comme un budget est préparé sur des données précises, ne pourrions-nous pas obtenir quelques détails?

M. Lemieux (Wolfe): Nous comprenons qu'il faut un budget flottant pour répondre à certaines exigences du moment, mais nous voudrions qu'au moins le ministre de la Colonisation nous dise ce qu'il fera avec 50 % de l'argent demandé.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Une somme d'environ \$750,000 sera affectée à l'entretien. Si nous avons des inondations, ce montant devra être augmenté considérablement. Quant au reste, il s'agit de l'ouverture de certains chemins ou de leur amélioration.

M. Noël (Frontenac) veut savoir dans quels comtés ces sommes seront dépensées.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) mentionne particulièrement les comtés d'Abitibi-Est et d'Abitibi-Ouest; Gaspésie, Rimouski, Rivière-du-Loup, Rouyn-Noranda, Saguenay, Témiscamingue et autres.

Ce n'est pas que je veuille ne pas donner de précisions, dit-il, mais je pourrai disposer de ces sommes seulement lorsque le budget aura été voté. Alors, nous devons tenir compte des demandes, répondre aux plus urgentes. Je le répète, ce n'est seulement que lorsque le budget aura été voté que je pourrai dire à chaque comté ce qu'il pourra recevoir.

M. Lemieux (Wolfe) reproche au ministre de la Colonisation de vouloir se faire voter un mandat en blanc à la veille des élections.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas un million soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et garages: matériel, outillage et gages (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Les députés de Frontenac (M. Noël), de Témiscamingue (M. Goulet) et de Québec-Ouest (M. Savard) posent des questions concernant les particuliers ou compagnies qui ont vendu des matériaux et de l'outillage pour les entrepôts et garages du ministère de la Colonisation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation - Dépenses en immobilisations (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Résolu qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

11. Résolu qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant¹²:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 111 concernant la succession de dame Berthe Beauchemin, née Gendron, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes de la page 3, les mots

"placements (remploi) édictés" par les mots "conditions du emploi édictées".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 149 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 6 est modifié, dans la dix-septième ligne, en remplaçant les mots "qui devra être publiée" par les mots "dont le présent article devra être publié".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 152 concernant la vente d'un lot à Standard Chemical Limited par Beauharnois Light, Heat and Power Company, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les deux dernières lignes, les mots "Ledit acte reproduit comme annexe".

Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 158 relatif à la succession de Joseph Prud'homme, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les sixième et septième lignes, les mots "reproduit comme annexe à la présente loi".

Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 173 modifiant la charte de la cité de Westmount, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le premier paragraphe du préambule est remplacé par ce qui suit:

"Attendu que la cité de Westmount a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite cité et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 8 Édouard VII, chapitre 89, modifiée par les lois 2 George V, chapitre 60; 4 George V, chapitre 77; 7 George V, chapitre 46; 10 George V, chapitre 90, et 3-4 Elizabeth II, chapitre 58, soit de nouveau modifiée à fin de pourvoir à l'augmentation du nombre de ses échevins et de la durée de leur terme d'office et au changement de leur mode d'élection; et".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 200 pour ajouter au nom de Milton Weinstein le nom de Winston, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. Tous actes notariés passés devant ledit Milton Weinstein à titre de notaire sont censés avoir été par lui signés en cette qualité sous les noms de Milton Weinstein Winston.

"De même, tous les contrats, conventions, ententes et testaments signés par lui à titre personnel sont censés l'avoir été sous les nom et désignation de Milton Weinstein Wiston."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 202 concernant la corporation de la paroisse de L'Assomption, dans le comté de L'Assomption, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les trois dernières lignes, les mots suivants:

"nonobstant le défaut d'accomplissement des formalités voulues par la loi".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 221 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. La compagnie peut acquérir, de gré à gré ou par expropriation tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction de pipe-lines visés dans l'article 2 ci-dessus.

"Les article 1066a à 1066t du Code de procédure civile s'appliqueront aux procédures en expropriation, mais l'indemnité sera établie par la Régie provinciale de l'électricité."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 231 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié, à la première ligne du sous-paragraphe 4, en remplaçant les mots "La cité de Verdun peut" par ce qui suit:

"Sous réserve des dispositions de l'article 606 de la loi des cités et villes, la cité de Verdun peut".

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 112 concernant les syndics de la paroisse Saint-Joseph de Mont-Royal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, à la page 2, l'avant-dernier paragraphe qui commence par les mots "Que les francs-tenanciers" et qui finit par le mot "autorisée" par ce qui suit:

"Que les francs-tenanciers ont approuvé la pétition des Syndics et que Son Éminence le Cardinal-Archevêque du Diocèse et le fiduciaire n'y ont pas d'objection;".

2. L'article 6 est modifié en y ajoutant à la fin ce qui suit:

"En outre, ladite cotisation remplacera et tiendra lieu de la cotisation exigible pour la même année, par et en vertu de l'acte de cotisation homologué par les Commissaires civils le 21 avril 1951;".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 134 concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en insérant, à la deuxième ligne, après les mots "sans capital-action" les mots suivants: "et sans but lucratif".

2. L'article 3 est modifié dans la version anglaise seulement.

3. L'article 4 est modifié dans la version anglaise seulement.

4. L'article 16 est modifié en remplaçant, à la quatrième ligne du second paragraphe, les mots "seront soumises" par ce qui suit: "l'exercice du droit d'expropriation est subordonné";

5. L'article 18 est modifié:

a) en remplaçant, à la quatrième ligne, les mots "autorisées par simple résolution à accorder" par ce qui suit:

"autorisées à accorder par simple résolution";

b) en ajoutant, à la fin de l'article, après les mots "taxes municipales et scolaires" ce qui suit:

"et ce pour une période de dix ans à compter du jour où les biens pourront être évalués et taxés."

6. L'article 21 est modifié en remplaçant, aux quatre premières lignes, les mots "Tous les pouvoirs, privilèges et prérogatives accordés par la présente loi à la corporation, sauf l'existence corporative de la corporation, sont subordonnés" par ce qui suit:

"Tous les pouvoirs accordés par les articles 13, 15, 16, 17, 18 et 22 de la présente loi sont subordonnés."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est biffé.

2. L'article 6 devient article 5.

3. L'article 7, qui devient article 6, est modifié dans la version anglaise seulement.

4. Les articles 8 et 9 deviennent articles 7 et 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 164 refondant la charte de la cité de Jonquière, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 26 est modifié en biffant le paragraphe 6^ob qui commence par le mot "Pour" et qui finit par le mot "prémunies";

2. L'article 29 est modifié en biffant, dans les quatre dernières lignes du sous-article 526a, les mots "et à cette fin, la cité pourra déterminer que ses employés ont accès aux livres de toute partie intéressée";.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 213 modifiant la charte de la ville de La Tuque, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant les deux dernières lignes qui se lisent comme suit: "Ledit règlement numéro 397 est reproduit comme annexe "A";

2. Ce qui suit est inséré après l'article 3 comme article 4:

"4. L'article 426 de la loi des cités et villes est modifié pour la ville de La Tuque, en ajoutant, après le deuxième alinéa du paragraphe 1, le suivant:

"Nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables, le conseil municipal de la ville de La Tuque peut, sans autre approbation que celle du ministre des Affaires municipales, modifier le règlement de zonage numéro 395, adopté par le conseil municipal le 19 juillet 1955, mais seulement en ce qui concerne l'utilisation du territoire compris dans les zones rurales mentionnées audit règlement";

3. Les articles 4, 5, 6, 7 et 8 deviennent articles 5, 6, 7, 8 et 9;

4. L'annexe "A" est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 217 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans l'avant-dernière ligne du deuxième paragraphe du sous-article 68c, à la page 3, les mots "pour les diverses catégories";

2. L'article 7 est modifié en remplaçant, dans les dix-huitième et dix-neuvième lignes, les mots "à valeur réelle" par les mots: "à sa valeur réelle";

3. L'article 8 est modifié en remplaçant le sous-article 593 par ce qui suit:

"593. Tout règlement qui décrète un emprunt doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables conformément au présent article et subséquemment autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Une assemblée publique des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables doit être tenue, après l'adoption d'un tel règlement, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil à cette fin.

"Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier.

"Elle est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin.

"Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le présent article et le feuillet et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, vingt-cinq de ces électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote sur ce règlement, à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs."

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

Succession

Berthe Beauchemin

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 111 concernant la succession de dame Berthe Beauchemin, née Gendron.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 149 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Standard Chemical Ltd. et Beauharnois L. H. & P. Co.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 152 concernant la vente d'un lot à Standard Chemical Limited par Beauharnois Light, Heat and Power Company.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Joseph Prud'homme

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 158 relatif à la succession de Joseph Prud'homme.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Westmount

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 173 modifiant la charte de la cité de Westmount.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Milton Weinstein

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 200 pour ajouter au nom de Milton Weinstein le nom de Winston.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Paroisse
de L'Assomption**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 202 concernant la corporation de la paroisse de L'Assomption, dans le comté de L'Assomption.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Corporation de gaz naturel
du Québec**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 221 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Verdun**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 231 modifiant la charte de la cité de Verdun.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Saint-Joseph
de Mont-Royal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 concernant les syndics de la paroisse Saint-Joseph de Mont-Royal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Pont
de Trois-Rivières**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Victoriaville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Jonquière**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 164 refondant la charte de la cité de Jonquière.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de La Tuque**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 213 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Thetford Mines**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 217 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. L'étude de ces deux crédits du ministère des Travaux publics demande quelques explications. Tout d'abord, si la Chambre entame l'étude des crédits du ministère des Travaux publics avant de terminer l'étude des crédits du ministère de la Colonisation (entamée à la séance précédente), c'est que Joseph-Damase Bégin, le ministre de la Colonisation, n'est pas en Chambre à ce moment, comme l'indique le vote enregistré qui est rapporté un peu plus loin. Par ailleurs, si ces deux crédits sont étudiés en même temps, c'est que la Chambre peut étudier ensemble deux crédits qui portent sur un même sujet, comme par exemple les ponts, dans le cas présent.

2. À cette époque, Lionel Chevrier était président de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, poste qu'il occupa de 1954 à 1957. Auparavant, il avait été ministre fédéral des Transports dans le cabinet Saint-Laurent de 1948 à 1954.

3. Clarence D. Howe, ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce de 1948 à 1957.

4. Il s'agit de toute évidence de George S. Mooney (1900-1965), qui a consacré toute sa vie aux affaires municipales. D'après nos recherches, il semble qu'il était à cette époque assistant-directeur du Bureau de développement économique et touristique et directeur du Bureau municipal de Saint-Laurent.

5. "C'est alors que le député de Montréal-Jeanne-Mance, M. Jean-Paul Noël, est intervenu, à plusieurs reprises, pour connaître la position de la province de Québec envers les travaux de canalisation et ses développements immédiats. M. Duplessis a répondu à chacune de ses questions, jusqu'au moment où il jugea qu'il avait épuisé le sujet; il demanda alors de reprendre l'ordre du jour dont on s'était écarté pour l'étude de ce problème. M. Noël revenait sans cesse à la charge pour déplorer surtout que l'on ne donne pas assez de publicité aux relations fédérales-provinciales en la matière." selon *La Patrie* du 1^{er} février 1956, à la page 12.

6. Le général canadien Andrew George Latta McNaughton (1887-1966), avait été officier d'artillerie durant la Première Guerre mondiale et avait commandé les forces canadiennes durant la

Seconde Guerre mondiale; il avait été ensuite ministre de la Défense en 1944-1945. De 1950 à 1962, il représentait le Canada sur le Comité conjoint canado-américain sur les eaux limitrophes, auquel le premier ministre fait allusion. Quant à Lucien Dansereau, il était ingénieur en chef des Travaux publics de la région de Montréal et il siégeait aussi sur le Comité conjoint canado-américain sur les eaux limitrophes.

7. Voir note 2.

8. Nérée Le Noblet Duplessis (1855-1926), père de Maurice Duplessis, avait été député conservateur du comté de Saint-Maurice de 1886 à 1900.

9. Marc Trudel (1896-1961), médecin de son état, avait été député de Saint-Maurice de 1935 à 1939 et de 1944 à 1952.

10. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952), premier ministre (libéral) du Québec de 1920 à 1936.

11. Joseph-Adélaïde Godbout (1892-1956), premier ministre (libéral) du Québec de 1939 à 1944.

12. *Le Soleil* du 1^{er} février 1956, à la page 7, précise: "Comme il est 6 heures, l'Orateur soumet à la Chambre quelques bills amendés par le Conseil législatif et le premier ministre explique chacun des amendements. Aucune question de principe n'est en jeu, mais des questions de détails seulement."

Séance du mercredi 1^{er} février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 232 concernant l'Association de diététique de Québec;

- bill 219 concernant la ville de Hauterive;

- bill 237 concernant la succession de John Louis Sabbath;

- bill 229 concernant les testaments de Lactance Bouthillette et de Dina Trahan;

- bill 242 confirmant le titre de Léonard Dulude à certains immeubles.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 97 modifiant la loi des ingénieurs forestiers.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 133 concernant la succession de James McCready.

Votre comité recommande de prolonger au 9 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Loi des ingénieurs forestiers

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 97 modifiant la loi des ingénieurs forestiers.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 97 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testaments Lactance Bouthillette et Dina Trahan

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 229 concernant les testaments de Lactance Bouthillette et de Dina Trahan.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 229 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Association de diététique du Québec

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 232 concernant l'Association de diététique de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 232 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession John Louis Sabbath

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 237 concernant la succession de John Louis Sabbath.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 237 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Propriété de Léonard Dulude

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 242 confirmant le titre de Léonard Dulude à certains immeubles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 242 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 219 concernant la ville de Hauterive.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 219 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 9 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Taxation à Québec de Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Ltd.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 concernant les contribuables municipaux et scolaires de la cité de Québec et Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited, soit maintenant lu une deuxième fois.

À ce stade-ci, il s'agit de consacrer le principe que le fardeau des taxes municipales et scolaires doit être réparti plus équitablement parmi les contribuables de la ville de Québec, qui traverse actuellement une situation financière difficile.

La Vieille Capitale est un actif considérable pour la province et le pays. Elle est aux prises avec des problèmes difficiles. Elle se développe rapidement et se voit dans l'obligation de procéder à des travaux onéreux. Les commissions scolaires, catholique et protestante, ont des charges de plus en plus nombreuses, à cause du nombre grandissant des élèves et des constructions à faire. À tel point que le gouvernement de la province a dû accorder à ces deux commissions scolaires et à la ville de Québec des octrois spéciaux se chiffrant à plusieurs millions de dollars.

L'Anglo Pulp est une compagnie riche qui fait des affaires d'or, puisqu'elle vient d'acheter le contrôle de la Dryden Paper. Elle bénéficie de réductions de taxes, sous une forme ou sous une autre, depuis au-delà d'un quart de siècle. Les avantages dont elle a ainsi bénéficié se chiffrent à plusieurs millions de dollars. Est-il juste, dans les circonstances, que les autres contribuables soient appelés à porter seuls le fardeau? Je dis non sans hésitation. Il ne s'agit pas ici de l'établissement d'une nouvelle industrie. Il s'agit d'une compagnie établie depuis longtemps, et dont les affaires sont très

prospères. Est-il raisonnable qu'il y ait une telle prospérité unilatérale au milieu de tant de difficultés généralisées?

M. Little¹ m'a envoyé un télégramme, il y a quelques jours, disant que les journaux lui avaient fait dire des choses qu'il n'avait jamais dites au sujet de l'augmentation de prix du papier journal qui aurait été portée de \$3 à \$4 la tonne, pour défier le gouvernement. Il affirme que ce n'est pas exact et qu'il a demandé aux journaux de rectifier.

Par ce bill, il s'agit purement et simplement d'évaluer les propriétés de l'Anglo Pulp à \$7,000,000, au lieu de \$3,500,000. Nous disons que la compagnie devra payer des taxes sur une évaluation de \$7,000,000 l'an prochain. Dans les livres de la ville, ses biens sont évalués à \$7,150,360, ce que la compagnie n'a jamais contesté. Je suis certain que ce montant est encore loin de représenter la valeur réelle. Il n'est pas juste que les autres contribuables portent seuls le fardeau des taxes municipales et scolaires, à côté d'un Crésus qui, depuis un quart de siècle, a été déchargé des quatre cinquièmes de ses obligations.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre a parlé des 25 dernières années. Pour ma part, je voudrais me reporter à tout au plus quatre années en arrière.

La situation que le bill veut faire cesser avait été renouvelée par la Législature il y a quelques années. La ville de Québec et l'Anglo Pulp avaient alors conclu un accord portant que les taxes de la compagnie seraient payées sur une assiette spéciale. On vint devant la Législature pour faire ratifier l'accord. Il n'y a que quatre ans de cela. Nous n'avons pas de *Hansard*, mais les journaux rapportent ce qui s'est passé. Mon prédécesseur comme chef de l'opposition, M. Marler², a déclaré que l'Anglo devrait payer ses impôts sur la même base que les autres contribuables, vu qu'il s'agit d'une compagnie prospère. Le premier ministre lui a dit que l'Anglo était un actif considérable pour la ville de Québec, qu'elle payait des salaires à des centaines d'employés, que certains de ces salaires étaient très élevés, qu'il fallait lui permettre de lutter efficacement contre la concurrence des autres papeteries.

Après cet éloge de la compagnie par le premier ministre, la commutation a été accordée à la condition que l'usine fonctionne normalement, qu'elle paie des salaires raisonnables, etc. Aujourd'hui, on ne lui reproche pas d'avoir manqué à ces obligations. Les raisons qu'on invoque sont

absolument étrangères aux conditions imposées à ce moment-là.

Ce bill amende la charte de la cité de Québec sans aucune demande officielle de sa part. Il constitue donc une ingérence dans les affaires de la ville et une violation de l'autonomie municipale.

Et qui est l'Anglo, qui va subir ainsi les foudres du gouvernement par une loi d'exception? Je ne connais ni M. Little, ni les autres officiers de la compagnie. Mais je sais que, jusqu'à maintenant, elle n'était pas si mal vue en haut lieu. L'un de ses représentants est membre d'une commission provinciale. Il y a des choses encore plus étranges. Au moment où l'on dit qu'on va faire payer un montant additionnel à l'Anglo, on découvre que la compagnie continue de recevoir les faveurs gouvernementales. C'est le 26 octobre que le premier ministre a formulé son premier avertissement aux fabricants de papier. Or, le 27 octobre, l'Anglo entrait en affaires avec l'Hydro, qui est en somme le gouvernement de la province de Québec, au sujet d'un droit de passage. Il s'agit d'une transaction de \$370,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur décide que cette question est étrangère au principe du bill.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À tous les ans, la Législature accorde des commutations de taxes à la fourmée. Et on s'en vient piger, au milieu de toutes ces compagnies ayant obtenu des privilèges au détriment des autres contribuables, une seule compagnie dont on faisait l'éloge, il y a quatre ans, alors que la situation financière de la ville de Québec était sensiblement la même.

On se demande, dans la province, pourquoi la ville de Québec, la principale intéressée au contrat d'il y a quatre ans, n'intervient pas, alors qu'on dit que cette loi a pour but de l'aider à sortir de ses difficultés financières. Comment vont réagir toutes les autres villes de la province qui ont des compagnies exemptées de taxes dans leurs limites? Elles ont toutes des difficultés financières. Vont-elles demander au gouvernement de faire la même chose?

Le gouvernement ne touche pas aux autres grandes compagnies de papier, plus puissantes que l'Anglo, qui ont aussi des commutations de taxes dans des villes aux prises avec des difficultés financières. Le climat créé aujourd'hui par cette loi est si défavorable que l'on présume que n'importe

quelle compagnie dans la province est à la merci du gouvernement. On invoque les intérêts de Québec, mais il y a aussi les intérêts de Montréal et de plusieurs autres villes aux prises avec les mêmes difficultés financières que Québec. Va-t-on faire des lois spéciales pour mieux répartir le fardeau des taxes dans ces villes?

Il (M. Lapalme) se prononce en faveur d'une loi générale qui abolirait toutes les exemptions de taxes dans la province. La loi actuelle, dit-il, est une loi punitive à laquelle le Parti libéral s'oppose. En amendant ainsi la charte de la ville de Québec, la Législature devient l'évaluatrice officielle de la Vieille Capitale. En acceptant ce principe, nous pourrions devenir les évaluateurs en chef de toute la province.

À la faveur de cette loi d'exception, toute une campagne a été amorcée contre la province de Québec dans les autres parties du Canada, pour empêcher les nouvelles industries de venir chez nous et pour en faire sortir celles qui y sont établies. On dit que les compagnies sont à la merci du gouvernement. C'est l'effet le plus grave de cette loi, au point de vue général, et le dommage qu'elle nous cause est incalculable, et nos adversaires ont dans les mains une arme excessivement dangereuse. Je regrette que le gouvernement n'ait pas attendu l'expiration du contrat entre la ville de Québec et l'Anglo, dans un an. C'aurait été plus logique et il n'y aurait pas eu de discrimination.

Il (M. Lapalme) réclame une loi générale qui abolirait toutes les exemptions de taxes et annonce qu'il votera contre la loi en deuxième lecture.

M. Marquis (Québec-Est): J'interviens parce que la compagnie Anglo-Canadian Pulp se trouve dans mon comté. Bien que je demeure tout près des moulins de cette compagnie depuis près de 30 ans, je n'en ai jamais franchi les portes; je suis donc bien à l'aise pour en parler. Le sort que l'on peut faire à l'Anglo Pulp intéresse à la fois la ville de Québec, les ouvriers et le gouvernement de la province.

Aujourd'hui, le gouvernement décide d'augmenter l'évaluation des biens de cette compagnie. Elle avait été fixée, en 1952 et pour quatre ans au taux de \$3,500,000. Lors de l'établissement de cette évaluation, trois conditions, dont celle pour la compagnie de bien traiter ses employés, avaient été inscrites dans la loi; ces trois conditions ont été respectées par la compagnie. Malgré cela, le gouvernement vient rompre le contrat.

Pour moi, je ne mets pas le montant en cause. La compagnie Anglo-Canadian Pulp s'est établie à

Québec en 1927 avec une promesse de commutation de taxes pendant 20 ans; elle est revenue devant la Législature en 1947 et la commutation lui fut prolongée de cinq ans; puis elle est revenue en 1952. Il ne reste donc qu'un an avant l'expiration du contrat. Sa rupture atteint le bon renom de la province de Québec et aussi celui de la ville de Québec. Notre province a besoin d'industries; si l'on veut en attirer d'autres, il faut traiter équitablement celles qui sont déjà installées et respecter, envers elles, la parole donnée. Les ouvriers de mon comté ne veulent pas que ceux qui les traitent de façon équitable soient traités de façon autocratique.

Considérant le bon renom de la ville et le besoin des ouvriers d'avoir de nouvelles industries, considérant aussi le climat de méfiance que peut créer la rupture du contrat et la mauvaise publicité que cela fera à la province de Québec, je voterai contre cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le peuple saura désormais à quoi s'en tenir. Nous voulons que ceux qui ont le moyen de payer paient; la compagnie Anglo-Canadian Pulp a bénéficié d'un régime de faveur qui a duré plus d'un quart de siècle. Libre à l'opposition de prendre le parti de la compagnie Anglo-Canadian Pulp; nous, nous prenons celui du petit contribuable.

Le chef de l'opposition a affiché un parti pris complet et n'a pas été exact dans ses remarques. Il n'y a eu aucun contrat de consenti avec la compagnie Anglo-Canadian Pulp; nous n'avons fait qu'entériner une résolution de la ville de Québec. La loi actuelle est une loi de bon sens, non une loi d'exception comme il le prétend. Nous faisons disparaître une injustice.

D'ailleurs, il n'y a pas seulement la ville qui en profitera, mais aussi les commissions scolaires, catholique et protestante. De plus, il ne s'agit pas d'une nouvelle industrie qui veut bénéficier d'une exemption de taxes pour pouvoir démarrer; mais c'est une vieille industrie qui a profité d'avantages inestimables. La ville de Québec a d'ailleurs besoin d'argent. Nous l'avons aidée à chaque occasion, mais aux frais des contribuables. C'est pourquoi il est juste que les gros contribuables fassent maintenant leur part.

On dit que nous avons joué le rôle d'évaluateur. Dans les livres de la ville de Québec, l'évaluation est fixée à \$3,150,035. Nous la fixons à \$7,000,000 pour ne pas être injustes. Ceux qui sont au courant savent que les biens de la compagnie valent au moins de \$10,000,000 à \$15,000,000. En

fixant l'évaluation à \$7,000,000, nous ne sommes donc pas injustes et nous donnons à la ville le temps de fixer l'évaluation exacte. Si la municipalité a besoin d'aide pour procéder à l'évaluation, nous serons heureux de l'aider.

Maintenant, si l'opposition veut se ranger du côté de l'Anglo Pulp, c'est son affaire. On prétend que le bon renom de la province sera atteint. C'est le même homme qui voulait faire du Québec l'Iran de l'Amérique³ qui dit cela. Ravalant ses paroles, il vient défendre des contrats qui n'existent pas. Le peuple jugera.

Le chef de l'opposition dit aussi: "Si vous voulez faire disparaître toutes les commutations, nous sommes d'accord." Et il se prononce contre une seule exemption. Quelle logique! Nous jugeons chaque cas à son mérite, parce qu'on ne peut pas juger l'ensemble et qu'il faut dans certains cas des exemptions de taxes. Mais plus dans le cas de l'Anglo Pulp. D'ici un an, la ville aura établi son évaluation réelle; elle sera taxée en conséquence et, surtout, qu'elle ne vienne pas demander une exemption, elle ne l'aura pas. Le vote en deuxième lecture montrera à la province où sont ses vrais protecteurs.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 37 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Seront abrogés, à compter du premier mai 1956 en ce qui concerne la cité de Québec et à compter du premier juillet 1956 en ce qui concerne les corporations scolaires catholique et protestante de Québec, l'article 18 de la loi 15-16 George VI, chapitre 63, et toutes résolutions adoptées sous son empire, soit par la cité de Québec, soit par les corporations scolaires catholique et protestante de Québec."

M. Hamel (Saint-Maurice) veut démontrer que la loi est discriminatoire et arrive à la veille des élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre, alléguant que la question de principe a été discutée sur la deuxième lecture et que les règlements de la Chambre ne permettent pas d'y revenir.

Des députés argumentent sur le point d'ordre.

M. le président maintient le point d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tout de même, l'amendement qu'on abroge aujourd'hui date de 1952, une année d'élections, et celui que l'on présente maintenant est encore au cours d'une année d'élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer au député de Saint-Maurice (M. Hamel) que, s'il est vrai que nous sommes à la veille des élections, le gouvernement fait preuve de courage en apportant une pareille législation. Il faut toujours du courage pour forcer quelqu'un à payer des taxes. Ceux qui se collent à l'Anglo Pulp, ce sont les députés de l'opposition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) veut parler des relations entre le gouvernement et les compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): demande au chef de l'opposition de ne pas s'écarter

de la question. Si le chef de l'opposition le désire, dit-il, nous prendrons les crédits des ressources hydrauliques aussitôt après l'adoption du bill et il pourra parler tout à son aise. J'attends nos amis d'en face.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quand on vient nous donner des leçons de courage, il est juste que nous ayions au moins le droit de répondre. En deuxième lecture, je n'avais pas le droit de parler des résolutions qui sont abrogées. La présente loi en est une qui abroge des articles de la charte de la cité de Québec. Si l'on s'en tient exclusivement à la rédaction des articles du bill, il n'y a plus moyen de discuter.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Sans préjudice de toute autre taxe exigible d'elle en vertu de quelque autre loi, règlement ou résolution, la compagnie doit payer, pour l'année financière 1956-1957 de la cité de Québec et des corporations scolaires catholique et protestante de Québec et quant aux immeubles visés par ledit article 18 de la loi 15-16 George VI, chapitre 63, les montants suivants, à savoir: cent cinq mille dollars au lieu de cinquante-deux mille cinq cents dollars, pour la taxe foncière municipale; soixante-dix-sept mille dollars au lieu de trente-huit mille cinq cents dollars, pour taxes scolaires; trente-cinq mille dollars, pour la partie de la taxe d'eau actuellement fixée par la cité de Québec à dix-sept mille cinq cents dollars en vertu dudit article 18 de la loi 15 16 George VI, chapitre 63."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le bill met de côté toutes les dispositions du Code municipal en matière d'évaluation. J'ignore la valeur des biens de l'Anglo Pulp, mais ce que je sais, c'est qu'on fait pour cette compagnie une loi d'exception.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas de faire une exception, mais d'en revenir à la normale. Tous les contribuables paient des taxes sur le même pied. Depuis plus d'un quart de siècle, l'Anglo Pulp bénéficie de commutations de taxes. Elle paie sur une évaluation de \$3,500,000 alors que dans les livres de l'Hôtel de Ville, elle est évaluée à \$7,150,300.

Aujourd'hui, nous disons "vous allez payer le double, en attendant que la cité de Québec ait le temps de procéder à une autre évaluation". Le temps est venu où l'Anglo Pulp doit payer ses taxes comme les autres.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Courmoyer, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 37 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter⁴.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 192 modifiant la loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 223 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 8 est modifié en biffant, dans la dernière ligne du paragraphe *a*, le mot "annexe".

Et l'annexe est biffée.

Projets de loi:

Charte de Shawinigan Falls

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 223 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont-Routes: réparations et entretien: construction de ponts en bois (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

2. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957⁵.

Des députés discutent des factures de moins de \$1,000⁶.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) quels sont les projets du ministère des Travaux publics pour l'année à venir, au sujet de la construction des ponts.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): De ces \$12,000,000, \$4,000,000 seront affectés à la réparation et l'entretien des ponts et à la construction de ponts en bois.

L'an dernier et l'autre année avant, nous avions demandé \$3,000,000, et il nous a fallu revenir demander des crédits supplémentaires. C'est pourquoi cette année nous demandons \$4,000,000. Cela fait partie de l'héritage que nous avons reçu en 1944.

Après 45 ans de régime libéral, il y avait encore 4,500 vieux ponts en bois. Il nous faut aujourd'hui dépenser beaucoup d'argent pour entretenir ces ponts. Le gouvernement actuel a remplacé les vieux ponts par des neufs à un rythme de 130 par année. Il reste cependant encore 3,125 vieux ponts, que nous devons réparer bien souvent trois ou quatre fois par année.

Il faut travailler en coopération avec la voirie dans ce domaine. Souvent, la voirie a des plans pour modifier une route. Alors, en attendant l'exécution de ces travaux, nous entretenons le pont du mieux que nous pouvons. Nous n'osons pas en construire un nouveau, car il est difficile de prévoir exactement ce qu'il faudra. J'ai des demandes se chiffrant à \$2,500,000 pour des ponts de bois permanents.

Quant aux \$8,000,000, c'est pour la construction de ponts permanents et qui deviennent des dépenses en immobilisations. Nous avons des demandes qui se chiffrant à \$51,000,000 dans ce domaine, dont \$12,000,000 pour des ponts à construire sur des routes nouvelles et \$14,000,000 sur des routes existantes. Il reste aussi les ponts sur les routes numérotées, les ponts municipaux, etc., et les réparations aux ponts existants.

Nous comprenons que le gouvernement ne peut tout dépenser son budget à la construction de ponts. Nous serons satisfaits de \$8,000,000 cette

année, car cela nous permettra de répondre aux demandes les plus pressantes.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) n'a pas répondu à ma question. Je veux tout simplement qu'il me dise s'il a présentement des plans pour la construction de certains ponts au cours du prochain exercice financier. Qu'il nous mentionne au moins un de ces ponts avec le montant qu'il prévoit dépenser pour sa construction.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) ne répond pas à la question de M. Hyde.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si l'opposition peut espérer, oui ou non, une réponse.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): On projette la construction d'un pont à Chicoutimi. Si l'opposition le désire, je peux très bien lire la longue liste des demandes de ponts que j'ai en main et dont la construction exigerait une dépense globale de \$51,000,000. Nous choisirons parmi ces demandes.

Un député de l'opposition parle des ponts tombés à l'eau.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je trouve mesquin qu'on se plaise à rire des malheurs des autres. Quand le pont de Québec, par deux fois, a tombé, ces tragédies, qui ont fait 95 morts et causé des pertes de l'ordre de \$5,000,000, ont suscité plutôt un grand mouvement de sympathie. Ces pertes correspondent peut-être à \$20,000,000 d'aujourd'hui. L'opposition d'alors n'en profita pas pour faire de la petite politique.

De toute façon, le ministère s'adresse toujours pour la construction de ses ponts à des entrepreneurs compétents et il ne craint aucune enquête. L'argent est dépensé à bon escient.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) regrette que le ministre des Travaux publics doive toujours consulter de l'œil le premier ministre avant de décider s'il peut répondre aux questions de l'opposition. Le ministre, dit-il, nous fait de longs discours pour rappeler les ponts de bois construits par les libéraux. Il semble surpris qu'ils s'usent. Ils ont tout de même duré. D'ailleurs, le ministre projette lui-même de construire des ponts en bois qui s'useront probablement plus vite que les anciens ponts.

À entendre les déclarations du ministre, on pourrait croire qu'il nous demande de voter les millions qu'il réclame uniquement pour les dépenses imprévues. Pourtant, il doit avoir quelques projets pour la saison qui s'en vient. Il y a même des députés qui ont annoncé qu'ils auraient des ponts dans leur comté. Le ministre devrait être aussi au courant de ces projets que les députés.

Hier soir, le premier ministre a répondu à un député de l'opposition, qui réclamait un pont à Shawinigan, qu'il ne l'aurait point parce qu'il passait son temps à dénigrer le gouvernement⁸. Il a parlé de ponts dont la construction constituerait un privilège. Comme si on ne devait pas tenir compte avant tout des besoins! Mais on préfère accorder des privilèges à ceux qui ne déplaisent pas au gouvernement.

Si un député de l'opposition veut en obtenir pour son comté, il devra se montrer gentil avec le gouvernement. Il devra abdiquer sa liberté de député. On voit où tout cela nous conduit du point de vue parlementaire. Les membres de la Chambre devraient simplement prendre leurs affaires et retourner chez eux pour laisser un directeur général gérer la province.

Nous avons le droit de savoir avec autant de détails que possible ce que le ministre entend faire alors qu'on se trouve à deux mois du printemps et à quelques mois des élections. Le ministre ne nous apprend rien en disant qu'il a des demandes pour la construction de \$50,000,000 de ponts. Si l'on rebâtissait tous les ponts de la province, il y aurait encore des demandes.

Le ministre sait ce qu'il va faire, sauf la part d'imprévu que nous sommes prêts à évaluer à un certain pourcentage. Pour remplacer un pont, ça ne se prépare pas en une semaine. Si le gouvernement nous avait fourni au moins quelques détails, quelques exemples, la discussion serait finie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je siège depuis 28 ans dans cette Chambre. Si le chef de l'opposition avait connu le régime de ses amis, il ne parlerait pas comme il le fait. À l'époque, il était défendu à un avocat qui ne partageait pas les vues du gouvernement de venir plaider devant un comité; et les comtés représentés par un adversaire du parti au pouvoir ne recevaient pas d'octrois.

Quand il s'agit de travaux publics qui ne sont pas obligatoires, il est normal que nous les donnions à ceux qui sont polis, qui font leurs demandes d'une manière décente. Si j'ai \$1,000,000 à ma disposition, qu'il existe des besoins dans des comtés amis et ennemis, et que le \$1,000,000 suffit pour contenter

tout le monde, j'en donne à tous. Mais, si la somme est insuffisante, je commence par donner à mes amis. C'est humain. Et cela s'est toujours fait comme cela.

Les budgets du gouvernement actuel sont plus détaillés que ceux d'autrefois. On trouve dans les *Comptes publics* tous les renseignements voulus, par exemple sur le pont de Chambly, sur le pont du village de Châteauguay. Mais nous ne pouvons fournir des informations sur ce qui n'a pas été décidé; et pour la construction, il faut tenir compte de l'imprévu, des raz de marée en Gaspésie, des éboulis ailleurs. On aurait besoin de \$60,000,000 de ponts dans la province.

Mais nous ne sommes pas obligés de faire tous les ponts municipaux, car ce n'est pas une obligation pour le gouvernement que de faire ces ponts. Quand nous en faisons, c'est un privilège qu'on accorde. Qu'on ne s'attende pas à ce que nous accordions des faveurs à ceux qui nous donnent des coups de pied.

J'ai toujours bien traité mes adversaires politiques, contrairement à ce qui se faisait au temps des gouvernements précédents, et nombre de libéraux sont maintenant membres de diverses commissions. J'ai parmi mes amis de bons libéraux qui ne peuvent penser à l'opposition sans pleurer. J'ai dit plusieurs fois aux gens de l'autre côté de la Chambre: "Changez donc de tactique. Ce n'est pas avec des promesses en l'air, de l'envie, de la jalousie, du fiel, de la haine, que vous allez arriver à ce que vous désirez". Je le dis pour rendre service à l'opposition.

Après l'élection, je voudrais voir au moins quelques membres de l'opposition siéger en face de moi. Je ne crois pas qu'il y en aura plus que 10, peut-être sept pour représenter les sept péchés capitaux. Quand je suis harassé par mon travail, je regarde l'opposition; elle me donne envie de rire et cela me reconforte. Nous voulons garder quelques membres de l'opposition, mais seulement comme reliques.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Ne me traitez pas de relique!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est correct, on devrait vous traiter de fantôme!

Le chef de l'opposition peut faire de grands discours et exposer de grands principes, c'est son droit. Le chef de l'opposition n'est vraiment pas un mauvais gars et nous voulons le garder ici à son poste actuel. Je ne peux pas dire la même chose pour tous les membres de l'opposition libérale. J'ai le

regret de dire que tous les députés de l'opposition ne seront pas réélus. Certains députés de l'opposition ne semblent même pas savoir pourquoi ils sont en Chambre. Mais, il ne faut pas s'en faire pour eux, parce que nous ne les verrons pas après la prochaine élection.

J'irai plus loin: je dirai même au chef de l'opposition que je suis disposé à l'aider à se faire réélire. Mais j'aimerais qu'il y ait un pont pour qu'il franchisse les obstacles entre lui et certains de ses collègues qui siègent en arrière de lui. Je suis ici pour protéger le chef de l'opposition et je vais le protéger.

M. Bélanger (Lévis): Parlez-nous du Carnaval maintenant!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tiens, la petite voix de Lévis qui se fait entendre. Il y a des citoyens pour qui j'ai beaucoup d'estime. Il y a des adversaires loyaux et je les estime. Quant aux autres, à la prochaine élection, j'aurai le plaisir d'assister à leur service funèbre politique.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au premier ministre qui m'offrait précédemment de m'aider à me faire élire dans Outremont, je dirai que je vais me charger seul de cette besogne. Je conseille au premier ministre de faire porter ses efforts dans d'autres comtés où plusieurs de ses candidats en auront besoin. D'ailleurs, ce n'est pas l'habitude de l'Union nationale d'aider ses adversaires.

Malgré la digression amusante du premier ministre, l'opposition reste toujours sans les détails qu'elle veut avoir sur la dépense future. Dans d'autres Parlements, les députés obtiennent les détails des travaux publics et de la dépense que l'on veut entreprendre. Rien ne sert de parler de ce qui se passait sous les autres gouvernements de Québec relativement aux *Comptes publics*.

Si les *Comptes publics* étaient mal préparés quand le premier ministre actuel était dans l'opposition, il a dû les critiquer et on s'attendrait à ce qu'une fois au pouvoir, il les améliore. Tout ce que nous voulons, nous, c'est de pouvoir scruter la dépense publique que le gouvernement se propose de faire.

Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) peut-il, oui ou non, nous donner quelques précisions sur ce qu'il entend faire au cours de l'année?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il est trop tôt pour dresser un programme effectif en

matière de construction de ponts. Tout pourrait être chambardé au printemps. Il faudra d'abord s'occuper des ponts emportés par la débâcle ou détruits par l'incendie.

Puis, on choisira parmi les demandes celles qui sont les plus urgentes. Nous avons des demandes pour un montant de \$41,000,000. Là-dessus, il y a, d'après nos ingénieurs, des travaux urgents pour un montant de \$28,000,000. Il faut donc aller au plus pressé, comme on ne peut dépenser tout l'argent de la province pour les ponts. Si l'on se rendait aux suggestions de l'opposition, le budget serait vite épuisé.

L'étude des résolutions est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Elliott M. Little, président de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper.

2. George C. Marler (1901-1981) député de Westmount-Saint-Georges de 1942 à 1954, a été chef de l'opposition à Québec de novembre 1948 à novembre 1953. Il fut ensuite ministre des Transports à Ottawa dans le cabinet Saint-Laurent de 1954 à 1957.

3. M. Duplessis fait ici allusion à une déclaration faite par M. Lapalme dans un discours à Victoriaville, le 26 août 1951. Parlant des ressources naturelles, M. Lapalme avait fait une comparaison entre la situation du Québec et celle de l'Iran, qui venait à cette époque de nationaliser son industrie pétrolière. Pour plus de détails sur la nature exacte de cette déclaration et son contexte, on pourra consulter les *Mémoires* de Georges-Émile Lapalme, Ottawa, Éditions Leméac, 1970, Tome II: *Le vent de l'oubli*, pages 98-99. M. Duplessis y avait fait aussi allusion lors de la séance du 22 novembre 1955.

4. Selon *La Patrie* du 2 février 1956, à la page 12, "L'examen de la loi a duré (...) moins de deux heures."

5. Si ces deux crédits sont étudiés en même temps, c'est qu'ils portent tous les deux sur les ponts. En effet, la Chambre peut étudier ensemble deux crédits qui portent sur un même sujet.

6. L'item "Ponts" des travaux publics comprend, comme plusieurs autres, une mention "Comptes au-dessous de \$1,000".

7. Comme le signale *Le Soleil* du 2 février 1956, à la page 14, le député en question faisait certainement allusion au pont de Trois-Rivières, qui s'est effondré dans la nuit du 30 au 31 janvier 1951.

8. Il s'agit du député de Saint-Maurice, René Hamel; voir la séance du 31 janvier 1956.

Séance du jeudi 2 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 178 concernant la succession de J.-Ulysse Sainte-Marie;
- bill 99 des médecins vétérinaires de la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 234 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 201 modifiant la charte de Tunnel Champlain inc., lui accordant des pouvoirs et des privilèges spéciaux et ratifiant les droits et privilèges déjà consentis par des corporations municipales, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 228 modifiant la charte de la cité de Sillery;
- bill 104 constituant en corporation la ville de Mont-Gabriel;
- bill 225 modifiant la charte de la cité de Lachine.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 197 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et lui accordant certains pouvoirs;
- bill 114 modifiant la charte de Berthierville;
- bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorval;
- bill 239 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Akos de S. Muszka au nombre de ses membres, après examen.

Projets de loi:

**Médecins
vétérinaires**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 99 des médecins vétérinaires de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 99 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
J.-Ulysse Sainte-Marie**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 concernant la succession de J.-Ulysse Sainte-Marie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Écoles protestantes de Montréal

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 234 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 234 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sillery

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 228 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 228 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mont-Gabriel

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 constituant en corporation la ville de Mont-Gabriel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Akos de S. Muszka

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 239 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Akos de S. Muszka au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 239 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 225 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Jacques-Cartier

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et lui accordant certains pouvoirs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 197 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Berthierville

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 modifiant la charte de Berthierville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Noël (Frontenac): Depuis quelques années, les prix payés pour les produits de la ferme ont baissé considérablement et aucune amélioration n'est prévue pour le colon et le cultivateur. Le pouvoir d'achat des agriculteurs a baissé et le prix des marchandises en général augmente. Il en résulte un déséquilibre qui place la classe agricole dans une situation très désavantageuse. La situation pourrait être améliorée si le colon et le cultivateur pouvaient vendre leur bois de pulpe à un prix plus élevé.

La demande du papier journal est montée en flèche au cours des dernières années. Nous verrons même des agrandissements d'usines qui pourraient assurer une augmentation de 1.000.000 de tonnes dans la production. En 1952, la tonne de papier journal se vendait \$101. Les prix passaient à \$105, en 1952, \$110, en 1953, \$110, en 1954 et \$117 en 1955.

Normalement, une augmentation de la demande de papier journal aurait dû provoquer une augmentation du prix de la matière première, c'est-à-dire du bois de pulpe. Or, la corde de bois se vendait \$15, en 1951, \$14.50, en 1952, \$13.50, en 1953, \$13, en 1954 et \$12, en 1955. L'explication de pareille situation est bien simple.

Les cultivateurs et les colons sont laissés à eux seuls en face de monopoles puissants qui exercent un contrôle complet. Ils exercent ce contrôle d'autant plus facilement que plus le revenu du colon et du cultivateur est bas, plus ces derniers doivent vendre à n'importe quel prix pour s'assurer les maigres revenus qui leur permettront de faire face à leurs obligations. Et cela, les compagnies le savent. Les compagnies, avec leurs concessions immenses, sont très indépendantes. Les prix offerts au colon et au cultivateur sont arbitraires et ne tiennent pas compte de la valeur du produit.

Et nous voyons des gens qui ne peuvent se défendre eux-mêmes, soumis à une véritable exploitation. Le bois, dans des conditions normales, ne se renouvelle qu'au cours d'une génération. Il faut 30 ans à un boisé pour se renouveler. Un cultivateur ne peut couper en moyenne que 15 cordes par année. Même au prix de \$20, la corde, suggéré par l'U.C.C.¹, cela constitue un revenu insuffisant. Dans le mémoire qu'elle a présenté récemment au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), l'U.C.C. a exposé la situation du bois de pulpe coupé sur les terres des particuliers et réclamé un prix minimum de \$20 la corde. Ce prix est loin d'être anormal si l'on tient compte de toutes les conditions auxquelles sont soumis les cultivateurs et les colons. Ceux qui sont en autorité font de belles déclarations, mais ne posent pas de gestes en conséquence. Je fais écho aux demandes de l'U.C.C. et de diverses autres organisations en faveur de la classe agricole.

Le 31 janvier, *Le Soleil* a souligné une déclaration de M. Napoléon Veilleux, de Saint-Georges de Beauce, à l'effet qu'il était inexplicable que les colons et les cultivateurs ne puissent vendre leur bois de pulpe à un prix couvrant le coût de la production. Le premier ministre lui-même a reconnu le bien-fondé des réclamations des colons et des cultivateurs, puisqu'il a déclaré dans un récent congrès que les compagnies devraient leur donner un meilleur prix pour leur bois. Nous sommes en face d'un problème urgent, auquel le gouvernement n'a pas apporté une attention suffisante. Il me semble qu'il aurait dû intervenir pour fixer le prix de la corde de bois à \$20.

Les intermédiaires constituent un facteur important dans l'établissement du prix du bois et le mesurage entre aussi en ligne de compte. Les compagnies exigent que le mesurage se fasse au point d'arrivée, et c'est au point d'arrivée également qu'on se prononce sur la qualité du bois. Pareille situation provoque de nombreuses plaintes. Quant au petit acheteur, prévoyant une diminution du volume et une appréciation de la qualité pouvant lui être défavorable, il est porté à offrir des prix moindres.

En conséquence, je propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Goulet), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires, eu égard aux moyens dont il dispose, pour assurer un meilleur prix de vente aux cultivateurs et aux colons qui coupent du bois de

pulpe, et pour protéger aussi les intérêts des petits expéditeurs de bois de pulpe."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Frontenac (M. Noël) a fait un discours très long. Il a multiplié les inexactitudes. Il a parlé d'un sujet qu'il ne connaît pas et a fait des déclarations qui ne correspondent pas aux faits.

Le député a parlé d'agrandissement d'usines en vue d'augmenter la production du papier d'un million de tonnes par année; c'est tout à fait inexact. Nous avons présentement une loi qui empêche certains producteurs de massacrer la forêt pour accumuler des profits. Il n'y aura rien de tel. Nous sommes décidés à limiter la coupe du bois aux possibilités de la forêt. Le député a encore parlé des revenus des cultivateurs. Il paraît ignorer que les revenus des cultivateurs qui travaillent en forêt ont augmenté de 500 % et que les conditions de travail se sont aussi améliorées de 500 %, grâce à l'Union nationale.

Le député de Frontenac paraît ignorer que dans la province de Québec, la coupe du bois se fait dans une proportion de plus des deux tiers sur les terres de la couronne. Le député a dit que les compagnies ont trop de limites. Ces limites, elles ont été cédées par ses amis de l'ancien régime. C'est certain que les cultivateurs ne reçoivent pas ce qu'ils devraient recevoir, mais le gouvernement n'a pas de contrôle sur le domaine privé. Le mal réside dans cette combine entre les compagnies et les intermédiaires. Si nous fixons des prix, qu'est-ce qui va forcer les compagnies à acheter?

On dirait que tout cela est de notre faute. C'est facile de critiquer quand on n'a pas la responsabilité de l'administration. Les prix du bois que reçoivent les cultivateurs et les colons sont trop bas, sans doute, mais avec la loi que nous venons de voter, il est possible que nous ayons des instruments nouveaux pour établir une politique d'amélioration. La forêt fournit aux cultivateurs des centaines, sinon des millions de dollars par année par le travail des chantiers. Si les compagnies ne veulent pas donner davantage pour le bois de pulpe, les cultivateurs peuvent toujours vendre leur bois ailleurs.

La motion du député est une motion de critique, de politiquerie, une motion de non-confiance. Ce qui intéresse l'opposition, c'est seulement la politique et les campagnes de dénigrement. Quant à nous, nous allons continuer de faire le bien. Nous ne pouvons toujours pas améliorer subitement les défauts qui ont été accumulés pendant 45 ans par l'ancien régime.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) relit la motion présentée par le député de Frontenac (M. Noël): "que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires, eu égard aux moyens dont il dispose, pour assurer un meilleur prix de vente aux cultivateurs et aux colons qui coupent du bois de pulpe, et pour protéger aussi les intérêts des petits expéditeurs de bois de pulpe."

Le premier ministre, dit-il, a qualifié cette motion de "politicaillerie". Si j'avais employé la même expression, le premier ministre n'aurait pas manqué de me rappeler à l'ordre. En traitant de politicaillers les députés de l'opposition, le premier ministre se trouve à appliquer la même épithète à tous les groupes importants qui se sont occupés de cette question et qui se sont rendus auprès du gouvernement pour faire valoir leur opinion. Il y a, dans la province, un mouvement général de protestation contre les bas prix du bois de pulpe vendu par les colons et les cultivateurs.

L'Union catholique des cultivateurs a étudié la question et elle a présenté au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) un mémoire dans des termes presque identiques à ceux de cette motion en amendement, dans le but d'améliorer le sort des cultivateurs et des colons. Il y a eu des échos à cette démarche de l'U.C.C. et, dans un autre Parlement, un député a traité la question en analysant avec soin la situation du cultivateur et du colon, afin d'aider les petits à tirer, eux aussi, leur subsistance des richesses naturelles de la province.

Le premier ministre a vanté tantôt sa loi de contrôle du papier, mais, quand j'ai voulu soulever cette question du prix du bois de pulpe payé aux colons et aux cultivateurs, j'ai été rappelé à l'ordre. La situation se résume assez bien. Quand les compagnies de papier chargent trop cher pour leur papier, le gouvernement peut intervenir pour mettre un frein à leur appétit. Mais quand les petits se plaignent du bas prix du bois de pulpe vendu à ces compagnies, le gouvernement dit qu'il ne peut rien faire.

Dans l'ensemble, la situation est anormale et elle rend bien difficile la vie du cultivateur et du colon. Peut-on faire quelque chose? Le premier ministre dit non, mais seule l'action gouvernementale peut intervenir dans ce domaine. La question doit être traitée à son mérite, avec tout le

sérieux qu'elle comporte pour ceux qui, depuis des années, se plaignent du sort que leur font les compagnies de papier. Ces cultivateurs et ces colons sont les seuls à ne pas récolter ce à quoi ils ont droit comme copropriétaires de nos richesses naturelles.

M. Lemieux (Wolfe): Il est de mon devoir de protester à mon tour contre le traitement imposé par les compagnies aux colons et aux cultivateurs. C'est un problème agricole crucial que cette marge trop mince entre le coût de production et le prix de vente du bois de pulpe coupé sur les terres privées. Tous ceux qui habitent les régions agricoles le savent.

Il (M. Lemieux) reproche au premier ministre d'avoir dit que, si les colons et les cultivateurs ne sont pas satisfaits du prix payé par les compagnies, ils n'ont qu'à vendre à d'autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit, et je le répète, que le gouvernement n'a pas le pouvoir de fixer le prix du bois coupé sur les terrains privés, ni le pouvoir de forcer les compagnies d'acheter ce bois.

M. Lemieux (Wolfe): Le grand producteur de bois de pulpe, dans l'ensemble, est le cultivateur. Et le prix qu'il reçoit, avec le colon, n'est que \$12 ou \$13 la corde alors qu'il faudrait, pour payer son trouble et son travail, que ce prix soit fixé à \$20 la corde. Les compagnies de papier ont organisé un système pour contrôler le prix du bois, au moyen de petits "jobbers" qui ont une section bien à eux et qui y fixent eux-mêmes le prix du bois, en le maintenant le plus bas possible.

Le gouvernement peut agir en faveur des colons et des cultivateurs. Je suggère au gouvernement d'encourager la formation de coopératives de vente ou la fondation d'un syndicat de colons et de cultivateurs, qui passeraient des contrats collectifs avec les acheteurs de bois.

Il faudrait mieux surveiller le mesurage et la classification. On devrait faire ces deux opérations sur le chemin car, quand le bois est rendu au moulin, il est difficile au vendeur de refuser ce qu'on lui offre. Il (M. Lemieux) supplie le gouvernement de trouver une solution à ce problème.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Cette motion, dans les termes où elle est conçue et de par la façon dont elle est présentée, est une motion de non-confiance envers le gouvernement. Rien d'autre. Les gens de l'opposition veulent faire adopter une motion de non-confiance au gouvernement qui a la

pleine et entière confiance de la Chambre et de tout le peuple de la province de Québec. L'opposition perd son temps. Le jour où l'on voudra discuter de façon claire et indépendamment de toute partisanerie politique de ce problème, on le fera en d'autres termes, et alors ce sera véritablement dans l'intérêt de toute la province qui a confiance dans le présent gouvernement.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie):

M. l'Orateur en sera peut-être surpris de voir qu'un député de la ville de Montréal prenne part à un débat sur un projet qui n'intéresse pas les ouvriers des villes: la vente du bois de coupe par nos colons et nos cultivateurs. En effet, la motion présentée en est une de non-confiance, parce que nous ne pouvons avoir confiance en un gouvernement qui permet que le colon et le cultivateur reçoivent moins pour la coupe de leur bois, dans une période où le prix du papier augmente sans cesse.

Je vais vous dire immédiatement la raison de mon intervention dans ce débat. Au cours de récentes tournées dans le nord-ouest de notre province, j'ai rencontré de nombreux colons et cultivateurs qui m'ont demandé d'intervenir en Chambre, afin de leur obtenir justice. Colons et cultivateurs me demandaient pourquoi le gouvernement de notre province ne protégeait pas nos colons qui reçoivent des montants bien insuffisants pour la vente de leur bois de pulpe.

M. Ouellet (Saguenay) (Ironique) demande au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) s'il y a beaucoup de terrains boisés dans son comté.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je leur répondais que c'était du devoir de leurs députés d'intervenir en Chambre afin d'exposer ce problème au gouvernement. On me répondait aussitôt: "Nos députés de l'Abitibi ne se lèvent jamais en Chambre à Québec; comment voulez-vous qu'ils prennent notre part?" Je vois ici en face de moi, le député d'Abitibi-Est (M. Miquelon), le député d'Abitibi-Ouest (M. Lesage) et le député de Rouyn-Noranda (M. Dallaire). Comment se fait-il qu'aucun d'entre eux n'ait le courage de se lever dans cette Chambre et de défendre les intérêts de ses électeurs? C'est inconcevable! Alors j'ai promis à ces citoyens de l'Abitibi de défendre leur point de vue dans ce Parlement si leurs députés refusaient de le faire. C'est pourquoi je me lève aujourd'hui pour faire entendre les justes revendications des colons et cultivateurs qui sont exploités par les grosses compagnies de papier.

C'est inconcevable, M. l'Orateur, de constater que, dans notre province de Québec, le prix du papier journal n'a cessé de monter depuis quelques années, tandis que, depuis 1951, le prix de vente du bois de pulpe, payé par les compagnies aux colons et aux cultivateurs, a constamment baissé. Alors qu'en 1951 le cultivateur recevait \$15 la corde de bois de pulpe, il a vu, en 1952, le prix diminuer à \$14.50, puis à \$13.50, en 1953, \$13, en 1954 et maintenant, en 1955, il ne reçoit plus que \$11, \$12 ou au maximum \$12.50 la corde. Pourtant, au cours des mêmes années, le prix du papier journal n'a pas cessé d'augmenter.

Il faut que le gouvernement fasse quelque chose pour nos colons d'Abitibi! Si le papier augmente en valeur, il est illogique et révoltant que le bois du colon baisse en valeur. Le premier ministre vient de passer une loi pour protéger les gros journaux contre les compagnies de papier. Pourquoi refuse-t-il d'en passer une autre pour protéger les petits? L'U.C.C. a réclamé un prix équitable pour la corde de bois de pulpe. Cet organisme est d'avis que le colon devrait recevoir au moins \$17.50. Est-ce que cela affecterait beaucoup les grosses compagnies, quand on sait qu'il leur en coûte de \$19 à \$25 la corde sur leur propre terrain?

Les grosses compagnies de papier ne peuvent faire leur propre bois de pulpe à moins de \$22 ou même \$27 la corde; si elles payaient le bois des colons \$18 ou \$20 la corde, elles y gagnent encore beaucoup. Il y a des compagnies qui paient actuellement \$9, \$11 ou \$13 au maximum pour une corde de bois achetée chez le colon; c'est là une exploitation désastreuse et le gouvernement a le devoir d'intervenir. On a dit que la Régie du papier rendrait justice aux cultivateurs. Moi, j'affirme que la Régie va protéger les journaux, point. Cela ne donnera absolument rien aux cultivateurs et aux colons, cela va tout simplement leur nuire. Va-t-on nous faire croire que les compagnies vont être prêtes à payer leur bois plus cher quand on gèle leur prix de vente du papier?

L'opposition a attendu jusqu'à ce moment pour présenter sa motion parce que depuis 1952 on espérait, chaque année, que le gouvernement ferait quelque chose pour les colons et les cultivateurs. Selon l'U.C.C., ce problème n'est pas le seul auquel les colons ont à faire face, mais c'est de beaucoup le plus important. Nous avons attendu quatre années, espérant que le gouvernement ferait quelque chose. Nous n'avons entendu parler de rien. C'est pourquoi nous avons présenté cette motion. C'est pour bien faire savoir aux cultivateurs et aux colons que le

gouvernement, contrairement à ce qu'il tente de leur faire croire, ne s'est pas occupé d'eux.

Le député libéral du Témiscamingue (M. Goulet) est intervenu plusieurs fois dans cette Chambre en faveur des cultivateurs du nord-ouest de la province. Pourquoi les députés de l'Union nationale n'en font-ils pas autant? Puisqu'ils sont du parti au pouvoir, ils auraient, il me semble, l'oreille du premier ministre! Nous prendrons tout à l'heure le vote sur la motion du député de Frontenac. Les députés de l'Union nationale vont voter contre cette importante mesure qui réclame justice pour les nôtres. Nous, de l'opposition, nous voterons en faveur. J'aime mieux être dans ma peau que dans la leur, car le peuple pourra voir le vrai visage de leurs députés qui n'ont pas le courage de défendre les intérêts de leurs électeurs!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je représente un comté mi-urbain, mi-rural où plusieurs centaines de personnes travaillent dans des exploitations forestières, soit tout le temps, soit une partie du temps. J'aurai peut-être l'occasion de rencontrer des bûcherons de Joliette et de la région; et je pourrai les regarder en face. Ils ne gagnaient que \$0.35 par jour² sous l'ancien régime; aujourd'hui leur salaire quotidien est de \$10. Le salaire des bûcherons de la province de Québec est plus élevé que le salaire moyen des bûcherons d'ailleurs au Canada. Les bûcherons ne forment plus une catégorie d'esclaves.

L'opposition a laissé entendre qu'il n'y aurait pas de mesure officielle pour le bois à papier; il y a une mesure, c'est 128 pieds, ce qui ne représente que 86 ou 87 pieds de masse solide. Le député de Wolfe a réclamé des conventions collectives; mais, si une chose est impossible à réaliser, ce sont bien les conventions collectives pour les bûcherons. Ce qui pourrait peut-être être fait, c'est la formation de coopératives locales en certains endroits.

M. Lemieux (Wolfe): Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit qu'il y avait deux moyens d'améliorer la situation: des contrats collectifs, des coopératives.

M. l'Orateur rappelle le député de Wolfe (M. Lemieux) à l'ordre. Si le député de Wolfe, dit-il, a parlé des coopératives, il ne peut empêcher le ministre du Travail (M. Barrette) d'en parler lui aussi.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Et, quand on parle de bois de pulpe acheté au prix de \$12 la corde, on parle de choses du passé. Il y a deux ans, le premier ministre est intervenu auprès des acheteurs

de bois de pulpe. Les prix sont changés. L'opposition ignore qu'en certains endroits ils atteignent \$20 la corde. Je suis d'accord: \$12, \$13, ce n'est pas suffisant; mais on paie des prix plus élevés depuis que le chef du gouvernement est intervenu. Aujourd'hui, les prix vont de \$17 à \$20 dans la majorité des comtés de la province. C'est mieux que ce qu'a suggéré le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis). Et là où l'on paie actuellement \$19, cela va augmenter.

Il (l'honorable M. Barrette) suggère l'établissement de coopératives locales pour régler le problème des prix du bois, en faveur des cultivateurs et des colons. Un cultivateur qui n'a à vendre que 30, 40 ou 50 cordes de bois ne peut obtenir de bonnes conditions, dit-il, mais si tous les cultivateurs d'une région se groupent et ont à vendre 2,000 à 3,000 cordes, ils peuvent obtenir des prix convenables. L'opposition semble vouloir se faire le champion des agriculteurs, tout en ayant mal traité la classe agricole pendant des années.

De nos 80,000 à 90,000 bûcherons, nous avons fait des hommes libres, bien traités, bien nourris et qui votent pour l'Union nationale. Aux prochaines élections, comme en 1952, 95 % des bûcherons voteront pour l'Union nationale.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Je représente un comté où les opérations forestières sont considérables. Récemment, j'ai assisté à une réunion de l'U.C.C. à Baie-Saint-Paul. La mauvaise température avait rendu les chemins très difficiles. Le député fédéral du comté et le député fédéral de Bonaventure³ ne croyaient probablement pas que je pourrais me rendre à la réunion.

Je suis arrivé un peu en retard, mais je tenais à être présent, même s'il m'avait fallu faire des bouts à pied. J'ai pris 2 h 30 pour faire 30 milles. Quand j'ai pénétré dans la salle, M. Maltais⁴ était à parler de la responsabilité du premier ministre de la province et du gouvernement. Ma réponse a eu pour effet, comme on dit là-bas, de lui couper les pattes.

Dans Charlevoix, le bois se vend entre \$18 et \$19 la corde. Dans Bellechasse, il se vend entre \$20 et \$28 la corde. Quand j'ai pris la parole, j'ai demandé à M. Maltais si le gouvernement fédéral n'avait pas aussi quelque responsabilité dans le prix du bois et j'ai soulevé la question des cartels. J'ai dit aux cultivateurs que nous ne pouvions fixer le prix du bois, parce que nous ne pouvions forcer les compagnies à acheter le bois. Quel intérêt pour le cultivateur y aurait-il à fixer le prix du bois à \$30 si les compagnies ne l'achètent pas? De plus, on ne manquera pas d'exiger alors une classification plus

sévère à laquelle ne sont pas prêts à faire face les colons et les cultivateurs.

Il y a aussi un autre danger. C'est que le prix minimum devienne un prix maximum. La fixation des prix est une méthode un peu simpliste de régler les problèmes. Pourquoi ne pas fixer le prix de la patate et de la tomate? Il suffirait de fixer le prix de la patate pour que nous soyons inondés par le marché du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. D'ailleurs, les représentants de l'U.C.C. présents à la Baie-Saint-Paul ne croyaient pas que la fixation du prix du bois était un excellent moyen. Nous avons discuté la question et ils m'ont demandé de tâcher d'en trouver un autre.

On a proposé, comme remède à la situation, de vendre à l'avance une certaine quantité de bois aux compagnies. L'expérience a démontré qu'il serait très difficile d'exécuter les contrats. On représentera qu'un cultivateur a été malade, qu'un autre n'a pu bûcher à cause d'exigences familiales, que la température n'a pas permis de faire les travaux prévus. Comme conséquence, au lieu de livrer 25,000 cordes, tel que convenu, on en livrera 10,000. Les compagnies ont organisé leurs opérations en comptant sur 25,000 cordes. Et qui sera responsable des dommages?

À la voirie, nous achetons du cèdre pour les ponceaux. Quand nous en avons demandé, tout le monde voulait en vendre. Quand le temps est arrivé d'avoir le bois, une petite partie seulement de ceux qui en avaient promis en ont livré.

On pourrait voir la situation s'améliorer considérablement si les cultivateurs s'organisaient pour la vente de leur bois et si l'on faisait disparaître les intermédiaires entre eux et la compagnie.

Le débat est suspendu.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 25 pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal;
- bill 28 concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province;

- bill 145 concernant la ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi-Est;

- bill 170 constituant en corporation la ville de Villeneuve;

- bill 176 concernant la Compagnie Québec-Autobus et La Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec (The Quebec Railway Light and Power Company);

- bill 215 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville;

- bill 222 concernant le Collège de Rouyn;

- bill 226 concernant la ville de Bourlamaque;

- bill 236 modifiant la charte de la ville de Richmond.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 118 concernant la corporation du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 6 est modifié en remplaçant, à la quatrième ligne, les mots "de deux pour cent" par ce qui suit: "n'excédant pas deux pour cent".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 140 modifiant la charte de la ville de Nicolet, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 8 est modifié en insérant, dans la cinquième ligne du sous-article 526a, après les mots "de même nature" ce qui suit: "sujette aux mêmes exemptions".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 171 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié en biffant à la fin du premier paragraphe le mot "(Annexe)"

Et l'année est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 191 concernant la succession de feu Aldéric Brunet, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

a) en insérant, dans la cinquième ligne, à la suite des mots "autorisé à vendre" ce qui suit:

", avec le consentement de dame Olive Lavigne, veuve non remariée de Aldéric Brunet et de dame Aline Paiement, veuve non remariée de Albert Brunet,";

b) en remplaçant, dans les deux dernières lignes, les mots "trente-cinq mille dollars (\$35,000)," par ce qui suit: "mille dollars l'arpent".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 205 concernant la cité de Saint-Hyacinthe, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 9 est modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "de la paroisse" par les mots "du village";

b) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du second paragraphe, les mots "de la paroisse" par les mots "du village".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 214 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque, jusqu'au premier juillet 1960, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant le second paragraphe qui se lit "Ladite résolution est reproduite comme annexe "A"."

Et l'annexe "A" est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 243 concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, aux quatre dernières lignes, les mots "de la cité de Montréal et le territoire situé dans un rayon de quinze milles de ladite cité" par ce qui suit: "de l'Île de Montréal et des municipalités situées sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, dans un rayon de quinze milles de cette île".

Projets de loi:

Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 118 concernant la corporation du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Nicolet

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 140 modifiant la charte de la ville de Nicolet.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Cap-de-la-Madeleine

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 171 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Aldéric Brunet

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 191 concernant la succession de feu Aldéric Brunet.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Hyacinthe

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 205 concernant la cité de Saint-Hyacinthe.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Imposition scolaire à La Tuque

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 214 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque, jusqu'au premier juillet 1960.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Trans-Canada Pipe Lines Ltd.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 243 concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

24 Loi modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers;

25 Loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal;

28 Loi concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province;

34 Loi accordant une subvention spéciale à la cité de Québec;

35 Loi concernant la Cour de bien-être social;

36 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal;

42 Loi concernant l'Université de Sherbrooke;

101 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville;

105 Loi constituant en corporation le cimetière de Saint-Joseph de Victoriaville;

111 Loi concernant la succession de dame Berthe Beauchemin, née Gendron;

112 Loi concernant les syndics de la paroisse Saint-Joseph de Mont-Royal;

117 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle;

118 Loi concernant la corporation du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds;

120 Loi constituant en corporation la ville Saint-Elzéar;

134 Loi concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières;

136 Loi concernant la ville de Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited;

137 Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

139 Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 99;

140 Loi modifiant la charte de la ville de Nicolet;

145 Loi concernant la ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi-Est;

147 Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos;

149 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

152 Loi concernant la vente d'un lot à Standard Chemical Limited par Beauharnois Light, Heat and Power Company;

153 Loi concernant les Services de santé du Québec - Quebec Health Services;

154 Loi modifiant la charte de la ville de LaSarre et concernant la commission scolaire du village de LaSarre;

158 Loi relative à la succession de Joseph Prud'homme;

159 Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;

164 Loi refondant la charte de la cité de Jonquière;

166 Loi concernant la succession de feu Paul-Émile Bourret;

168 Loi modifiant la charte de la cité de Hull;

169 Loi constituant en corporation l'Union canadienne des moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule;

170 Loi constituant en corporation la ville de Villeneuve;

171 Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain;

173 Loi modifiant la charte de la cité de Westmount;

174 Loi concernant les commissaires d'écoles de la Commission scolaire catholique de Château-d'Eau;

176 Loi concernant la Compagnie Québec-Autobus et la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec (The Quebec Railway, Light and Power Company);

179 Loi modifiant l'article 541 de la charte de la cité de Québec;

180 Loi autorisant la Commission scolaire catholique de la cité de Longueuil à payer une pension viagère à Pierre Antoine Avila Dufresne;

181 Loi concernant une propriété de Léo Dandurand, des cité et district de Montréal;

184 Loi concernant la ville de Roxboro;
186 Loi concernant le testament de Romulus Dufresne;

188 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette;

189 Loi concernant la substitution de dame Mélanie Desjardins;

190 Loi modifiant la charte de la ville de Châteauguay;

191 Loi concernant la succession de feu Aldéric Brunet;

192 Loi modifiant la loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue;

193 Loi constituant en corporation La Mutuelle-Vie de l'U.C.C., compagnie mutuelle d'assurance-vie;

196 Loi autorisant la corporation municipale du village de Saint-Gabriel-de-Brandon à imposer une taxe de vente;

199 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly;

200 Loi pour ajouter au nom de Milton Weinstein le nom de Winston;

202 Loi concernant la corporation de la paroisse de L'Assomption, dans le comté de L'Assomption;

205 Loi concernant la cité de Saint-Hyacinthe;

208 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent;

211 Loi modifiant la charte des Missionnaires du Sacré-Cœur;

213 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque;

214 Loi concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque, jusqu'au premier juillet 1960;

215 Loi conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville;

216 Loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Black Lake, comté de Mégantic, à imposer une taxe d'éducation et leur accordant d'autres pouvoirs;

217 Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;

221 Loi concernant la Corporation de gaz naturel du Québec;

222 Loi concernant le Collège de Rouyn;

223 Loi modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls;

224 Loi concernant la corporation de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard;

226 Loi concernant la ville de Bourlamaque;

231 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

236 Loi modifiant la charte de la ville de Richmond;

243 Loi concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

38 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

La Chambre reprend le débat suspendu au cours de la présente séance, sur l'amendement du représentant de Frontenac (M. Noël) à la motion du député de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil:

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires, eu égard aux moyens dont il dispose,

pour assurer un meilleur prix de vente aux cultivateurs et aux colons qui coupent du bois de pulpe, et pour protéger aussi les intérêts des petits expéditeurs de bois de pulpe."

M. Lafrance (Richmond) parle du sort fait à 1,500 cultivateurs de son comté par les bas prix que paient les compagnies pour le bois de pulpe et félicite le député de Frontenac (M. Noël) d'avoir soulevé cette question. Le cultivateur et le colon du Québec, dit-il, ne profitent pas de la vente des bois coupés sur leurs terres. Le gouvernement devrait intervenir en faveur de ces petits, mangés par les gros. Les revenus des cultivateurs, dans le domaine forestier, n'ont pas été augmentés de 500 %, comme l'a dit le premier ministre. Les conditions actuelles prouvent le contraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela. Ce que j'ai dit, c'est que les conditions, dans la forêt, pour les cultivateurs, ont été améliorées de 500 %, grâce à l'intervention du gouvernement.

M. Lafrance (Richmond) nie que ce soit le gouvernement qui ait obtenu ce résultat. C'est l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et l'Association des bûcherons qui ont fait tout le travail, dit-il. Le premier ministre lui-même a admis que le prix du bois était trop bas. Dans Richmond, on paie encore de \$12 à \$14 la corde.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le député dit qu'on paie \$12 la corde dans Richmond. C'est faux!

M. Lafrance (Richmond): Le public jugera demain qui dit la vérité! L'U.C.C. déclare que le problème du prix du bois est l'un des plus importants de l'heure dans le domaine agricole. C'est la base de l'économie rurale et il s'agit du gagne-pain des cultivateurs et des colons. Une enquête de l'U.C.C. a prouvé qu'il existe un écart de \$7.50 entre le coût du bois et le prix de vente. C'est une exploitation éhontée.

La cause de ce mal est le fait que le petit producteur est laissé seul en face de l'offre et de la demande, ce qui a pour résultat que nos ressources naturelles enrichissent les étrangers en appauvrissant celui qui coupe le bois. Comme remède à cette situation, je n'en vois qu'un: l'intervention de l'État pour protéger le bien commun. Si le gouvernement ne veut rien faire, qu'il cède sa place. Ça va arriver plus vite qu'il ne le pense.

M. Goulet (Témiscamingue): Les prix du bois sont scandaleux. Les compagnies ambitionnent et le prix du bois diminue à mesure que monte le prix du papier.

Les députés de Témiscamingue (M. Goulet) et de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) discutent des modes de mesurage du bois et des mérites de la corde apparente et de la corde solide⁵.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est la même mesure, puisqu'elle donne le même volume.

M. Goulet (Témiscamingue): Si le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) dit vrai, pourquoi les compagnies s'obstinent à employer la mesure solide? De toute façon, le cultivateur et le colon perdent plusieurs cordes de bois sur un char et les retours ne leur rendent pas justice.

Il (M. Goulet) demande que le bois soit mesuré au moulin et il demande au gouvernement de prendre les moyens de rendre justice aux cultivateurs et aux colons.

M. Ouellet (Saguenay) déclare être un marchand de bois d'expérience puisqu'il a fait des chantiers durant plus de 25 ans et affirme que son expérience lui permet de dire que l'opposition n'est pas au courant du problème dont elle traite. Mes parents, dit-il, m'ont toujours enseigné qu'il valait mieux me taire quand je n'avais rien à dire. Avant 1937, la corde de bois était plus grosse que celle qui a cours aujourd'hui.

Je ne crois pas qu'en forçant les compagnies à acheter 25,000 cordes des cultivateurs, on arrivera à régler le problème, car la mise à exécution de cette mesure serait trop difficile. On pourrait difficilement diviser cette quantité entre une dizaine de compagnies. Je doute même que les associations de bûcherons soient favorables à cela. Je demande au gouvernement de ne pas entrer sur le terrain privé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je veux répondre à l'expert du député de Témiscamingue (M. Goulet). Les colons et les cultivateurs, dans bien des cas, n'expédient pas leur bois au moulin. Un acheteur fait le tour des lots de bois à acheter et les fait expédier, en général, dans une cour de chemin de fer où la compagnie prend livraison de la marchandise. C'est cet intermédiaire que l'on peut, dans 80 % des cas, rendre responsable du bas prix payé au cultivateur pour son bois.

Les compagnies achètent environ 800,000 cordes de bois de pulpe. Ce bois leur est fourni par une multitude de fournisseurs. Comment le gouvernement peut-il exercer un contrôle? Le député de Témiscamingue prétend que nous n'avons pas tenu compte des représentations de l'U.C.C., mais c'est la semaine dernière qu'elle est venue nous présenter son mémoire sur le bois de pulpe: qu'on nous laisse au moins le temps d'examiner le mémoire et de l'étudier.

Les représentants de l'U.C.C. ont admis qu'il était bien difficile d'établir un contrôle sérieux sur les propriétaires privés. Ils ont souligné qu'il fallait d'abord entreprendre l'éducation des coupeurs de bois, de vaincre l'individualisme. Il faudrait former une ou des coopératives et rassembler le bois par mille cordes avant d'aller l'offrir en vente. Ce n'est pas la faute du gouvernement si une foule de coupeurs de bois veulent faire cavalier seul.

Il y a plusieurs sortes de bois. Une sorte se vend plus cher que l'autre, comme l'épinette noire. Les compagnies ont demandé au gouvernement de le classer; ils auraient sans doute payé le meilleur bois plus cher, mais ils auraient acheté au rabais le reste. D'ailleurs, la classification est très difficile à faire. Le gouvernement oblige ceux qui ont des moulins à scie d'utiliser les têtes comme bois de pulpe. Quatre-vingts pour cent de ceux qui obtiennent des permis spéciaux pour la coupe du bois de pulpe rassemblent souvent du bois brûlé, des bois renversés ou bien du bois mangé. Ce bois a évidemment une qualité inférieure et on ne peut le vendre à un prix aussi cher.

Il (l'honorable M. Bourque) demande ensuite au député de Témiscamingue (M. Goulet) s'il est marchand de bois.

M. Goulet (Témiscamingue) répond par l'affirmative et précise qu'il sert parfois d'intermédiaire.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je répète que c'est l'intermédiaire qui est responsable du bas prix du bois payé aux cultivateurs.

M. Goulet (Témiscamingue): Dans mon cas, je ne prends qu'un dollar la corde.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): L'intermédiaire fait du bénéfice sans travailler; tout est à la charge du colon ou du cultivateur. Je répète, l'intermédiaire est le principal obstacle au bas prix payé au cultivateur. On pourrait guérir une grande partie du mal en supprimant les intermédiaires.

M. Dupré (Verchères) déclare qu'il veut répondre à la dernière allégation du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque). Certains intermédiaires, dit-il, rendent plus service aux colons que l'inspecteur de la compagnie. Avec ce dernier, le bois serait encore payé moins cher.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) cite l'article 271: "Le ministre qui a pris la parole sur une motion demandant communication de documents, ou sur une motion proposant que la Chambre se forme en comité des subsides ou en comité des voies et moyens, peut la prendre de nouveau, et autant de fois qu'il est nécessaire de le faire, pour expliquer ou pour rétablir, s'il y a lieu, des faits qui ont été avancés après son premier discours; mais il doit se borner à expliquer ou à rétablir ces faits."

Il (M. Duplessis) affirme qu'au temps des libéraux, ceux-ci laissaient le droit aux compagnies de couper le bois sur leurs lots.

M. Bélanger (Lévis) soulève un point d'ordre. Le premier ministre, dit-il, n'a le droit de ne répondre qu'à des points soulevés par les orateurs et il s'engage sur un sujet qui n'a pas été touché.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) affirme qu'il a le droit de remettre les choses au point et demande au député de Lévis (M. Bélanger) de lire l'article.

M. Bélanger (Lévis) lit l'article 271 du Règlement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que député de Lévis (M. Bélanger) a tronqué le texte d'un article du règlement qu'il vient de citer.

M. Bélanger (Lévis) demande que l'honorable premier ministre retire les paroles qu'il vient de prononcer.

M. l'Orateur lit l'article et déclare que le député de Lévis a passé trois lignes de l'article qu'il a cité, et il renvoie le point d'ordre.

M. Bélanger (Lévis) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poirier, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, 51.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, 20.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les membres de l'opposition ne devraient pas poser en défenseurs des colons, quand leurs amis politiques permettaient aux compagnies de couper le bois sur les lots pendant les 16 premiers mois de l'établissement, soit pendant la période la plus difficile. Les protecteurs des colons ne sont pas du côté de l'opposition. C'est le gouvernement actuel qui a libéré le colon du droit qu'avait le marchand de bois de couper sur son lot pendant les 16 premiers mois de l'émission du billet de location. Les députés d'en face sont les héritiers et les successeurs des régimes libéraux qui laissaient les marchands de bois piller les lots des colons à l'époque la plus difficile de leur tâche, celle de l'établissement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre des paroles de l'honorable premier ministre et déclare qu'il est prêt à en soulever autant qu'il le faudra si le premier ministre continue à affirmer que c'est l'Union nationale qui a libéré les colons de l'emprise des compagnies et qui a permis leur établissement sur des terres libres. Qu'on lise la motion, dit-il. Il ne s'agit que du prix du bois payé à l'heure actuelle. Il ne peut donc pas être question des débuts de la colonisation.

M. l'Orateur: Les membres de la gauche ont eux-mêmes élargi par leurs discours les cadres du débat et le premier ministre a le droit de répondre. Certains préopinants ont suffisamment parlé des prétendues négligences du gouvernement actuel envers les colons, pour justifier l'honorable premier

ministre de rétablir les faits comme il vient de le faire. Je renvoie le point d'ordre soulevé par le chef de l'opposition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (d'Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poirier, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, 51.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance) Rochon, Ross, 20.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est l'Union nationale qui a libéré les colons de l'emprise des compagnies et qui a permis leur établissement sur des terres libres.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, 18.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet,

Plourde, Poirier, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Domerville, Talbot, 51.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote sur la motion principale.

La motion principale: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, est mise aux voix et la Chambre se divise.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicœur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Plourde, Poirier, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, 71.

Contre: 0.

(Rires à droite)⁶

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont-Routes: réparations et entretien: construction de ponts en bois (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagement et loyers d'édifices

publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions au gouvernement concernant l'utilisation des anciennes propriétés de l'hôpital Jeffery Hale, boulevard Saint-Cyrille, à Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le terrain a une superficie de 300,000 pieds carrés et on y trouve cinq édifices de deux et trois étages. L'ancienne résidence des gardes-malades est relativement neuve. Nous avons acheté la propriété pour \$750,000.

C'est notre intention d'y installer des départements ou des services, pour décongestionner l'édifice principal du parlement. Je voudrais que les députés cessent d'être à l'étroit, comme ils le sont présentement, et aient des facilités pour travailler et recevoir leurs électeurs. Nous avons déjà reçu plusieurs demandes, entre autres du ministère de la Santé et du département du Trésor.

Il est fort probable que nous y installerons le crédit agricole, qui prend de plus en plus d'importance. Mais, à l'heure actuelle, il est bien difficile de donner des précisions sur la destination des diverses pièces.

Le terrain est très vaste et peut facilement permettre la construction d'édifices additionnels. Deux ou trois étages ont été retenus dans le bloc Baillargeon, rue Saint-Louis, voisin de l'hôpital du même nom.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) insiste sur le fait qu'il ne présente pas de réquisitions et attire l'attention sur la congestion qui existe dans les édifices du parlement, où certains corridors sont remplis de classeurs. Il semble, dit-il, qu'au Jeffery Hale, on pourrait installer plusieurs départements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas plusieurs. Nous aurons aussi des réparations et améliorations à faire. Les anciennes chambres de malades ne conviennent pas toutes à l'installation de bureaux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Des mesures spéciales avaient été prises pour protéger contre l'incendie les bibliothèques du nouveau et de l'ancien palais de justice de Montréal.

M. Dupré (Verchères): Il y a des années qu'on parle d'amélioration aux bureaux ici. Quand fera-t-on le ménage dans le parlement? Depuis 12 ans que je siège ici, et je vois disparaître l'or des murs. Quand on regarde les jalousies, on trouve cela honteux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Il y a plus de jalousie de votre côté que de notre côté.
(Rires)

M. Dupré (Verchères): On devrait avoir l'orgueil d'un parlement propre. Il y a même les peintures qui sont dépeinturées. Si le premier ministre veut monter au deuxième, je suis prêt à faire la tournée avec lui. C'est encore pire du côté des députés ministériels. Avec les \$7,000,000 qu'on demande, on pourrait commencer par faire un ménage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le vieux parlement, au point de vue architecture, est bien. Je crois que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) est très bien disposé à faire quelque chose.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Par moments, ici en Chambre, il fait très chaud. Je ne sais pas si le système d'air climatisé est défectueux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je trouve que l'air climatisé est dangereux. On attrape le rhume. Avant qu'il y en ait ici, c'était étouffant.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Sur recommandation du premier ministre, nous allons faire des améliorations considérables. Nous avons déjà réparé la cave et trois portes. L'air climatisé ne donne pas tout à fait les résultats qu'on souhaiterait. On s'est servi de vieux conduits. Lorsque nous ferons le ménage en Chambre prochainement, nous allons changer ces conduits. On changera également l'ascenseur d'en arrière de la Chambre, à l'arrière du trône de l'Orateur.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité pour faciliter l'établissement de drainage dans les municipalités rurales (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Les chefs de pompiers, dans les villages, devraient aller à la ville pour suivre des cours sur l'extinction des incendies.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je trouve que c'est là une suggestion très intéressante. Cependant, les petites municipalités peuvent toujours avoir recours aux services des instructeurs du Commissariat des incendies.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection de ponts occasionnés par le drainage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'informe si le ministère des Travaux publics désire acquérir certains immeubles.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La somme de \$900,000 demandée servira surtout à la transformation d'édifices, de même qu'à l'acquisition de bureaux pour l'enregistrement et de garages.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande si l'édifice situé à l'angle des rues Saint-Jacques et Notre-Dame, à Montréal, va être acheté par le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Cette bâtisse appartient déjà à la province depuis le temps où M. Horace Archambault était procureur général⁷.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions de

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parachèvement du pont sur la rivière Richelieu entre Richelieu et Chambly - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Dupré (Verchères) s'informe du coût du pont sur la rivière Richelieu entre Richelieu et Chambly.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il a coûté \$2,500,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parachèvement du pont au village de Châteauguay - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parachèvement du pont interprovincial sur la Rivière Ottawa entre Pembroke, Ont., et Île aux Allumettes, Qué. - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce la seule dépense qui reste sur cette construction?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond dans l'affirmative et déclare qu'il y aura encore les approches à construire, de même qu'un chemin de quelques milles.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Remboursement de chèques émis par le ministère de la Voirie

M. Cournoyer (Richelieu): Quel montant total le gouvernement a-t-il reçu en remboursement de chèques qui avaient été émis irrégulièrement par le ministère de la Voirie, au nom de jeunes enfants dans le comté de Bonaventure, au cours de l'année 1952?

2. À quelles dates le ministère des Finances a-t-il effectivement encaissé ces montants?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le gouvernement de la province a reçu et encaissé une somme de \$3,172.07 en remboursement de salaires payés par le ministère de la Voirie dans le comté de Bonaventure au cours de l'année 1952, à des personnes apparaissant avoir travaillé pour ledit ministère, sans avoir l'âge de 18 ans fixé comme âge minimum au sujet desdits travaux.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Union catholique des cultivateurs.

2. Le *Montréal-Matin* du 3 février 1956, à la page 6, parle de 83 cents par jour, mais tous les autres journaux utilisés pour reconstituer cette séance donnent le chiffre de 35 cents par jour.

3. Le député fédéral du comté de Charlevoix était à cette époque M. Auguste Maltais (1916-), qui a représenté ce comté à Ottawa de 1949 à 1958. Le député fédéral de Bonaventure était M. Bona Arseneault (1903-1993), qui a représenté ce comté de 1945 à 1949 comme indépendant et de 1949 à 1957 comme libéral. M. Arseneault a été plus tard député (libéral) de Matapédia à l'Assemblée nationale de 1960 à 1976.

4. Voir note 3.

5. *Le Soleil* du 3 février 1956, à la page 10, précise qu'il s'agit d'une "longue discussion".

6 Le *Montréal-Matin*, un journal favorable à l'Union nationale, rapporte dans son édition du 3 février 1956, à la page 2, que "une fois venu le tour de l'opposition de voter, il y a eu un moment d'hésitation à gauche. Les oppositionnistes s'objecteraient-ils au vote des subsides à Sa Majesté? Des rires ont éclaté à droite, mais le chef de l'opposition a réalisé bientôt qu'il fallait voter pour la motion principale, et tous ses collègues l'ont imité".

7. Horace Archambeault (1857-1918) fut procureur général de mai 1897 à mai 1905.

Séance du vendredi 3 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Chiropratique
au Québec**

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 220 de la chiropratique dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité se lève sans faire rapport¹.

**Succession
James McCready**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 concernant la succession de James McCready.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité se lève sans faire rapport².

**Tunnel
Champlain Inc.**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que le bill 201 modifiant la charte de Tunnel Champlain Inc., lui accordant des pouvoirs et des privilèges spéciaux et ratifiant les droits et privilèges déjà consentis par des corporations municipales, ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Voies et moyens:

**Discours du budget
1956-1957**

L'honorable M. Gagnon (Matane):

M. l'Orateur, les années 1955 et 1956, je l'espère, marqueront un tournant décisif dans l'histoire des relations financières entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États et des provinces du continent nord-américain. L'opinion publique, aux États-Unis comme au Canada, attache une importance primordiale au rétablissement d'un plus juste équilibre entre la juridiction des provinces ou des États et celle de l'État fédéral, spécialement dans le domaine de la répartition des impôts. C'est le problème fondamental de l'heure. Aucun autre, au cours des vingt-cinq dernières années, n'a été scruté avec plus d'attention par les hommes politiques, les historiens et les économistes.

Des deux côtés de la frontière, la même heure sonne à deux horloges différentes. L'an dernier, The Commission on Intergovernmental Relations, formée par le président Eisenhower³, a remis, aux dirigeants de la politique américaine, son rapport et ses recommandations sur les attributions législatives et financières du gouvernement central et des gouvernements des États. La première recommandation se lisait comme suit:

"Abandonner à l'initiative privée toutes les fonctions dont les citoyens peuvent s'acquitter par leurs propres moyens; utiliser le gouvernement du niveau le plus rapproché du peuple pour accomplir toutes les fonctions publiques dont ce gouvernement peut se charger; avoir recours à des ententes intergouvernementales dans tous les cas où elles sont susceptibles d'aboutir aux résultats économiques les plus efficaces, avec le consentement du peuple; limiter les initiatives nationales aux cas résiduels que le gouvernement des États ou les gouvernements locaux ne peuvent résoudre et aux tâches permanentes que seul le gouvernement national peut entreprendre."

Dans le numéro du 13 janvier 1956 de la revue américaine *United States News and World Report*, le rédacteur en chef, David Lawrence, dans un éditorial intitulé: *A Call to Federalism*, rappelant que Jefferson avait été le premier à dénoncer les tendances centralisatrices de l'État fédéral, dans un appel pathétique, suppliait ses compatriotes de

s'inspirer d'un libéralisme sain, plus soucieux de la lettre aussi bien que de l'esprit de la Constitution.

"Il y avait un temps, disait-il, où le libéralisme signifiait la résistance aux ambitions démesurées des gouvernements, la résistance aux empiètements sur les droits du peuple...

"Le "libéral" d'aujourd'hui croit en la toute-puissance de l'État. Il souhaite que le gouvernement acquière les entreprises publiques d'énergie électrique et il estime que le gouvernement fédéral doit être le propriétaire ou contrôler toutes les entreprises quelles qu'elles soient."

Et il ajoutait:

"Il n'y a qu'une voie ouverte au véritable libéral, c'est de s'opposer à l'idéologie de ceux qui s'inspirent de notions telles que crise, opportunité, commodité ou profit, pour s'écarter tant de la lettre que de l'esprit de la Constitution."

Dans notre pays, bon nombre de centralisateurs - la vérité me force à le dire - portent la même étiquette.

La Constitution canadienne diffère sur maints points essentiels de la Constitution américaine, bien que les deux pays voisins forment une fédération. Au cours des dernières années, au Canada, des commissions fédérales ont été formées pour étudier les relations entre l'État fédéral et les provinces. Elles ont publié des rapports dont les conclusions, contraires à l'esprit de la Constitution, visaient à la centralisation des pouvoirs sous l'autorité du gouvernement fédéral, au détriment des libertés provinciales.

La province de Québec, depuis 1944, a fait entendre de solennelles protestations. À deux reprises, en 1948 et en 1952, le peuple a approuvé, lors des élections générales, l'attitude franche et énergique du chef de l'Union nationale, qui réclamait pour notre province la liberté de percevoir les revenus suffisants pour faire face à ses obligations et assurer les légitimes aspirations de la majorité, aussi bien que la reconnaissance des droits des minorités.

Parlant à Chicoutimi, à la fin d'octobre 1955, le premier ministre du Québec affirmait:

"La question vitale de l'heure est de savoir si la province de Québec aura l'indépendance financière que lui garantit la Constitution, ou si elle se soumettra au contrôle éloigné d'Ottawa. Tout l'avenir de la province dépend de notre liberté économique."

De ce côté, *L'Action catholique* écrivait:

"Il serait criminel pour nous de confier à un pouvoir central le soin de protéger notre caractère français... La situation (...) en pratique pour nous équivaudrait à un suicide."

Les mémoires substantiels et de haute portée soumis à la commission Tremblay, chargée par le gouvernement du Québec d'étudier à son tour le problème des relations financières entre l'État fédéral et les provinces, ont suscité des répercussions profondes dans toutes les classes de la société québécoise. La détermination du gouvernement de la province de garder jalousement ses droits dans le domaine des successions et des corporations et de reprendre l'exercice de son droit de taxation dans le domaine de l'impôt sur le revenu a décidé le gouvernement fédéral à modifier son attitude rigide et dangereuse de 1945.

Et voilà que l'horizon semble s'éclaircir. Les ententes financières actuelles entre l'État fédéral et les provinces prendront fin avant d'avoir atteint le stage de la permanence. Lors des conférences fédérales-provinciales d'avril et d'octobre 1955, il a été définitivement admis que le régime actuel des accords financiers n'était pas satisfaisant pour les provinces. Le premier ministre du Canada a manifesté le désir de revenir à un système plus conforme à l'esprit et à la lettre de l'Acte de 1867.

"La question de savoir si, en somme, il est opportun, disait-il, lors de l'ouverture de la conférence fédérale-provinciale, le 3 octobre 1955, que certaines provinces ou toutes les provinces qui sont actuellement parties à des accords reviennent au régime de l'imposition directe, est une question discutable. C'est au gouvernement de chaque province qu'il appartient d'en décider. Le retour des provinces à ces régimes démontrerait clairement qu'aucun droit constitutionnel n'a été sacrifié. Il serait évident pour tous que le gouvernement et l'Assemblée législative de la province ont la responsabilité d'établir le niveau des revenus et des dépenses provinciales; ce régime serait moins susceptible que le plan quinquennal de location de faire naître l'idée confuse que, d'une façon ou d'une autre, le gouvernement fédéral limite les revenus de la province et entrave ainsi son essor..."

En effet, le fédéralisme implique la souveraineté des États ou des provinces qui se sont unis pour former un État fédéré. La souveraineté est un vain mot, si elle n'est pas appuyée sur la liberté financière.

"Un fédéralisme bien intégré, disait un de nos économistes distingués, M. François-Albert Angers, est une fédération dans laquelle les pouvoirs ont été répartis de telle façon que les autorités locales conservent la souveraineté sur tout ce qui est nécessaire pour que soient assurés le maintien et l'épanouissement des particularismes que l'on a entendu protéger."

Les provinces dépourvues des revenus suffisants ne peuvent remplir leur mission. Qui possède les cordons de la bourse, possède les clés de sa liberté.

À l'heure actuelle, les observateurs impartiaux, qui étudient le comportement de l'élément français de notre province, expriment l'opinion qu'à aucun moment de notre histoire, les deux grandes races du pays n'ont cherché davantage à se rapprocher l'une de l'autre et n'ont manifesté une plus grande compréhension mutuelle. Récemment, l'historien américain Mason Wade, qui a publié sur les Canadiens français une histoire bien documentée, peut-être la plus impartiale écrite jusqu'ici par un autre étranger, a souligné cette atmosphère de compréhension mutuelle, dans une série de conférences données sous les auspices de l'Institut canadien des affaires internationales, tant dans notre province qu'à l'extérieur. Le 12 décembre dernier, M. John Fisher, avocat et journaliste de Toronto, exprimait la même opinion devant les membres de la Chambre de commerce de Québec.

Et pourtant, M. l'Orateur, à aucune époque de notre histoire, depuis la Confédération, le gouvernement de la province n'a été dans l'obligation de soutenir une lutte plus longue et plus courageuse pour la sauvegarde de nos droits essentiels. Cette lutte a été conduite avec fermeté, avec la plus grande dignité, avec le plus profond respect pour ceux qui ne partagent pas l'opinion de notre province.

Après 10 ans de lutte et de résistance de la part du Québec, le gouvernement fédéral accepte aujourd'hui comme bien fondée la position de principe assumée par le gouvernement de notre province. Il a compris que notre attitude était la seule qui pouvait maintenir l'équilibre intérieur du pays, tout en assurant la sauvegarde des droits légitimes des gouvernements provinciaux. Il semble vouloir se concilier la coopération de tous les gouvernements, coopération essentielle au progrès du Canada.

Aujourd'hui, même si notre province conserve l'amour et le respect de ses traditions, même si elle reste toujours attachée à ses origines françaises, elle évolue profondément pour devenir dans la Confédération canadienne une entité économique et industrielle de toute première importance. Elle brûle les étapes et elle transporte dans la vie industrielle l'esprit d'invention de nos artisans, tout en conservant un visage différent de celui des autres provinces.

Les dernières propositions du gouvernement fédéral sont inspirées par un meilleur esprit de compréhension du fédéralisme canadien. Elles respectent davantage l'indépendance des gouvernements

provinciaux. Elles cherchent une formule nouvelle de décentralisation qui fera oublier la période malheureuse de centralisation. La nouvelle formule n'est certes pas une solution idéale, loin de là, mais elle offre au moins des suggestions moins rigides qui seront étudiées sans préjugés, dans un esprit ouvert et désireux de permettre à notre province de jouer son rôle véritable et de permettre au pays tout entier de remplir sa mission dans le monde.

Quel que soit, M. l'Orateur, le résultat des négociations actuelles, la province de Québec, soucieuse de l'avenir des générations futures, entend garder ses libertés et défendre jalousement son autonomie.

I

Considérations sur l'année financière 1955-1956

M. l'Orateur, pour la douzième fois, j'ai l'honneur d'exposer aux membres de la Législature la situation financière de la province. Depuis 12 ans, nos revenus et nos dépenses ont quadruplé. En 1945, tous les esprits perspicaces savaient que le développement de nos ressources naturelles est essentiel à l'expansion de notre économie. La production croissante des matières premières, si riches et si variées dans le Québec, alimente l'industrie manufacturière. La politique du gouvernement, qui stimule la transformation par nos ouvriers de la matière brute en un produit fini, explique la multiplication des usines et des ateliers dans nos villes et dans nos régions rurales. L'Union nationale s'est appliquée à activer ce développement en améliorant la voirie rurale, aussi bien qu'en assurant aux chefs d'entreprises une quantité de plus en plus grande d'énergie électrique.

Aussi, M. l'Orateur, si vous examinez le chemin parcouru, vous êtes étonné de constater les progrès sensationnels réalisés par nos industriels, nos ingénieurs et nos ouvriers. Les réalités de l'heure présente dépassent nos prévisions et nos espoirs. L'expansion prodigieuse de la province suscite l'admiration des étrangers, et je dois avouer que j'aurais sans doute hésité, en 1945, à croire qu'elle quadruplerait nos revenus et multiplierait nos obligations et nos responsabilités.

a) Augmentation de nos revenus

Les revenus, pour l'année financière qui se terminera le 31 mars 1956, s'élèveront à une somme approximative de \$389,468,000. Ce montant dépasse

de plus de \$50,000,000 celui prévu par les experts du ministère des Finances au cours de la dernière session. Il est opportun de souligner, M. l'Orateur, que les droits sur les successions, évalués à \$12,000,000 pour la présente année financière, atteindront le palier extraordinaire de \$38,000,000 par suite du règlement, au cours des derniers six mois, de plusieurs successions importantes. Il n'est pas possible cependant de prévoir des revenus identiques pour l'an prochain et nous croyons qu'ils toucheront un niveau moins élevé (Cf. *Tableau No 1*).

Les revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles, qui se chiffraient à \$11,015,430 en 1944-1945, s'élèveront cette année à la somme de \$32,512,000 et atteindront le chiffre record de \$36,148,000 en 1956-1957. Le tableau suivant fait voir la progression de nos revenus dans ce domaine:

| <i>Exploitation des ressources naturelles</i> | <i>1944-1945</i> | <i>1956-1957</i> |
|--|------------------|------------------|
| Terres et Forêts..... | \$ 6,290,003 | \$16,400,000 |
| Ressources hydrauliques (compris en 1944 dans Terres et Forêts)..... | 2,035,046 | 10,591,000 |
| Mines..... | 2,022,294 | 7,600,000 |
| Chasse, Pêcheries et Colonisation..... | 668,087 | 1,557,000 |
| Emprunt du dominion <i>re</i> logements ouvriers | \$11,015,430 | \$36,148,000 |

L'augmentation très sensible du nombre des véhicules automobiles et des appareils motorisés apportera par rapport à 1954-1955 des revenus additionnels de \$2,800,000 pour les permis d'automobiles, et de \$7,681,000, pour la taxe sur la gasoline. L'impôt sur le revenu pour sa part rapportera la somme de \$28,000,000.

Bref, toutes les sources de revenus enregistreront des hausses plus ou moins sensibles au cours de la présente année, à l'exception de deux catégories de minime importance.

b) Augmentation des dépenses

Les dépenses enregistreront elles aussi une hausse très prononcée, si nous les comparons avec celles de l'année dernière, particulièrement dans le domaine de l'éducation, de la santé, du bien-être social et de la voirie (Cf. *Tableau No 2*).

L'augmentation la plus importante se trouve au budget de l'instruction publique, où elle s'élève à \$12,678,000. Ce résultat s'explique facilement. Depuis deux ans, nos écoles primaires comptent 74,000 enfants de plus et, depuis 10 ans, le nombre d'enfants d'âge scolaire a augmenté de 285,000. Vous pouvez donc, M. l'Orateur, comprendre l'ampleur du problème qui se pose à l'attention des officiers du département de l'Instruction publique et des commissaires d'écoles. Au seul chapitre de la construction des écoles, le gouvernement, en l'espace de 11 ans, a contribué à la construction de 3,197 écoles d'une capacité de 12,890 classes, au coût total de \$211,090,287, pour lesquelles le gouvernement a accordé des subventions de \$162,767,026.48.

L'expansion de la province requiert de nouveaux services dans tous les domaines, et le gouvernement doit posséder le sens de ses responsabilités, pour apporter une solution aux problèmes qui relèvent de sa juridiction.

Même à la veille d'un appel au peuple, le gouvernement ne peut suivre l'exemple de l'opposition pour réclamer ou promettre des crédits qui dépassent sa capacité de payer. L'augmentation des octrois, qui entraîne nécessairement une augmentation des charges de l'État, signifie des impôts plus lourds. Une sage administration des deniers publics permet d'apporter des améliorations importantes sans grever lourdement les contribuables.

D'ailleurs, les obligations permanentes du gouvernement ont une tendance à la hausse, et des experts américains en matière de taxation estiment que l'impôt de 2 % payé actuellement aux États-Unis pour les mesures de sécurité sociale atteindra 4½ %, en 1975, sans augmenter sensiblement les avantages du système de sécurité sociale. L'opinion de ces experts doit nous engager à la plus grande prudence. Le gouvernement ne peut jouer, comme les membres de l'opposition, le rôle du Père Noël. Il sait que les contribuables au jugement équilibré ne peuvent être influencés par le mirage des rêves fallacieux. Il comprend la profondeur du jugement porté, il y a deux siècles, par le grand philosophe Montesquieu sur le bon sens et la sagesse de nos gens de la campagne: "J'aime les paysans, disait-il, ils ne sont pas assez savants pour raisonner de travers."

c) Surplus au compte ordinaire

L'année 1955-1956 est la onzième de l'administration du gouvernement de l'Union

nationale. Elle se terminera, comme toutes les autres, par un surplus considérable au compte ordinaire. Ce surplus, qui s'élèvera à environ \$83,081,000, est le plus substantiel jamais enregistré par le gouvernement de la province. En effet, nos ressources atteindront une somme approximative de \$389,468,000 et les dépenses ordinaires, \$306,387,000, donc, surplus de \$83,081,000.

Cette année, le ministère des Finances versera une somme d'environ \$14,495,000 au fonds d'amortissement, et cette somme est inscrite dans les dépenses ordinaires.

La pratique suivie par le Bureau fédéral des statistiques est de soustraire des dépenses ordinaires les sommes versées au fonds d'amortissement. Notre surplus réel, d'après le système fédéral, serait donc de \$97,576,600.

Un trop grand nombre de gens sont parfois portés à oublier que la plupart des provinces n'enregistrent dans leur compte d'opérations que leurs seuls revenus et leurs seules dépenses ordinaires, et si nous voulons comparer le résultat de l'administration financière de chacune des provinces canadiennes, il faut examiner le montant de leur surplus ou de leur déficit au compte ordinaire.

Voici, d'après le rapport de décembre 1955 de la maison Wood, Gundy & Company, les derniers surplus au compte ordinaire enregistrés par les provinces canadiennes pour l'année 1954-1955:

| | |
|----------------------------|--------------|
| Alberta..... | \$81,961,215 |
| Québec | 36,634,866 |
| Colombie-Canadienne..... | * 3,409,714 |
| Saskatchewan..... | 9,784,766 |
| Nouvelle-Écosse | 2,158,819 |
| Terre-Neuve | 1,975,068 |
| Île-du-Prince-Édouard..... | 1,666,568 |
| Ontario | 933,014 |
| Manitoba | 218,438 |
| Nouveau-Brunswick | 175,773 |

* Pour l'année se terminant le 31 mars 1954. Les chiffres pour 1955 ne sont pas disponibles.

d) Dépenses imputables au capital

À l'expiration de l'année 1955-1956, le gouvernement aura effectué des dépenses imputables au capital pour un montant d'environ \$83,006,000. Toutes ces dépenses seront payées à même nos revenus. Il est opportun de signaler que, du 31 mars

1945 au 31 mars 1956, ces dépenses d'une nature permanente ou placements s'élèveront à une somme approximative de \$545,414,956. Ces placements sont payés à même nos revenus dans une proportion de plus de 80 %.

| <i>Année terminée le 31 mars</i> | <i>Dépenses imputables au capital</i> |
|--------------------------------------|---|
| 1946 | \$ 12,977,903 |
| 1947 | 24,287,135 |
| 1948 | 40,927,129 |
| 1949 | 64,755,220 |
| 1950 | 42,341,455 |
| 1951 | 33,825,175 |
| 1952 | 60,262,344 |
| 1253 | 67,007,015 |
| 1954 | 58,088,426 |
| 1955 | 57,937,154 |
| 1956 | * 83,006,000 |
| | \$545,414,956 |

* Estimation

Voici maintenant la liste des surplus au compte ordinaire pour les mêmes années:

| <i>Année terminée le 31 mars</i> | <i>Surplus au compte ordinaire</i> |
|--------------------------------------|--|
| 1946 | \$ 14,768,397 |
| 1947 | 26,471,830 |
| 1948 | 44,367,887 |
| 1949 | 33,765,031 |
| 1950 | 31,753,562 |
| 1951 | 38,006,501 |
| 1952 | 62,074,513 |
| 1253 | 28,887,819 |
| 1954 | 36,456,881 |
| 1955 | 36,634,866 |
| 1956 | * 83,081,000 |
| | \$436,268,287 |

* Estimation

Ce surplus de \$436,000,000 a servi au paiement de plus de 80 % de nos dépenses imputables au capital. Le reste, soit moins de 20 %, a été payé par l'emprunt. Il aurait été justifiable de recourir à l'emprunt pour payer la totalité de ces déboursés, mais nous avons préféré garder intact notre crédit, afin de pouvoir y faire appel en cas de dépression économique.

Cette politique est de nature à encourager les dirigeants de l'entreprise privée à augmenter sans cesse leurs placements de capitaux dans la province. Ces placements, au cours de l'année 1955, ont dépassé en valeur les placements effectués dans la province d'Ontario. Si les chefs d'entreprise, les économistes et les financiers manifestent une telle confiance en l'avenir du Québec, le gouvernement doit de toute nécessité faire preuve d'une confiance encore plus grande.

Ces placements, qui rendent possible l'exécution de travaux permanents, constituent non seulement un actif pour la génération présente, mais une richesse inestimable pour l'avenir. Elles (sic) ajoutent à notre actif pour nous permettre de garantir les emprunts qui pourraient plus tard s'avérer nécessaires. La valeur de ces actifs, qui résultent du travail de l'homme, s'ajoute à la valeur des ressources naturelles dont la Providence a si généreusement gratifié notre province.

Cependant, le gouvernement, dans ce domaine comme dans les autres, limite son activité à ses obligations essentielles et il se refuse à assumer le rôle de l'entreprise privée. Il contribue à l'exploitation de nos ressources naturelles sans se substituer à la confiance et à l'industrie. À son avis, il ne serait ni sage, ni prudent d'utiliser les revenus des impôts payés par les contribuables pour le développement industriel.

Une telle politique serait trop onéreuse pour la population de la province. L'entreprise privée dirigée, surveillée et stimulée, si vous voulez, peut très bien assurer le développement de nos richesses naturelles qui appartiennent à la communauté.

Les économistes qui ont étudié la politique financière des pays de l'Amérique du Nord, après la dernière guerre, sont à peu près unanimes à recommander qu'une partie de plus en plus grande du revenu national soit consacrée à des dépenses imputables au capital, c'est-à-dire à des travaux d'une nature essentielle et permanente. Cette politique assure chaque année d'énormes progrès, et les statistiques fédérales soulignent qu'au cours de 1955, 3 % des revenus personnels de tous les Canadiens a été placé dans l'industrie.

e) Surplus consolidé

Le surplus consolidé de \$39,070,910, au 31 mars 1944, a atteint \$391,441,773.21, au 31 mars 1955, ainsi que le démontre l'annexe A-10 des *Comptes publics*. Ce surplus consolidé, accumulé grâce à une sage administration, nous a permis d'assainir le bilan de la province et de rayer des livres, l'an dernier, des dépenses extraordinaires pour un montant de \$108,927,399.78.

Ces dépenses, effectuées en très grande majorité durant la crise économique de 1929, représentaient principalement des allocations de chômage et ne constituaient pas un actif pour la province. Le surplus consolidé a ainsi été réduit à \$282,514,373.43 au 31 mars 1955.

L'an dernier, à même ce surplus consolidé, nous avons créé une réserve de \$11,067,442.45, pour permettre de comptabiliser séparément les contributions des fonctionnaires à la loi des pensions.

Ces contributions ne sont donc plus considérées comme un revenu, mais comme une créance de la province envers les fonctionnaires.

Si nous ajoutons, au surplus consolidé de cette année, le surplus au compte ordinaire de \$83,081,000 anticipé pour l'année financière 1955-1956, ce surplus consolidé atteindra la somme de \$365,595,373.43, au 31 mars prochain.

f) Dette per capita

La dette *per capita* de notre province est demeurée cette année ce qu'elle était l'année dernière. Québec est la seule province, avec Terre-Neuve et l'Alberta, à posséder une dette *per capita* inférieure à \$100.

Toutefois, abstraction faite de la dette de Terre-Neuve totalement assumée par le gouvernement fédéral lors de l'entrée de cette province dans la Confédération canadienne, nous pouvons affirmer encore une fois que la dette *per capita* de notre province est la plus basse du pays.

Voici le tableau de la dette *per capita* (dette consolidée nette, bons du Trésor inclus) de chacune des provinces canadiennes, d'après la brochure publiée en avril 1955 par la Banque de Montréal. (Voir le tableau à la page suivante)

| <i>Province</i> | <i>Dettes per capita</i> |
|----------------------------|--------------------------|
| Terre-Neuve | \$ 67 |
| Québec | 85 |
| Alberta..... | 99 |
| Colombie-Canadienne..... | 131 |
| Île-du-Prince-Édouard..... | 170 |
| Ontario | 180 |
| Manitoba | 180 |
| Saskatchewan..... | 210 |
| Nouvelle-Écosse | * 270 |
| Nouveau-Brunswick | 300 |

* Emprunts bancaires exclus.

g) Diminution de la dette nette

Au 31 mars 1945, la dette nette de la province s'établissait à la somme de \$308,000,000. Au 31 mars 1956, elle sera réduite à environ \$270,000,000, soit une diminution de \$38,000,000 en l'espace de 11 ans. Durant cette période 1945-1956, les dépenses imputables au capital atteindront la somme approximative de \$545,414,956, tandis que le total des surplus au compte ordinaire s'élèvera à environ \$426,268,287. Ainsi, le gouvernement aura payé une proportion de plus de 80 % de ses dépenses imputables au capital à même ses revenus ordinaires.

Chaque année, j'ai souligné l'état de la dette nette parce qu'elle est l'élément essentiel du bilan de la province, bilan préparé selon la même méthode depuis 1934, toujours sous la signature de l'auditeur. Il est possible de préparer un bilan d'une manière différente, sans référer à la dette nette. Les comptables ont soutenu, en 1934, et ils soutiennent encore aujourd'hui que notre méthode de présentation du bilan est la meilleure et la plus recommandable. Cette méthode, inaugurée par une administration libérale, n'a pas été modifiée en principe par les administrations subséquentes. C'est une méthode, si j'en crois l'opinion des experts, qui donne une idée très complète de notre situation financière. Le gouvernement fédéral établit ses états financiers de la même façon, et l'élément principal de ces états financiers est la dette nette.

La diminution de la dette nette depuis 1945 est une réalité irréfutable, qu'il est impossible de nier avec des arguments sérieux devant l'opinion publique. Aussi, l'opposition s'efforce-t-elle, pour en diminuer la valeur, de créer la plus grande confusion

dans l'esprit des contribuables. L'opposition sait qu'il est impossible de répandre cette confusion dans l'esprit des financiers et des économistes parce que ces derniers ont à leur service des experts qui peuvent vérifier nos affirmations, alors que, malheureusement, les contribuables ne possèdent pas cet avantage. Depuis quelques années, et l'année dernière en particulier, l'opposition s'est payé le luxe de jongler avec les différentes sortes de dettes (dette nette, dette consolidée, dette indirecte) auxquelles elle donnait la définition de son choix. Il est permis de se demander si son point de vue est le résultat d'une ignorance complète de la finance, ou bien la conséquence d'une détermination d'embrouiller l'opinion publique. J'essaierai de revenir sur la signification de certaines données élémentaires, afin de permettre aux contribuables et aux membres de la Législature d'avoir l'idée la plus exacte possible de notre situation financière.

Il existe tout d'abord un premier fait absolument irréfutable. Les *Comptes publics* établissent le bilan de la province sur une base de dette nette depuis 1934. Il existe un deuxième fait admis de tous et c'est la définition de la dette nette. La dette nette est la différence entre le passif direct et l'actif réalisable. Le passif direct comprend la dette obligataire, moins les fonds d'amortissement, plus les sommes payables immédiatement, comme les comptes payables, les intérêts sur la dette consolidée et non consolidée, les dépôts en fidéicommiss et les dépôts judiciaires. L'addition de tous ces éléments forme le passif direct, et pour obtenir le montant de la dette nette, il faut soustraire de ce passif le total des actifs réalisables. Les actifs réalisables comprennent principalement les prêts et avances consentis par le gouvernement, le montant des comptes recevables et la somme des argents en caisse et en banque.

Cette dette nette est représentée par des immobilisations, déduction faite de la dépréciation, ainsi que du surplus consolidé (où s'accumulent les surplus au compte ordinaire) et du surplus approprié qui représente le total des contributions au fonds de pension des employés civils, déduction faite des versements qui s'y rapportent. En plus du passif direct, il y a le passif indirect formé par ce que les comptables appellent le passif éventuel et les engagements. Ce passif indirect est indiqué au bas du bilan, et le détail est contenu dans des annexes séparées. Ce passif éventuel et ces engagements ne doivent pas s'ajouter à la dette parce qu'ils sont d'une nature complètement différente. En effet, la majeure partie du passif éventuel est formée par les

obligations de la Commission hydroélectrique de Québec, garanties par le gouvernement de la province. Le mot "éventuel" caractérise bien ce passif, car ce dernier ne deviendrait à la charge de la province que si l'emprunteur se trouvait dans l'impossibilité de payer. À date, je ne connais pas de cas où une partie de ce passif éventuel soit retombée à la charge directe de la province pour devenir une partie plus ou moins importante de la dette nette.

Des annexes au bilan contiennent également la liste des engagements et la série des subventions et octrois promis aux institutions charitables, hôpitaux ou hospices, en vertu de la loi de l'assistance publique. Le budget doit prévoir les subsides nécessaires pour le paiement des engagements payables au cours de l'année financière, engagements que la Législature a toute la liberté d'accepter ou de refuser.

Ainsi, le gouvernement indique dans ses *Comptes publics* tous les faits qui peuvent de près ou de loin influencer sa situation financière. Il énumère et classe ses actifs et ses passifs selon leur nature propre et selon la pratique courante dans le domaine des finances publiques. Les prospectus, qui accompagnent les emprunts de la province sur les marchés canadien et américain et qui décrivent la situation financière du Québec, nous révèlent les mêmes chiffres que ceux indiqués dans les *Comptes publics*. Ainsi, le prospectus pour le dernier emprunt de \$50,000,000 de l'Hydro-Québec établit le bilan de la province sur une base de dette nette et il donne le total des différentes catégories de passifs.

Permettez-moi de revenir un peu en arrière et de vous rappeler les commentaires contenus dans mon premier discours sur le budget, le 5 avril 1945, alors que je soulignais les faits saillants du rapport Courtois. Ce document avait comme objectif de donner l'exacte position financière de la province au 31 août 1944. Le passif indirect, tel qu'établi à cette date, ne comprenait pas les engagements et les subsides statutaires. Toutefois, comme le rapport Thompson, qui établissait la dette nette de la province au 8 novembre 1939, comprenait ces engagements et ces subsides statutaires, il fallait, pour fins de comparaison entre les deux rapports, enlever ces engagements du passif indirect de 1939. D'ailleurs, le rapport Thompson ne donnait aucun détail sur la nature de ces engagements.

Dans l'entreprise privée, la méthode de présentation des états financiers est complètement différente. La notion la plus importante est le fonds de roulement, dont le montant est établi par la soustraction du passif exigible de l'actif disponible.

Le passif exigible dans l'entreprise privée est l'ensemble des dettes exigibles durant les 12 mois de la date du bilan, et l'actif disponible est le total des actifs réalisables durant la même période. En plus de ce fonds de roulement, du côté de l'actif, il y a les immobilisations dont il faut déduire l'amortissement.

Du côté du passif, il y a la dette obligatoire dont il faut déduire les fonds d'amortissement. On obtient ensuite la valeur réelle de l'entreprise qui est formée du capital et des surplus. Dans l'entreprise privée, les dépenses imputables au capital n'apparaissent pas au compte d'opérations, mais dans la pratique gouvernementale et notamment dans le cas du gouvernement de la province de Québec et du gouvernement fédéral, les dépenses imputables au capital apparaissent au compte d'opérations, et ces dépenses affectent la dette nette.

La différence entre les revenus et les dépenses ordinaires affecte aussi la dette nette, mais il faut alors déduire du déficit ou ajouter au surplus, selon le cas, les contributions au fonds d'amortissement qui n'affectent pas la dette nette, bien que ces contributions soient traitées comme des dépenses ordinaires. Me permettez-vous, M. l'Orateur, de vous citer un exemple typique de ce désir de l'opposition de semer la confusion dans les esprits, afin d'empêcher les contribuables de croire à l'excellence de la situation financière de la province? L'an dernier, un orateur avait tenté dans cette Chambre d'établir une relation entre la variation de la dette nette et la variation du service de la dette, y compris les fonds d'amortissement.

Comme il n'avait pu avec raison établir cette relation, il avait formulé des critiques sur la présentation des états financiers. Pareille tentative démontre une ignorance des finances publiques et de la procédure gouvernementale. Il n'y a aucune relation entre ces éléments. Il y a des éléments de la dette nette qui portent intérêt, d'autres qui ne portent pas intérêt. Du côté du passif, il n'y a pas d'intérêt sur les comptes payables et du côté de l'actif, il y a également des montants qui ne portent pas intérêt. Par contre, les prêts et les avances portent intérêt, mais cet intérêt est inférieur à celui que nous payons sur la dette obligatoire.

Par exemple, un prêt de \$20,000,000 à l'Office du crédit agricole n'affecte pas la dette nette de la province, mais ce prêt lui rapporte intérêt. Il faut assez souvent emprunter pour payer ces avances, et l'intérêt que nous payons est supérieur à celui que les cultivateurs nous paient. C'est un exemple où la dette nette ne varie pas, alors que le service de la dette augmente.

Ajoutons que nos revenus pour la plus grande partie sont saisonniers. La majeure partie de l'impôt sur les corporations est payée en janvier et en mars, les droits de licences d'automobile en février et en mars, et l'impôt sur le revenu, en avril et en mai. Il arrive que le gouvernement doive effectuer des emprunts temporaires aux banques, pour faire face à ses obligations courantes, jusqu'au moment de la perception des impôts. Ces emprunts n'affectent pas la dette nette. Par contre, l'intérêt sur ces emprunts est une charge aux opérations. Ces emprunts sont de très courte durée et toujours remboursés à échéance. L'intérêt sur ces emprunts peut même varier au cours de la même année.

C'est ainsi qu'il a été réduit de 2½ % à 2¼ %, le 1^{er} avril 1955, et qu'il a été augmenté à 2¾ %, le 3 janvier 1956, à la suite de mesures adoptées par la Banque du Canada, pour restreindre le crédit à travers le pays. Il arrive aussi, au cours d'une même année, que des émissions d'obligations soient remboursées en partie à même les fonds d'amortissement, et en partie à même le fonds consolidé du revenu, et qu'une nouvelle émission d'obligations, à un intérêt différent de l'émission originale, serve à rembourser la partie payée par le fonds consolidé du revenu. Dès lors, ces emprunts n'affectent pas la dette nette, bien que l'intérêt additionnel soit une charge aux opérations. Vous avez là, M. l'Orateur, une nouvelle preuve qu'il ne peut y avoir de relation entre le service de la dette et la dette nette.

Ce qui m'a le plus surpris toutefois, c'est le reproche adressé au gouvernement à l'effet que les sommes versées au fonds d'amortissement avaient augmenté au cours de l'année, comparativement à l'année précédente. Les fonds d'amortissement sont formés des sommes gardées par le gouvernement et placées chaque année à intérêt pour diminuer la dette obligataire. Ces fonds d'amortissement auxquels on ajoute les intérêts gagnés serviront à payer la dette obligataire de la province. J'ai déjà souligné que la province de Québec était la première du Canada pour l'importance de ses contributions au fonds d'amortissement.

Ces contributions sont inscrites aux dépenses ordinaires et payées à même les revenus ordinaires, bien qu'on doive les éliminer des dépenses ordinaires, pour obtenir le montant de variation de la dette nette. De plus, les intérêts gagnés par les fonds d'amortissement ne sont pas entrés comme revenus ordinaires de la province, bien qu'ils représentent un actif additionnel. Ces contributions du gouvernement au fonds d'amortissement démontrent par leur

importance, au monde de la finance, que notre province est la plus soucieuse de toutes de payer ses obligations.

Ainsi, comme je viens de le démontrer, l'orateur de l'opposition qui a voulu jeter un doute sur la véracité de nos états financiers, en faisant un rapprochement entre la variation de la dette nette et la variation du service de la dette, compte tenu des contributions aux fonds d'amortissement, affichait pour le moins une ignorance complète de la comptabilité gouvernementale.

Je résume: la dette nette est la notion essentielle de notre bilan. C'est le chiffre qui donne la meilleure image de la situation financière d'un gouvernement. C'est cette dette qui intéresse les institutions bancaires et de courtage du Canada et des États-Unis, lorsque la province décide d'effectuer un emprunt sur le marché.

La dette obligataire est l'élément capital de la dette nette. Dans chaque catégorie de dette, il y a, ai-je besoin de le souligner, le chiffre brut et le chiffre net. En réalité, le chiffre brut ne donne pas une image exacte de la situation. Par exemple, en ce qui concerne les obligations, le chiffre brut représente le total des obligations que le gouvernement devra rembourser à échéance, soit \$462,082,782 au 31 mars 1955.

Toutefois, en vertu des dispositions de la loi, toutes les émissions d'obligations prévoient le versement de certaines sommes d'argent dans le fonds d'amortissement. Au 31 mars 1955, le fonds d'amortissement s'élevait à la somme de \$93,719,271. Ce montant est déduit de la dette obligataire brute pour fixer le montant de la dette obligataire nette à la somme de \$368,363,511.

Si nous considérons l'une ou l'autre de nos catégories de dettes, et si nous la comparons avec le même chiffre des *Comptes publics* du gouvernement fédéral ou des autres gouvernements provinciaux, la comparaison est toujours avantageuse pour notre province.

Prenons par exemple le total de la dette consolidée nette et le montant des bons du Trésor *per capita*, d'après les *Comptes publics* du gouvernement fédéral et de chacune des provinces canadiennes. Cette comparaison indiquera que le montant de cette dette *per capita* du Québec est de \$83, comparativement à \$980 pour le gouvernement fédéral, et à \$169 pour l'Ontario. Si l'on augmentait cette dette *per capita* de notre province au niveau de celle du gouvernement fédéral, le montant de notre dette consolidée et de nos bons du Trésor atteindrait \$4,300,000,000, au lieu de \$363,851,000. Et en

prenant le même chiffre pour l'Ontario, notre dette consolidée et les bons du Trésor seraient de \$741,616,000. Pour fins de comparaison, nous sommes obligés d'utiliser les chiffres de l'année 1953-1954, ainsi que le mentionne le tableau suivant.

Ces chiffres indiquent clairement que la province de Québec n'a utilisé qu'une très faible partie de son pouvoir d'emprunt, tout en réalisant des travaux de grande envergure. (Voir le tableau ci-dessous)

| | <i>Gouvernement fédéral</i> | <i>Québec</i> | <i>Ontario</i> | <i>Manitoba</i> | <i>Saskat- chewan</i> | <i>Colombie- Canadienne</i> | <i>Nouveau Brunswick</i> |
|---|---------------------------------|---------------|----------------|-----------------|---------------------------|---------------------------------|------------------------------|
| Dette consolidée nette..... | \$13,823,217 | \$ 363,851 | \$852,337 | \$124,201 | \$143,625 | \$160,048 | \$163,239 |
| Bons du Trésor..... | 650,000 | ..... | 500 | 23,894 | 32,526 | 21,362 | ..... |
| <i>Total</i> | 14,473,217 | 363,851 | 853,837 | 148,095 | 176,151 | 181,410 | 163,239 |
| Population en 1954 | 14,781,000 | 4,388,000 | 5,046,000 | 828,000 | 878,000 | 1,266,000 | 547,000 |
| Par tête | 980 | 83 | 169 | 179 | 201 | 143 | 298 |
| Montant qui représentait la dette consolidée nette et les bons du Trésor de Québec, si la dette par tête s'élevait aux chiffres du gouvernement fédéral et des provinces qui figurent au tableau..... | 3,309,016 | ..... | 741,616 | 784,838 | 880,364 | 628,756 | 1,309,470 |
| % comparativement à Québec | 1,180 % | 100 % | 204 % | 216 % | 242 % | 173 % | 360 % |

h) Les obligations de la province

Les obligations de la province continuent de jouir d'une incomparable popularité dans les institutions financières du Canada et des États-Unis. Elles sont très recherchées par les épargnants et les administrateurs de fonds de pension, aussi bien que par les compagnies d'assurances et les institutions bancaires. Ce n'est pas là le résultat du hasard, mais le résultat d'une gestion financière faite de sagesse et de prévoyance.

Au cours de la présente année, le gouvernement a effectué trois emprunts sur obligations. Le premier était destiné au remboursement d'avances faites à l'Office du crédit agricole et au paiement de certaines dépenses imputables au capital. Voici le sommaire de ces trois transactions financières:

1° Le 25 mars, le gouvernement a emprunté la somme de \$25,000,000 à 2 %, en deux tranches, dont l'une de \$10,000,000 et l'autre de \$15,000,000.

Cet emprunt a été remboursé intégralement le 25 juillet et le 25 septembre 1955;

2° Le 1^{er} juin 1955, le gouvernement a emprunté à 2½ % une somme de \$23,500,000. Cette émission était destinée au rachat avant l'échéance de trois anciennes émissions à 3½ % au montant total de \$29,525,000. L'échéance de ces obligations était fixée respectivement au 1^{er} juillet 1957, au 1^{er} septembre 1957 et au 15 mars 1959. Grâce à la réduction du taux d'intérêt de 3½ % à 2½ %, cette transaction financière a permis au gouvernement de réaliser une économie de \$1,136,641.14;

3° Le 1^{er} juillet 1955, le gouvernement a emprunté à 3¼ % une somme de \$37,750,000 dans le but de rembourser plusieurs émissions d'obligations au montant de \$41,000,000 dont l'échéance était fixée entre le 15 juin et le 25 septembre 1955.

La différence entre le produit de ces deux derniers emprunts et le montant des obligations remboursées a été payée à même le fonds d'amortissement, et le solde, soit \$2,360,813.18, à même le fonds consolidé du revenu.

Durant l'année 1955, le gouvernement a donné une preuve additionnelle de son désir de profiter des excellentes dispositions du marché pour

diminuer les charges du service de la dette. En effet, au cours de cette seule année, les émissions d'obligations suivantes ont été remboursées:

| <i>Date du remboursement</i> | <i>Montant</i> | <i>Taux</i> | <i>Date de l'échéance</i> | <i>Fonds d'amortissement</i> |
|----------------------------------|---------------------|-------------|----------------------------|----------------------------------|
| 15 juin 1955 | \$15,000,000 | 3 % | 15 juin 1955 | \$2,130,194.80 |
| 1 ^{er} juil. 1955 | 9,800,000 | 3½ % | 1 ^{er} juil. 1957 | 1,709,259.57 |
| 15 juil. 1955 | 1,000,000 | 3 % | 15 juil. 1955 | En série |
| 25 juil. 1955 | 10,000,000 | 2 % | 25 juil. 1955 | ..... |
| 1 ^{er} sept. 1955 | 9,725,000 | 3½ % | 1 ^{er} sept. 1957 | 1,685,233.91 |
| 15 sept. 1955 | 10,000,000 | 3½ % | 15 mars 1959 | 2,721,298.54 |
| 25 sept. 1955 | 15,000,000 | 2 % | 25 sept. 1955 | ..... |
| | \$70,525,000 | | | \$8,245,986.82 |

Ces transactions financières ont été conclues avant que la Banque du Canada augmente son taux d'escompte qui est passé de 1½ % à 2¾ %, en l'espace de six mois. Cette décision de la banque centrale faisait partie, dans l'opinion de ses dirigeants, d'une série de mesures destinées à restreindre le crédit, afin de prévenir le mouvement vers l'inflation. Elle a eu, néanmoins, pour effet d'augmenter le taux d'intérêt des emprunts, soit à court terme, soit à long terme.

C'est ainsi que The Hydro-Electric Power Commission of Ontario, dans un emprunt de janvier 1956 garanti par le gouvernement de la province, n'a pu obtenir mieux que 3¾ % pour une tranche de \$15,000,000 à 10 ans et de 4 % pour un emprunt de \$50,000,000 à 20 ans. Cette transaction financière, comparée avec les transactions effectuées par le gouvernement de la province de Québec, pour racheter des émissions d'obligations avant l'échéance à un taux d'intérêt beaucoup moins élevé, démontre clairement toute la sagesse de l'administration financière de l'Union nationale.

II Considérations sur l'année financière 1956-1957

L'année 1955 a été meilleure et plus fructueuse que ne l'avaient laissé entrevoir les prédictions des économistes. La prudence avait inspiré, il y a un an, leur examen des principaux facteurs qui pouvaient influencer la prospérité du

pays. En fait, ces experts avaient prévu une production nationale brute de \$25,250,000. Ce chiffre dépassait la production nationale de 1954 de 6 %. Pourtant, le résultat de l'année 1955 dépassera de près de 10 % celui de 1954.

La prospérité remarquable de 1955 est due surtout au fait que le Canada et la province de Québec en particulier ont été le théâtre d'une activité sans précédent dans l'industrie de la construction. Les individus, les entreprises privées ou les gouvernements ont consacré \$5,800,000,000 à des dépenses imputables au capital. Ces travaux de construction représentent 22 % de la production nationale totale.

Ils signifient une amélioration à longue portée qui ne pourra manquer de produire des effets bienfaisants, au cours des années futures, soit en permettant une meilleure production de matières premières ou d'objets manufacturés, soit en assurant au peuple canadien de meilleures conditions d'existence. Évidemment, de pareils travaux exigent des déboursés énormes. Il faut, pour obtenir les capitaux nécessaires, une atmosphère de confiance. Les propriétaires de capitaux croient donc que l'avenir de notre pays et de notre province porte en lui-même autant de signes de prospérité que le temps présent.

M. W. G. Malcolm, président de l'Association canadienne des constructeurs, déclarait, le 27 décembre dernier, que ce record de construction, pour l'année 1955, serait probablement dépassé en 1956. Le nombre des maisons en voie de

construction au Canada, ajoutait-il, dépasse de beaucoup la moyenne des années dernières. Il signalait également qu'une partie plus importante que jamais de l'épargne des Canadiens et des profits de nos sociétés commerciales et industrielles était destinée au paiement de travaux permanents. Du reste, les statistiques démontrent que les travaux de construction au Canada ont atteint, en 1955, la somme de \$330 par tête, alors qu'aux États-Unis ces travaux signifiaient une dépense de \$358 par tête. Le président de l'Association canadienne des constructeurs exprimait aussi l'opinion qu'une nouvelle poussée dans ce domaine caractériserait l'année 1956.

Ces données décrivent la situation économique du Canada tout entier, mais les relevés sur les placements de capitaux, au cours de l'année 1955, démontrent que, d'une manière générale, les placements de capitaux ont été plus importants dans la province de Québec que dans la province d'Ontario, et qu'en conséquence le rythme de l'essor industriel du Québec dépasse à l'heure actuelle en importance celui de la province voisine.

À l'aurore de l'année 1956, les hommes d'affaires canadiens sont évidemment influencés dans leurs prédictions par l'étonnante prospérité de 1955. Voici ce que déclarait monsieur James Stewart, président de la Banque Canadienne de Commerce, lors de l'assemblée générale des actionnaires de cette institution, le 13 décembre dernier:

"Nous semblons avoir atteint jusqu'ici un rythme de production et de consommation qui se reflète dans le niveau du produit national brut, qui approche 26 milliards de dollars. Si la productivité s'accroît durant les 12 mois à venir de 2 % à 3 % dans l'ensemble, et si nous supposons même une production agricole moyenne, nous pouvons fort bien prévoir un chiffre encore plus élevé pour le produit national brut en 1956 - dans le voisinage de 26½ milliards de dollars. Si tel est le cas, cette amélioration se traduira par un niveau relativement plus élevé du revenu disponible que l'an dernier et son accompagnement naturel: un niveau élevé de l'emploi. Si la confiance en l'avenir demeure ferme, la plupart des champs de l'activité économique ne peuvent manquer de s'améliorer davantage."

Telle est à peu près, M. l'Orateur, l'opinion de tous les financiers du Canada. Ainsi, M. T. A. Rice, président de l'Association des manufacturiers canadiens, estimait, au début de l'année 1956, que le Canada maintiendrait sa production, en 1956, au même niveau qu'en 1955 pour augmenter encore sa puissance économique.

De son côté, le très honorable C. D. Howe⁴, ministre du Commerce, déclarait, le 27 décembre dernier, que l'année 1956 serait une autre année d'expansion industrielle pour notre pays. Pour sa part, M. Sinclair Weeks, secrétaire américain du Commerce, révélait, aux derniers jours de l'année 1955, qu'une enquête conduite auprès des industries américaines indiquait que la plupart d'entre elles avaient l'intention de continuer à produire au même niveau élevé, en 1956, que durant l'année 1955. Il existe une relation si étroite entre l'économie du Canada et celle des États-Unis que la prospérité dans l'un est synonyme de prospérité dans l'autre, tout comme la dépression dans l'un serait synonyme de dépression dans l'autre.

D'une façon générale, l'opinion américaine semble encore plus optimiste que l'opinion canadienne sur les chances de progrès pour l'année 1956. Le *New York Times* écrivait dernièrement (le 13 janvier) que le Canada pouvait financièrement et industriellement se subvenir à lui-même et devenait de plus en plus l'un des principaux pays producteurs du monde. Et le grand journal new-yorkais ajoutait:

"Nous sommes peut-être à la veille de voir s'inscrire un chapitre important dans l'histoire récente de la révolution industrielle."

D'ailleurs, le même journal, dans ses pronostics pour l'année 1956, mentionnait que les grands projets canadiens de 1955 seraient continués en 1956. Ces projets sont les travaux de canalisation du Saint-Laurent, la construction de la centrale de Bersimis dans le Québec et la construction de la centrale Sir Adam Beck dans l'Ontario.

Il est certain, par exemple, que les travaux de canalisation du Saint-Laurent, en particulier ceux de la région de Montréal, contribueront à modifier très profondément l'économie de la banlieue de la métropole canadienne. Ces travaux entraîneront sans doute pour le gouvernement de la province des obligations extrêmement lourdes, en particulier dans le domaine de l'instruction publique, des travaux publics, de la santé et de la voirie, sans compter les problèmes nouveaux qui s'ajouteront aux problèmes déjà lourds des municipalités de la région de l'Île de Montréal et les environs.

Les prévisions budgétaires pour l'année 1956-1957 ont été étudiées dans cette perspective. Nos obligations seront plus lourdes, car nous voulons nous attacher davantage au règlement des problèmes posés par l'éducation et la santé. Le gouvernement estime que ses dépenses ordinaires s'élèveront à la somme de \$317,636,427 (Cf. *Tableau No 3*). Il prévoit également des dépenses imputables au capital

pour un montant de \$56,465,000. Comme nos revenus s'élèveront à la somme de \$374,266,500, nous pouvons espérer un surplus au compte ordinaire de \$56,630,073 (Cf. *Tableau No 4*).

Dans leur ensemble, les demandes de subsides sont plus substantielles que celles soumises à l'étude de la Législature, l'an dernier. Les hausses les plus importantes sont inscrites aux budgets des départements dont l'objectif touche les intérêts supérieurs de la personne humaine. En effet, les budgets de l'Instruction publique, de la Santé et du Bien-être social ont enregistré des augmentations de crédit totales de \$20,000,000.

"Les prévisions budgétaires, écrivait l'automne dernier un journaliste québécois, sont le résultat d'une pensée quotidienne, d'un souci constant des valeurs réelles, d'une conception supérieure du rôle de l'État. Elles reflètent la pensée du chef du gouvernement et trahissent sa préoccupation incessante du facteur humain dans son action politique."

a) Le problème de l'éducation

Le progrès de l'éducation est le souci principal de l'administration actuelle. Le chef de l'Union nationale, fier de ses origines, imprégné des grandes leçons de notre histoire, se rappelle la mission civilisatrice des fondateurs de notre pays. Le rôle des véritables dirigeants n'est-il pas d'assurer le développement complet de l'esprit humain, afin que la société puisse atteindre son véritable idéal? Les vrais amis de l'éducation se réjouissent que le chef du gouvernement prenne des mesures pour permettre à la jeunesse de sa province de profiter de plus en plus des avantages de l'expansion économique de l'heure présente.

Les entreprises industrielles, celles d'hier, celles d'aujourd'hui et celles de demain, ont besoin non seulement d'une main-d'œuvre bien qualifiée, mais de dirigeants et de techniciens formés dans nos universités et nos écoles spécialisées, ingénieurs et savants qui connaissent notre esprit, notre mentalité et nos aspirations.

Qui ne se réjouira pas de voir les crédits de l'Instruction publique dépasser de \$11,000,000 ceux de l'an dernier? Si nous consultons les *Comptes publics* de 1944-1945, nous constatons que le gouvernement de la province avait dépensé cette année-là, pour l'Instruction publique, la somme d'un peu plus de \$9,000,000. La seule augmentation de cette année dépasse de \$2,000,000 toute la dépense de 1944-1945. Depuis 10 ans, les subsides versés à

l'Instruction publique ont été multipliés par six, et nous ne tenons pas compte ici des sommes destinées à l'éducation et comprises dans les budgets des départements de l'Agriculture, de la Colonisation, du Bien-être social et de la Jeunesse, du Conseil exécutif, de l'Industrie et du Commerce, des Mines, des Pêcheries, de la Santé, du Secrétariat provincial et des Terres et Forêts.

Personne n'ignore que le gouvernement prête actuellement son assistance au règlement de problèmes beaucoup plus nombreux et beaucoup plus complexes qu'autrefois. Il ne faut pas cependant avoir l'impression que tous les problèmes sont susceptibles de solution; nous devons être assez réalistes pour reconnaître que les dépenses pour l'éducation suivront, au cours des prochaines années, une ligne ascendante, conséquence logique de l'expansion prodigieuse de notre province. Nous allons bientôt étudier une loi d'assistance nouvelle aux commissions scolaires.

Cette catégorie de subventions s'ajoutera à la liste déjà longue des mesures destinées à assurer un meilleur équilibre financier à nos commissions scolaires, tout en respectant leur indépendance et leur autonomie. Elle s'ajoutera aux généreuses subventions pour les écoles nouvelles et aussi au rachat complet des dettes scolaires, il y a 10 ans. Elle se superposera aux substantielles subventions destinées au paiement des salaires du personnel enseignant, aussi bien qu'à celles qui concernent les frais de transport des élèves et le paiement des manuels scolaires.

Le bulletin publié ces jours derniers par la First National City Bank à New York contient les constatations suivantes sur l'aspect financier du problème de l'éducation. Je crois que ces remarques sur l'éducation aux États-Unis éclairent la position du gouvernement de la province de Québec sur ce problème d'une primordiale importance.

"Toutes les campagnes antérieures pour la généralisation de l'assistance fédérale à l'éducation ont sombré, par suite de la crainte instinctive du peuple américain que les méthodes centralisées de financement aboutissent à un contrôle fédéral et lointain sur les études des jeunes Américains. Un contrôle de ce genre porte une atteinte directe aux principes essentiels qui régissent la démocratie américaine."

"Luther A. Weigle, doyen honoraire de la Faculté de théologie de l'Université Yale, s'est exprimé dans les termes suivants:

"Il est impossible de distribuer des subventions fédérales pour l'éducation, sans imposer

un contrôle fédéral de plus en plus large sur la politique à suivre en matière d'éducation. Toute forme de contrôle fédéral de l'éducation, à un niveau quelconque, aurait de désastreuses répercussions."

"Beaucoup de personnes soupçonnent comme Roger A. Freeman, adjoint du gouverneur Langlie de Washington et conseiller sur les méthodes de financement de l'éducation auprès du Comité de la Conférence de la Maison Blanche sur l'Éducation, que la propagande a à un tel point affolé le Congrès que celui-ci envisage des mesures fédérales de contrôle. Dans un article paru l'automne dernier, *Assistance fédérale à l'éducation - Bienfait ou Fléau?*, il a signalé que: "Le rythme actuel des constructions d'écoles est plus que suffisant pour faire face à l'augmentation du nombre des élèves." Le problème essentiel en ce qui concerne le financement des écoles est, a-t-il dit, le niveau élevé de l'imposition fédérale qui tarit les sources locales de revenus.

"Les États peuvent avoir recours à toutes les sources principales d'imposition. Le gouvernement fédéral a toutefois épuisé la bonne volonté du peuple américain à acquitter des impôts. L'énormité du fardeau des impôts fédéraux constitue la seule restriction effective sur les pouvoirs fiscaux des États. Cette restriction peut être soulagée en réduisant les engagements financiers du gouvernement fédéral et non pas en les alourdissant."

Il est permis de se demander parfois si le véritable problème de l'instruction publique est un problème financier, devant les difficultés nombreuses posées par le recrutement du personnel enseignant. Aussi, le département de l'Instruction publique, à l'occasion du centenaire de la fondation de nos premières écoles normales, stimulera la diffusion de l'enseignement pédagogique, afin de permettre à un plus grand nombre de jeunes gens et jeunes filles de se consacrer à la carrière de l'enseignement.

Après la reconstruction de l'École normale Jacques-Cartier de Montréal, vous verrez, M. l'Orateur, l'École normale Laval de Québec célébrer le centenaire de sa fondation dans un édifice plus moderne, plus vaste et mieux préparé pour recevoir ceux à qui nous confierons demain l'éducation de nos enfants. Un montant d'un demi-million est inscrit au budget pour cette reconstruction. Cette meilleure orientation de la préparation pédagogique donnera à la carrière de l'enseignement un renouveau réellement digne de sa véritable grandeur.

L'enseignement secondaire et l'enseignement universitaire continueront d'être l'objet d'une tout

aussi grande sollicitude que l'enseignement primaire. Grâce à l'aide du gouvernement, l'Université de Montréal reconstruit son École polytechnique et la nouvelle université de Sherbrooke recevra, tout comme son aînée l'Université Laval, une aide substantielle pour l'agrandissement à Québec et l'organisation à Sherbrooke d'une école de génie.

L'expansion économique de la province est si rapide qu'elle ouvre chaque jour des horizons nouveaux aux ingénieurs et aux techniciens. D'ailleurs, le département de l'Instruction publique a révisé son programme pour faciliter à un plus grand nombre d'étudiants l'accès aux carrières industrielles et économiques. L'essor de l'enseignement universitaire est une nécessité vitale, si nous voulons donner à l'industrie les dirigeants dont elle aura besoin demain.

Le premier ministre a manifesté un dévouement exemplaire à la cause de l'enseignement supérieur. Aussi, monseigneur Alphonse-Marie Parent, le distingué recteur de l'Université Laval, lui rendait dernièrement un hommage particulier en lui décernant un doctorat en sciences forestières:

"Les autorités de Laval..., disait-il, ont toujours trouvé en M. Duplessis un homme d'État sincèrement dévoué à la cause de l'éducation et toujours désireux de fournir à notre jeunesse les moyens les plus sûrs de servir notre province et notre pays."

Me permettez-vous maintenant, M. l'Orateur, d'ouvrir une parenthèse pour souligner l'augmentation rapide et constante du nombre d'ingénieurs de langue française dans l'industrie minière? En 1936, j'avais l'honneur d'être le premier titulaire du poste de ministre des Mines. Dès cette première année, j'étais fier d'accorder trente bourses d'études à des jeunes gens désireux de se perfectionner dans le génie minier, la géologie et la métallurgie. Le nombre des bourses a été doublé en 1937, 1938 et 1939.

Aucun Canadien français n'occupait alors, M. l'Orateur, un poste de commande dans l'industrie minière. Vous trouverez, à la fin de mon texte, un tableau qui illustre la position des Canadiens de langue française, à l'heure actuelle, dans cette industrie: 10 ingénieurs d'origine française occupent un poste de gérant; 13 sont surintendants d'usines ou de mines; 28 occupent de hautes fonctions dans les milieux gouvernementaux et universitaires; 17 agissent comme ingénieurs, métallurgistes ou géologues en chef pour certaines compagnies d'exploitation minière; 24 remplissent la fonction d'ingénieur-conseil, 107, celle d'ingénieur junior ou

homme de science junior; 20 ingénieurs et géologues suivent des cours post-universitaires. En résumé, 219 Canadiens de langue française occupent des postes de commande dans l'industrie minière. J'ajouterai que le nombre des boursiers du ministère des Mines depuis 1936 s'élève à 362, dont 283 de langue française et 79 de langue anglaise.

Mon distingué collègue, le ministre des Mines, m'a signalé ce matin un article de la revue *Times* de New York, publié cette semaine, et qui relate une nouvelle découverte scientifique importante d'un jeune chimiste, boursier de la province, le docteur Jean-Louis Boivin. La valeur de son invention, écrit la revue, "in wartime would be difficult to calculate". Coïncidence intéressante qui réjouira mon collègue, l'honorable député de Charlevoix, le docteur Boivin et ses deux assistants, le docteur Paul Boivin et le docteur N. Tremblay, aussi boursiers de la province, sont originaires de Baie-Saint-Paul.

Il m'est particulièrement agréable de rendre hommage à un Canadien français qui a joué un rôle de premier plan dans l'industrie minière. Je veux parler de M. Pierre Beauchemin, président de Sullivan Consolidated, d'East Sullivan, de la Quebec Lithium et de la Quebec Copper. M. Beauchemin, un de nos propriétaires de mines canadiens-français, a réussi d'importants placements dans l'exploitation de nos mines.

Depuis longtemps, il a mis en pratique le conseil donné la semaine dernière aux financiers canadiens par le distingué président de la Banque Royale du Canada, M. James Muir. Une invitation analogue a déjà été lancée à plusieurs reprises, et encore mercredi dernier, par le premier ministre, à l'effet de consacrer de plus substantielles sommes d'argent au développement de nos ressources naturelles.

M. Beauchemin a toujours cherché à confier ses postes de commande à des Canadiens français, et *Le Devoir* signale que les 10 hommes clés de son industrie, la Quebec Lithium, sont tous des Canadiens de langue française.

L'historien, Robert Rumilly, m'écrivait, la semaine dernière, pour féliciter notre gouvernement de s'intéresser d'une façon aussi admirable au progrès accompli chez nous dans ce domaine et il disait:

"N'aurait-elle à son actif que le développement de l'enseignement scientifique, technique et spécialisé aux divers échelons, l'Union nationale aurait bien mérité de la nation canadienne-française."

b) La protection de la santé

Les premières années de l'administration de l'Union nationale ont été inspirées par le désir de décentraliser les facilités d'hospitalisation à travers la province et par le souci d'enrayer les terribles ravages de la tuberculose. Plus de 100 hôpitaux ont été construits ou agrandis. Le Québec a repris sa place véritable dans le domaine de la santé, et il offre à ses administrés des services médicaux qui se comparent avec avantage avec ceux des autres provinces canadiennes. Le budget du ministère de la Santé, qui était de \$60,032,000 l'an dernier, s'élève cette année à la somme de \$65,251,000. La protection de la santé demeure, après l'éducation, la préoccupation de l'administration. Tous les malades doivent avoir l'opportunité de profiter des progrès immenses de la science médicale. C'est grâce aux recherches désintéressées de milliers et de milliers d'hommes de science que la moyenne de la vie humaine a tendance à augmenter graduellement avec les années.

Il y a 100 ans, suivant les tables canadiennes de mortalité, la durée moyenne de la vie était de 40 ans; aujourd'hui, la moyenne de la vie est de 66.3 ans pour les hommes et de 70.8 pour les femmes. Pour que ces progrès de la médecine et de la science soient encore plus accessibles au peuple, le gouvernement projette de consacrer une somme de \$2,000,000 à la construction de centres de diagnostic, à Québec et à Montréal. Rappelons ici, M. l'Orateur, le témoignage de M. Cyril James, vice-chancelier de l'Université McGill, à l'adresse du premier ministre, à l'effet qu'aucun homme d'État n'avait fait preuve de plus de clairvoyance et de générosité pour la santé publique.

Le ministère de la Santé recherche une solution aux nombreux problèmes posés par les maladies mentales. Bientôt débutera la construction d'hôpitaux de 1,500 lits à Sherbrooke, Joliette et Trois-Rivières. Tous les malades mentaux ne peuvent recevoir actuellement les soins spéciaux qu'exige leur état, et ces nouvelles institutions permettront une organisation plus effective de la lutte contre les maladies mentales. Il est permis d'espérer qu'un nombre de plus en plus grand de ces malades pourront dans l'avenir recouvrer la santé et reprendre leur place dans la société.

c) La sécurité sociale

L'an dernier, le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse avait obtenu des crédits au montant de \$30,611,500. La demande de subsides pour la

prochaine année atteint \$36,581,500. Aucun gouvernement ne peut demeurer insensible aux problèmes auxquels doivent faire face les déshérités de la vie. L'administration actuelle a bien compris son rôle, car elle peut se glorifier d'avoir mis en vigueur la pension de vieillesse, les allocations aux aveugles, les allocations aux mères nécessiteuses et, finalement, la pension aux invalides. Pour ces seules mesures de sécurité sociale, les subsides exigés pour l'année prochaine dépasseront la somme de \$20,000,000.

Me permettez-vous, M. l'Orateur, de souligner le dévouement inlassable de mon collègue, le ministre du Travail, dans le même domaine? À deux reprises depuis 10 ans, les indemnités aux accidentés du travail ont été augmentées. En 1956, la Commission des accidents du travail versera aux accidentés ou aux membres de leurs familles \$7,000,000 de plus qu'en 1945.

"Des cliniques, écrivait M. Charles Pelletier dans le journal *Notre Temps* le 17 décembre 1955, ont été créées un peu partout, et les conditions du travail ont été grandement améliorées dans les usines... La proportion des accidents du travail classés comme graves a diminué de 41 % à 26 %... À tous ces progrès s'est ajoutée la création d'un service de réhabilitation, grâce auquel près de 10,000 accidentés ont pu être retournés sur le marché du travail après avoir reçu les soins appropriés à leur état."

Toutefois, la contribution la plus généreuse de mon collègue au bien-être de la classe ouvrière est la création des centres d'apprentissage, une réalisation unique au monde.

Dans la revue *Architecture*, M. Eugène Charbonneau, directeur de cette revue, écrivait, il y a quelques mois:

"Pourquoi la formation d'apprentis donne-t-elle dans le Québec un rendement unique au Canada et, sous plus d'un angle, le meilleur au monde? Précisément parce que le travail d'apprentissage se fait ici, au milieu d'ouvriers et de patrons."

C'est au ministère du Bien-être social et de la Jeunesse que revient, cependant, la responsabilité de l'enseignement technique dans la province. Au cours de la prochaine année, d'autres écoles techniques et d'arts et métiers s'ajouteront à la soixantaine qui existent déjà, car le budget contient une somme de \$4,000,000 pour des constructions nouvelles. De plus, au cours des derniers mois, le gouvernement a augmenté les salaires des professeurs de ces écoles, afin d'assurer à ceux qui se dévouent à

l'enseignement technique de notre jeunesse une carrière plus stable et plus heureuse.

Vous me permettez de citer ici, M. l'Orateur, le témoignage rendu par un grand éducateur, M. Édouard Montpetit⁵, lors de l'inauguration d'une de nos écoles techniques. L'expansion de l'enseignement spécialisé sous l'Union nationale, disait-il, représente "une des plus grandes victoires que la jeunesse ait remportées dans notre province..."

Rappellerais-je qu'un éducateur renommé, M. N. Pappas, directeur de l'enseignement technique en Grèce et chargé par les Nations Unies d'étudier les divers systèmes d'enseignement technique, déclarait de son côté, après avoir visité nombre de pays étrangers, qu'une enquête approfondie auprès des spécialistes de l'enseignement technique à travers le monde, l'obligeait à conclure qu'il n'y a pas d'endroit où l'enseignement spécialisé est mieux organisé que dans la province de Québec. Devant le Club Richelieu de Montréal, mon collègue, le ministre de la Jeunesse et du Bien-être social, soulignait qu'en 1954-1955, nos écoles spécialisées avaient accueilli 10,000 élèves aux cours réguliers du jour, 18,000 élèves aux cours du soir, et 8,000 à des cours spéciaux.

La seconde catégorie de crédits budgétaires touche aux problèmes qui intéressent le bien-être matériel de la personne humaine. Ces budgets ont, les uns après les autres, enregistré des augmentations sensibles. Ils intéressent tous les domaines de l'activité économique de notre province.

d) L'activité économique

1° L'industrie agricole

L'industrie agricole constitue l'activité la plus importante de centaines de nos paroisses rurales; elle est la clé de voûte de notre économie. Le travail du cultivateur est essentiel à la société tout entière, car il fournit à tous les hommes engagés dans d'autres domaines leur pain quotidien. Le gouvernement veut mettre, cette année, à la disposition du ministère de l'Agriculture des subsides au montant total de \$22,058,000. Son souci le plus important consistera, comme par les années passées, à aider les cultivateurs de la province à exécuter des travaux d'envergure qu'ils pourraient difficilement réaliser s'ils étaient laissés à eux-mêmes. Je mentionne en particulier le drainage de nombreux cours d'eau, pour donner au sol une fertilité plus grande et en augmenter le rendement.

Il serait beaucoup trop long d'énumérer les services rendus par la politique de travaux motorisés sur nos fermes. Le ministère de l'Agriculture fournit de plus aux cultivateurs les services de techniciens d'expérience et il facilite à leurs fils l'instruction agricole.

Des commentaires identiques pourraient être faits en marge des crédits demandés par le ministère de la Colonisation. En effet, au cours de la seule année 1955, la politique de travaux motorisés de ce ministère a permis aux colons d'augmenter de 57,000 acres notre domaine cultivable.

Toutefois, même si des centaines et des centaines de cultivateurs ont bénéficié de la politique agricole du gouvernement, je crois que la contribution la plus importante de l'administration actuelle a consisté à solidifier très fortement tous les cadres de l'économie rurale par l'organisation du crédit agricole, de l'électrification rurale, de l'habitation familiale et de l'aide apportée pour la construction des systèmes d'aqueduc et d'égout. Les finances municipales doivent être équilibrées pour que le cultivateur puisse donner tout son rendement, sans être écrasé par des obligations et des charges trop lourdes.

Depuis l'organisation du crédit agricole en 1936, jusqu'au 31 décembre 1955, une somme de \$129,255,895 a été mise à la disposition des cultivateurs de la province. Cette politique de salut a permis à 47,756 cultivateurs de stabiliser leur situation financière, de façon à pouvoir payer leurs redevances municipales et scolaires. Sans le crédit agricole, ils auraient abandonné leurs terres et les corporations municipales auraient été privées de revenus considérables. Leur insolvabilité était la conséquence de 40 ans de négligence, ajoutée aux effets désastreux de la crise économique de 1929. Le crédit agricole a donc rendu des services immenses non seulement aux cultivateurs eux-mêmes, mais aussi aux corporations municipales et scolaires.

La loi de l'électrification rurale de 1945 s'inspirait des mêmes principes. Les coopératives d'électricité ont organisé dans les régions les moins fortunées de la province, grâce aux avances faites par le gouvernement, des lignes de distribution d'énergie électrique. Le service de l'électricité a contribué à donner à plusieurs milliers de fermes une plus grande valeur, tout en leur assurant un meilleur rendement, malgré la pénurie de main-d'œuvre agricole.

Le pourcentage des fermes électrifiées était de 20 %, en 1945; il est aujourd'hui de 87 %. L'électrification rurale a permis aux cultivateurs d'obtenir le confort dans leur demeure et certains

avantages identiques à ceux des résidences urbaines. Cette distribution plus équitable de l'énergie électrique, distribution que l'entreprise privée refusait d'entreprendre parce que non rémunératrice, a augmenté considérablement la valeur de la propriété foncière dans un grand nombre de municipalités.

C'est ainsi par exemple que l'Office de l'électrification rurale a permis le fonctionnement des coopératives suivantes:

a. la Coopérative d'électricité de l'Île-aux-Coudres qui dessert 118 familles et dont l'organisation a nécessité l'installation d'un câble sous-marin de trois milles de longueur, pour relier l'Île-aux-Coudres à Saint-Joseph-de-la-Rive;

b. les coopératives du Bas-Saint-Laurent qui couvrent les comtés de Rimouski, Matane et Matapédia;

c. la Coopérative de Charlevoix-Est qui dessert le territoire compris entre Saint-Siméon et la Baie-Sainte-Catherine;

d. la Coopérative du comté de Saguenay qui groupe Forestville et les villages avoisinants;

e. la Coopérative des Îles-de-la-Madeleine qui dessert maintenant cet archipel du golfe. Un câble sous-marin relie là aussi l'île de Havre-Aubert à l'île de Cap-aux-Meules;

f. la coopérative de Sept-Îles qui a profité du développement hydroélectrique de la rivière Sainte-Marguerite;

g. les coopératives des comtés d'Abitibi et de Témiscamingue.

Depuis 1948, la loi de l'habitation familiale a favorisé la construction de 28,622 maisons à travers la province, pour y loger 119,769 personnes, sans compter celles qui peuvent habiter les 4,053 logements supplémentaires de ces maisons. Ces nouvelles résidences par leur valeur ont ajouté aux rôles municipaux d'évaluation un montant d'environ \$271,121,207 et ont assuré, par le fait même, un rendement plus élevé de la taxe foncière.

Le gouvernement complètera la série de ces lois bienfaitantes en accordant aux corporations municipales une aide substantielle, pour faciliter le règlement des lourds problèmes que pose très souvent l'organisation de services d'aqueduc et de systèmes d'égout. Un très grand nombre de corporations municipales seraient incapables de les résoudre, sans compromettre leur stabilité financière.

Toutes ces lois, M. l'Orateur, qui assurent la sauvegarde de l'autonomie des corporations municipales, contribuent fortement à diminuer le nombre et l'acuité des problèmes épineux qui se

posaient autrefois à leur attention. Vous vous rappelez sans doute qu'à l'époque du rapport Rowell-Sirois⁶, en 1939, la dette de la province de Québec était sensiblement inférieure à celle de toutes les autres provinces canadiennes, mais, par contre, les dettes de nos corporations municipales étaient beaucoup plus élevées que celles des corporations municipales des autres provinces du pays. Avant 1936, l'administration provinciale abandonnait aux corporations municipales une partie très importante de ses obligations. Cette politique mal conçue signifiait une augmentation constante des charges municipales. La situation devint si critique que le niveau de la taxe foncière a mis en danger l'existence de la propriété elle-même.

Le gouvernement devait dès lors modifier son attitude, afin de la protéger contre la ruine. Le gouvernement de l'Union nationale a pris à sa charge une partie de plus en plus grande des obligations autrefois assumées par les municipalités. Il a baissé les charges municipales dans le domaine de l'assistance publique et, dans certains cas, il les a fait disparaître complètement. Il a apporté une aide de plus en plus grande à la construction des chemins municipaux et il a assumé la construction et la réparation des ponts qui étaient autrefois considérés comme des ponts municipaux.

Ce ne sont là toutefois, M. l'Orateur, que des mesures d'une moins grande importance, si nous considérons les avantages immenses résultant de l'application des lois que je viens de mentionner. À l'heure actuelle, la position financière des corporations municipales de notre province s'est largement améliorée; la situation tragique de 1939 n'existe plus et un avenir plus heureux leur est désormais assuré.

2° L'exploitation de nos richesses naturelles

a) La forêt

La forêt, les ressources hydrauliques, les richesses minières et les pêcheries forment les ressources naturelles de la province. C'est ce capital social que l'entreprise privée doit développer sous le contrôle du gouvernement, pour le plus grand bien de toute la population.

La production forestière, d'après mon collègue, le ministre des Terres et Forêts, a atteint en 1955, une valeur de \$800,000,000. Elle dépasse de deux fois et demie la production d'il y a 10 ans, et les revenus que la province en retirera se chiffrent à \$16,400,000.

La production de la pulpe et du papier représente à elle seule une valeur d'environ \$511,000,000. L'industrie forestière a donné de l'emploi à 125,000 hommes et payé en salaires \$230,000,000 durant les 12 derniers mois. La production du papier, qui était de 3,591,901 tonnes en 1945, a atteint 6,130,200 tonnes, en 1955. La pulpe et le papier ont fourni 24 % des exportations du marché canadien.

b) La production hydroélectrique

La province de Québec demeure toujours la première au Canada dans le domaine de la production hydroélectrique. Cette année, les centrales d'énergie électrique ont produit 8,030,322 chevaux-vapeur. Les projets actuellement en voie de construction augmenteront ce chiffre à 14,500,000 chevaux-vapeur en 1962. La seule usine construite par l'Hydro-Québec à Bersimis aura une capacité de 1,800,000 chevaux-vapeur et sera l'une des plus importantes de tout le Canada.

Les ingénieurs du département des Ressources hydrauliques ont entrepris des relevés d'une extrême importance dans trois régions nouvelles de notre province. Au Nouveau-Québec, ils ont fait le relevé des ressources hydrauliques de plusieurs rivières, entre autres la rivière aux Feuilles, la rivière Payne, la rivière Koksoak, la rivière Kaniapiskau et la Rivière à la Baleine, en vue de permettre un développement possible de 4,000,000 de chevaux-vapeur qui pourront être mis à la disposition de l'industrie minière. Dans le bassin de la Baie James, un travail analogue se poursuit sur les rivières Nottaway, Rupert, Harricana et la Big River.

Les conclusions des ingénieurs nous permettent d'affirmer qu'il sera possible de fournir, du bassin de la baie James à l'Abitibi, de 3,000,000 à 4,000,000 de chevaux-vapeur additionnels. De plus, malgré les travaux immenses entrepris par l'Hydro-Québec sur la rivière Bersimis, le département des Ressources hydrauliques poursuit des études, afin de connaître les possibilités supplémentaires d'énergie électrique dans cette région, et il est convaincu que les rivières de la rive nord du Saint-Laurent pourront produire une quantité additionnelle de 4,000,000 de chevaux-vapeur.

c) Les mines

La production minérale de la province a atteint, en 1955, une valeur de \$385,000,000. Dans un article publié dans le supplément de la *Gazette* du

7 janvier 1956, l'honorable George Prudham, ministre fédéral des Mines et des Relevés techniques, écrivait ce qui suit:

"Dans ce rapide développement de l'industrie minière, certaines provinces et territoires ont apporté une contribution importante. Québec a été particulièrement en vedette en 1955, à la suite de l'augmentation considérable de sa production de minerai de fer et de cuivre, de l'expansion constante de son industrie de l'amiante et du développement ininterrompu d'importantes nouvelles sources de richesses minérales."

Les progrès de ces dernières années permettront probablement au Québec d'occuper bientôt le premier rang des provinces canadiennes pour l'importance de son industrie minière.

Du reste, le *Financial Post*, dans son numéro du 4 février, déclare:

"Mining was the leader in Quebec's 1955 economic upsurge with a 12 % gain in value of production."

Les pronostics pour l'année 1956 semblent prévoir des résultats qui dépasseront sensiblement ceux de 1955. Les ingénieurs miniers signalent, par exemple, une plus grande production de cuivre par suite du fait que la Gaspé Copper Mines élèvera le niveau de sa production de 2,000 à 6,500 tonnes par jour. La Campbell Chibougamau traitera environ 2,000 tonnes de minerai par jour et la Chibougamau Explorers commencera à produire cette année. Il n'y a aucun doute que la région minière de Chibougamau, l'une des plus progressives de tout le Canada, sera beaucoup plus active cette année que l'an dernier, et la production de cette région augmentera certainement avec la construction du chemin de fer qui reliera l'Abitibi à Saint-Félicien. La Eastern Smelting and Refining a déjà commencé la reconstruction de son usine de raffinage à Chicoutimi. Cette entreprise entrera en opération en 1957.

Certains intérêts financiers projettent la construction d'une autre usine du même genre à Chibougamau.

L'augmentation de la valeur annuelle de la production de nos mines et carrières est vraiment remarquable. Quelques chiffres seront plus éloquentes qu'un long discours. De 1900 à 1909, la valeur moyenne de notre production minérale annuelle était de l'ordre de \$4,000,000; de 1926 à 1935, la moyenne annuelle était de \$34,000,000; en 1939, elle atteignait la somme de \$77,400,000, pour dépasser \$385,000,000 en 1955. L'industrie minière employait dans la province, à la fin de 1954, plus de

30,000 hommes, payait plus de \$86,000,000 en salaires, alors que les dividendes payés aux actionnaires intéressés dans les mines métalliques seulement, sans parler des mines d'amiante et des minéraux industriels, dépassaient \$20,500,000.

Suivant des chiffres préliminaires, l'industrie de l'amiante, qui est l'une des plus importantes de la province, atteindra pour l'année 1955 le chiffre record de 975,000 tonnes de minerai, d'une valeur approximative de \$90,000,000. La meilleure année jusqu'ici pour l'industrie de l'amiante au Canada avait été l'année 1951, avec une production de 973,000 tonnes et une valeur de production de \$81,000,000. Cette seule industrie, pour ne donner qu'un exemple de l'importance de nos ressources minières, procure de l'emploi chez nous à 6,000 travailleurs, pendant qu'elle permet au Canada d'atteindre une balance commerciale favorable, en lui rapportant plus de \$75,000,000 chaque année en devises étrangères.

d) Les pêcheries

Le gouvernement ne néglige aucune initiative pour assurer l'essor de nos pêcheries maritimes, aussi bien que la protection de la faune dans nos forêts, nos lacs et nos cours d'eau.

L'industrie de la pêche dans le Québec traverse une période d'évolution. L'Union nationale, en 1936, avait tracé un programme d'envergure afin de l'établir sur une base scientifique. Elle avait organisé une École supérieure des pêcheries, en 1937, à Sainte-Anne-de-la-Pocatière et, en 1945, une École d'apprentissage en pêcheries, à Grande Rivière. Elle a doté nos régions maritimes de 51 entrepôts frigorifiques, 106 neigères, deux fabriques de glace, trois séchoirs artificiels et 41 hangars pour classification et entreposage de la morue séchée. Elle a donné une impulsion vigoureuse à la formation de coopératives de pêcheurs, facilité la propagation de la doctrine coopérative et assuré la vulgarisation des meilleures méthodes scientifiques en matière de pêcheries. À mon collègue, le ministre des Pêcheries, retenu à l'hôpital par une grave maladie et qui s'est dévoué sans relâche au progrès de cette industrie séculaire, nous devons l'initiative heureuse de fournir à nos pêcheurs des bateaux modernes.

À Gaspé, il a aménagé un chantier maritime où se poursuit la construction de deux types nouveaux de bateaux de pêche, le cordier et le chalutier. Ces bateaux, pourvus de tous les appareils modernes de navigation et de détection des bancs de morue, peuvent transporter une cargaison de 30,000

livres de poisson. Aussi, les statistiques récentes démontrent-elles de grands progrès réalisés par nos pêcheurs. Ajouterai-je que la fabrication de l'huile de foie de morue est devenue une réalité en Gaspésie, en 1937, grâce à des subsides de l'Union nationale.

Dernièrement, j'entendais en Chambre des opinions erronées et pessimistes sur la situation des pêcheurs du Bas-Saint-Laurent. Le nombre des pêcheurs diminue, disait-on. La chose est vraisemblable. Le métier de pêcheur est pénible. Les travaux considérables effectués en Gaspésie ont procuré à la population, au cours des 10 dernières années, un travail plus rémunérateur et moins dur que le métier de pêcheur. Ainsi, le ministère de la Voirie achève la réfection de la route nationale, sur une longueur de 500 milles, la construction de la route trans-gaspésienne de Sainte-Anne-des-Monts à New Richmond (87 milles), la réfection de la route Murdochville-Gaspé (55 milles), la construction de la route Murdochville-L'Anse-Pleureuse (25 milles).

L'Hydro-Québec a terminé la construction de la ligne de transmission électrique, d'une longueur de 82 milles, à partir du village des Boules à Murdochville. La construction des usines de la Gaspé Copper et l'organisation de la ville de Murdochville, ajoutées aux recherches pétrolières et à l'exploitation forestière ont procuré de l'emploi à des centaines et des centaines de travailleurs.

La Gaspésie traverse actuellement un véritable bouleversement économique que M. Bruce Hutchison, dans une étude sur l'industrialisation du Québec, publiée dans le numéro du 4 février du *Maclean's Magazine*, appelle "révolution":

"In remote Gaspé, écrit-il, the revolution is going ahead full-blast."

(Dans la Gaspésie, la révolution se poursuit à un rythme accéléré.)

Cependant, si le nombre des pêcheurs a diminué à raison de l'intensité du développement industriel, il est faux de conclure à une diminution de la valeur des prises. L'honorable James Sinclair, ministre fédéral des Pêcheries, disait, dans un article publié dans le supplément financier de la *Gazette* du 7 janvier 1956, que d'une manière générale "the overall catch was smaller than in 1954, in both volume and dollar value". Il serait donc normal, si, comme l'affirme le ministre fédéral des Pêcheries, les prises ont diminué dans tout le pays, qu'une diminution proportionnelle soit enregistrée dans le Québec.

Heureusement, c'est le contraire qui s'est produit. Le dévoué député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) a signalé en Chambre dernièrement que, dans son comté, la pêche a été florissante et que la valeur marchande de la prise des pêcheurs accuse une augmentation de \$1,007,900 sur celle de l'année précédente. Les pêcheurs de homard ont touché un revenu de \$853,003. Les pêcheurs de hareng ont réalisé \$210,135, soit une augmentation de \$76,153. L'augmentation a été de \$167,379 pour les pêcheurs de morue, \$133,685 pour les pêcheurs de plie et de sole, \$147,167 pour les pêcheurs de maquereau.

De son côté, la Coopérative des Pêcheurs-Unis, dans un rapport publié dans le numéro de janvier 1956 du journal *A Pleines Voiles*, organe du service social-économique de l'École supérieure des Pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, donne les chiffres suivants pour les coopératives de pêche de la Gaspésie:

| <i>Prises</i> | <i>Nombre de livres</i> |
|---|-------------------------|
| Morue, au 3 décembre 1955 | 10,674,116 |
| Autres espèces (flétan, éperlan, hareng, maquereau, etc.) | 12,643,982 |
| <i>Augmentation nette pour 1955</i> | 864,785 |

Le rapport officiel du Bureau des statistiques, en date du 16 janvier 1956, établit que le total des prises de l'année 1955 est de 41.2 % supérieur à celui de l'an dernier, et que leur valeur dépasse de 15.6 % celle de 1954.

Du reste, le mémoire présenté à la commission Tremblay par les Chambres de commerce de la Gaspésie, le 1^{er} mars 1954, contient une flatteuse appréciation de l'œuvre de l'Union nationale dans le domaine des pêcheries. Je donne en appendice quelques extraits de ce remarquable document et me contenterai de citer les passages suivants:

"Malgré la complexité du problème et le coût de sa solution, notre province ne doute pas de l'avenir d'une ressource inhérente à l'économie gaspésienne, si l'on en juge par l'ampleur des activités du ministère provincial des Pêcheries. Va sans dire que notre région en est principale bénéficiaire."

Le mémoire ajoute des statistiques intéressantes:

"L'analyse de statistiques officielles démontre: 1. Que la dépense du Québec, dans le domaine de la pêche commercialisée, est bien près d'atteindre \$2,500,000, par année: (celle du Fédéral, pour notre province, est de \$182,000); 2. Que pour faire toucher, en 1951, \$1, il en a coûté au gouvernement provincial \$0.82."

Et le mémoire ajoute:

"Que faut-il en conclure?"

"Ce qui a été accompli jusqu'à date ne l'a pas été en vain; il faut rendre hommage à ceux qui n'ont pas désespéré. L'œuvre coûteuse, mais nécessaire, du déblaiement semble terminée. Nous avons ce qu'il faut pour donner à notre industrie de la pêche les formes du progrès, à la condition cependant que ceux qui veulent en vivre prennent avec le sens de leurs responsabilités, celui de l'époque où ils vivent, pour réviser leurs méthodes d'administration et de production."

Plus loin, le mémoire déclare:

"Le ministère provincial de la Chasse et de la Pêche a aménagé, en plein intérieur, l'une des plus magnifiques réserves du continent: Le Parc national de la Gaspésie. Les visiteurs y sont l'objet d'un accueil et d'une hospitalité typiquement gaspésiens, et dont peut s'inspirer l'initiative privée pour se dépouiller de certaines formes d'emprunts."

Le mémoire contient également ce passage intéressant:

"Depuis quelques années, nos gouvernants du Québec ont investi chez nous, dans tous les domaines, une part énorme de revenus. L'élan est donné; il doit se soutenir. Ici plus qu'ailleurs, nous avons la preuve que le Québec a besoin de tout ce qui lui appartient pour que cette péninsule, décrite par Bougainville comme "La clef du pays", ouvre très larges les portes de ses ressources suivant l'ordre dans lequel la Province les a disposées."

La Gaspésie, je le répète, M. l'Orateur, traverse une période de révolution économique. Les membres de l'opposition déclarent: "Les pêcheurs diminuent."

Je ne veux pas croire qu'ils manifestent si peu de clairvoyance et de foi dans leur province pour ne rêver pour les Gaspésiens que l'état de prolétaire. Savez-vous, M. l'Orateur, que plus de 300 jeunes Gaspésiens suivent actuellement des cours universitaires, sans compter les centaines de jeunes gens qui suivent des cours spécialisés dans les écoles de pêcheries, aussi bien que dans les écoles techniques et d'arts et métiers du Bas-Saint-Laurent?

Il y a actuellement plus de 50 jeunes gens des Îles-de-la-Madeleine qui fréquentent les divers collèges classiques de la province.

Personne, M. l'Orateur, ne pourra comprimer les élans de l'âme gaspésienne. Pleine d'espoir et de confiance, elle apportera une large contribution à l'avenir de la province et du pays.

3° L'industrie manufacturière

L'opinion de l'heure présente est opposée aux grandes concentrations industrielles, et l'activité économique du Québec cherche toujours à se diversifier et à se décentraliser. La hausse de la production est générale. Ce matin, nous arrive le *Financial Post* de Toronto avec un supplément spécial sur le développement de la province, sous la rubrique *Quebec in Transition*. Ce journal financier bien connu signale spécialement la tendance à la décentralisation industrielle qui stimule la prospérité partout dans la province. Il ajoute que, dans la seule région de Montréal, depuis 1945, la valeur des nouvelles usines et manufactures dépasse \$800,000,000, y compris la valeur de la machinerie et de l'équipement.

Nos régions, même les moins fortunées au point de vue agricole, comme la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent, peuvent maintenant offrir un travail bien rémunéré pour les ouvriers, sans les obliger à émigrer dans les grandes villes.

La valeur brute de la production manufacturière de la province de Québec a atteint le chiffre record de \$5,500,000,000, en 1955. Le *Financial Post* écrivait le printemps dernier "une fiévreuse expansion industrielle a produit en 10 ans des bouleversements économiques et sociaux aigus."

"D'après les statistiques officielles, écrivait-il, Québec n'a jamais connu une prospérité plus inouïe..." Dans son édition de cette semaine, le même journal déclare: "Even political opponents agree that industrial Quebec has never been more prosperous". (Même les adversaires politiques admettent que le Québec industriel n'a jamais été plus prospère).

L'événement principal du monde industriel, au cours de la dernière année, est certainement la décision de l'une des plus importantes compagnies d'aluminium de Grande-Bretagne, la British Aluminium, de construire une usine de \$130,000,000 près de Baie-Comeau. Cette usine devenait nécessaire parce que cette compagnie ne pouvait obtenir en Ecosse l'énergie électrique dont elle avait besoin pour accroître sa production et répondre à la

demande du marché mondial. En cette même année 1955, l'une des plus importantes compagnies américaines intéressées dans la fabrication de l'aluminium, la Reynolds Company, a fait l'acquisition de l'usine de l'Aluminium Rolling Mills au Cap-de-la-Madeleine. Ainsi, les plus grandes compagnies d'aluminium au monde s'installent dans notre province, malgré le fait qu'elles sont dans l'obligation d'importer la plus grande partie de leurs matières premières de la Guyanne anglaise ou de d'autres pays éloignés. Le *Financial Post*, dans son numéro du 4 février, déclare:

"United Kingdom and United States giants are moving into Quebec province."

Ils sont donc attirés dans le Québec par la richesse de nos ressources hydrauliques et la compétence de la main-d'œuvre québécoise. Dans notre province, l'Aluminium Company of Canada paiera cette année, en salaires seulement, la somme de \$57,000,000. Le Québec est donc devenu, pour la production de l'aluminium, un centre mondial où se rencontreront demain les intérêts des compagnies les plus importantes. Il est même question actuellement qu'une autre des principales compagnies productrices d'aluminium s'installe sur la Côte-nord.

Dernièrement, un des officiers supérieurs de l'Aluminum Company of Canada déclarait que sa compagnie avait été dans l'obligation de refuser la vente de 211,400 tonnes d'aluminium. Il semble bien qu'il ne soit pas possible de prévoir le jour où cette industrie pourra répondre à toutes les demandes du marché.

Les membres de l'opposition continuent de protester de temps à autre contre la politique du gouvernement dans le Nouveau-Québec. Je ne sais s'ils ont eu l'occasion d'examiner tout ce que l'extraction du minerai de fer et du titane a pu apporter à la Côte-Nord et au Nouveau-Québec. La Côte-Nord était l'une des régions les plus désolées et les plus pauvres de la province, où seul l'avion pouvait pénétrer.

Depuis 10 ans, son développement a exigé des capitaux pour une somme qui dépasse certainement \$1,500,000,000. Il est bien difficile d'évaluer à combien d'ouvriers, à combien de techniciens, à combien d'ingénieurs, il a fallu faire appel pour réaliser ces travaux gigantesques. Ces entreprises nouvelles fournissent aujourd'hui à des milliers d'ouvriers l'emploi nécessaire pour assurer la subsistance de leur famille. S'il fallait mettre de côté le geste posé en 1945 par le gouvernement de l'Union nationale, il faudrait de toute nécessité

effacer de la carte de la province, à l'heure actuelle, non seulement des usines nombreuses, des voies de communication, mais des villes et des villages, et nous aurions dans nos grandes concentrations urbaines un nombre plus grand de sans-travail et de miséreux.

Ce développement a certainement influencé toute l'industrie de la construction au cours de l'année 1955, car cette industrie a marqué des gains plus considérables dans le Québec que dans l'Ontario. Elle a enregistré une augmentation de 38.4 % dans l'Ontario et de 44.7 % dans le Québec. Dans l'Ontario, la valeur de la construction est passée de \$930,746,400, en 1954, à \$1,300,287,700, en 1955. Dans le Québec, cette valeur est passée de \$538,079,200 à \$778,843,900, en 1955. Ces chiffres sont tirés du *Maclean Building Report*.

Tout ce qui a été réalisé dans le Nouveau-Québec et sur la Côte-Nord n'est qu'un commencement. Certains observateurs expriment l'opinion qu'il y aura, d'ici 10 ans, des villes de 20,000 âmes dans cette région hier désolée. La possibilité d'usines sidérurgiques se précise chaque jour davantage, et je suis assuré que ces usines deviendront bientôt une réalité. D'ailleurs, comparez les débuts de toutes nos régions nouvelles et vous serez obligés de conclure qu'aucune ne nous a apporté autant de motifs d'espoir et autant de promesses de progrès.

III Faits saillants

1° L'année financière 1955-1956 se terminera par un surplus au compte ordinaire au montant approximatif de \$83,081,000, soit le onzième surplus en 11 années d'administration;

2° Les revenus pour l'année 1955-1956 s'élèveront à environ \$389,468,000;

3° Le surplus au compte ordinaire de \$83,081,000 servira au paiement de toutes les dépenses imputables au capital qui s'élèveront à environ \$83,006,000;

4° La dette nette de la province, au 31 mars 1956, s'élèvera à environ \$270,000,000, soit une diminution de \$38,000,000, comparativement au montant de la même dette au 31 mars 1945;

5° Les revenus de l'année 1956-1957 s'élèveront, d'après nos prévisions, à la somme de \$374,266,500, alors que les dépenses ordinaires se chiffreront à la somme de \$317,636,427. Ce résultat assure donc un surplus au compte ordinaire de \$56,630,073;

6° Le budget de 1956-1957 prévoit des dépenses imputables au capital pour une somme totale de \$56,465,000;

7° La valeur brute de la production totale de la province s'élève à la somme de \$5,500,000,000 pour l'année 1955;

8° La valeur brute de la production forestière pour l'année 1955 atteindra près de \$800,000,000;

9° La production minière de la province, qui se chiffrait l'an passé à la somme de \$286,000,000, atteindra, pour l'année 1955, la somme de \$385,000,000;

10° La production de l'amiante a quadruplé depuis 1945, pour s'élever l'an passé à une valeur de \$90,000,000;

11° L'année 1955 est l'une des plus importantes pour l'industrie de l'aluminium dans notre province, depuis la construction de la gigantesque usine d'Arvida. En effet, deux importantes compagnies mondiales s'installent pour la première fois dans notre province. La British Aluminium Company décide de construire une usine de \$130,000,000 à Baie-Comeau, alors que la Reynolds Company achète une usine au Cap-de-la-Madeleine;

12° Au cours de l'année 1955, une somme de \$3,100,000,000 a été payée en salaires et gages dans notre province.

Conclusions

M. l'Orateur, j'espère que mes réflexions sur la situation du Québec n'ont pas ébranlé votre patience. Les réalisations de l'administration durant la présente année et les projets inscrits au budget pour l'an prochain démontrent d'une manière bien imparfaite le développement fantastique du Québec.

Le budget, c'est le miroir d'un État et du peuple qui l'habite. Il reflète la joie ou l'anxiété, la misère ou la prospérité. Il concrétise l'histoire économique de la province. Si mon exposé vous a paru trop long, songez, M. l'Orateur, que les réalisations de l'Union nationale sont d'une telle envergure que des volumes entiers pourraient leur être consacrés.

Dans toutes les parties de notre immense territoire, plus grand que la France, l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, les cheminées d'usines s'élèvent, des milliers de demeures se construisent, des routes nouvelles se tracent à travers la forêt, les rives de cours d'eau larges comme des fleuves se relient par des ponts d'acier des plus modernes, de nouveaux barrages augmentent notre potentiel

d'énergie électrique, de nouvelles villes, comme Chapais, Hauterive, Murdochville, Schefferville. Chibougamau, Sept-Îles, Barville, et de nouveaux villages s'élèvent dans des régions autrefois désertiques; villes et villages où de nouvelles écoles assureront à la génération montante l'éducation nécessaire, où de nouveaux hôpitaux abriteront la souffrance pour y faire rayonner l'espérance, villes et villages modernes où flottera le drapeau fleurdelisé, symbole sacré de nos croyances et de nos traditions, arboré pour la première fois sur la tour du parlement, le 21 janvier 1948.

En évoquant devant vous, M. l'Orateur, les splendides réalisations de l'Union nationale et spécialement en songeant au développement du Nouveau-Québec, je me rappelle une page intéressante du deuxième volume de la biographie de Sir John Macdonald⁷, par le professeur Donald Creighton. L'histoire rappelle les difficultés presque insurmontables rencontrées par le premier ministre du Canada pour unir les provinces de l'Est avec les territoires de l'Ouest et atteindre par un ruban d'acier l'océan Pacifique. Il évoque les années troubles de 1885, 1886 et 1887.

Les provinces réclamaient une plus large mesure d'autonomie. Ontario et Québec, dans un légitime désir d'expansion, voulaient étendre leur territoire vers le nord, l'Ontario jusqu'à la baie d'Hudson, Québec à la baie d'Ungava. On disait à Sir John: "Mais, ces territoires sont déserts. Pourquoi accumuler les problèmes, quand le pays est embarrassé par l'augmentation de la dette publique, conséquence de la construction du Pacifique Canadien?" Et Sir John A. Macdonald de répondre à son collègue Campbell:

"Fondateurs que nous sommes d'une nation, il nous faut porter nos regards vers un avenir encore bien éloigné. Je sais bien que l'on dira que le territoire complémentaire, que réclament l'Ontario et le Québec, est inculte et désolé. On s'exprimait de la même manière en parlant de la région de la Rivière Rouge et du Nord-Ouest. Je suis enclin à croire qu'une grande partie de la vaste région que demandent les deux provinces sera susceptible de loger et logera une importante population."

Vous avez compris, M. l'Orateur, la portée immense des paroles prononcées en 1887 par le brillant homme d'État. Il a eu foi, avant les autres, en l'avenir du Nord canadien. Songez qu'il a fallu attendre 60 ans l'exploitation des riches gisements de l'Ungava. Il a fallu attendre 60 ans la construction d'un chemin de fer pour relier Sept-Îles au lac Knob, sur une longueur de plus de 350 milles. Il a fallu

attendre 60 ans pour que le désert et la désolation cèdent la place à l'activité industrielle et à la civilisation. Deux grands Canadiens ont manifesté aussi leur confiance en l'avenir du Nord québécois. Je veux parler de Sir Wilfrid Laurier et de Sir Lomer Gouin qui ont coopéré très étroitement pour assumer, en 1905, l'annexion du territoire de l'Ungava à notre province. Mais là s'est bornée leur action. Quarante ans plus tard, un autre homme d'État a non seulement exprimé sa confiance en l'avenir du Nouveau-Québec, il l'a courageusement gravée dans la réalité. C'est le premier ministre de notre province qui a su renouer à travers les années la grande tradition des découvreurs et des bâtisseurs de notre pays. Son œuvre est désormais impérissable et l'histoire lui rendra un témoignage éclatant d'appréciation et de reconnaissance.

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens. (Voir le tableau ci-dessous)

Tableau No 1

Province de Québec

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1956**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

| | | |
|--|----------------------|-----------------|
| Sur les corporations (capital) | \$16,000,000.00 | |
| Sur les corporations (profits) | <u>54,000,000.00</u> | \$70,000,000.00 |
| Impôt provincial sur le revenu | | 28,000,000.00 |
| Sur la gazoline..... | | 67,400,000.00 |
| Ventes | 49,500,000.00 | |
| <i>À déduire:</i> | | |
| Partie attribuée au fonds d'éducation..... | <u>24,500,000.00</u> | 25,000,000.00 |
| Sur les successions..... | | 38,000,000.00 |
| Sur le tabac..... | | 13,500,000.00 |
| Sur transferts de valeurs mobilières..... | | 1,600,000.00 |

Loi de l'assistance publique:

| | | |
|---------------------------------------|---------------------|-------------------|
| Courses..... | 2,250,000.00 | |
| Divertissements..... | 2,860,000.00 | |
| Pour hôpitaux (sur repas)..... | <u>4,710,000.00</u> | 9,820,000.00 |
| Pour la prévention des incendies..... | | <u>128,000.00</u> |

\$253,448,000.00

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1956 (suite)**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

| | | | |
|--|---------------------|----------------------|---------------|
| Ressources naturelles: | | | |
| Terres et Forêts | 16,375,000.00 | | |
| Mines..... | 4,448,000.00 | | |
| Ressources hydrauliques..... | 3,824,000.00 | | |
| Chasse | 1,613,000.00 | | |
| Pêcheries | 15,000.00 | | |
| Terres de colonisation | 46,000.00 | | |
| Attribué au Fonds d'éducation: | | | |
| Droits de coupe | 683,000.00 | | |
| Ressources hydrauliques..... | <u>5,508,000.00</u> | <u>6,191,000.00</u> | 32,512,000.00 |
| Licences et permis: | | | |
| Véhicules automobiles..... | 27,500,000.00 | | |
| Hôtels, restaurants, etc. | 580,000.00 | | |
| Loi de l'assistance publique..... | 225,000.00 | | |
| Divers..... | <u>570,000.00</u> | | 28,875,000.00 |
| Honoraires et divers: | | | |
| Loi de l'assistance publique..... | 1,000,000.00 | | |
| Département du procureur général..... | 1,084,000.00 | | |
| Transports et Communications | 430,000.00 | | |
| Département du Travail | 845,000.00 | | |
| Secrétariat de la province..... | 200,000.00 | | |
| Terres et Forêts | 72,000.00 | | |
| Divers..... | <u>487,000.00</u> | | 4,118,000.00 |
| Intérêts: | | | |
| Placement des fonds d'amortissement | 3,400,000.00 | | |
| Divers comptes..... | <u>799,000.00</u> | | 4,199,000.00 |
| Fonds d'éducation | 32,217,000.00 | | |
| À déduire: | | | |
| Revenus figurant à la rubrique Ressources naturelles | <u>6,191,000.00</u> | | 26,026,000.00 |
| Commission des liqueurs de Québec: | | | |
| Impôt spécial sur les spiritueux (S.R.Q., 1941, chapitre 255, article 31) | 1,675,000.00 | | |
| Permis et droits | 11,500,000.00 | | |
| Compte de commerce | 24,000,000.00 | | |
| À déduire: | | | |
| Octroi à l'assistance publique | <u>1,000,000.00</u> | <u>23,000,000.00</u> | 36,175,000.00 |

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1956 (suite)**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

| | |
|-------------------------|-------------------|
| Autres revenus: | |
| Subside canadien..... | 3,173,000.00 |
| Amendes, etc..... | 743,000.00 |
| Divers..... | <u>199,000.00</u> |
| | 4,115,000.00 |
| Total des revenus | \$389,468,000.00 |

Province de Québec

Tableau No 2

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1956**

9 mois terminés - 3 mois en cours

| <i>Départements</i> | <i>Total</i> | Dépenses | |
|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------|
| | | <i>Ordinaires</i> | <i>En immobilisations</i> |
| Affaires municipales | 3,169,000.00 | 3,169,000.00 | ..... |
| Agriculture | 21,781,000.00 | 21,731,000.00 | 50,000.00 |
| Bien-être social et Jeunesse | 34,870,000.00 | 31,570,000.00 | 3,300,000.00 |
| Chasse | 2,753,000.00 | 2,378,000.00 | 375,000.00 |
| Colonisation | 12,427,000.00 | 10,277,000.00 | 2,150,000.00 |
| Conseil exécutif | 10,675,000.00 | 10,675,000.00 | ..... |
| Finances | 7,100,000.00 | 7,100,000.00 | ..... |
| Industrie et Commerce | 1,455,000.00 | 1,455,000.00 | ..... |
| Instruction publique | 53,536,000.00 | 53,536,000.00 | ..... |
| Législation..... | 1,209,000.00 | 1,209,000.00 | ..... |
| Mines..... | 4,635,000.00 | 1,735,000.00 | 2,900,000.00 |
| Pêcheries | 3,270,000.00 | 2,920,000.00 | 350,000.00 |
| Procureur général | 10,956,000.00 | 10,956,000.00 | ..... |
| Ressources hydrauliques | 5,224,000.00 | 1,258,000.00 | 3,966,000.00 |
| Santé..... | 60,294,000.00 | 60,254,000.00 | 40,000.00 |
| Secrétaire de la province | 1,919,000.00 | 1,919,000.00 | ..... |
| Terres et Forêts | 7,798,000.00 | 7,798,000.00 | ..... |
| Transports et Communications | 514,000.00 | 514,000.00 | ..... |
| Travail..... | 2,435,000.00 | 2,435,000.00 | ..... |
| Travaux publics..... | 23,066,000.00 | 12,091,000.00 | 10,975,000.00 |
| Voirie | <u>91,455,000.00</u> | <u>32,555,000.00</u> | <u>58,900,000.00</u> |
| | <u>\$360,991,000.00</u> | <u>\$277,985,000.00</u> | <u>\$83,006,000.00</u> |
| Service de la dette publique | \$ 28,402,000.00 | \$ 28,402,000.00 | |

*Sommaire***Compte ordinaire :**

| | | |
|---|----------------------|--------------------------------|
| Revenus..... | | \$389,468,000.00 |
| Dépenses: | | |
| Ordinaires..... | \$277,985,000.00 | |
| Service de la dette publique..... | <u>28,402,000.00</u> | <u>\$306,387,000.00</u> |
| Surplus au compte ordinaire..... | | <u>\$ 83,081,000.00</u> |

Compte immobilisation \$ 83,006,000.00

Tableau No 3

Province de Québec

**Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1956-1957**

| <i>Départements</i> | <i>Total</i> | Dépenses | |
|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | | <i>Ordinaires</i> | <i>En immobilisations</i> |
| Affaires municipales..... | 4,307,200.00 | 4,307,000.00 | ..... |
| Agriculture..... | 22,058,000.00 | 21,858,000.00 | 200,000.00 |
| Bien-être social et Jeunesse..... | 36,581,500.00 | 32,181,500.00 | 4,400,000.00 |
| Chasse..... | 2,883,000.00 | 2,588,000.00 | 295,000.00 |
| Colonisation..... | 13,690,000.00 | 10,690,000.00 | 3,000,000.00 |
| Conseil exécutif..... | 5,890,000.00 | 5,890,000.00 | ..... |
| Finances..... | 7,096,660.00 | 7,096,660.00 | ..... |
| Industrie et Commerce..... | 1,651,700.00 | 1,651,700.00 | ..... |
| Instruction publique..... | 57,881,867.00 | 57,381,867.00 | 500,000.00 |
| Législation..... | 1,228,000.00 | 1,228,000.00 | ..... |
| Mines..... | 4,176,000.00 | 1,876,000.00 | 2,300,000.00 |
| Pêcheries..... | 3,246,000.00 | 2,896,000.00 | 350,000.00 |
| Procureur général..... | 11,040,000.00 | 11,040,000.00 | ..... |
| Ressources hydrauliques..... | 6,119,000.00 | 2,544,000.00 | 3,575,000.00 |
| Santé..... | 65,251,000.00 | 65,231,000.00 | 20,000.00 |
| Secrétaire de la province..... | 2,629,400.00 | 2,129,400.00 | 500,000.00 |
| Terres et Forêts..... | 6,695,000.00 | 6,695,000.00 | ..... |
| Transports et Communications..... | 550,000.00 | 550,000.00 | ..... |
| Travail..... | 2,580,000.00 | 2,580,000.00 | ..... |
| Travaux publics..... | 24,325,600.00 | 13,800,600.00 | 10,525,000.00 |
| Voirie..... | <u>65,760,000.00</u> | <u>34,960,000.00</u> | <u>30,800,000.00</u> |
| | <u>\$345,640,427.00</u> | <u>\$289,175,427.00</u> | <u>\$ 56,465,000.00</u> |
| Service de la dette publique..... | \$ 28,461,000.00 | \$ 28,461,000.00 | |

*Sommaire***Compte ordinaire :**

| | | |
|---|------------------|--------------------------------|
| Revenus..... | | \$374,266,500.00 |
| Dépenses: | | |
| Ordinaires..... | \$289,175,427.00 | |
| Service de la dette publique | 28,461,000.00 | <u>\$317,636,427.00</u> |
| Surplus au compte ordinaire..... | | <u>\$ 56,630,073.00</u> |
| Compte immobilisation | | <u>\$ 56,465,000.00</u> |

*Tableau No 4**Province de Québec*

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1956-1957**

Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

| | | |
|--------------------------------------|----------------------|-----------------|
| Sur les corporations (capital) | \$16,000,000.00 | |
| Sur les corporations (profits) | <u>54,500,000.00</u> | |
| | | \$70,500,000.00 |
| Impôt provincial sur le revenu | | 28,500,000.00 |
| Sur la gasoline..... | | 68,500,000.00 |
| Ventes | 50,000,000.00 | |

À déduire:

| | | |
|---|----------------------|---------------|
| Partie attribuée au Fonds d'éducation..... | <u>25,000,000.00</u> | |
| | | 25,000,000.00 |
| Sur les successions | | 17,000,000.00 |
| Sur le tabac..... | | 13,500,000.00 |
| Sur transferts de valeurs mobilières | | 1,300,000.00 |

Loi de l'assistance publique:

| | | |
|--------------------------------|---------------------|--------------|
| Courses..... | 2,275,000.00 | |
| Divertissements..... | 2,400,000.00 | |
| Pour hôpitaux (sur repas)..... | <u>4,650,000.00</u> | |
| | | 9,325,000.00 |

| | | |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------------|
| Pour la prévention des incendies..... | <u>130,000.00</u> | |
| | | \$233,755,000.00 |

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1956-1957 (suite)**

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

| | | |
|--|---------------------|----------------------|
| Ressources naturelles: | | |
| Terres et Forêts | 16,400,000.00 | |
| Mines..... | 7,600,000.00 | |
| Ressources hydrauliques..... | 4,343,000.00 | |
| Chasse | 1,500,000.00 | |
| Pêcheries | 15,000.00 | |
| Terres de colonisation | 42,000.00 | |
| Attribué au Fonds d'éducation: | | |
| Droits de coupe | 695,000.00 | |
| Ressources hydrauliques..... | <u>5,553,000.00</u> | <u>6,248,000.00</u> |
| | | 36,148,000.00 |
| Licences et permis: | | |
| Véhicules automobiles | 28,500,000.00 | |
| Hôtels, restaurants, etc. | 580,000.00 | |
| Loi de l'assistance publique..... | 225,000.00 | |
| Divers | <u>599,000.00</u> | <u>29,904,000.00</u> |
| Honoraires et divers: | | |
| Loi de l'assistance publique..... | 1,000,000.00 | |
| Département du procureur général..... | 1,135,000.00 | |
| Transports et Communications | 450,000.00 | |
| Département du Travail | 852,000.00 | |
| Secrétariat de la province..... | 200,000.00 | |
| Terres et Forêts | 60,000.00 | |
| Divers | <u>477,000.00</u> | <u>4,174,000.00</u> |
| Intérêts: | | |
| Placements des fonds d'amortissement | 3,500,000.00 | |
| Divers comptes..... | <u>710,000.00</u> | <u>4,210,000.00</u> |
| Fonds d'éducation | 32,848,000.00 | |
| <i>À déduire:</i> | | |
| Revenus figurant à la rubrique: | | |
| Ressources naturelles | <u>6,248,000.00</u> | <u>26,600,000.00</u> |
| Commission des liqueurs de Québec: | | |
| Impôt spécial sur les spiritueux (S.R.Q., 1941, c. 255, a. 31)..... | 1,500,000.00 | |
| Permis et droits | 11,500,000.00 | |
| Compte de commerce | 23,500,000.00 | |
| <i>À déduire:</i> | | |
| Octroi à l'assistance publique | <u>1,000,000.00</u> | <u>22,500,000.00</u> |
| | | 35,500,000.00 |

Revenus probables pour l'exercice financier 1956-1957 (suite)

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

| | |
|-------------------------|---------------------|
| Autres revenus: | |
| Subside canadien..... | 3,173,400.00 |
| Amendes, etc..... | 660,100.00 |
| Divers..... | <u>142,000.00</u> |
| | <u>3,975,500.00</u> |
| Total des revenus | \$374,266,500.00 |

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné. Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 142 modifiant la charte de la cité de Lauzon, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-article 175, les mots "25^e jour de mars" par ce qui suit: "deuxième lundi du mois de mai";

2. L'article 9 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-article 179, les mots "1^{er} jour d'avril" par ce qui suit: "2^e lundi du mois de mai";

3. Ce qui suit est inséré à la suite de l'article 11 comme article 12:

"12. L'article 15 de la loi 15-16 George VI, chapitre 82, édicté pour la cité de Lauzon, est modifié en remplaçant le sous-paragraphe 1^oa du paragraphe a par le suivant:

"1^oa. Toutefois, sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et du ministre des Affaires municipales et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter, d'ici "le 1^{er} jour de mai 1958", un règlement de construction et de zonage modifiant ou remplaçant ses règlements existants à ce sujet; mais

une fois le nouveau règlement adopté, ce nouveau règlement ne pourra être modifié ou remplacé que conformément aux dispositions ci-dessus:";

4. Les articles 12, 13, 14, 15 et 16 deviennent articles 13, 14, 15, 16 et 17;

5. L'article 17, qui serait devenu l'article 18, est biffé.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 160 modifiant la charte de la cité de Magog, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est biffé;

2. Les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 deviennent les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11;

3. L'article 12, devenu l'article 11, est modifié en remplaçant, dans le sous-article 71, le deuxième paragraphe qui commence par les mots "Les taxes provenant" et se termine par les mots "un autre taux" par ce qui suit:

"2. Les taxes provenant de la colonne no 3 seront divisées entre le bureau des commissaires d'écoles catholiques et le bureau des commissaires d'écoles protestants, proportionnellement à la population catholique et protestante de la cité, d'après le dernier recensement (fait suivant l'article 87 de la présente loi), et les deux bureaux devront se rencontrer conjointement pour s'entendre sur le taux des taxes à imposer sur les propriétés dans la colonne no 3, pourvu que le taux maximum des taxes à imposer sur les propriétés de la colonne no 3 soit celui déjà fixé au plus haut taux imposé sur les propriétés dans la colonne no 1 ou sur les propriétés dans la colonne no 2.

"Cependant, dans le cas où les deux bureaux ne s'entendraient pas sur le taux à être imposé sur les

propriétés dans la colonne no 3, le taux est fixé par les présentes à quinze millièmes dans le dollar."

4. Les articles 13, 14 et 15 deviennent les articles 12, 13 et 14.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 207 constituant en corporation la ville d'Anjou, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Ce qui suit est inséré après l'article 12 comme article 13:

"13. L'article 103 de la loi des cités et des villes est modifié, pour la ville, en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Il ne sera pas nécessaire que le greffier ou trésorier ou secrétaire-trésorier habitent ou résident dans la municipalité";

2. Les articles 13 à 34 inclusivement deviennent les articles 14 à 35 respectivement;

3. L'article 35, qui devient l'article 36, est modifié, dans la première ligne à la page 18, en remplaçant le numéro de cadastre "515" par "513";

4. Ce qui suit est ajouté après l'article 35, devenu l'article 36, comme articles 37, 38 et 39:

"37. Les conventions intervenues devant Me L. Auguste Marchessault, N.P., le 21^e jour de novembre 1955, sous les nos 12,800 et 12,801 de ses minutes, entre la cité de Montréal et la corporation de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice, relativement à la fourniture des services d'aqueduc et d'égouts sont confirmées et ratifiées à toutes fins que de droit, et déclarées valides et obligatoires pour la ville d'Anjou et la cité de Montréal, et lient les parties.

"38. La ville est autorisée à passer tout contrat et tout règlement et à imposer toute taxe requise pour donner suite à une ordonnance de la Régie des services publics rendue le 22 juillet 1955, dans une cause portant le no 5,414 entre la corporation de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice et la cité de Montréal et pour remplir les obligations découlant des contrats mentionnés à l'article précédent.

"39. La présente loi valide, confirme et ratifie à toutes fins que de droit le règlement d'emprunt no 42 passé les 6 et 19 septembre 1955 par le conseil de la corporation de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice pour la construction d'un réseau d'aqueduc et d'un système d'égouts sur les rues Azilda et Baldwin et rues transversales, le tout en conformité d'une ordonnance de la Régie des services publics rendue le 22 juillet 1955.";

5. L'article 35 devient l'article 40.

Projets de loi:

Charte de Lauzon

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 142 modifiant la charte de la cité de Lauzon.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Magog

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 modifiant la charte de la cité de Magog.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Anjou

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 207 constituant en corporation la ville d'Anjou.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. Selon l'article 332 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1941, à la page 112, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 6 (§ 6) du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siége, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

2. Voir note 1.

3. Dwight David Eisenhower (1890-1969), surnommé "Ike", est le trente-quatrième président des États-Unis d'Amérique. Il est élu pour deux mandats le 20 janvier 1953 jusqu'au 20 janvier 1961.

4. Clarence Decatur Howe (1886-1960), député libéral de Port Arthur en Ontario, de 1935 à 1957. Il devient ministre des Transports à Ottawa, en 1936, dans le cabinet de Mackenzie King, et à ce titre, il contribue à la création des Lignes aériennes Trans-Canada (par la suite Air Canada). En 1940, il devient ministre des Munitions et Approvisionnements, ayant pour mission de diriger le programme national de production de guerre. Pendant les années 50, Howe cherche à développer certains secteurs comme celui de l'acier et, en tant que ministre du Commerce, il s'emploie à stimuler le commerce canadien.

5. Édouard Montpetit (1881-1965) est avocat, économiste et professeur universitaire. En 1920, il fonde l'École des sciences sociales économiques et politiques de l'Université de Montréal et en prend la direction. Pour le gouvernement de la province de Québec, il préside deux commissions d'enquête: la Commission des assurances sociales, de 1930 à 1932, et la Commission d'enquête sur la fiscalité, de 1937 à 1940.

6. Formée par le gouvernement fédéral en 1937, la Commission royale Rowell-Sirois, du nom de ses présidents, Newton Rowell et Joseph Sirois, enquête sur les relations entre le gouvernement et les provinces. Elle s'attarde particulièrement à examiner la distribution des pouvoirs législatifs entre les paliers de gouvernement à la lumière de l'évolution de la situation économique depuis la Confédération. Son rapport sera déposé en 1940, lequel proposera une définition des rôles qui favorise l'extension des charges et pouvoirs de l'État fédéral.

7. Sir John Alexander Macdonald (1815-1891). Député conservateur (1844), il fut l'artisan de la Confédération et de la création du dominion du Canada, dont il présida le premier cabinet (1857-1873). Il dut démissionner par suite du "scandale du Pacifique" (contributions d'entreprises à la caisse électorale). Macdonald redevint premier ministre en 1878 et le resta jusqu'à sa mort (1891).

Séance du mardi 7 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Chiropratique au Québec

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que le bill 220 de la chiropratique dans la province de Québec n'ayant pas été adopté par la Chambre, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Succession James McCready

M. Johnson (Bagot) propose que le bill 133 concernant la succession de James McCready n'ayant pas été adopté par la Chambre, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Voies et moyens:

**Débat sur le budget
1956-1957 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 3 février courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)¹: M. l'Orateur, l'honorable ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) a prononcé la semaine dernière son douzième discours sur le budget, et il est loisible de croire qu'il l'a fait pour la dernière fois. En effet, après avoir porté pendant 12 ans le fardeau des surplus fictifs et des déficits réels, le ministre doit

songer à la sérénité d'une retraite où la vie est plus douce et le passif plus léger. Cette retraite, souhaitons qu'il l'accepte de son parti plutôt que de se la faire imposer par ceux qu'il a régulièrement grevés pendant toutes ces années. Son parti la lui doit bien, d'ailleurs, car cette année encore le discours sur le budget, prononcé par le ministre des Finances, est consacré à la glorification de ce parti qui contrôle, plutôt qu'il ne dirige, les affaires publiques de la province.

C'est sans doute à cause de la place que prend le parti dans les préoccupations financières du ministre que, cette année, celui-ci ne rend pas compte dans son discours de la dernière administration financière, soit celle de l'année 1954-1955. Le ministre a, en effet, consacré 11 pages de son texte à échauffer de laborieuses considérations en vue de chercher à "embrouiller l'opinion publique", pour employer une expression dont il s'est servi, quant au sens véritable qu'il faut donner au mot "dette". En ce faisant, il allait jusqu'à renier le principe qu'il avait lui-même posé dans son discours sur le budget de 1945.

Mais, dans son discours, le ministre n'a fait aucune mention de l'administration financière terminée le 31 mars dernier, il n'a fait aucun commentaire à ce sujet, il n'a pas daigné donner une seule explication sur l'usage que son gouvernement avait fait des deniers publics au cours de l'exercice 1954-1955, il n'a pas tenté d'expliquer ses écarts budgétaires, il n'a pas essayé d'expliquer pourquoi son gouvernement avait dépensé au-delà du budget voté par le Parlement, et il est resté silencieux en face du déficit de \$21,000,000 enregistré au cours de ce même exercice financier. À part la déclaration inopportune qu'il avait cru devoir faire aux derniers jours de l'année fiscale, à l'effet que "la province terminait l'année financière 1954-1955 sans aucun bon du Trésor" (dont je parlerai tout à l'heure), le ministre a été d'un mutisme absolu, de même qu'il avait gardé le silence lors de la publication, dans la *Gazette Officielle* du 27 juillet 1955, de l'état sommaire des revenus et des dépenses, croyant sans doute que le seul fait de déposer les *Comptes publics* sur la table au commencement de la session était suffisant pour éclairer l'opinion publique.

De notre côté, croyant que les faits qui se sont déroulés durant la dernière année financière sont encore plus révélateurs que les prévisions, nous nous y attacherons avant de passer à l'examen de l'exercice en cours et de celui qui commencera le 1^{er} avril de cette année. Je procéderai donc comme

suit: 1. Exercice financier terminé le 31 mars 1955; 2. Exercice financier commencé le 1^{er} avril 1955, qui se terminera le 31 mars de cette année; 3. Prévisions budgétaires pour l'exercice financier qui commencera le 1^{er} avril de cette année et se terminera le 31 mars de l'an prochain.

EXERCICE FINANCIER 1954-1955
(1^{ER} AVRIL 1954 - 31 MARS 1955)

*1. Les prévisions du ministre des Finances
1954-1955*

| | |
|-----------------------|---------------|
| Revenus..... | \$322,955,400 |
| Dépenses totales..... | \$321,246,660 |

| | |
|---------------|--------------|
| Surplus | \$ 1,708,740 |
|---------------|--------------|

Le 12 février 1954, le ministre des Finances, dans son discours sur le budget, prévoyait des revenus de \$322,955,400 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1955, et il ajoutait que les dépenses totales du gouvernement s'élèveraient à \$321,246,660, dont \$269,655,660 pour les dépenses ordinaires et \$51,591,000 pour les dépenses en immobilisations. De ces chiffres, le ministre allait jusqu'à laisser croire que l'exercice financier 1954-1955 se solderait par un surplus global de \$1,708,740. Les députés reçurent donc une demande du ministère des Finances, à l'effet de voter un budget de dépenses au montant total de \$321,246,660. Le Parlement, faisant suite à cette demande, autorisa le gouvernement à effectuer des dépenses pour ce montant au cours de l'année financière 1954-1955.

Au point de vue pratique, que valait cette autorisation? À ce même point de vue, que valait également l'ordre donné par les députés de ne pas dépenser plus que ce montant? Pour connaître la réponse à cette question, il suffit, après avoir rappelé les prévisions et les demandes du ministre des Finances, de se placer devant le fait accompli, c'est-à-dire devant les résultats définitifs de l'année financière 1954-1955.

*2. Les résultats définitifs
de 1954-1955*

| | |
|-----------------------------|------------------|
| a) Revenus ordinaires | \$335,076,455.67 |
| Dépenses..... | \$356,378,288.51 |

| | |
|--------------|------------------|
| Déficit..... | \$ 21,302,288.51 |
|--------------|------------------|

b) \$80,000,000 dépensés au-delà du budget voté.

Comment connaître ces résultats? Il suffit d'ouvrir les *Comptes publics* de la province pour l'exercice clos le 31 mars 1955, c'est-à-dire ceux qui ont été déposés au cours de la présente session. En ce faisant, on s'aperçoit que, pour la dixième fois en 10 ans, le ministre des Finances a été incapable de faire concorder ses prévisions budgétaires avec la réalité.

En effet, les *Comptes publics* de 1954-1955 nous révèlent que les revenus ordinaires de la province, estimés par le ministre des Finances à \$322,955,400, se sont élevés en réalité à \$335,076,455.67, soit \$12,121,055.67 de plus que les prévisions du ministre. Par contre, - et c'est cela qui est grave - le gouvernement avoue avoir dépensé une somme de \$356,378,744.18 alors que les députés ne l'ont autorisé à dépenser que \$321,246,660. Un simple calcul nous apprend alors que le gouvernement a dépensé \$35,132,084.18 de plus que le montant autorisé par les membres de l'Assemblée législative.

Il ressort enfin que le surplus global de \$1,708,740, prévu par le ministre des Finances, a été totalement englouti sous l'avalanche des dépenses gouvernementales, ce qui a entraîné pour l'exercice 1954-1955, un nouveau déficit de \$21,302,288.51. Pour simplifier les choses, disons que le gouvernement a reçu, pendant l'année fiscale 1954-1955, \$335,076,455.67 et qu'il a dépensé \$356,378,744.18. Il est fatal, dans ces circonstances, que le ministre des Finances soit à court de plus de \$21,000,000.

Encore une fois, je répéterai ici que le ministre des Finances peut être excusable, jusqu'à certain point, de se tromper dans ses prévisions quant à la rentrée des fonds, mais il ne l'est plus quand il s'agit des dépenses à faire². Les revenus peuvent être accrus sans qu'il n'en soit de sa faute. Il suffira, par exemple, de quelques mortalités et de quelques grosses successions pour augmenter considérablement les revenus. Par contre, le gouvernement est maître des dépenses, et si elles dépassent ses prévisions, c'est que cela a été voulu et autorisé.

Les écarts dans les prévisions du ministre des Finances ont été de taille encore cette année: un écart de \$12,121,055.67 dans ses estimés concernant les revenus ordinaires, un écart de \$35,132,084.18 entre le budget voté et les dépenses faites, un écart de \$23,011,028.51 entre le surplus prévu de \$1,708,740 et le déficit avoué, mais non annoncé, de \$21,302,288.51.

Ces écarts ne constituent pas un fait isolé; ils sont la règle générale depuis 1944. Chaque année, en effet, "avec une constance remarquable", comme disait M. Marler³, le ministre des Finances a toujours

annoncé d'avance un équilibre budgétaire annuel. Avec une constance non moins remarquable, chaque année la réalité a toujours dépassé la fiction, ou plutôt, ce qui revient au même, les prévisions du ministre, et ce, à un rythme toujours plus considérable. Il est inadmissible qu'un gouvernement se permette des écarts de \$30,000,000 à \$35,000,000 au-delà des autorisations législatives dans le domaine de la dépense. Cela devient purement et simplement de l'illégalité, d'une part, et du mépris, d'autre part, pour le parlementarisme.

Ceci dit, j'ajoute que les revenus, les dépenses et le déficit de 1954-1955 ont été encore plus considérables que les chiffres ci-dessus mentionnés. Le gouvernement, en effet, conscient sans doute des déficiences de son administration financière, n'en a révélé qu'une partie.

L'an dernier, il m'a été donné de signaler qu'en plus des revenus ordinaires encaissés par le ministère des Finances, un grand nombre de départements reçoivent, eux aussi, des sommes importantes d'argent qu'ils s'empressent de dépenser, chacun de leur côté, sans les verser dans le fonds consolidé du revenu de la province. En d'autres termes, un département reçoit de l'argent du gouvernement fédéral; il ne verse pas cet argent dans le fonds commun, qui est le fonds consolidé, mais il le dépense directement de lui-même sans en demander l'autorisation à la Chambre. C'est ainsi qu'en 1954-1955, les départements ont encaissé des revenus additionnels s'élevant à \$45,419,300.48, soit en vente de matériel, en perception d'amendes ou de peines, en diverses contributions du gouvernement fédéral s'élevant à \$22,663,000, soit en contributions des municipalités et des corporations scolaires pour un montant de \$11,000,000, en contributions de sources privées, de patients, d'indigents, contributions dont le total s'est élevé, l'an dernier, à \$6,000,000. Soulignons en passant que les indigents remboursent le gouvernement. (*Comptes publics 1954-1955*, C-15, page 19).

Tous ces revenus additionnels se sont élevés, en 1954-1955, à \$45,419,300.48, et on doit les ajouter au montant du revenu ordinaire de \$335,076,455.67, ce qui porte, par conséquent, à \$380,495,756.15 le montant total que le gouvernement a reçu au cours du dernier exercice financier.

Qu'ont fait les départements avec cette somme additionnelle de \$45,419,300.48? Ils l'ont directement dépensée. Il faut donc l'ajouter à la dépense budgétaire de \$356,378,744.18, ce qui signifie que le gouvernement a dépensé, en réalité, \$401,798,044.66 pendant l'année financière 1954-

1955. Or, l'Assemblée législative n'avait pas autorisé une dépense de \$401,000,000, mais bien une dépense de \$321,000,000 en chiffres ronds, d'où un écart d'au-delà de \$80,000,000 en excédent des autorisations accordées par le Parlement. Ce procédé constitue une autre manœuvre irrégulière à laquelle recourt le gouvernement pour dépenser davantage au-delà des autorisations budgétaires.

En tenant compte de tous les chiffres, nous arrivons donc à la conclusion suivante, qui ne change rien cependant au déficit:

| | |
|----------------|-------------------------|
| Dépenses | \$401,798,044.66 |
| Revenus | <u>\$380,495,756.15</u> |
| Déficit | \$ 21,302,288.51 |

C'est donc près de \$500,000,000 que la province dépense annuellement, et c'est ce même montant que le contribuable est appelé à payer au Trésor provincial chaque année pour solder le coût de cette dépense formidable. Je dis le contribuable car, malheureusement, c'est sur lui que repose ce fardeau et non pas sur l'exploitation de nos ressources naturelles, comme je le démontrerai plus tard au cours de ce discours.

À ceux qui trouveront que cette somme de \$401,000,000 dépensée l'an dernier par le gouvernement de la province est une somme déjà énorme, je dirai qu'il y a lieu de croire très sérieusement à une dépense réelle encore plus considérable. En effet, le 3 février 1955, dans son discours sur le budget, le ministre des Finances déclarait textuellement que "les dépenses ordinaires pour la présente année, (qui se terminait huit semaines plus tard) se chiffrent à \$288,746,000... et que les dépenses imputables au capital se stabiliseront à \$64,596,000".

Remarquons que le ministre des Finances faisait cette déclaration au moment où l'exercice financier 1954-1955 était à la veille de se terminer, et à cinq reprises le ministre, dans son discours, a fait la même assertion en insistant toujours de façon bien catégorique que le gouvernement avait dépensé \$64,596,000 pour des immobilisations (Pages 5, 7, 36 du discours et deux endroits du tableau provisoire des dépenses de 1954-1955, page 40). C'était catégorique et précis: "Les dépenses en immobilisations pour 1954-1955 s'établiront à \$64,596,000."

À ce moment, l'année financière tirait à sa fin; il restait huit semaines avant la fermeture des livres; les travaux publics étaient complétés, - c'était au début de février. Avant de publier l'état provisoire

des dépenses pour l'exercice sur le point de se terminer, le ministre a certainement demandé des états financiers aux comptables des divers départements, afin que le ministère des Finances puisse établir de façon certaine les états financiers officiels à inclure dans le discours sur le budget.

D'autre part, les préposés à la comptabilité n'ont certainement pas dû inventer les chiffres fournis au ministère des Finances; se basant sur les documents qu'ils avaient en main, ils ont, chacun de leur côté, fait l'addition des factures qu'ils avaient devant eux pour paiement et dont le total, pour tous les ministères, s'élevait alors à \$64,596,000. Lorsque le ministre des Finances affirmait, le 3 février dernier, que, pour l'exercice 1954-1955 "les dépenses en immobilisations s'établiront à \$64,596,000", ces dépenses avaient alors été faites au cours des 10 mois antérieurs, une bonne partie en avait sans doute été payée, ce qui, avec la balance à payer à ce moment-là, faisait le total de \$64,596,000 pour des dépenses faites au titre des immobilisations.

Or, dans les *Comptes publics*, on n'a inscrit qu'un montant de \$57,937,154.78 pour des dépenses "en immobilisations", soit un montant de \$6,658,845.22 inférieur au chiffre de \$64,596,000 que le ministre des Finances avait déclaré huit semaines avant la fermeture des livres pour l'année fiscale 1954-1955. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il fait rapport dans les *Comptes publics* que d'une dépense de \$57,937,154.78, alors que cette dépense, suivant la déclaration officielle du ministre des Finances aurait été, en réalité, de \$64,596,000? Était-ce parce qu'on a gardé dans les tiroirs des comptes à payer pour des travaux en immobilisations pour une somme de \$6,658,845.22? Était-ce pour n'avoir pas à inscrire dans les *Comptes publics* un déficit de \$27,961,133.73 au lieu d'un déficit de \$21,302,288.51?

Le ministre des Finances a employé un jour l'expression suivante: "pratiquer la déflation de la vérité". Cela se passait en 1945. Ici, entre le discours du ministre des Finances sur le budget et la publication des *Comptes publics*, il s'est produit une déflation des immobilisations. Il est vrai qu'il a été dit, au cours de cette session, que l'essence du parlementarisme, c'est la discrétion.

3. Les écarts budgétaires

Les écarts budgétaires, dont il a été précédemment parlé, sont trop importants et sont de trop grande conséquence pour que l'on se contente de les constater, sans attirer l'attention de la Chambre sur le fait qu'ils indiquent, de la part de

l'administration, une totale imprévoyance. Les états financiers produits cette année ont démontré une fois de plus l'incapacité totale du gouvernement dans le domaine des prévisions budgétaires et du contrôle du budget. Au lieu de prévisions, on compile des citations d'autrui et le tour est joué. Pendant ce temps, le gouvernement affiche de plus en plus son mépris le plus absolu à l'égard des droits du Parlement en matière de contrôle des subsides. Pendant que l'on se plaît à invoquer le souvenir des luttes soutenues par nos ancêtres pour l'obtention du droit de contrôle sur les subsides, le gouvernement s'emploie à battre dangereusement en brèche ce même droit du Parlement.

Le ministre des Finances aurait avantage à relire, puisqu'il semble les avoir si vite oubliées, certaines affirmations qu'il faisait dans son discours du budget du 28 mars 1946. Rappelant le centenaire de la conquête du droit de contrôle du Parlement sur les subsides, le ministre des Finances déclarait alors:

"Il est, en effet, bien difficile d'imaginer une société où les membres auraient un droit de contrôle sur les dépenses sans posséder le même droit sur les revenus, ou bien posséderaient un contrôle sur les revenus sans avoir le même droit sur les dépenses, cette société serait basée sur des principes antidémocratiques."

"Cette victoire de 1846 fut possible grâce au courage et à la ténacité de deux générations d'hommes publics. Cependant, deux hommes de culture et de mentalités différentes que la politique et l'histoire ont associés, Louis-Hippolyte La Fontaine et Robert Baldwin, livrèrent la dernière bataille qui devait terminer la lutte et assurer la victoire aux mandataires du peuple."

"C'est donc depuis cette époque que les députés ont un droit de contrôle sur les dépenses publiques."

Comme on peut le voir, ce qui était vérité hier ne l'est plus aujourd'hui. Chaque année, le gouvernement a outrepassé par des marges de plus en plus considérables les autorisations budgétaires accordées par l'Assemblée législative. C'est un phénomène plutôt étrange de voir comment les pseudo-défenseurs de l'autonomie violent outrageusement, dans leur propre sphère, le droit le plus élémentaire que la Constitution non seulement reconnaît, mais impose aux députés: le droit et le devoir de contrôler les subsides.

Voici un tableau des budgets des dépenses votés depuis 10 ans par l'Assemblée législative de Québec avec, en regard, les montants des dépenses faites par le gouvernement:

| <i>Budgets des dépenses présentés par le ministre des Finances et approuvés par l'Assemblée législative</i> | <i>Montants dépensés d'après les états sommaires publiés dans les Comptes publics</i> | <i>Excédents sur les dépenses autorisées</i> | |
|---|---|--|--------------|
| 1945-1946 | \$ 99,854,805 | \$108,530,798 | \$ 8,675,993 |
| 1946-1947 | 107,965,650 | 131,221,261 | 23,255,611 |
| 1947-1948 | 137,843,636 | 164,352,233 | 26,508,597 |
| 1948-1949 | 141,990,457 | 225,459,435 | 83,468,978 |
| 1949-1950 | 176,497,860 | 198,196,236 | 21,698,376 |
| 1950-1951 | 200,614,860 | 234,532,403 | 33,917,543 |
| 1951-1952 | 236,726,900 | 273,860,621 | 37,133,721 |
| 1952-1953 | 260,848,244 | 321,736,737 | 60,888,493 |
| 1953-1954 | 286,904,800 | 319,448,774 | 32,543,974 |
| 1954-1955 | 321,246,660 | 356,378,744 | 35,132,084 |

Dans tous les milieux sérieux, on s'alarme, à juste titre, de la lutte dangereuse que poursuit sans relâche, depuis 10 ans, le gouvernement actuel de la province de Québec contre le principe du contrôle des dépenses par le Parlement. Le ministre et la députation ont totalement perdu le contrôle du budget et de la dépense. Les contribuables, les économistes, les financiers et les banquiers deviennent inquiets, et cela se comprend. Ainsi, dans son *Bulletin* de fin d'année, soit celui du mois de décembre 1955, la Banque Canadienne Nationale attirait l'attention du public sur le fait qu'il ne fallait pas "perdre de vue l'ensemble des finances publiques et, que l'impôt soit fédéral, provincial ou municipal, ce sont les mêmes contribuables qui paient". Et le *Bulletin* jugeait à propos de rappeler à la population que "le contrôle des dépenses est l'une des fonctions essentielles des parlements".

Un économiste, commentant dans le numéro de juillet-septembre 1955 de *L'Actualité Économique*⁶ le discours sur le budget de l'an dernier du ministre québécois des Finances, exprimait sa stupéfaction en présence des écarts toujours croissants entre les montants des budgets votés par le Parlement et les montants dépensés par le gouvernement. Analysant alors les états provisoires des dépenses faites pendant les neuf premiers mois de l'année 1954-1955, cet économiste écrivait:

"Du côté des dépenses, nous sommes en présence d'un accroissement qui se poursuit à un rythme rapide. Le gouvernement a, en effet, dépensé au cours de l'année 1954-1955, \$353,000,000," (d'après les états provisoires alors soumis à la Chambre) "dont \$65,000,000 en immobilisations. Cela représente un accroissement d'une trentaine de millions sur les deux années précédentes, et de \$135,000,000 sur 1949-1950. Par rapport aux

prévisions budgétaires du ministre des Finances l'an dernier, la différence est aussi de taille, puisque celles-ci ne s'élevaient qu'à \$321,000,000. Un tel écart, qui n'est pas un cas unique, est difficilement excusable en période de stabilité de prix. Nous avons déjà signalé tout le parti que le gouvernement tirait des autorisations statutaires qui lui permettent d'échapper en grande partie au contrôle annuel des députés. L'année dernière encore (1953-1954), une proportion considérable des dépenses ont été faites en vertu d'autorisations permanentes; et c'est dans ce dernier domaine que le gouvernement s'écarte le plus de ses propres prévisions, pour des raisons en apparence inexplicables."

"La marge entre les prévisions et les dépenses réelles est manifestement trop forte.

"Un coup d'œil en arrière nous donne l'occasion d'observer un curieux phénomène de nature à nous laisser assez perplexes. Il en est (des années) où les écarts sont inexcusables. C'est d'ailleurs du côté des dépenses, où la possibilité de contrôle gouvernemental est plus réelle que du côté des recettes, que les écarts atteignent parfois des proportions énormes (\$61,000,000 en 1952-1953)... Dans de telles circonstances, les prévisions budgétaires n'ont plus aucune signification puisqu'on peut en faire si bon marché en pratique."

Un journal faisait les commentaires suivants, dans son édition du 17 mars 1955, au sujet du respect des budgets:

"Le ministre des Finances présente chaque année des estimés budgétaires. En principe, cela devrait représenter avec autant de précision que possible le montant dont le gouvernement a besoin pour administrer les affaires de la province. Mais, avec l'Union nationale, le budget n'est qu'un point de départ, une espèce de formalité qu'on accomplit

parce que la loi l'impose. Une fois les crédits votés, le gouvernement dépense à sa guise, sans se soucier le moins du monde des sommes autorisées par les représentants du peuple."

"Dans le Québec, c'est le régime de l'arbitraire. Ce n'est plus la Constitution, ce n'est plus la Législature qui mène, c'est M. Duplessis. Les millions vont où il veut et en la quantité qu'il veut." (*Le Devoir*)

Pourtant, c'est toujours le même ministre des Finances qui déclarait, dans son discours du budget du 5 avril 1945, "que la tradition parlementaire la plus saine veut qu'un gouvernement présente aux députés les prévisions budgétaires pour toute une année et non pas seulement pour une couple de mois".

Et qui ajoutait, toujours dans le même discours, "qu'afin d'assurer le contrôle des dépenses, le gouvernement a décidé de former un comité du Trésor qui sera composé de quelques ministres de la couronne. Ces ministres exerceront un droit de contrôle sur le budget et sur les dépenses publiques. Un tel comité existe d'ailleurs sous une forme ou

sous une autre dans tous les gouvernements du monde".

Les faits ont prouvé depuis que c'est l'inverse qui s'est produit; ce ne sont pas seulement les ministres, mais c'est l'Union nationale tout entière qui s'est jetée sur le Trésor public pour multiplier la dépense presque à l'infini. Le ministre a complètement perdu le contrôle du budget et surtout de la dépense. Que dire alors de la députation?

Pour parodier une phrase prononcée par le ministre des Finances, le 5 avril 1945, on pourrait ajouter que "de pareilles méthodes financières sont une illustration caractéristique du régime qui les a fait naître".

Pour donner un aperçu des écarts annuels dans les prévisions des revenus, voici un tableau comparatif des revenus que le ministre a prévus chaque année depuis 10 ans, avec en regard le montant des revenus ordinaires rapportés dans les états sommaires des *Comptes publics*:

| | <i>Prévisions du ministre des Finances d'après ses discours sur le budget</i> | <i>Résultats définitifs d'après les Comptes publics</i> | <i>Excédents des revenus sur les prévisions du ministre des Finances</i> |
|-----------------|---|---|--|
| 1945-1946 | \$100,523,000 | \$110,321,293 | \$ 9,798,293 |
| 1946-1947 | 108,315,000 | 133,405,956 | 25,090,956 |
| 1947-1948 | 147,434,000 | 167,792,991 | 20,358,991 |
| 1948-1949 | 142,411,000 | 194,469,247 | 52,058,247 |
| 1949-1950 | 176,650,000 | 207,249,228 | 30,599,228 |
| 1950-1951 | 201,349,960 | 238,713,729 | 37,363,769 |
| 1951-1952 | 237,771,000 | 275,672,790 | 37,901,790 |
| 1952-1953 | 262,700,000 | 283,617,541 | 20,917,541 |
| 1953-1954 | 288,494,000 | 297,817,229 | 9,322,329 |
| 1954-1955 | 322,955,400 | 335,076,455 | <u>12,121,055</u> |
| | | | \$255,532,199 |

4. En dix ans, déficit global de \$90,000,000

Avec des prévisions aussi conservatrices quant aux revenus, les surplus qu'annonçait le ministre des Finances auraient dû être encore plus considérables, vu que, dans chacun de ces cas, les revenus étaient infiniment supérieurs à ceux qu'il avait prévus. Les exemples qui suivent montrent jusqu'à quel point le contraire s'est produit.

Le 27 février 1948, le ministre prédisait un surplus global de \$420,543. Les *Comptes publics* de 1948-1949 changeaient le surplus annoncé en un déficit

de \$30,990,188. Le 9 janvier 1952, le ministre prédisait un surplus global de \$1,851,756. Les *Comptes publics* de 1952-1953 changeaient ce surplus en un déficit global de \$38,119,196. Le 5 février 1953, la prudence, à cause des échecs précédents, fit que le ministre nous laissa simplement entrevoir un surplus de \$1,590,100. Les *Comptes publics* de 1953-1954, malgré la prudence du ministre, eurent l'audace de révéler un déficit de \$21,631,545.47. Enfin, le 12 février 1954, le mot "surplus" disparaissait du vocabulaire ministériel. À force de tellement l'employer à mauvais escient, le mot avait perdu tout

son sens et le vocabulaire du ministre se déployait dans la phraséologie suivante: "le budget soumis aux membres de la Législature pour l'année 1954-1955 prévoit des revenus pour un montant de \$322,955,400, des dépenses ordinaires de \$269,655,660 et des dépenses imputables au capital pour une somme de \$51,591,000". Dans le langage de tout le monde, cela voulait dire un surplus prévu de \$1,708,740. Mais dans le langage des *Comptes publics* de 1954-1955, cela voulait dire un déficit de \$21,302,288.51.

Bref, le ministre avait annoncé des surplus pour un montant total de \$5,571,139. De 1945 à 1955, ces prévisions ont été dépassées de \$255,532,199. C'est le grand écart, tout comme pour les dépenses. Malheureusement, la prospérité étant peut-être trop grande, le gouvernement recevant trop d'argent, les contribuables payant trop de taxes, ce petit surplus que le ministre avait échelonné sur quatre années se changeait pour ces mêmes années en un déficit global de \$112,043,217.98.

En 10 années, soit du 1^{er} avril 1945 jusqu'au 31 mars 1955, le gouvernement actuel a dépensé illégalement, en dehors des budgets réguliers votés par l'Assemblée législative, la somme énorme de \$363,223,370, soit une moyenne d'au-delà de \$36,000,000 par année. Pendant ces 10 mêmes années, au cours desquelles le peuple de Québec versait au gouvernement au-delà de \$2,500,000,000, celui-ci n'a pu réaliser que six légers surplus, pour un total de \$22,462,431, contre quatre énormes déficits, au total de \$112,043,217.00. Malgré les surplus que je viens de mentionner, le contribuable a dû supporter un déficit global de \$90,000,000. Ce déficit global ne présente cependant qu'un tableau incomplet des résultats de l'administration actuelle. Nous le verrons bientôt quand nous parlerons de la dette de la province.

5. Les bons du Trésor: \$118,500,000

Avant d'aborder la dette, il est essentiel d'analyser toutes les phases du dernier exercice et de montrer comment, en faisant de la finance surréaliste, le gouvernement administre la province. Ne voulant pas sans doute révéler aux contribuables toute la vérité sur les écarts financiers de son administration, le gouvernement s'est employé à essayer de jeter un voile sur la façon dont il s'y prend pour faire ses opérations de finance.

À la fin de l'année fiscale, l'an dernier, au moment de la fermeture des livres, le ministre des Finances s'est vanté, lors d'une conférence de presse

dont le compte rendu fut publié le 1^{er} avril 1955, "que le gouvernement terminait l'exercice financier sans bons du Trésor, c'est-à-dire sans aucun emprunt temporaire aux banques". (*L'Action catholique*, 1^{er} avril 1955). Remarquons bien que cette déclaration avait été faite le dernier jour de l'année financière. Or, quelques semaines auparavant, le ministre avait révélé à la Chambre que le gouvernement devait alors aux banques des bons du Trésor pour un montant de \$60,500,000. Depuis cette époque, les *Comptes publics* nous ont appris que le gouvernement avait contracté au cours de l'année des emprunts temporaires pour une somme de \$118,500,000, dont \$106,500,000 aux banques et \$12,000,000 à l'Hydro, soit plus que le double de l'année précédente, et que les dépenses d'intérêts sur ces emprunts temporaires avaient coûté aux contribuables de la province durant l'année la somme de \$690,780.26.

6. Le gouvernement se finance à même l'Hydro

Cette année, soit le 10 janvier 1956, en réponse à une question que j'avais moi-même inscrite au *Feuilleton*, le ministre des Finances apprenait à la Chambre qu'à la date du 15 mars 1955, 16 jours avant la fermeture des livres de la province pour l'année 1954-1955, le gouvernement devait encore aux banques des bons du Trésor pour un montant de \$43,000,000. Seize jours plus tard, comme on l'a vu, le ministre des Finances se vantait de ne plus rien devoir aux banques et qu'il n'y avait aucun bon du Trésor en circulation. Cette dette de \$43,000,000 venait de se volatiliser en l'espace de quelques heures comme par enchantement! Comment cela s'était-il produit?

C'est dans les *Comptes publics* que l'on apprend une partie de l'histoire. Le 25 mars 1955, exactement six jours avant que le ministre ne se présente devant les journalistes et avant qu'il ne ferme les livres de l'année fiscale, le gouvernement avait pris \$25,000,000 dans la caisse de l'Hydro-Québec pour combler une partie de ses découverts au moment de la reddition de ses comptes. Ceci étant fait, il lui manquait encore \$18,000,000 pour éteindre toute la dette de \$43,000,000 constituée par des bons du Trésor qu'il devait aux banques. Cette somme, le gouvernement l'a tout simplement prise à même les millions de dollars de revenus de l'année fiscale 1955-1956, revenus encaissés par anticipation au cours du mois de mars, soit à même une partie des revenus provenant de la vente des licences d'automobile de l'année 1955, soit à même une

partie de l'impôt provincial des revenus des particuliers.

Cela fait penser à un administrateur qui s'en irait chercher dans la caisse de l'un de ses collègues le montant dont il aurait besoin pour cacher ses déficits d'opération⁷. Ceci n'a tout simplement pas de bon sens. Le gouvernement, pour balancer temporairement en fin d'année sa caisse déficitaire, est allé faire mainbasse sur celle de l'Hydro-Québec.

Cette opération, toutefois, ne constitue qu'une partie de la tactique financière organisée par le gouvernement pour se tirer d'une mauvaise situation. Vers cette époque-là, l'Hydro-Québec n'avait pas d'argent en disponibilité, mais le 1^{er} mars 1955 elle emprunta, avec la garantie du gouvernement, une somme de \$40,000,000 au moyen d'une émission de débentures à 3,5 %, pour une période de 20 ans, et à l'instant où l'Hydro entra en possession du produit de cet emprunt de \$40,000,000, le gouvernement sauta sur une somme de \$25,000,000, afin de combler ses découverts aux banques.

Il fallait ensuite rembourser les \$25,000,000 pris dans la caisse de l'Hydro. Or, un peu plus tard, soit le 22 avril, le premier ministre annonçait que le gouvernement venait de vendre à des courtiers un emprunt de \$23,250,000, pour une période de six ans seulement. Puis, le 3 juin, le gouvernement vendait encore, par l'intermédiaire des mêmes courtiers, une nouvelle émission au montant de \$37,750,000, pour une période de 18 ans.

Ces deux emprunts s'élevant à \$61,000,000 coûtèrent aux contribuables la somme de \$1,081,800, puisque la province ne retira que \$59,918,200. Avec le produit de ces deux emprunts, le gouvernement remboursa les \$25,000,000 qu'il avait pris à l'Hydro-Québec et appliqua le résidu de \$34,918,200 au rachat de cinq autres emprunts échus le 15 juin, le 1^{er} juillet, le 15 juillet, le 1^{er} septembre et le 15 septembre.

Il se dégage de ceci que, non seulement les opérations financières du gouvernement sont assez curieusement faites, mais que l'Hydro-Québec est devenue une véritable vache à lait pour le gouvernement actuel. Profitons de l'occasion pour rappeler que cette Hydro, si ardemment combattue autrefois par l'Union nationale, sert souvent de bouée de sauvetage au gouvernement, et ce, pendant que la dette obligataire de l'Hydro est passée de \$92,000,000, en 1944, à près de \$379,000,000, le 31 décembre 1955. Rappelons enfin que les frais d'administration de l'Hydro coûtaient \$11,808,905.04,

le 31 décembre 1944 et qu'ils ont presque quadruplé depuis, puisqu'ils atteignaient \$42,353,561 en 1954.

7. Propagande autour d'un emprunt

À l'occasion de l'annonce faite le 22 avril 1955 de l'emprunt à court terme de \$23,250,000 à 2.5 %, le premier ministre déclara, dans une conférence de presse, que la province allait "réaliser une économie de \$1,136,000 en rappelant, avant échéance, des emprunts portant intérêt à 3.5 %⁸ pour les remplacer par d'autres de 2.5 %. C'est la raison d'un emprunt de \$23,250,000 que le gouvernement provincial vient de vendre à des courtiers. Les trois emprunts qui sont rappelés sont: 1°. Une somme de \$9,800,000 échéant le 1^{er} juillet 1957, mais rachetable le 1^{er} juillet 1955; 2°. Un montant de \$9,725,000 échéant le 1^{er} septembre 1957, mais rachetable le 1^{er} septembre 1955; et 3°. \$10,000,000 échéant le 15 mars 1959, mais rachetable à partir du 15 mars 1954". Cette déclaration du premier ministre fut publiée textuellement dans tous les journaux de la province du samedi, 23 avril 1955, y compris *Montréal-Matin* et *The Gazette*.

Le premier ministre s'est quelque peu égaré dans les chiffres. S'il se fût donné la peine de faire quelques calculs élémentaires, il n'aurait pas affirmé que la province "allait faire une économie de \$1,136,000" à l'occasion de la vente du nouvel emprunt de \$23,250,000.

En rachetant avant échéance les trois emprunts portant intérêt à 3.5 %, dont le premier ministre a parlé au cours de sa conférence de presse, la province a effectivement économisé: (Voir le tableau à la page suivante)

| | |
|--|-----------|
| 1. 1 % d'intérêt sur l'emprunt de \$9,800,000 à 3½ % durant la période du 1 ^{er} juillet 1955 au 1 ^{er} juillet 1957, soit 2 ans d'intérêt à \$98,000 par année | \$196,000 |
| 2. 1 % d'intérêt sur l'emprunt de \$9,725,000 à 3½ % durant la période du 1 ^{er} septembre 1955 au 1 ^{er} septembre 1957, soit 2 ans d'intérêt à \$97,250 par année | \$194,500 |
| 3. 1 % d'intérêt sur l'emprunt de \$10,000,000 à 3½ % durant la période du 15 septembre 1955 (date où cet emprunt fut racheté) au 15 mars 1959, soit 3½ ans d'intérêt à \$100,000 par année | \$350,000 |
| Économie totale | \$740,500 |
| Comme le produit de l'emprunt de \$23,250,000 n'a été que de \$22,757,100, - suivant la déclaration du ministre des Finances consignée aux procès-verbal no 22 de l'Assemblée législative pour la journée du 19 janvier 1956, le gouvernement a reçu en moins: | \$492,900 |
| L'économie est donc de | \$247,600 |
| et non pas de \$1,136,000 comme l'avait annoncé le premier ministre dans sa conférence de presse du 22 avril 1955. | |

Une différence de \$888,400 dans une déclaration ministérielle! Voilà qui nous démontre avec quelle suspicion il faut étudier les chiffres officiels du gouvernement, et comment il faut souvent ensuite les replacer là où ils doivent être dans la comptabilité budgétaire.

Mais, dans tout ceci, ce qui est important, ce n'est pas le fait que l'on démasque une fausse propagande; c'est le fait que le premier ministre vient soutenir sérieusement que le gouvernement a réalisé une opération financière profitable en empruntant plusieurs mois à l'avance des millions de dollars sur lesquels la province a dû payer des intérêts en attendant que soient acquittés les emprunts arrivant à échéance plusieurs mois plus tard. On aurait dû avoir la franchise d'avouer que le gouvernement avait ainsi emprunté, parce qu'il avait besoin d'argent pour rembourser à l'Hydro-Québec les \$25,000,000 qu'il lui avait pris, pour combler ses découverts aux banques.

Sous l'Union nationale, les fonds de l'Hydro-Québec ne servent pas à alléger le fardeau des contribuables ou des usagers, mais ils sont très utiles pour combler les découverts de caisse du gouvernement.

Cette opération de sauvetage que je viens de décrire ne raconte même pas toute l'histoire des opérations financières du gouvernement s'appuyant sur l'Hydro, car auparavant, durant la même année, le gouvernement avait déjà, une première fois, emprunté \$12,000,000 de l'Hydro-Québec, et cela, sous forme de bons du Trésor. Il n'est pas étonnant, dans ces circonstances, que les usagers de l'Hydro-

Québec voient leur compte d'électricité augmenter au lieu de diminuer, et ce, contrairement aux promesses faites, autrefois, par ceux qui aujourd'hui dirigent le gouvernement de la province.

8. Espèces en caisse et en banque

Les états financiers que le gouvernement a présentés cette année ne reflètent guère une situation aussi brillante que celle qu'il décrit. "Les *Comptes publics* du gouvernement ne donnent pas une idée exacte de la situation financière de la province" - comme disait le ministre des Finances dans son discours du budget du 28 mars 1946 (page 19).

Il est bien vrai que, dans son bilan, le gouvernement a rapporté à l'actif une augmentation de \$9,500,000 par rapport à l'année antérieure, au chapitre des espèces en caisse et en banque à la date du 31 mars, soit \$13,152,588.39 en regard de \$3,639,299.93 l'an dernier. Mais, si le gouvernement n'avait pas encaissé par anticipation des revenus de l'exercice 1955-1956 pour un montant de \$25,287,415.31, tel qu'il apparaît à l'état du passif dans le bilan ainsi qu'à l'annexe A-15, en page 36 des *Comptes publics*, au lieu de montrer une encaisse de \$13,152,588.39, il aurait été à découvert de \$12,000,000 en fin d'année et, s'il n'avait pas pris \$25,000,000 dans la caisse de l'Hydro-Québec pour rembourser les bons du Trésor qu'il devait aux banques, il se serait alors trouvé à découvert, non pas seulement de \$12,134,826.92, mais bien de \$37,134,826.92.

9.

| | |
|------------------------------------|-----------------|
| a) Comptes et taxes à recevoir.... | \$17,572,938.15 |
| b) Comptes payables..... | \$20,356,837.24 |

Cette année encore, les *Comptes publics* nous montrent un montant considérable de comptes et de taxes à recevoir. Leur total s'élevait à \$17,572,938.15 au 31 mars dernier. Or, le 5 avril 1945, l'actuel ministre des Finances, dans son premier discours sur le budget, signalait qu'un tel état de choses est anormal. N'est-il pas juste de dire que 10 ans plus tard cette situation est plutôt extraordinaire dans une province qui est censée bénéficier d'une ère de grande prospérité?

Par contre, à la clôture de l'exercice financier, le gouvernement devait des comptes au montant de \$20,356,837.24, soit près de \$2,000,000 de plus que l'année précédente.

Ces faits démontrent à la fois une mauvaise administration et une mauvaise situation financières. Si la situation financière avait été bonne à la fin de l'année fiscale, le gouvernement n'aurait pas été obligé de recourir à l'expédient que j'ai mentionné au sujet des \$25,000,000 pris dans la caisse de l'Hydro pour rembourser les banques, de même qu'il n'aurait pas été obligé d'utiliser les revenus de l'exercice 1955-1956, encaissés d'avance, pour combler le déficit de sa caisse. Il n'aurait pas été obligé, non plus, d'afficher dans son bilan un montant de plus de \$20,000,000 de comptes dus.

10. Les taxes: principale source de revenus

En se demandant quelle a été la situation faite aux contribuables au cours de l'exercice 1954-1955, on regarde naturellement du côté des taxes. L'état des revenus indique que le contribuable a été pressuré plus que jamais au moyen des taxes. Cet accroissement provient principalement de l'apport nouveau de l'impôt provincial sur le revenu, mais aussi du rendement de la taxe sur la gasoline qui a rapporté au-delà de \$3,000,000 de plus, du rendement de la taxe de vente qui a rapporté \$2,355,526.13 de plus, de la taxe sur les successions qui a rapporté \$4,000,000 de plus, des licences d'automobile qui ont rapporté \$2,145,717.57 de plus, du rendement de la taxe sur le chômage que le premier ministre avait prétendu, l'an dernier, avoir été abolie depuis longtemps et qui a rapporté, elle aussi, une augmentation de revenus par rapport à l'année précédente, soit \$1,553,015.30 en regard de \$1,524,435.20 en 1953-1954.

Le revenu du fonds d'éducation a atteint \$28,729,266.41, soit une augmentation d'au-delà de \$1,000,000, et le gouvernement n'a utilisé à même cette somme que \$4,837,375.62 pour le rachat des anciennes dettes scolaires.

On a donc raison de dire que là où l'on constate principalement des augmentations de revenus, c'est dans le domaine des impôts qui pèsent surtout sur la masse du peuple.

11.

| | |
|---|--------------|
| a) Revenu de la taxe sur le capital des corporations: | |
| Diminution de | \$420,070.10 |
| b) Revenu de la taxe sur les revenus des corporations: | |
| Diminution de | \$351,444.34 |

Par ailleurs, dans des domaines extrêmement importants, il y a des diminutions de revenus qui s'expliquent difficilement en cette période de progrès économique. La Chambre sera sans doute surprise d'apprendre que la taxe sur le capital des compagnies a rapporté près de \$500,000 de moins que l'année précédente (\$420,070.19). La surprise n'est pas moins grande quand on constate que la taxe sur les profits des compagnies a accusé, elle aussi, une surprenante diminution de \$351,444.34.

À quoi sont dues ces diminutions? Il semble bien qu'il n'y ait que deux explications possibles: ou bien les bureaux-chefs des compagnies, sources de revenus pour la province, s'en vont en dehors de la province de Québec, ou bien le gouvernement a accordé à quelques compagnies des dégrèvements considérables d'impôts au détriment des autres compagnies et surtout à celui de la masse des petits contribuables.

Y aurait-il lieu de rattacher à cet état de choses le refus du premier ministre, le 11 janvier 1956, en réponse à une demande de production de documents, de déposer en Chambre les arrêtés ministériels que le gouvernement aurait pu adopter pour accorder des diminutions de taxes à des corporations?

Je crois que les contribuables de la province, au même titre que les députés, ont le droit d'exiger des explications de la part du gouvernement au sujet de ces diminutions de revenus dans un domaine d'une extrême importance et dans lequel, partout ailleurs au Canada, il y a eu augmentation, sauf dans la province de Québec.

Ces deux diminutions nous indiquent que le climat économique de la province est en voie de se détériorer et continue à se détériorer chaque jour. J'ai déjà cité en cette Chambre des noms de compagnies qui ont démenagé leur bureau-chef en dehors de la province de Québec et j'y reviendrai quand, traitant de la diminution des revenus provenant des taxes sur les corporations et du revenu de nos ressources naturelles, j'analyserai la situation générale de la province quant à son présent et à son avenir.

*12. Diminution des revenus
du ministère des Mines: \$739,917.45*

Venant de mentionner les ressources naturelles, établissons d'abord les faits avant de procéder à une étude d'ensemble de la situation. Ces faits, traduits en dollars, nous montrent des résultats qui ne concordent pas avec les vantardises des membres du gouvernement. La situation n'est pas brillante.

Les revenus du ministère des Mines provenant de l'exploitation minière dans notre province en 1954-1955 ont accusé une diminution de \$739,917.45, soit près de \$750,000, et cela, au cours de l'année pendant laquelle la province commençait à expédier son minerai de fer à l'étranger, ce minerai qui, d'après les déclarations du premier ministre, devait assurer la richesse et la prospérité de la province.

Nos revenus publics provenant des mines diminuent de \$750,000! Cela paraîtra incroyable à ceux qui n'auront pas consulté les *Comptes publics*, mais, malheureusement, c'est la vérité. Comme on peut le voir, la réalité est bien loin de correspondre aux déclarations officielles. Puisque le ministre des Finances aime beaucoup les citations, je lui rappellerai qu'un économiste soulignait, dans le numéro de juillet-septembre 1955 de la revue *L'Actualité Économique*⁹, la stagnation des revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles dans la province de Québec, et il faisait à ce sujet les observations suivantes:

"On remarquera de nouveau cette année (1953-1954) que les revenus domaniaux n'ont pas augmenté. Nous avons déjà signalé l'anomalie, au moins apparente, de recettes stationnaires venant de l'exploitation des ressources naturelles, alors qu'on vante sur tous les toits la formidable expansion industrielle du Québec, en particulier dans le domaine minier..."

"Le Québec est incontestablement doté de ressources naturelles variées et riches, mais on peut

se demander si leur mise en valeur, entreprise la plupart du temps par des compagnies étrangères, ne profite pas plus à elles qu'aux habitants de la province."

Alors que l'exploitation des ressources naturelles de la province devrait constituer un apport considérable des revenus de l'État dans une province aussi riche que la nôtre, et alors que les taxes payables par le peuple devraient diminuer en proportion de l'accroissement des revenus provenant des domaines de l'État, c'est exactement le contraire qui se produit: les taxes prennent de plus en plus d'importance; les revenus de nos richesses naturelles comptent de moins en moins dans l'administration financière de la province. Une infime proportion de nos revenus en provient. Il s'agit là d'un état de choses anormal qu'il faudra changer, afin de faire bénéficier d'abord et avant tout la population de la province des richesses qui lui appartiennent.

13.

a) Dépenses sans détails: \$46,063,421.76

b) 51.1 % du budget en octrois et subventions

Il est assez difficile de scruter effectivement toutes les dépenses gouvernementales. Ainsi que je le rappelais l'an dernier, un nombre incalculable de dépenses n'apparaissent dans les *Comptes publics* que sous un chiffre global, tous détails étant exclus. Cette année encore, nous retrouvons un montant énorme, à savoir \$46,063,421.76, au sujet duquel toute discussion est devenue impossible. Remarquons bien que cette somme, qui est déjà importante et qui n'est pas expliquée en détails, ne tient pas compte des montants payés en allocations aux vieillards, aux aveugles, aux mères nécessiteuses, etc., etc., ni des portions d'intérêts versées aux constructeurs d'habitations nouvelles, ni des contributions d'intérêts pour les emprunteurs au prêt agricole ni, non plus, des remboursements des dettes scolaires. Cette somme de \$46,000,000 est le total de divers montants d'argent inscrits comme ayant été payés à diverses personnes ou fournisseurs, pour des salaires, des dépenses, des achats, des octrois ou des subventions.

Avec les mots "octrois" et "subventions", nous atteignons ici l'essentiel de la politique gouvernementale actuelle, c'est-à-dire la distribution d'une partie de l'argent du peuple par le gouvernement et à la discrétion du gouvernement. Le pourcentage s'élève à 51.1 % de tout le budget en

1954-1955, d'après le tableau reproduit en page 19 des *Comptes publics*. L'octroi et la subvention discrétionnaires prennent une importance d'autant plus grande que le gouvernement fait de cet octroi et de cette subvention, dans la plupart des cas, une faveur ou un privilège. Quand on songe que 51 % du budget échappe à tout contrôle et fait autant de privilégiés qu'il y a d'octrois ou de subventions, on ne peut s'empêcher de penser que le ministre des Finances doit quotidiennement se scandaliser d'un tel état de choses, puisqu'en 1945, il censurait sévèrement le gouvernement antérieur qui avait dépensé à cette époque à peine 35 % du budget en octrois et subventions.

Les paroles que prononçait le ministre censurent vertement la politique que son gouvernement pratique ou laisse pratiquer aujourd'hui. C'est une preuve que le ministre n'a jamais été capable d'exercer sur son budget, une seule fois depuis 1944, le contrôle rigide et absolu qu'on doit attendre d'un ministre des Finances.

14. Augmentation des dépenses administratives

Au titre de la dépense, il est bien évident que le ministre des Finances a oublié ses promesses d'autrefois en matière d'économie. Chaque année, c'est une surenchère sur l'année précédente. En 1954-1955, les dépenses de voyage se sont élevées au montant considérable de \$9,500,000, soit \$500,000 de plus que l'année précédente; les dépenses pour frais de bureau, publicité, clavigraphes, etc., etc., se sont élevées à \$5,809,020.78, comparativement à \$4,852,839.26 l'année précédente, soit une augmentation d'environ \$1,000,000. À l'item des achats et contrats sans soumission, il y a eu une augmentation de \$3,685,037.97; la dépense qui, l'an dernier, était de \$83,735,646.28 s'est élevée, en 1954-1955, à \$87,420,684.25.

L'économie ne préside à aucune des dépenses gouvernementales. L'an dernier, le gouvernement avait dépensé en frais de réceptions, banquets, etc., de toutes sortes une somme de \$157,638.18. Cette année, d'après un relevé rapide fait dans les *Comptes publics*, on constate que le gouvernement a déboursé, en 1954-1955, en frais de réceptions, banquets, etc., une somme de \$182,770.64, c'est-à-dire au-delà de \$25,000 de plus que l'an dernier, et ce montant ne tient pas compte des sommes inférieures à \$1,000 pour lesquelles les *Comptes publics* ne donnent plus aucun détail! Dans le seul domaine des dépenses d'achats et d'entretien d'outillage et d'automobiles,

ainsi que d'essence, sans tenir compte des dépenses inférieures à \$1,000, ni des dépenses portées au compte des membres du gouvernement et des employés, le gouvernement a dépensé \$8,623,537.70 au cours de la seule année 1954-1955. Il est bien évident qu'il se pratique de ce côté un gaspillage énorme des deniers publics. On dirait qu'il n'existe aucun frein et que l'argent de la province n'a pas besoin d'être scrupuleusement compté.

Il est inutile de dire que les dépenses inhérentes à la dette publique suivent la même trajectoire, c'est-à-dire qu'elles augmentent considérablement. À ce chapitre, il y a eu une augmentation de \$1,178,557.04 par rapport à la dépense de l'année précédente. Le service total de la dette publique avait coûté au gouvernement, en 1952-1953, \$24,396,671.51; en 1953-1954, \$25,989,435.35, et en 1954-1955, la dépense de la dette publique atteignait \$27,167,992.89.

15. La dette

Cette année, dans son discours sur le budget, le ministre des Finances a consacré 10 pages de son texte à la dette. Ces pages contiennent toute une série de définitions qui tentent de répondre à l'exposé que j'avais fait, l'an dernier, sur le même sujet. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que tous les chiffres dont je m'étais servi n'ont pas été contredits. Mais, en lisant son long exposé sur la dette, on finit par s'apercevoir que le ministre, voulant détruire mon argumentation, s'est trouvé à se démentir lui-même.

L'an dernier, en effet, partant du principe posé par lui-même, en 1945 à la suite de l'audition qu'il avait fait faire par des comptables experts à l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, principe voulant que "la dette totale de la province comprend tous les items qui affectent le passif et non seulement ceux qui affectent le compte d'opération" (discours du ministre des Finances, 5 avril 1945, à la page 14), j'avais démontré avec chiffres à l'appui, extraits des états financiers du gouvernement, qu'au 31 mars 1954 la dette totale de la province s'élevait, en réalité, à \$585,941,004.11, alors qu'elle n'était que de \$418,132,000 le 31 mars 1944, suivant l'affirmation faite par le ministre des Finances le 5 avril 1945, soit une augmentation de \$167,809,004.11 en 10 ans. Personne n'a contredit ces chiffres, et pour cause: je les avais extraits des *Comptes publics* du gouvernement.

Comme on peut le voir, j'avais suivi à la lettre le principe énoncé par le ministre il y a plus de 10 ans. Par conséquent, cette année, le ministre,

voulant démolir mon exposé, est venu tout simplement se contredire lui-même. Dans les circonstances, il me semble que je n'ai pas à m'attarder plus longuement sur les longues considérations contenues dans son discours de cette année et qui ne tendent qu'à démontrer une chose, à savoir: selon les années et selon les budgets, on veut ou on ne veut pas que la dette soit élevée.

Nous en tenant donc toujours au principe énoncé par le ministre des Finances en 1945, nous allons voir à combien s'élevait la dette totale de la province à la fin du dernier exercice financier. L'état du passif, à la page 3 des *Comptes publics*, indique bien que, le 31 mars 1955, la dette de la province s'établissait comme suit:

| | |
|---|------------------|
| Comptes à payer..... | \$ 20,356,837.24 |
| Intérêts courus sur dette consolidée et non consolidée | \$ 4,108,000.43 |
| Dépôts en fidéicommiss, dépôts spéciaux et compte en suspens... | \$ 6,790,673.39 |

| | |
|--|------------------|
| Dépôts judiciaires | \$ 3,550,109.77 |
| Dette consolidée: \$462,082,782.00 | |
| Moins : Fonds d'amortissement: \$93,719,270.67 | \$368,363,511.33 |
| Obligations des écoles techniques assumées par la province | \$ 50,000.00 |
| Solde des obligations émises à la Banque Canadienne Nationale .. | \$ 5,330,866.19 |
| | \$408,549,998.35 |

Cette somme de \$408,549,998.35 ne comprend pas le montant de \$25,287,415.31 des revenus différés, lequel n'était que de \$14,939,167.21 le 31 mars 1954.

À cet état incomplet du passif, il faut de plus ajouter les items suivants qui constituent un passif direct: (Voir le tableau ci-dessous)

| | |
|---|------------------|
| Solde dû par la province le 31 mars 1955 en paiement des anciennes dettes des corporations scolaires dont le gouvernement a assumé le paiement en vertu de la loi de 1946 et ses amendements (10 George VI, chapitre 21 et 11 George VI, chapitre 32) (C.P. A-18, page 44)..... | \$ 39,338,700.00 |
| Obligations de l'École technique de Saint-Hyacinthe garanties par le gouvernement (9 George V, chapitre 41 et amendements) (C.P. A-18, page 45)..... | \$ 255,000.00 |
| Engagements envers des institutions en vertu de la loi de l'assistance publique et divers crédits pour acquitter, en tout ou en partie l'amortissement du principal et de l'intérêt (C.P. A-19, page 47) | \$ 1,396,591.18 |
| Engagements en vertu de la loi de l'assistance publique payables aux institutions par versements annuels égaux (C.P. A-20, pages 48, 49 et 50)..... | \$ 32,161,218.19 |
| Engagements en vertu de divers crédits payables par versements annuels (C.P. A-21, pages 51 et 52) | \$ 51,827,447.05 |
| Fonds de pension des fonctionnaires (C.P. A-9, page 33) propriété des fonctionnaires ... | \$ 12,118,303.07 |
| | \$545,647,257.84 |

À cette somme de \$545,647,257.84, il faut encore ajouter:

| | |
|---|------------------|
| Les engagements du gouvernement envers les corporations scolaires, engagements que le gouvernement n'a pas inscrits dans ses <i>Comptes publics</i> , mais qu'il a été tout de même obligé de révéler aux banquiers américains auxquels il s'est adressé pour obtenir un prêt de \$50,000,000 pour Hydro-Québec, le 14 décembre dernier, engagements que le gouvernement a admis s'élever, en date du 31 octobre 1955 à | \$ 85,270,000.00 |
| | \$630,917,257.84 |

(À défaut de renseignements précis dans les *Comptes publics*, à la date du 31 mars 1955, il faut donc tenir compte du montant des engagements, à la date du 31 octobre 1955, alors que le gouvernement fut requis de fournir aux banquiers américains, à

l'occasion de l'emprunt négocié à New York au mois de décembre 1955, ces renseignements que nous ne trouvons pas ailleurs.)

| | |
|--|------------------|
| Montant rapporté..... | \$630,917,257.84 |
| À ce montant, il faut ajouter aussi les autres engagements suivants contractés par la province: | |
| Solde de l'engagement contracté en vertu de la loi 7 George VI, chapitre 5, concernant l'établissement d'une École de génie électrique à Québec (C.P. C-16, page 11)..... | \$ 400,000.00 |
| Solde de l'engagement contracté en vertu de la loi 10 George VI, chapitre 6, relativement à l'établissement à Québec d'une École forestière (C.P. C-16, page 11) | \$ 60,000.00 |
| Solde de l'engagement contracté en vertu de la loi 10 George VI, chapitre 5, relativement à l'établissement d'une École d'hygiène à Montréal (C.P. C-16, page 11)..... | \$ 440,000.00 |
| Solde de l'engagement contracté en vertu de la loi 2 George VI, chapitre 9, accordant une subvention à l'École supérieure de commerce de Québec (C.P. C-16, page 11) .. | \$ 20,000.00 |
| Solde l'engagement contracté envers la cité de Grand'Mère, en vertu de la loi 8 George VI, chapitre 5, concernant l'abolition des péages sur le pont de Grand'Mère (C.P. C-20, page 29)..... | \$ 156,000.00 |
| Solde l'engagement contracté envers la cité de Trois-Rivières en vertu de la loi 5 George V, chapitre 10 concernant l'abolition des péages sur les ponts dans la cité de Trois-Rivières (C.P. C-20, page 29) | |
| Engagement contracté par le gouvernement l'an dernier, en vertu de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 14, de verser \$6,000,000 à la corporation de l'École polytechnique de Montréal, un montant de..... | \$ 6,000,000.00 |
| Dette totale de la province | \$638,011,591.16 |

Disons, pour être encore plus clair, que tous ces montants, la province les doit et devra les payer.

Au cours de l'année financière 1954-1955, le gouvernement a augmenté la dette obligataire nette de la province de \$9,893,454.81, et la dette totale de la province de \$52,070,587.05, en tenant compte de l'affirmation même du ministre des Finances à l'effet que "la dette totale de la province doit comprendre tous les items qui affectent le passif et non seulement ceux qui affectent le compte d'opération". La dette du gouvernement provincial, qui était de \$418,132,000 le 31 mars 1944, s'élève donc maintenant à \$638,011,591.16 au 31 mars 1955, c'est-à-dire qu'au cours des 11 dernières années de prospérité au cours desquelles le gouvernement a encaissé des revenus pour un montant global de \$2,578,507,618, il a augmenté la dette d'un montant de \$219,879,591. Malgré des revenus globaux d'au-delà de \$2,500,000,000, le gouvernement, en 10 ans, a enregistré quatre énormes déficits pour un montant total de \$112,043,218.70.

Le ministre des Finances rappelait, en 1945, la réflexion suivante d'un ministre français des Finances sous la monarchie de Juillet: "Faites-moi de la bonne politique et je vous ferai de bonnes finances"¹⁰. Il pourrait répéter aujourd'hui cette réflexion à son chef!

Il est bien inutile d'insister sur la conclusion à tirer, puisque les chiffres se chargent de le faire. Mais, avant de quitter cet item, je voudrais rappeler que l'an dernier je prenais la peine de dire que cette dette totale de la province ne comprenait pas les obligations et les emprunts garantis par la province et dont le total s'élevait alors à près de \$300,000,000. En ce faisant, je suivais encore le principe énoncé, il y a 10 ans, par le ministre des Finances. Or, dans son discours de cette année, le ministre dit textuellement ceci: "Ce passif éventuel et ces engagements ne doivent pas s'ajouter à la dette directe parce qu'ils sont d'une nature complètement différente." On peut donc constater que le ministre, tel que je l'ai antérieurement démontré, rejette les principes de 1945, mais en garde un ou deux selon que sa démonstration en a besoin.

16. Prétendus surplus et immobilisations

Chaque année, depuis 1945, le ministre des Finances se vante de terminer ses exercices financiers avec des surplus considérables. Ces surplus se totaliseraient pour 10 ans à \$357,652,880.48. Depuis ces dernières années cependant, le ministre omet d'appeler ces montants

des "surplus", et il les appelle des "excédents de revenus sur les dépenses ordinaires". Que sont donc devenus tous ces prétendus surplus accumulés par le ministre des Finances depuis 1945?

C'est bien simple, ils ont été obtenus en immobilisant, au besoin, certaines dépenses dont la tangibilité reste douteuse, surtout lorsqu'il s'agit de ponts ou de bâtisses disparues, de chemins à refaire tous les trois ou quatre ans. Lors d'une conférence de presse reproduite dans *Le Soleil* du 23 novembre 1955, le premier ministre déclarait que "dans le monde entier, les dépenses en immobilisations constituent un actif et l'opposition ne veut pas voir cela".

L'opposition admet qu'en affaires les dépenses en immobilisations n'affectent que le bilan et non pas le compte d'opérations; mais la chose est différente pour un gouvernement qui ne cesse d'accumuler des déficits budgétaires et qui ne capitalise que dans le seul but de démontrer des surplus d'opérations à la fin de l'année, surplus qu'il faudra nécessairement effacer des livres un jour ou l'autre.

Les ministres sont tellement portés à immobiliser les dépenses de leur département, afin de permettre au ministre des Finances de montrer des surplus, que l'auditeur de la province est quelquefois obligé de les arrêter dans leurs extravagances, et c'est ainsi qu'il fut obligé, au cours du dernier exercice, de faire un virement de \$5,940,076.90, au seul compte du ministère de la Voirie, pour des dépenses qui avaient été chargées au compte capital au lieu du compte ordinaire.

Bien plus, à la page XIV de son rapport, l'auditeur mentionne qu'avec l'assentiment du ministre des Finances, il a dû rayer des livres pour \$130,707,330.13 d'immobilisations qui n'avaient aucune valeur. Combien d'autres dépenses capitalisées durant les années 1946 à 1955 faudrait-il enlever ainsi des livres, s'il fallait faire une réévaluation des immobilisations?

En 1953-1954, le ministre des Finances nous donne un surplus de \$36,456,881.30 en capitalisant des dépenses pour \$58,088,426.77 et, en 1954-1955, un autre surplus de \$36,634,866.27, en capitalisant des dépenses pour \$57,937,154.78. En supposant que ces dépenses en immobilisations soient des actifs tangibles, des travaux qui demeurent, comme dirait le premier ministre, comment se fait-il que le ministre des Finances a été dans l'impossibilité de balancer ses budgets pour ces deux exercices financiers et qu'il a été obligé d'émettre des bons du Trésor pour plusieurs millions et d'emprunter

\$25,000,000 à l'Hydro-Québec le 25 mars dernier? Cet emprunt aurait-il servi à payer ces immobilisations ou celles-ci ont-elles été payées à même les revenus ordinaires de la province, c'est-à-dire à même les taxes payées par les contribuables? Le ministre des Finances n'aurait-il pas été un meilleur administrateur s'il avait appliqué, disons \$5,000,000 par année, des prétendus surplus, à la réduction de la dette?

Dans l'espace de 10 ans, en procédant ainsi, il aurait pu réduire la dette totale à \$368,132,000 de \$418,132,000 qu'elle était le 31 juillet 1944, suivant l'affirmation faite par l'actuel ministre des Finances, dans son discours sur le budget du 5 avril 1945. Mais, au lieu de réduire la dette totale de \$50,000,000, il l'a portée à \$638,011,591.16, tel que précédemment démontré, soit une augmentation de \$269,879,591.16 en 127 mois d'administration d'Union nationale. C'est-à-dire que, depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale a endetté la province au rythme de plus de \$2,000,000 par mois.

Le ministre viendra nous dire après cela que la province ne doit pas \$638,011,591.16, mais seulement \$285,257,888.61 parce qu'elle a consacré une somme de \$462,408,960 pour des travaux qui demeurent un actif pour la province. Mais où donc a-t-il pris l'argent pour faire ces travaux si ce n'est à même les taxes perçues du public ou en l'empruntant? Et s'il l'a emprunté, tel que je l'ai démontré, cela veut dire que tous ces prétendus travaux n'appartiennent pas à la province, mais à ses créanciers.

Supposons, pour un instant, que la province veuille réaliser quelques-unes de ses immobilisations aujourd'hui pour demain; qu'est-ce que le ministre des Finances pourrait en obtenir? À combien dans le dollar reviendraient ses immobilisations et à quel montant, par conséquent, se réduiraient ses prétendus surplus? C'est de cette manière que, depuis quelques années, on veut nous faire croire à une administration financière sage et éclairée.

17. Effets de l'administration provinciale sur les gouvernements inférieurs

Voyons quelles ont été, depuis 10 ans, les répercussions des écarts de l'administration provinciale sur les administrations inférieures, soit les administrations municipales et scolaires.

Comme chacun le sait, les municipalités et les corporations scolaires se débattent dans une situation financière inextricable. Or, pour faire face

aux dépenses considérables qu'elles ont à encourir, les corporations municipales et scolaires n'ont à leur disposition qu'une seule nouvelle source de revenus: la taxe de vente de 2 % dans le cas des municipalités et de 1 % dans le cas des corporations scolaires.

Il est vrai qu'en 1946, le gouvernement provincial a temporairement allégé le fardeau financier des corporations scolaires en prenant à la charge de l'État le fardeau de leurs anciennes dettes, au montant d'environ \$80,000,000. Mais, prenant occasion de cette législation, le gouvernement décrétrait de nouvelles taxes qu'il se chargeait en quelque sorte de percevoir lui-même pour le compte des corporations scolaires. Or, il est arrivé que le gouvernement ayant taxé, sciemment ou non, beaucoup plus qu'il n'était nécessaire pour rencontrer le paiement des anciennes dettes scolaires, il a décidé de garder pour lui-même le surplus de revenu du fonds d'éducation qu'il avait institué. Comme les derniers *Comptes publics* le démontrent, à la page 63 (État B-187) le gouvernement provincial a encaissé au chapitre du fonds d'éducation, du 1^{er} avril 1946 au 31 mars 1955, \$199,690,661.03, soit tout près de \$200,000,000, et il n'a effectivement déboursé pour le rachat des anciennes dettes scolaires que \$51,005,581.11, intérêts inclus; il lui reste encore à payer au compte des anciennes dettes scolaires un montant de \$39,338,700. (État A-18, p. 44) qui ne sera définitivement éteint que le 1^{er} décembre 1977.

Le gouvernement s'est tout simplement approprié le surplus du revenu du fonds d'éducation, soit \$148,685,079.92, dont il a affecté une bonne partie aux budgets des dépenses d'autres départements. Quant aux corporations municipales, elles ont dû se contenter comme seule source additionnelle de revenus de la taxe de vente de 2 %, leur principale source se limitant à la taxe sur les propriétés.

Le gouvernement de l'Union nationale n'a eu de cesse, depuis 1945, de s'accaparer des sources de revenus auxquelles les Trésors municipaux auraient pu s'alimenter pour rencontrer leurs dépenses. Quant aux corporations scolaires, il ne leur a même pas laissé les revenus nouveaux qu'il avait institués à leur intention.

En somme, le gouvernement provincial s'est conduit à l'égard des gouvernements municipaux et scolaires de la même façon qu'il reproche au gouvernement fédéral de s'être conduit à l'égard des gouvernements provinciaux! Il semble que ce qui est condamnable dans un cas doit aussi l'être dans l'autre.

Dans le seul domaine de la voirie, l'ensemble des déboursés que les gouvernements municipaux doivent faire, chaque année, soit pour les pavages, l'entretien, le maintien des services de circulation, le déblaiement des rues en hiver, etc., excède sûrement les dépenses du gouvernement provincial pour la voirie. Or, c'est le gouvernement provincial qui encaisse pour lui seul tous les revenus provenant de la taxation des véhicules-moteurs et de l'essence.

Dans le domaine de la santé publique, le même état de choses existe. Les municipalités de la province sont obligées de verser chaque année au Trésor provincial plusieurs millions de dollars, soit pour l'assistance publique, les unités sanitaires, etc., pendant que le gouvernement provincial, non content d'encaisser les revenus provenant des taxes imposées à ces fins, encaisse aussi plusieurs millions de dollars qui lui sont versés chaque année par le gouvernement fédéral et qu'il ne partage pas avec les municipalités.

Les *Comptes publics* de 1954-1955 nous ont appris qu'au cours de cette seule année-là, le gouvernement fédéral avait versé \$10,032,413.54 au gouvernement provincial pour des fins de santé publique, d'unités sanitaires, etc. Et, loin de remettre aux municipalités une partie de cet argent que lui a versé le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial a exigé que les municipalités lui versent des contributions s'élevant à \$10,173,730.49. Le moins que le gouvernement provincial pourrait faire à l'égard des municipalités, surtout depuis que le gouvernement fédéral contribue aux dépenses provinciales dans le domaine de la santé publique, serait de les libérer complètement de l'obligation qu'il leur impose de contribuer à une partie de ses dépenses.

Le fait d'exempter les municipalités de contribuer au budget provincial de la santé signifierait pour celles-ci un accroissement annuel de revenu d'au-delà de \$10,000,000. Je crois savoir, par exemple, que la ville de Québec est obligée actuellement de payer chaque année au-delà de \$1,000,000 au gouvernement provincial pour l'assistance publique; pour Montréal, c'est quelque chose comme \$6,000,000 par année. Si les budgets de dépenses des villes de Montréal et de Québec, entre autres, étaient allégés de ces déboursés obligatoires de \$6,000,000 et de \$1,000,000 respectivement, les gouvernements de ces municipalités pourraient faire face à leurs obligations respectives avec beaucoup plus de facilité.

Privées de revenus additionnels, obligées en plus de contribuer des sommes considérables à la province, les administrations municipales et scolaires

voient leurs dettes s'accroître sans cesse. Le passif des municipalités de la province de Québec, qui était de \$466,765,275 en 1945, atteignait \$808,636,000, en 1953. Actuellement, il doit largement dépasser cette somme.

Quant aux corporations scolaires libérées en 1946 de leurs dettes qui s'élevaient alors à \$80,000,000, elles ont dû contracter, depuis 1946, de nouvelles dettes obligataires pour un montant total de \$192,077,200, au 31 décembre 1955.

La politique du gouvernement a donc eu des répercussions désastreuses sur les finances des administrations locales. En période de grande prospérité, le gouvernement a tellement dépensé au-delà de ses moyens qu'il lui a fallu s'emparer des sources de revenus appartenant aux administrations inférieures. La conséquence a été que le gouvernement provincial, d'une part, et les corporations municipales et les corporations scolaires, d'autre part, se sont endettés considérablement, au point qu'il a fallu augmenter les taxes, et il y a lieu d'appréhender qu'elles augmenteront davantage car, après tout, "il ne faut pas oublier que l'emprunt n'est en définitive que de l'impôt différé", comme le déclarait le ministre des Affaires municipales, le 5 décembre dernier.

C'est tout le crédit de la province de Québec qui se trouve ainsi en jeu. J'irai plus loin: c'est en quelque sorte tout l'avenir économique de la province qui est en jeu car, comme l'a souligné si justement le président de la Banque Royale du Canada dans son rapport annuel aux actionnaires de cette institution bancaire au mois de janvier dernier: "vivre constamment dans les dettes est comme vivre en esclavage."

18. L'entreprise libre et la situation économique

L'administration provinciale produit des résultats directs sur les gouvernements qui lui sont inférieurs dans le domaine public, mais il y a aussi un prolongement direct de ses effets sur ce que nous pourrions appeler les gouvernements privés. En d'autres termes, l'entreprise libre et l'économie de la province grandissent ou diminuent selon que la politique venant d'en haut est bonne ou mauvaise.

L'administration québécoise est celle qui, de toutes les administrations au Canada, impose le plus grand nombre de taxes vexatoires, et ceci contribue à l'exode du capital et de ses industries, tout en empêchant également un plus grand nombre d'industries nouvelles de venir s'établir dans Québec.

On répondra que telles et telles industries sont venues chez nous en ces dernières années. Quelques industries nouvelles se sont établies dans le Québec depuis la fin de la guerre, notamment celles qui avaient besoin de notre électricité, et ceci est le résultat d'une législation datant de 1926, bien avant l'Union nationale, et qui prohibait l'exportation de l'énergie électrique développée ici. Je dis cependant que nous n'avons pas eu, dans Québec, la proportion que nous aurions dû avoir des nouvelles industries établies au Canada en ces dernières années.

De ce fait, il appert que la province a perdu la place qu'elle occupait quant à la valeur nette de la production *per capita*, comme le rapporte l'*Annuaire du Canada 1954*, à la page 371, où on lit que "La valeur nette de la production de neuf provinces (hormis Terre-Neuve) a atteint \$784 par habitant en 1950, contre \$734 en 1949 et \$592 en 1947. L'Ontario, avec \$1,008 est restée en tête par une forte marge, tandis que la Colombie-Britannique reprenait la deuxième place avec \$852 et que l'Alberta retombait en troisième place avec \$780. Venaient ensuite le Québec, la Saskatchewan et le Manitoba avec \$693, \$634 et \$618".

L'édition anglaise 1955 de cette même publication mentionne, à la page 753, que: "*Per capita* production in the Maritime Provinces has always been far below the Canadian average, and stood at around one-half the national figure in 1952. Quebec's *per capita* output has averaged between 10 % and 13 % below the Canadian average during the last five years, after having almost reached the national figure during some of the war years. *Per capita* production in Ontario has consistently been the highest among the province."

D'après le Bureau fédéral de la statistique, les nouveaux investissements de capitaux au Canada, pour la période 1948 à 1955 inclusivement, se sont élevés à \$37,455,800,000, soit une moyenne de \$2,628 par tête. Voici le montant des investissements de capitaux dans chaque province pour la période de 1948 à 1955, et le montant de ces investissements par tête: (Voir le tableau à la page suivante)

| <i>Provinces</i> | <i>Nouveaux investissements de capitaux</i> | <i>Par tête de population</i> |
|-----------------------|---|---------------------------------------|
| Alberta..... | \$4,120,100,000 | \$4,300 |
| Colombie-Britannique | 3,998,500,000 | 3,299 |
| Ontario | 13,884,700,000 | 2,952 |
| Saskatchewan | 2,085,300,000 | 2,450 |
| Manitoba | 1,882,500,000 | 2,304 |
| Québec | 8,848,900,000 | 2,144 |
| Nouveau-Brunswick | 883,600,000 | 1,683 |
| Nouvelle-Écosse | 1,069,500,000 | 1,642 |
| Île-du-Prince-Édouard | 131,100,000 | 1,331 |
| Terre-Neuve | 451,600,000 | 1,204 |

Ces chiffres révélateurs sont déjà un signe d'alarme. Mais une autre manifestation de notre recul industriel apparaît plus clairement encore dans le fait que, non seulement nous n'avons pas été capables d'attirer toutes les industries que nous aurions dû voir s'établir ici, mais que nous n'avons même pas été capables de garder toutes celles que nous avions. Depuis quelques années, un nombre de plus en plus considérable d'entreprises déménagent leur bureau-chef dans d'autres provinces. Voici la liste des compagnies qui ont donné des avis, depuis 1952, dans la *Gazette officielle du Canada*, du transfert de leur bureau-chef dans d'autres provinces: (Voir le tableau ci-dessous)

| <i>Nom de la compagnie</i> | <i>Avis de transfert de bureau-chef</i> | | <i>Gazette officielle du Canada</i> |
|---|---|---------------------|---|
| | <i>De</i> | <i>À</i> | |
| | | | 1952 |
| Anglo Canadian Leather Co..... | Montréal | Huntsville, Ont. | octobre |
| The B. B. Glove Manufacturing..... | Ayer's Cliff | Chatham, Ont. | juin |
| Bostich Canada Limited..... | Montréal | Mimico, Ont. | octobre |
| Brodeene Dahl Corporation | Montréal | Toronto | septembre |
| Canadian Penal Association..... | Montréal | Toronto | février |
| Canadian Petersen Oven | Montréal | Toronto | novembre |
| Canadian Pittsburgh Industries | Saint-Laurent | Toronto | juillet |
| D'allaird's Limited..... | Montréal | Ottawa | novembre |
| Dominion Rubber Co..... | Montréal | Kitchener, Ont. | décembre |
| Edwards of Canada | Montréal | Owen Sound, Ont. | juin |
| Florian Company of Canada | Montréal | Guelph, Ont. | septembre |
| John M. Foster & Son Ltd..... | Montréal | Toronto | janvier |
| The Geotechnical Corporation..... | Montréal | East York, Ont. | décembre |
| Grand Falls Lumber Co. | Montréal | Grand Falls, N.B. | septembre |
| Leetham Simpson Co..... | Montréal | Toronto | février |
| Lomont Corporation Limited..... | Montréal | Toronto | mars |
| Lomont Agencies Limited | Montréal | Toronto | mars |
| Marsh & McLennan Limited | Montréal | Toronto | décembre |
| Murphy Paint Co..... | Montréal | Toronto | août |
| The Nichols Chemical Co..... | Montréal | Toronto | décembre |
| Ormond Corporation Limited | Montréal | Toronto | mars |
| Ottawa Steamship Co..... | Montréal | Halifax, N.E. | mars |
| The Peele Co..... | Montréal | Toronto | juin |
| Rayner Atlas Limited | Westmount | Niagara Falls, Ont. | décembre |
| Richie Recorders Limited | Montréal | Toronto | janvier |
| Sandoz Pharmaceuticals | Montréal | Toronto | décembre |
| Seismograph Instrument Rental..... | Montréal | Calgary, Alberta | octobre |
| Sheepbridge Engineering Ltd | Montréal | Guelph, Ont. | octobre |
| Spencer White & Prentiss of Canada..... | Montréal | Toronto | décembre |
| William Brothers Ltd | Montréal | Edmonton | avril |

1953

| | | | |
|--------------------------------------|----------|-----------------------|-----------|
| Products Tank Car Stops..... | Montréal | Toronto | janvier |
| Quebec Metalurgical Industries | Montréal | Ottawa | janvier |
| St. James Marine Limited | Montréal | Toronto | février |
| Industrial Grain Products | Montréal | Fort William | février |
| Christensen Can. Enterprises | Montréal | Halifax | mars |
| The Solex Co..... | Montréal | Toronto | mars |
| Albro Sewrities Limited..... | Montréal | Charlottetown, I.P.E. | avril |
| Canadian Aurora Light Co..... | Montréal | Woodstock, Ont. | avril |
| Guest Motors Limited..... | Hull | Ottawa | avril |
| General Steel Warea Ltd. | Montréal | Toronto | avril |
| Canada Malting Limited | Montréal | Toronto | mai |
| Playtex Limited..... | Montréal | Arnprior, Ont. | mai |
| Altroy Bros. Co. | Montréal | London, Ont. | mai |
| The Fluor Corp. Limited..... | Montréal | Toronto | mai |
| Givaudan Canada Limited | Montréal | Toronto | juin |
| June Investments Limited | Montréal | Kitchener | juin |
| D.L.O.W. Coal Co. of Canada..... | Montréal | Toronto | décembre |
| Deeks Distributing Co..... | Montréal | Calgary, Alberta | décembre |
| Ideal Vender Co..... | Montréal | Deseronto, Ont. | décembre |
| Plymouth Sales Co..... | Québec | Brantford, Ont. | décembre |
| The Steel Rail Anchor Co..... | Montréal | Toronto | décembre |
| Amalgamated Electric Corp..... | Montréal | Toronto | avril |
| S. Smith & Sons Limited | Montréal | Toronto | juin |
| Consumers Cordage Co. | Montréal | Welland | juillet |
| Thorp Hambrook Co. Limited..... | Montréal | Toronto | août |
| Atlantic Jewelry & Watch Co..... | Montréal | Hamilton | septembre |
| Kingston Terminal Restaurant..... | Montréal | Kingston | octobre |
| Cape Asbestos Limited | Montréal | Toronto | novembre |
| Triando Trading Limited..... | Montréal | Ottawa | décembre |
| Christopher Columbus Rum. Ltd..... | Montréal | New Westminster | décembre |

1954

| | | | |
|-----------------------------------|----------|--------------------|-------------|
| Cradock Manner Canada Ltd. | Sorel | Vancouver | 25 décembre |
| Canada Laco Lamos Ltd. | Montréal | Toronto | 13 novembre |
| Thermoset Plastics Ltd..... | Dorion | Lindsay, Ont. | 16 janvier |
| Marples Ridgway Ltd..... | | | |
| The Victoria Consolidated | Montréal | Ottawa | 20 février |
| Silver Mining Co..... | Québec | Toronto | 25 mars |
| Plastic Ltd. | Montréal | Ottawa | 10 avril |
| Moncan Ltd. | Montréal | Ottawa | 8 mai |
| Ramsay Club..... | Montréal | Fort Erié | 8 mai |
| Global Aviation Ltd. | Verdun | St. Eugene, Ont. | 13 mai |
| The Waller Investment Corp..... | Montréal | Toronto | 22 mai |
| Penmans Ltd..... | Montréal | Paris, Ont. | 22 mai |
| Navico Shipping Co. Ltd. | Montréal | Saint-Jean, N.-B. | 29 mai |
| Great Lakes Carbon Corp. | Montréal | Corner Brook, T.N. | 12 juin |
| Sellers .05 to \$1.00 Stores..... | Montréal | Corner Brook, T.N. | 12 juin |
| Shers' Family Outfitters Ltd..... | Montréal | Belleville, Ont. | 12 juin |
| Hillcrest Collieries Ltd..... | Montréal | Coleman, Alberta | 10 juillet |
| Ronalds Offset Litho. Ltd. | Montréal | Toronto | 17 juillet |

| | | | |
|-----------------------------------|---------------|------------------|------------|
| Canadian Paediatric Society | Montréal | London | 31 juillet |
| Juanita Holding Ltd..... | Montréal | Toronto | 31 juillet |
| W. M. H. Muller Co..... | Montréal | Vancouver | 14 août |
| Cameron Machine Co. | Montréal | Toronto | 28 août |
| Dominion Playing Card Co..... | Montréal | Windsor | 2 octobre |
| Moly Motor Products Co. | Montréal | Unionville, Ont. | 9 octobre |
| Terry Machinery Co..... | Saint-Laurent | Leaside, Ont. | 16 octobre |
| Raymond Concrete Pile Co..... | Montréal | Toronto | 23 octobre |
| Walworth Co. of Canada Ltd..... | Montréal | Toronto | 6 novembre |
| Canadian Playing Card Co..... | Montréal | Windsor | 2 octobre |

1955

| | | | |
|--|---------------|--------------------|--------------|
| Great Can. Oil Lands Ltd..... | Montréal | Toronto | 13 novembre |
| Viking Couplings of Can. Ltd..... | Montréal | Toronto | 22 janvier |
| Lemanco Investments Ltd..... | Montréal | Toronto | 12 février |
| Cox and Stevens Aircraft Ltd. | Dorval | Long Branch, Ont. | 5 mars |
| Bogue Electric of Canada Ltd..... | Montréal | Gloucester, Ont. | 12 mars |
| Mannex Canada Ltd..... | Montréal | Calgary, Alberta | 12 mars |
| Beaudry Mfg. Co. Ltd. | Montréal | Ottawa | 26 mars |
| Commonwealth & American Hemisphere Holdings Ltd | Montréal | Toronto | 26 mars |
| The Proprietary Ass. Of Canada | Montréal | Toronto | 23 avril |
| Normalair Ltd..... | Montréal | Etobicoke, Toronto | 30 avril |
| Byron Creek Collieries Ltd..... | Montréal | Coleman, Alberta | 30 avril |
| Brockville Crushed Stone Ltd..... | Montréal | Brockville, Ont. | 7 mai |
| Childs of Canada Ltd. | Montréal | Toronto | 7 mai |
| Broadside Rustproof Metal Window Co..... | Montréal | Etobicoke, Ont. | 28 mai |
| Canadian Textile Enr. Ltd..... | Montréal | Toronto | 4 juin |
| Biscuit Cartier Ltd..... | Montréal | Toronto | 4 juin |
| Wynn Oil Co. of Canada..... | Montréal | Toronto | 9 juillet |
| T. & J. Finker of Canada..... | Montréal | Toronto | 9 juillet |
| Colas Ltd..... | Montréal | Toronto | 16 juillet |
| Canadian Chandlers Ltd..... | Montréal | Vancouver | 16 juillet |
| Jeena Co. Ltd. | Montréal | London, Ont. | 16 juillet |
| Dorval Air Transport Ltd..... | Montréal | Toronto | 23 juillet |
| Canadian Pneumatic Tool Co. | Montréal | Toronto | 13 août |
| Bois, Gherman & McCoy Ltd..... | Montréal | Toronto | 27 août |
| S.I.D.A.M Ltd. | Montréal | Toronto | 17 septembre |
| Calgary Power Investments Ltd..... | Montréal | Calgary, Alberta | 19 novembre |
| Alexander Sloan Ltd. | Saint-Laurent | Toronto | 3 décembre |
| Hother Trading & Steamship Ltd | Montréal | Ottawa | 3 décembre |
| Cosmopolitan Hunt & Fish | Westmount | Scarborough, Ont. | 17 décembre |
| The Southam Co. Ltd..... | Montréal | Toronto | |

Il est vrai, par contre, que quelques-unes des compagnies établies ailleurs ont transféré leur bureau-chef dans Québec, mais leur nombre et surtout leur valeur sont infimes en comparaison de celles qui sont parties.

Dans son discours de cette année, pour la première fois, le ministre des Finances reconnaît la

formidable expansion économique du Canada tout entier et, pour la première fois également, il n'accorde pas à la province de Québec le monopole de cette expansion. Tout au contraire, on sent chez le ministre l'intention bien arrêtée d'accrocher la prospérité du Québec à la prospérité canadienne. Si les faits étaient conformes à cette vue optimiste, cela

serait tout simplement normal. Mais on s'aperçoit qu'en regard de la prospérité générale du Canada, la province de Québec demeure incapable de garder le rang qu'elle occupait dans le domaine industriel.

Le *Business Year Book* 1954 publiait, à la page 161, la liste des industries américaines qui étaient venues s'établir au Canada au cours de l'année précédente, soit en 1953. Sur un total de 104 industries établies au Canada en 1953, 81 s'étaient établies dans l'Ontario, 21 dans Québec et deux dans les autres provinces. La même publication, en 1955, publiait, en page 154, la liste des industries américaines établies au Canada au cours de l'année 1954; sur un total de 76, 75 étaient allées s'établir en Ontario, aucune dans Québec, et une dans une autre province.

D'après le British Trade Centre, opéré par The Canadian Association of British Manufacturers and Agencies, 174 industries ou maisons d'affaires anglaises ont établi des établissements ou des succursales au Canada au cours des années 1954 et 1955. Sur ce nombre, 120 se sont établies en Ontario, 28 dans Québec et 26 dans les autres provinces.

La revue *Industrial Canada* du mois de janvier 1956 publiait, en pages 73 et 74, la liste des 96 nouvelles industries canadiennes fondées au cours de l'année 1955, dont 70 se sont installées en Ontario, - 35 à Toronto seulement, - et seulement cinq dans la province de Québec. En voici la liste reproduite de la revue *Industrial Canada*:

*Nouvelles industries canadiennes
en 1955*

| | |
|--|--------------------|
| A.A. Engineering Ltd. | Toronto |
| Adams Dillers Ltd., Thomas..... | Vancouver |
| American Can Co. of Canada Ltd..... | Hamilton |
| Auto Flow Corp. of Canada..... | Windsor |
| Bell Ltd., Graham | Streetsville, Ont. |
| Birds Eye Food (Canada) Ltd..... | Toronto |
| Bogue Electric of Canada Ltd..... | Ottawa |
| Botany Mills (Canada) Ltd. | Toronto |
| Butler Manufacturing Co. | Hamilton, Ont. |
| Canadian Folding Cartons Ltd..... | Toronto |
| Canadian Atlas Transformers Co..... | Toronto |
| Canadian Clark Ltd..... | St. Thomas, Ont. |
| Canadian Conveyors Ltd. | Toronto |
| Canadian Hydrocarbons Ltd. | Winnipeg |
| Canadian Kenworth | Vancouver |
| Canadian Pittsburgh Piping Ltd..... | Hamilton, Ont. |
| Canadian Rock Salt Co. Ltd. | Ojibway, Ont. |
| Canadian Tappan Stove Ltd..... | Montréal |
| Canadian Telefilm Productions Ltd..... | Windsor, Ont. |
| Canadian Western Pipe Mills Ltd..... | Port Moody, B.C. |
| Central Electric Wire Ltd..... | Perth, Ont. |
| Cimco Canadian Instrument & Machine Co. Ltd. | Toronto |

| | |
|--|-----------------------|
| Clarke Sanding Machine of Canada Ltd. | Toronto |
| Collins Radio Co. of Canada Ltd. | Toronto |
| Consolidated Diesel Electric Corp. of Canada Ltd..... | Ottawa |
| Continental Motors of Canada Ltd. | St. Thomas, Ont. |
| Compton Parkinson Canada Ltd..... | Brantford, Ont. |
| Coname (Canada) Ltd. | Waterloo, P.Q. |
| Dalic Meta chemical Ltd. | Toronto |
| Davidson Chemical Co. Ltd. | Valleyfield, P.Q. |
| Electronics Corporation of America (Canada) Ltd. | Toronto |
| Ethyl Corporation of Canada Ltd. | Sarnia, Ont. |
| Fergus Glass | Salem, Ont. |
| Fiorentini Canada Ltd..... | Toronto |
| Fisher Governor Co. (Canada) Ltd. | Woodstock, Ont. |
| Frost Canada Limited, L. H..... | Oakville, Ont. |
| Glue & Gelatine Works | Trenton, Ont. |
| Grimsby Mouldings Ltd. | Grimsby, Ont. |
| Hall & Pickles Canada Ltd. | Toronto |
| Hazel Bishop of Canada Ltd..... | Toronto |
| Hooker Chemicals Ltd..... | Vancouver |
| Hoskins Alloys of Canada Ltd. | Toronto |
| Hyde Spring & Wire Co. | Brantford, Ont. |
| Inland Cement Co. Ltd. | Edmonton |
| Jaeger Machine Co. of Canada Ltd. | St. Thomas, Ont. |
| Kennatrack Corporation (Canada) Ltd. .. | Toronto |
| Leiner & Sons Canada Ltd., P. | Cobourg, Ont. |
| Lindsay-Wilson Ltd..... | Long Branch, Ont. |
| McGlashan Silverware Ltd. | Ottawa |
| Magcoa Limited | Toronto |
| Mannesman Tube Co. Ltd. | Sault Ste-Marie, Ont. |
| Mansfield Rubber (Canada) Ltd..... | Barrie, Ont. |
| Marsh Instruments & Valve Co. (Canada) Ltd. | Edmonton |
| Marsland Precision Equipment Ltd. | Waterloo, Ont. |
| Master Film Studios Ltd. | Calgary, Alberta |
| Mills Steel Products Limited | Hamilton, Ont. |
| Mulder Canada Ltd..... | Toronto |
| Northwest Nitro-Chemicals Ltd. | Medecine Hat, Alta |
| North Western Pulp and Power Ltd..... | Calgary, Alberta |
| Penellit of Canada Ltd..... | Toronto |
| Perlite Industries Ltd. | Vancouver |
| Plastic Industries (Alberta) Ltd. | Edmonton |
| Prairie Pipe Co. Ltd..... | Regina, Sask. |
| Premier Steel Mills Ltd. | Edmonton |
| Prencro Aeroquip Ltd. | Toronto |
| Quality Hermetics Ltd. | Toronto |
| Rayette Ltd. | Toronto |
| Rayflex Fabrics of Canada Ltd..... | Drummondville |
| Republic Flow Meters Canada Ltd..... | Toronto |
| Rixson Co. (Canada) Limited, Oscar C.. | Toronto |
| Robinson Collo. Canada Ltd | Woodbridge, Ont. |
| Roti Wood & Metal Products Co. Ltd. | Fergus, Ont. |
| St. Denis Heating & Pattern Works..... | Windsor, Ont. |
| Saskatchewan Cement Corp. Ltd. | Regina, Sask. |
| Schenectady Varnish Canada Ltd..... | Toronto |
| Scully Signal Ltd. | Toronto |
| Siris Products (Canada) Ltd., A.J. | Toronto |
| Skippy Footwear Ltd. | Kitchener, Ont. |
| Special Purpose Equipment Ltd. | Toronto |
| Standard Chemical Ltd..... | Montréal |
| Standard Coil Products (Canada) Ltd. | Toronto |
| Stathmos Scale Manufacturing Limited . | Toronto |

| | |
|--|----------------------|
| Steber Woodhouse Ltd. | Toronto |
| Stener Development & Manufacturing Co. Ltd. | St. Catharines, Ont. |
| Surpass Petrochemicals Ltd. | Toronto |
| Thorold Concrete Block Co. | Hamilton, Ont. |
| Uni-Craft Products of Canada Ltd. | Fort Garry, Man. |
| United Rubber Ltd. | Toronto |
| Varian Associates of Canada Ltd. | Georgetown, Ont. |
| Vendomatic (1954) Ltd. | Toronto |
| Wesson Cutting Tools Ltd. | Toronto |
| Western Wire & Cable Co. Ltd. | Vancouver |
| Winchester Electronics Co. Ltd. | Windsor, Ont. |
| X-L Refineries Ltd. | Dawson Creek, B.C. |
| Yale Rubber Mfg., Co. of Canada Ltd. .. | Kincardine, Ont. |
| Yorktown Products (Canada) Ltd. | Toronto |

À la suite de ces révélations, voici ce qu'écrivait à ce sujet le journal *La Voix de l'Est*, de Granby, dans son édition du 25 janvier dernier, soit 10 jours avant le discours sur le budget: "5 nouvelles industries dans le Québec, 70 en Ontario. Si l'on en juge par les statistiques publiées dans la revue le *Canada Industriel*, la province de Québec n'a pas fait beaucoup de progrès dans le domaine de la nouvelle industrie l'an dernier. Selon cette publication de l'Association des manufacturiers, en effet, sur un total de 96 nouvelles industries pour le pays, 70 se sont installées en Ontario, dont 35 à Toronto, et seulement cinq dans notre province. Et encore s'agit-il d'un agrandissement et de fusions dans trois de ces cas. Voyons plutôt: on compte un agrandissement et une fusion de compagnies à Montréal, l'établissement d'une petite industrie à Drummondville, une fusion de sociétés à Waterloo, enfin la construction d'une usine de \$6,000,000, la seule importante, à Valleyfield. Ces statistiques ne sont pas complètes, dira-t-on? Peut-être. Mais même si elles l'étaient, la situation ne serait guère plus brillante pour nous.

"Il n'est pas normal que le plus grand nombre de nouvelles industries s'établissent dans l'Ontario. Cette province n'a rien que nous n'ayons pas. Nous possédons des ressources hydrauliques considérables, de grandes richesses naturelles, une main-d'œuvre compétente, des techniciens consciencieux. Pourquoi alors, se demandera-t-on, le Québec n'attire-t-il pas plus d'industries nouvelles? Manque-t-on de confiance en l'avenir de cette province?

"Il y a sans doute des raisons qui portent l'industriel à s'éloigner de nous, et c'est ce que l'on doit chercher à découvrir lors de la prochaine exposition industrielle de Montréal. Voilà ce que nos principaux hommes d'affaires doivent tenter de connaître en vue d'y apporter les remèdes nécessaires."

Comme on peut s'en rendre compte, il y a lieu de s'inquiéter sérieusement de ce recul économique qui se manifeste dans la province de Québec. Il est grand temps que le gouvernement y réfléchisse et s'interroge sur les raisons de cette régression qui se manifeste seulement dans la province de Québec.

Quelles sont les raisons qui causent un tel état de choses? Ce sont les résultats de la politique édictée en haut lieu qui sape à la base notre structure économique et industrielle. Cette politique est devenue vexatoire et tracassière par ses taxes multiples dont plusieurs sont inconnues ailleurs. Dans d'autres cas, elle est devenue vindicative et discriminatoire.

Le grand organe hebdomadaire de l'industrie et de la finance au Canada, le *Financial Post*, que le ministre des Finances se plaît souvent à citer dans ses discours sur le budget, déplorait récemment le fait que la politique discriminatoire du gouvernement actuel de la province de Québec était en voie de causer un tort irréparable à la province et il écrivait, avec raison, "que toute entrave à l'expansion économique entraînera fatalement une diminution dans les occasions d'emploi pour les citoyens de la province de Québec. Si l'industrie ne progresse pas dans Québec, les citoyens de cette province se verront dans la pénible obligation d'aller gagner leur vie à l'extérieur". Et il ajoutait que "dans la situation actuelle personne n'osera risquer d'investir des capitaux dans quelques développements d'envergure dans la province de Québec sans aucune certitude que le climat politique et économique sous lequel ils devront opérer n'offre aucune assurance de stabilité".

Les témoignages à l'effet que le climat économique actuel de notre province est mauvais se font entendre de plus en plus nombreux. La revue *L'Actualité Économique*¹¹ écrivait, pour sa part, il y a quelques mois qu'"on comprend très bien que les intéressés ne trouvent pas la chose de leur goût, au point peut-être de déménager leurs pénates - et les sièges sociaux de leurs compagnies - en dehors de la province".

Les résultats sont désastreux, comme les faits le démontrent: les revenus provinciaux provenant de la taxation sur les corporations diminuent, l'embauchage diminue, le chômage se fait sentir beaucoup plus dans la province de Québec qu'ailleurs. À Montréal, récemment, le service social familial déplorait une recrudescence de la misère dans la métropole canadienne. Est-ce là un signe de prospérité économique, comme le chantent les membres du gouvernement actuel? Des grands

journaux ont signalé depuis, quelques mois, que Québec était en voie de se classer parmi les provinces pauvres du pays quant aux revenus et profits que la population retire de son activité économique!

Un journal de la ville de Québec, *L'Action catholique* du 29 novembre dernier, lançait pour sa part presque un cri d'alarme dans un article éditorial, intitulé: "Québec a besoin d'industries", et l'auteur de cet article écrivait, entre autres choses, que "la région économique de Québec n'arrive pas à utiliser toute sa main-d'œuvre et les dernières statistiques la trouvent encore au nombre des zones les plus affectées par le chômage". Et il ajoutait un peu plus loin "chose certaine, c'est que nous avons besoin de nouvelles industries pour mettre fin à ce chômage chronique dont nous sommes affligés".

Un autre rédacteur du même journal écrivait dans un article éditorial subséquent, en date du 15 décembre dernier, que "C'est un fait reconnu que la stabilité économique de la région de Québec laisse à désirer. On n'en veut pour preuve que cette situation annuelle attribuable au chômage saisonnier, à la pénurie d'emplois pendant les mois d'hiver."

Et pour illustrer davantage les répercussions de cet état de choses déplorable, je citerai l'extrait suivant d'une nouvelle publiée dans l'édition du 28 décembre dernier de l'*Événement-Journal*, de Québec, rapportant que "le nombre des débiteurs a augmenté au cours de l'année qui s'achève et les créanciers ont eu plus de difficultés à se faire payer. La situation se reflète dans le chiffre des salariés qui, pour éviter une saisie de leur salaire, ont eu recours au régime des dépôts volontaires, communément appelé loi Lacombe, ou ont vu une partie de leur salaire saisie. Au cours de 1955, 2,107 acheteurs en difficultés ont ainsi consenti à déposer chaque mois une partie de leur enveloppe de paie, dans l'espoir d'éteindre les dettes qu'ils avaient contractées. C'est quelque 350 noms de plus que l'an dernier."

Sur un total de 923 faillites au Canada au cours du premier semestre de l'année 1955, la province de Québec a eu le peu enviable record d'en compter à elle seule 661!

Il est plus que temps, pour le gouvernement, de repenser toute sa politique fiscale et économique. Le monde de la finance, du commerce, de l'industrie, les journaux et les contribuables s'alarment avec raison du climat économique défavorable que l'Union nationale s'est appliquée à créer dans la province de Québec et des conséquences désastreuses que cette politique a entraînées. Ce n'est pas en poursuivant une politique vexatoire ou

discriminatoire, comme le fait le gouvernement actuel, qu'on bâtit l'avenir. C'est en agissant comme agit l'Union nationale qu'on le compromet dangereusement.

19. L'exploitation de nos ressources naturelles

S'il est vrai que l'administration de la province produit des effets qui atteignent les gouvernements municipaux et scolaires, les gouvernements privés et, par suite, toute la structure économique et industrielle de la province, il est encore plus vrai de dire que cette administration a des effets directs sur l'exploitation des ressources naturelles. Et, quand je suggère au gouvernement de repenser sa politique fiscale et économique, j'ai particulièrement en vue la question de l'exploitation de nos ressources, et plus spécialement de nos ressources minérales.

En examinant les *Comptes publics* de l'année qui vient de se terminer, on a la surprise d'apprendre que le pourcentage du revenu que la province retire de ses ressources naturelles par rapport à son revenu total a diminué depuis 1945. Le pourcentage de son revenu que la province retirait en 1944-1945 des ressources naturelles était à cette époque de 11.42 % (C.P. 1944-1945, rapport de l'auditeur, page X). En 1954-1955, ce pourcentage était descendu à 8.55 % (C.P. 1954-1955, rapport de l'auditeur, page X).

Or, en 1944-1945, on n'exploitait pas le fer, ni le cuivre de la Gaspésie, ni les mines du lac Allard, ni les mines de plomb et de zinc du Nord-Ouest québécois, et la coupe du bois ne se faisait pas sur une aussi haute échelle. Malgré cela, la province retirait un plus fort pourcentage qu'aujourd'hui de son revenu des richesses naturelles. C'est qu'on a sacrifié d'immenses ressources sans se préoccuper des intérêts immédiats du citoyen québécois. Il y a 10 ans, la taxe et les impôts représentaient 67.62 % du revenu; aujourd'hui, les uns et les autres représentent 80.85 % du revenu total.

En une période de grande exploitation minière à travers la province et le pays, les revenus du ministère des Mines de la province de Québec ont diminué durant les trois dernières années. En 1952-1953, ses revenus s'étaient élevés à \$5,795,059. En 1953-1954, ils descendaient à \$5,273,652, et en 1954-1955, ils diminuaient encore à \$4,533,735.

Les revenus des terres et forêts, qui avaient rapporté \$15,848,659.39 en 1951-1952, ne rapportaient plus que \$14,235,956, en 1954-1955, malgré une coupe de plus en plus intensive pour satisfaire à la demande toujours croissante.

C'est pour cela que le gouvernement se doit de modifier totalement sa politique d'exploitation des ressources naturelles, dont la plus fameuse, celle du fer, ne rapporte que quelques dizaines de mille dollars annuellement au Trésor provincial. La première chose à faire, c'est de se fixer un but que tous les pays hautement industrialisés ont atteint: exploiter et transformer sur place la richesse naturelle. C'est un non-sens économique pour un pays modernisé que d'exporter ses matières premières à l'état brut, comme cela se fait présentement dans la province de Québec. L'unanimité se fait de plus en plus grande sur ce point. Le président de la Banque Canadienne Nationale déclarait lui-même dans son rapport aux actionnaires, lors de la dernière assemblée annuelle de cette institution:

"L'exploitation des richesses naturelles ne fournit qu'un nombre relativement restreint d'emplois plus ou moins temporaires, et leur exportation à l'état brut, si elle rapporte un certain profit immédiat, est en fin de compte une cause d'appauvrissement. Seule l'industrie manufacturière peut donner de l'occupation à la masse des ouvriers qui augmente rapidement d'année en année."

Presque tous les dirigeants de nos institutions financières ont parlé dans le même sens depuis quelques mois, en sorte que le cri d'alarme lancé isolément par le Parti libéral depuis quelques années est devenu une véritable clameur dans le monde financier, industriel et syndical. Tous les économistes reviennent régulièrement sur le sujet et plusieurs ont déclaré avec raison que l'autonomie politique sans l'autonomie économique est une chose qui n'existe que dans les mots et non dans la réalité. C'est donc toute une nouvelle orientation qu'il faut donner à notre politique concernant les ressources naturelles. C'est toute une législation qu'il faut bâtir, et j'irai même jusqu'à dire que nos ressources devraient dès maintenant tomber sous la juridiction d'un ministère des ressources naturelles.

20. Situation désastreuse de l'agriculture

En suivant l'action gouvernementale jusque dans ses résultats sur les divers gouvernements de la province et sur le climat économique et industriel, nous ne devons pas perdre de vue d'autres secteurs qui sont influencés à la fois par l'action gouvernementale et par la situation économique et industrielle. C'est ainsi, par exemple, que l'agriculture peut être coincée entre ces deux forces et subir les contrecoups directs d'une mauvaise politique.

On sait que le gouvernement actuel a reçu et dépensé énormément d'argent depuis qu'il a pris le pouvoir pour la première fois. Il a reçu et dépensé plus de \$3,000,000,000. Ces recettes et ces déboursés ont-ils donné des résultats correspondants? D'une part, ont-ils contribué à l'amélioration du sort des masses? D'autre part, ont-ils contribué à alléger leur fardeau? Ces milliards de dollars ont-ils circulé dans toutes les sphères de la vie économique de la province? Ont-ils contribué à améliorer le niveau de vie des diverses classes de la population québécoise ou n'ont-ils pas plutôt été canalisés sous le nom de faveurs et privilèges pour le bénéfice d'une minorité?

Si nous faisons un rapide examen de la dépense, du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1955, au chapitre du ministère de l'Agriculture, nous nous demandons si l'agriculture québécoise est plus florissante depuis que le gouvernement a dépensé \$125,000,000, en tant d'années, au compte de ce secteur important de l'économie québécoise. Nos cultivateurs sont-ils en meilleure situation financière?

Nous trouvons la réponse à cette question dans l'*Annuaire statistique* de Québec, 1954, à la page 306, où il y est révélé qu'en 1941 il y avait, dans la province de Québec, à cette date, 154,669 fermes couvrant une superficie totale de 18,062,564 acres, dont 6,137,521 en culture. En 1951, il n'y en avait plus que 134,336, couvrant une superficie de 16,786,405 acres, dont 5,790,359 en culture. Ce chiffre n'est même plus exact car, depuis, la diminution tant dans le nombre des fermes que dans le nombre d'acres en culture n'a cessé de continuer.

Un autre fait démontre que la prospérité nord-américaine n'a pas profité à nos agriculteurs autant que dans d'autres secteurs. C'est qu'ils ont dû s'endetter davantage en contractant des emprunts.

Après avoir examiné ce que j'appellerais ce passif de l'agriculture, nous ne trouvons pas, du côté de l'actif, une augmentation proportionnelle des revenus. C'est, malheureusement, le contraire qui est arrivé. Nos cultivateurs sont en train de perdre le marché agricole québécois lui-même. Le président de la Corporation des agronomes, (*L'Action catholique*, 11 janvier 1956) déclarait récemment: "Ce qui nous manque, c'est une pensée agricole; on n'a pas de vue d'ensemble et le cultivateur n'est pas assez compris... Il faut reprendre notre marché agricole, ce doit être notre motto."

Un membre de l'U.C.C., monsieur G. Veilleux, affirmait récemment que "le cultivateur et le colon n'ont pas assez de revenus pour faire vivre et faire instruire leur famille... Ils sont souvent obligés de

vendre leur bois à la corde, une fois ou deux par semaine, pour survivre. Les résultats économiques de cette situation sont effarants, a dit alors M. Veilleux, car les filles doivent s'engager en ville dès l'âge de 14 ans et le garçon quitte l'école pour travailler. Non seulement les enfants ne reçoivent pas l'instruction, mais ils sont exposés à toutes sortes de dangers contre lesquels les parents, éloignés, ne peuvent pas les protéger". Et cela se passe ici dans Québec, durant les années de progrès dont parle si souvent le premier ministre!

Le président de la Banque Provinciale du Canada, M. Édouard Labelle, déclarait, lors de la dernière assemblée annuelle de cette institution financière que "à moins que quelque chose de bien précis ne soit fait pour relever l'économie du secteur agricole, l'aggravation de l'écart entre prix agricoles et prix industriels équivaldrait à condamner une classe importante, à voir baisser son niveau de vie, pendant que s'améliorerait celui de plusieurs autres catégories de citoyens. Une telle situation ne serait guère tolérable ni au point de vue de l'intérêt général, ni de celui de la justice ou de l'équité".

Rapprochons-nous, maintenant, de l'administration provinciale. Entrons même au ministère de l'Agriculture et qu'entendons-nous? Nous entendons le sous-ministre de l'Agriculture de Québec déclarer à la récente conférence agricole fédérale-provinciale, suivant le rapport qui en était reproduit dans l'édition du 14 décembre 1955 du journal *La Terre de chez nous*: "M. René Trépanier, sous-ministre provincial de l'agriculture, a fait, mercredi dernier, une analyse succincte mais très à point de la situation agricole qui a prévalu dans Québec cette année. Il a entre autres souligné que le revenu net de l'agriculture québécoise avait enregistré au cours du premier semestre une baisse de 4.5 % sur celui de l'année précédente. Il a ensuite passé en revue toutes les productions agricoles du Québec, depuis l'industrie laitière jusqu'au tabac, pour démontrer que pratiquement, dans tous les cas, il y avait diminution de revenus bruts, même si le rendement dans bien des cas était supérieur à celui des années antérieures.

"Il a terminé son exposé, en affirmant que le gouvernement provincial voit dans le maintien du prix de soutien du beurre - (par le gouvernement fédéral!) - à son niveau actuel de 58 cents la livre le seul moyen d'assurer un minimum de stabilité à l'industrie laitière de la province.

"Dans le domaine de l'aviculture, il a souligné que le maintien du prix de soutien sur les œufs - (par le gouvernement fédéral encore) - à

38 cents la douzaine s'impose et il a ajouté que le gouvernement provincial souhaite l'institution d'un prix de soutien pour la chair de volaille, afin d'assurer un minimum de stabilité aux aviculteurs."

Le 11 janvier dernier, le même journal, *La Terre de chez nous*, apprenait avec joie aux cultivateurs québécois que "le gouvernement fédéral a annoncé récemment qu'il a décidé de maintenir le prix de soutien des œufs à 38 cents la douzaine en 1956, pour la catégorie "A" aux entrepôts... Tous les producteurs d'œufs se réjouiront sans doute de cette nouvelle qui leur assure au moins un minimum..."

On voit que la situation de l'agriculteur québécois est loin d'être enviable, mais on voit surtout que des autorités provinciales comptent sur l'intervention fédérale plutôt que sur l'intervention provinciale pour améliorer son sort. Et on se pose alors la question qui vient tout naturellement à l'esprit: Que fait donc le gouvernement de Québec pour l'agriculteur québécois? Et, en quoi l'argent dépensé jusqu'ici a-t-il relevé le niveau de vie de l'agriculteur, dont la situation ne cesse de s'aggraver?

Ici, comme ailleurs, il faut repenser la politique agricole, en moderniser les modalités et en relever la structure. En plus d'organiser la classification, d'assurer à nos cultivateurs des facilités d'entreposage, le gouvernement doit s'employer sans délai à assurer la vente des produits agricoles québécois sur des marchés domestiques d'abord, et ensuite sur le marché de l'étranger.

À ce propos, qu'il me soit permis de faire une digression en suggérant, encore une fois, la nomination d'agents commerciaux de la province de Québec, tant en France et en Angleterre que dans les pays d'Amérique latine. Il ne faut pas oublier, non plus, qu'il y a toute une population considérable, d'origine canadienne, dans les États de la Nouvelle-Angleterre. Si la province de Québec était représentée par un agent commercial, par exemple dans la ville de Boston, il pourrait, tout en s'occupant des intérêts commerciaux du Québec, travailler à resserrer les liens culturels entre les populations de ce pays et celle de notre province.

Parlant de l'agriculture, je ne puis passer sous silence ce qui lui donne naissance, à savoir la colonisation. Du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1955, le ministère de la Colonisation a dépensé \$100,000,000 et, malgré cela, celle-ci est en voie de régression. En 1944-1945, 11,026 colons recevaient des primes de défrichement, de labour et de résidence. En 1953-1954, le nombre de ces colons tombait à 8,574, selon le rapport officiel du ministère de la Colonisation

pour l'année 1954, page 64. Là, comme à l'agriculture, les dépenses gouvernementales n'ont pas atteint leur but.

Dois-je ajouter à ce tableau celui de nos pêcheries? N'était-ce pas un député de l'Union nationale qui admettait récemment qu'il n'y a presque plus de pêcheurs en Gaspésie? Le ministre des Finances lui-même semble l'admettre.

21. Propagande et réalité

En pénétrant dans quelques-uns des départements de l'administration, on retrouve les mêmes résultats négatifs, malgré les dépenses formidables qui ont été faites. Par exemple, au ministère des Mines, de 1945 à 1955, le gouvernement n'a réalisé en tout et partout que le maigre surplus de \$5,867,740, puisque ses dépenses se sont élevées à \$27,034,060 contre des revenus totaux de \$32,902,298. Il est bien difficile, dans ces circonstances, d'imaginer qu'on leur a assuré cette impulsion dont on s'est tellement vanté, puisque, pendant 10 ans, le Trésor n'en a bénéficié que pour une somme variant entre \$5,000,000 et \$6,000,000.

On sait quel bruit a fait le gouvernement autour des dépenses effectuées pour l'instruction publique depuis 10 ans, mais, après toutes ces dépenses et après toutes ces années, la gratuité de l'enseignement et des manuels scolaires n'existe plus, les salaires des instituteurs et des institutrices sont à un niveau inférieur à celui des salaires des instituteurs et des institutrices des autres provinces, et le coût de l'enseignement est plus onéreux qu'ailleurs, sans compter que les commissions scolaires se sont énormément endettées.

Que de bruit également autour de ces octrois concernant le ministère de la Santé, octrois qui d'ailleurs n'ont pas été intégralement versés. Or, 80 % de notre population, selon le témoignage même du sous-ministre de la Santé de notre province, n'a pas les moyens de se faire hospitaliser à ses frais dans les hôpitaux, ce qui n'est certainement pas un signe de prospérité économique pour les masses. Certes, le gouvernement s'est préoccupé de dépenser, mais le contribuable n'en a pas reçu les bénéfices que sa mise de fonds l'autorisait à recevoir.

Il n'est pas surprenant, après un tel examen, de constater que la dépense annuelle de la dette publique, qui coûtait aux contribuables québécois \$17,241,720.49, en 1945-1946, leur ait coûté \$27,167,992, en 1954-1955!

Pour terminer cet examen, il est bon de se demander ce que toutes ces dépenses peuvent bien

coûter en une année à chacune des personnes de la province de Québec.

Dans Québec, pendant la dernière année financière, les taxes seules ont rapporté \$237,914,060.88. Divisons ce chiffre par le chiffre de la population, soit 4,520,000. (*Revue Statistique du Canada*, octobre 1955). Cela donne, par tête, pour Québec, \$52.64 de taxes. Dans l'Ontario, pendant la dernière année financière, les taxes seules (prévisions du Bureau de la statistique pour l'année fiscale ontarienne 1954-1955) ont rapporté \$258,512,000. Divisons ce chiffre par celui de la population ontarienne, soit 5,183,000. Cela donne par tête pour Ontario: \$49.88 de taxes.

Pour compléter ce court tableau, il ne resterait qu'à aligner les chiffres indiquant que le coût de la vie est plus élevé ici et que les salaires sont plus élevés dans la province voisine. En ce faisant, nous venons de compléter un tour d'horizon qui est de nature à nous faire réfléchir et à nous faire regarder la réalité en face plutôt que de nous leurrer avec de vains mots ou avec des slogans de propagande électorale.

EXERCICE FINANCIER EN COURS 1955-1956

1. Prévisions du ministre des Finances quant aux dépenses:

| | |
|-----------------------------------|---------------------|
| Dépenses ordinaires..... | \$281,105,660 |
| Dépenses en immobilisations | <u>\$50,096,000</u> |
| Total des dépenses prévues..... | \$331,201,660 |

Nous en sommes maintenant à l'étude de l'exercice financier en cours, c'est-à-dire de celui qui a commencé le 1^{er} avril 1955 et qui va se terminer dans quelques semaines, soit le 31 mars prochain.

Pour cette année en cours, le ministre nous a présenté ses prévisions budgétaires l'an dernier au mois de février, il y a exactement un an. À ce moment-là, le ministre se trouvait à nous dire, en résumé, ceci: "Nous allons, au cours de l'année prochaine, avoir des dépenses ordinaires qui s'élèveront à \$281,105,660 et nous aurons à faire des dépenses en immobilisations pour un montant de \$50,096,000. Ce qui veut dire que nos dépenses s'élèveront en tout et partout à \$331,201,660. Nous demandons donc à la Chambre de nous autoriser à dépenser ce montant."

La Chambre a accordé cette autorisation, c'est-à-dire qu'elle a permis une dépense ne devant pas excéder \$331,201,660. Toutefois, nous avons exprimé des appréhensions quant à ces prédictions, parce que nous savions ce qui était arrivé dans le passé. Ces appréhensions ont-elles été justifiées par les événements subséquents? Voyons ce que le ministre a fait de l'autorisation limitée à \$331,201,660.

2. Le gouvernement a dépensé au-delà du budget: \$58,191,340

Quelle est, en regard des prévisions que je viens de mentionner, la réalité? C'est dans l'état provisoire des dépenses que l'on trouve la réponse.

État provisoire des dépenses:

| | |
|----------------------------------|----------------------|
| Dépenses ordinaires | \$306,387,000 |
| Dépenses en immobilisations..... | <u>\$ 83,006,000</u> |
| Total des dépenses | \$383,393,000 |

Comme nous pouvons le constater, nos appréhensions de l'an dernier étaient plus que justifiées puisque, cette année comme tant d'autres fois, le gouvernement ne s'est pas plus préoccupé de l'autorisation législative que si la Chambre n'avait pas existé.

Autorisé à dépenser \$331,201,660, le gouvernement a défoncé le budget et s'est donné à lui-même la permission de dépenser \$58,191,340 de plus que le budget voté par le Parlement. N'avais-je pas raison de dire que les députés perdent chaque année leur droit de contrôle sur les subsides?

3. Prévisions du ministre des Finances quant aux revenus: \$332,857,200

Dans son discours sur le budget prononcé le 3 février 1955, le ministre prévoyait, pour l'exercice financier 1955-1956, des revenus s'élevant à \$331,857,200.

J'ai déjà dit ailleurs qu'entre les prévisions du ministre et la réalité, il y avait généralement des écarts considérables, et ceci, non seulement au chapitre des dépenses, mais aussi à celui des revenus. Vendredi dernier, le ministre a dû avouer s'être trompé de nouveau, pour la douzième année consécutive, dans ses prévisions budgétaires. Comme on va le voir ci-après, l'écart est encore de taille cette année.

4. Le gouvernement encaisse \$57,610,800 de plus que prévu

L'état provisoire des revenus, pour l'exercice financier 1955-1956 qui se terminera dans sept semaines, nous indique que les revenus s'élèveront à environ \$389,468,000. Or, comme le ministre avait prévu des revenus de \$331,857,200, il résulte que les revenus cette année dépasseront de \$57,610,800 les prévisions qu'il avait faites. Le ministre pouvait faire quelques erreurs en ce qui concerne les revenus probables.

Cette année, je suis prêt à lui en accorder une qui est majeure. En effet, quelques personnes très riches étant décédées, les revenus provenant des droits successoraux ont fait un bond prodigieux auquel le ministre ne pouvait certainement pas s'attendre. Quelques successions à elles seules ont jeté dans les coffres du gouvernement une somme de plus de \$26,000,000 qui n'avait pas été prévue et qui ne pouvait pas normalement l'être. Mais, même en faisant crédit au ministre de cet imprévu de \$26,000,000, il n'en demeure pas moins que son écart reste encore de \$31,610,800 au chapitre des revenus.

5. Prétendu surplus de \$83,000,000 réduit à \$75,000

Comment se terminera l'année financière en cours? Dans quelques semaines, la province aura-t-elle, comme le prétend le ministre, un surplus de \$83,000,000?

Examinons les chiffres qu'il a donnés:

| | |
|---|----------------------|
| Total des revenus..... | \$322,955,400 |
| Total des dépenses | <u>\$ 83,006,000</u> |
| Excédent des revenus sur les dépenses | \$383,393,000 |

En d'autres termes, si le gouvernement reçoit \$75,000 de plus qu'il ne dépense, il ne met pas de côté \$83,000,000! Il ne lui reste que \$75,000.

Cette année encore, la propagande déforme les faits à tel point qu'on a pu lire dans certains journaux, d'une part, que le surplus était de \$83,000,000, et dans d'autres journaux, d'autre part, que le surplus était de \$75,000. Pour montrer tout ce qu'il y a de fallacieux dans les prétentions gouvernementales, à l'effet que nous aurions un surplus de \$83,000,000, c'est que le peuple ne s'apercevra pas un instant qu'il y a eu un tel surplus.

En effet, si un surplus aussi phénoménal existait, est-ce que le gouvernement ne se hâterait pas de dégrever le contribuable? Est-ce qu'il ne réduirait pas les impôts? Est-ce qu'il ne ferait pas disparaître la taxe sur les médicaments, sur l'huile à chauffage, sur la nourriture? Est-ce qu'il ne réduirait pas le taux des permis de conduire ainsi que le prix des plaques d'automobile? C'est l'évidence même et c'est ce que l'on commence maintenant à comprendre dans les divers milieux de notre population.

Pour se faire des surplus fictifs, le gouvernement se fait des immobilisations. Il dépense sans compter et quand arrive le moment de présenter ses comptes, il commence par se demander quel est le montant des immobilisations qu'il lui faudra pour se trouver ensuite un surplus. Aussi a-t-on eu raison d'écrire: "Tout le monde comprend que les besoins sont nombreux, que les gouvernements sont sollicités de tout bord et tout côté, mais l'heure semble arrivée de mettre un frein à l'inflation budgétaire, qui n'est guère plus saine au point de vue économique que l'inflation tout court."

*6. Quelques successions sauvent le gouvernement
d'un déficit de \$26,000,000*

Si, cette année, le gouvernement, à la fin de l'exercice financier, parvient à en sortir avec une somme de \$75,000, il le doit non pas à son administration sage et éclairée, mais à une cause tout à fait fortuite et salvatrice. Le hasard a voulu que quelques successions se soient ouvertes pour venir renflouer le gouvernement. Il a suffi de quelques décès dans le monde des privilégiés de la fortune pour qu'une somme de \$26,000,000 s'en vienne apporter le secours à un gouvernement qui, cette année encore, ne pouvait empêcher un déficit du même ordre.

La chose est tellement étonnante et imprévue que le ministre n'a pas pu s'empêcher de s'en étonner lui-même dans son discours sur le budget, et il a préparé la population en l'avertissant que le même fait ne se reproduira probablement pas l'an prochain.

Dans le langage du droit, il y a un brocart que tous les juristes connaissent et qui est celui-ci: Le mort saisit le vif. Pour bien décrire comment le gouvernement a évité de justesse un déficit de \$26,000,000, grâce à ces droits successoraux imprévus, on peut parodier et dire: Les morts ont sauvé le vif, c'est-à-dire qu'ils ont sauvé l'administration financière de la province.

**PRÉVISIONS
POUR L'EXERCICE FINANCIER
1956-1957**

Après avoir examiné les résultats du dernier exercice financier, après avoir suivi le ministre dans son exposé concernant l'exercice en cours et avoir analysé l'état provisoire de ce même exercice, il nous reste à jeter un regard sur les prévisions du ministre pour l'exercice financier 1956-1957 qui commencera le 1^{er} avril prochain, c'est-à-dire dans quelques semaines.

On demande au Parlement d'autoriser le gouvernement à dépenser \$374,101,427. D'autre part, pour payer ces dépenses, on nous a déclaré que les revenus s'élèveront à la somme de \$374,266,500. On nous laisse donc entrevoir un léger surplus de \$165,000.

Comme on connaît le peu de respect que le gouvernement actuel fait des autorisations que lui donnent les députés relativement à ces dépenses, il y a sérieusement lieu de se demander jusqu'à quel point ce nouveau budget sera dépassé. Il nous reste peu d'illusions quant à la valeur des chiffres que l'on vient de nous présenter, précisément parce que, dans le passé, l'autorisation des députés siégeant en cette Chambre n'a eu d'autre valeur que celle d'un symbole. Le gouvernement va dépenser comme il l'entendra; il accumulera des immobilisations et placera les députés devant un nouveau fait accompli.

En outre, quelques-uns des précédents qu'il a établis à période fixe ont de quoi nous laisser songeur, surtout en ce qui concerne l'année qui vient. En 1948, il y eut des élections. Le ministre des Finances, avant les élections, avait prédit un surplus de \$420,543. Après les élections, ce surplus se transformait en un déficit de \$30,990,188. En 1952, il y eut également des élections et quelques semaines auparavant, dans son budget, le ministre avait prédit un surplus de \$1,851,756, et le déficit fut ensuite de \$38,119,196. Cette année, il y aura des élections, mais dès maintenant, le ministre prédit un surplus de \$165,073. Il en sera de ce surplus comme de tous les autres. Il en sera des dépenses autorisées comme de toutes les autres, et voilà pourquoi, en face de ces budgets, qui ne signifient plus rien, nous en sommes venus à nous attendre à n'importe quoi.

Puisque, dans l'exposé budgétaire, le ministre ne nous raconte plus la véritable histoire financière de l'administration, il ne nous reste plus qu'à le suivre pendant quelques instants dans l'aperçu qu'il nous a donné au sujet des possibilités financières et économiques de l'année prochaine. Citant des

économistes, il a, cette année, une vue beaucoup plus optimiste que l'an dernier de la situation nationale et provinciale. Pour notre part, nous voulons croire à l'expansion continue de notre pays dans tous ces domaines, mais nous voulons surtout que la province de Québec ne soit pas une exception dans cette marche en avant de notre pays.

Les relations fédérales-provinciales

Cette année, le ministre des Finances, porte-parole du gouvernement en cette matière, regarde avec un optimisme inaccoutumé le problème des relations fiscales entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Il exprime un nouveau point de vue en laissant entendre que le jour se lève. "Et voilà, dit-il, que l'horizon semble s'éclaircir". À ceci, nous disons: "Tant mieux!". Et puis, le ministre ajoute: "La nouvelle formule n'est certes pas une solution idéale, loin de là, mais elle offre au moins des suggestions moins rigides qui seront étudiées sans préjugés, dans un esprit ouvert et désireux de permettre à notre province de jouer son rôle véritable, de permettre au pays tout entier de remplir sa mission dans le monde."

Cette solution idéale et rêvée, le gouvernement de la province de Québec ne l'offre pas lui non plus, mais, comme le climat semble actuellement favorable et qu'il serait malheureux de revenir à la guerre froide, je me garderai bien de troubler la paix qui doit précéder les rencontres intergouvernementales.

Devant les nouvelles propositions dont le mérite est au moins de faire croire que "l'horizon semble s'éclaircir", je ne crois pas qu'il faille garder une position purement statique. Les renseignements que nous avons sur l'attitude des gouvernements provinciaux sont bien minces, mais il apparaît quand même assez clairement qu'il y a un flottement assez prononcé et qu'il n'y a pas encore d'action concertée ou synchronisée en vue d'une politique provinciale sur le plan canadien. Au risque de me répéter, je reviens encore sur ce que je crois être une nécessité pour les provinces de se réunir en une conférence interprovinciale, afin d'étudier toutes ensemble la formule nouvelle du gouvernement fédéral. La chose me paraît de plus en plus nécessaire parce que la nouvelle formule ne rencontre plus cette opposition systématique qui fermait les portes à toute négociation.

Dans le moment, les provinces ont devant elles une formule dont on a dit qu'elle ressemble aux propositions que la Chambre de commerce de

Montréal avait suggérées avant 1950. Cette remarque a été faite dans des publications différentes, dont l'une rappelle que la formule de la Chambre de commerce, reprise dernièrement devant la commission Tremblay, est même supérieure à la formule nouvelle du gouvernement fédéral.

Il est assez curieux de constater qu'après toutes ces années pendant lesquelles le problème fiscal n'a pu être réglé, une formule est demeurée inutilisée jusqu'à maintenant. Je me réjouis d'autant plus de voir qu'on s'y rapproche maintenant que, dès 1952, interrogé sur ce point et de la manière suivante: "Acceptez-vous les propositions formulées par la Chambre de commerce de Montréal comme base de discussion avec les autorités centrales?", je répondais en invoquant déjà la nécessité d'une conférence interprovinciale pour ajouter ensuite: "Au cours d'une telle conférence, je déposerais sur la table le mémoire de la Chambre de commerce de Montréal, en indiquant l'importance de l'organisme qui l'a préparé et en demandant que ce mémoire serve de point de départ dans la discussion entre les provinces. Il en serait de même dans les négociations engagées avec les autorités centrales."

En référant à cette déclaration, ce n'est pas une justification que je cherche à mettre en lumière. C'est tout simplement que je veux démontrer la nécessité qu'il y a pour notre province, comme pour toutes les autres, de présenter un point de vue bien déterminé et bien précis aux autorités fédérales, plutôt que de rester dans l'expectative.

Il serait prématuré, avec les moyens restreints mis à ma disposition, de traduire les montants de péréquation impliqués dans la nouvelle formule fédérale. Pour montrer la difficulté d'une telle opération, rappelons que dans les journaux du 4 février courant, on voyait que "les experts financiers de toutes les provinces canadiennes ont entrepris à Ottawa l'étude détaillée des propositions d'ententes financières avec le gouvernement fédéral". Qu'en résultera-t-il? Nous l'ignorons. Mais il nous semble que l'attitude et les propositions ci-dessus mentionnées devraient être pour la province de Québec au moins deux des solutions qu'elles pourraient offrir. Je sais qu'il est bien de courir après des solutions idéales, mais il est certainement nécessaire de rechercher des solutions réalisables.

CONCLUSIONS

"Ce qu'il y a de moins net dans cet état financier, c'est la façon de présenter des chiffres sans suivre les règles ordinaires d'une sage comptabilité.

Il en résulte une confusion dans l'esprit des hommes d'affaires qui cherchent à tirer leurs propres conclusions quant à la véritable situation financière de la province de Québec." Ces commentaires faits à l'occasion du discours sur le budget de cette année décrivent bien la situation d'une manière générale. Mais, pour compléter cette description, il faut ajouter les considérations suivantes:

1. Les budgets ne signifient plus rien et les députés perdent peu à peu leur droit de contrôle sur les subsides;

2. Aucune règle fixe n'existe dans l'administration des finances provinciales, là où la discrétion, le favoritisme et le bon vouloir du gouvernement président à la distribution de 51 % du budget en octrois discrétionnaires;

3. Aucun esprit d'économie ne met un frein à la dépense des deniers publics;

4. Depuis 10 ans, la dépense a généralement dépassé les revenus de la province;

5. Dans le même laps de temps, les contribuables n'ont profité d'aucun dégrèvement.

Partant de ces questions de principe, résumons quelques-uns des faits saillants qui se dégagent en regard de l'exercice 1954-1955:

1. Le ministre des Finances n'a pas dit un mot au sujet de cet exercice;

2. L'exercice se termine par un déficit de \$21,302,288.51;

3. Le gouvernement a défoncé le budget pour un montant de \$35,132,084.18;

4. Les revenus, compte tenu des recettes additionnelles encaissées par les divers ministères, ont atteint \$380,495,756.15, et les dépenses se sont élevées à \$401,798,044.66;

5. À la fin du dernier exercice, le gouvernement avait dépensé depuis 10 ans en excédent des budgets annuels votés par l'Assemblée législative \$363,223,370, soit en moyenne \$36,000,000 par année;

6. Au cours des 10 dernières années, le gouvernement a enregistré un déficit total de \$89,580,786;

7. Le gouvernement a contracté des emprunts temporaires des banques et de l'Hydro-Québec pour un montant de \$118,500,000;

8. Le 25 mars 1955, six jours avant la fin de l'année fiscale, le gouvernement a pris dans la caisse de l'Hydro-Québec un autre montant de \$25,000,000;

9. Le gouvernement a ensuite emprunté \$61,000,000 dont il n'a reçu que \$59,918,200, enregistrant une perte de \$1,081,800;

10. Le 31 mars 1955, il restait encore des comptes à payer au montant de \$20,356,837.24;

11. Le revenu de la taxe sur les profits des corporations a rapporté \$351,444.34 de moins qu'en 1953-1954;

12. Le revenu de la taxe sur le capital des corporations a rapporté \$420,070.10 de moins qu'en 1953-1954;

13. Les revenus du ministère des Mines ont diminué de \$739,917.45;

14. Les *Comptes publics* ne donnent pas de détails pour un montant total de \$46,063,421.76;

15. Les dépenses pour les achats et les contrats sans soumission se sont élevées à \$87,420,684.25;

16. Le gouvernement a dépensé en frais de banquets et de réceptions au-delà de \$182,770.64;

17. La dépense de la dette a subi une augmentation de \$1,178,557.04;

18. La dette totale de la province s'élevait, au 31 mars 1955, à \$638,011,591.16, soit une augmentation de \$52,070,587.05, exclusion faite des emprunts garantis par la province;

19. Le revenu du fonds d'éducation s'est élevé à \$199,690,661.03;

20. Au 31 mars 1955, le gouvernement n'avait déboursé que \$51,005,581.11 pour le rachat des anciennes dettes scolaires et il lui restait encore à payer, d'ici 1977, \$39,338,700;

21. Depuis 1946, le total des nouveaux emprunts obligataires contractés par les corporations scolaires s'élevait, au 31 décembre dernier, à \$192,077,200;

22. Le passif des corporations municipales qui était de \$466,765,275 en 1945 atteignait \$808,636,000 en 1953;

23. Malgré leur situation financière précaire, le gouvernement a obligé les municipalités à lui verser, en 1954-1955, des contributions pour un montant de \$10,173,730.49;

24. D'après l'*Annuaire du Canada 1954*, la province de Québec n'occupait que la quatrième place au Canada quant à la valeur nette de la production *per capita*;

25. D'après la *Gazette officielle du Canada*, 118 compagnies ou maisons d'affaires ont déménagé leur bureau-chef en dehors de la province de Québec depuis 1952;

26. Sur un total de 104 industries américaines qui se sont établies au Canada en 1953, 21 seulement sont venues dans Québec, contre 81 dans l'Ontario, et deux se sont établies dans les autres provinces;

27. En 1954, 75 industries américaines se sont établies en Ontario, une dans une autre province, et aucune dans Québec;

28. Sur 174 industries ou maisons d'affaires britanniques établies au Canada, au cours des années 1954-1955, 120 sont allées en Ontario, 28 dans Québec et 26 dans les autres provinces;

29. Sur les 96 nouvelles industries canadiennes organisées en 1955, 70 se sont installées en Ontario, et seulement cinq dans Québec; Québec se classe en sixième place seulement quant aux nouveaux investissements de capitaux par tête de population;

30. Le pourcentage de son revenu que la province a retiré de l'exploitation des ressources naturelles est tombé à 8.55 %;

31. En 1945, le pourcentage de son revenu que la province retirait des taxes et des impôts était de 67.62 %. Pour le dernier exercice, il atteint 80.85 %;

32. En 10 ans, à venir à l'année 1951, le nombre des fermes québécoises a diminué de 20,333 et la superficie en culture a diminué de 347,162 acres;

33. En 10 ans, le nombre des colons exploitant des lots de colonisation a diminué de 2,452.

Exercice 1955-1956

1. Le gouvernement a dépensé en excédent du budget \$58,191,340;

2. Les revenus s'élèveront à \$57,000,000 de plus que prévu;

3. Le gouvernement a sorti du budget des dépenses en immobilisations pour un montant de \$83,000,000;

4. Le surplus sera de \$75,000;

5. Si le gouvernement n'avait pas encaissé à la dernière heure un montant imprévu de \$26,000,000 en revenus additionnels sur les successions, il aurait enregistré pour l'exercice en cours un déficit de \$25,925,000.

Exercice 1956-1957

1. Le gouvernement prévoit un surplus de \$165,000; mais l'expérience du passé nous apprend qu'il est inutile de compter sur les prévisions ministérielles en ce qui concerne les revenus et les dépenses.

Voilà, M. l'Orateur, quelques-uns des faits saillants que nous révèle l'étude de l'administration

financière de la province. Cette étude démontre qu'un changement s'impose, non seulement dans les modalités de l'administration, mais dans l'administration elle-même. Remarquez bien que ce qui est en cause, ce n'est pas seulement l'administration financière, mais toute la politique gouvernementale. Cette politique, il faut la repenser entièrement. L'octroi discrétionnaire doit être remplacé partout où il est possible par l'octroi statutaire. L'exploitation de nos ressources naturelles, l'organisation de l'agriculture, les problèmes multiples de la santé et de l'hospitalisation, celui de la taxation et surtout du dégrèvement, sont autant de choses qu'il faut remettre sur le métier, sans compter que le climat industriel et économique de notre province est en train de se détériorer, pendant que nous perdons ce que nous avons acquis et que nous laissons s'implanter ailleurs ce qui devrait venir ici.

Cette politique, le gouvernement actuel nous a donné des preuves qu'il est incapable de la formuler et de l'exécuter; il appartiendra à d'autres d'en faire une réalité quotidienne¹².

M. Dubé (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Gatineau (M. Desjardins), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant à demain après-midi, à la condition que l'étude du bill de Montréal soit terminée¹³.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Afin de reconstituer ce discours de M. Lapalme, nous avons eu recours à la version publiée de son discours, intitulée *Analyse de la situation financière et économique de la province de Québec* (tirée des

archives de l'Université du Québec à Montréal, Fonds Georges-Émile Lapalme, 109P2b/80), que nous avons confrontée avec les journaux du lendemain. D'ailleurs, le *Montreal Star* du 7 février 1956, à la page 4, nous apprend que M. Lapalme a lu son discours en Chambre.

2. D'après *Le Soleil* du 8 février 1956, à la page 7 et *La Tribune* du même jour, à la page 8, M. Lapalme aurait plutôt dit: "(...) mais il l'est moins quand il s'agit des dépenses."

3. George C. Marler (1901-1981), député de Westmount-Saint-Georges de 1942 à 1954, a été chef de l'opposition à Québec de novembre 1948 à novembre 1953. Il fut ensuite ministre des Transports à Ottawa dans le cabinet Saint-Laurent de 1954 à 1957.

4. Voir la séance du 13 décembre 1955.

5. Louis-Hippolyte La Fontaine (1807-1864) et Robert Baldwin (1804-1858), tous deux députés réformistes à l'époque du Canada-Uni, dirigèrent ensemble un gouvernement de coalition de mars 1848 à octobre 1851. Ils luttèrent tous deux pour l'obtention du gouvernement responsable, qui fut accordé au Canada-Uni en 1848.

6. Voir Roland Parenteau, "Commentaires: Finances provinciales 1955", *L'Actualité Économique*, XXXIe année, no 2, juillet-septembre 1955, pages 281-288.

7. D'après *Le Soleil* du 8 février 1956, à la page 7, et *La Tribune* du même jour, à la page 8, le chef de l'opposition aurait dit: "C'est comme si un ministre prenait dans la caisse de l'un de ses collègues ce qu'il lui faut pour balancer ses livres."

8. Selon *La Tribune* du 8 février 1956, à la page 8, il s'agirait d'emprunts portant intérêt à 3.25 %.

9. Pour la référence de cet article, voir la note 6.

10. M. Lapalme cite de mémoire Joseph Dominique, baron Louis (1755-1837), ministre des Finances de la France en 1814-1815, 1818-1819 et 1831-1832. Le baron Louis aurait dit "Faites-nous de bonne politique et je vous ferai de bonnes finances."

11. Voir Roland Parenteau, "Commentaires: Autonomie et réalisme politique", *L'Actualité Économique*, XXXIe année, no 2, juillet-septembre 1955, pages 273-281.

12. *L'Action catholique* du 8 février 1956, à la page 1, rapporte que "M. Lapalme a parlé pendant trois heures, soit pendant toute la séance de l'après-midi." *La Presse* du 7 février 1956, à la page 1, parle plutôt d'un "long discours de deux heures." Étrangement, dans son édition du lendemain (8 février), à la page 1, *La Presse* affirme cette fois que le discours du chef de l'opposition "a duré près de trois heures". Dans la même édition, *La Presse*, en parlant de M. Lapalme souligne que son discours "a été nombre de fois ponctué par des applaudissements nourris de ses députés". De son côté, le *Montréal-Matin* du 8 février 1956, à la page 11, qualifie ce discours de "plus long prononcé en Chambre depuis un très grand nombre d'années." C'est toutefois le journal *La Patrie* du 8 février 1956, à la page 12, qui donne les indications les plus précises sur la durée du discours du chef de l'opposition: "Il parla pendant environ deux heures et trois quarts, ayant commencé vers 3 h 15 pour terminer à 6 heures, au moment de la suspension de la séance."

13. Depuis le début de cette semaine-là, en effet, les élus étudiant, au comité des bills privés, les amendements à la charte de Montréal.

Séance du mercredi 8 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée¹.

NOTE

1. L'extrême brièveté de cette séance demande quelques explications. Tout d'abord, les journaux utilisés pour la reconstitution de cette séance, en date du lendemain (9 février), ne publient aucun article concernant des débats à l'Assemblée. C'est tout à fait inhabituel car, lorsqu'il y a séance à l'Assemblée, les journaux du lendemain publient toujours des articles pour rapporter le moindre débat; l'absence d'articles est une indication sûre qu'il n'y a pas eu de débat. Toutefois, dans les jours suivants, certains journaux expliquent ce qui s'est passé le 8 février.

Le Nouvelliste du 10 février 1956, à la page 2, rapporte que "Le bill de Montréal a pris fin hier midi, après avoir occupé le temps du comité des bills privés de l'Assemblée législative pendant cinq séances de suite. C'est donc dire que le travail de la Chambre basse n'aura pas progressé énormément au cours de la présente semaine." Le même jour, *La Patrie*, à la page 12, nous apprend que "La Chambre a repris, hier après-midi, ses travaux réguliers, suspendus depuis mardi pour consacrer tout son temps à l'étude des problèmes de Montréal." Ainsi, ce mercredi 8 février, les députés ont préféré consacrer leur temps à l'étude du bill de Montréal, au comité

des bills privés. Mais, dans ce cas, pourquoi ouvrir une séance uniquement pour ajourner aussitôt?

Dans *Le Devoir* du 11 février 1956, à la page 1, le journaliste Pierre Laporte nous fournit la clé de l'énigme quand il raconte ce qui suit: "La fête annuelle de M. Duplessis a été... pratiquement ratée à l'Assemblée législative. On avait, comme d'habitude, placé des drapeaux de la province de Québec sur les pupitres des députés. Quelqu'un devait présenter les vœux traditionnels à M. Duplessis, qui devait normalement répondre. Mais apparemment le grand homme n'était pas de bonne humeur. Il n'est apparu à l'Assemblée législative que pendant quelques minutes, juste le temps d'ajourner la séance pour descendre au comité des bills privés, où l'on étudiait le bill de Montréal."

Dans son ouvrage sur Duplessis, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, à la page 62, le même Laporte affirme, en parlant des élus: "Tous les ans, ils célébraient l'anniversaire de monsieur Duplessis. Ministres, députés ministériels et membres de l'opposition lui rendaient hommage. Dans ses remerciements, monsieur Duplessis commençait toujours par rappeler le souvenir "de son vieux père et de sa vieille mère qui le regardaient du haut du ciel." Le scénario fut le même pendant quinze ans." Cette année-là, de toute évidence, le premier ministre avait décidé de couper court aux festivités.

Séance du jeudi 9 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 240 concernant le titre de Paul-Émile Laperrière à la propriété d'un immeuble dans la cité de Saint-Laurent.

Et, avec des amendements, le bill 246 concernant la radiation d'une servitude établie sur le lot numéro 27 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 100 refondant la charte de la cité de Montréal, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 233 concernant la ville de L'Abord-à-Plouffe, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 187 modifiant la charte de la cité de Montréal;

- bill 204 concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay.

Votre comité recommande de prolonger au 16 février courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Radiation d'une servitude,
paroisse de Saint-Laurent**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 246 concernant la radiation d'une servitude établie sur le lot numéro 27 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 246 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Canada Steamship
Lines Ltd.**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 204 concernant les

immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 204 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Propriété de Paul-Émile Laperrière

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 240 concernant le titre de Paul-Émile Laperrière à la propriété d'un immeuble dans la cité de Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 240 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 16 février courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1956-1957 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 7 février courant,

sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) offre ses félicitations à l'Orateur et souligne sa brillante carrière au Barreau et sa science légale. Vous perpétuez parmi nous, dit-il, l'un des grands noms de la politique provinciale¹. Votre père, feu Sir Mathias Tellier, et le mien, feu le juge Adjudor Rivard, étaient liés d'une amitié profonde. Il (l'honorable M. Rivard), félicite le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) de l'exposé clair qu'il a fait de l'état financier du Québec et félicite le chef de l'opposition de la solidité de ses cordes vocales.

Pendant trois heures d'affilée, dit-il, le chef de l'opposition, confondant dette nette, dette totale et dette consolidée, puisant dans ses statistiques les éléments de ce qu'il voulait essayer de prouver, a tenté d'établir que la province de Québec est dans un état déplorable. Il est surprenant de constater que dans notre province et ailleurs, il n'y ait que le groupe de l'opposition qui, au lieu de chercher des raisons d'être fier, s'ingénie à trouver des raisons de désespérance.

Il y a des gens plus en état de juger sainement les finances de la province. Ce sont les gens de la finance nationale et internationale, qui font des enquêtes avant de prêter de l'argent à la province de Québec. Or, depuis 12 ans et particulièrement cette année, la province a obtenu de meilleurs termes que n'importe quelle autre province canadienne et le gouvernement fédéral, preuve de l'excellence indiscutable de son crédit. Tant et aussi longtemps que les financiers nationaux et internationaux accorderont à la province un crédit meilleur qu'aux autres provinces, nous aurons raison, nous de l'Union nationale, d'être fiers de l'état des finances soumis par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon).

Le discours du chef de l'opposition pourrait être grave si les gens s'imaginaient qu'il dit vrai. Mais ce que dit l'opposition importe peu, car il n'y a pas 10 % de la population qui prête l'oreille aux propos des libéraux. Son discours ne peut donc pas nous faire grand tort.

Une chose m'inquiète cependant. C'est qu'il y a, à gauche de l'Orateur, un groupe qui, au lieu de travailler au bonheur de la province, se laissait gagner par l'enthousiasme à mesure que le chef tentait de prouver que ça va mal dans la province de Québec. S'il avait trouvé moyen de prétendre que nous sommes dans une faillite complète, c'eût été du

délire dans les rangs de l'opposition. C'est leur façon à eux de faire aimer leur province et d'amener les autres à la respecter davantage.

Le chef de l'opposition a dit que le climat économique de la province est mauvais et que le développement minier est en régression. C'est faux. Il n'y a qu'à lire les revues spécialisées pour se convaincre qu'au point de vue industriel et minier, la province est le centre d'attraction des autres provinces et des autres pays. Notre province est définitivement entrée dans une ère d'industrialisation qui permet la mise en valeur de nos richesses naturelles. Si, comme il le dit, le chef de l'opposition a visité la province, il n'a rien vu. L'essor industriel extraordinaire de la province a valu au premier ministre un témoignage très flatteur du *Star* de Montréal.

C'est grâce à l'Union nationale qui a ouvert à la prospérité de vastes régions minières comme l'Abitibi, Chibougamau, la Gaspésie et le Nouveau-Québec. Ce qui a été accompli là sont toutes des œuvres de l'Union nationale et M. Saint-Laurent² a fait l'éloge de notre action dans l'Ungava. Tous les autres reconnaissent cette action bienfaisante. Seul le chef de l'opposition n'a rien vu.

Mais le gouvernement actuel ne se préoccupe pas que du développement de nos ressources naturelles. Il s'occupe aussi, en encourageant de toute manière l'éducation, à préparer les jeunes à prendre les premières places dans l'industrie et à profiter de ses progrès merveilleux. Cette année, les crédits à l'éducation ont été augmentés de \$11,000,000. C'est, dans cette seule augmentation, \$2,000,000 de plus que toute la dépense pour l'éducation en 1944-1945, sous le régime libéral. Depuis 10 ans, ces subsides ont été multipliés par six. Et le gouvernement de l'Union nationale dépense encore bien d'autres sommes pour l'enseignement par l'entremise de départements ministériels tels que Agriculture, Colonisation, Bien-être social, Mines, Pêcheries, Terres et Forêts, Secrétariat, etc.

La génération plus jeune a besoin de ces armes de paix parce que le Canadien français ne peut se payer le luxe de l'incompétence, et l'Union nationale a fait le nécessaire pour l'aider dans tous les domaines de l'éducation. L'éducation, du reste, a toujours été l'une des premières préoccupations du gouvernement actuel. Les parents, représentés par les commissions scolaires, sont les premiers responsables de l'instruction de leurs enfants. L'Église a son rôle à jouer, surtout en ce qui concerne le caractère moral et religieux des

programmes, tandis que l'État a également un rôle supplétif à remplir.

C'est imbu de ce principe que le gouvernement s'est porté, en 1946, à l'aide des commissions scolaires qui ne pouvaient rencontrer leurs dettes. Le gouvernement a assumé les dettes scolaires de 1,025 commissions³, au total de \$101,000,000. Il s'est empressé d'aider l'enseignement primaire, base de notre système éducationnel, dont il fallait s'occuper en premier lieu. Jusque-là, le gouvernement libéral n'avait donné aux commissions désireuses d'être assistées que le pouvoir d'emprunter. Les écoles, sans électricité et sans eau courante très souvent, étaient délabrées, et les instituteurs, mal payés.

Afin d'aider l'enseignement primaire, le gouvernement a construit depuis 1944 2,753 écoles nouvelles, contenant 10,381 classes, au coût de \$153,514,110, avec un total d'octrois de \$94,484,436. En 1935, le régime libéral n'avait donné que \$90,000 aux commissions scolaires pour la construction des écoles. Cette année, c'est \$18,167,164 que le gouvernement consacre à cette œuvre; en 1951-1952, c'était \$9,343,000.

Les écoles ne servent à rien si les maîtres ne reçoivent pas un traitement au moins raisonnable. L'Union nationale a fait mieux payer le corps professoral. En 1944, le salaire moyen des institutrices était de \$780. Il est passé à \$1,473 en 1954-1955. Le salaire des instituteurs est passé, aux mêmes dates, de \$1,485 à \$3,445. En 1935, on comptait dans la province 1,099 institutrices qui gagnaient moins de \$150 par an! Il n'y en a plus. La même année, 1,789 institutrices avaient moins de \$200 par an! Il n'y en a plus, pas plus que de traitements annuels de \$300 et \$400. Ce sont là des chiffres que la population doit connaître, parce qu'ils démontrent que l'Union nationale a aidé l'enseignement primaire de façon pratique, généreuse et efficace.

Pour faire augmenter les traitements, le gouvernement provincial s'est mis à distribuer de plus fortes sommes en primes: \$5,781,000 en 1949-1950, \$10,170,000, en 1953-1954, \$11,553,240.75 en 1954-1955, au lieu de \$2,224,407 en 1943-1944. Ces primes sont payées deux fois par année, à raison de 40 % en octobre et 60 % en mai. Et, en 1954-1955, une somme de \$198,711.50 a été consacrée aux institutrices de pays de colonisation.

La minorité protestante n'est pas oubliée. En 1935, le gouvernement libéral donnait aux commissions scolaires protestantes, pour la construction des écoles, \$20,000. Cette année, il leur

paie \$1,678,981⁴. Nos compatriotes de langue anglaise en sont reconnaissants. Le Dr Cyril James, principal de l'Université McGill, l'a souligné à plusieurs reprises.

L'opposition réclame des octrois automatiques, mais il n'y a pas deux commissions scolaires qui ont les mêmes besoins et se trouvent dans le même état financier. Dans le domaine de l'éducation, l'action du gouvernement ne doit pas être mécanique, mais dirigée selon les besoins des écoles. Il n'y a pas une commission scolaire qui ait les mêmes besoins.

Et l'expérience a prouvé que la manière d'agir du gouvernement, qui donne des octrois selon les besoins, est la meilleure. Le gouvernement n'en profite pas pour faire de la politique; et nombreuses sont les attestations qui le prouvent. Je citerai le témoignage du Dr Louis-Philippe Roy, commissaire d'écoles à Giffard, qui a déclaré que jamais le gouvernement n'est intervenu pour imposer soit un architecte, soit un entrepreneur.

Il (l'honorable M. Rivard) rend hommage au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) pour avoir créé le merveilleux système d'enseignement spécialisé dont la province dispose. Ce fut un développement spectaculaire, dit-il, car, sous l'Union nationale, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a établi neuf écoles techniques, 35 écoles des arts et métiers et neuf autres centres d'enseignement hautement spécialisé.

L'Union nationale s'est penchée sur le cas des jeunes gens ayant du talent, mais pas d'argent. Elle les aide sans tenir compte de leurs opinions politiques. Le gouvernement a multiplié le montant et le nombre des bourses. En 1940-1941, la province ne donnait que 60 bourses pour un total de \$9,000. En 1955-1956, 9,000 étudiants obtenaient des bourses pour \$1,568,000. C'est une augmentation de 14,900 % sur le régime libéral pour ce qui regarde le nombre de bourses, et une augmentation de 17,300 % en ce qui concerne la valeur de ces bourses. De nos jours, les Canadiens français occupent des postes importants dans divers domaines: ingénieurs, chimistes et experts miniers.

Mais le gouvernement ne s'est pas arrêté à l'enseignement primaire et à l'enseignement spécialisé. Il a doublé les octrois statutaires aux collègues classiques, mais, comme cela n'était pas suffisant pour permettre à ces collèges de faire des dépenses capitales, il a ajouté au statutaire des octrois de \$200,000, de \$300,000 et souvent de \$1,000,000 pour aider aux constructions nouvelles. Il

n'y a peut-être pas deux de ces établissements qui n'ont pas reçu d'importantes subventions additionnelles allant parfois jusqu'à \$1,000,000.

Les universités ont aussi bénéficié des largesses du gouvernement et ont reçu leur part. Aucune administration n'a autant fait, en particulier, pour aider les jeunes qui veulent accéder aux carrières du génie. Depuis 1945, le gouvernement a versé \$4,526,303 à l'École polytechnique de Montréal; \$1,003,000 à l'École des hautes études commerciales; \$6,395,000 à l'Université McGill; \$11,776,000 à l'Université Laval; \$10,775,000 à l'Université de Montréal; et \$1,469,000 à l'Université Bishop⁵. Et cela ne comprend pas les \$6,000,000 votés l'an dernier pour la reconstruction de l'École polytechnique, non plus que les subventions autorisées à la présente session, soit \$1,500,000 pour l'agrandissement de la Faculté des sciences de l'Université Laval et \$750,000 pour l'Université de Sherbrooke.

Il (l'honorable M. Rivard) cite les témoignages de Mgr Papineau, évêque de Joliette, et de Mgr Vandry, vice-recteur de Laval. Mgr Papineau déclarait à Saint-Jean que tant que la province de Québec aurait un gouvernement comme celui-ci, l'éducation continuerait de progresser à pas de géant. Mgr Vandry affirmait, pour sa part, que nulle part au monde l'État ne s'intéresse autant à l'éducation que dans la province de Québec. Ce sont là des témoignages dont nous sommes fiers. De tels témoignages valent mieux que ceux qui sont inspirés par la rancœur et le dépit d'avoir perdu l'assiette au beurre.

Certains font une distinction spécieuse entre la culture et l'éducation. La culture, elle aussi, doit rester sous la juridiction provinciale. Le gouvernement du Québec entend rester maître de sa juridiction dans tous les domaines de l'enseignement. Il y parviendra en autant que se poursuivra la lutte pour l'autonomie financière de la province. Or, le peuple sait que le gouvernement actuel a respecté le mandat qui lui avait été confié de défendre cette autonomie. Les vues du Québec en matière de taxation sont de plus en plus acceptées au Canada.

Dans son discours sur le budget, le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) a noté qu'un changement s'était produit pour le mieux dans le climat des relations fédérales-provinciales. À qui ce changement est-il dû? À un homme qui, pendant longtemps, a résisté seul à tous les complots et maintenu inébranlable la position de sa province sur cette question de l'autonomie. Et ce ne sont pas nos amis d'en face qui l'ont aidé dans cette lutte. Au

contraire, le premier ministre a dû lutter contre eux pour préserver les garanties et les libertés nécessaires à notre province.

Un homme, un homme seulement, est responsable de l'amélioration de l'attitude des autorités fédérales. Le peuple sait que tant et aussi longtemps qu'il y aura au Parlement de Québec une sentinelle vigilante, tant et aussi longtemps que le premier ministre sera là, ses droits seront entre bonnes mains. Le premier ministre de Québec ouvre la voie pour nous sur le chemin d'une victoire véritable et je prédis que la population va de nouveau avoir confiance en lui.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

L'actuel ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) a récolté durant les 11 dernières années, en taxes et autres revenus, un montant record de près de \$2,968,075,618, soit plus que le montant global recueilli par tous les gouvernements antérieurs, y compris le premier de l'Union nationale, depuis la Confédération. Pendant les mêmes dernières années également, le gouvernement de l'Union nationale a aussi dépensé deux fois plus que toutes les administrations précédentes réunies depuis 1867.

Pour que le gouvernement puisse ainsi dépenser, le contribuable a dû être taxé lourdement. La part des automobilistes, qui va sans cesse croissante, atteint cette année quelque \$95,000,000. Les taxes sur les corporations s'élèvent à \$65,000,000 et celles sur les revenus des particuliers à environ \$30,000,000. D'autres revenus découlent de taxes de toute nature.

Une taxe particulièrement intéressante, que le premier ministre actuel avait promis d'abolir en 1944, est la taxe de vente. Cette taxe, non seulement n'a pas été abolie, mais n'a cessé d'amener des revenus croissants à la province. Cette taxe, en effet, qui rapportait \$12,960,972.58 à la province en 1944, lui en rapportait \$44,066,325.59 en 1954-1955. Le gouvernement actuel, malgré toutes ses promesses, n'a aboli aucune taxe. Il en a créé plutôt de nouvelles, comme l'impôt vexatoire sur le revenu des particuliers.

Le fardeau général de la taxation s'est tellement alourdi qu'il a fait fuir nombre d'entreprises de la province, ce qui expliquerait, en partie du moins, une diminution de plus de 10 % dans les revenus provenant de l'impôt sur les bénéfices des sociétés depuis 1951-1952. Ceci est encore plus important du fait que le taux de taxe est resté le même et que le Québec connaît maintenant une période incroyable de prospérité. Au cours des

trois dernières années, les revenus provenant des droits de mines ont aussi diminué de plus de 25 %. Un tel état de choses est inconcevable quand on songe à la prospérité généralisée que l'on constate partout au pays.

Je trouve également étrange que le ministre des Finances n'ait pas jugé bon de traiter de l'exercice financier terminé le 31 mars 1955. La députation et le public avaient pourtant le droit de savoir comment l'argent provenant des taxes a été dépensé. Les contribuables auraient été intéressés, par exemple, à apprendre pourquoi la province avait enregistré son troisième déficit consécutif, un déficit de \$21,302,288.51, et pourquoi elle avait dépensé \$35,000,000 de plus que ne le comportait l'autorisation de la Chambre.

Le ministre aurait pu aussi expliquer, de façon générale, la succession des déficits en période de pleine prospérité et les motifs qui poussent le gouvernement à dépenser toujours plus qu'il n'est autorisé à le faire par la députation. Il (M. Earl) parle de surplus fictifs et de déficits camouflés en surplus.

Le ministre des Finances a préféré donner des définitions du mot "dette", dit-il, comme si tout le monde ne savait point qu'une dette comporte l'ensemble des montants qu'un individu ou un organisme doit. Cette définition de simple bon sens a permis au chef de l'opposition d'établir que la dette de la province, au 31 mars 1955, s'élevait à \$638,011,591.17.

Dans son rapport provisoire des revenus et dépenses de l'exercice 1954-1955, le 27 août 1955, le ministre s'était contenté de dire que le gouvernement avait terminé l'année, au 31 mars, sans aucun bon du Trésor en souffrance. Cette déclaration ne contenait qu'une partie de vérité. Au fait, il y a toute l'étrange histoire de ces bons du Trésor, ou emprunts temporaires que le gouvernement doit contracter de temps à autre. Cette histoire se résume à ceci.

Au 31 décembre 1954, le montant des bons du Trésor en souffrance atteignait \$60,500,000. Au 1^{er} mars 1955, ce montant était réduit à \$46,000,000; au 15 mars, il était encore de \$43,000,000, puis, soudain, au 26 mars, il tombait à zéro. La grande question qui se pose est la suivante; où le gouvernement avait-il pu trouver, en 11 jours, ces \$43,000,000? Les *Comptes publics* fournissent des renseignements intéressants à ce sujet.

On y apprend que le gouvernement a emprunté \$25,000,000 à 2 % d'intérêt de l'Hydro-Québec. L'Hydro-Québec avait effectué un emprunt de \$40,000,000 à 3.5 % pour une période de 20 ans.

Ainsi, 25 jours après avoir elle-même emprunté, elle prêtait au gouvernement de la province. L'objet de l'emprunt de l'Hydro avait été le financement d'une partie du projet de la Bersimis. Ainsi l'Hydro a emprunté à 3.5 % pour reprêter à 2 % au gouvernement.

Il (M. Earl) relève certaines affirmations du ministre des Finances concernant des gains que le gouvernement aurait effectués en rachetant certaines obligations temporaires. Le manque de mise en valeur du marché dans les bureaux des capitales européennes nuit à l'établissement de nouvelles industries dans la province. Selon les publications du British Trade Centre, 174 industries ou firmes britanniques ont ouvert une succursale au Canada entre 1954 et 1955. De ce nombre, 120 sont en Ontario, 26 sont dans d'autres provinces et seulement 28 sont au Québec.

Pendant deux ans, l'opposition a essayé en vain de convaincre le gouvernement qu'il était nécessaire d'ouvrir des bureaux commerciaux. Lorsque nous, les libéraux, allons accéder au pouvoir lors des prochaines élections de cette année, nous ouvrirons des bureaux commerciaux en France et en Grande-Bretagne pour instaurer des échanges commerciaux avec le continent et encourager de nouvelles industries et succursales à venir s'installer dans les villes et les villages de la province. Le Québec a des ressources hydrauliques et naturelles, ainsi qu'une main-d'œuvre illimitée; alors, il n'y a aucune raison pour que la majorité des firmes qui s'installent au Canada ne viennent pas au Québec.

M. Chartrand (L'Assomption) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Auger), que le débat soit maintenant ajourné⁶.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le débat est, en conséquence, de nouveau ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 97 modifiant la loi des ingénieurs forestiers;
- bill 132 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-Auxiliatrice, comté de Saint-Jean;
- bill 182 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Birgit Solveig Nordstrom à l'exercice de la profession dentaire à certaines conditions;
- bill 218 constituant en corporation Jewish Convalescent Centre;
- bill 219 concernant la ville de Hauterive;
- bill 235 concernant le testament de Cécile Marchildon;
- bill 241 modifiant la charte de Bishop's College;
- bill 242 confirmant le titre de Léonard Dulude à certains immeubles;
- bill 244 exemptant André Langlais de la quatrième année d'études d'ordre pratique et autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après examens.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 167 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. La Compagnie Richmond Pulp & Paper Co. of Canada, Ltd., devra payer toutes les taxes générales et spéciales imposées par la ville de

Bromptonville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville en vertu du rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 1956 sur tous les immeubles situés en la ville de Bromptonville qu'elle a acquis depuis le 25 octobre 1955."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 194 modifiant la charte de la ville de Bedford, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du sous-article 604*d*, à la page 6, le mot "liquides" par le mot "disponibles".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 227 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est modifié:

a) en remplaçant le premier paragraphe par ce qui suit:

"L'article 429 de la loi des cités et villes, article qui s'applique à la cité de Saint-Jean, est modifié, pour la cité, en ajoutant les paragraphes suivants:"

b) les sous-articles 429*a*, 429*b*, 429*c* et 429*d* deviennent respectivement les paragraphes *a*, *b*, *c* et *d*;

c) le sous-article 429*c*, qui est devenu paragraphe *c*, est modifié en ajoutant, après le mot "droit" dans la première ligne, ce qui suit: "depuis le 16 janvier 1953,"; et en biffant, dans les deux dernières lignes, les mots "et le règlement passé à cette fin par la cité le 8 juin 1946 est déclaré légal".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 237 concernant la succession de John Louis Sabbath, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en biffant à la fin de l'article le mot "(Annexe)".

Et l'annexe est biffée.

Projets de loi:

Bromptonville

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 167 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Bedford

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 194 modifiant la charte de la ville de Bedford.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession John Louis Sabbath

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 237 concernant la succession de John Louis Sabbath.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Jean

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 227 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 122 modifiant la charte de la cité de Granby, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 13 est biffé;
2. Les articles 14, 15, 16, 17 et 18 deviennent articles 13, 14, 15, 16 et 17;
3. L'article 24 devient article 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 209 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 10 est modifié en insérant, entre la douzième et la treizième lignes, ce qui suit:

"conseil et son approbation par la com-";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 12 comme articles 13, 14 et 15.

"13. L'article 43 de la loi 1 George VI, chapitre 105, est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"Nonobstant les dispositions des paragraphes *c, d, e* et *f* du paragraphe 1 de l'article 91 de la loi 1 George VI, chapitre 105, et ses amendements, les propriétaires et occupants des immeubles mentionnés auxdits paragraphes seront assujettis aux répartitions imposées en vertu du présent article."

"14. L'article 91 de la loi 1 George VI, chapitre 105, est remplacé par le suivant:

"91. L'article 520 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"520. 1. Sont des biens non imposables:

"a) Les terrains appartenant à Sa Majesté ou tenus en fidéicommis pour le service de Sa Majesté;

"b) Les propriétés du gouvernement fédéral, celles du gouvernement provincial et celles de la municipalité;

"c) Celles appartenant à des fabriques ou à des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation, ou occupées par ces fabriques, institutions ou corporations, pour les fins pour lesquelles elles ont été établies, et non possédées par elles uniquement pour en retirer un revenu;

"d) les biens possédés et employés pour le culte public, les évêchés, les presbytères, maisons curiales et cimetières et leurs dépendances;

"Les presbytères et maisons curiales ci-dessus mentionnés comprennent toute maison occupée comme résidence par le prêtre ou ministre en charge d'une église quelconque, que cette maison soit la propriété de la fabrique ou de l'institution ou corporation religieuse, propriétaire de l'église, ou qu'elle soit occupée par le prêtre ou ministre en qualité de locataire, pourvu qu'un seul presbytère, maison curiale ou résidence pour chaque église bénéficie de l'exemption accordée par le présent article;

"e) Les immeubles employés pour des bibliothèques ouvertes gratuitement au public;

"f) Toutes maisons d'éducation qui ne reçoivent aucune subvention de la municipalité où elles sont situées ainsi que leurs dépendances et les terrains sur lesquels elles sont érigées;

"g) Les édifices où se tiennent les bureaux d'enregistrement.

"2. Les exemptions mentionnées dans le paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux personnes qui occupent, en vertu d'un titre autre que celui de propriétaire, des immeubles appartenant à Sa Majesté, ou aux gouvernements fédéral ou provincial, lesquelles sont taxées comme si elles étaient les véritables propriétaires de ces immeubles et sont tenues au paiement des taxes foncières et spéciales."

"15. L'article 92 de la loi 1 George VI, chapitre 105, remplacé par l'article 7 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 67, est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"Nonobstant les dispositions des paragraphes *c, d, e* et *f* du paragraphe 1 de l'article 91 de la loi 1 George VI, chapitre 105, et ses amendements, les propriétaires et occupants des immeubles mentionnés auxdits paragraphes seront assujettis aux répartitions imposées en vertu du présent article.";

3. L'article 13 devient article 16.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 229 concernant les testaments de Lactance Bouthillette et de Dina Trahan, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme article 2:

"2. Ledit Julien Gervais est déclaré propriétaire absolu desdits immeubles."

2. Les articles 2 et 3 deviennent articles 3 et 4.

Projets de loi:

Charte de Granby

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 122 modifiant la charte de la cité de Granby.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Testaments Lactance Bouthillette et Dina Trahan

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 229 concernant les testaments de Lactance Bouthillette et de Dina Trahan.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 209 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je tiens à signaler que, depuis plusieurs années, toutes les autorités civiles, religieuses et patriotiques se sont élevées contre l'inégalité en ce qui concerne les districts électoraux...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le sujet qu'a abordé le député de Montréal-Jeanne-Mance a déjà été déclaré hors d'ordre par une décision de M. l'Orateur rendue au cours de la présente session, décision qui a été confirmée par la Chambre⁷. Une loi pour modifier la loi électorale est inscrite à l'ordre du jour. Le texte n'est pas encore imprimé. L'amendement est prématuré. Avant d'aborder l'étude de la loi, on ne peut en parler.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il s'agit de la redistribution des sièges, ce qui est complètement étranger à la loi électorale.

M. l'Orateur: Ce point a été couvert par une décision de l'Orateur. La Chambre a confirmé cette décision stipulant que seul un membre du gouvernement peut soumettre une motion réclamant une redistribution des sièges, car cela comporterait une dépense de deniers publics. Si c'est de ça que le député de Montréal-Jeanne-Mance veut parler, le point d'ordre est fondé.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'ai présenté deux motions pour une meilleure représentation de la région métropolitaine au Parlement. Je veux

exprimer un regret... L'amendement est conforme au Règlement. Voici...

M. l'Orateur: Je n'ai pas suffisamment de détails pour savoir exactement ce que le député veut. Qu'il parle quelques minutes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député vous envoie le texte de son amendement, s'il ne veut pas le lire immédiatement! Vous pourrez ainsi en prendre connaissance.

M. Dupré (Verchères): M. l'Orateur, vous venez de rendre la décision de continuer de parler quelques minutes.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je vais d'abord faire l'historique des redistributions de sièges électoraux. Les circonscriptions électorales de la province de Québec...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de présenter cette motion et j'attends la décision de l'Orateur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'y a aucun lien avec la loi électorale ordinaire. Cela ne peut entraîner des dépenses de deniers publics. D'où le nouveau texte n'a aucun rapport avec les motions qui ont été rejetées.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je veux simplement exprimer un regret...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande la décision.

M. l'Orateur: Il est manifeste que la discussion converge vers le sujet de la redistribution des collèges électoraux dans la province, sujet qui, suivant une décision qui a déjà été rendue et qui a été confirmée par la Chambre, ne peut servir de thème à une motion présentée par un simple député. Le premier ministre a suggéré de soumettre le texte à l'Orateur. Le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) ne l'a pas soumis; c'est son privilège. Mais il me semble que comme cela a rapport à une redistribution des sièges et qu'une redistribution de sièges doit entraîner nécessairement des dépenses, le point d'ordre est fondé d'après les articles 155 et suivants du Règlement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 58.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Nous traversons dans la province de Québec une époque de grandes déclarations de principe qui malheureusement ne sont pas suivies par des actes. La situation actuelle n'est pas concevable pour une province qui se dit catholique et française. Je veux parler de la façon dont on y respecte la loi du dimanche.

Il (M. Dupuis) reproche au gouvernement de faire de nombreuses déclarations sur le respect de la loi du dimanche, une loi provinciale, une loi divine, et de répéter ses déclarations d'année en année depuis 1936. De telles répétitions annuelles, en langage populaire, ça s'appelle du radotage, dit-il. On promet, on s'engage... mais rien ne se fait! On dirait que l'on est prêt à se contenter de belles déclarations de principe et à ignorer la réalité.

Il (M. Dupuis) cite des déclarations du premier ministre reproduites dans différents quotidiens de la province. Mais la loi n'est pas respectée, dit-il. Je regrette que nos catholiques canadiens-français se contentent seulement de conférences de presse. Il faut autre chose que cela. C'est le devoir du gouvernement, du département du procureur général, de la police provinciale d'intervenir...

Je ne suis pas seul à me lever pour dire que la loi du dimanche est violée. Il (M. Dupuis) cite des lettres de la Ligue du travail, des Ligues du Sacré-Cœur⁸, des mémoires de syndicats ainsi que *L'Action*

catholique qui demandent une campagne de presse pour faire appel à la population en général et aux syndiqués. Toutes ces personnes, tous ces organismes réclament depuis des années le respect de la loi du dimanche, dit-il. Pour sa part, chaque vendredi, le premier ministre fait de grandes déclarations. Il y a, dans tous les grands centres de la province de Québec, des usines qui font travailler leurs ouvriers le dimanche. C'est le cas de la majorité des papeteries. Même à Trois-Rivières, où habite le premier ministre, les usines de pâtes et papiers ont du travail le dimanche. Au nom de la Ligue du travail, des unions ouvrières, des Ligues du Sacré-Cœur, je regrette que le gouvernement ne prenne pas des mesures immédiates pour faire respecter nos traditions.

On dira qu'on dénigre notre province. On ne la dénigre pas quand on dénonce un mal qui existe, une plaie connue de tous. Le premier ministre n'a pas le droit de faire comme l'autruche et de se cacher la tête dans le sable pour dire que tout va bien.

C'est le docteur Louis-Philippe Roy qui dit que le dimanche est violé de plus en plus. Il dit que non seulement on viole cette loi divine et humaine dans nos papeteries, mais aussi dans les cabarets, en forçant les gens à travailler le dimanche dans ces endroits. On ne demande qu'une chose: que la loi soit aussi bien respectée dans le Québec qu'en Ontario. Nous avons pensé que le premier ministre était tellement extraordinaire qu'il réussirait au moins à régler ce problème-là.

Dans toutes les campagnes électorales, il s'est engagé à faire respecter la loi du dimanche. Cela fait 15 ans qu'on attend que ce grand homme réalise au moins une fois dans sa vie ce qu'il promet. Nous verrons l'an prochain un régime libéral qui fera observer la loi du dimanche, car le seul corps capable de faire fermer les compagnies le dimanche, c'est le gouvernement de la province.

Nous aimerions savoir du procureur général quelles procédures ont été prises pour faire observer la loi, combien de causes sont allées jusqu'au bout et combien il y a eu de condamnations. Tant que le gouvernement sera satisfait de ce qui se passe, notre devoir sera d'intervenir dans cette Chambre. L'opposition veut mettre fin à cela parce qu'elle a conscience de faire entendre les revendications de la majorité de la population. Nous serons satisfaits des déclarations du premier ministre quand il y aura après des actes positifs.

Il (M. Dupuis) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), que la motion en discussion soit amendée en en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, blâme le gouvernement de laisser violer ouvertement la loi de l'observance du dimanche."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je me lève au nom des ouvriers pour réclamer une action positive pour mettre fin à la violation flagrante de la loi du dimanche à laquelle nous assistons sous le régime de l'Union nationale.

Il cite le mémoire de la C.T.C.C.⁹ et demande combien le gouvernement a d'enquêteurs pour surveiller l'application de la loi du dimanche. Cette question, dit-il, a été posée dans cette Chambre par un membre de l'opposition et on ne lui a pas encore répondu. Il serait aussi bon de savoir combien il y a eu de causes contre les violateurs de la loi et combien il y a eu de condamnations. Avec l'Union nationale, on se contente de lois de mirage. On se contente de déclarations ronflantes, on se contente d'une attitude hypocrite. Si l'Union nationale n'a pas réalisé l'une de ses plus belles ambitions, celle de la corruption dégoûtante...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Que le député retire sans restriction ses paroles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) retire ses paroles et propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Pinard), que le débat sur l'amendement soit ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien, mais comme il y a réception chez le lieutenant-gouverneur et que les journalistes seront absents, l'on ne pourra siéger ce soir¹⁰. Il faudra donc avoir deux séances demain.

Adopté. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le père de Maurice Tellier, Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), en plus d'avoir été avocat et juge, a été député à l'Assemblée législative durant plusieurs années; il a été député de Joliette, de 1892 à 1915, et chef de l'opposition, de mars 1909 à février 1915.

2. Louis Saint-Laurent (1882-1973), premier ministre (libéral) du Canada de 1948 à 1957.

3. *L'Événement* du 10 février 1956, à la page 18, parle plutôt de 1,027 commissions scolaires.

4. Le *Montréal-Matin* du 10 février 1956, à la page 16, parle de \$1,662,980.

5. *L'Événement* du 10 février 1956, à la page 18, donne les chiffres de \$11,576,000 pour l'Université Laval, \$10,675,000 pour l'Université de Montréal et \$1,500,000 pour l'Université Bishop.

6. D'après *L'Action catholique* du 10 février 1956, à la page 3, il était 4 h 30 quand le député de L'Assomption, Victor Chartrand, a proposé l'ajournement du débat.

7. Le premier ministre fait référence à une décision rendue par l'Orateur lors de la séance du 14 décembre 1955. On pourra aussi consulter les séances du 6 et du 7 décembre 1955, ainsi que celle du 18 janvier 1956, où M. Noël aborde la question de la modification de la carte électorale.

8. Fondées en 1883, les Liges du Sacré-Cœur ont pour but de regrouper les hommes et les jeunes gens pour en faire des apôtres actifs pour le bien, de favoriser l'établissement d'œuvres charitables, économiques et sociales s'inspirant de l'esprit chrétien, et d'organiser la lutte aux œuvres malsaines.

9. Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

10. Le *Quebec Chronicle* du 10 février 1956, à la page 2, nous apprend que le lieutenant-gouverneur du Québec donnait ce soir-là un dîner d'État pour tous les membres de la Galerie de la presse; c'est à ce dîner que le premier ministre fait allusion quand il parle d'une réception, et c'est ce qui explique que la

Chambre ne siège pas ce soir-là, les journalistes ne pouvant assister aux débats.

Séance du vendredi 10 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Jewish Convalescent
Centre**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que vu le caractère particulier du bill 218 constituant en corporation Jewish Convalescent Centre, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que le bill 100 refondant la charte de la cité de Montréal ayant été remis pour étude à une autre session, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

L'Abord-à-Plouffe

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que le bill 233 concernant la ville de L'Abord-à-Plouffe ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-19567

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 9 février courant,

sur l'amendement du représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis), à la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, blâme le gouvernement de laisser violer ouvertement la loi de l'observance du dimanche."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) fait référence à la loi fédérale de 1952 qui laisse aux procureurs généraux des provinces le devoir de prendre les poursuites nécessaires en cas de violation de la loi.

En cette circonstance, dit-il, l'opposition libérale se fait le porte-parole d'une foule d'associations patriotiques et religieuses, et des plus hautes autorités de l'Église catholique. L'Union nationale fait des déclarations tonitruantes sur le respect du dimanche et tolère ensuite qu'on viole ouvertement cette loi. Pourtant, le petit catéchisme de 1936¹ promettait une application rigoureuse de la loi et le premier ministre a fait, depuis, bien des déclarations sur le sujet.

Il (M. Noël) cite des articles de plusieurs journaux réclamant le respect de la loi du dimanche. Un éditorial de *L'Action catholique* en date du 30 avril 1955, dit-il, déclarait que le "dimanche est de plus en plus violé dans la province de Québec". Le 25 décembre 1955, le même journal déclarait que la loi était violée dans une mine de East Broughton. Mais le gouvernement n'a rien fait et il est resté dans son rôle passif.

Combien de poursuites ont été intentées contre les violateurs de la loi? Quelle organisation a-t-on mise en branle pour faire respecter le dimanche? Dans le mémoire qu'elle a présenté au gouvernement, le 1^{er} février, la C.T.C.C.², a réclamé des sanctions très rigoureuses. La Saint-Jean-Baptiste³ et toutes nos organisations patriotiques demandent une meilleure observance de la loi. Nous sommes forcés de blâmer le gouvernement pour son inertie et nous réclamons des actes positifs. On nous répondra sans doute: "Nous avons présenté un bill qui a été trouvé inconstitutionnel par la Cour suprême du Canada." Si le gouvernement n'a pas le droit de

passer des lois prohibitives dans pareil domaine, il peut certainement passer des lois supplétives.

Est-ce que le procureur général a une escouade d'inspecteurs dans toutes les régions de la province, pour voir à l'observance du dimanche? Il est de notre devoir de réclamer des mesures appropriées pour assurer le respect du dimanche. Nous sommes en présence d'un état de choses qui ne fait pas honneur à la province.

Le peuple est fatigué de cette politique perpétuelle d'écrans de fumée et il réclame quelque chose de plus concret, de plus positif. Au pouvoir dès l'été prochain, le Parti libéral saura satisfaire à ses légitimes désirs et corriger un état de choses qui est loin de faire honneur à une province catholique comme la nôtre.

M. Lafrance (Richmond): J'espère qu'on peut se lever pour parler de la loi du dimanche sans être accusé de faire de la petite politique. Ceux qui en font, ce sont plutôt ceux dont les grandes déclarations restent sans lendemain.

J'ai inscrit au *Feuilleton* de la Chambre une question pour savoir combien d'inspecteurs le gouvernement a à son emploi, relativement à l'observance de la loi du dimanche. Je n'ai pas encore obtenu de réponse. Je suis sous l'impression qu'il n'y en a pas dans toutes les régions. La loi est violée partout, même dans les autres provinces, de façon peut-être plus hypocrite, mais je crois qu'elle est violée davantage chez nous. Je proteste contre la désinvolture avec laquelle certains étrangers traitent notre religion et nos traditions.

Les ouvriers font leur part pour combattre le travail du dimanche. La majorité des ouvriers sont contre le travail le dimanche et les unions s'y opposent également. Même si des ouvriers acceptent de travailler le dimanche, ce n'est pas une raison pour faire subsister le travail du dimanche. Il (M. Lafrance) loue l'œuvre accomplie par la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, en vue de faire respecter le jour du Seigneur.

Un des principaux griefs des deux récentes grèves à Shawinigan et à Grand'Mère était le travail du dimanche. Les compagnies étaient prêtes à accorder une augmentation de salaire de 5 %, à condition que les syndicats laissent espérer un certain travail le dimanche. Les syndicats ont été très fermes concernant le travail du dimanche.

L'une des principales causes du travail du dimanche, dans les pulperies, c'est l'interprétation qu'on donne aux mots "travail productif". Pour les compagnies, le travail productif, c'est le produit fini.

En conséquence, le dimanche, on prépare les pâtes, on empile le bois, on exécute les réparations.

Des centaines, voire des milliers d'ouvriers travaillent le dimanche dans une province qu'on appelle encore le bastion du catholicisme en Amérique du Nord. J'espère que le gouvernement prendra les moyens de faire cesser cet état de choses. Quand il nous démontrera qu'il est sérieux dans ses menaces aux violeurs de la loi, nous serons les premiers à l'appuyer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En lisant la motion, nous constatons qu'elle constitue un tissu d'inexactitudes. Dans son désir de nuire au gouvernement, on a multiplié les assertions qui ne correspondent pas aux faits. Cette motion équivaut à retarder le vote des argentés nécessaires à l'application de la loi du dimanche, et donc à retarder le vote des crédits pour payer la police et les inspecteurs qui doivent faire respecter la loi. C'est là une curieuse manière de procéder.

La loi du dimanche est surtout une loi divine, faite par le Législateur suprême, une loi qui n'est pas susceptible d'être amendée. Il y a aussi une loi fédérale. On a discuté bien longtemps pour savoir si le problème relevait de la juridiction fédérale ou provinciale. Il a été décidé que la question devait relever du droit pénal. Et un jugement rendu dernièrement par la Cour suprême a dit que ça relève non des provinces, non des municipalités, mais d'Ottawa.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je veux faire une correction...

Des voix ministérielles: À l'ordre!

M. l'Orateur: Les députés de l'opposition ont parlé sans la moindre interruption. Je voudrais que la même chose s'applique du côté ministériel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition nous demande des renseignements et, quand nous voulons lui en donner, ses membres cherchent à nous empêcher de parler. La loi du dimanche est du domaine fédéral; pour la faire observer, il n'y a pas que les pénalités fédérales, mais celles que nous pouvons prévoir dans la province.

Dans toute l'histoire de la province, il n'y a pas eu un homme politique qui ait fait plus que moi pour l'observance de la loi. Je suis convaincu que c'est une nécessité religieuse, sociale et familiale.

Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) a parlé de l'observance de la loi des liqueurs; le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) a parlé de toutes sortes de choses; le député de Richmond (M. Lafrance) seul s'en est tenu à la question.

Il est impossible de changer la nature humaine. Il y a toujours eu des pécheurs. Il y en aura toujours. Le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour améliorer la situation et son travail lui a permis d'empêcher énormément d'abus. Jamais la loi du dimanche n'a été mieux observée que sous l'Union nationale. Le fait a été reconnu par de nombreuses autorités.

Et je pourrais citer les témoignages de Mgr Parent, archevêque de Rimouski et de Mgr Pelletier, évêque de Trois-Rivières, qui nous ont félicité de la façon avec laquelle nous coopérons avec la hiérarchie religieuse pour faire observer la loi. La population apprécie beaucoup plus de tels témoignages que les critiques stériles de l'opposition.

Il est curieux de constater que les grands champions des violations de la loi du dimanche se trouvent dans l'industrie papetière, et que l'un des plus grands champions soit un M. Ambridge, président de l'Abitibi Paper et de la St. Anne Paper. Devant la commission Gordon⁴, M. Ambridge a demandé que le travail du dimanche soit autorisé dans l'industrie du papier journal, et il a proclamé que c'est la province de Québec qui retarde le travail du dimanche parce que son gouvernement s'inspire de la doctrine catholique.

Voilà un aveu qui en dit long de la part d'un homme qui a reçu l'appui amical de l'opposition et la flagellation de la part du gouvernement⁵. L'opposition s'est donc déclarée contre l'application de la loi. Les amis de ceux qui violent la loi du dimanche ne se trouvent pas du côté du gouvernement qui fait voter une loi pour les arrêter, mais avec l'opposition qui combat cette loi.

Au sujet de la loi des liqueurs, nous avons à Montréal enlevé leur permis à une dizaine de clubs très puissants qui l'avait obtenu de nos amis de l'opposition. Et, immédiatement après notre intervention, des organisateurs libéraux, à l'insu du chef de l'opposition, je le veux bien croire, ont rendu visite aux dirigeants de ces établissements pour leur dire que, s'ils votaient contre l'Union nationale, le Parti libéral leur rendrait leur permis.

À plusieurs reprises, j'ai personnellement averti les fabricants de papier du Québec et, depuis 30 ans, je me bats pour le respect de la loi du dimanche. Mes actes sont là, mes déclarations sont là

pour le prouver. En certains endroits, sous certains prétextes fallacieux, des entreprises ont obtenu la permission de travailler le dimanche en s'adressant aux curés. Cela a rendu plus difficile l'action du gouvernement. C'est pourquoi ce dernier est intervenu; et maintenant il faut la permission non seulement des curés, mais de l'évêque. Les autorités provinciales en ont été félicitées par l'évêque de Trois-Rivières.

Pour ce qui est des grèves de Shawinigan et de Grand'Mère, le député de Richmond (M. Lafrance) est mal renseigné. Ses affirmations sont ridicules parce que jamais des gens ne peuvent conclure une entente pour violer la loi, qu'il s'agisse de professionnels ou d'ouvriers. Même si tous les gens avaient voulu travailler le dimanche à cet endroit, ils ne pouvaient passer outre aux ordres du procureur général de la province. Nous avons fait notre devoir. Les inspecteurs et les agents de la police sont chargés de faire appliquer la législation. Mais on ne peut savoir tout ce qui se passe partout à la fois dans une province qui a une superficie de 611,000 milles carrés.

J'affirme que jamais un procureur général, un gouvernement de la province de Québec n'a autant fait que ceux de l'Union nationale. Nous avons empêché des centaines de violations, mais le territoire de la province de Québec est tellement vaste qu'il faudrait plus qu'une armée. Nous allons tenter de faire plus, car tous, nous sommes convaincus de l'impérieuse nécessité de faire respecter la loi du dimanche.

Je l'ai déjà dit aux présidents de compagnies: où irions-nous, si le travail du dimanche était permis, si l'on faisait ainsi disparaître le sentiment religieux, les liens de famille? Et d'ailleurs, l'être humain doit pouvoir se reposer. De plus, l'observance des principes moraux, dans ce cas comme dans tous les autres, concorde avec nos intérêts matériels; cette observance permet de protéger nos forêts et la santé de l'être humain.

On ne peut pas toutefois nous demander de changer la nature humaine. Il restera de l'ouvrage à faire pour l'améliorer, tant que le monde sera monde. Nous faisons, nous allons continuer à faire tout ce qui est humainement possible pour faire respecter la loi du dimanche et amener à la raison tous ceux qui préfèrent adorer le veau d'or plutôt que de respecter la loi du dimanche. Jamais les employeurs de la province de Québec n'ont reçu des instructions aussi sévères qu'avec le gouvernement de l'Union nationale, en vue de son application.

Nous demandons à l'opposition de ne pas faire de politique et de partisanerie avec la question.

L'intérêt de tous, dans la province, est de faire un front uni. Je conseille aux députés libéraux qui auront des renseignements sur des cas de violation de les transmettre au gouvernement. Nous ferons respecter non seulement la loi fédérale, qui n'est pas sévère, mais la loi provinciale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je vais commencer par donner un exemple. J'ai rencontré deux mineurs, dans une mine isolée du nord-ouest de la province, qui m'ont affirmé que leurs employeurs les obligeaient à travailler sept jours par semaine durant 15 semaines de l'année. Je suis prêt à donner le nom de la mine privément, mais je ne veux pas le lancer dans le public, de peur que les mineurs ne soient punis.

Les dénonciations nous viennent surtout des ligues qui disent que la loi du travail du dimanche est une belle théorie, mais qu'elle n'est pas mise en pratique. Le premier ministre a dit qu'il nous faudrait une armée pour réglementer cela. J'en conclus que les abus sont innombrables. Je comprends que le territoire est très vaste, mais je ne comprends pas pourquoi, quand des cas précis sont fournis au procureur général par des groupements ou organismes sérieux, la plupart du temps ces plaintes n'ont aucune suite.

Outre la loi divine, il y a aussi l'élément de la santé qui entre en jeu. Est-il possible de faire respecter la loi du dimanche? Les armes au point de vue légal sont nombreuses. La loi mentionne qu'il est défendu de travailler le dimanche dans un but de lucre, autant du côté industriel que commercial. On mentionne même les représentations théâtrales. Quand on tombe dans le domaine industriel, on s'aperçoit pour le moins qu'il y a violation de la loi. On n'a pas entendu parler qu'il y ait eu des poursuites en vertu de cette loi, qu'elle soit provinciale ou fédérale.

Le premier ministre dit: "Jamais la loi n'a été mieux appliquée que sous l'Union nationale." Pourtant, il y a des témoignages à l'effet qu'il y a du travail le dimanche. Il y en a même à Trois-Rivières, en dépit des témoignages de l'évêque. Il doit y avoir quelque chose de vrai là-dedans. La principale question qui se pose est celle-ci: Y a-t-il eu des poursuites intentées? Ou ça ne sert à rien d'avoir la loi, ou il faut l'appliquer. Le premier ministre ne nous a pas donné une réponse claire.

Il est vrai que nous ne pouvons pas tout savoir, mais le gouvernement devrait au moins essayer de savoir. Quelle que soit l'industrie, si elle viole la loi, elle doit subir le poids de la loi. Partout, des milliers de petits commerçants sont obligés de fermer leur établissement le dimanche. Les grosses industries sont beaucoup plus faciles à voir. Si le

gouvernement veut entreprendre une lutte pour l'observance du travail du dimanche, il pourra être sûr d'avoir l'appui de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai une rectification à faire. Le chef de l'opposition me fait dire qu'il faudrait une armée pour faire observer la loi du dimanche. Je dis qu'il faudrait plus qu'une armée pour couvrir tout le territoire de la province de Québec. Qu'il me donne le nom de la mine qu'il a citée et nous allons nous occuper de cela.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Qu'on attende pour intervenir, sinon on saura que ça vient d'ici et la compagnie sévira contre ses employés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est cela, on nous dit maintenant d'attendre. Vous voyez? C'est l'une des difficultés auxquelles le gouvernement doit parfois faire face. Le procureur général reçoit l'information, mais personne ne veut prendre de risque; alors les accusations ne peuvent pas être prouvées. À Trois-Rivières, l'évêque s'occupe de la question du travail du dimanche. J'ai confiance en lui.

Il faut dire aussi qu'il y a du travail qui est permis le dimanche. Nous sommes opposés au travail illicite, mais pas au travail nécessaire. Si on a travaillé le dimanche, à cet endroit, c'est parce qu'il s'agissait d'un travail nécessaire ou urgent, avec la permission de l'évêque. Chez nous, il y a des usines qui voulaient faire travailler leurs employés le dimanche. Il y a eu un vote: les uns se sont prononcés en faveur du travail le dimanche et les autres contre. Qu'ils soient pour ou contre, je dis qu'ils ne travailleront pas.

M. Pinard (Drummond): Il y a certainement des choses qui sont connues et sues depuis longtemps du procureur général. Nous avons le regret d'adresser des reproches. La loi est encore ouvertement violée. Les députés viennent précisément de recevoir une lettre datée de Lachine. On dit que la loi est violée sept jours par semaine dans un débit clandestin. Le nom nous est indiqué.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Cette lettre est-elle signée?

M. Pinard (Drummond): Oui, par un groupe de mères affligées de Lachine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas une signature, cela.

M. Pinard (Drummond): Qu'on vérifie si c'est vrai ou si c'est faux. Ce débit est protégé par Jacques Viau, candidat défait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Drummond (M. Pinard) n'a pas le droit de dire cela. M. Viau pourrait lui en faire coûter cher s'il n'avait pas l'immunité parlementaire. L'article 285 du Règlement de la Chambre dit qu'un député n'a pas le droit d'accuser quelqu'un qui n'est pas en mesure de répondre.

M. Pinard (Drummond): Ce n'est pas une attaque personnelle contre M. J. Viau.

M. l'Orateur: Les règlements ne permettent pas de faire indirectement ce qu'on n'a pas le droit de faire directement. Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Pinard (Drummond): Je les retire. J'ai un autre cas à soumettre au gouvernement. J'ai reçu à mon bureau de nombreuses visites d'employés qui travaillent à la Bersimis. Pour être engagés là, il faut qu'ils signent pour 120 heures de travail pour 15 jours. C'est dire qu'ils sont obligés de travailler le dimanche. Dans quatre ou cinq cas, des employés ont été congédiés et n'ont pas reçu le salaire auquel ils avaient droit. Cela comprenait le paiement pour les heures de travail le dimanche. Les directeurs de l'Hydro-Québec sont aussi catholiques que je puis l'être et ce sont eux qui permettent le travail du dimanche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Rien ne prouve que la loi a été violée à l'Hydro-Québec. Le député de Drummond (M. Pinard) dit même que les ouvriers demandaient à être payés pour du travail qu'ils n'avaient pas fait le dimanche.

M. Pinard (Drummond): A-t-on pu entendre des affirmations aussi ridicules? Je veux tout simplement que l'observance du dimanche soit une réalité de toutes les semaines.

Suspension de séance

M. Pinard (Drummond) propose que la séance soit maintenant suspendue jusqu'à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La Chambre suspend ses travaux à 1 heure.

Reprise de la séance à 3 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1956-19567

La Chambre reprend le débat sur l'amendement du représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis), à la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, blâme le gouvernement de laisser violer ouvertement la loi de l'observance du dimanche."

M. Bélanger (Lévis) félicite le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) d'avoir eu le courage de présenter sa motion. Le travail du dimanche est un abcès qu'il faut crever, dit-il. Le premier ministre nous a déclaré que cela fait 30 ans qu'il lutte contre ce mal. Mais il n'y a jamais eu autant d'abus qu'actuellement et les compagnies commettent un grand nombre d'infractions. Le premier ministre a tenté de rejeter sur le gouvernement fédéral la juridiction en cette matière et a fait allusion à un jugement de la Cour suprême.

Une chose est certaine, c'est que le gouvernement fédéral, dans une loi, a le droit de fixer les jours, et c'est aux provinces à faire respecter le dimanche et autres fêtes d'obligation. Le premier ministre a parlé à côté de la question et c'est preuve que l'opposition a raison. Autrement, il aurait été facile au gouvernement de nous confronter en nous citant la liste des poursuites qu'il a prises pour faire respecter le dimanche dans la province de Québec.

Il (M. Bélanger) appuie les affirmations du député de Drummond (M. Pinard) au sujet du travail à Labrieville, sur les travaux de l'Hydro-Québec.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le seul temps où on a travaillé le dimanche à Bersimis, c'est quand on a posé le câble, mais c'était avec la permission du curé et de l'évêque.

M. Bélanger (Lévis): Ce que dit le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) n'est pas conforme aux faits. J'ai moi-

même menacé de poursuite l'Hydro-Québec pour faire payer un ouvrier qui avait travaillé 15 dimanches de suite. C'est un homme de mon comté, citoyen de Bienville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est inexact. Et cela ne relève pas de la motion.

M. Bélanger (Lévis): La meilleure preuve, c'est que l'Hydro-Québec a payé immédiatement sans attendre la poursuite. Mon concitoyen a travaillé le dimanche à faire du nettoyage. Ce n'est pas un travail urgent. Bien plus, on travaille le dimanche à Chandler et ailleurs. Il n'est pas surprenant que la loi soit violée quand une compagnie de la couronne comme l'Hydro donne l'exemple.

M. Ouellet (Saguenay): Dans des travaux aussi considérables, il faut des employés qui travaillent le dimanche à maintenir l'ordre, à faire le ménage, à donner à manger et à laver la vaisselle. Chez nous, on ne fait pas manger nos gens trois fois dans la même assiette. Puis, il y a les travaux où le ciment entre en ligne de compte comme matériau. Quand une coulée de ciment est commencée, on n'arrête pas car cela ferait des craques dans la structure...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les craques sont du côté de l'opposition...

M. Ouellet (Saguenay): Chaque fois qu'on a travaillé le dimanche à Labrieville et sur la Bersimis, les compagnies avaient la permission de l'évêque du diocèse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse le député de Lévis (M. Bélanger) d'avoir mal présenté les faits. Le député de Lévis a dit que j'avais prétendu que toute cette affaire relevait du gouvernement fédéral, dit-il. Ce qui relève d'Ottawa, c'est la loi d'observance du dimanche et c'est aux provinces qu'appartient l'application de la loi. Pour ma part, tant au gouvernement que dans l'opposition, je me suis toujours préoccupé de cette observance du dimanche et j'ai fait tout mon possible.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bélanger, Dupré, Earl, Hyde, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 15.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Johnson, Johnston, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Ouellet, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 45.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent cinquante-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Études et travaux sur rivières (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'informe des résultats de l'entrevue qu'a eue le premier ministre dans la matinée avec les honorables George Marler, ministre fédéral des Transports, et Lionel Chevrier, président de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'entretien, qui a porté sur un sujet important, s'est déroulé dans une atmosphère très cordiale. Il a été question de corrections apportées aux plans primitifs concernant le pont Mercier et le tunnel sous le canal Beauharnois. Ces plans ont été heureusement modifiés. Dans le cas du pont Mercier, il n'est plus question d'un pont-levis. Un tel projet ne s'avèrerait pas pratique ou efficace; cette proposition aurait été indûment onéreuse. Ce projet n'aurait pas fait l'affaire. Il y aura plutôt une élévation de 4 % du côté

sud et la chaussée sera aménagée de façon à avoir des voies à sens unique dans les deux directions.

Pour ce qui est du tunnel sous le canal Beauharnois, on ne prévoyait d'abord qu'une largeur d'environ 24 pieds. Les représentants des ministères provinciaux de la Voirie et des Travaux publics ont fait des représentations à l'effet que cette largeur était insuffisante. On a alors accepté de la doubler. En somme, le pont Mercier sera élargi de même que le tunnel projeté. Dans chaque cas, il y aura voies doubles dans les deux directions.

La province de Québec est prête à faire sa part; il s'agit de la déterminer. Il y a les chemins d'approche, près du tunnel et du pont, que la province devra exécuter. À propos du pont Mercier, lorsque Ottawa accepta d'autoriser la province à le construire, cette dernière avait accepté l'obligation de l'aménager éventuellement de façon à ce qu'il puisse être levé dans l'éventualité de la canalisation du fleuve.

Strictement parlant, cette obligation ne vaut pas, étant donné que le canal passe du côté sud, mais la province est quand même prête à coopérer. Mais il ne faut pas oublier qu'il y aura des parties de chemins inondés qu'il faudra refaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): A-t-il été question, au cours de l'entretien, de développements hydroélectriques aux rapides de Lachine, à la faveur de la canalisation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a commencé par développer la Bersimis et il projette de développer maintenant la rivière Manicouagan. Ces développements sont plus urgents. Ces deux rivières peuvent produire ensemble 3,850,000 chevaux-vapeur. On peut aussi augmenter de 500,000 chevaux-vapeur le rendement de la Beauharnois, qui en fournit déjà 1,200,000. Le gouvernement va présenter, avant la fin de la session, une loi pour autoriser l'Hydro-Québec à investir une somme de \$100,000,000 dans la construction d'une nouvelle centrale électrique, sur la rive nord du Saint-Laurent, dans le comté de Saguenay⁶.

De toute façon, il n'est pas question pour le moment de harnacher les rapides de Lachine. Le faire à la faveur de la canalisation ne coûterait pas meilleur marché. Le gouvernement a des plans à cet effet. On prévoit qu'il y a là un potentiel de 1,200,000 chevaux-vapeur. Il est possible qu'avec les modifications du niveau de l'eau qu'entraînera peut-être la canalisation, ce potentiel ne soit que d'un 1,000,000 de chevaux-vapeur.

De toute façon, le gouvernement considère plus urgent de continuer le développement de la Bersimis à son maximum (1,750,000 chevaux-vapeur) et de développer maintenant la Manicouagan (2,100,000 chevaux-vapeur). Toutes les régions de la province sont susceptibles de bénéficier et bénéficieront de ces développements.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) veut traiter de la question des taux de l'électricité à Montréal.

M. le président rappelle à l'ordre le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël). La chose ne relève pas du poste des crédits en discussion, dit-il.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Divers travaux de construction, réparation de barrages - Dépenses en immobilisations (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): D'après les comptes rendus des journaux, le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) a déclaré l'an dernier que le bris des câbles ne coûtait rien au gouvernement parce que l'Hydro était assurée pour un montant de \$5,000 par jour. Or, nous avons cette année posé une question là-dessus, pour savoir quel montant on avait retiré de la compagnie d'assurances. Et le ministre a répondu que la solvabilité de la compagnie chargée de la construction des câbles était une garantie suffisante. Le gouvernement n'était donc pas assuré?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ce n'est pas le gouvernement, mais la compagnie qui était assurée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La compagnie Canadian Wire and Cable, qui a exécuté les travaux, est une subsidiaire de la Noranda. La Gaspé Copper Mines, qui avait besoin d'électricité en Gaspésie, est une autre subsidiaire de la Noranda. C'est la compagnie qui s'est assurée chez les Lloyds à raison de \$5,000 pour chaque jour que les câbles ne fonctionneraient pas. L'assurance a payé tous les dommages. La Gaspé Copper Mines, qui a besoin d'électricité en Gaspésie, et la Canadian Wire and Cable, qui a aménagé les câbles, sont deux

filiales de la Noranda. C'est donc la compagnie qui a retiré l'indemnité, mais le gouvernement en a profité indirectement, car le gouvernement a été libéré de toute responsabilité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais n'est-ce pas le gouvernement qui a acheté des moteurs Diesel pour fournir l'électricité en attendant que les câbles fonctionnent?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ces moteurs Diesel n'ont pas été achetés spécialement parce que les câbles ne marchaient pas. Nous en avons un certain nombre, que nous prêtons ici et là quand le besoin s'en fait sentir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En Gaspésie et dans les comtés avoisinants, il n'y a pas de rivières avec des forces hydrauliques suffisantes pour produire l'énergie électrique requise. Il a fallu recourir à un approvisionnement sur la rive nord, à même l'énergie électrique produite sur la Manicouagan. Et le seul moyen d'obtenir cette électricité était l'installation des câbles sous-marins. On a fait passer quatre câbles à travers le golfe Saint-Laurent.

Ces câbles de 31 milles⁸ constituaient une expérience nouvelle dans le domaine du génie civil, parce qu'il n'y a pas un endroit au monde où il y ait des câbles de transmission d'une telle longueur. L'accident survenu à l'un des câbles peut s'expliquer, étant donné le caractère extraordinaire du projet. Y a-t-il une entreprise importante au monde qui n'a pas eu à déplorer un accident?

La Noranda a cru bon de prendre toutes ses précautions en s'assurant. Et l'assurance payée par la compagnie se trouvait à profiter au gouvernement. Aujourd'hui, les câbles sont réparés et ça marche bien. Tous les comtés de la Gaspésie et la région de Rimouski vont en profiter. C'est un progrès, mais on dirait que l'opposition n'est pas contente. Au lieu de se réjouir de ce que tout marche bien, elle cherche la petite bête. Si ça continue, il va y avoir bien des câbles de brisés dans l'opposition après les prochaines élections.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Tout le monde a entendu, en Chambre, le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) nous dire, l'an dernier, que l'Hydro était assurée pour \$5,000 par jour par les Lloyds. Et le premier ministre avait ajouté qu'avec cet argent, l'Hydro allait acheter des moteurs Diesel pour fournir l'électricité. Cette année, ajoute le chef de l'opposition, nous

posons une question pour savoir combien l'Hydro a reçu des assureurs et nous apprenons tout le contraire de l'an dernier. Et ce qu'on nous a dit cette année contredit tous les rapports des journaux. Qu'est-ce qui ne va pas? S'est-on trompé l'an dernier?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je n'ai jamais dit en Chambre que l'Hydro retirait \$5,000 par jour. Ne l'ayant pas dit, on ne s'est pas trompé. Les moteurs Diesel achetés par l'Hydro n'ont pas été achetés pour la Gaspésie, mais pour toute la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette année, il y a eu, un peu partout, une disette d'eau. Le débit des rivières a baissé tellement que l'Aluminum Company a dû diminuer ses activités et remercier des employés. Le gouvernement, suivant son habitude, a prévu cette disette. Et les moteurs Diesel ont été achetés pour servir dans toute la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les déclarations du gouvernement sur ce sujet sont contradictoires. L'opposition a posé une question sur Les Boules, et le gouvernement nous répond pour la province en général.

M. Bélanger (Lévis): Nous voulons savoir combien l'Hydro a dépensé pour fournir de l'électricité à la Gaspésie, après la défectuosité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lévis, qui est avocat, devrait comprendre mieux que cela. C'est la Canadian Wire and Cable, subsidiaire de la Noranda, qui a fait le travail et qui reste responsable. Elle est solvable et nous avons un recours contre elle. C'est cette compagnie qui s'est assurée pour \$5,000 par jour. Et l'opposition veut donner l'impression que le gouvernement a acheté des Diesel pour Rimouski alors que c'est pour toute la province. Et ces moteurs ont été achetés il y a au moins trois ans.

M. Bélanger (Lévis) déclare que le premier ministre répond à côté de la question et il repose ses questions précédentes.

Des députés ministériels protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette affaire des câbles n'a pas coûté un sou ni à la province ni à l'Hydro. C'est la Canadian Wire and Cable qui a tout payé. Est-ce clair?

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) veut aborder la question de la construction d'un barrage à Lachine. Cela intéresserait directement Montréal, dit-il, qui renferme le plus grand nombre de consommateurs d'électricité et où le prix de l'électricité a augmenté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer que l'item à l'étude se rapporte seulement au barrage Gouin, au barrage Mercier et à celui de la Tête-du-Lac.

M. le président rappelle à l'ordre le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël).

M. Bédard (Québec) demande des détails au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) sur les sommes dépensées pour les travaux de défrichement rendus nécessaires par la pose d'une ligne de transmission entre le Saguenay et Québec. L'entrepreneur, dit-il, a encaissé \$300 par acre, alors que les propriétaires de lots n'auraient eu que \$100.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est l'entrepreneur général qui a reçu \$300 par acre, mais les sous-entrepreneurs, qui ont été parfois des propriétaires de lots, ont reçu des sommes variables selon les difficultés du travail. Il s'est payé jusqu'à \$350 par acre aux sous-entrepreneurs.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des renseignements sur le barrage de Mégantic⁹, où il y aurait eu une trouée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement n'a rien à voir avec ce barrage; c'est la municipalité qui s'est occupée de la construction. La soudure d'une plaque d'acier s'est rompue et l'eau a envahi la salle où se trouve la génératrice. Il y aurait eu moins de dégâts si le gardien avait arrêté la machine, mais il a eu peur et il s'est sauvé.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agrées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Charte de Saint-Jean

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Bertrand), que le bill 227 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de conditions exceptionnelles et de circonstances incontrôlables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre tienne à l'avenir et jusqu'à nouvel ordre deux séances par jour, tous les jours de la semaine, sauf le dimanche: la première, de trois à six heures de l'après-midi, et la seconde, de huit heures du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner; qu'à chacune de ces séances, l'ordre du jour soit celui qui est prévu pour les séances du mardi par l'article 115 du Règlement, et qu'un même *Feuilleton* serve à établir l'ordre des affaires au cours des deux séances d'une même journée.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. M. Noël fait allusion au *Catéchisme des électeurs, d'après l'œuvre de A Gérin-Lajoie* (Montréal, J.-B. Thivierge et fils, 1935, 128 pages). Les troupes du Parti conservateur et de L'Action libérale nationale, alliées à l'occasion de la campagne électorale de 1935, avaient fait imprimer, en vue de cette campagne, ce "catéchisme" à l'attention des électeurs qui s'inspirait, comme son titre l'indique, du catéchisme de Gérin-Lajoie qui fut longtemps utilisé dans les écoles du Québec. Ce document présentait, sous forme de questions et réponses à apprendre par cœur, une critique virulente du régime libéral ainsi que le programme défendu par les représentants de la coalition Parti conservateur-Action libérale nationale. Ces deux partis fusionnèrent *de facto* en 1936 pour devenir l'Union nationale.

2. Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

3. M. Noël fait évidemment référence à la Société Saint-Jean-Baptiste.

4. Le premier ministre Duplessis parle ici de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada. Créée en 1955 et présidée par Walter L. Gordon, elle remit son rapport en 1957.

5. Quand il parle de flagellation, le premier ministre fait certainement allusion au bill 28 (ou loi concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province), que la Chambre a adopté en troisième lecture le 26 janvier 1956.

6. À propos de cette dernière annonce, *La Presse* du 11 février 1956, à la page 47, affirme que "des renseignements additionnels recueillis en dehors de la Chambre permettent de croire qu'il s'agit du développement de la grande rivière Manicouagan (...)", auquel le premier ministre venait tout juste de faire allusion. Les propos du premier ministre, selon lesquels le projet dans le comté de Saguenay sera annoncé avant la fin de la présente session, sont tirés du *Soleil* du 11 février 1956, à la page 1. Pourtant, d'après *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, "M. Duplessis n'a pas précisé si ce bill serait présenté à la présente session." En page 3, *Le*

Nouvelliste ajoute: "À la fin de la séance, le premier ministre a révélé aux journalistes que le gouvernement envisageait un nouveau développement hydroélectrique de \$100,000,000. Il n'a pas précisé s'il s'agissait là du projet de la Manicouagan." Selon *Le Soleil*, à la page 5, toutefois, c'est bel et bien "durant la discussion des crédits du département des Ressources hydrauliques" que M. Duplessis aurait annoncé ce développement de \$100,000,000.

7. Voici les explications de *La Presse* du 11 février 1956, à la page 47, à propos du câble brisé dont parle M. Lapalme: "Ce câble s'est brisé, à l'automne de 1954, quelques jours seulement après que l'Hydro-Québec l'eut fait descendre au fond du fleuve Saint-Laurent, près Des Boules."

8. En ce qui concerne la longueur des câbles, *La Tribune* du 11 février 1956, à la page 3, parle de 32 milles; cependant, les autres journaux donnent le chiffre de 31 milles.

9. *La Tribune* du 11 février 1956, à la page 1, précise qu'il s'agit du barrage Gayhurst, à Lac-Mégantic.

Séance du mardi 14 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 206 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;

- bill 96 modifiant la loi du notariat.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 230 concernant The Engineers' Club of Montreal.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce.

Projets de loi:

Loi du notariat

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 modifiant la loi du notariat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 96 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Saint-Joseph-de-Beauce**

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Valeurs
mobilières**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 33 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières.

Il ne s'agit que d'amendements mineurs qui sont surtout de concordance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 modifiant le Code de procédure civile.

Cette loi comporte des articles de concordance relativement aux appels dans les districts judiciaires de Haute-riVe et de Thetford Mines. La loi décrète également qu'il faudra un délai de 12 jours pour assigner en cour un ministre ou un sous-ministre et elle porte de \$200 à \$450 la partie des biens insaisissables auxquels on ajoute les glacières. Le montant de \$200 n'est plus suffisamment élevé en face de la hausse du coût de la vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 modifiant la loi des cités et villes.

Le principal amendement raccourcit de six mois à trois mois la période de désaveu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 modifiant le Code municipal et concernant certaines municipalités.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Modalités d'emprunts municipaux

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 51 concernant les modalités de certains emprunts municipaux.

De plus en plus, les financiers américains s'intéressent aux emprunts municipaux et scolaires. À cause de cela, la loi permettra au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser les corporations à emprunter sur le marché américain. C'est pour donner au gouvernement le droit de déterminer si tel ou tel emprunt contracté par une municipalité ou une commission des écoles devra être payé en dollars américains ou canadiens, de façon que ce soit le plus avantageux possible.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des dettes et emprunts municipaux

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux.

Le terme des emprunts municipaux est fixé selon la nature des travaux, mais il arrive que les règlements d'emprunt couvrent divers items, sujets à différents termes d'emprunt d'après la loi. L'amendement permet au ministre des Affaires municipales de fixer lui-même un terme global dans un tel cas.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Université de Montréal et École polytechnique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 concernant l'Université de Montréal et l'École polytechnique de Montréal.

Le gouvernement a donné \$6,000,000 pour la construction de la nouvelle école sur le terrain de l'Université de Montréal, mais il faut un bail, et la loi permettra au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer la durée de ce bail, selon les circonstances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 54 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ministère des Finances

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 concernant le ministère des Finances.

Il s'agit des modalités de l'enregistrement des obligations de la province. Jusqu'ici, ces obligations étaient enregistrées quant au capital seulement. Elles le seront également pour les intérêts, après l'adoption de cet amendement. La mesure est réclamée par des financiers des États-Unis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'industrie laitière

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 modifiant la loi pour protéger l'industrie laitière du Québec.

Il s'agit d'une législation pour mieux protéger l'industrie laitière de la province en permettant une application plus efficace de la loi contre la margarine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi défendra d'ajouter du colorant aux succédanés du beurre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rivière Manicouagan

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay.

Le comté de Saguenay se développe à pas de géant sous l'impulsion de son député (M. Ouellet). Le gouvernement a commencé par développer la Bersimis, où on produira 1,750,000 chevaux-vapeur. La Canadian British Aluminium a décidé d'établir une usine de \$130,000,000 à Baie-Comeau et, pour lui fournir du courant électrique, le gouvernement a

décidé de développer la rivière Manicouagan qui peut fournir jusqu'à 2,200,000 chevaux-vapeur. Cette industrie va stabiliser la main-d'œuvre à Baie-Comeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rivière Péribonka et Aluminum Company of Canada Ltd.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 facilitant le développement industriel de la province et concernant Aluminum Company of Canada, Limited.

Cette loi permet à l'Alcan d'utiliser deux fois l'eau des Passes Dangereuses, au moyen d'un tunnel de sept milles de longueur, le long de la rivière Péribonka. On veut ainsi diminuer les inconvénients d'une sécheresse comme celle de cette année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai donné la permission à l'Aluminum Company of Canada d'aller de l'avant avec l'étude d'une installation hydroélectrique de \$200,000,000. La compagnie, à la faveur de ce nouveau pouvoir, va établir deux nouvelles industries, pour travailler l'aluminium au stade primaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'impôt sur le tabac

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 modifiant la loi de l'impôt sur le tabac.

Cette loi est passée pour protéger les marchands détaillants du Québec contre la concurrence injuste causée par la contrebande des cigarettes provenant des États-Unis ou des autres provinces, plus particulièrement la vente de cigarettes de fabrication ontarienne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 93 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec.

Il s'agit d'autoriser la Commission des écoles catholiques de Québec à emprunter \$2,500,000 pour la construction d'écoles, l'agrandissement de certaines, et la construction de nouvelles résidences pour le personnel enseignant.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rivière Manicouagan

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 57 facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay.

Adopté.

Rivière Péribonka et Aluminum Company of Canada Ltd.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 58 facilitant le développement industriel de la province et concernant Aluminum Company of Canada, Limited.

Adopté.

Loi de l'impôt sur le tabac

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 59 modifiant la loi de l'impôt sur le tabac.

Adopté.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill 219 concernant la ville de Hauterive n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de conditions exceptionnelles et de circonstances incontrôlables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1956-1957 (fin)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 9 février courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Roche (Chambly) félicite le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) d'avoir, en un langage clair, mis en évidence la solidité de la situation financière de la province et rend hommage à son patriotisme. Je veux en profiter, dit-il, pour souligner quelques points saillants de sa carrière. Le ministre des Finances est dans la politique depuis 25 ans, il est le 28^e trésorier de la province et le premier à porter le titre plus digne et plus approprié de ministre des Finances.

Il est aussi celui qui occupe le plus longtemps ce poste et le premier Canadien français à exercer pleinement le rôle de grand argentier de la province. À part MM. Langelier, Taillon, Marchand et Taschereau¹, qui n'ont exercé la charge que pendant de courtes périodes, les trois derniers ne l'exerçant que par intérim, tous les autres trésoriers de la province furent des Canadiens de langue anglaise.

Pendant son discours de près de trois heures, le chef de l'opposition a accompli le prodige de ne rien admettre de bon dans les finances de la province. Je n'ai pas l'intention d'en réfuter toutes les inexactitudes ou d'en relever toutes les omissions; je me limiterai à quelques points. Je me demande d'abord s'il est bien honnête de faire croire au public, comme a prétendu le faire le chef de l'opposition, que la Chambre n'exerce aucun contrôle sur le budget. Il y a là une omission très grave de la part d'un homme qui remplit en Chambre une fonction officielle.

Si les dépenses dépassent parfois les prévisions, il ne s'ensuit pas qu'elles soient faites illégalement. Que fait le chef de l'opposition des budgets supplémentaires soumis chaque année aux députés? Que fait-il des sommes payées en vertu de lois bien déterminées, votées elles aussi par la Chambre? Que fait-il des dépenses dites statutaires qui, elles aussi, relèvent d'une législation dûment approuvée par le Parlement? Il y a des péchés d'omission qui sont aussi graves que les péchés d'action.

Ce qui est plus grave encore, c'est que le chef de l'opposition ait voulu prétendre que \$363,000,000 sont dépensés illégalement quand l'auditeur, personnage responsable, au-dessus de la politique, a jugé bon de les approuver. L'auditeur n'approuve aucune dépense qui n'est pas autorisée par la Chambre. Jamais, dans l'histoire de notre province, un gouvernement n'a été plus soucieux de tout soumettre aux Chambres; jamais les *Comptes publics* n'ont été livrés aux députés en temps plus propice soit, comme cette année, dès l'ouverture de la session.

Et le chef de l'opposition reproche que l'on ne donne pas en détail les comptes inférieurs à \$1,000. Veut-il l'impossible? Je ne pense pas que l'on puisse exiger davantage, dans un budget de plus de \$350,000,000, de la part du ministre des Finances et de l'auditeur. Il ne faut pas exiger de ces derniers de faire plus dans ce domaine que les gouvernements d'Ottawa et des autres provinces. À Ottawa, et le chef de l'opposition le sait très bien², on ne publie pas dans le volume des *Comptes publics* les traitements inférieurs à \$5,000³, les factures de moins de \$10,000 et, pour la Défense nationale, on ne mentionne aucun compte inférieur à \$25,000.

Et c'est le chef de l'opposition, qui a siégé à Ottawa, qui nous fait des reproches maintenant! Il oublie que ses amis, vers 1920, ont adopté des lois qui, comme celle de la Voirie, permet au gouvernement de dépenser n'importe quel montant d'argent, n'importe où et n'importe comment sans consulter les Chambres. Jamais l'Union nationale ne s'est servi de cette loi. Mais soyons de bon compte! Que le chef de l'opposition pense à la parabole de la paille et de la poutre. Et, dernière attitude illogique, il se plaint que la Chambre ne sait rien, alors que pour bâtir son discours il puise ses chiffres dans les *Comptes publics*, où tout est étalé au grand jour.

Le chef de l'opposition a cité des textes incomplets, laissant de côté des parties qui sont favorables au gouvernement. L'article paru dans *L'Actualité Économique* de juillet-septembre 1955⁴, auquel le chef de l'opposition a fait allusion, contient de nombreuses remarques favorables au gouvernement; mais tout ce qui est favorable aux autorités provinciales a été mis de côté. Il (M. Roche) cite des extraits favorables au gouvernement pris dans cet article.

Puis il (M. Roche) aborde le sujet de l'emprunt à l'Hydro-Québec. Si, dans sa péroraison, le chef de l'opposition peut laisser croire que cet emprunt n'avait pas été remboursé, il avait dit, un peu plus tôt, que "le gouvernement remboursa les \$25,000,000 qu'il avait "pris" à l'Hydro-Québec." Et

le fait que cet emprunt ait été remboursé change complètement la nature des choses; cet emprunt devient parfaitement normal. L'Hydro-Québec a des revenus à même lesquels elle doit se créer des fonds disponibles pour payer ses travaux en cours et des obligations à proche échéance. Mais il peut arriver qu'avant ces échéances, elle puisse disposer pour un court terme de sommes importantes. De son côté, le gouvernement, comme il en a parfaitement le droit peut, pour ses besoins immédiats et en attendant la rentrée prévue de fonds, emprunter où il veut. Il le fait généralement à 2.5 %⁵; mais à l'Hydro, il peut emprunter à 2 %. Par économie, il peut emprunter à 2 % à l'Hydro pour rembourser un emprunt sur lequel il paye 2.5 %.

C'est ce qui est arrivé en mars 1955; l'Hydro avait pour \$25,000,000 de disponibilités; le gouvernement avait besoin de la même somme pour faire face à ses obligations. Il a donc payé un intérêt de 2 % sur une somme qui, sans cela, eût été improductive en même temps qu'il faisait une économie de 0.5 % en remboursant un emprunt sur lequel il payait 2 %; la transaction a été à l'avantage de l'Hydro et du gouvernement. Il n'y a rien d'anormal là-dedans; d'ailleurs, ce qui importe, c'est que l'argent emprunté ait été remboursé intégralement. C'est tout ce qu'il y avait, malgré les tentatives de l'opposition qui voulait montrer que la transaction était douteuse.

Le chef de l'opposition a parlé de l'augmentation de la dette de l'Hydro-Québec, de \$92,000,000, en 1944, à près de \$379,000,000, le 31 décembre 1955, sans avoir souligné l'accroissement de la valeur des biens-fonds et de la machinerie de l'entreprise.

Pourquoi le chef de l'opposition n'a pas dit que les propriétés et l'outillage de l'Hydro étaient de \$152,150,576⁶ en 1944, et qu'ils sont, aujourd'hui, de \$568,751,740? Il est de toute évidence qu'avec les gigantesques travaux en cours, avec la puissance triplée de l'usine de Beauharnois, le développement de la Bersimis, les innombrables stations nouvelles créées à travers la province, les frais d'administration ont augmenté. Encore une fois, le chef de l'opposition a été incomplet.

Un prospectus préparé par une grande maison de finances des États-Unis, The First Boston Corporation, en plus d'affirmer la solide situation de l'Hydro-Québec que garantit la province, donne un tableau de sa véritable situation économique, non pas celle que voit un œil partisan, mais un œil impartial. Ce document dit, notamment, qu'en 1950, les productions agricole, forestière, piscicole, minière,

électrique, manufacturière du Québec avaient une valeur de \$2,816,000,000, en 1950; en 1954, la production dans ces mêmes secteurs avait augmenté de \$1,000,000,000 pour passer à \$3,815,000,000. Le même prospectus dit que la dette publique nette de la province ne s'élève qu'à \$285,257,888. Et ce sont des chiffres d'experts financiers dont personne ne met en doute la compétence.

Le *Financial Post* de Toronto, le 4 février 1956, a consacré toute une section de son numéro à la province de Québec, où il est dit, en résumé, que la valeur totale de la production a doublé depuis 1945 et que, dans tous les domaines, l'économie du Québec est en perpétuel progrès. D'après le *Financial Post* de février 1956, la British American Oil a dépensé \$3,000,000 pour s'agrandir; Petrofina vaut \$125,000,000 au bout de deux ans; l'Imperial Oil vient de finir des travaux de \$10,000,000; Shell Oil Co. of Canada termine des travaux de \$14,000,000; la brasserie Dow va dépenser \$8,000,000; la brasserie Molson s'est développée au coût de \$1,400,000; la brasserie ontarienne Labatt s'installe à ville LaSalle où elle investit \$6,500,000. Les travaux d'expansion de 1955 comprennent aussi ceux de National Quarries, \$2,500,000; St. Lawrence Flour Mill, \$1,000,000; Canadair, \$3,500,000; Crown Cork and Seal Co., \$4,000,000; Christie Brown Co., \$4,000,000; Gillette Safety Razor Co., \$2,000,000.

Le même numéro du *Financial Post* dit que Montréal est devenu le grand centre de l'industrie pétrochimique. On parle de nouvelles fabriques de produits chimiques pour Valleyfield: W. R. Grace and Co., de Baltimore (\$6,000,000); et National Silicates Ltd., de Toronto. À Varennes, Canadian Titanium Pigments Co. commenceront à construire au printemps une usine de \$12,000,000 à \$15,000,000. Partout, dans la province, on a sous les yeux des établissements industriels considérables qui n'existaient pas il y a cinq ou 10 ans.

Il (M. Roche) présente des statistiques provenant du secrétariat provincial pour démontrer que, du 1^{er} janvier 1944 au 31 décembre 1955, 21,256 compagnies ont été incorporées dans le Québec. Ce chiffre, dit-il, ne comprend pas les compagnies à charte fédérale. Dans le même temps, seulement 1,341 ont été dissoutes. Et, alors que le nombre de compagnies nouvelles est en progression constante, celui des dissolutions diminue d'une année à l'autre.

Il (M. Roche) nie la véracité des chiffres du chef de l'opposition sur les compagnies dont le siège social a déménagé. Dans bien des cas, ces

compagnies n'avaient qu'un siège social dans la province, tandis qu'en d'autres cas, il s'agissait d'industries peu importantes. L'on discute souvent le nombre d'industries nouvelles dans la province; on n'a qu'à visiter les banlieues de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, pour voir de ses yeux des réalités qui parlent plus que les chiffres de l'opposition.

Dans mon comté, les réalisations du gouvernement crèvent les yeux de tout homme qui veut voir et dont le pont entre Fort-Chambly et le village de Richelieu constitue la dernière réalité. Peu importe comment on s'exerce à torturer les chiffres, tout expert financier ne peut que conclure que le Québec a des finances saines et prospères: le gouvernement a encore bouclé son budget avec un surplus au compte ordinaire et au compte global; l'administration paie à même ses revenus le plus gros de ses dépenses en immobilisations, et, malgré cela, depuis 10 ans, le gouvernement a réduit la dette nette de plus de \$38,000,000. On accorde à la province, sur les marchés étrangers, une confiance sinon inégalée, du moins insurpassée.

L'honorable M. Prévost (Montmorency)

offre ses meilleurs vœux à l'Orateur et le félicite de sa compétence et de ses brillantes qualités, garanties d'une sage direction. Le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) a fourni à la province un bilan parfaitement exact, reflétant bien la véritable situation financière au Québec, dit-il. Par contre, le chef de l'opposition a parlé pendant trois longues heures, après avoir préparé ses notes en examinant les états financiers de la province avec un monocle. Il a montré un singulier gauchissement d'optique. Il a dénoncé des surplus apparents et insisté sur ce qu'il a appelé des déficits réels. Ce qu'il a montré, en définitive, c'est un surplus de partisanerie et un déficit d'objectivité.

Il n'y a rien de vrai dans le discours du chef de l'opposition. Il ne semble pas savoir comment on établit un bilan, la section des revenus et la section capital. Il paraît ignorer complètement les actifs dont il faudrait faire mention, ceux de l'Hydro-Québec, des municipalités, des commissions scolaires. Pourtant, quand on établit un bilan, il faut s'occuper à la fois de l'actif et du passif. C'est que le chef de l'opposition voulait absolument trouver des déficits et faire voir la situation du Québec sous un mauvais jour.

Le chef de l'opposition a prétendu que le passif des municipalités de la province de Québec s'élève à \$808,000,000. Or, là où il a pris ces chiffres

de 1953, il a oublié de lire que le capital immobilisé s'élevait à \$248,000,000, ce qui veut dire que le passif était non pas de \$808,000,000, mais de quelque \$560,000,000. Le chef de l'opposition n'a fait là qu'une simple petite erreur de \$248,000,000. Et ce n'est là qu'un exemple entre plusieurs autres, car tout le long de son discours de 64 pages, il a ignoré totalement les actifs de la province. Est-ce là véritablement le rôle d'un chef de parti de la province de déformer la situation, de présenter le passif sans tenir compte de l'actif? Après avoir relu son discours, j'en viens à la conclusion qu'il n'a pas suivi l'intérêt de la province, des électeurs qu'il représente. L'exposé qu'il a fait de la situation financière du Québec est absolument faux.

Et il a fait encore mieux. Que ce soit pour les ressources hydrauliques, les terres et forêts, le produit de l'impôt sur les revenus ou le capital des corporations, le chef de l'opposition a pris une année particulière pour mettre en lumière une diminution. Il a pris 1954. Or, tout le monde sait que cette année-là, il y a eu un ralentissement des affaires. Dans le *Monetary Times* de janvier 1956, on pouvait lire une déclaration de M. W. Harris⁷ soulignant la reprise des affaires en 1955.

Non seulement le chef de l'opposition a pris des chiffres inexacts et isolés qui ne reflétaient pas la situation d'ensemble, mais ce qui est plus grave, c'est qu'il semble jouer sur les mots. Le chef de l'opposition essaie de montrer que l'administration de l'Union nationale a connu des déficits au cours des 10 dernières années financières, mais il néglige de mentionner les dépenses en capital que le gouvernement a faites pendant la même période. Ces dépenses en capital doivent être prises en considération, car elles ajoutent réellement à la richesse à la province. Pendant les 12 dernières années, jamais il n'y a eu de déficit dans la province au chapitre des revenus ou au chapitre capital. Le chef de l'opposition a ainsi ignoré les actifs de la province à toutes les années pour parler de déficits. Il a répété le mot "déficit" chaque fois, alors que nous pouvons prouver, nous, qu'il n'y a pas eu un seul déficit depuis 12 ans, ni un déficit de revenus, ni un déficit de capital. Même en manœuvrant les chiffres comme il l'a fait, le chef de l'opposition n'a pu arriver à démontrer un déficit. Il est important que ce soit su par les électeurs du Québec.

Supposons que j'ai eu des revenus de \$15,000 une année, que j'ai dépensé \$10,000 pour ma famille: il me reste \$5,000 en surplus. Mais je veux améliorer le sort de ma famille. Je décide d'acheter une maison de \$10,000; j'utilise mon

surplus de \$5,000 et j'emprunte \$5,000 pour compléter. Ma maison constitue un actif de \$10,000. Dira-t-on que j'ai eu un déficit de \$5,000 cette année-là? J'ai eu un surplus de revenus et je l'ai placé; j'ai emprunté \$5,000, mais j'ai un nouvel actif de \$10,000.

On peut adopter le même raisonnement dans le cas des dépenses en capital du gouvernement. Le chef de l'opposition ne le comprend tout simplement pas. Pour le chef de l'opposition, mes affaires iraient mal. C'est l'exacte position qu'il a prise, tout le long de son discours, pour démontrer que la province n'avait pas de surplus, mais des déficits chaque année. Prenons une année au hasard; par exemple 1954-1955. Les revenus du Québec ont été de \$335,000,000 cette année-là; les dépenses ordinaires ont atteint \$298,000,000; il y a donc eu un surplus indéniable de \$36,634,000⁸. Est-ce un surplus oui ou non? Si c'en est un, va-t-on appeler cela un déficit? Cette année-là les dépenses capitales se sont montées à \$55,000,000⁹ pour la construction d'édifices, de palais de justice, de chemins de colonisation, de chemins de mines, de routes, œuvres qui bénéficient au peuple du Québec et qui répondent à des besoins impérieux. En d'autres termes, c'est là un actif.

Toute la population voit ces réalisations et les admire: elles ont été payées avec notre surplus d'abord. Les \$21,302,000 supplémentaires qu'on s'est procuré au moyen d'un emprunt pour constituer cet actif, va-t-on appeler cela un déficit? Nous avons là un actif de \$55,000,000. Le chef de l'opposition ne tient pas compte des nouveaux actifs. Il parle de déficits alors qu'il n'y en a pas eu un seul ni au chapitre capital, ni au chapitre revenus.

Le chef de l'opposition a répété pour toutes les autres années le raisonnement tenu pour 1954-1955; il voulait des déficits. Mais il est facile de réfuter de la même manière ce raisonnement. Que le chef de l'opposition se fasse donc expliquer ce que c'est qu'un bilan. Il comporte, d'un côté, un actif et, de l'autre, un passif. Mais le chef de l'opposition oublie trop facilement qu'il y a des actifs. Parce qu'il tenait absolument à trouver des déficits, il n'a voulu voir qu'un côté de la médaille. Il n'a vu que les passifs. Il y a des limites pour tromper l'opinion publique. La vérité, c'est que, de 1945-1946 à 1954-1955, la province a enregistré un surplus global de \$353,196,292.

Pendant la même période, les dépenses en immobilisations se sont élevées à \$406,133,210 qu'on a payées partiellement avec les revenus ordinaires, avec le surplus; cela laisse à la capitalisation, à la consolidation, \$52,000,000, soit

13 % seulement des immobilisations. L'opposition s'est bien gardée de faire à ce sujet des comparaisons avec l'Ontario, parce que ces comparaisons n'auraient pas été en faveur de la province voisine. D'après M. Frost¹⁰, au cours des 12 dernières années, 66 % des dépenses capitales de l'Ontario ont été payées avec les revenus ordinaires, ce qui veut dire que cette province a dû emprunter les 34 % des sommes nécessaires à ces dépenses de \$547,000,000. Le Québec a donc fait beaucoup mieux, puisqu'il n'a capitalisé que 13 % de ses dépenses de capital durant une période de 12 ans. Je pourrais tirer une conclusion, mais je ne la tire pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le peuple va la tirer.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Le chef de l'opposition se croit obligé de considérer comme des déficits la route de Sainte-Anne, la route de ceinture de la Gaspésie, la route du Lac-Saint-Jean, le boulevard qui relie Québec, La Malbaie et le Saguenay, les nouveaux immeubles, palais de justice, 2,500 écoles, etc.

Les revenus du ministère des Mines, ils sont passés de \$2,030,735, en 1943-1944, à \$4,533,735, en 1954-1955, soit une augmentation de \$2,503,000 ou de 123 %. Le chef de l'opposition base ses chiffres sur une seule année, soit celle où, pour des causes toutes particulières, les revenus ont diminué. La Noranda, qui rapporte les plus gros profits, a été fermée pendant plusieurs mois par une grève. Quant aux ressources hydrauliques, les revenus sont passés de \$1,161,571, en 1946-1947¹¹, à \$3,886,870, en 1954-1955, soit une augmentation de 114 %. Les dettes et les dépenses de l'Hydro-Québec sont parfaitement explicables, à cause de son expansion. Il y a une augmentation considérable à l'actif immobilisé.

Au chapitre des emprunts, la dépense et non la perte de \$1,081,800 sur un emprunt de \$61,000,000 n'est pas exagérée. Les frais se comparent avantageusement au coût d'emprunts faits par d'autres corps publics, aussi bien ici qu'ailleurs. L'opération est bien normale et la critique mal fondée. À l'Hydro, il en a coûté 1.75 %, alors qu'à la Ford, sur une émission de \$657,900,000 avec distribution dans le monde entier, il en a coûté récemment plus de 2.325 %.

Relativement à la taxe sur les profits des corporations, elle a pu rapporter \$234,000 de moins en 1954-1955 qu'en 1953-1954, mais il suffit de remonter 10 ans en arrière pour se rendre compte que, dans l'ensemble, l'augmentation a été de 500 %.

L'augmentation a été de 124 % concernant la taxe sur le capital des corporations.

Les ventes des produits de la ferme ont aussi diminué, mais la diminution est plus grande en Ontario que dans Québec. À l'item "cash income", de 1951 à 1953, la diminution a été de 11.5 % dans Québec et de 12 % en Ontario. À l'item "net income", pour les mêmes années, la diminution a été de 21.4 % dans Québec et de 28 % en Ontario. Il (M. Prévost) cite des chiffres pour démontrer que, de 1941 à 1951, le nombre des fermes et le nombre d'acres en culture a subi une diminution plus forte dans Ontario que dans Québec.

En 1952, dit-il, dernière année pour laquelle les chiffres sont disponibles, l'imposition *per capita* pour les taxes municipales et scolaires était de \$87.82, dans Québec, et de \$100.66, en Ontario.

Le service de la dette a augmenté en chiffres, mais diminué en pourcentage, par rapport aux revenus. Le chef de l'opposition s'est contredit de façon flagrante, en admettant que la dette totale, comprenant la dette directe et consolidée, a été réduite à \$285,000,000.

Au chapitre des dettes scolaires, l'augmentation de l'actif est beaucoup plus considérable que l'augmentation des dettes. La déclaration du chef de l'opposition concernant le fonds d'éducation n'est pas fondée. Depuis son existence en 1946, ses revenus ont été de \$199,690,661 et les dépenses de \$194,783,602. Ce qui laisse un surplus de \$4,907,058, au 31 mars 1955, surplus qui a été dépensé pour fins d'éducation depuis le 1^{er} avril 1955, tel que le veut la loi pour assurer les progrès de l'éducation. La dette des commissions scolaires peut facilement se comparer à celles des autres provinces, toutes proportions gardées.

Le chef de l'opposition consacre quelques pages de son discours à l'analyse de la situation des municipalités. Il oublie de dire que, pendant qu'ils étaient au pouvoir, les libéraux n'ont cessé de grever les municipalités. Ces dernières devaient payer 50 % pour les malades mentaux, 33.3 % pour l'hospitalisation des tuberculeux, et 50 % pour la voirie rurale. Sous l'Union nationale, les municipalités ont été dégrevées. La province a assumé toutes les charges pour les malades mentaux et les tuberculeux. Autrefois, les municipalités devaient contribuer pour les écoles techniques. Aujourd'hui, la province en compte 55 et paie 100 %.

Le présent gouvernement a construit 2,700 écoles. Le chef de l'opposition devrait en avoir vu quelques-unes. Il ne dit pas un mot de l'actif qu'elles

représentent. Des milliers de jeunes devront leur avenir au chef actuel du gouvernement. Il (l'honorable M. Prévost) parle du placement des fils de cultivateurs, de la création de centres d'apprentissage, du développement des écoles spécialisées.

En rétablissant les faits, on se rend compte que dans le discours du chef de l'opposition, exception faite de quelques pages trop vagues pour être compréhensibles, il n'y a rien de rien de vrai. Toutes les mesures de salut dont bénéficie la classe agricole lui sont venues du présent gouvernement. Les cultivateurs connaissent aujourd'hui une véritable stabilité. Dans mon comté, même les libéraux, les libéraux les plus endurcis, comprennent que le salut de l'agriculture est attribuable au gouvernement Duplessis.

Champion de l'autonomie, le premier ministre l'est dans le domaine économique comme dans le domaine politique. Aucun gouvernement n'a donné de garanties plus sérieuses et plus solides que le gouvernement actuel. De l'autre côté de la Chambre, on n'aime pas ça. Mais la province tout entière est anxieuse de donner au premier ministre un nouveau témoignage, bien mérité, de confiance et de reconnaissance.

M. Bélanger (Lévis): En écoutant le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Prévost), je n'ai jamais entendu autant de sophismes réunis à la fois. Le ministre des Affaires municipales a beaucoup de talent, c'est l'enfant instruit de la famille, mais je crois que lorsqu'il a fait son cours classique...

M. l'Orateur: Il doit y avoir moyen d'analyser le discours du budget sans faire de personnalité. Que l'on s'en tienne donc au budget.

M. Bélanger (Lévis): Le ministre des Affaires municipales a dit que le chef de l'opposition n'a pas dit la vérité. Je vais prouver à cette Chambre que le chef de l'opposition a présenté une thèse magistrale par laquelle il a démontré que le gouvernement avait accumulé un déficit de \$90,000,000 en 10 ans. Le ministre des Affaires municipales a dit que cela n'est pas correct. Il a dit que les dépenses capitales ne doivent pas compter au passif...

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Ce n'est pas ce que j'ai dit, j'ai dit qu'il fallait aussi les entrer à l'actif.

M. Bélanger (Lévis): À toutes fins pratiques, le ministre des Affaires municipales, pour étayer sa

thèse, a voulu faire entrer à l'actif les ponts, les routes et les bâtisses. Il y a une différence entre l'exemple de la maison de \$10,000 qu'il nous a donné et des ponts et des routes pour lesquels le gouvernement dépense des millions. Ma maison, je peux la vendre, mais qui voudra acheter un pont ou un bout de route? Quand la province veut contracter un emprunt, peut-elle hypothéquer son réseau routier?

Il (M. Bélanger) cite une déclaration faite l'an dernier au dernier congrès des municipalités, par le ministre des Affaires municipales, à l'effet qu'un emprunt est une taxe différée qui doit éventuellement être payée. Il est bien certain, dit-il, que, si un jour la province venait dans l'impossibilité de rembourser ses emprunts, les prêteurs la forceraient à augmenter ses taxes; ils n'accepteraient certainement pas des ponts et des bouts de chemins en paiement. Même si on l'inscrit au compte des immobilisations, un emprunt est donc une taxe différée.

D'autre part, si la province enregistre des surplus depuis 12 ans, il n'y a qu'une conclusion logique qui s'impose: baisser les taxes. Pourtant, aucune taxe n'a été diminuée sous l'Union nationale.

D'après les *Comptes publics*, on a à notre actif la voie carrossable du pont de Québec. Ça vaut \$400,000. Depuis nombre d'années, on a cette voie à notre actif et, pourtant, l'an dernier il a fallu la refaire à neuf. Durant trois ans, on a compté comme actif le pont de Trois-Rivières qui était au fond de l'eau... Il (M. Bélanger) cite une partie des remarques de l'auditeur de la province. Lui-même établit que les dépenses capitalisées n'ont aucune valeur réelle, dit-il.

Le ministre des Affaires municipales aurait voulu que le chef de l'opposition compte à l'actif des commissions scolaires toutes les écoles. Mais alors, doit-on conclure que ces écoles ont été bâties pour être revendues le lendemain? Le chef de l'opposition a dit la vérité lorsqu'il a dit qu'il faudra payer ces comptes un jour ou l'autre. Le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) hypothèque l'avenir. Et comme il ne l'a pas dit, c'était un devoir pour le chef de l'opposition que de le signaler à la population.

Le député de Chambly (M. Roche) a faussé les faits en affirmant que le chef de l'opposition n'avait pas dit que le gouvernement avait remboursé l'emprunt fait à l'Hydro¹². Le chef de l'opposition l'a dit, et ce qu'il a dit à tout le monde, c'est qu'à un certain moment le gouvernement a été obligé d'aller piger dans la caisse de l'Hydro pour se sortir d'une situation embarrassante. Ça, le député de Chambly, adjoint parlementaire aux Finances, ne l'a pas dit.

La province de Québec est au sixième rang pour les investissements au Canada depuis 1948. On veut que ça aille aussi bien au Québec qu'ailleurs et c'est notre devoir de nous lever en cette Chambre, car nous voulons que notre province soit au moins sur le même pied que les autres. Il (M. Bélanger) reproche à l'Union nationale de ne pas administrer comme elle le devrait.

Dans un discours prononcé la semaine dernière, le solliciteur général (l'honorable M. Rivard), a comparé le régime actuel avec celui de 1935, dit-il¹³. On nous parle de la danse des millions. On a fait des comparaisons avec 1935. On n'a pas dit que, dans ce temps-là, on n'avait que \$200,000 par année pour bâtir des écoles. Les budgets d'alors et ceux d'aujourd'hui ne se comparent pas, ni les revenus de la province. Actuellement, la province a un revenu annuel de \$400,000,000, alors que dans le temps, elle ne retirait que \$34,000,000. Elle retire plus d'argent que dans le temps de tous les autres gouvernements réunis ensemble.

Le chef de l'opposition, dans son discours, a fait un exposé clair et complet du sujet. Les raisonnements qui nous viennent de l'autre côté de la Chambre sont des raisonnements vantards et sophistiques. Le ministre des Affaires municipales nous a dit que le chef de l'opposition avait joué avec les chiffres. Pourtant, il n'a parlé que des chiffres mentionnés dans les *Comptes publics*. Les chiffres, il faut les regarder tels qu'ils sont. Ce qui reste du discours de notre chef, c'est que plus on avance, plus la province s'endette.

De l'autre côté de la Chambre, on n'a même pas tenté, fût-ce par des sophismes, de contredire les affirmations fondamentales de l'opposition. Non, les chiffres cités par le chef de l'opposition étaient exacts. En 10 ans, le régime actuel a accumulé pour \$90,000,000 de déficit qu'il va falloir payer. C'est au Québec que les taxes sont les plus élevées: 80 % de notre revenu provient de taxes payées directement par le petit contribuable. Pendant 10 ans, on a endetté la province au rythme de \$2,000,000 par mois et le gouvernement a encore le culot de venir se vanter de ses œuvres.

On a constaté que les pêcheries et l'agriculture se meurent dans la province. Les municipalités et les corporations scolaires sont endettées comme jamais; cela n'a pas été nié. Nous avons le système de taxation le plus vexatoire dans toute la Confédération alors que le gouvernement a des revenus comme il n'en a jamais eus. Ces revenus de \$400,000,000 sont aussi considérables que ceux du gouvernement fédéral il y a 20 ans.

L'administration de la province est mauvaise dans bien des domaines, particulièrement en ce qui a trait à la liberté de l'individu. Le contrôle des subsides disparaît graduellement. La liberté individuelle est brimée par un régime de favoritisme. On a passé, sous le régime actuel, des lois antidémocratiques qui discréditent notre province. On a dit que l'essence du parlementarisme, c'est la discrétion¹⁴. C'est justement de cela que le peuple est fatigué. Il est fatigué de cette politique de favoritisme et de courbettes pratiquée par l'Union nationale. Il veut une plus grande mesure de justice sociale et seul un gouvernement libéral la lui donnera après les prochaines élections.

En Ontario, on passe à peu près 25 bills privés par session. Ici, il y en a des centaines parce que tout le monde doit venir faire la courbette devant le grand chef pour obtenir quelque chose. La moralité publique n'a jamais été aussi basse qu'actuellement. Parlant tout à l'heure des nouvelles industries, le député de Chambly (M. Roche) mentionnait plusieurs brasseries qui s'agrandissent et qui font des affaires d'or. Ce n'est pas étonnant, avec le régime de tolérance institué par le gouvernement actuel.

Dans toutes les provinces du Canada, les allocations sociales sont plus élevées que dans le Québec. On reproche aux anciennes administrations libérales de n'avoir pas fait mieux, mais le budget représentait alors le dixième de ce qu'il est aujourd'hui. Quand on a un budget de \$400,000,000 par année, on est capable de donner l'enseignement gratuit, d'établir un plan d'assurance-santé, de donner des allocations de maternité, d'augmenter les octrois pour l'établissement des fils de cultivateurs, de verser des octrois statutaires aux corporations municipales et scolaires.

Il n'y a jamais moyen de discuter un problème ici sans qu'on remonte à 40 ou 50 ans en arrière. Qu'on pense donc un peu à l'avenir! Le chef de l'opposition a eu assez de cœur pour se pencher sur les problèmes sociaux, et on ne réussira pas à faire oublier ses arguments en parlant du passé.

M. Lafrance (Richmond) fait l'éloge du chef de l'opposition et le félicite de l'exposé clair qu'il a fait des finances de la province de Québec. Le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) a fait grand état de la prospérité phénoménale de l'Union nationale, dit-il. Mais, de ce côté-ci de la Chambre, nous avons une autre idée de ce que doit être la prospérité d'une province. Ce qui fait la véritable prospérité d'un peuple, c'est le niveau de vie de ses

familles; ce sont des familles nombreuses, saines et prospères. Si cette prospérité phénoménale dont parle le gouvernement ne profite pas au peuple, à quoi sert-elle? Ne devient-elle pas une prospérité stérile?

Dans quelle mesure le peuple de la province de Québec participe-t-il à cette fameuse prospérité dont se vante l'Union nationale? Voilà la question que l'on se pose de plus en plus en cette province. Les faits démontrent d'une façon indéniable que nos familles ne bénéficient pas des développements formidables dont parlent les publicistes du gouvernement. Notre standard de vie est inférieur à celui des autres provinces. Notre province, qui était à la tête de la Confédération dans la plupart des domaines, est passée au rang des dernières.

Notre peuple est reconnu comme étant un peuple de locataires et 97 % des familles ouvrières de Montréal sont à loyer. Nous sommes réputés pour avoir les logis les plus étroits, et notre société nationale affirme que des centaines de mille de nos compatriotes vivent dans des conditions "inhumaines et intolérables". Plus de 75 % de nos salariés gagnent moins de \$3,000 par année, et les dernières statistiques placent notre province au sixième rang pour les revenus des chefs de famille. Au témoignage même du sous-ministre de la Santé, 80 % des familles québécoises ne peuvent assumer les frais de l'hospitalisation.

Pour la répartition des impôts entre les provinces, Québec est reconnue comme une province pauvre. Les revenus des cultivateurs sont les plus bas du pays. Nos lois sociales sont les plus mesquines. Nous comptons le plus grand nombre de chômeurs, le plus de faillites. Nous n'avons pas de gratuité scolaire comme dans les autres provinces. Nos fonctionnaires provinciaux et nos instituteurs sont les plus mal payés.

Les causes, on les connaît: c'est l'imprévoyance et le favoritisme pratiqués par le régime actuel qui n'a aucun plan d'ensemble, aucune idée maîtresse et qui laisse l'administration provinciale au petit bonheur. Il est grandement temps, si nous ne voulons pas nous réveiller dans le marasme, il est grandement temps de réagir, et ça presse. Les députés, étant de plus en plus absorbés par les exigences du patronage et de l'électoratisme, n'ont plus le temps de consacrer à leur véritable fonction de législateur tout le temps requis. Aussi, il faut sérieusement songer à suppléer à cette carence de temps et d'informations dont souffrent la plupart des députés. Voilà pourquoi je me permettrai de suggérer bien humblement à cette Chambre quelques moyens de remédier à ce handicap.

Je crois que le temps est venu de nommer des organismes permanents qui grouperont des spécialistes dans différents domaines pour travailler, en collaboration avec le gouvernement, à l'élaboration d'une politique économique et sociale et à la solution de problèmes particuliers. Jamais la création de tels organismes ne s'est révélée aussi nécessaire, aussi urgente qu'à l'heure actuelle. On l'aura sans doute compris, je veux parler d'un conseil d'orientation économique et d'un conseil supérieur de la famille ou d'un ministère des Affaires familiales.

L'idée d'un conseil économique n'est pas nouvelle, puisqu'il en est question depuis plus de 30 ans chez nous. À différentes reprises, diverses associations en ont fait la suggestion aux gouvernements; la Chambre de commerce, la Société Saint-Jean-Baptiste et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, pour ne nommer que celles qui sont le plus en évidence. Et, en 1943, l'honorable M. Godbout a fait adopter une loi, chapitre 8, 7 George VI, créant un Conseil d'orientation économique. Et quand le gouvernement actuel a pris le pouvoir, il l'a aboli. C'est un geste malheureux, car plusieurs pays du monde possèdent déjà des conseils économiques; qu'il suffise de mentionner la Chine qui a son conseil depuis plus de 30 ans.

L'industrialisation de notre province a créé de multiples et complexes problèmes. L'exploitation de nos ressources naturelles, par exemple, peut avoir les conséquences économiques les plus désastreuses pour l'avenir de notre peuple. On parle avec emphase de nos richesses inouïes; eh bien, il est grandement temps d'en tirer profit avant qu'elles ne soient toutes épuisées. Présentement, plus on les exploite, plus on les transporte à l'état brut aux États-Unis, plus on agrandit le trou béant qu'elles laissent, moins notre peuple en profite. Nous avons là un problème d'une exceptionnelle gravité. L'idéal serait de les exploiter nous-mêmes, au bénéfice des nôtres, mais cela ne semble pas possible dans les circonstances actuelles.

Notre peuple est copropriétaire des richesses naturelles que la Providence a enfouies dans le sol québécois; par conséquent il a droit d'exiger sa part des profits scandaleux que réalisent les magnats de la finance américaine. Mais le dicton du gouvernement semble être: "aux étrangers les richesses et les profits, à nous et nos amis, la politique et le patronage, au peuple les restes et les miettes". Dans l'exploitation de nos richesses, nous nous conduisons comme de véritables coloniaux, comme les peuplades les plus primitives. Québec est devenu un

Klondike, une espèce d'Eldorado pour les financiers américains, et notre héritage national a été vendu pour un plat de lentilles. Nous sommes aujourd'hui à la merci d'étrangers qui nous dictent notre politique et de qui dépend le gagne-pain de nos pères de famille.

On parle beaucoup d'autonomie de l'autre côté de la Chambre, et l'on prétend qu'elle est menacée. Je suis bien de leur avis, mais le danger ne vient pas surtout d'Ottawa, et Me René Chaloult¹⁵ avait grandement raison de déclarer: "Si nous réclamons notre autonomie pour le simple plaisir de céder nous-mêmes nos richesses naturelles aux Américains, à ce compte Ottawa pourrait le faire tout aussi bien que nous."

Quel serait le rôle de ce conseil économique? Éclairer le gouvernement, et aussi le public, en lui révélant les ressources dont nous disposons et les moyens de les utiliser au profit de notre population. Ce serait un organe consultatif dont le rôle serait d'apporter aux gouvernants les lumières et directives qu'il leur serait difficile et même impossible de se procurer autrement. Ce conseil grouperait nos plus hautes compétences, des spécialistes dans différentes branches des affaires et de la vie sociale. On peut facilement se représenter les services inappréciables que serait appelé à nous rendre ce conseil économique. Il (M. Lafrance) cite Esdras Minville et *L'Ordre Nouveau*¹⁶.

Certains, dit-il, objecteront peut-être les dépenses qu'occasionnera ce conseil permanent. Quand il s'agit d'un organisme aussi vital, aussi essentiel, je ne crois pas que l'on devrait lésiner pour des considérations monétaires. Demain, la province de Québec connaîtra sans aucun doute un conseil économique et le régime actuel sera sévèrement blâmé pour son incurie dans ce domaine.

On ne semble pas se rendre compte, en certains milieux, des difficultés et des charges de plus en plus lourdes qui pèsent sur le dos des pères et mères de famille du Québec. C'est avec raison que l'on a dit que le système économique actuel favorise les vieux garçons et les experts-comptables du calendrier. Quand on sait qu'à l'heure actuelle il n'y a aucun organisme, aucune personne chargée de surveiller et promouvoir les intérêts de la famille, il n'est pas étonnant qu'elle soit ignorée d'une façon aussi scandaleuse. S'agit-il d'un problème agricole, de voirie, de chasse, à être présenté devant la Législature, toute une armée de fonctionnaires avec un ministre en tête sont chargés de présenter la législation. Mais, quand il s'agit de la famille, tout est laissé à l'improvisiste, c'est l'affaire de tout le

monde, de tous les ministères, ce qui revient à dire que ce n'est l'affaire de personne.

Cette indifférence envers la famille est un des grands scandales de nos temps modernes. Je regrette que personne, actuellement, ne soit chargé de veiller aux intérêts de la famille, surtout de la famille nombreuse. Il est grandement temps de se rendre compte du rôle joué par cette famille nombreuse dans l'État auquel elle a donné naissance. Car, si la famille est affaiblie, c'est tout l'État qui est affaibli et qui s'en ressent. Si la famille est malade, gangrenée, sous-alimentée, le citoyen qui en sortira demain sera un mauvais citoyen. Si, d'autre part, la famille est saine et forte, l'individu sera un bon citoyen et un actif pour toute la nation. Quand comprendra-t-on que tous nos grands problèmes sociaux trouvent leur origine au sein de la famille? Léon XIII¹⁷ disait que c'était en grande partie dans l'enceinte du foyer domestique que se préparait la destinée des États.

En quoi consisterait un ministère des affaires familiales? Ce ministère ne demanderait pas un grand nombre de fonctionnaires, mais il faudrait que tous et chacun soient des personnes convaincues de l'importance de la famille. Animées de cette conviction profonde, elles sauront faire valoir dans les débats l'importance de la famille, aussi bien sur le plan législatif que sur le plan administratif. Ce ministère se fera en toute occasion le défenseur de la famille, l'avocat de la liberté et du bien-être de la famille, en s'inspirant toujours du principe que la famille n'est pas au service de l'État, mais bien l'État au service de la famille. Ce ministère serait essentiellement un ministère d'étude et de coordination, et il pourrait comporter plusieurs sous-comités, comme un bureau qui aurait pour objet les relations avec les différentes organisations familiales, un bureau des diverses allocations sociales, un bureau des affaires financières (taxes, impôts, etc.), un bureau juridique qui étudierait la législation, un bureau du logement qui traiterait toute question intéressant le logement familial, etc.

Puisque l'avenir de notre peuple dépend de la famille, il est de notre devoir d'en faire le centre de toute notre politique. Le jour où l'État aura créé ce ministère des affaires familiales, la famille aura repris la place qui lui revient au sein de l'État, la première place. Je suis convaincu que nous connaîtrons très bientôt chez nous un ministère des affaires familiales.

Dans son discours, le solliciteur général (l'honorable M. Rivard) a dit que pas 10 % de la population de la province ne se soucie des discours

du chef de l'opposition. Mais il y a pourtant 47 % des électeurs qui ont voté pour lui aux dernières élections. Comment peut-on comparer deux administrations à 20 ans d'intervalle, alors que la première avait un budget d'à peine \$35,000,000 et que la seconde en a un de près de \$400,000,000? Ce sont des comparaisons pour le moins boiteuses.

Il (M. Lafrance) parle ensuite des sept péchés capitaux du gouvernement, parmi lesquels il cite l'imprévoyance, le mépris des lois, la discrétion, etc. Le gouvernement, dit-il, est assoiffé de louanges et de compliments; c'est la caractéristique d'un régime qui n'a plus l'âme en paix. On comprend ainsi l'intransigeance d'un gouvernement qui ne peut plus tolérer ni accepter aucune critique ni aucune suggestion. On ne comprend pas que la vérité est comme le médicament qui déplaît au goût, mais qui est salulaire pour la santé. Je crois que le gouvernement actuel a besoin d'une bonne cure d'humilité. Nous aurons l'occasion, dans quelque temps, de la lui donner. C'est le premier ministre actuel qui a déjà dit que le gouvernement qui demeurerait au pouvoir plus de 10 ans était un gouvernement corrompu...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous direz cela à Saint-Laurent¹⁸.

M. Lafrance (Richmond): Un homme d'État du XVIII^e siècle se plaisait à répéter...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment s'appelaient-il?

M. Lafrance (Richmond): Napoléon. Il se plaisait à répéter que gouverner c'est prévoir. Or, depuis l'Empire, aucun gouvernement n'a fait preuve d'autant d'imprévoyance que le gouvernement actuel. Jamais les prévisions budgétaires ne se sont aussi peu réalisées qu'actuellement. On s'en va à l'aveuglette et au fil de l'eau. Il n'est pas étonnant que les écarts entre les prévisions et les réalisations soient aussi considérables.

Il (M. Lafrance) commence à énumérer les sept péchés capitaux du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Richmond (M. Lafrance) s'il en a encore pour longtemps.

M. Lafrance (Richmond) dit qu'il achève et fait part d'une demande des créditistes de son comté qui réclament un organisme de crédit provincial.

M. l'Orateur (Se levant) demande si la motion de l'honorable ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) sur le budget est adoptée.
{Personne ne se lève}

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme en comité des voies et moyens¹⁹.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité siège pendant quelque temps.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi²⁰.
Adopté.

La séance est levée à 6 h 30²¹.

NOTES

1. En effet, les quatre hommes politiques nommés ici ont exercé la fonction de trésorier de la province (le trésorier de la province ne devient ministre des Finances qu'à partir du 28 novembre 1951). François Langelier (1838-1915), député (libéral) de Montmagny à l'Assemblée législative de 1873 à 1875 et député de Portneuf de 1878 à 1881, fut trésorier de la province de mars à octobre 1879. Louis-Olivier Taillon (1840-1923), premier ministre

(conservateur) du Québec de 1892 à 1896, fut trésorier de la province du 16 au 30 décembre 1892 et du 6 octobre 1894 au 14 mai 1896. Félix-Gabriel Marchand (1832-1900), premier ministre (libéral) du Québec de 1897 à 1900, fut trésorier de la province de mai 1897 à septembre 1900. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952), premier ministre (libéral) du Québec de 1920 à 1936, fut trésorier de la province de novembre 1930 à octobre 1932.

2. M. Roche fait ici allusion à la carrière de M. Lapalme à Ottawa. En effet, Georges-Émile Lapalme représenta la circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm à la Chambre des communes de 1945 à 1950.

3. *Le Soleil* du 15 février 1956, à la page 9 parle des comptes inférieurs à \$2,500; idem pour *Montréal-Matin* et *La Patrie*, du même jour, respectivement aux pages 11 et 12.

4. Il s'agit de l'article de Roland Parenteau, "Commentaires: Finances provinciales 1955", *L'Actualité Économique*, XXXI^e année, no 2, juillet-septembre 1955, pages 281-288, que le chef de l'opposition avait cité lors de son discours en réponse au discours du budget (voir la séance du 7 février 1956).

5. 2.25 %, selon *L'Événement* du 15 février 1956, à la page 6.

6. \$153,150,576, selon *L'Événement* du 15 février 1956, à la page 6.

7. Voir *The Monetary Times* de janvier 1956, à la page 7, pour la déclaration à ce sujet de Walter E. Harris (1904-1999), ministre fédéral des Finances dans le cabinet Saint-Laurent de 1954 à 1957.

8. Comme on peut le constater, les chiffres rapportés ici ne concordent pas tout à fait: \$335,000,000 moins \$298,000,000 devrait donner \$37,000,000. Le ministre des Affaires municipales a probablement cité des chiffres arrondis pour les revenus et les dépenses, pour ensuite citer le montant précis du surplus. Le montant du surplus rapporté ici est tiré du *Montréal-Matin* du 15 février 1956, à la page 8, et il a été retenu parce qu'il est plus précis que les montants donnés par les autres journaux, qui donnent \$36,000,000 ou \$37,000,000, selon le cas.

9. \$57,000,000, selon *Montréal-Matin* du 15 février 1956, à la page 8.

10. Leslie Miscampbell Frost (1895-1973), premier ministre (conservateur) de l'Ontario de 1949 à 1961.

11. \$1,814,571, selon *L'Action catholique* du 15 février 1956, à la page 2.

12. M. Bélanger fait référence à des propos tenus par M. Roche lors de son intervention au début de la présente séance.

13. Voir la séance du 9 février 1956, lors du discours de M. Rivard.

14. Voir l'intervention de M. Duplessis lors de l'étude en comité plénier de l'article 2 du bill 6 (loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout), au cours de la séance du 13 décembre 1955.

15. René Chaloult (1901-1978), député à l'Assemblée législative pour l'Union nationale dans Kamouraska de 1936 à 1939, pour le Parti libéral dans Lotbinière de 1939 à 1944, et comme indépendant dans le comté de Québec, de 1944 à 1952.

16. Esdras Minville (1896-1975) fut professeur et ensuite directeur de l'École des hautes études commerciales (HEC), où il avait obtenu sa licence en sciences commerciales en 1922. En plus de ses activités aux HEC, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français. Quant à *L'Ordre Nouveau*, il s'agit d'un journal catholique bimensuel publié à Montréal de 1936 à 1940; il traitait surtout de questions sociales et ouvrières et faisait la promotion de la doctrine sociale de l'Église. Esdras Minville a collaboré à *L'Ordre Nouveau* à quelques reprises.

17. Léon XIII (1810-1903), pape de 1878 à 1903, publia de nombreuses encycliques durant son pontificat, dont la plus célèbre est certainement *Rerum Novarum* (1891). Cette encyclique, qui présentait le point de vue du pape sur la question ouvrière, servit de base à la doctrine sociale de l'Église.

18. Louis Saint-Laurent (1882-1973), premier ministre (libéral) du Canada de 1948 à 1957.

19. À propos du débat sur le budget, *La Presse* du 15 février 1956, à la page 60, affirme que "Le débat

de cette année a été, au fait, l'un des plus courts jamais vus. Seulement huit membres de la Chambre y ont pris part." *L'Événement* du même jour, à la page 1, ajoute: "Le débat sur le budget a pris fin à la Chambre basse après un huitième discours. Record de brièveté pour un tel débat, ces dernières années!"

20. D'après *Le Nouvelliste* du 15 février 1956, à la page 2, c'est "Pour donner une chance à la députation d'assister aux dernières manifestations du Carnaval de Québec" que la Chambre s'est ajournée au lendemain après-midi au lieu du lendemain matin.

21. *La Patrie* du 15 février 1956, à la page 12, précise que "La prolongation d'une demi-heure de la séance réglementaire permit à M. Lafrance de terminer son discours." Voilà pourquoi la séance se termine à 6 h 30 au lieu de 6 heures.

Première séance du mercredi 15 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 212 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy;
- bill 183 concernant la ville Montréal-Nord.

Projets de loi:

Montréal-Nord

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 concernant la ville Montréal-Nord.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 183 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte
de Sainte-Foy

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 212 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Permis de la
Commission des liqueurs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 janvier 1956, pour la production d'une liste de tous les établissements auxquels la Commission des liqueurs de Québec a émis pour la vente de liqueurs alcooliques des permis autres que des permis d'épicerie ou de banquet, du 1^{er} janvier au 30 novembre 1955. (Document de la session no 29)

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) note la présence du sous-ministre des Mines aux côtés du ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) et déclare que le salaire de ce sous-ministre devrait être augmenté.

Il (M. Earl) pose des questions sur le nombre des employés du ministère, plus particulièrement sur le nombre des géologues et suggère que le gouvernement devrait faire davantage pour intéresser les nôtres aux carrières de géologues et d'ingénieurs miniers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y avait point, avant l'Union nationale, de département distinct des mines dans l'administration provinciale. Il n'y avait pas d'école pour le génie minier. C'est l'Union nationale qui a bâti l'École des mines de l'Université Laval. Auparavant, l'Union nationale prévoyait de nombreuses bourses pour permettre aux jeunes d'aller se perfectionner à l'Université Queen's. Maintenant ces jeunes peuvent se former à la géologie chez nous.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

L'essor minier de la province est gigantesque. L'an dernier, la production minière a augmenté de \$100,000,000.

M. Savard (Québec-Ouest) déclare qu'il n'est pas de cet avis. Il cite des statistiques tirées du rapport du ministère des Mines pour l'année 1954-1955, à l'effet que le nombre des heures de travail a diminué dans les trois dernières années, de même que le nombre des concessions minières émises. Celui-ci est passé de huit à quatre dans les deux dernières années, dit-il. Le nombre des acres concédées a aussi fort diminué.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

Le travail a peut-être diminué, au chapitre des heures, mais pas en efficacité par suite d'une plus grande mécanisation et du recours à l'avion. Le gouvernement fait tout en son possible pour attirer les jeunes vers la géologie, pour attirer dans le ministère les meilleurs géologues possible et les garder.

M. Savard (Québec-Ouest) cite un article d'un ancien professeur de Laval, M. Roger Gaudry, président de l'Institut de chimie du Canada, qui suggère l'organisation d'un laboratoire provincial de recherches scientifiques pour aider les industries à résoudre leurs problèmes particuliers. Un tel laboratoire, dit-il, ne devrait pas être une affaire politique, mais un organisme responsable à un conseil supérieur de recherches scientifiques.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

On a déjà le meilleur laboratoire de recherches minières en Amérique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non seulement nous avons le meilleur laboratoire du genre en Amérique, mais quand il est débordé, nous pouvons confier des travaux semblables à Laval ou McGill.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Savard (Québec-Ouest): Est-il vrai qu'une grande partie du Nouveau-Québec a été soustraite au piquetage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est exact. Il faut comprendre que le Nouveau-Québec comporte une superficie de 311,000 milles carrés. Ce territoire était désert et improductif avant l'Union nationale. Nous avons confié à la Hollinger le soin de faire des recherches sur 3,000 milles carrés, en l'assurant que nous lui concéderions des droits sur 300 milles. Elle a construit à ses propres frais un chemin de fer de \$150,000,000, chemin de fer d'une longueur de 350 milles¹, qui a ouvert toute une région nouvelle.

Le gouvernement a ensuite accordé trois ou quatre droits de recherches qui ont établi que la région était extrêmement riche au point de vue minier. On n'y trouve pas seulement du fer, mais aussi du cuivre, du manganèse et même de l'amiant. Avant d'aller plus loin, nous avons alors décidé de soustraire au piquetage toute la partie de l'Ungava sur laquelle nos renseignements ne sont pas encore complets, afin de permettre à nos géologues d'entreprendre des recherches encore plus poussées pour savoir exactement ce qu'il y a là.

De cette façon, le gouvernement sera mieux en mesure de fixer des conditions justes, lorsqu'il s'agira de concéder de nouveaux droits miniers,

conditions qui ne pouvaient pas être posées avant que ces richesses ne soient connues. L'Iron Ore a d'ailleurs fourni chaque année des renseignements très précieux au gouvernement sur le fruit de ses recherches.

M. Lafrance (Richmond) pose une question.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

On a découvert de l'amiante en quantité apparemment considérable non loin de Schefferville, dans le Nouveau-Québec.

M. Savard (Québec-Ouest) demande s'il y a d'autres territoires, autres que ceux de l'Ungava, qui sont soustraits au piquetage.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

Le piquetage des "claims" est également interdit sur la plus grande partie des seigneuries. La défense de faire du piquetage ou jalonnage n'interdit pas, toutefois, d'effectuer de la prospection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La province possède des droits miniers et nous sommes certains que c'est à nous. Le piquetage, c'est une option sur un territoire. Nous n'avons pas d'objection aux travaux de recherche, à condition qu'ils ne comportent pas le piquetage. Quand nous défendons le piquetage, c'est parce que nous ne voulons pas donner d'option.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des précisions au ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) sur une nouvelle parue en décembre dernier dans les journaux, à l'effet que l'Université Laval établirait un centre de recherche dans l'Ungava, et demande au premier ministre s'il a été mis au courant d'un mémoire de M. Léon-Paul Hamelin, professeur à l'Institut de géographie de Laval, soumis à l'Université à la suite d'un voyage d'études dans l'Ungava.

Dans ce mémoire, dit-il, M. Hamelin démontre que l'Université aurait tout avantage à fonder là-bas un institut de recherche et il signale que McGill en possède déjà un. Le gouvernement provincial a-t-il reçu une demande d'aide à la création d'un tel centre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement n'a reçu aucune demande. Il y a déjà eu de nombreuses recherches faites par M. Jacques Rousseau, du Jardin botanique, qui a fait

des trouvailles fort intéressantes. Plusieurs savants des États-Unis et même de l'Europe sont allés visiter particulièrement un immense cratère que l'on trouve dans la région. Ces recherches avaient pour but d'étudier la conformation du sol.

Actuellement, sans dire qu'il ne serait pas opportun de créer un tel centre de recherche, le gouvernement n'est pas en état de satisfaire à une telle demande. Nous confignons tous nos efforts aux fins éducationnelles dans le Vieux-Québec et, comme il reste encore beaucoup à faire pour les choses urgentes et nécessaires, je ne crois pas qu'il serait justifié d'affecter des crédits à une chose futile.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): McGill a déjà un centre de recherche dans l'Ungava et Laval n'a pas les ressources nécessaires pour établir le sien.

C'est peut-être dû au fait que l'université de langue anglaise reçoit plus de dons de la part de philanthropes que nos universités de langue française.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

Le centre de recherche de McGill n'a rien à voir aux mines. Ce centre a été créé grâce aux dons de philanthropes, dont l'un particulièrement a payé la moitié des dépenses.

Les techniciens qui sont attachés à ce centre s'appliquent surtout à trouver un moyen de faire pousser des légumes dans la région.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il reste que McGill a un centre d'établi dans l'Ungava et que Laval voudrait aller y établir son centre permanent. C'est pourquoi je demandais si une demande avait été faite...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est malheureux de constater que nos millionnaires canadiens-français ne paraissent pas s'intéresser aux développements scientifiques, tandis que nos compatriotes de langue anglaise donnent beaucoup. Je connais bien des Canadiens français qui pourraient donner \$100,000, \$200,000 ou \$300,000, sans s'appauvrir, pour favoriser l'établissement d'un centre de recherche dans le Grand Nord.

Il (l'honorable M. Duplessis) affirme qu'il connaît un mécène de langue anglaise qui a fait pour \$4,000,000 de dons depuis deux ans.

M. Savard (Québec-Ouest) déplore que le gouvernement n'ait à peu près pas augmenté ses crédits pour l'aide à la recherche des mines. L'an

dernier, dit-il, on avait disposé de \$420,000 et, cette année, l'on ne demande que \$450,000. Je note de plus qu'il n'y a aucune augmentation pour les laboratoires, les cours de minéralogie, etc.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des tourbières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes de sauvetage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

Les postes de sauvetage sont établis dans les centres miniers pour la protection des mineurs qui travaillent sous terre. Cette année, il y en aura d'établi dans les Cantons-de-l'Est pour les mineurs de l'amiante.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines, ponts, etc. - Dépenses en immobilisations (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

Cette année, le ministère projette la continuation de la route du lac Mistassini et la construction de routes dans et autour de Chibougamau.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

12. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas soixante quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande des renseignements sur la publicité qui se fait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On fait beaucoup de publicité dans les autres provinces et aux États-Unis à l'aide d'imprimés divers, de brochures ainsi que d'annonces dans les journaux.

M. Ross (Montréal-Verdun) compare les sommes dépensées en 1954-1955 avec celles qu'on demande pour 1956-1957 et remarque qu'il y a diminution de \$28,000 pour la publicité et les annonces touristiques, une autre de \$9,000 pour la publicité économique, une autre pour les achats d'appareils et de matériel photographiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement cherche toujours à améliorer la publicité, mais certains besoins ne sont pas les mêmes chaque année.

Par exemple, on a imprimé l'an dernier des cartes routières qui vont encore servir l'année prochaine. D'autre part, ces derniers temps, on a remplacé tout le vieux matériel photographique; il n'est donc pas nécessaire d'en acheter de nouveau cette année.

M. Ross (Montréal-Verdun) souligne une augmentation de près de \$50,000 pour la production de films.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On fait plus de films, car il y en a de très importants dont la présentation aux États-Unis et dans le reste du Canada sert les intérêts de la province de Québec. Le gouvernement possède déjà plusieurs milliers de documentaires.

Il (M. Duplessis) fait l'éloge de M. l'abbé Maurice Proulx² dont la réputation de cinéaste est maintenant internationale. Quand il était à Rome, le pape en personne lui a demandé quelques-uns de ses films.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) se dit étonné de voir que des subventions versées à la Ligue des petites quilles de Montréal (\$25), le secrétariat national des Congrégations mariales (\$500) le Club des Lions de Québec (\$500), l'Association de bienfaisance des pompiers de Québec (\$100) figurent dans la liste des octrois de l'Office provincial de publicité. Où est la publicité? Les sommes en question ne devraient-elles pas apparaître ailleurs dans les *Comptes publics*? N'est-ce pas une autre façon de falsifier les états financiers de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les subventions en question ont servi à la publicité du Québec. Les octrois de l'Office pour aider un sportif ou un artiste à aller à l'étranger concourent à mieux faire connaître à l'étranger les talents de notre population.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question sur les \$40,000 qui ont été donnés aux festivals de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

Ces festivals ont été organisés par M. Paul Gouin³ et

ils ont mis en relief la valeur des musiciens, des chanteurs, des acteurs de la province. Cela a rapporté énormément au Québec où sont venus des milliers de personnes des autres provinces.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que l'on fasse de la propagande pour la province de Québec au moyen de la télévision. Notre télévision passe de nombreux films de pays étrangers, dit-il; il y en a quelques-uns seulement sur la province. Je me demande s'il n'y aurait pas moyen de faire un nombre beaucoup plus considérable de courts métrages.

La publicité doit se préparer à l'intérieur pour avoir son effet à l'extérieur. Il (M. Lapalme) parle de l'aspect souvent caricatural de certaines de nos rues et cite une caricature de *L'Action catholique* représentant une grande rue de village où on ne voit que des inscriptions anglaises comme "Hot lunch", "Hamburger", etc. Cette caricature met le doigt sur la plaie.

La province est remplie de publicité anglaise pour annoncer des maisons de chambres, des "Steak Houses" et des "Hamburger stands". Nous sommes en train de perdre notre visage français. Même à Québec, même sur la Grande-Allée, on est envahi d'affiches anglaises. C'est à ce point que, si Montcalm revenait ici, il serait obligé d'apprendre l'anglais. À moins qu'on ne fasse quelque chose, les villes et les villages de cette province ne pourront plus être distingués des centres de n'importe quelle autre province du Canada.

Il me semble donc que ce serait de l'argent bien placé que de l'employer à redonner à Québec et à la province son visage français. Je pense que l'on devrait instituer un office d'urbanisme. Je sais qu'il y a déjà un service d'urbanisme qui relève du ministère des Affaires municipales. Mais ce que je suggère viendrait compléter notre service d'urbanisme. Il serait chargé, entre autres choses, d'éduquer notre population à travailler à redonner à notre province un caractère français. D'ici 20 ans, au train où vont les choses, je me demande en quoi nos villages différeront des autres villages du continent.

Il (M. Lapalme) cite le film sur le Carnaval de Québec l'an dernier qui, malgré quelques omissions, mettait en évidence cet événement. Il demande que l'on fasse du Carnaval de Québec un événement aussi important que le Carnaval de la Nouvelle-Orléans.

On n'y parviendra, dit-il, que par une publicité bien faite. Si l'on dit dans notre publicité aux Américains qu'ils trouveront en venant chez

nous quelque chose de différent, il faut s'efforcer de ne pas les décevoir.

Il (M. Lapalme) parle des beautés géographiques du Québec, du site idéal non seulement de la ville de Québec, mais de tout le Bas-Saint-Laurent et demande qu'on explique les sites qui ont des noms historiques. En faisant la publicité d'une certaine manière, dit-il, on a plus de chances d'intéresser les voyageurs étrangers. Ainsi, on devrait insister sur les souvenirs historiques qui s'attachent à telle ville, à tel site. Il (M. Lapalme) cite le cas de l'Île aux Basques à laquelle on accole "sanctuaire d'oiseaux". On devrait dire que c'est là le premier endroit qui fut habité par des Européens, dit-il, même avant Cartier.

Il (M. Lapalme) demande aussi que l'on mette en évidence les noms de ceux qui sont partis du Québec pour aller fonder une ville aux États-Unis. Une plaque devrait rappeler, dit-il, dans la ville ou le village d'où il est parti, l'exploit accompli par celui qui est allé fonder une ville aux États-Unis. Souvent, on s'aperçoit dans une ville américaine que son fondateur vient de chez nous. On peut tout de même en ce domaine faire pour les nôtres autant que les Américains.

L'office d'urbanisme auquel je songe pourrait grandement contribuer à la publicité de la province en travaillant à lui redonner son véritable aspect.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les observations du chef de l'opposition sont fort pertinentes. Hélas, notre peuple n'a pas assez la fierté de ses origines, de ses traditions et de ses monuments historiques. Il faudrait lancer une campagne d'éducation pour éveiller l'intérêt à l'égard des nombreux sites d'intérêt dans cette province.

Il (l'honorable M. Duplessis) parle des beautés multiples de la province de Québec. Peu d'endroits au monde peuvent présenter des scènes aussi pittoresques. Le grand malheur, c'est que les gens, dans l'ensemble, ne songent pas à visiter leur province d'abord. Pendant la période des vacances, on me dit qu'il se dépense plus de \$200,000,000 par les Québécois, en dehors de leur province. Quels sont ceux de chez nous qui connaissent réellement leur province?

Nos voisins du Sud ont le sens de la publicité très développé et cela les sert très bien au point de vue touristique. Ils ont aussi le sens de la solidarité. C'est ainsi qu'un chauffeur de taxi ne manquera pas de dire au touriste qu'il transporte: "Cela est notre université," et non telle université; "Cela est notre parc," et non tel parc.

Il (l'honorable M. Duplessis) rend hommage au travail accompli par MM. Paul Gouin⁴, conseiller technique près le conseil exécutif et Georges Léveillé, directeur de l'Office provincial de la publicité qui, dans de nombreuses conférences, ont non seulement parlé des beautés de notre province, mais ont aussi demandé à nos gens de garder le caractère ethnique du Québec.

Il (l'honorable M. Duplessis) remercie le chef de l'opposition de ses remarques en marge de la publicité et des annonces touristiques et émet le vœu que tous les citoyens de notre province travaillent de concert pour mieux faire connaître et apprécier notre coin de pays, si riche en trésors historiques et en beautés de toutes sortes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'essor gigantesque de la province a nécessairement sa répercussion au Service des achats.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Les auditeurs de la province mentionnent chaque année que le Service des achats ne procède pas comme dans les maisons d'affaires. On paie encore le prix du détail alors qu'on pourrait acheter en plus fortes quantités et obtenir le prix du gros. C'est une politique condamnable qui coûte très cher à la province. Le gouvernement devrait changer de système.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les auditeurs de la province disent la même chose depuis 20 ou 25 ans. Le gouvernement respecte leur opinion, mais elle n'est pas logique ni pratique. Pour acheter en grosses quantités comme le veut le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël), le gouvernement devra construire des entrepôts, les entretenir, les assurer, les pourvoir de gardiens, etc. On voit où cela pourrait conduire.

Le gouvernement, par sa façon de procéder, encourage tout le monde et non pas seulement le grossiste. Toute la province bénéficie ainsi des bienfaits des achats du gouvernement qui favorise les petits.

En créant le Service des achats, mon gouvernement a sauvé des millions à la province par

le fait qu'il empêche les divers départements d'acheter plus qu'ils n'ont besoin. Et puis, le gouvernement ne paie pas plus cher que le citoyen ordinaire.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Là où cette politique est condamnable, c'est quand on a besoin d'une certaine quantité de marchandises et que le gouvernement sépare la commande entre 10 ou 15. C'est là qu'il perd de l'argent, car il pourrait s'adresser au marchand de gros.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
18. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Ross (Montréal-Verdun) fait remarquer que ce travail est commencé depuis plusieurs années déjà et demande où on en est rendu⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est un gros travail, car il faut faire une synthèse de toutes les lois coopératives. Il s'agit d'un domaine très compliqué. L'opposition a déjà critiqué la commission Héon⁶, mais elle doit regretter aujourd'hui ce qu'elle a dit, car cette commission a abattu un travail immense et son rapport est très bien fait.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre ne me convainc pas. Si la Chambre fonctionnait avec la même lenteur que certains organismes, il lui faudrait siéger 12 mois par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas la même chose. Nos lois sont si claires et si bien faites! C'est pour cela que nous pouvons procéder avec diligence. Dans le cas des lois coopératives, il ne s'agit pas d'une simple refonte, mais d'une révision, d'une nouvelle rédaction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Aucune ville n'a été jusqu'ici soustraite, à sa demande, à l'application de la loi. Pour ma part, je

pense que la Régie des loyers est encore nécessaire, au moins à Montréal, à Québec et à Trois-Rivières⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il s'agit des salaires du président général des élections et de ses employés. Une élection coûte pas loin de \$1,000,000⁸.

M. Dupré (Verchères): J'ai entendu dire que ça coûtait \$20,000,000 à l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas ça. Quand l'Union nationale est élue, ça vaut au moins \$200,000,000 à la province⁹.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
20. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enquête royale sur les problèmes constitutionnels (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande si l'enquête est terminée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai justement reçu ce matin la visite de M. le juge Thomas Tremblay, président de la commission¹⁰. Il a déposé son rapport, qui comprend quatre ou cinq volumes et une abondante documentation. Le rapport est évidemment adressé au lieutenant-gouverneur en conseil. Il faut donc que je le soumette d'abord aux membres du cabinet. J'en ferai tenir une copie au chef de l'opposition aussitôt que possible.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
21. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 209 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, soient maintenant acceptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 15 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Demande et dépôt de documents:

Route no 6 à Pabos Mills

M. Bédard (Québec) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie des rôles-de-paie relativement aux travaux de chemins exécutés au cours de l'année 1953, sur la route no 6 à Pabos Mills, dans le comté de Gaspé-Sud, sous la direction de M. Zotique Collin.

Adopté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 30)

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq millions trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Cournoyer (Richelieu) demande que la Chambre étudie en même temps les postes de la réparation et de l'entretien des chemins, de l'entretien des chemins d'hiver, de la construction et réfection de chemins¹¹. Il (M. Cournoyer) demande au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) quel est son programme à ce sujet.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): À propos de la réparation et de l'entretien des chemins, un montant de \$10,850,000 servira à payer des salaires, une somme de \$200,000 ira pour les dépenses de voyage des cantonniers et journaliers, \$2,000,000 pour certains contrats octroyés pour l'entretien des chemins, et \$12,000,000 pour de l'outillage et pour le matériel nécessaire à l'entretien des routes.

Il y a une foule de constructions commencées qui seront continuées.

Route no 1: entre Sherbrooke et Magog. L'an dernier, on a dépensé \$170,000 sur cette route. Cette année, on la terminera sans pavage. Il faudra encore un montant de \$400,000.

Route no 3: entre Montréal et Lévis, le long du fleuve. La réfection continuera dans quelques comtés. Elle est terminée dans Yamaska, où il n'y avait jamais eu un pouce d'asphalte. Dans Lotbinière, entre Saint-Louis et Napierville¹², on continuera sur une distance de trois milles et demi, au coût de \$250,000. Dans Nicolet, à l'ouest de Saint-Pierre-les-Becquets, on fera encore de trois à quatre milles au coût de \$250,000. Il y aura environ cinq milles d'asphaltage dans le comté de Nicolet.

Route no 6: En Gaspésie, route pratiquement terminée. Entre Mont-Saint-Pierre et Mont-Saint-Louis, il y a six milles qui sont prêts pour l'asphaltage. D'autres travaux seront exécutés entre Rivière-au-Renard et Cap-Desrosiers, de telle sorte que la route sera entièrement complétée dans Gaspé-Sud. Quant au raccordement 6-A, qui forme un raccourci entre Rivière-au-Renard et Gaspé, il y a une distance de deux milles et demi prêts à l'asphaltage. Il restera 11.5 milles à faire.

Route 30, dite gaspésienne: autrefois, il fallait faire le tour de la presqu'île de Gaspé pour aller rejoindre la rive nord¹³ à Sainte-Anne-des-Monts. Une distance de 41 milles a été complétée sur la route gaspésienne. Il reste 11,5 milles à faire pour se rendre à la barrière du parc, du côté sud. Entre Anse-Pleureuse¹⁴ et Murdochville, la route a été complétée sur 12 milles¹⁵ de longueur. On y posera de l'asphalte cette année.

Route no 8: entre Hull et l'Île-aux-Allumettes, en traversant le comté de Pontiac. L'an dernier, on a fait un terrassement de 5 milles. On y posera de l'asphalte sur cette partie. Un viaduc sera aussi construit au-dessus de la voie du C.P.R.¹⁶ À Fort-Coulonge, on fera cinq milles de terrassement au coût de \$300,000. Il faudra faire aussi les approches du nouveau pont qui relie le Québec et l'Ontario en passant par l'Île-aux-Allumettes. Il s'agit d'un projet de \$220,000.

Route no 10: entre Rivière-du-Loup, Rimouski et Sainte-Flavie. Cette route a été pratiquement refaite en son entier. Il reste une section de deux milles et quart¹⁷ qui sera faite cette année. On fera aussi des terrassements sur une distance de trois milles et la section de Sainte-Flavie, dans le comté de Matane, sera terminée.

Route no 11: Entre Montréal et Mont-Laurier. Cette route est refaite graduellement suivant des

standards très modernes. L'asphaltage sera fait sur une partie de cette route. Entre Hull et Maniwaki, on en fera la réfection dès cette année.

Route no 15: entre Québec et La Malbaie. Des travaux colossaux sont entrepris pour faire disparaître la côte de La Miche. Une section de trois milles est prête à l'asphaltage. Deux viaducs seront construits, dont l'un au-dessus de la voie du C.N.R.¹⁸ à Sainte-Anne-de-Beaupré. On entrevoit aussi la réfection entre Cap-à-l'Aigle et Saint-Siméon. On est d'avis que la traverse de Tadoussac est un gros inconvénient pour la circulation. Si on change le quai de Sainte-Catherine de place pour le reconstruire plus au sud (travaux devant être exécutés par le gouvernement fédéral) et si la Canada Steamship Lines met en service de nouveaux bateaux, comme elle a l'intention de le faire, le gouvernement provincial fera un mille de chemin à travers la montagne, au coût de \$400,000.

Route no 9: boulevard Sir-Wilfrid-Laurier. Pour être sûr que cette route se ferait, le régime du Parti libéral l'avait ouverte à sa longueur sans être certain de la terminer nulle part. Nous avons commencé à doubler la travée de 11 pieds de largeur. Cette année, nous avons l'intention de continuer ses travaux sur une distance de 18 milles juste avant la rivière Bécancour.

Tadoussac à Grandes Bergeronnes: il reste 25 milles¹⁹ à asphalter, 15 milles seront asphaltés cet été.

Baie-Comeau à Sept-Îles: Cette route est commencée. Elle a 147 milles de longueur, 64 milles ont été préparés pour l'asphalte, il reste du gravier à poser sur 23 milles, et 22 milles ont été défrichés à l'automne pour recevoir du terrassement cet été. Cent milles de cette route seront terminés l'automne prochain.

Route 24, Saint-Georges de Beauce à Saint-Pamphile: en partie reconstruite, mais il reste huit milles à asphalter.

Route 26, Saint-Jean Port-Joli à Saint-Pamphile. Après la pose d'asphalte sur 16 milles, cette route sera complètement terminée.

Black Lake à Plessisville: on fera des travaux de terrassement sur 8 milles dans le cours de l'été.

Saint-André de Kamouraska au Nouveau-Brunswick: route de 63 milles de longueur dont de grandes sections ont été refaites et asphaltées. Il reste 11 milles à terminer entre Saint-Éleuthère et Saint-André.

À Stoneham: au cours de l'été dernier, la section de Stoneham-Notre-Dame-des-Laurentides de l'autoroute Talbot a été refaite et gravelée. On y posera l'asphalte cet été.

Lac Jacques-Cartier à Hébertville: une section de neuf milles est prête pour l'asphalte que l'on posera cet été. Il restera 24 milles de gros terrassement à faire.

Routes 58 et 59 vers l'Abitibi: chaque année, on pose de l'asphalte sur 40 milles de longueur, en deux sections de 20 milles à chaque bout. En 1957, toute la route de Mont-Laurier à Rouyn sera terminée.

Montmagny-Saint-Juste: sur une distance de 40.25 milles la route est terminée. Il reste sept milles à asphalter.

Chambord-Lac-Bouchette: il reste huit milles à terminer. On en fera quatre milles cet été.

Voilà une partie de notre programme pour l'année 1956.

M. Cournoyer (Richelieu): C'est la première fois que le gouvernement nous donne une idée de la façon dont seront dépensés les millions que nous avons votés pour les routes!

Il (M. Cournoyer) demande au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) s'il a l'intention de faire des travaux sur la route Montréal-Québec, côté nord. Il y a beaucoup de plaintes, dit-il.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La liste que je viens de donner n'est pas complète. L'an dernier, mon ministère a fait beaucoup de pavage sur cette route et les études des ingénieurs continuent, en vue d'améliorer constamment cette route.

M. Dupré (Verchères) veut savoir jusqu'où on fera les travaux de la route 9.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Jusqu'à la rivière Bécancour.

M. Dupré (Verchères) pose des questions et affirme que les propriétaires de véhicules lourds, après la chute du pont de Trois-Rivières, ont pris l'habitude d'utiliser cette route et s'en trouvent bien. Comme conséquence, dit-il, le trafic y est si considérable que les accidents s'y multiplient.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le ministère de la Voirie continuera à apporter des améliorations à la route no 9, entre Montréal et Québec, mais ne la terminera pas cette année.

M. Dupré (Verchères) réclame une double voie entre Montréal et Drummondville, du moins entre Montréal et Saint-Hyacinthe. Il (M. Dupré)

suggère, si les travaux de cette double voie ne peuvent se faire immédiatement, une allée de ciment à côté du chemin actuel, pour faciliter les rencontres.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Tous les ingénieurs sont unanimes à déclarer que la construction d'une allée de ciment n'est pas recommandable, parce qu'elle ne tarderait pas à devenir une cause d'accidents. Les fondations du chemin n'étant pas les mêmes, il y aurait constant décalage.

Il en coûterait \$1,320,000 entre la rivière Bécancour et Drummondville et \$6,000,000 entre Drummondville et Saint-Hyacinthe pour une double voie. Je n'ai pas l'intention de mettre tout le budget de la voirie sur une seule route. Nous allons continuer la double allée entre Québec et Drummondville et nous verrons à répondre aux besoins les plus urgents.

M. Dupré (Verchères): Une double voie s'impose entre Montréal et Saint-Hyacinthe.

M. Savard (Québec-Ouest) reproche gouvernement de n'avoir pas prolongé la route transversale entre le rond-point du boulevard Sir-Wilfrid-Laurier et le chemin Sainte-Foy. On a commencé des travaux, dit-il, et on les a interrompus immédiatement après les élections.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est faux. Pour accommoder la cité de Sainte-Foy, et sans y être obligés, nous avons construit une route entre le chemin Sainte-Foy et le prolongement du chemin Saint-Louis. On nous a ensuite représenté que des développements étaient à prévoir et, toujours pour accommoder la cité de Sainte-Foy et sans aucune obligation de notre part, nous avons fait certains travaux au nord du chemin de Sainte-Foy.

M. Savard (Québec-Ouest) déclare que si le chemin était prolongé jusqu'au boulevard Charest, la haute-ville de Québec serait débarrassée du trafic lourd et se demande pourquoi la route transversale s'appelle le boulevard Henri-IV.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous pourrions l'appeler le boulevard Jules-César, si le député aime mieux cela.

M. Cournoyer (Richelieu): Le gouvernement n'a fait aucun travail de voirie dans le comté de Richelieu. On laisse les routes se détériorer d'année

en année, et c'est rendu au point où, le printemps, des sections du comté où il y a des cultivateurs sont totalement isolées.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) affirme qu'il va étudier cette question.

M. Dupré (Verchères) demande si le gouvernement va faire des travaux entre Saint-Hyacinthe et Montréal pour aider à l'écoulement plus rapide du trafic énorme qui s'y fait.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette route fait partie du réseau des routes par où débouche le trafic de la ville de Montréal. Il va falloir en venir à faire des routes de quatre voies partout. Deux voies n'ont plus de sens avec le trafic actuel. Dans la ville de Montréal, la situation est devenue impossible. Il (M. Lapalme) raconte certaines expériences personnelles au cours de ses voyages dans les Laurentides.

Le grand problème de la circulation à Montréal et aux sorties de la grande ville, dit-il, ne se résoudra que par la construction d'autostrades modernes. Il y a, sur le pourtour de la métropole, un problème de circulation affreux et c'est une lamentation générale de la part du public. Il faut se dépêcher d'agir. Aux États-Unis, il y a de multiples autostrades et déjà elles sont désuètes au point qu'on a commencé à les reconstruire encore plus larges. Et dans la province de Québec on n'a pas encore commencé.

On me répondra que c'est une question de prix. Mais il ne s'agit pas, dans la province de Québec, de faire des autostrades de 500 milles de longueur. Le problème de Montréal se réglerait facilement avec des autostrades de 25, 50 et 75 milles. C'est pressant.

Il faut faire quelque chose sur le pourtour de l'Île de Montréal, où se trouve la plus forte concentration de population, d'industries et d'automobiles. Dans tout ce qu'a mentionné le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), il n'a pas parlé du tout du problème de Montréal. Peut-il nous donner au moins un rayon d'espoir?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le problème de la congestion autour de Montréal est connu des autorités gouvernementales. Nous le connaissons tellement bien, nous savons tellement qu'il existe que nous avons formé une commission spéciale, il y a environ un an, pour l'étudier et tenter de le résoudre. Cette commission travaille sans

relâche depuis sa nomination. Déjà des rapports ont été préparés et nous espérons qu'elle trouvera une solution à cet important problème.

S'il y a un gouvernement qui a aidé Montréal, qui a aidé à la solution de cet épineux problème, c'est bien le gouvernement actuel. Dès sa première administration, en 1937, le gouvernement de l'Union nationale a donné le pont de Charlemagne²⁰ parce qu'il s'était rendu compte de la situation désavantageuse dans laquelle se trouvait la métropole. Nous avons aussi entrepris la construction de la route no 11, Montréal-Saint-Jérôme- Sainte-Agathe-Mont-Laurier, travaux que les libéraux ont arrêtés en 1939 au lendemain des élections, pour les reprendre en 1944 à la veille des élections.

Le gouvernement actuel a aussi construit le boulevard qui va à Sainte-Anne-de-Bellevue et le pont de Saint-Eustache. Mais il n'y a pas seulement la sortie qui est un problème, il y a aussi l'entrée dans Montréal, et cela n'est pas tout à fait de notre ressort. On vient s'embouteiller à Montréal. Ayons les routes que nous voulons, il y aura toujours de l'embouteillage à l'entrée de Montréal.

Même si ce n'est pas tout à fait de notre ressort, nous avons aidé à plusieurs reprises Montréal dans ce domaine. C'est ainsi que nous avons refait la rue Sherbrooke, près du pont de Charlemagne, et le boulevard Pie-IX. Dernièrement encore, il nous a fallu convaincre les amis de l'opposition qu'il fallait, au pont Mercier, des approches beaucoup plus considérables que ce que l'on nous offrait. Nous en sommes venus à une entente.

C'est donc dire que nous ne demandons pas mieux que d'aider au règlement de ce problème, mais nous croyons qu'il vaut mieux prendre un peu plus notre temps, bien étudier la situation, afin de trouver une solution adéquate, la bonne solution. Nous avons déjà pris nos responsabilités dans le passé. Nous prendrons les mesures nécessaires pour rendre justice à Montréal dans l'avenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement provincial est prêt à coopérer au progrès de la métropole, mais avec justice pour les autres parties de la province. Il y a aussi nos paroisses et nos villages ruraux qui ont des droits. La voirie rurale est d'une importance vitale. Les routes minières, les voies de communication pour le développement de nos richesses naturelles sont aussi vitales.

Je veux cependant corriger une impression qu'accrédite l'opposition. Que Montréal fournisse une grande part du revenu de la province, tout le

monde l'admet, mais l'opposition déforme la vérité quand elle affirme que Québec retire de 75 % à 80 % de ses revenus de Montréal. C'est faux. Les grandes compagnies sont établies dans tous les principaux centres de la province. Leurs bureaux-chefs sont à Montréal et c'est de là que partent les chèques qui vont au Trésor provincial. Mais, en fait, cet argent ne provient pas de Montréal. Il ne faut donc pas s'aveugler.

J'ai toujours été le premier à admettre l'importance de Montréal. Montréal est la métropole du pays. Pour la province, cette ville nous est absolument nécessaire; elle est essentielle à la prospérité de la province. Cela nous impose l'agréable devoir de coopérer avec les autorités municipales de cette grande ville, mais nous ne pouvons collaborer si cette collaboration est basée sur la ruine de nos campagnes.

Le gouvernement actuel a toujours manifesté son intention de collaborer étroitement avec les autorités de Montréal et il a donné des preuves de ce bon vouloir. Il (M. Duplessis) rappelle la construction du pont de Charlemagne, l'élargissement des approches de ce pont. Le problème, dit-il, n'en est pas seulement un de sortie, mais aussi d'entrée.

La congestion à Montréal, ce n'est pas notre problème. Nous avons aidé à le régler. Le problème n'est pas seulement aux alentours de Montréal, il est dans Montréal même. C'est donc un problème d'envergure. Tout cela ne peut se régler en un jour. Nous sommes prêts à collaborer, mais, encore une fois, je le répète, nous ne négligerons pas les autres villes de la province au profit de Montréal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre n'a pas répondu à ma question. Il parle de congestion dans la ville de Montréal. C'est une autre histoire. J'ai parlé des entrées à Montréal. Les ponts actuels sont insuffisants. Il y a un an et deux mois qu'on a voté la loi instituant une commission d'enquête des problèmes de la circulation.

Cette commission n'a été mise sur pied que l'automne passé. Pourtant, le problème des entrées de Montréal est urgent. Sa solution intéresse toute la province.

Va-t-on, oui ou non, à même les millions qu'on nous demande de voter, faire quelque chose de concret et dans un avenir rapproché pour le résoudre? A-t-on des plans, des commencements de plans? Projette-t-on de construire bientôt une autoroute?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La commission d'enquête étudie ces problèmes depuis des mois. Nous suivrons ses suggestions. On ne peut commencer à faire des routes avant juin.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais cela ne répond pas encore à mes questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province a actuellement des dépenses considérables à faire dans divers domaines d'importance capitale. On ne peut raisonnablement demander au gouvernement d'ajouter une quarantaine de millions de dollars pour la voirie. Le problème est à mon avis très complexe. Nous croyons que le meilleur système serait une route de péage. Mais il faut décider où la faire passer. Pour cela, il faut faire des analyses sérieuses.

Il est sûr aussi qu'il faut d'autres ponts entre l'île Jésus et l'île de Montréal. Mais encore ici, ces ponts doivent être placés en tenant compte de l'orientation de la circulation dans la ville de Montréal.

Il faut procéder à une analyse scientifique de la circulation, afin de bien placer ces ponts. Personne plus que le premier ministre actuel n'est aussi désireux de résoudre ce problème, mais on ne doit pas perdre de vue les intérêts du reste de la province.

Il y a déjà des gens qui trouvent que l'on dépense trop pour la voirie. Que diraient-ils si on allait dépenser \$40,000,000?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il ne s'agit pas de savoir si on va dépenser trop, mais de savoir où on va dépenser ces millions. Ce n'est pas dans Montréal qu'existe la congestion, mais aux entrées. Je suis en faveur de routes de péage, de routes à circulation rapide. Les statistiques n'indiquent pas que les accidents y soient plus nombreux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'il y ait un problème de congestion dans le nord de Montréal, nous l'admettons tous. C'est un problème que, pour ma part, je suis obligé de vivre tous les jours. Mais on a tort de dire que cela dépend des ponts. On met la faute sur le pont parce qu'on est arrêté là; mais on est arrêté là parce que le pont aboutit à des rues trop étroites.

À Cartierville, par exemple, il y a une place sur le pont pour quatre autos de front. Mais on arrive dans une rue de 18 pieds qui n'admet que deux autos. Et, 500 pieds plus loin, il y a des feux de circulation.

C'est là que l'engorgement se fait. Doubler la largeur du pont n'avancerait à rien si la rue reste à 18 pieds. Et ça, c'est le problème de Montréal. Il ne sert à rien d'amener les gens à se cogner le nez sur l'obstacle un peu plus vite.

Le problème ne se règlera donc que par une étroite coopération entre Montréal et la province. Il y a une commission qui étudie tout cela très sérieusement; une commission d'enquête qui a été créée pour étudier tout le problème de la circulation et dont on attend les recommandations pour agir. On ne fait pas une dépense de \$40,000,000 à l'aveuglette.

Mais j'ai confiance que, d'ici peu, la situation va être considérablement améliorée.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) réclame l'intervention d'un plus grand nombre d'agents de police. Des agents, placés aux points stratégiques et qui feraient respecter le code de la route, dit-il, permettraient de régler le problème de la circulation dans la proportion de 50 %. Cela pourrait activer la circulation et éviter les embouteillages, surtout pendant les fins de semaine. Un peu de politesse de la part des automobilistes arrangerait bien des choses.

Une autoroute de Montréal à Saint-Jérôme serait utile, mais il faudrait aussi une route de ceinture autour de la métropole, chaussée reliant toutes les grandes voies de communication qui rayonnent autour de la grande ville.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée²¹.

NOTES

1. *La Patrie* du 16 février 1956, à la page 12, parle d'un chemin de fer d'une longueur de 250 milles.

2. Maurice Proulx (1902-1988), prêtre possédant une formation en agronomie, réalisa à partir de 1934 de nombreux documentaires sur le Québec, en particulier sur la colonisation et l'agriculture. L'abbé Proulx est considéré comme un pionnier du cinéma documentaire québécois.

3. Paul Gouin (1891-1976), l'un des fondateurs de l'Action libérale nationale et brièvement député de ce parti durant les années 1930, avait été président de la Société des festivals de Montréal, en 1952. Au moment de la session parlementaire 1955-1956, il était conseiller technique pour le Conseil exécutif, comme le premier ministre le mentionne plus tard dans cette séance, lors de l'étude des crédits du Conseil exécutif.

4. À propos de Paul Gouin, voir la note précédente.

5. À ce propos, *Le Soleil* du 16 février 1956, à la page 16, précise que "Le budget de l'exécutif comprend aussi un item statutaire de \$20,000 pour la refonte des lois concernant les syndicats coopératifs." En fait, il s'agit d'un sous-item qui fait partie de l'item "Commission du service civil". C'est de ce sous-item consacré à la refonte des lois sur les syndicats coopératifs que parlent ici M. Ross et M. Duplessis.

6. Le Comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs (plus connu sous le nom de commission Héon), présidé par le juge Georges-H. Héon, avait été formé en 1952 par le gouvernement du Québec, afin d'enquêter sur les

problèmes de l'agriculture québécoise. Le Comité accorda une importance particulière aux problèmes relatifs à la production, la vente et la distribution des produits agricoles. Il remit en 1956 un rapport comprenant de nombreuses recommandations, dont la plus importante est la création d'un Office des marchés agricoles.

7. *Le Soleil* du 16 février 1956, à la page 16, rapporte que le premier ministre parle à ce moment d'un "autre item statutaire relatif à la Régie des loyers". Il s'agit du sous-item "Conciliation entre locataires et propriétaires", qui fait partie de l'item "Commission du service civil" dans les *Comptes publics*.

8. D'après *Le Soleil* du 16 février 1956, à la page 16, M. Duplessis fait ici référence à "un poste de \$35,000 pour l'application de la loi électorale". Il s'agit du sous-item "Loi électorale de Québec", qui également partie de l'item "Commission du service civil" dans les *Comptes publics*.

9. Selon le *Montréal-Matin* du 16 février 1956, à la page 2, le premier ministre aurait plutôt dit: "Quand l'Union nationale est élue, ça sauve au moins \$200,000,000 à la province."

10. M. Ross et M. Duplessis parlent ici de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, qui avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit cette année-là, en 1956, un rapport qui propose une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

11. Même si les journaux utilisés pour reconstituer cette séance ne le précisent pas, cette demande de M. Cournoyer a certainement été refusée, car l'item "Entretien des chemins d'hiver" sera étudié lors de la séance du lendemain.

12. D'après *L'Action catholique* du 16 février 1956, à la page 1, il s'agirait non pas de Napierville, mais de Leclercville.

13. *Le Soleil* du 16 février 1956, à la page 3, parle ici de la rive sud, alors que *L'Événement* et *Le Nouvelliste* du même jour, en page 1 et 11 respectivement, parlent de la rive nord. *Le Soleil* est

manifestement dans l'erreur, car Sainte-Anne-des-Monts se trouve bel et bien sur la rive nord de la péninsule gaspésienne.

14. Les journaux utilisés pour reconstituer cette séance parlent tous de "L'Anse-Heureuse", mais il s'agit bien évidemment de L'Anse-Pleureuse.

15. *L'Action catholique* du 16 février 1956, à la page 1, affirme que la route a été complétée sur 18 milles.

16. Canadian Pacific Railway

17. *L'Action catholique* du 16 février 1956, à la page 1, parle de 2,5 milles.

18. Canadian National Railway

19. *Le Soleil* du 16 février 1956, à la page 9, parle de 26 milles.

20. La date de 1937 pour la construction de ce pont vient du *Soleil* du 16 février 1956, à la page 9. *La Patrie* du même jour, à la page 12, parle plutôt de 1936.

21. Les journaux utilisés pour la reconstitution de cette séance ne donnaient aucune indication quant à l'heure à laquelle la séance s'est terminée.

Première séance du jeudi 16 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 203 concernant la succession de Robert Clark Hastings.

Projets de loi:

**Succession
Robert Clark Hastings**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 concernant la succession de Robert Clark Hastings.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des monuments
et sites historiques**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 modifiant la loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Office pour la vente
des produits agricoles**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Barré) souligne l'importance de la législation qu'il soumet aux députés et formule l'espoir qu'elle aura de bons résultats pour tous les intéressés. Les intéressés, dit-il, ne sont pas seulement les producteurs, mais aussi les consommateurs et les intermédiaires, parfois indispensables.

Il s'agit d'un principe tout à fait nouveau dans notre législation agricole. Il s'agit d'une législation courageuse; elle ne donnera de bons résultats que si elle rencontre une mentalité qui n'existe pas toujours dans tous les milieux. Le succès de la législation dépendra de l'esprit de coopération des producteurs et des distributeurs. Il s'agit ici de la deuxième lecture, c'est-à-dire qu'on discute le principe de la loi; je demanderais donc à tous les députés de s'en tenir rigoureusement aux règlements...

Des voix: (Sur un ton ironique) À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ferai remarquer aux députés que je ne leur fais pas un reproche, mais que je formule une demande. Pour que cette loi ait des résultats, on devra en suivre les règlements. Je demande donc aux membres de cette Chambre de donner l'exemple.

Par cette loi, le gouvernement crée un organisme nouveau. Il forme une personnalité humaine que j'appellerais chamelle. La loi donne à cet organisme le pouvoir de donner force de loi à des ententes contractées entre producteurs agricoles, consommateurs et intermédiaires. Mais elle va plus loin. Lorsqu'il y aura entente entre un groupe de producteurs, de consommateurs et d'intermédiaires, sans que l'on ait l'unanimité, l'organisme pourra quand même décréter le statut de loi. Ces ententes, auxquelles on donne le nom de "plans conjoints", devront cependant être approuvées par 75 % des producteurs intéressés. Une fois sanctionnées par l'Office, elles lieront même ceux qui ne les auront pas favorisées au début. Les dissidents ou les

abstentionnistes devront suivre la majorité. Le programme représente un grand pas en avant pour la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): S'agit-il d'une convention?

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui, d'une convention où la majorité décidera et la minorité, si elle n'en est pas partie, devra également suivre. L'expérience que j'ai de la classe agricole me permet d'affirmer qu'il y a 10 ans, une telle loi aurait été mal accueillie. Je suis ministre de l'Agriculture depuis 12 ans, et j'ai pu suivre l'évolution de la mentalité agricole. J'ai donc hésité longtemps avant de la présenter. J'ai voulu attendre que la mentalité soit assez évoluée et prête à la recevoir. Aujourd'hui, je suis persuadé qu'elle s'impose et qu'elle est appelée à rendre de grands services; seuls s'y objecteront ceux qui n'en comprennent pas l'importance ou encore ceux qui voudraient faire passer leur intérêt particulier avant l'intérêt général bien compris de la société.

Je pense que c'est le principe que nous pouvons discuter à ce stade de la procédure.

M. Dupré (Verchères): Je suis en faveur de cette loi. Tout le monde sait que, dès 1948, le Parti libéral réclamait un Office des marchés agricoles. En 1949, 1950, 1951, 1952, le député de Verchères a continué à suggérer la formation d'un tel organisme. Je ne puis donc me lever aujourd'hui pour me déclarer contre le bill. En 1948, j'ai prié le gouvernement de passer une loi prévoyant des ententes entre cultivateurs, acheteurs et consommateurs; et l'Union nationale a adopté à la place la loi concernant les produits agricoles saisonniers, chapitre 22, 12 George VI, une loi passée par l'Union nationale, à la veille des élections de 1948, sous l'influence des pressions exercées par l'opposition et la classe agricole; mais cette loi, ça été zéro, car on ne l'a jamais appliquée. Il faut espérer que le gouvernement ne fera pas comme avec sa loi des produits agricoles saisonniers, mais qu'il mettra vraiment en pratique cette loi, dans l'intérêt des cultivateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela sort du sujet à l'étude en deuxième lecture, le principe du bill. Et d'ailleurs, les paroles du député de Verchères sont inexactes. Le ministre de l'Agriculture a fait bâtir des entrepôts frigorifiques dans toute la province pour empêcher les fluctuations saisonnières et régulariser la vente.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Verchères.

M. Dupré (Verchères): Je voudrais que le projet de loi qu'on examine à l'heure actuelle ne subisse pas le même sort que la loi dont j'ai parlé. En 1951-1952, le gouvernement a passé une autre loi alors que nous demandions un office des marchés agricoles...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on s'en tienne donc au principe du bill!

M. Dupré (Verchères): C'est ce que je vais faire. Cette année, j'ai présenté une motion pour qu'un comité spécial de 15 membres soit institué avec mission de préparer un projet de loi prévoyant la création d'un Office des produits agricoles pour favoriser la vente collective des produits de la ferme et assurer de meilleurs prix de vente. Le comité aurait été formé de représentants des deux côtés de la Chambre pour que son travail soit au-dessus des questions de partisanerie politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas le droit de discuter une motion quand c'est une loi qui est à l'étude. D'ailleurs, cette motion n'était pas réglementaire.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Verchères.

M. Dupré (Verchères): J'ai écouté le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré). Connaissant son opinion sur les législations du genre, je crois pouvoir dire qu'il a été assez loyal en expliquant le bill...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Verchères a tort de parler ainsi. Il n'est pas question dans le bill de conventions collectives, mais de plans conjoints.

M. Dupré (Verchères): Étant donné l'attitude passée du gouvernement, je doute quelque peu du bon fonctionnement futur de cette loi. Pour connaître ce que pense le gouvernement de telles législations, il suffit de lire les journaux de 1951-1952. Le ministre de l'Agriculture dit que c'est là une loi courageuse. Passer une telle loi aujourd'hui, c'est peut-être courageux. Mais, dans le numéro du 7 septembre 1955 de la *Terre de chez nous*, on pouvait lire que huit provinces possédaient déjà des

offices des marchés agricoles. Il n'y avait que le Québec et Terre-Neuve qui n'en avaient pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Sur un ton moqueur) Terre-Neuve en a.

M. Dupré (Verchères): Alors la province de Québec n'arrivera pas même la neuvième, mais la dixième. Le ministre de l'Agriculture aurait dû dire: "Je regrette d'être à la queue du Canada pour présenter ce bill!" Dans certaines revues agricoles, on trouve des appréciations sur le rendement des législations en vigueur dans les autres provinces. Par exemple, à la suite de la convention...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne se rapporte pas au principe du bill, seul objet de discussion en deuxième lecture... D'ailleurs, plusieurs des législations dont vient de parler le député de Verchères, celle de l'Ontario, par exemple, ont donné lieu à des difficultés, elles sont devant la Cour suprême; ce sont des lois mal faites. Ce bill est bien supérieur aux législations en vigueur dans les autres provinces. Notre loi est même la meilleure au monde, car elle est la seule qui protège efficacement les coopératives.

M. Dupré (Verchères): La tonne de betteraves se vendait \$15.80...

Des voix: À l'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Verchères a le droit d'établir le rendement des législations à l'extérieur.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne comprends pas le député de Saint-Maurice. L'article 556 du Règlement est très clair¹. J'ai moi-même été prudent pour ne pas sortir du cadre du débat et il (M. Hamel) veut ouvrir la porte sur la question des betteraves à sucre. Cela me ferait plaisir d'en parler, mais c'est absolument hors d'ordre.

M. Dupré (Verchères): Je suis en faveur du principe du bill et je tiens à dire pourquoi. Je suis en faveur du principe de cette loi parce que je constate qu'en Ontario, ils en ont eu des conventions collectives, ou des ententes, si le premier ministre aime mieux ce mot, que ce soient des ententes de canneries ou de producteurs de betteraves à sucre. Mais je n'ai pas envie d'ouvrir un débat sur la question des betteraves.

M. l'Orateur: L'article 556 est clair. La deuxième lecture doit porter sur le principe du bill à l'étude et non pas sur le principe de lois de l'Ontario ou de la Nouvelle-Écosse.

M. Dupré (Verchères): Le ministre de l'Agriculture dit qu'il s'agit de quelque chose de nouveau. C'est peut-être nouveau à Québec et pour le ministre, mais, en Ontario, ça existe depuis 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi ontarienne et le bill actuel sont tout à fait différents. Il n'y a pas un pays au monde qui ait une législation semblable.

M. Dupré (Verchères): Ça existe dans toutes les autres provinces, d'après la déclaration même du premier ministre... Le succès de la nouvelle loi dépendra de la nomination des membres de l'Office. Si le gouvernement nomme des gens sincères, qualifiés, je suis convaincu que la loi rendra de grands services. Je crois que si le gouvernement veut nommer...

Des voix: À l'ordre!

M. Dupré (Verchères): Je désire souligner un autre point. Il n'y a d'appel que devant le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'étude article par article doit se faire en troisième lecture...

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui, il s'agit d'une législation courageuse, car partout où il y en a eu de ressemblantes, elles ont été s'échouer devant les tribunaux. Il fallait attendre que nos cultivateurs et nos commerçants aient la mentalité voulue pour profiter de la nouvelle loi et l'appliquer. Le député de Verchères est revenu sur le vieux refrain des élections. Mais je crois qu'en ce qui me concerne, j'ai déjà donné la preuve que je ne tenais pas à être élu.

Ce ne sont pas les élections qui me font marcher. Ce n'est pas un bill des élections, mais un bill d'utilité publique, un outil que nous mettons entre les mains des intéressés avec l'espérance qu'ils s'en serviront utilement. Quant à la nomination des commissaires, cela n'a rien à voir avec le principe du bill, et je m'abstiendrai d'en parler.

Il (l'honorable M. Barré) demande d'adopter la loi en deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hamel, Hanley, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Thibeault, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 44 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 44 établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que toutes les dépenses, relatives à l'Office provincial et à son comité consultatif, occasionnées au gouvernement ou encourues par ledit Office pour l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hamel, Hanley, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Thibeault, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 44 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 44 établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent:

"a) "acheteur": l'acquéreur d'un produit agricole tel que défini au paragraphe *h* et sous réserve de l'article 28;

"b) "association de producteurs": un syndicat coopératif d'agriculteurs, une société coopérative agricole, une société d'horticulture, la Société d'industrie laitière de la province de Québec, une société de patrons de fabriques de produits laitiers, une association ou un syndicat professionnel d'agriculteurs, une union, une fédération ou une confédération de tels syndicats et tout groupement professionnel ou coopératif *bona fide* de producteurs;

"c) "mise en marché": comprend la vente, la transformation, l'achat, l'entreposage et l'expédition pour fin de vente, l'offre de vente et le transport d'un produit agricole, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement de ce produit;

"d) "Office provincial" ou "Office": l'*Office des marchés agricoles du Québec*, constitué en vertu de la présente loi;

"e) "Office de producteurs": l'organisme constitué, en vertu d'un plan conjoint de mise en marché de produits agricoles, pour la surveillance et le contrôle de son exécution;

"f) "plan conjoint" ou "plan": tout plan de producteurs pour la mise en marché de produits agricoles, approuvé par l'Office incluant les règlements qui s'y rattachent;

"g) "producteur": tout producteur ou association de producteurs d'un produit agricole tel que défini au paragraphe *h*;

"h) "produit agricole": tout produit de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aviculture ou de la forêt, à l'état brut ou transformé, partiellement ou entièrement, par le producteur, incluant, entre autres les animaux de ferme et de basse-cour, vivants ou tués, la viande de ces animaux, les volailles, les œufs, la laine, les produits laitiers, les grains, les fruits, les légumes, les produits de l'érable, le miel, le tabac, le bois, les breuvages ou articles d'alimentation provenant de produits de l'agriculture et toute autre denrée agricole désignée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil;

"i) "produit commercialisé": un produit agricole auquel s'applique un plan de mise en marché;

"j) "règlements": les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'Office provincial ou un office de producteurs."

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est la seule loi de marchés agricoles qui respecte les

coopératives, instruments de concorde. La loi favorisera l'entente entre les cultivateurs.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) si la régie va conditionner une entente entre 15 cultivateurs d'une région. Dans ce cas, est-ce que cette entente, dit-il, ou ce plan conjoint, ne constituera pas une sorte de convention collective?

L'honorable M. Barré (Rouville): La régie devra se rendre compte de la bonne foi des intéressés avant d'approuver l'entente.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre de l'Agriculture s'il a l'intention de faire de la publicité sur cette loi, afin de bien la faire comprendre des cultivateurs. Les cultivateurs, dit-il, comprendraient mieux les termes "convention collective" que "plan conjoint".

L'honorable M. Barré (Rouville): Je vois une différence entre les deux termes. Il ne peut pas y avoir de conventions collectives en agriculture.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'U.C.C.² a demandé à plusieurs reprises des conventions collectives pour les cultivateurs. S'il y a tant de différence que cela entre la convention et le plan conjoint, l'U.C.C. va-t-elle accepter cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce ne sont pas les termes qui comptent; ce qui importe, ce sont les résultats. Notre comité d'experts a fait enquête et nous avons fait la meilleure loi du monde, une loi qui tiendra devant les tribunaux. Mon administration a pris le temps d'éviter les problèmes liés à l'exploitation de programmes similaires dans d'autres provinces. Nous voulions avoir la meilleure législation à ce sujet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je retrouve dans la loi des choses que je réclame depuis cinq ans, avec l'U.C.C. qui a toujours demandé des conventions collectives et non pas des plans conjoints. Nous sommes en présence d'une chose en faveur de laquelle l'U.C.C. a fait campagne depuis des années. C'est donc un organisme qui prend naissance parce qu'un grand corps public s'est occupé de ses intérêts.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a une différence entre ce qu'on appelle "convention

collective" et ce qui devrait exister chez les cultivateurs. Une convention collective implique contrat de travail avec salaire minimum, apprentissage et conditions de travail définies. L'ouvrier doit travailler uniquement dans son métier. Il faut être prudent dans l'emploi des termes, afin de ne pas créer la confusion. La situation pour les cultivateurs est tout à fait différente. Il ne faut pas les tromper. Le nom de convention collective est totalement inapplicable pour eux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce qu'avec la présente loi, l'U.C.C. pourra dire à ses membres: "C'est là ce que nous avons prêché." Est-ce que le bill 44 n'accorde pas sous le nom de "plans conjoints" ce que l'U.C.C. réclamait sous le nom de "conventions collectives"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill donne beaucoup mieux. Nous avons demandé à l'U.C.C. de rédiger un projet de loi, et rien de concret ne nous a été soumis, pour l'excellente raison que c'est un problème extrêmement difficile et compliqué. C'est pourquoi nous avons institué la commission Héon³, qui nous a apporté ses lumières. Je répète que le bill actuel est la meilleure loi de mise en marché qui existe dans le monde.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je remercie le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) de ses explications. Les ouvriers ne peuvent pas être servis par le plan conjoint que nous présentons; de la même façon, la convention collective n'est pas acceptable chez les cultivateurs. Nous voulons donner quelque chose qui soit efficace, qui serve les cultivateurs.

J'espère que la loi rendra des services considérables. Elle n'est pas une convention collective telle qu'on l'entend dans le monde ouvrier. La loi n'est pas obligatoire, elle n'est pas collective, ni pénale. C'est une loi facultative. Je crois que le résultat en sera subordonné dans une large mesure à l'acceptation qu'en feront les cultivateurs.

M. Bélanger (Lévis): Est-ce que le ministre de l'Agriculture accorde à l'U.C.C. ce qu'elle demandait en 1951?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Beaucoup mieux.

L'honorable M. Barré (Rouville): Elle ne nous a pas dit exactement ce qu'elle voulait.

M. Bélanger (Lévis): L'U.C.C. définissait alors le nom de "convention collective" comme suit: "entente entre un ou plusieurs producteurs et des acheteurs relativement à la vente, aux conditions de vente et de livraison d'un ou plusieurs produits agricoles". Je ne vois pas de différence entre cette définition de la convention collective et celle du "plan conjoint" contenue dans la loi. On voudrait savoir où le cultivateur va et ce que le ministre lui offre.

L'honorable M. Barré (Rouville): On offre quelque chose qui rencontre la demande de 80 % des cultivateurs pratiquant dans notre province. Il ne s'agit pas d'une nouvelle sorte de convention collective.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il s'agit de véritables conventions collectives en matière agricole et il eût mieux valu garder ce terme qui est mieux connu des cultivateurs à cause de la propagande faite par l'U.C.C. Je veux que les cultivateurs sachent que ce qu'on leur a prêché depuis des années se retrouve dans la loi.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La présente loi ne doit pas être interprétée comme tendant à concurrencer l'organisation coopérative de la production et de la mise en marché des produits agricoles, mais elle doit l'être comme ayant pour objet de mettre à la disposition des producteurs et des consommateurs un moyen supplétif de mise en marché ordonnée et juste des produits agricoles.

"Elle doit être appliquée à la lumière de ce principe et de manière à ne pas gêner l'action du coopératisme dans les régions et les secteurs de productions et de vente où il répond ou est en mesure de répondre efficacement aux besoins, et de manière à profiter autant que possible du concours des coopératives pour l'établissement et l'administration de plans conjoints dans les secteurs de production et les régions où il est désirable d'en établir."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si l'Office va tout régir. Cette loi aurait alors une application bonne ou mauvaise selon la compétence des membres de l'Office, dit-il. À l'article 3, je ne vois pas la portée immédiate que voit le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition s'ingénie à trouver du mal là où il y a du bien. Après tout, j'ai 30 ans de pratique du droit. M. Asselin du Conseil législatif et M. Léopold Désilets⁴ s'entendent pour déclarer et comprendre ce qui est clair. La loi ne touche pas aux ententes des coopératives. L'Office n'a pas le pouvoir de nuire aux coopératives.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas la valeur des avocats qui compte ici, c'est la valeur de la loi. En donnant une interprétation, je me base sur le texte tel qu'il est. On fait de l'article 3 de la loi, qui assure la protection des coopératives, un article interprétatif. La seule protection qui reste réside dans les qualifications de l'Office. Tout dépendra, en somme, de l'interprétation de l'Office.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ces hommes auront besoin de directives. La loi leur en donne des claires. Il est dit clairement que les coopératives agricoles ne peuvent être affectées.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente,

"a) les décisions de l'Office ne peuvent être révisées que par le lieutenant-gouverneur en conseil;

"b) aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre l'Office, ni contre ses membres agissant en leur qualité officielle;

"c) les dispositions de l'article 50 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à l'Office, ni à ses membres agissant en leur qualité officielle."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi n'y a-t-il pas de véritable droit d'appel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province de Québec a un climat particulier et des conditions particulières. Si nous permettons un droit d'appel, n'importe quel avocat pourra prendre des procédures dilatoires et les faire traîner huit ou 10 mois. Pendant ce temps-là, les produits de la ferme pourriront. Ces produits doivent être vendus dans le plus court délai possible. Les adversaires d'un Office des marchés ne demanderaient

certainement pas autre chose qu'un droit d'appel. Dans le cas des marchandises périssables, qui doivent être vendues à des époques déterminées, des procédures dilatoires pourraient signifier le désastre. Le droit d'appel n'a pas sa raison d'être.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se dit étonné qu'on ne permette pas le droit d'appel, qu'on ne laisse aucune latitude à l'individu et qu'on permette au lieutenant-gouverneur en conseil de se substituer à l'individu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons aucune objection au droit d'appel en lui-même. Mais, dans le cas présent, nous voulons éviter les procédures dilatoires. Dans le cas des marchandises périssables, ces procédures dilatoires peuvent causer désastre. En général, je suis en faveur du droit d'appel mais, dans ce cas, il deviendrait nuisible.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 25 sont adoptés⁵.

Le comité étudie l'article 26 qui se lit comme suit:

"26. Faute d'entente entre producteurs et acheteurs à l'occasion ou dans le cours de l'exécution d'un plan conjoint, l'Office, à la demande d'une des parties, ordonne l'arbitrage du différend de la manière proposée par les parties.

"Toutefois, l'Office peut, s'il le juge opportun en raison des circonstances, modifier le mode d'arbitrage proposé, ou agir lui-même comme arbitre à la demande de l'une des parties.

"Les décisions du ou des arbitres sont finales et obligatoires et lient les parties intéressées jusqu'à ce que, à la demande de l'une d'elles et après avoir donné aux autres l'opportunité de se faire entendre, l'Office juge à propos d'en suspendre l'application et d'y mettre fin."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"26. Faute d'entente entre producteurs et acheteurs à l'occasion ou dans le cours de l'exécution d'un plan conjoint, l'Office, à la demande d'une des parties, ordonne l'arbitrage du différend de la manière proposée par les parties.

"Toutefois, l'Office peut, s'il le juge opportun en raison des circonstances, modifier le mode d'arbitrage proposé, ou agir lui-même comme arbitre à la demande de l'une des parties.

"Les décisions du ou des arbitres sont finales et obligatoires et lient les parties intéressées jusqu'à ce que, à la demande de l'une d'elles et après avoir donné aux autres l'opportunité de se faire entendre, l'Office juge à propos d'en suspendre l'application et d'y mettre fin.

"Cet arbitrage doit être commencé, continué avec diligence et complété dans un délai maximum de quinze jours."

L'amendement est adopté.

L'article 26, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 27 à 36 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hamel, Hanley, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Thibault, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 44 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter⁶.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Ledit Code est modifié en y ajoutant, après l'article 56, l'article suivant:

"57. La Cour de magistrat a juridiction exclusive pour connaître, en dernier ressort, de toute demande ou action en annulation ou en cassation de rôle d'évaluation des immeubles imposables pour fins municipales ou scolaires, quelle que soit la loi régissant la corporation municipale ou scolaire en cause."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Actuellement, toutes les contestations de rôle d'évaluation, sauf à Montréal, se font devant la Cour de magistrat. À Montréal, on va devant la Cour supérieure. La cause peut traîner là pendant deux ans. Si, ensuite, on va devant la Cour d'appel, c'est une autre longue période d'attente. La présente loi a pour but d'abrèger ces délais interminables, à l'avantage des municipalités et des contribuables. Cette mesure soulagera quelque peu la Cour supérieure.

Autrefois, tout cela était référé à la Cour de circuit. Avec la présente loi, on donne juridiction exclusive à la Cour de magistrat. Le gouvernement tente cette expérience que l'on pourra juger plus tard à son mérite.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 39 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division⁷.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 16 février 1956**Présidence de l'honorable M. Tellier**

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**André
Langlais**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que, à cause de circonstances incontrôlables et indépendantes de la volonté du pétitionnaire, seuls les droits additionnels qu'il a payés, relativement au bill 244 exemptant André Langlais de la quatrième année d'études d'ordre pratique et autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après examens, lui soient remboursés.

Adopté.

**Taxe de la Commission scolaire
catholique à Montréal**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il va présenter lui-même, dès la semaine prochaine, un projet de loi visant à réduire le taux de la taxe de la Commission scolaire catholique de Montréal entre \$1 et \$0.80. Il s'agit d'une diminution substantielle, dit-il.

Le rôle d'évaluation de la ville de Montréal, qui sert de base également à l'imposition de la taxe scolaire, a été substantiellement haussé. En vue de cette hausse, le gouvernement de Québec a décidé de plafonner le taux de la taxe municipale à \$1.61. Il n'est que juste que l'on applique le même principe à la taxe scolaire.

Actuellement, la loi fixe le taux de l'imposition scolaire à \$1 le cent. La Commission scolaire n'y peut rien changer. Mais, en son nom, le gouvernement va présenter, dès la semaine prochaine, un bill qui diminuera substantiellement ce taux.

(Applaudissements à droite)

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) félicite le premier ministre. Ce geste, dit-il, devance les désirs des contribuables montréalais.

**Modalités
d'emprunts municipaux**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant les modalités de certains emprunts municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi répond à un besoin de l'heure, car elle permet au ministre des Affaires municipales d'autoriser les corporations à transiger des emprunts aux États-Unis⁸ et à payer toutes les charges que comportent ces emprunts. Si une corporation a besoin de \$1,000,000 et qu'il en coûte \$10,000 de frais, elle pourra emprunter \$1,010,000 au lieu de ne recevoir que \$990,000, comme autrefois.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) émet des doutes sur la clarté du projet de loi, mais ne s'objecte pas à l'adoption du projet de loi.

Par conséquent, le titre du projet de loi est amendé et se lit désormais comme suit:

"Loi concernant les modalités de certains emprunts municipaux ou scolaires."

L'amendement est adopté.

Le titre amendé est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi
des cités et villes**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 sans l'amender⁹.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses 1956-1957**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le développement économique de la province de Québec pose des problèmes financiers, problèmes très importants qui inquiètent énormément l'opinion publique et plusieurs de nos économistes. C'est pourquoi M. François-Albert Angers¹⁰ a suggéré l'établissement d'une Banque des affaires provinciales. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a recommandé, de son côté, dans son mémoire destiné à la commission Tremblay¹¹, la fondation d'un ministère du Développement économique qui travaillerait en coopération avec une caisse de crédit provincial. Il est un fait: le développement économique doit être envisagé avec pour premier but celui de travailler dans l'intérêt de la population du Québec.

Il ne s'agit pas de critiquer l'apport des capitaux étrangers; mais il faut bien remarquer que le peuple du Québec ne devrait pas se limiter à fournir son travail pour la mise en valeur des richesses naturelles et qu'il devrait aussi fournir des capitaux. Par ailleurs, il se trouve que les municipalités et les commissions scolaires portent de véritables camisolés de force au point de vue financier; le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Prévost) lui-même a reconnu que la situation est inquiétante.

Les propriétaires de Sherbrooke, d'après le journal *La Tribune*, ont réclamé un office de crédit municipal. La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec a demandé à la commission Tremblay un office du crédit scolaire. Ces suggestions ont été formulées pour faire tomber les obstacles financiers qui empêchent les corps publics en question de se développer normalement dans la province de Québec. Une centaine de municipalités de la province, dont celle de Shawinigan, ont formulé des vœux analogues.

Il existe actuellement un gouvernement du Crédit social en Colombie-Britannique, un autre en Alberta, et il y a au Parlement fédéral un groupe du Crédit social. L'étude de leur comportement pourrait être utile.

Il (M. Hamel) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Pinard), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, exprime l'avis que le gouvernement devrait considérer l'à-propos d'établir sans délai un organisme de crédit provincial en vue de libérer les municipalités et les commissions scolaires des obstacles financiers qui paralysent leur développement."¹²

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement. Le député de Saint-Maurice a invoqué l'activité du Crédit social, dit-il. Il a parlé de vœux des municipalités, d'une certaine municipalité dont le maire créditiste vient d'être battu. Son amendement est Crédit social. Il réclame un vote de non-confiance et demande au gouvernement de voter contre lui-même.

Le député de Saint-Maurice s'occupe d'un problème qui intéresse les membres du Crédit Social, dont un grand nombre sont des gens sincères et dont je ne partage pas les opinions pour des raisons bien compréhensibles.

Les questions de banque relèvent des autorités fédérales. Nous n'avons pas ici le pouvoir d'établir des banques comme le demande le Crédit social. Ce n'est pas dans les attributions de la Législature provinciale. C'est contraire à la Constitution. Pour de telles questions, il faut s'adresser aux autorités compétentes. On ne peut demander aux législateurs provinciaux d'empiéter sur les prérogatives du pouvoir central.

Cet amendement est irrégulier parce qu'il porte sur un sujet qui relève du fédéral et qui, aux termes des articles 150 et 377 du Règlement de la Chambre¹³, ne peut être discuté à l'occasion de la motion portant formation du comité des subsides.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La motion ne demande pas d'établir un organisme de crédit provincial, mais de considérer l'à-propos d'établir un tel organisme. Il existe déjà d'ailleurs un organisme semblable qui relève du ministère de l'Agriculture: le crédit agricole. Le premier ministre rend jugement avant même d'avoir étudié

"l'à-propos d'établir". On ne donne pas un ordre. On exprime un vœu, celui d'étudier...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est extrêmement important de bien souligner l'argument du chef de l'opposition. Je vous prie de remarquer qu'il ne demande pas l'établissement d'un crédit provincial... Cette remarque ne change d'ailleurs rien au point d'ordre. L'article 377 du Règlement de la Chambre stipule que seuls les problèmes d'intérêt public entrant dans le cadre des attributions du Parlement de la province peuvent être étudiés par l'Assemblée législative. Or, le problème faisant l'objet de la motion relève du gouvernement fédéral. L'article s'applique même s'il n'est question que d'étudier l'à-propos...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): C'est parce que l'opposition n'a pas le droit de présenter de "money bills"¹⁴, que le chef de l'opposition a fait sa remarque. Mais je crois qu'il est à propos d'étudier la possibilité de fonder une caisse du crédit provinciale. Il existe bien un Office du crédit agricole et des caisses populaires.

M. l'Orateur: Il faut d'abord voir si le sujet de l'amendement proposé relève des attributions de la Législature ou du gouvernement provincial, comme l'exige l'article 377 du Règlement de la Chambre. D'après l'article 91, paragraphe 13 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, la question des banques relève du gouvernement fédéral; le Parlement du Canada a le pouvoir exclusif de légiférer sur toute matière concernant la constitution des banques.

Donc, l'amendement qu'on propose demande une chose qui n'est pas dans les attributions des autorités provinciales. On sait que la doctrine du Crédit social concerne l'organisation des banques. Comme l'amendement tend à demander l'établissement d'une banque de crédit, il est contraire aux dispositions du premier paragraphe de l'article 377 du Règlement. Je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre et je déclare l'amendement hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur et demande le vote.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 50.

Contre: MM. Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et adoptée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection du public aux passages à niveau" - Dépenses en immobilisations (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À l'heure actuelle, les seuls signaux que nous voyons sur les routes provinciales, quant à la vitesse, ce sont ceux qui indiquent le maximum de 30 milles dans les zones dangereuses et l'endroit où la zone se termine. Mais la loi n'édicte pas qu'une seule vitesse maximum. Pour celui qui veut observer la loi, il est extrêmement difficile de juger à première vue si la vitesse permise est de 40, 50 ou 60 milles. Il n'y a que sur la route de Chicoutimi, à ma connaissance, où l'on indique 60 milles comme vitesse permise. Ce qui arrive, c'est qu'une fois passée la zone de

30 milles à l'heure, l'automobiliste croit qu'il peut tout de suite remonter à 60 milles. Il me semble qu'on devrait avoir des indications précises, au moins dans les endroits douteux.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) approuve le chef de l'opposition et affirme que l'on devrait mieux indiquer l'entrée et la sortie de chaque village.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) remercie l'opposition de ses suggestions constructives. Je sais, dit-il, que notre signalisation n'est pas parfaite, bien qu'elle ait été grandement améliorée. Le long de grandes voies de communication, comme le boulevard Sainte-Anne, tout est à peu près parfait, mais il y a d'autres routes où il est plus difficile de donner des indications précises aux conducteurs.

Encore là, il y a des théories divergentes. Nos experts en signalisation nous disent que si l'on pose trop de signaux, les gens vont finir par ne pas s'en occuper du tout. Sur la route des Montagnes Blanches, par exemple, la vitesse à garder est fixée par de nombreux poteaux indicateurs en bordure de la route. Or, on me dit que les gens ne s'en occupent pas. Même sur la route de Chicoutimi, il n'y a peut-être pas un automobiliste sur deux qui observe le maximum de 60 milles. Des mesures sont maintenant prises pour améliorer les conditions actuelles.

M. Cournoyer (Richelieu): Lors du dernier exercice financier, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a dépensé plus de \$91,000,000 et il en demande \$65,700,000 cette année.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On ménage, cette année!

M. Cournoyer (Richelieu): Le ministère de la Voirie a demandé à la Chambre l'autorisation de dépenser \$57,275,000 en 1954-1955 et a dépensé \$73,252,000. Il avait demandé \$50,300,000, en 1952, et il a dépensé \$86,170,000. Il avait demandé \$52,000,000, en 1951, et il a dépensé \$66,000,000. Cette année, à la veille des élections, je me demande quel montant on va dépenser. Les rapports des *Comptes publics* démontrent que les dépenses ont été toujours plus considérables dans les années d'élections.

Il (M. Cournoyer) cite des chiffres à l'appui de son affirmation. Avec un budget qui a quintuplé depuis 1940, dit-il, on fait moins que sous les régimes antérieurs. Après cela, on s'étonne que la voirie coûte cher.

Il (M. Cournoyer) se dit étonné de voir que le gouvernement persiste à ne pas s'entendre avec Ottawa pour la construction de la route Trans-Canada. Le gouvernement perd ainsi des millions de dollars, dit-il. L'attitude de la province de Québec inquiète l'opinion publique. Je n'ai pas à justifier le fédéral, mais on admettra que dans nombre de cas, le fédéral et la province ont collaboré, ce qui ne nous a pas empêchés de parler notre langue et de pratiquer notre religion.

Avec les sommes fantastiques que nous dépensons, nous ne répondons pas aux besoins des temps présents. Le gouvernement actuel a fait moins que sous les régimes antérieurs. Nous sommes 10 ans en retard. Lorsqu'un gros camion vient pour entrer dans la province, on intervient auprès du chauffeur pour lui dire que nos chemins sont fragiles et qu'il devra diviser sa charge. Il y a certainement quelque chose qui ne va pas. On a lieu de se demander également s'il n'y a pas du gaspillage dans le domaine de la voirie.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le député de Richelieu ne se renouvelle pas beaucoup. Il a fait le même discours entendu l'an dernier et il y a deux ans. Il commence par dire, en citant un tableau à sa manière, que nous faisons moins de travaux que l'an dernier. Une manière honnête de discuter serait de prendre ces tableaux par ensembles. Pendant cinq ans, de 1940 à 1944, le gouvernement d'en face a fait 809 milles d'asphalte. De 1945 à 1955, le gouvernement actuel a effectué 4,889 milles d'asphalte sur les grandes routes et les chemins municipaux, sans tenir compte de la dernière saison.

Sur les grandes routes, en renouvellement d'asphalte seulement, nous avons fait 6,514 milles de même que 8,342 milles en construction de nouvelles routes. Tout le monde sait que les méthodes actuelles sont modernisées; elles surpassent de 100 % les routes d'autrefois. Tout le monde sait cela. Tout le monde admet, sauf le député de Richelieu (M. Cournoyer), qu'il n'y a aucune comparaison possible entre les routes du temps des libéraux et les routes actuelles.

Dans toutes les régions, en Gaspésie, en Mauricie, en Abitibi, au Lac-Saint-Jean et ailleurs, vous verrez en voirie des œuvres de l'Union nationale. La route Trans-Canada est une artère qui doit permettre les communications d'une province à l'autre. Mais nous avons la route 2 qui va directement du Nouveau-Brunswick à l'Ontario, nous avons trois autres routes qui vont en Ontario et

deux autres qui mènent au Nouveau-Brunswick. La route Trans-Canada n'est pas un besoin urgent.

Lorsqu'Ottawa collecte de l'argent pour dépenser dans la voirie provinciale, il collecte trop. Qu'il laisse donc cet argent aux provinces. La voirie, c'est uniquement du domaine provincial. C'est décrété par la Constitution canadienne. Si le Québec avait signé une entente avec le gouvernement fédéral pour la construction de la section provinciale de la Trans-Canada, il aurait été difficile de respecter les normes d'Ottawa. Afin de respecter les normes d'une route de 100 pieds de large, établies par les autorités fédérales, des expropriations massives auraient été nécessaires dans plusieurs villages du Québec où l'autoroute passerait.

Le fédéral offrait 50 % du coût de la route Trans-Canada, laissant à la province les frais d'administration et d'expropriation. C'est donc dire que la province sera obligée de payer 75 % à 80 % des dépenses de cette route. La proposition fédérale n'est donc pas si avantageuse.

Le député de Richelieu veut faire croire qu'il est sérieux en parlant des contrats sans soumissions. Il appuie un parti qui a appliqué une politique de contrats sans soumissions. En théorie, les contrats avec soumissions sont parfaits. Dans la pratique, c'est tout autre chose. Ceux qui prônent cela sont les premiers à ne pas y croire.

Pour une section du boulevard Alexandre-Taschereau¹⁵, on a demandé notamment des soumissions. Cinq soumissionnaires se sont présentés. La soumission la plus basse, celle de la Société générale des ponts et chaussées, a été acceptée au montant de \$730,000. Finalement, on a été obligé de donner le contrat à un autre et ce contrat s'est élevé à plus de \$1,000,000. Il ne faut pas seulement regarder le prix d'une soumission, lorsque l'on accorde un contrat pour la construction d'une route. Plusieurs autres facteurs comme la solvabilité, la compétence, l'équipement disponible sont d'une importance considérable. De plus, le système des appels d'offres peut mener au camouflage. Les entrepreneurs font des ententes entre eux pour établir les prix et se partager des contrats lorsqu'il y a beaucoup de travail. Cependant, lorsqu'il n'y a pas beaucoup de travail, l'entrepreneur s'engage dans une compétition sans merci où les petits disparaissent. Invariablement, les petits exploitants sont ceux qui perdent la bataille. À Montréal, il y avait 13 carrières de pierre en opération. Pendant un certain temps, les opérateurs avaient une entente, mais, un jour, des hostilités ont éclaté et, maintenant, il ne reste que trois opérateurs.

Les contrats avec soumissions conduisent surtout à du camouflage. On fait des soumissions basses avec l'espérance d'obtenir des extras. Lorsqu'il s'agit d'accorder les contrats de voirie, chaque année, les ingénieurs du ministère se réunissent pour établir des prix unitaires. Ce sont eux qui fixent les prix maxima et minima qui s'appliqueront à nos contrats. Nous communiquons ces prix aux entrepreneurs et, s'ils veulent les accepter, ils ont des contrats. Notre système est humain, réaliste et aussi honnête que n'importe quel. Et pas un contrat n'est accordé par le ministre avant qu'il n'ait été examiné par au moins quatre ingénieurs, y compris l'ingénieur en chef. Nos travaux et nos prix valent les meilleurs et le peuple de la province en a pour son argent.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): En 1934, le premier ministre actuel était dans l'opposition avec le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) et le député de Yamaska (l'honorable M. Élie). Lors de l'étude des crédits, l'opposition conservatrice avait présenté une motion en amendement reprochant au gouvernement libéral de ne pas demander de soumissions publiques pour les travaux. L'actuel premier ministre a battu M. Taschereau¹⁶ en lui reprochant de faire ce que son gouvernement fait aujourd'hui. Nous allons battre le régime de l'Union nationale pour la même cause; nous allons battre le régime du premier ministre actuel qui n'a pas tenu la promesse qu'il faisait, en 1936, d'accorder des soumissions publiques pour tous les travaux du gouvernement.

Il (M. Dupuis) cite des extraits de certains discours de l'actuel premier ministre, en 1936, alors qu'il promettait des soumissions publiques "pour tous les travaux du gouvernement".

Il (M. Dupuis) attaque le député de Champlain (M. Bellemare) pour l'état de la route dans le comté de Champlain et déclare que les députés de l'Abitibi devraient avoir honte de l'état de la route qui va chez eux. C'est à tel point, dit-il, qu'il faut passer par l'Ontario jusqu'à North Bay. Le gouvernement n'a pas refait la route du Cap-de-la-Madeleine, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, et n'a pas pavé la route de l'Abitibi, après être venu chercher tant de millions dans les poches des contribuables.

M. Miquelon (Abitibi-Est): La route Mont-Laurier-Senneterre a été construite par l'Union nationale, ce qui a permis de communiquer avec l'Abitibi sans passer par l'Ontario; 325 milles de la route de l'Abitibi sont pavés actuellement, alors que

rien n'a été fait du temps des libéraux. Il ne reste que 60 milles de pavage à faire et, d'ici deux ans, la route sera pavée dans toute sa longueur. En Abitibi, 2,000 milles de routes ont été construites pour que les colons ne soient pas isolés.

M. Dupré (Verchères): Les gens de l'Union nationale donnent l'impression qu'ils ont découvert la province et fait des chemins partout. Avant l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement, il y avait des chemins dans la province.

Je trouve inexplicable qu'on ait dépensé \$91,455,000 l'an dernier pour la voirie et qu'on ne demande que \$65,765,000 cette année, une année d'élections. Cela veut dire qu'on va dépenser plus de 40 % du montant demandé. Car on va certainement dépenser au-delà de \$100,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On vient d'assister à un massacre de la vérité et, de la part de l'opposition, c'est malicieux. Depuis 1944, pas un sou n'a été dépensé sans l'approbation des députés, en vertu de lois votées par la Chambre, et les *Comptes publics* font mention de tous les montants dépensés. Toutes les dépenses ont été approuvées par l'auditeur. Il me semble qu'on ne devrait pas faire de déclarations qui s'éloignent autant de la vérité. Le député de Verchères prétend que nous dépensons plus à la veille des élections. Il se contredit et manque de logique. Si nous avons dépensé \$91,000,000 l'an dernier et demandons \$65,000,000 cette année, nous dépensons moins. Le peuple de cette province nous a jugés en 1948, en 1952, et nous avons reçu son approbation. Bientôt, en 1956, nous irons de nouveau devant le peuple et je suis sûr qu'il approuvera notre administration une autre fois.

Je puis dire aux honorables membres de l'opposition qu'il n'y aura peut-être pas 10 d'entre eux qui reviendront dans cette Chambre pour la prochaine session. Le peuple nous jugera de nouveau et nous ne craignons pas son verdict.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre n'a pas démenti un seul des chiffres que j'ai donnés. À qui fera-t-on croire, dit-il, que l'on va baisser le budget de la voirie de \$25,000,000 à la veille des élections? C'est seulement quand l'argent sera dépensé et les *Comptes publics* imprimés que nous saurons quel va être cette année le budget de la voirie. Avec l'Union nationale, c'est toujours comme cela que ça se passe. Une expérience de 15 années nous le démontre hors de tout doute.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il y a présentement quelques signaux à quelques pieds seulement du passage à niveau et souvent, les automobilistes ne voient les lumières rouges que trop tard. Il faudrait placer les premiers signaux à une bonne distance de la voie ferrée, les deuxièmes un peu plus près et les troisièmes au passage à niveau.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection occasionnés par le drainage - Dépenses en immobilisations (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Charte de Saint-Jean

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que l'amendement du Conseil législatif au bill 227 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean soit maintenant accepté.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures¹⁷.

NOTES

1. L'article 556 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative* stipule que, dans le cadre du débat en deuxième lecture, il faut s'en tenir aux principes du bill.

2. Union catholique des cultivateurs

3. Le Comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs (plus connu sous le nom de commission Héon), présidé par le juge Georges-H. Héon, a été formé en 1952 par le gouvernement du Québec, afin d'enquêter sur les problèmes de l'agriculture québécoise. Le Comité accorda une importance particulière aux problèmes relatifs à la production, à la vente et à la distribution des produits agricoles. Il remit, en 1956, un rapport comprenant de nombreuses recommandations dont la plus importante est la création d'un Office des marchés agricoles. C'est évidemment cette recommandation qui a mené à l'adoption du bill 44.

4. Édouard Asselin (1892-1975) a été conseiller législatif (Union nationale) de la division de Wellington de 1946 à 1968. De 1947 à 1960, il a agi comme leader du gouvernement au Conseil législatif. Quant à Léopold Désilets, il était à cette époque sous-chef du Conseil exécutif.

5. D'après *Le Soleil* du 17 février 1956, à la page 13, ces articles ont été adoptés "pratiquement sans discussion".

6. *La Patrie* du 17 février 1956, à la page 5, précise que l'étude du bill 44 "a duré environ deux heures".

7. *Le Soleil* du 17 février 1956, à la page 3, rapporte que l'"absence d'appel à un tribunal supérieur n'a pas été bien vue du chef de l'opposition, M. Georges Lapalme, qui a décidé, pour cette raison, d'adopter la mesure sur division".

8. D'après *Le Nouvelliste* du 17 février 1956, à la page 2, le bill 51 autoriserait les corporations à transiger des emprunts "en pays étrangers".

9. À ce sujet, *Le Soleil* du 17 février 1956, à la page 14, précise que: "Le bill 48 n'a soulevé aucune discussion lorsque le premier ministre a expliqué les clauses du projet de loi." Il est donc certain que le premier ministre est intervenu pour expliquer les

articles du projet de loi, mais les journaux du lendemain ne rapportent pas ses propos.

10. François-Albert Angers (1909-2003), économiste diplômé des Hautes Études Commerciales et de l'École libre des sciences politiques de Paris, collabora à plusieurs revues canadiennes-françaises, principalement *L'Actualité économique* et *L'Action nationale*. Il a également mené d'importants travaux de recherche pour la commission Tremblay durant les années 1950 (voir note suivante). Fervent nationaliste, il été membre de la Société Saint-Jean-Baptiste et président de la Ligue d'action nationale.

11. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, a été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit, en 1956, un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

12. Le *Montréal-Matin* du 17 février 1956, à la page 9, affirme que "M. Hamel a profité du fait, pour présenter sa motion, qu'il y avait plus de créditistes au parlement, aujourd'hui." Ce journal faisait-il référence à une délégation créditiste en visite au parlement? Une vérification dans les journaux de l'époque n'a pas permis de confirmer cette hypothèse.

13. L'article 150 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative* dit qu'"une motion ne doit contenir aucun propos contrevenant aux dispositions d'une loi ni aucun propos non parlementaire", alors que l'article 377 dit que "la discussion sur la motion portant formation du comité des subsides (...) peut porter sur tout sujet d'intérêt public rentrant dans le cadre des attributions de la législature ou du gouvernement de la Province".

14. Des "moneys bills", c'est-à-dire des lois comportant une dépense de deniers publics. Seul le gouvernement peut présenter de tels projets.

15. Du nom de Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952), premier ministre (libéral) du Québec de 1920 à 1936.

16. À propos de Taschereau, voir la note précédente.

17. Selon *L'Action catholique* du 18 février 1956, à la page 2, la séance a pris fin "un peu après 11 heures, jeudi soir".

Séance du vendredi 17 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill 33 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. L'article 39 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"39. La Commission peut prendre possession de tout document, dossier ou objet, appartenant ou non à une personne ou compagnie soumise à une enquête et qu'ils soient ou non en la possession de cette personne ou compagnie, lorsqu'elle l'estime nécessaire pour les fins de cette enquête.

"Ce pouvoir peut aussi être exercé par tout enquêteur de la Commission."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'accepte pas le principe qu'on trouve à l'article 9. Il ne s'agit pas seulement des compagnies soumises à une enquête, mais on peut intervenir chez des tiers. C'est là un pouvoir exorbitant et dangereux. On va plus loin que pour la loi de l'impôt sur le revenu. C'est

exagéré et la Commission devient un petit État policier. La loi est dangereuse. Beaucoup de facteurs dépendront de la personnalité ou de l'intelligence des enquêteurs. Même les cabinets d'avocats, les coffres bancaires, les personnes et les endroits auxquels on ne peut avoir accès sans procédures légales sont susceptibles de se retrouver dans cette section.

Il (M. Lapalme) se demande si la Commission des valeurs mobilières a réellement besoin de tant de pouvoirs. Et il est extraordinaire qu'il n'y ait aucune limite à ce pouvoir, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Malheureusement, certains avocats ne devraient pas être membres de cette profession.

La Commission a un statut judiciaire et les trois commissaires, MM. Maurice Désy, Adolphe Routhier et Bolton, sont des gens compétents et honnêtes. Ils travaillent à protéger l'épargne populaire.

L'expérience prouve que cette épargne a été engloutie dans des "schemes" organisés par des canailles habiles. Nous donnons les pouvoirs nécessaires pour mettre fin à cette exploitation. Il arrive souvent qu'un financier véreux se cache derrière une personne honnête. Et, quand on veut faire enquête, on ne trouve rien chez la personne honnête qui n'est qu'une façade. Les documents sont ailleurs. C'est un pouvoir extraordinaire mais il est nécessaire pour protéger l'épargne populaire. C'est recommandé par les commissaires. C'est une loi extraordinaire, mais elle traite d'une situation extraordinaire.

Il (l'honorable M. Duplessis) accepte d'enlever de l'article 9 le mot "objet". Ce mot donne peut-être une trop grande extension aux pouvoirs de la Commission, dit-il.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare qu'il est nécessaire de protéger l'épargne populaire mais que la loi dépasse les bornes. On devrait limiter le caractère policier de cette législation, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour rechercher la canaille, il faut de la police! Cette modification a été suggérée par la Commission, après un an d'expérience. Nous ne pouvons pas leur refuser cela. La loi est nécessaire et nous ne pouvons pas refuser de voter en sa faveur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans une cause de meurtre, la police ne peut pas faire ce

que la Commission peut faire avec cette loi. Dans de tels cas, comme pour l'impôt sur le revenu du fédéral ou de la province, une ordonnance du tribunal peut être obtenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans un cas de meurtre, on peut arrêter sans mandat...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Oui, mais quand il y a flagrant délit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est vrai que c'est un pouvoir extraordinaire, mais il est essentiel à la protection de l'épargne populaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) affirme que les pouvoirs donnés dans la loi sont hors de proportion avec le but à atteindre et demande au premier ministre de forcer les enquêteurs à produire une autorisation écrite lorsqu'ils iront exercer les pouvoirs que leur donne l'article 9.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

accepte.

L'article 9 est amendé et se lit désormais comme suit:

"9. L'article 39 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"39. La Commission peut prendre possession de tout document, dossier, appartenant ou non à une personne ou compagnie soumise à une enquête et qu'ils soient ou non en la possession de cette personne ou compagnie, lorsqu'elle l'estime nécessaire pour les fins de cette enquête.

"Ce pouvoir peut aussi être exercé par tout enquêteur autorisé par la Commission et qui doit exhiber son autorisation sur demande."

Les amendements sont adoptés.

L'article 9, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 10 à 21 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Progrès
scolaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 facilitant davantage les progrès scolaires dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une législation éminemment progressive qui va aider les commissions scolaires. Le but de la loi, dit-il, est de demander l'autorisation de payer la moitié des sommes que chaque commission scolaire doit payer pour amortir le capital de sa dette et en acquitter les intérêts. Cette législation ne s'applique qu'aux municipalités scolaires de moins de 150,000 âmes. Cette nouvelle contribution aux progrès scolaires coûtera de \$5,000,000 à \$7,000,000 par année au gouvernement.

Les commissions scolaires vont donc être débarrassées de la moitié de leur fonds d'amortissement et de la moitié des intérêts. C'est un progrès énorme.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne ferai pas comme l'opposition de 1931 qui a tenté, par des discours de plusieurs heures, de bloquer un projet de loi présenté par le gouvernement libéral du temps et qui avait pour but de venir en aide aux commissions scolaires. (Riant) Le premier ministre était alors dans l'opposition!

Il (M. Lapalme) se dit en faveur du principe de cette loi, mais inquiet du fait que la loi comporte deux limitations. D'abord, dit-il, elle ne s'applique que dans le cas des municipalités scolaires de moins de 150,000 âmes et, de plus, seules les commissions scolaires qui ont déjà reçu des subventions du gouvernement pourront bénéficier de la loi. Je ne sais pas pourquoi on exclut les municipalités de plus de 150,000 âmes; ce sont pourtant les commissions scolaires qui ont le plus besoin d'être aidées.

Il (M. Lapalme) se demande s'il n'y aurait pas un remède plus fondamental à la situation. En 1946, dit-il, le gouvernement a adopté une loi qui devait mettre fin à tous les maux des commissions

scolaires¹. Depuis, \$51,000,000 ont été versés pour absorber les dépenses des commissions scolaires et un montant un peu moins élevé reste à être versé d'ici 1977. Malgré cela, les commissions scolaires ont continué à s'endetter considérablement de nouveau et à un rythme inquiétant. Devra-t-on revenir ainsi, à des intervalles irréguliers, adopter des lois pour permettre aux commissions scolaires de respirer? Si l'on n'apporte point de changement à la situation, le gouvernement devra adopter de telles mesures à intervalles réguliers.

Il semble y avoir une discrimination en ce qui concerne les villes de 150,000 âmes et plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En 1931, le gouvernement d'alors a cru faire un acte "héroïque" en donnant \$7,000,000 aux commissions scolaires.

Il (M. Duplessis) cite un passage du *Hansard* de 1947, dans lequel le chef de l'opposition actuel déclarait qu'une trop grande partie des débats à la Chambre n'était constituée que de discussions oiseuses et d'aucun intérêt pour le public et la Chambre². Je comprends qu'aujourd'hui le chef de l'opposition dise à ses gens de ne pas ennuyer cette Chambre, dit-il.

La condition posée dans la loi, à l'effet que seules les commissions scolaires qui ont déjà reçu des subventions seraient aidées, n'est pas une limitation en fait, car toutes les commissions scolaires de la province ont bénéficié d'octrois du gouvernement. C'est pourquoi nous donnons cette définition dans la loi. C'est pour rendre le texte plus clair. Depuis 1944-1945, le gouvernement a payé aux commissions scolaires la somme de \$239,135,000. Nous sommes bien loin des \$7,000,000 de nos amis d'en face.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les chiffres que j'ai cités n'étaient que le résultat de la loi de 1947. Je n'ai pas fait le tour des *Comptes publics*. Je n'ai parlé que de cette loi...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est toujours comme ça. Quand le chef de l'opposition cite des chiffres, c'est toujours incomplet. En 1946, nous avons absorbé \$100,000,000 de dettes des commissions scolaires. Cela ne comprenait pas seulement les dettes, mais aussi le fonds d'amortissement et les intérêts qui coûtent \$5,000,000 par année aux commissions scolaires. C'est une obligation qui les empêchait de construire des écoles et de payer leurs professeurs.

De plus, quand le chef de l'opposition dit que les dettes des commissions scolaires ont augmenté, il oublie ou ne veut pas dire que l'actif est aujourd'hui de \$400,000,000.

Montréal et Québec ont reçu un cadeau d'au-delà de \$65,000,000, qui comprend les dépenses annuelles pour le fonds d'amortissement et d'intérêts d'au-delà de \$4,500,000 par année. Nous croyons aujourd'hui que nous devons aider les autres commissions scolaires. Le gouvernement veut aider ceux qui en ont le plus besoin. Nous reviendrons, car nous sommes au pouvoir pour au moins 15 ans encore et, si alors les commissions scolaires de Montréal et Québec ont besoin d'aide, nous y verrons.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Côté, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lalonde, Lapalme, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Thibeault, 67.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 46 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 46 facilitant davantage les progrès scolaires dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les sommes requises pour l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront prises à même le fonds d'éducation institué par la loi 10 George VI, chapitre 21, et ses amendements ou, au cas d'insuffisance de ce fonds, à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Goudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Côté, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lalonde, Lapalme, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Thibeault, 67.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 46 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 46 facilitant davantage les progrès scolaires dans la province.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, les termes suivants signifient:

"a) "Commission": la Commission municipale de Québec;

"b) "corporation": une corporation de commissaires, ou de syndics, ou d'administrateurs d'écoles, quelle que soit la loi qui la régit, exerçant sa juridiction, en totalité ou en partie, dans le territoire d'une municipalité dont la population, au dernier recensement fédéral, n'excédait pas cent cinquante mille âmes;

"c) "dette": le montant actuellement dû, y compris les intérêts, sur tout emprunt à long terme approuvé suivant la loi de l'instruction publique entre le 16 juillet 1946 et le premier février 1956 et contracté pour la construction et l'aménagement d'école, avec l'aide d'une subvention du gouvernement de la province, ou, selon le cas, sur toute portion d'un tel emprunt affectée aux mêmes fins;

"d) "fonds de réserve": tout fonds d'amortissement ou de réserve constitué par une corporation pour le paiement de sa dette ou d'une partie de cette dette."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si les corporations sur lesquelles le Bureau métropolitain de Montréal³ exerce sa juridiction sont comprises sous l'empire de cet article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'article ne s'applique pas aux commissions scolaires catholiques ou protestantes, ni de Montréal ni de Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourtant, plusieurs de ces municipalités ne comptent pas 150,000 âmes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous limitons les bénéfices de la loi aux municipalités dont la population ne dépasse pas 150,000 âmes. Le Bureau métropolitain exerce sa juridiction sur plus de 150,000 âmes.

M. Dupré (Verchères) s'informe de ce qu'on fera des commissions scolaires qui se sont efforcées jusqu'ici de payer leurs dettes rapidement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne peut pas payer les dettes des commissions qui sont capables de payer.

M. Dupré (Verchères): N'est-ce pas là créer chez certaines commissions scolaires des mentalités qui feront qu'elles ne se forceront pas à payer leurs dettes rapidement à l'avenir? Les commissions scolaires qui ont voulu payer plus rapidement leurs dettes et ont haussé leurs taxes en conséquence se trouvent en somme pénalisées par la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En prenant seulement la moitié du capital de la dette et la moitié des intérêts, elles vont être forcées de faire quelque chose quand même.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre doit admettre que les municipalités qui n'ont pas voulu payer longtemps de l'intérêt, en payant une plus grosse taxe, devraient bénéficier de la loi comme les autres. Je trouve qu'il y a ici encouragement pour les municipalités à prendre plus de temps pour payer leurs dettes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne faut pas oublier que si la province avait converti les obligations, elle aurait payé moins cher. Mais cela ne serait pas justifiable.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. À chacune des corporations mentionnées dans le rapport de la Commission, le gouvernement de la province payera, par l'entremise du surintendant de l'Instruction publique, la moitié des sommes annuelles ou semi-annuelles que chaque corporation doit, selon le rapport de la Commission, payer pour amortir le capital de sa dette et en acquitter les intérêts. Cette contribution du gouvernement sera payable lors des échéances respectives de chacun des versements de capital et d'intérêt de la dette; toutefois, quant aux échéances survenant pendant la période du premier février au premier juin 1956, la contribution du gouvernement sera payée aux corporations le ou avant le trente juin 1956.

"Si une corporation a créé un fonds de réserve en vue du paiement de sa dette ou d'une

partie de cette dette, le gouvernement constituera un fonds d'amortissement spécial, qu'il administrera lui-même, dans lequel il versera, approximativement aux mêmes dates que la corporation, la moitié des sommes que celle-ci doit elle-même verser dans son propre fonds de réserve.

"À même ce fonds d'amortissement spécial, le gouvernement remboursera à la corporation la moitié des sommes puisées par celle-ci, pour l'amortissement de sa dette, à même les montants versés à son fonds de réserve après le premier février 1956, sans préjudice du paiement, par le gouvernement, de tout reliquat de contribution prévue par le présent article."

M. Dupré (Verchères): Est-ce que les ameublements d'écoles seront subventionnés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous prenons les dettes pour la construction des écoles, le terrain, l'aménagement et l'ameublement.

M. Dupré (Verchères):

Supposons qu'une commission scolaire achète un terrain qu'elle paie entre \$10,000 et \$15,000. Va-t-elle bénéficier de l'octroi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous allons contribuer à payer la moitié des fonds d'amortissement et la moitié de l'intérêt.

M. Dupré (Verchères):

En supposant que la dette première d'une école soit payée, si un ameublement est acheté par après, sera-t-il possible de bénéficier de la loi pour cet ameublement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

S'il y a eu octroi sur la construction première de cette école, elle va bénéficier de la loi pour l'ameublement, à condition, bien entendu, qu'il y ait une dette.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Côté, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hyde, Jeannot, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lalonde, Lapalme, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Thibeault, 67.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 46 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter⁴.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille huit cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions spéciales (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Service civil - ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) si le département a à son emploi des experts financiers, des économistes et des statisticiens.

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'imagine que tous ceux qui travaillent au ministère des Finances seraient bien surpris si on leur disait qu'ils ne sont pas des experts financiers.

Il (M. Gagnon) vante la compétence de M. Édouard Laurent⁵, de son sous-ministre, M. Bieler, de M. Styles⁶, qui s'occupent d'étudier les conditions du marché pour les émissions provinciales d'obligations, et autres. Je ne vois pas pourquoi, dit-il, mon ministère paierait de gros salaires pour des économistes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Vu le développement économique de la province, je me demandais tout simplement si le ministère des Finances n'aurait pas intérêt à avoir des économistes à son service.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Relativement aux statisticiens, il y a dans mon ministère des comptables qui sont considérés comme des comptables-experts et qui peuvent agir comme statisticiens. Il n'est pas nécessaire d'avoir un homme pour aller lire tel volume, à telle page, alors que nous pouvons faire cela nous-mêmes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-neuf mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau de l'auditeur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau de revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi le ministre des Finances a-t-il besoin, en 1956-1957, de \$300,000 de plus qu'en 1955-1956 pour payer les traitements des fonctionnaires au Bureau du revenu?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cette augmentation provient de l'organisation du nouveau service de perception de l'impôt sur le revenu. De plus, nous avions prévu que 300,000 personnes feraient un rapport et il y en a eu 1,000,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Il a fallu augmenter le nombre des inspecteurs et des vérificateurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de collection (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre des Finances si Québec et Montréal sont les seuls endroits de la province où les plaques d'auto et les permis de conduire sont envoyés par malle.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il y a aussi Sherbrooke et une demande a été faite par le député de Champlain (M. Bellemare) pour le Cap-de-la-Madeleine. Ce mode d'émission des plaques d'auto et des permis de conduire sera généralisé s'il

donne des résultats avantageux. C'est surtout dans les grands centres qu'on a recours à ce procédé. À la campagne, on continue comme par le passé; on a intérêt à conserver le personnel auquel on s'adresse dans les régions agricoles pour obtenir les plaques, parce qu'il rend de multiples services.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): D'une façon générale, le service est-il satisfaisant?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Jusqu'à date, nous n'avons reçu aucune plainte.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre des Finances croit-il pouvoir donner le même service à toutes les villes de la province?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Nous procédons par étapes. La période actuelle est une période d'expérience.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le système d'émission de plaques et de permis par malle est-il moins coûteux que l'autre?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Encore une fois, nous ne sommes qu'à la période d'expériences. On ne peut pas encore faire de comparaison. L'accroissement du nombre des employés qui s'occupent des expéditions entraîne évidemment des dépenses.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre des Finances pourrait-il me dire combien de plaques d'autos - toutes sortes de véhicules - ont été émises l'an dernier et combien ont été envoyées par malle?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Sept cent soixante-quinze mille. Sur ce nombre, environ 200,000 ont été envoyées par malle⁷.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) parle d'une nouvelle peinture phosphorescente que certains États des États-Unis ont commencé à employer pour les plaques d'automobile.

L'honorable M. Gagnon (Matane) déclare qu'il fera enquête sur la possibilité d'utiliser une telle peinture pour les plaques d'auto dans Québec.

M. Savard (Québec-Ouest) demande au ministre des Finances si le produit de la taxe sur les

ventes doit être envoyé au ministère des Finances tous les mois.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Les marchands sont censés faire rapport chaque mois.

M. Savard (Québec-Ouest): Je connais un groupe de gens qui ont fait faillite deux fois à Québec en deux ans, la première fois en décembre 1951. Lors de la première faillite, ces gens devaient au ministère pour \$20,000 de taxes qu'ils avaient perçues et, lors de la seconde faillite, une somme de \$33,000. Ce qui signifie qu'ils ont collecté en cinq ans \$53,000 de taxes sur les ventes, somme qui n'a pas été remise à l'administration provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des noms.

M. Savard (Québec-Ouest): Les gens en question ont fait faillite la première fois sous le nom de Centre électrique enregistré et, une seconde fois, sous la raison sociale Modern Age.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils remboursent le gouvernement à raison de \$100 par semaine.

M. Pinard (Drummond) demande s'il faut des licences pour les tracteurs.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il n'y a pas de licence pour circuler dans une ferme avec un tracteur, mais il en faut une à prix réduit quand le tracteur sert sur la voie publique. Toutefois, quand un cultivateur ne traverse la voie publique que pour se rendre d'un champ à un autre, l'agent de la route doit faire preuve de jugement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) veut savoir si l'on exige les reçus en double, pour l'impôt sur le revenu⁸.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Les contribuables québécois devront fournir des reçus au fisc provincial pour les déductions d'impôts qu'ils réclameront. Il s'agit évidemment des reçus d'œuvres de charité, de frais médicaux et autres admis en déduction aux termes de la loi provinciale de l'impôt sur le revenu des particuliers. On s'est montré assez indulgent l'année dernière parce que c'était la première année de la perception de l'impôt; on était en période d'organisation. Cette année, nous

allons être plus sévères. Les contribuables ont eu le temps de se munir de doubles. Ils sont bien avertis; ils devront fournir les renseignements nécessaires.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

Projets de loi:

Code municipal

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant le Code municipal et concernant certaines municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 49 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 modifiant la loi des véhicules automobiles.

La loi comporte deux amendements. Il s'agit d'abord de corriger une anomalie dans les cas des condamnations. La loi actuelle dit que lorsqu'un automobiliste dépasse de 10 milles la vitesse indiquée, après trois offenses, il perd son permis de conduire pour la balance de l'année. Il arrive que, lorsque le conducteur est ainsi condamné dès le début de l'année, il perd son permis pour 10 ou 11 mois. Celui qui commet cette offense en octobre, par exemple, ne perd son permis que pour deux mois. L'amendement fixe une période de trois mois dans tous les cas; dorénavant, le minimum sera de trois mois et le maximum à la discrétion du juge. La suspension de trois mois uniformisera la pénalité pour tous les automobilistes qui enfreignent la loi.

Quant aux rapports à la suite de dommages matériels causés par un accident, l'automobiliste ne devra le faire que pour les montants de \$100 et plus. La loi oblige de rapporter les accidents causant des dommages de \$25. Partout ailleurs, on n'exige un rapport que lorsque les dommages atteignent \$100. La province de Québec change sa loi pour faciliter la tenue des statistiques. Les règlements du Québec s'accorderont avec ceux en vigueur dans les autres provinces du Canada.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) suggère que la condamnation maximum pour les automobilistes coupables d'un troisième délit soit de trois ans.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai confiance aux tribunaux, qui sauront apprécier chaque cas à son mérite.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) suggère d'augmenter de 45 à 50 milles à l'heure la limite de vitesse imposée aux camions et aux autobus sur les routes.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il faudra étudier cette suggestion en regard des dangers que présentent ces lourds véhicules sur les routes.

Des députés de l'opposition posent des questions sur les rapports faits par la police à la suite d'un accident de la route.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Lorsque la police est appelée pour faire les constatations d'usage à la suite d'un accident, elle vérifie le bon état de conduite des voitures. Ce rapport est destiné uniquement au ministère, afin que celui-ci puisse rendre compte si la loi a été violée. Mais la police consent toujours à communiquer aux parties en cause le nom des témoins et des personnes impliquées dans un accident. Le reste du rapport est confidentiel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Plessisville

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Plessisville et la paroisse de Plessisville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Engineers' Club of Montreal

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 230 concernant The Engineers' Club of Montreal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité siège durant quelque temps et se lève sans faire rapport.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et de bureau (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité de révision des lois d'assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Depuis combien de temps ce comité a-t-il été formé?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Depuis cinq ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La question des assurances est très importante. Ottawa a un Surintendant des assurances et il n'a pas le droit d'en avoir.

Dans les coffres du fédéral se trouve, d'après M. Georges Lafrance, Surintendant des assurances pour la province de Québec, un dépôt de \$1,000,000,000 qui devrait aller aux provinces. À trois reprises, le Conseil privé¹⁰ a décidé que les assurances relèvent des provinces.

Les membres du comité, MM. Faribault, Trudel et Devlin, ont accompli à date un travail considérable.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais chaque année, nous dépensons au-delà de \$25,000 pour le comité. Depuis cinq ans, cela fait plus de \$100,000, et on ne sait pas encore quand le travail sera terminé.

La tâche de réviser les lois n'est pourtant pas si énorme. Et, l'an prochain, j'ai bien l'impression qu'au lieu de présenter un rapport définitif, on demandera encore de prolonger l'existence du comité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La besogne de réviser les lois est fort complexe, mais une bonne partie du travail est déjà accompli. Les trois membres du comité sont de véritables experts.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cet avant-midi, le chef de l'opposition voulait savoir si nous avions des experts-financiers, des économistes, des statisticiens à l'emploi du département. J'ai répondu non. Quand nous avons besoin d'approfondir une question, nous la faisons étudier de façon spéciale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (service de la dette publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement (dépenses appliquées contre le revenu) (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 constituant en corporation la ville de Mont-Gabriel;
- bill 114 modifiant la charte de Berthierville;
- bill 178 concernant la succession de J.-Ulysse Sainte-Marie;
- bill 204 concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay;
- bill 239 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Akos de S. Muszka au nombre de ses membres, après examen;
- bill 240 concernant le titre de Paul-Émile Laperrrière à la propriété d'un immeuble dans la cité de Saint-Laurent;
- bill 246 concernant la radiation d'une servitude établie sur le lot numéro 27 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Projets de loi:**Modification
de la loi électorale**

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) demande de faire subir à son bill modifiant la loi électorale de Québec sa première lecture¹¹.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Rien ne presse. En comité, nous procéderons très rapidement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il vaut mieux attendre, car le député de Québec-Centre (M. Cloutier), entrepreneur de pompes funèbres¹², n'est pas ici dans le moment.

Ajournement**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures¹³.

NOTES

1. Le chef de l'opposition fait probablement allusion à la loi pour assurer les progrès de l'éducation, 10 George VI, 1946, chapitre 21.

2. M. Duplessis parle ici de la Chambre des communes à Ottawa, où le chef de l'opposition, Georges-Émile Lapalme, représenta la circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm de 1945 à 1950. Le *Hansard* dont parle M. Duplessis est le journal des débats de la Chambre des communes.

3. D'après le contexte de la discussion, M. Lapalme veut probablement parler du Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

4. Selon *La Tribune* du 18 février 1956, à la page 1, le débat sur le bill 46 a duré "une demi-heure".

5. Édouard Laurent est un employé du ministère des Finances.

6. G.-F. Styles est aussi un employé du ministère des Finances.

7. D'après *Le Soleil* du 17 février 1956, à la page 9, M. Gagnon aurait plutôt dit: "Sur ce nombre, une couple de cent mille ont été envoyées par malle". Toutefois, les autres journaux utilisés pour cette reconstitution parlaient de 200,000.

8. M. Lapalme parle ici du sous-item "Impôt provincial sur le revenu: administration", qui fait partie de l'item "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs" en discussion à ce moment.

9. Ce qui a pour effet de tuer le bill.

10. M. Duplessis parle ici du Conseil privé de la couronne d'Angleterre. Le comité judiciaire du Conseil privé fut longtemps le tribunal de dernière instance des colonies britanniques; dans le cas du Canada, il a joué ce rôle jusqu'en 1933 pour les affaires criminelles et jusqu'en 1949 pour les affaires civiles.

11. M. Noël avait déjà tenté à deux reprises de faire passer ce bill en première lecture; voir les séances du 18 janvier et du 9 février 1956.

12. En plus d'être député de l'Union nationale, Maurice Cloutier a été président des maisons funéraires Cloutier ltée et Lépine-Cloutier ltée.

13. Le *Montréal-Matin* du 18 février 1956, à la page 6, affirme que la séance s'est terminée "vers 4 heures".

Première séance du lundi 20 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi électorale

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Pinard), qu'il lui soit permis de présenter le bill 95 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté, après division. Le bill est lu une première fois¹.

Loi de l'hygiène publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill a pour but d'autoriser le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) à payer 25 cents au lieu de 15 cents pour chaque bulletin de naissance, mariage ou décès qui lui est transmis, pour fins de statistiques, en vertu de la loi de l'hygiène publique.

On s'est plaint que 15 cents, ce n'est pas suffisant. En portant le prix à 25 cents, cela va représenter un montant assez considérable.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe scolaire catholique à Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 diminuant le taux de la taxe scolaire catholique à Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège de Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 94 constituant en corporation le Collège de Hauterive.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorval, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 19 comme article 20:

"20. Sont par les présentes déclarées légales et valides, à tous égards, la vente pour taxe et l'adjudication, à la ville de Dorval, de la partie du lot originaire 872 ci-dessous décrit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, appartenant à MM. Hector Dupont *et al.*, et l'acte de vente en date du 16 mars 1936, fait par Horace Meloche, en sa qualité de secrétaire-trésorier de la ville de Dorval, enregistré sous le numéro 390,379 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal.

"Une lisière de terrain étant située entre les chemins de fer du Canadian National et du Pacifique Canadien, mesurant dans sa ligne nord mille cent soixante-dix-huit pieds (1,178'), dans sa ligne ouest deux cent quatre-vingt-seize pieds (296'), dans sa ligne est six cent soixante-dix pieds (670') et dans sa ligne sud mille trois cent sept pieds (1,307') et contenant une superficie totale de cinq cent cinquante-cinq mille huit cent soixante-douze pieds carré (555,872 p.c.), le tout mesure anglaise et plus ou moins, telle lisière étant partie des lots numéros huit cent soixante-sept, huit cent soixante et onze et huit cent soixante-douze (p. 867, 871 et 872) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et étant montrée à un plan préparé par Dupont et Barbeau au mois de février, mil neuf cent onze (1911), lequel plan a été rectifié et corrigé le quatrième jour du mois de décembre, mil neuf cent quinze (1915), par Oscar Beaudouin, arpenteur-géomètre."

Et l'article 20 devient article 21.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 141 modifiant la charte de la cité de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en insérant après le troisième paragraphe qui se termine par les mots "des terrains", du sous-paragraphe c, à la page 3, ce qui suit:

"Pour les fins du présent article et sujet au paragraphe ci-après, s'il y a lieu, les terrains appartenant aux fabriques et corporations ou institutions religieuses suivantes sont et ont toujours été évaluées à compter du premier mai 1954 aux sommes suivantes respectivement:

| | |
|--|-----------|
| Fabrique Notre-Dame de Québec..... | \$ 75,000 |
| Archevêché de Québec..... | 11,190 |
| Fabrique Saint-Roch..... | 168,740 |
| Fabrique Notre-Dame de Jacques-Cartier.... | 84,360 |
| Couvent Saint-Roch..... | 75,000 |
| Cathedral of Holy Trinity..... | 84,360 |
| St. Mathew's Church..... | 36,400 |

"La cité a toujours été autorisée à conclure de temps à autre avec l'autorité supérieure locale de chaque dénomination religieuse une entente afin de fixer, pour les fins du présent article, l'évaluation des terrains des fabriques, corporations ou institutions religieuses, ou de certaines d'entre elles, dépendant de telle autorité, de fixer le montant payable à la cité par telles fabriques, corporations ou institutions religieuses ou certaines d'entre elles en compensation du service de déneigement, et de répartir, à la réquisition de telle autorité supérieure locale, toutes sommes dues à la cité pour tel service par telles fabriques, corporations ou institutions religieuses, ou certaines d'entre elles, suivant les directives de telle autorité, et dans tous les cas, les fabriques, corporations ou institutions religieuses mentionnées à l'entente seront liées par icelle et seront redevables à la cité des sommes établies d'après cette entente."

Projets de loi:

Charte de Dorval

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorval.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 141 modifiant la charte de la cité de Québec.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 99 des médecins vétérinaires de la province de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié dans la quatrième ligne du paragraphe d, en insérant après le mot "Saint-Hyacinthe" ce qui suit:

"ou toute autre école ou institution d'enseignement vétérinaire reconnue par le Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec";

2. L'article 48 est modifié en biffant le sous-article 2.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est biffé;
2. Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 deviennent articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7;
3. Les articles 9 et 10 sont biffés;
4. Les articles 11 et 12 deviennent article 8 et 9.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 197 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et lui accordant certains pouvoirs, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 2 du sous-titre 522, le mot "cinq" par le mot "neuf";

2. L'article 14 est modifié, dans la deuxième ligne du paragraphe d, à la page 8, en remplaçant le mot "ville" par les mots "cité ne";

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 14 comme article 15:

"15. Quiconque croit devoir se plaindre du rôle d'évaluation, tel qu'homologué par le conseil le 17 mars 1955, peut encore en donner avis au greffier, en la forme prévue à l'article 495 de la loi des cités et villes.

"Le greffier transmet cette plainte aux évaluateurs de la cité. Ces derniers, sur plainte reçue ou de leur propre chef s'ils le jugent à propos,

peuvent réviser ce rôle d'évaluation dès que l'évaluation donnée à l'immeuble n'a pas déjà fait l'objet d'une plainte jugée par le conseil.

"Cette révision fait partie du rôle d'évaluation trimestriel supplémentaire que les estimateurs doivent dresser conformément à l'article 598a de la loi des cités et villes tel qu'édicte pour la cité par l'article 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 81. Toutefois la révision dès l'homologation du rôle supplémentaire par le conseil a son effet à compter du premier janvier 1955.

"L'article 50 du Code de procédure civile n'est pas applicable en ce qui concerne le rôle d'évaluation ci-dessus mentionné"

4. L'article 15 devient article 16.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 225 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne, les mots "le 31 décembre 1966" par les mots "le 31 décembre 1961";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 6 comme article 7:

"7. Les propriétés, terrains et autres immeubles appartenant à la "Young Men's Christian Association" seront exempts de taxes scolaires et de cotisations tant que ces propriétés, terrains et immeubles appartiendront à ladite association et qu'elle en aura l'administration.";

3. Les articles 7, 8, 9, 10 et 11 deviennent articles 8, 9, 10, 11 et 12.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 228 modifiant la charte de la cité de Sillery, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du sous-article 64a, les mots "deux mille cinq cents" par les mots "dix-huit cents"

b) en remplaçant, dans la dernière ligne du même sous-titre 64a, le mot "mille" par les mots "six cents";

2. L'article 3 est modifié en insérant après le mot "fins" dans la cinquième ligne du sous-paragraphe 4a, les mots ", sans préjudice aux droits acquis du Club de Yacht de Québec,";

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 7 comme article 8, 9 et 10;

"8. Le paragraphe 11 de l'article 427 de la loi des cités et villes, tel que modifié, pour la cité de

Sillery, par les lois 11 George VI, chapitre 90, article 22, et 14 George VI, chapitre 101, article 2, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"11. Pour obliger, dans toute l'étendue de la municipalité, ou dans la section ou les sections que le conseil désigne, le propriétaire ou occupant de tout immeuble, ou celui qui les a déposés, de ramasser et enlever les cendres, eaux sales, immondices, déchets, détritus, fumier, animaux morts, matières fécales et autres matières malsaines ou nuisibles, et d'en disposer; pour pourvoir au ramassage et à l'enlèvement des matières en question et déterminer la manière d'en disposer, dans toute l'étendue de la municipalité ou dans les endroits de la municipalité que le conseil désigne, et pour autoriser et surveiller le ramassage et l'enlèvement desdites matières, aux frais de la municipalité ou dudit propriétaire ou occupant.

"Si la cité décide d'imposer une taxe spéciale, elle peut:

"a) soit imposer ou prélever, sur tout immeuble comprenant un bâtiment où il se trouve ordinairement des vidanges et autres matières susdites, une taxe basée sur la valeur réelle de l'immeuble portée au rôle d'évaluation et dont le taux peut être différent suivant la nature, l'usage, l'éloignement de la voie publique et le nombre de logements du bâtiment d'où les vidanges et autres matières susdites sont enlevées, ainsi que suivant les quantités enlevées, et tous autres facteurs rendant leur enlèvement plus onéreux.

"Dans le cas d'un bâtiment à logements multiples la taxe peut être établie à un montant non inférieur à six dollars par logement.

"b) ou bien, imposer et prélever, sur tout immeuble comprenant un bâtiment où il se trouve ordinairement des vidanges et autres matières susdites, une taxe suivant un tarif tenant compte de la nature, de l'usage, de l'éloignement de la voie publique ou du nombre de logements du bâtiment d'où les vidanges et autres matières susdites sont enlevées, ainsi que de leur qualité et de tous autres facteurs rendant leur enlèvement plus onéreux.

"Tout propriétaire ayant payé l'une ou l'autre desdites taxes pourra exiger de son locataire le remboursement de la part des taxes affectant le bâtiment ou la partie du bâtiment loué."

"9. La loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Sillery, en ajoutant, après l'article 426, le suivant:

"426a. Le conseil peut faire des règlements:

"1. pour édicter comme conditions préalables à l'émission d'un certificat d'approbation, dit permis de construction, que le terrain sur lequel doit être

érigée chaque construction projetée, y compris ses dépendances, forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil de la province de Québec;

"2. toutefois les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture;

"3. pour prescrire la manière d'accorder des permis de bâtir et établir une échelle de droits n'excédant pas cent dollars, à payer à la ville pour l'obtention de tels permis."

"10. L'article 429 de la loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Sillery, en ajoutant après le paragraphe 8, les paragraphes suivants:

"8a. Pour prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues publiques ou privées doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et la largeur qu'elles doivent avoir si cette largeur doit être supérieure à soixante-six (66) pieds anglais;

"8b. Pour obliger le propriétaire à soumettre les plans de subdivisions projetées, montrant ou non des rues, à un officier désigné et à obtenir un certificat d'approbation dit "permis de lotissement", moyennant le paiement d'une licence n'excédant pas cinq dollars. Les sommes ainsi perçues ne pourront être employées que pour défrayer les frais d'administration que pourrait occasionner un tel règlement;

"8c. Pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision montrant ou non des rues, que le propriétaire cède à titre gratuit à la corporation, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas cinq pour cent du terrain compris dans le plan et dont la localisation, dans l'opinion du conseil, est compatible avec les fins auxquelles ce terrain est destiné pour exiger du propriétaire, au lieu du terrain ci-dessus requis, le paiement d'une somme n'excédant pas cinq pour cent de la valeur marchande du terrain compris dans le plan. Les terrains ainsi acquis pour fins de parcs et de terrains de jeux ne pourront être vendus ou échangés par la corporation du ministre des affaires municipales. La somme ainsi perçue ne pourra être employée qu'à l'achat de terrains pour fins de parcs et de terrains de jeux.";

4. L'article 8 devient article 11.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 232 concernant L'Association de diététique de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant à la page 2, le paragraphe commençant avec les mots "Attendu que le travail" et se terminant avec les mots "statut professionnel" par ce qui suit:

"Attendu que le travail de diététiste est étroitement lié à celui de la profession médicale ainsi qu'à celui de la profession d'infirmière; de même que pour la médecine, aux connaissances scientifiques de base que consacre le degré universitaire, il est reconnu qu'une expérience pratique additionnelle est nécessaire pour atteindre un véritable statut professionnel;"

2. L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant, à la fin du sous-article 2, les mots "en diététique" par les mots:

"approuvé par le Comité d'admission de la corporation."

b) en ajoutant après le mot "diététique", dans la cinquième ligne du paragraphe 3, ce qui suit: "dans le cas des personnes ayant obtenu le baccalauréat ès sciences spécialisé en nutrition avant janvier 1956".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 234 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en biffant, dans les deux premières lignes du deuxième paragraphe, les mots "En ce qui concerne seulement les taxes scolaires protestantes";

2. L'article 7 est modifié en remplaçant le deuxième paragraphe par ce qui suit:

"Tout territoire annexé ou qui sera annexé à la ville Mont-Royal, et qui n'est pas déjà organisé pour des fins scolaires protestantes deviennent ipso facto partie intégrante de la municipalité scolaire de ladite commission scolaire protestante de la ville de Mont-Royal et lui est annexé.";

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. L'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, modifié par la loi 16 George V, chapitre 47, article 1, et remplacé par les lois 17 George V, chapitre 42, article 2, et 18 George V, chapitre 51, article 1, et de nouveau modifié par les lois 18 George V, chapitre 52, article 1, 19 George V, chapitre 48, article 2, et 20 George V, chapitre 60, article 1, et de nouveau remplacé par la loi 21 George V, chapitre 65, article 2, et de nouveau modifié par les lois 24 George V, chapitre 43, article 3, 2 George VI, chapitre 120, article 1, et 11 George VI,

chapitre 81, article 8, et modifié par 1-2 Elizabeth II, chapitre 116, article 2, est de nouveau modifié en ajoutant, après le sous-article 9A, le paragraphe suivant:

"Cependant dans tout territoire relevant aussi de l'autorité de la Commission des écoles catholiques de Montréal, ce taux sera fixé annuellement d'un commun accord avec la Commission des écoles catholiques de Montréal. Faute d'accord entre les deux autorités, le taux sera établi par le Surintendant de l'Instruction publique."

4. L'article 11 devient article 12.

Projets de loi:

Médecins vétérinaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 des médecins vétérinaires de la province de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Jérôme

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Jacques-Cartier

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 197 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et lui accordant certains pouvoirs.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Lachine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 225 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sillery

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 228 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Association de diététique du Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 232 concernant l'Association de diététique de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Écoles protestantes de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 234 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Rivière Outaouais

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 concernant l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Outaouais et connues sous le nom de Cave & Fourneaux soit maintenant lu une deuxième fois.

La rivière Outaouais prend sa source dans le grand lac Victoria et elle traverse les deux provinces de Québec et d'Ontario, avec cette conséquence que la moitié des pouvoirs d'eau appartient à l'Ontario, et l'autre, à Québec. Outre cet aspect physique de la question, il y a l'aspect juridique, car la province de Québec n'a pas les mêmes lois que sa voisine. L'entente intervenue entre le gouvernement Hepburn² et le gouvernement Godbout³ décrétait que

la rivière serait utilisée par les deux provinces dans le sens de sa largeur au lieu de sa longueur, avec la conséquence que certains rapides comme ceux des Joachims et des Chenaux sont la propriété de la province d'Ontario, et d'autres, comme Carillon et le Rocher Fendu, sont celle de la province de Québec.

Je me trouvais dans l'opposition au moment où cette loi a été présentée en Chambre et je l'ai combattue, de même que ses amendements. Mais, une fois la loi et ses amendements votés par la Chambre, il s'agit d'une convention qu'il faut respecter. En vertu de cette convention, la tête d'eau au site Cave & Fourneaux ne devait pas dépasser 575 pieds. Or, l'Hydro d'Ontario a dépassé cette tête d'eau de huit pieds, à 583 pieds, ce qui lui donne 15,000 chevaux-vapeur additionnels.

En vertu d'une convention multilatérale, le 2 janvier 1943, la province de Québec doit payer à l'Ontario une somme de \$2,462,933, avant que l'Ontario ne soit tenue de payer son loyer pour les forces utilisées au rapide des Joachims. Ce montant doit servir à acheter les terres inondées, dans l'Ontario, par le développement de Carillon. L'Hydro d'Ontario tente de régulariser l'erreur qu'elle a commise en élevant de huit pieds le niveau de l'eau à Cave & Fourneaux. Mon gouvernement n'a pas d'objection, à condition que les termes de l'entente soient raisonnables.

Le but de la loi est d'autoriser le gouvernement à conclure une entente à l'amiable avec le gouvernement de l'Ontario, relativement à la surélévation des eaux de la rivière Outaouais et relativement au paiement de la dite somme de \$2,462,933.

En rouvrant la discussion sur ce problème, mon gouvernement veut, si possible, régler un autre problème regardant le prix de vente de l'électricité québécoise exportée en Ontario. Vers 1934, le gouvernement Hepburn a annulé tous les contrats de vente de 1,000,000 de chevaux-vapeur à \$15 le cheval-vapeur pour les remplacer par d'autres au prix de \$12.50 le cheval-vapeur. Cela fait un gros montant dont a été privée la province de Québec depuis 1934, et c'est l'intention du gouvernement de tenter de régler également ce problème. Lorsqu'on parle de sainteté des contrats, en Ontario, on devrait être renseigné sur tout ce qui se passe. Nous voulons arriver à une entente juste et équitable dans le respect des droits de la province de Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En tant que ce bill est concerné, nous constatons que, malgré une entente entre l'Ontario et Québec, la

province d'Ontario a élevé les eaux de la rivière à un niveau plus élevé que celui qui était mentionné dans la convention. Il y a aussi une partie de terrain que le Québec pourrait obtenir par expropriation, et le gouvernement veut régler ces cas avec l'Ontario. Avec cette loi, nous n'aurons pas la possibilité de nous prononcer sur la convention qui doit être passée entre les deux gouvernements. C'est une loi qui ne contient absolument rien sur la convention à intervenir. On nous dit tout simplement: "Donnez-nous l'autorisation de conclure une entente", sans dire ce qu'on va faire. Qu'est-ce qui adviendra? Je ne puis répondre. Je ne puis approuver une convention conclue entre Québec et Ontario s'il n'y en a pas. Le gouvernement du Québec se fait donner un plein pouvoir; nous sommes dans l'impossibilité d'approuver ou de critiquer une telle entente. Nous n'avons aucun détail. Nous ne nous croyons donc pas justifiés de donner carte blanche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La raison pour laquelle il n'y a pas encore de convention réside dans le fait que ce problème est très compliqué. Nous disons spécifiquement dans la loi que nous n'aurons pas le droit de concéder, d'aliéner, de louer ou d'affermier à l'Ontario ou à l'Hydro-Ontario d'autres forces hydrauliques que celles qui découlent de la surélévation de huit pieds. Tout ce qui peut arriver, c'est que nous posions des conditions. Il s'agit de décider si Québec doit coopérer avec la province voisine.

La province ne peut accepter de payer le montant de près de \$2,500,000 issu d'une entente antérieure sans savoir ce à quoi Québec a droit. Tout ce que le gouvernement demande, c'est le pouvoir de négocier une autre entente pour remplacer un traité qui a été mal fait. Je regrette que l'opposition ne veuille pas le comprendre.

Je demande le vote. Un vote en faveur de cette loi est un vote en faveur de la coopération. Un vote contre la loi est un vote contre la coopération.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Elie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Johnson, Johnson, Labbé (Arthabaska), Labbé

(Mégantic), Lavallée, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 50.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Pinard, Rochon, Ross, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 45 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 45 concernant l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Outaouais et connues sous le nom de Cave & Fourneaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le gouvernement sera autorisé à conclure, de la manière et aux conditions qu'il jugera conformes aux meilleurs intérêts de la province, avec Ontario et Hydro-Ontario une entente ou convention à l'amiable en vue de régler les problèmes résultant de ladite surélévation des eaux de la rivière Outaouais, au site de Cave & Fourneaux, et concernant ladite somme de \$2,462,933.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avec la loi, le gouvernement sera autorisé à signer une convention de la manière et aux conditions qu'il jugera à propos. Tout arrêté ministériel fera loi. Tout ce qui va se passer en dehors du Parlement sera loi. La première chose à faire serait plutôt de passer une entente pour la faire ensuite ratifier par la Législature. Il y a une foule de choses qui ne peuvent

être discutées ici parce que personne ne sait de quelle nature elles seront. Je répète que c'est un mandat en blanc qu'on nous demande! Comment puis-je approuver ce que je ne connais pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Ontario est en session et la province de Québec aussi. C'est une grande question qui intéresse le gouvernement d'Ontario que celle de l'élévation de l'eau à un niveau supérieur de huit pieds à celle permise, ce qui lui donne 15,000 chevaux-vapeur de plus. Il s'agit d'un empiétement que la loi n'autorisait pas. Nous avons l'occasion de discuter d'une convention qui sera acceptée malgré vos votes. Il s'agit d'accepter une convention raisonnable. Tout ce qu'il y a à faire, c'est de légaliser une situation. C'est clair que Québec veut obtenir des conditions plus favorables que celles qui existent. Il ne s'agit pas de céder des pouvoirs d'eau.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Depuis combien d'années a été construite l'élévation non permise?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces travaux ont été faits il y a quelques années. C'est en passant des contrats que j'ai constaté cela. Nous ne pouvons pas dire à la province d'Ontario: "Vous allez défaire votre barrage." À l'heure actuelle, nous ne pouvons pas donner plus de renseignements. Nous voulons une entente au sujet de l'élévation de huit pieds. Par ailleurs, on voudrait nous faire payer d'avance un montant de \$2,500,000. Nous ne voulons pas cela. Il devrait y avoir moyen de corriger les erreurs de l'ancien régime. Il n'est pas question de faire démolir les travaux déjà exécutés, mais Québec entend profiter de l'occasion pour régler à l'amiable d'autres difficultés résultant du partage des ressources de l'Outaouais.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne voudrais pas que la province se fasse rouler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'homme d'Ontario qui va rouler la province de Québec n'est pas encore né.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les conventions sont toutes plus ou moins des traités. Aucun Parlement ne se prononce avant que le traité ne soit passé. Qu'est-ce que ça peut faire que l'Ontario soit en session? Cette élévation est connue depuis des années.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne peux conclure aucune entente sans l'autorisation de la Législature et le bill définit suffisamment l'objet des pourparlers.

Je pourrais citer une foule de lois qui demandent des pouvoirs encore plus considérables que ceux que nous demandons. Nous avons de \$180,000 à \$195,000 provenant des rapides des Joachims dont la province ne retire pas un sou. Il faudrait payer d'abord \$2,500,000. Nous demandons un mandat pour tâcher d'améliorer une convention qui a été mal faite. À un taux d'intérêt de 5 %, nous retirerions déjà \$125,000 par année sur la somme qu'on demande. Nous demandons une entente très raisonnable. Si l'opposition ne veut pas voter pour la loi, c'est son affaire.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné, (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Johnson, Johnson, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 50.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Pinard, Rochon, Ross, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 45 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la

Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 45 concernant l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Outaouais et connues sous le nom de Cave & Fourneaux.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 45 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Belemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Johnson, Johnson, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibault, 50.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Pinard, Rochon, Ross, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 45 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'hygiène publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que l'ordre voté ce jour par la Chambre pour remettre à la prochaine séance la deuxième lecture du bill 43 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec soit révoqué, et que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 43 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'industrie laitière

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant la loi pour protéger l'industrie laitière du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de faire écho aux désirs exprimés par l'U.C.C.⁴.

M. Dupré (Verchères) suggère que toute la discussion se fasse en comité plénier.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Johnson, Johnson, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 52.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Pinard, Rochon, Ross, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 56 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Dupré (Verchères) veut expliquer pourquoi l'opposition a voté contre le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre, alléguant qu'on ne peut faire cela en comité plénier.

M. Dupré (Verchères): J'ai précisément demandé au premier ministre, tout à l'heure, l'autorisation de donner mes explications en comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Verchères a demandé cela, je n'ai pas compris.

Il est clair qu'on ne peut entrer sur un pareil terrain en comité plénier. Que le député fasse sa discussion en troisième lecture.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 6, est modifiée en y ajoutant, après l'article 2, le suivant:

"2a. Sont également prohibées dans la province la vente, la mise en vente et la possession de tout produit alimentaire, sous quelconque nom qu'il soit désigné, servant ou préparé pour servir à l'un quelconque des usages auxquels peut servir le beurre, qui n'est pas un succédané du beurre au sens du paragraphe g de l'article 1 ou d'un règlement adopté en vertu de l'article 3, mais dont la couleur naturelle a été altérée par un colorant quelconque ou avec lequel un colorant est livré à l'acheteur pour fins de coloration artificielle de ce produit."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère qu'on intercale les mots "ou au sujet duquel" après les mots "un colorant quelconque ou avec lequel".

Il s'agit, dit-il, de prévoir le cas d'un vendeur qui ne livrerait pas le colorant en même temps que le produit lui-même, le lendemain par exemple, pour contourner la loi.

L'amendement est adopté

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 56 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Dupré (Verchères): En 1949, le gouvernement a passé une loi relativement à la margarine. En 1952, elle n'avait pas donné de résultat, et alors on passa une seconde loi. Il en fut de même en 1954, et enfin, l'an dernier, on a eu un arrêté ministériel. Tout cela n'a rien rapporté parce que toutes ces lois relatives à la margarine et aux succédanés du beurre ne sont qu'un mirage et un trompe-l'œil. Voilà pourquoi nous avons voté contre.

Aujourd'hui, on nous arrive avec une autre loi qui n'améliore nullement la situation; l'opposition a voté contre parce qu'il s'agit encore d'une loi qui sera inopérante. Quand la loi de 1949 a été présentée, j'ai dit au gouvernement que si l'on voulait véritablement aider le cultivateur, il faudrait convoquer tous les ministres de l'Agriculture du Canada et tenter d'en venir à une entente, de façon à ce que la situation soit uniforme dans tout le pays.

J'ai aussi demandé que sur tous les paquets de margarine et de succédanés du beurre, on imprime les résultats de l'analyse du produit. L'U.C.C. demande expressément qu'on donne les analyses sur les emballages.

Le premier ministre a déjà parlé du petit bloc de colorant. La présente loi pourrait s'appeler "la loi du petit bloc". Il se vend plus de margarine que jamais dans la province et tout le monde le sait. Cependant, cette affluence de margarine ne change pas le prix du beurre, car le prix du beurre est national et maintenu à un niveau relativement élevé grâce au prix de soutien fédéral. Heureusement que les gens de l'Union nationale bénéficient de cette protection car, sans cela, ce serait la catastrophe, le désastre pour eux, et malheureusement aussi pour la classe agricole et l'industrie laitière dans la province.

La loi concernant la margarine n'a profité en aucune manière au cultivateur. C'est un simple mirage électoral. On a fait simplement une loi qui est violée ouvertement. Cette loi ne pouvait être opérante parce qu'on ne s'était pas entendu avec les autres provinces pour faire front commun contre la margarine. Si le gouvernement avait été sincère en

1949, il n'aurait pas eu besoin de passer de lois subséquentes. Dans son mémoire additionnel, l'U.C.C. a mentionné que la loi avait donné des résultats négatifs. Dans *La Terre de chez nous*, sous la signature d'un M. Bérubé, on réclame des lois positives.

Qu'il se vende ou non de la margarine, cela ne peut changer le prix du beurre, qui est fixé. Ça ne modifie en rien la situation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Notre province est la mieux placée au point de vue de l'industrie laitière.

M. Dupré (Verchères): Quel changement apporte la loi? Un seul. Celui qui achète de la margarine viole une loi et la loi est violée ouvertement. Dans *La Terre de chez nous*, on dit encore: "Il faudrait être naïf pour croire qu'il n'existe aucune contrebande de margarine chez nous." Les journaux sont remplis d'annonces de "spreads". Les quatre lois de l'Union nationale sont une farce.

Le rapport Héon⁵ recommande des mesures contre la margarine et les succédanés du beurre, mais il suppose nécessairement que le gouvernement va faire respecter la loi. La margarine se vend non seulement en dessous du comptoir, mais sur le comptoir. En 1949, si l'on avait réuni tous les ministres de l'Agriculture et fait un front commun, les cultivateurs auraient été protégés. De telles lois, le Parti libéral bientôt au pouvoir en donnera aux cultivateurs qui les réclament depuis trop longtemps. C'est notre devoir de voter contre des lois qui rapportent zéro.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) affirme que le projet de loi est présenté pour répondre à un vœu de l'U.C.C. et reproche au député de Verchères d'avoir fait perdre le temps de la Chambre. S'il avait lu la loi et l'avait comprise, dit-il, le député de Verchères se serait rendu compte que le gouvernement, par la présente loi, améliore la loi et prévient les infractions. Le député de Verchères dit que le gouvernement aurait dû convoquer les ministres de l'Agriculture de toutes les provinces. Pourquoi n'a-t-il pas lui-même fait pression auprès de ses amis d'Ottawa pour obtenir des mesures protégeant le cultivateur contre la margarine et les succédanés du beurre? Il a oublié de dire qu'une foule de ses amis enfreignent la loi. Et j'en connais.

Quant aux produits laitiers, ils accusent une augmentation considérable dans Québec. Nous allons continuer à faire de l'industrie laitière l'industrie de

base de l'agriculture. Que le député de Verchères soit donc sérieux. Il ne pourra jamais expliquer son vote aux prochaines élections. Le député de Verchères n'est pas un cultivateur, mais un garagiste⁶ qui feint de prendre la part des cultivateurs mais qui, au fond, combat les lois susceptibles de les aider, parce qu'il ne comprend pas leur situation.

M. Bélanger (Lévis): Le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) n'a pas nié qu'il se vend de la margarine dans la province de Québec. Si le député de Napierville-Laprairie est sincère quand il demande l'intervention d'Ottawa pour défendre la vente de la margarine, que fait-il de l'autonomie?

Le député de Napierville-Laprairie ignore-t-il que le gouvernement fédéral a déjà interdit la vente de la margarine dans tout le Canada après l'autre guerre et qu'alors il ne se vendait pas de ce produit au Québec? Mais on a brandi le drapeau de l'autonomie et le Conseil privé⁷ a décidé que la loi fédérale était anticonstitutionnelle, et que le problème de la margarine relevait des provinces.

À l'heure actuelle, il n'y a qu'au Québec et dans l'Île-du-Prince-Édouard que la production de la margarine est interdite. Il en résulte que partout au Canada on en vend, même au Québec. Et voilà que maintenant le député de Napierville-Laprairie voudrait réparer le mal que l'Union nationale a fait. Peut-on imaginer, chez des gens censés conscients de leurs actes, plus d'illogisme, plus d'hypocrisie et d'irresponsabilité?

On ne peut tout de même pas demander aux députés libéraux de demander à Ottawa de réparer le mal commis par l'intervention du premier ministre. C'est depuis que le contrôle de la margarine a été déclaré de juridiction provinciale qu'il s'en vend chez nous.

Ce n'est pas la loi provinciale de la margarine qui a sauvé l'agriculture, mais le prix de soutien du beurre, établi par Ottawa. Et, quand il a été question de supprimer ce prix de soutien, de nombreuses délégations du Québec sont allées à Ottawa demander de le conserver. La loi provinciale de la margarine est une loi de façade. Elle est violée ouvertement par tous les gens dans la province. On permet la vente de succédanés du beurre, succédanés non seulement au sens de la loi, mais au sens du mot. De ces produits ont la même couleur que le beurre. On les trouve partout. On les annonce à pleines pages dans les journaux, même dans le *Montréal-Matin*.

Et le gouvernement vient maintenant prétendre que la loi de la margarine a sauvé

l'industrie laitière? Combien de poursuites le gouvernement a-t-il donc prises à la suite de violations de cette loi? Des chiffres à ce sujet révéleraient le peu de sérieux des auteurs de cette loi.

Il (M. Bélanger) cite le cas d'un hôtelier qui vend de la margarine dans son comté. Quelqu'un prit un échantillon et le porta au parlement où personne, dit-il, n'a été capable de dire s'il s'agissait de margarine ou de beurre. Il y a même des cultivateurs qui amènent de ces produits à la ville. C'est une loi mensongère, inadéquate, inopérante. Un gouvernement qui passe des lois de cette espèce ne mérite pas la confiance de la classe agricole.

L'honorable M. Barré (Rouville) félicite le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) de son discours.

Le député de Lévis (M. Bélanger) et le député de Verchères (M. Dupré) ont suggéré une réunion de tous les ministres de l'Agriculture du Canada. Mais ces réunions ont eu lieu. Il y en a eu à Québec, à Charlottetown. Nous avons discuté cette question de la margarine. Et tous les ministres ont été d'accord pour dire que la margarine était un désastre pour l'industrie laitière canadienne.

Le député de Lévis (M. Bélanger) a dit qu'un hôtelier de sa place sert de la margarine à ses clients; mais c'est ce que nous voulons empêcher. Il n'est pas vrai qu'aucun technicien n'a pu faire la différence entre de la margarine et du beurre au parlement.

Une confusion existe, dans l'esprit de bien des gens, entre la signification du mot "margarine" et celle du mot "spread". Nous n'avons jamais voulu interdire les produits à base de gras animal, le saindoux, ni même le "beurre de peanut". Ce qu'on veut empêcher, c'est la vente des imitations de beurre, même si elles sont faites avec des choses qu'il n'est pas défendu de vendre dans la province de Québec.

Au département de l'Agriculture, il y a un homme qui s'occupe de ces produits. Il a spécialement pour mission de visiter les établissements de commerce et de rapporter au ministère des échantillons des produits qui se vendent. Mais il est mieux de ne pas divulguer son nom, car il vaut mieux qu'il ne soit pas connu des commerçants.

J'évite depuis nombre d'années d'ouvrir une polémique sur la question et d'attaquer Ottawa. Mais il faut bien constater qu'Ottawa ne protège pas la population. La loi contre la margarine serait moins difficile d'application si Ottawa voulait aider, si

Ottawa voulait protéger vraiment les agriculteurs. Le gouvernement fédéral pourrait faire son devoir en interdisant les huiles végétales, un produit peu dispendieux qui sert à la fabrication de la margarine. C'est une protection juste et nécessaire à laquelle les cultivateurs du Québec ont droit.

Il n'existe pas de douaniers à la frontière entre le Québec et l'Ontario. On ne peut contrôler l'entrée chez nous de la margarine. Il y a des députés du Québec à Ottawa et ceux-là pourraient intervenir. Pourquoi demander toujours au gouvernement du Québec de tout faire? Pourquoi le député de Verchères ne pourrait-il pas aller voir son député à Ottawa? Ottawa devrait protéger les cultivateurs du Québec. D'autant plus que la margarine, c'est fait avec de la graisse végétale venant de l'étranger. Acheter de la margarine, c'est envoyer notre argent à l'étranger.

On n'a peut-être pas obtenu tous les résultats attendus de la loi provinciale sur la margarine, mais le bill à l'étude permettra d'atteindre les produits qui ressemblent au beurre. Il est certain que, tant qu'il y aura des lois prohibitives, il y aura de la contrebande, que ce soit pour les cigarettes ou tout autre produit, de la machinerie américaine, par exemple, qui se vend alors 30 % meilleur marché que la machinerie canadienne.

Le projet de loi fera que des produits, qui ne peuvent pas décemment remplacer le beurre et qui en ont pourtant l'apparence, grâce au colorant contenu dans une capsule, ne prendront pas place sur la table des consommateurs. Tous les ministres de l'Agriculture du Canada ont reconnu qu'il faudrait une protection commune de la classe agricole. Cette protection devrait venir du gouvernement central. Le bill à l'étude n'est pas une loi électorale; personne ne peut nier que le gouvernement s'intéresse à la classe agricole en tout temps.

M. Bédard (Québec): Une loi prohibant la fabrication, la vente ou l'importation de la margarine et de l'oléomargarine ou de tout succédané du beurre n'est pas le fait du gouvernement de l'Union nationale. Dès 1885, le Parlement du Canada, sous John A. Macdonald⁸ a voté une loi prohibant la fabrication, la vente et l'importation des substituts du beurre.

1903, le gouvernement de Sir Wilfrid Laurier prohibait lui aussi l'oléomargarine et les substituts du beurre. En 1914, le gouvernement Borden votait une loi de l'industrie laitière défendant elle aussi la fabrication, la vente et l'importation des substituts du beurre. Cette dernière loi a été suspendue de 1919 à 1923, mais, en 1924 elle était remise en vigueur. En 1948, la loi fédérale était contestée par le

gouvernement de la province de Québec qui s'était faite représenter devant la Cour suprême par Me Emery Beaulieu.

Avant cette contestation, on ne connaissait pratiquement pas la margarine dans la province de Québec; si aujourd'hui nous voyons tant de substituts du beurre sur notre marché, cela est dû à cette contestation. En 1950, le Conseil privé⁹ donnait raison à la province de Québec. Or, si le gouvernement actuel a pris sur lui de faire biffer des Statuts une loi fédérale qui visait à protéger les cultivateurs, comment se fait-il que ce même gouvernement, maintenant qu'il a une loi provinciale, ne prend pas tous les moyens légaux pour la faire respecter?

Le gouvernement passe parfois des lois qui seraient bonnes... s'il se donnait la peine de les faire respecter. Or, comme on ne prend pas les moyens dans notre province pour aider les producteurs laitiers, le gouvernement actuel passe des lois tout simplement pour faire croire aux cultivateurs qu'il s'occupe d'eux. Il se moque de la classe agricole. Si le gouvernement était sérieux, il appliquerait les sanctions et les mesures punitives contre les violateurs.

M. Pinard (Drummond): La loi actuelle, en face des problèmes agricoles compliqués, est une triste comédie. La vente de la margarine dans la province de Québec est un désastre, au point de vue agricole comme au point de vue général. Il faudrait une loi de portée générale et non pas des lois du genre de celle-ci, qui ne veut rien dire.

Le premier ministre et plusieurs de ses députés ont combattu le gouvernement fédéral quand il a voulu défendre l'importation de la margarine. C'est le premier ministre actuel et son groupe qui ont porté la cause en appel devant le Conseil privé, à Londres.

Il (M. Pinard) demande de donner, une fois pour toutes, une structure économique et légale à l'industrie agricole dans la province de Québec. C'est un désastre pour l'agriculteur qu'il se soit vendu, dans le Québec, 8,000,000 de livres de margarine par année depuis 1949, dit-il. C'est un désastre pour les cultivateurs, car la loi qui défend cette vente est inopérante. La preuve, c'est qu'il n'y a jamais eu de procès intentés aux violateurs de la loi, qui fourmillent. À ma connaissance, la seule cause a été faite l'an dernier, par la police fédérale, dans le comté de Drummond, contre un contrebandier qui importait de la margarine des États-Unis. La loi est violée partout et les compagnies annoncent ouvertement dans les journaux les succédanés du beurre.

Si on veut vraiment rendre la loi opérante, qu'on engage des policiers et des inspecteurs pour empêcher la vente de la margarine dans les magasins. Si on veut réellement protéger l'agriculture, qu'on prenne d'autres mesures que celles que mentionne cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) affirme qu'il veut faire certaines mises au point concernant les affirmations de l'opposition. Tout le monde, dit-il, s'entend sur ceci: l'agriculture est l'industrie fondamentale d'un pays et l'industrie laitière en est le cœur. Or, dans le Québec, il y a des lois qui défendent de faire une concurrence déloyale à l'industrie laitière. Personne n'osera prétendre que c'est un mal. Il y avait, il y a quelques années, des lois fédérales qui prohibaient la margarine. Une grande campagne a été amorcée contre cette législation, particulièrement en Ontario, où elle était dirigée par un ancien ministre fédéral devenu sénateur, l'honorable M. Euler¹⁰.

Devant cette campagne, mais non à l'instigation du Québec, comme l'a prétendu le député de Lévis (M. Bélanger), Ottawa a fait référence à la Cour suprême. Or, comme c'était son devoir, le gouvernement de Québec a fait des représentations qui ont été maintenues non seulement par cette Cour, mais également par le Conseil privé.

Il est évident qu'Ottawa ne voyait pas d'un mauvais œil l'opportunité de se débarrasser d'un tel fardeau. Mais Ottawa devrait maintenant coopérer à l'application des lois provinciales. Si Ottawa voulait vraiment coopérer, il défendrait l'importation des huiles végétales. Sans huile végétale, il n'y aurait pas de margarine ou d'oléomargarine. C'est ce que voulait dire le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) quand il a parlé de l'intervention souhaitable d'Ottawa.

L'application des lois est difficile, car il y a toujours des gens qui s'ingénient à les violer. Mais l'opposition n'agirait pas autrement si elle désirait inciter la population à violer la législation sur la margarine. Le député de Verchères (M. Dupré) passe son temps à dire que la loi n'est pas applicable, qu'elle ne sera pas appliquée. N'est-ce pas une invitation tacite aux violateurs? On reproche aussi au gouvernement d'avoir passé plusieurs lois sur le sujet. On devrait pourtant y voir un indice indiscutable de son désir de rendre la législation toujours plus efficace afin de mieux protéger l'agriculture¹¹.

Il (l'honorable M. Duplessis) rejette la suggestion d'une réunion des ministres de l'Agriculture

des diverses provinces pour régler le problème. L'idée est puérile, dit-il. Les ministres de l'Agriculture ont déjà eu l'occasion d'en discuter, notamment à l'occasion de la réunion fédérale-provinciale tenue à Québec, en 1950.

L'expérience de ces rencontres est à l'effet qu'on ne peut attendre une solution au problème par la tenue de telles réunions. Les représentants des autres provinces ont des vues, des intérêts et une mentalité qui ne correspondent pas aux nôtres.

J'ai rencontré M. Tom Kennedy, le ministre de l'Agriculture de l'Ontario, et lui ai demandé pourquoi le gouvernement ontarien n'interdisait pas la margarine. Il m'a répondu que, dans sa province, la situation était différente de chez nous; que la population urbaine était beaucoup plus nombreuse et qu'il avait fallu se limiter à la défense de colorer les succédanés du beurre.

Je représente une ville au Parlement provincial et je n'ai jamais hésité devant mes électeurs de me prononcer pour la prohibition de la vente de la margarine. J'ai expliqué à mes électeurs que toutes les classes sociales sont solidaires. Je leur ai demandé de faire de ce côté un petit sacrifice pour assurer la stabilité de notre agriculture, essentielle à notre économie, parce que les cultivateurs sont toujours prêts à faire des sacrifices. Les cultivateurs et les ouvriers ont des intérêts communs, mais ils ont des problèmes différents; et c'est dans la coopération des deux que se trouve le secret d'une saine prospérité. Nous voulons le progrès dans l'harmonie.

Les lois actuelles défendent la margarine; ceux qui votent contre les amendements destinés à perfectionner ces lois sont donc en faveur de la vente de la margarine. Ceux qui disent que nous ne faisons rien ne sont pas au courant de la situation. Nous postons des policiers aux endroits stratégiques. Nous n'avons pas de contrôle international ni de contrôle interprovincial, mais nous avons le contrôle dans notre province et nous l'exerçons.

Il arrive que l'on arrête des gens qui s'étonnent qu'on leur dise que le transport de la margarine est défendu. "Mais le député de Verchères, nous a-t-on dit, a affirmé que la loi n'était pas respectée". Voilà où conduit l'attitude de l'opposition.

Nous ne voulons pas défendre les "spreads" faits avec des graisses animales. Ce que nous voulons empêcher, c'est la contrefaçon, ce sont les produits qu'on nous représente comme du beurre et qui ne sont pas du beurre. L'an dernier, nous avons effectué 35 saisies avec 8,844 livres de margarine; nous avons mené 99 enquêtes. Quand nous saisissons des produits, nous les soumettons à l'analyse. Mais il

y a, aux dires des meilleurs chimistes, des produits de ce genre qu'il est quasi impossible d'analyser.

Nous faisons ce que nous avons à faire et nous veillons au respect de toutes les lois. Il ne s'agit pas d'une loi de parti, mais d'une loi d'intérêt général. Le député de Verchères (M. Dupré) se rendra compte combien il est difficile de "beurrer" les cultivateurs. Ils savent, en effet, que chacun des amendements ont pour but d'améliorer la situation. Nous avons confiance dans l'intelligence de notre peuple et nous avons conscience de faire notre devoir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il est assez étrange d'entendre le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) réclamer une loi fédérale contre la margarine, quand c'est le gouvernement de Québec lui-même qui a combattu la juridiction d'Ottawa en ce domaine.

Je n'ai jamais vu une once de margarine dans la province avant que l'Union nationale ne se mêle de cette question. Il n'y en avait nulle part au Canada parce qu'il existait précisément une loi fédérale qui en interdisait le commerce. À un moment donné, il s'est fait une campagne en faveur de la margarine. Ottawa a alors soumis sa loi à la Cour suprême pour savoir si elle était constitutionnelle ou non. C'était en 1948. Or, le gouvernement de Québec a été le seul à intervenir dans la cause pour soutenir l'invalidité de la loi fédérale. La Cour suprême a décidé qu'en effet, la loi fédérale était invalide. On est allé devant le Conseil privé et, encore là, le gouvernement de Québec a appuyé la décision de la Cour suprême, contribuant ainsi à rendre légales la fabrication et la vente de la margarine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but de notre intervention n'était pas de permettre la fabrication de la margarine. C'est fausser les faits que d'affirmer une chose pareille.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Québec a demandé que la loi fédérale soit mise de côté parce qu'inconstitutionnelle. Mais, avant de demander cela, le gouvernement de la province, formé d'avocats, se devait de prévoir les conséquences pratiques de ses actes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ottawa conservait toujours le droit et le devoir d'empêcher l'importation des huiles végétales.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre sait très bien qu'une telle mesure ne peut être réalisée et il parle seulement pour détourner le débat d'une loi qu'il sait être impossible à

approuver. Il ne le peut pas, parce que ce serait la mort de 100 à 150 industries canadiennes qui utilisent les huiles végétales comme matière première. D'ailleurs, il se cultive au pays des produits agricoles dont on tire des huiles végétales.

De toute façon, la loi fédérale a sauté par la faute du gouvernement de Québec et on a eu par la suite une loi provinciale. À partir de ce moment, toute la province de Québec a été inondée par un produit qu'on n'avait jamais vu auparavant. En dépit des lois successives édictées par l'Union nationale depuis 1950, tout le monde sait que la margarine se vend publiquement quand même dans toutes les villes et villages de la province.

Des voix de l'opposition: C'est faux!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si ce n'était pas une offense, on pourrait envoyer un page ou un messenger dans la ville de Québec et il reviendrait ici, un quart d'heure après, les bras chargés de 10, 20 ou 30 livres de margarine. Il en est entré 8,000,000 de livres en une seule année dans le Québec. Et le premier ministre nous dit qu'il y a eu des poursuites pour 8,000 livres seulement. C'est justement parce que la loi n'est pas appliquée que nous la combattons.

L'amendement qu'on apporte aujourd'hui ne changera rien à cet état de choses, à moins qu'à la veille des élections on ne se décide à faire des raids massifs. Avec la nouvelle interdiction, tout ce qui va arriver, c'est que les colorants soient vendus séparément, probablement à un sou pour un paquet de 10 ou à un prix inférieur. Dans l'ensemble, la margarine concurrence continuellement le beurre, tout comme si la loi n'existait pas. Il faut être sérieux. Nous ne sommes pas pour voter pour des lois inopérantes et participer ainsi à l'une des nombreuses lois de camouflage dont l'Union nationale se pare en vue de faire croire à la classe agricole qu'elle la protège et la défend, alors que ce gouvernement est, dans le fond, leur pire ennemi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Loi des assurances

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 modifiant la loi des assurances de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre:**Horaire
des séances**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre tienne à l'avenir et jusqu'à nouvel ordre deux séances par jour tous les jours de la semaine, sauf le dimanche; la première, de onze heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi, et la deuxième, de trois heures de l'après-midi jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de six à huit heures du soir; et que l'ordre des affaires du jour pour chacune de ces deux séances soit celui qui est prévu pour les séances du mardi par l'article 115 du Règlement.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 20 février 1956**Présidence de l'honorable M. Tellier**

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Loi de
l'industrie laitière**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné au cours de la séance précédente, sur la motion du représentant de Yamaska (l'honorable M. Élie) proposant que le bill 56 modifiant la loi pour protéger l'industrie laitière du Québec soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je représente, depuis bientôt 26 ans, un comté exclusivement agricole, où l'agriculture est basée en grande partie sur l'industrie laitière. Les gens de Deux-Montagnes ont de magnifiques troupeaux et ils vendent leur lait et leur beurre sur le marché de Montréal. Mon devoir est donc de m'intéresser à cette question et de répondre à certains discours que nous avons entendus cet après-midi.

Il (l'honorable M. Sauvé) se dit étonné que le chef de l'opposition, qui a coutume de parler posément, se soit emporté quand il a discuté cet amendement à la loi de la margarine. Pourquoi, dit-il, cet emportement? En fin de compte, cette loi n'est qu'un amendement pour mettre dans la loi principale une disposition nouvelle qui rendra plus difficile la vente des produits qui tendent à remplacer le beurre. Je vais vous dire pourquoi cet emportement. La raison est bien simple. C'est parce qu'on veut faire croire aux cultivateurs qu'on est contre la margarine cependant qu'on tente d'amener les ouvriers à croire qu'on est pour la vente de la margarine. C'est ce que les députés de l'opposition ont tenté de faire croire pendant toute la séance de l'après-midi.

Chaque fois que le gouvernement a proposé une loi sur la margarine, les libéraux s'y sont opposés. En 1949, sur la loi principale, tous les libéraux ont voté contre. Il ne peut pas y avoir de doute à ce sujet car c'est dans les *Procès-verbaux*. Les libéraux ont fait alors des protestations d'amitié aux cultivateurs et ils ont voté contre une loi proposée pour les aider. Chaque amendement les a vus faire de même. Tous les cultivateurs le savent et c'est prouvé depuis longtemps. Mais, à la veille de certains événements qui peuvent se dérouler cette année, l'opposition essaie de donner des protestations d'amitié envers les cultivateurs. Les libéraux montrent le fond de leur pensée en votant contre une mesure comme celle-ci, qui est de nature à aider les cultivateurs.

Le député de Verchères (M. Dupré) a dit, dans l'après-midi, que les libéraux votaient contre la loi de la margarine parce qu'elle est mal appliquée. Mais quand la première loi, celle de 1949, a été présentée, il n'était pas alors question de son application, mais de sa mise dans les Statuts. Cependant, les libéraux ont voté contre.

Il reste un fait qui est clair, c'est que l'Union nationale a présenté la loi pour défendre la vente et la fabrication de la margarine; et les libéraux ont voté contre. Les députés de l'opposition ne font pas que se prononcer contre l'interdiction de la margarine; ils conseillent même aux gens d'en acheter et leur disent

où s'en procurer. Il suffisait que l'Union nationale défende la margarine pour que l'opposition se mette à en manger.

Il reste un autre fait: c'est que dans les autres provinces, on n'a pas de loi semblable et on en voudrait bien une. N'est-ce pas le président du National Dairy Council qui déclarait récemment que sans la loi de la margarine dans la province de Québec, il faudrait ajouter un autre 50,000,000 de livres de beurre au surplus avec lequel se débat le Canada? La loi de l'Union nationale ne comporte évidemment pas le paiement d'un subside, mais elle a empêché la vente d'une très grande quantité de margarine dans la province de Québec, avec la conséquence que les cultivateurs ont vendu du beurre en surplus.

Le député de Verchères (M. Dupré) a dit, dans l'après-midi, que ces lois contre la margarine n'ont pas affecté le prix du beurre. Il y a une raison bien simple à cela, c'est que le prix du beurre est fixé par Ottawa. C'est probablement pour cela qu'il y a un prix pour les Canadiens et un prix plus bas pour les communistes¹². L'opposition trouve cela drôle: ça ne me surprend pas, ce sont ses amis qui le veulent ainsi. Mais le Canadien, lui, est obligé de solder par-dessus le marché la différence entre le prix qu'il paie son beurre et celui que paie le Russe. C'est le cultivateur canadien qui paie la différence. Quand le député de Verchères dit que nos lois n'ont rien rapporté aux cultivateurs, il sait qu'il ne dit pas la vérité.

Il (M. Sauvé) cite des chiffres du *Dairy Review* selon lesquels la production laitière dans Québec est passée de 4,872,000 livres, en 1949, année de la loi de la margarine, à 5,298,000 livres, en 1952. La production diminuait dans l'Ontario, dit-il, passant de 5,698,500 livres, en 1949 à 5,490,000, en 1954, parce qu'il n'y avait pas de loi de protection dans Ontario. La loi contre la margarine a donc véritablement travaillé au profit de nos cultivateurs.

Le chef de l'opposition a déclaré que si le problème de la margarine se pose dans la province et au Canada, c'est parce que l'Union nationale a combattu le gouvernement fédéral devant la Cour suprême. Ce qui est arrivé, c'est qu'un jour le gouvernement fédéral a soumis à la Cour suprême la question de savoir qui avait droit de contrôler la vente de la margarine. Il y avait là une question de principe, et c'est là-dessus que nous sommes intervenus pour faire respecter intégralement les droits de la province de Québec. Comme c'était son devoir, la province de Québec est intervenue pour dire qu'une telle loi dépassait la juridiction fédérale.

Et nous avons pris la même attitude sur plusieurs autres questions, chaque fois que nos droits ont été mis en jeu.

La décision de la Cour suprême n'a jamais empêché le gouvernement fédéral d'imposer des taxes sur la margarine et sur les huiles végétales. Le gouvernement d'Ottawa pourrait faire beaucoup s'il se décidait à agir en ce sens.

Le gouvernement fait tout son possible pour empêcher la vente et la distribution de la margarine et des succédanés du beurre dans la province, mais nous ne pouvons changer la nature humaine. Je pense que c'était assez évident pendant la prohibition aux États-Unis. C'est entendu: chaque fois qu'il y a défense de faire quelque chose, il y a des gens qui travaillent à violer la loi. L'humanité n'a pas changé et elle ne changera pas. Tant et aussi longtemps que le gouvernement fédéral laissera aux gens les moyens de fabriquer de la margarine et qu'il y aura, de l'autre côté, des gens prêts à acheter cette marchandise dont la vente est défendue, ça va fonctionner et il y aura de la contrebande, tout comme il y a de la contrebande de cigarettes.

Il y a des gens de bonne foi qui vendent de la margarine. C'est la responsabilité du gouvernement de voir à la protection de l'industrie de base de notre économie. J'ai confiance au bon sens des ouvriers des villes; je sais qu'ils sont prêts à aider les ouvriers des campagnes. Tant qu'il se fabriquera de la margarine, il y aura des gens qui en achèteront, et tant qu'il se fabriquera de la margarine dans d'autres provinces canadiennes, il en viendra un peu dans la province de Québec.

Ici, en Chambre, il règne deux états d'esprit. De ce côté-ci, on est contre la vente et la possession de ce produit. De l'autre côté, on est en faveur des lois prohibant la margarine et on vote contre. On ne peut pas prendre une attitude aussi contradictoire. Le gouvernement a fait son possible; il n'a pas la prétention de changer la nature humaine. Les tentatives faites dans le passé ont apporté des progrès sensibles chez les cultivateurs. Nous allons essayer d'améliorer cette loi qui a déjà donné de bons résultats.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) déclare qu'il va relever certaines déclarations du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, dit-il, a affirmé que l'opposition libérale, depuis 1949, vote contre toute mesure tendant à prohiber la vente et la fabrication de la margarine. Le

ministre n'a pas compris. L'opposition vote contre toute mesure constituant une loi de façade! Elle s'est levée par la voix du futur ministre de l'Agriculture¹³; elle a fait savoir aux cultivateurs qu'elle était opposée à la loi parce que celle-ci passe à côté du problème.

Nous sommes en face du "show" annuel des ministériels devant les cultivateurs. On a mis deux clauses plus sévères dans la loi, mais non dans l'application de la loi. On blâme l'opposition de citer des statistiques incomplètes. Les statistiques du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse sur la vente du beurre en Ontario sont incomplètes...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas parlé du beurre. J'ai cité des statistiques sur la production du lait.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): En Ontario, il s'en vend de la margarine et la production du beurre a quand même augmenté. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a dit qu'on vend le beurre moins cher à la Russie qu'à la province de Québec. Sait-il que le fédéral garde le prix du beurre élevé afin que le cultivateur ne crève pas de faim? Québec est la seule province au Canada à soutenir que le contrôle des succédanés du beurre est du domaine fédéral. Au lieu de consulter les autorités légales, on aurait été mieux de consulter les producteurs.

Est-ce que l'on peut comparer les contrôles de l'alcool et des cigarettes à la loi interdisant les huiles végétales? Y a-t-il au Canada un commerce qui a l'audace d'annoncer les cigarettes américaines? Le gouvernement fédéral, là-dessus, a fait des causes et il y a eu des condamnations.

On dit qu'on a saisi 8,000 livres de margarine depuis 1949 pendant qu'on sait qu'il se vend de 6,000,000 à 8,000,000 de livres de ce produit chaque année dans la province de Québec, et cela, sous l'œil vigilant de la police provinciale.

Il (M. Dupuis) sort de son pupitre une livre de succédané du beurre. Il la place sur le bureau du greffier pour que tout le monde la voie.

Cette pâte à tartiner, dit-il, a été achetée quelques minutes avant la séance dans une épicerie située tout près des édifices du parlement. C'est cela que vendent les épiceries pendant que le gouvernement donne son spectacle annuel à l'intention des cultivateurs.

Est-ce qu'on est capable de dire que c'est du beurre ou de la margarine? On a même copié l'enveloppe du beurre. J'amène ça pour prouver que

ce n'est pas un coloré, c'est un naturel. Les cultivateurs des Deux-Montagnes seraient bien heureux d'apprendre comment nous sommes défendus par les lois de façade de l'Union nationale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) parle comme un imbécile et qu'il agit comme un fou.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): La vente des succédanés du beurre est si généralisée que des journaux publient des annonces recommandant aux consommateurs de "ménager sur le beurre" en achetant des succédanés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est absolument faux et le député de Montréal-Sainte-Marie le sait.

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Sainte-Marie est hors d'ordre depuis quelque temps et je vais le nommer s'il continue¹⁴.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Ces succédanés ont la même couleur que le beurre à l'état naturel. Comment voulez-vous que la loi protège les cultivateurs contre cela? N'est-ce pas le devoir du gouvernement de faire en sorte que les consommateurs ne soient pas trompés? Le gouvernement devrait forcer les compagnies à colorer les succédanés autrement.

Il faudrait décréter que tout autre succédané soit obligatoirement d'une autre couleur, orange, gris, bleu. Je n'ai surtout pas d'objection à ce que l'on décrète le bleu si ça peut faire plaisir aux gens d'en face. Il y a chaque jour, dans la province de Québec, des commerces qui violent la loi sans le savoir et il y a un gouvernement qui se croise les bras en dormant.

Ce serait beaucoup mieux s'il y avait un service provincial qui ferait l'analyse de ces produits. C'est l'U.C.C. qui demande au gouvernement des lois inspirées par celles d'Ottawa, définissant la composition et la qualité des produits. Elle en fait mention dans son mémoire à la Commission Tremblay¹⁵. Les députés de Trois-Rivières, Rouville et de Deux-Montagnes sont certainement au courant de cette demande...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'étais présent lors de la présentation du mémoire de l'U.C.C., je l'ai lu...

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Ça ne paraît pas. Si le gouvernement était sincère, il ferait cesser la vente de la margarine et ferait respecter la loi.

C'est depuis que l'Union nationale fait un "show" annuel sur la margarine qu'il s'en vend partout dans la province. De grandes annonces paraissent dans les journaux, y compris *Montréal-Matin*, vantant les qualités des succédanés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
C'est une fausseté.
(Des murmures s'élèvent)

M. l'Orateur menace de nommer le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis)¹⁶.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Si la loi est bonne, on devrait l'appliquer et si elle est mauvaise, on devrait l'enlever des Statuts.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Elie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Johnson, Johnson, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibault, 52.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Pinard, Rochon, Ross, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 56 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹⁷.

Ministère des Finances

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 concernant le ministère des finances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 55 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des dettes et emprunts municipaux

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹⁸.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lafrance (Richmond) déclare qu'il veut saisir la Chambre d'un problème d'une très grande gravité, qui dépasse les intérêts d'un parti politique. J'ai conscience, dit-il, de me faire l'écho de ceux qui se soucient du climat moral de la province; de me faire le représentant du peuple, des pères de famille. Il s'agit de la loi prohibant la vente des revues immorales. Depuis la passation de cette loi, certaines revues, dont la liste a été dressée par le Bureau de censure, ont été prohibées, mais dans nos kiosques à journaux nous voyons d'autres revues et journaux qui ne devraient pas être étalés aux yeux du public, surtout aux yeux de notre jeunesse.

Un travail d'épuration a déjà été fait par la Ligue de moralité de Montréal¹⁹ ainsi que dans Québec, Sherbrooke et ailleurs. En dépit de ce travail, il existe dans la province de Québec une épidémie de corruption morale et de jaunisme de la pire espèce. Les parents tremblent pour leurs enfants et demandent au gouvernement de faire son devoir. Ils veulent le respect intégral de la loi. Ils veulent que les "comics" disparaissent.

Neuf millions de "comics" sont vendus chaque mois aux États-Unis et au Canada et il a été démontré que 93 % des enfants de huit à 13 ans lisent de cinq à huit "comics" par semaine. Cette

littérature est une école de sadisme, de violence et de crétinisme. Il (M. Lafrance) donne une série d'exemples de jeunes adolescents qui ont commis des crimes allant jusqu'au meurtre, à la suite de la lecture de tels "comics".

Les fameuses revues obscènes qui provoquent des appétits sexuels, qui glorifient les vices sexuels et étalent des nudités, les petits journaux à sensation qui étalent le jaunisme d'une façon éhontée doivent disparaître. Il (M. Lafrance) rappelle comment on a exploité le meurtre du petit Trudeau²⁰. Il est fatal, dit-il, que ceux qui lisent ces descriptions de crimes horribles deviennent fatalement des déséquilibrés mentaux. À quoi servent alors les millions que nous dépensons pour l'éducation, si nous laissons une telle littérature entre les mains de la jeunesse?

Il (M. Lafrance) cite ensuite des témoignages selon lesquels, aux États-Unis, les organisations communistes encouragent la diffusion d'une telle littérature qui, dit-il, paganise et abrutit notre civilisation.

Il (M. Lafrance) déplore le fait que trop de gens honnêtes, des gens à tête grise, encouragent ces publications. Nous voyons trop souvent, dit-il, des personnes honorables lire en public, dans les hôtels, les gares, les trains, etc. de ces revues et journaux infects.

Que fait le gouvernement? Il a adopté une loi, mais malheureusement il semble qu'il s'est limité à cela, quand pourtant c'est justement là que devait commencer son travail, sa mission, car le gouvernement a pour mission de faire respecter les lois. Si la loi actuelle est bonne, qu'on la fasse observer!

Il (M. Lafrance) demande au solliciteur général (l'honorable M. Rivard) s'il a poursuivi l'enquête qu'il avait promise sur l'affaire du jeune Trudeau. La façon dont les petits journaux ont traité cette affaire, dit-il, a démontré qu'ils avaient la complicité de la police. Alors, le solliciteur général a promis une enquête. Je serais curieux de savoir à quoi a servi cette enquête. Est-elle terminée?

Le gouvernement a des inspecteurs pour les aliments. Pourquoi n'en aurait-il pas pour la moralité? Pourquoi n'instituerait-il pas une commission qui aurait pour mission de scruter le problème et de suggérer des lois adéquates? C'est d'ailleurs là ce qu'a déjà réclamé la Jeune Chambre de Commerce.

Au nom de tous ceux qui se sont penchés et qui se penchent encore sur ce problème, je réclame une action immédiate.

Il (M. Lafrance) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Pinard), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas appliqué les mesures nécessaires pour mettre fin à la distribution et à la vente des publications immorales et des illustrations obscènes dans la province".

M. Pinard (Drummond): Mon devoir est d'appuyer mon collègue de Richmond sur un problème aussi grave.

Il existe sans doute une loi de censure provinciale, mais je la trouve insuffisante pour enrayer la littérature obscène. Je voudrais que le gouvernement comprenne que nous ne demandons qu'une chose: c'est qu'il prenne les mesures pour arrêter la diffusion des revues et périodiques obscènes dans nos kiosques à journaux, dans les pharmacies, en un mot, dans tous les endroits où on la trouve. L'autorité compétente se doit de faire quelque chose pour soustraire la jeunesse au danger qui la menace. Si un fou s'avisait de jeter de l'arsenic dans les réservoirs de l'aqueduc, on l'arrêterait.

Or, aujourd'hui, c'est à l'empoisonnement moral de l'âme de notre jeunesse que concourt la littérature pornographique qui s'étale partout. Il (M. Pinard) dénonce aussi les histoires de détectives, de cow-boys qui incitent nos jeunes à la violence, les poussent à se servir de revolvers et de couteaux. Des jeunes ont été poussés au crime et au suicide par la lecture de certains de ces périodiques généralement connus sous le nom américain de "Crime Comics", dit-il.

Dans mon comté, l'accord est unanime. J'ai visité des marchands qui ne demandent pas mieux que de contribuer à l'œuvre générale d'assainissement. On nous dira que cela relève du Code pénal. Mais le Code pénal s'applique aussi bien dans le Québec qu'ailleurs. Et rien n'empêche le gouvernement de faire adopter une loi qui compléterait la loi fédérale et lui donnerait les moyens d'agir efficacement.

Il (M. Pinard) cite plusieurs revues et journaux, afin de démontrer que son intervention est approuvée. Le gouvernement se doit de faire un grand nettoyage là où il s'impose, dit-il. Le gouvernement ne peut plus reculer. Le Québec doit montrer aux autres provinces que la morale compte encore dans notre province catholique et française et que son gouvernement ne permettra pas davantage les corrupteurs de venir salir l'âme de sa jeunesse. Le

gouvernement devrait prendre l'initiative d'une vigoureuse campagne d'éducation en même temps qu'il nettoiera tous nos établissements commerciaux de la littérature obscène qui les infecte²¹.

(Brandissant un magazine des États-Unis sur le crime, *True Crime Cases*) Ce magazine est obscène selon la définition de la loi. Il contient une histoire fournie par le directeur de police de la province Hilaire Beauregard. Il (M. Pinard) parle d'une interview que M. Beauregard aurait donnée à cette revue américaine. Le gouvernement devrait jeter un coup d'œil dans les rangs de la police provinciale et faire un nettoyage.

M. Bédard (Québec): Nous avons une loi très claire et très facile d'application, soit la loi passée en 1950. Je regrette que le gouvernement ne prenne pas les moyens qui s'imposent pour la faire appliquer. Il serait pourtant si facile de lui faire donner un bon rendement, avec un peu de bonne volonté. On trouve moyen de nommer des inspecteurs lorsqu'il s'agit de la nourriture corporelle. Pourquoi serait-il si difficile d'en trouver lorsqu'il s'agit de la nourriture de l'âme?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le député de Drummond (M. Pinard), tout en déclarant qu'il fallait tenir cette question au-dessus de la politique, a trouvé le moyen de faire l'éloge d'une motion de censure contre le gouvernement. Cela situe tout de suite le débat.

Je ne ferai à personne dans cette Chambre l'injure de croire que, lorsqu'il s'agit de la protection de notre jeunesse, il n'y aura pas unanimité autour des mesures à prendre pour atteindre ce but. Relativement à cette question de moralité, je ferai remarquer que le gouvernement actuel n'a pas attendu la venue du député de Richmond (M. Lafrance), la venue du député de Drummond (M. Pinard), la venue du député de Québec (M. Bédard), pour agir.

Dès 1950, le gouvernement actuel a adopté une loi qui allait à l'extrême limite de sa juridiction pour enrayer ce fléau de la littérature obscène; une loi que la province de Québec, de toutes les provinces canadiennes, est la seule à posséder dans ses Statuts. Cette loi permet de soumettre au Bureau de censure tous les illustrés jugés offensants pour la morale. Non seulement nous avons été les seuls à appliquer cette loi, mais, grâce à cette dernière, la province de Québec est la seule au Canada où 250 revues obscènes sont actuellement censurées et enlevées périodiquement de tous les kiosques où on les offre en vente.

Une escouade spéciale est chargée de ce travail. Dans ce domaine de l'illustré, la besogne est assez facile; elle ne l'est pas autant dans le domaine de la littérature obscène. Mon département fait un travail pratique dans ce domaine, de concert avec les autorités religieuses. Depuis que je suis arrivé au département du procureur général et que j'y collabore avec le premier ministre, nous avons reçu de ces mêmes autorités religieuses des remerciements et des félicitations pour la coopération qu'elles ont trouvée au département. Et c'est après tout ce travail qu'on va venir blâmer le gouvernement. L'administration actuelle regrette de ne pas pouvoir faire davantage, mais elle continuera de faire son devoir. Nous accomplissons tout ce que notre juridiction nous permet.

Il dit à la Chambre qu'il avait fait une enquête et qu'il avait découvert que quelqu'un avait été indiscret. L'employé a été puni et il était certain qu'une telle chose ne se reproduirait plus²².

Il (M. Rivard) reproche à l'opposition d'avoir attaqué le directeur de la Sûreté à Montréal, M. Hilaire Beaugard, et d'avoir réclamé un nettoyage. Il affirme ne pas être au courant d'une interview que M. Beaugard aurait donnée à une revue américaine. Mais ce que je sais, dit-il, c'est que lorsque l'Union nationale est revenue au pouvoir, elle a procédé à un nettoyage dans la Sûreté provinciale, surtout parmi celle de Montréal. Je ne crains pas de dire que la Sûreté provinciale est dirigée à Montréal par un honnête homme, un homme respectable qui jouit de la confiance et de l'estime de ses supérieurs et de toute la population. La police fait son devoir. Elle va continuer de le faire.

Le gouvernement actuel a fait tout ce qui lui était possible, sous sa juridiction. La province ne peut malheureusement pas faire davantage sans dépasser ses pouvoirs constitutionnels, car il y a déjà dans le Code criminel des dispositions qui concernent la littérature immorale. Nous allons continuer, bien que la besogne à accomplir soit difficile. Les publications obscènes changent de nom au besoin, malgré les enquêtes que fait la police.

La province continuera de faire son devoir pour protéger la jeunesse de notre province. Jamais on ne fera assez pour éduquer les parents et les jeunes afin de mettre fin aux ravages de cette littérature parmi notre jeunesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette l'attitude de l'opposition en face du problème de la délinquance juvénile et des revues obscènes. Voilà un problème que l'on devrait élever

au-dessus de la partisanerie politique. Mais non! Il fallait que l'opposition entraîne ce problème dans le champ de la politique. L'opposition en est rendue aujourd'hui à faire de la politique avec l'obscénité et l'immoralité. Quel drapeau pour elle! Quelle façon de comprendre son devoir! Je la croyais capable de mettre de côté la mesquinerie politique pour collaborer avec nous dans la répression d'un mal que nous regrettons tous et que nous essayons de toutes nos forces d'enrayer. Mais je m'aperçois que c'est impossible pour elle.

La motion devant la Chambre n'est qu'une motion demandant au gouvernement de se blâmer lui-même d'avoir fait son devoir. Il serait ridicule pour le gouvernement, en acceptant la motion de l'opposition, de se blâmer pour avoir accompli son devoir contre la littérature obscène. La façon de procéder de l'opposition démontre bien le mobile qui l'inspire. Si on avait réellement voulu le bien des jeunes, on aurait certainement donné l'impression de la sincérité.

Il y a partout une vague de criminalité juvénile, tant aux États-Unis qu'au Canada. Et on a vu, aux États-Unis, quatre jeunes gens en tuer trois autres pour le seul plaisir de tuer. De quoi cela dépend-il? Une revue américaine blâme le divorce et il est certain qu'un grand nombre de parents sont à blâmer. Certains parents encourent une terrible responsabilité, et c'est un aspect de la question dont il faut tenir compte.

Dans la province de Québec, le gouvernement a créé un département du Bien-être social et de la Jeunesse, pour aider les jeunes. Le ministre de ce département a créé de toutes pièces Boscoville²³ où une foule de jeunes récupèrent une mentalité plus conforme à nos traditions et à notre religion.

Il (l'honorable M. Duplessis) reproche à l'opposition de toujours blâmer le gouvernement pour tout ce qui arrive. C'est suprêmement injuste, dit-il, car s'il y a un gouvernement qui s'est occupé de l'angoissant problème de la criminalité juvénile, c'est bien le nôtre. Malheureusement, les autorités provinciales n'ont pas la juridiction voulue pour interdire l'entrée des imprimés malsains venant des États-Unis et des autres parties du Canada. En effet, seul Ottawa peut exercer un contrôle sur les chemins de fer, sur la police, etc. Tout de même, le gouvernement actuel fait tout ce qu'il est possible pour combattre le mal.

De toutes les provinces du Canada, c'est la province de Québec qui a pris le plus de poursuites, d'après une déclaration faite en Chambre des

communes par l'honorable Stuart Garson, ministre de la Justice du Canada. Ce ministre déclarait en Chambre, en 1950, qu'au cours des cinq années précédentes, les provinces du Canada n'avaient à peu près pas pris de procédures en vertu du Code criminel contre les "comics" et autres publications immorales; que la province de Québec était la seule à avoir intenté au-delà d'une centaine de poursuites. C'est là le témoignage d'un adversaire politique.

Depuis l'adoption de notre loi, c'est par centaines que les illustrés obscènes ont été censurés. Et on vient dire que nous ne faisons rien? Nous avons conscience d'avoir fait notre devoir et nous demandons à l'autorité fédérale, au ministère des Postes, principalement, de collaborer avec nous pour empêcher l'entrée dans Québec de ces publications; de collaborer avec nous, avec les autorités religieuses, pour qu'il y ait encore des améliorations considérables que nous désirons tous.

M. Bélanger (Lévis): Lorsqu'on regarde les faits, on s'aperçoit qu'il y a une grande différence avec les discours de l'Union nationale. Dans la loi de 1950, qui a pour but d'interdire les illustrations immorales, la définition est bien claire. Mais qui est chargé de faire appliquer cette loi? Le procureur général, le solliciteur général et la police sous la direction de M. Hilaire Beauregard. On a vu au cours de ce débat comment ce monsieur comprend son devoir.

Or un an après, en 1952, dans *True Crime Cases*, numéro de juillet, je vois un article du directeur Hilaire Beauregard sur des cas de meurtre, avec photo exclusive de la police. Dans ce même magazine, je trouve annoncé un livre sur les lesbiennes Diana. Est-ce que ce n'est pas là des choses tendant à dépraver les mœurs? Et pourtant, on a laissé vendre cela. Ça se passe encore comme cela en 1956 et tout le monde le sait. Il y a certaines de ces publications obscènes qui sont publiées dans la province même! Comme *Nouvelles et Potins* par exemple.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Lévis (M. Bélanger) n'a pas le droit d'en parler. Il y a une cause pendante devant les tribunaux.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Lévis.

M. Bélanger (Lévis): Devant les tribunaux, il n'est question que d'un numéro...

Des voix ministérielles: Et Réforme²⁴!

M. Bélanger (Lévis): Si vos petits journaux étaient aussi propres, il n'y aurait qu'à s'en féliciter et on n'aurait pas besoin d'exiger du gouvernement un nettoyage qui s'impose. Nous nous n'avons qu'un journal, mais, Dieu merci, un journal qui est propre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est une orduce.

M. Bélanger (Lévis): Il n'y a pas que *Nouvelles et Potins*, mais *Crimes et Châtiments*, *Allo - Police*...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition m'a l'air de les lire.

M. Bélanger (Lévis): Ces trois dernières publications ne cessent de faire l'éloge du gouvernement. Ce sont les députés libéraux qui doivent les dénoncer parce que les députés de l'Union nationale, des pères de familles dont certains viennent de faire une retraite fermée, n'ont pas le courage de le faire.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Je suis un de ceux qui ont fait une retraite fermée avec le député de Richmond (M. Lafrance) et le député de Québec (M. Bédard). Or, le R.P. Poulin, directeur des retraités, a invité le chef de la police municipale de Québec, M. Roger Lemire, à prendre la parole...

Des voix de l'opposition: À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés de l'opposition ont parlé de retraite fermée; les députés de l'Union nationale ont le droit de répondre.

M. l'Orateur demande à l'opposition de se taire.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Le chef de police de Québec a dit que, grâce à la loi adoptée en 1950, le travail de la police était très facile; il a ajouté qu'il avait débarrassé la ville de Québec des publications obscènes.

M. Bélanger (Lévis): C'est exactement ce que je dis. La loi est facile à appliquer, mais la province ne l'applique pas. Ce que fait le chef de police de Québec, le département du procureur général pourrait le faire également. Il incombe

d'abord à la police provinciale de faire observer cette loi. Ce n'est pas le chef de police de Québec qui va aller saisir les publications obscènes dans le comté d'Abitibi-Ouest.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Ce sont les agents de la Sûreté provinciale qui s'en occupent chez nous. Et avec d'excellents résultats.

M. Bélanger (Lévis): Je dis que des ordures comme *Nouvelles et Potins* se vendent dans ce comté-là comme partout ailleurs. Il s'en vend même dans les édifices du Parlement. Si le gouvernement faisait son devoir, les trois quarts des petits journaux de cette espèce seraient interdits dans la province.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 15.

Contre: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Johnson, Johnson, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 50.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions deux cent mille dollars soit couvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Combien y a-t-il de capitaines dans la police provinciale²⁵?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La police provinciale en a un à Montréal et un à Québec. La Gendarmerie en a un dans chacune de ces deux villes. La police de la route en a un à Montréal.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La police provinciale a-t-elle juridiction à la prison de Bordeaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La police provinciale a juridiction partout dans la province de Québec.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): A-t-elle juridiction sur la discipline à la prison de Bordeaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La discipline est exercée sous la juridiction du gouverneur de la prison jusqu'à temps qu'il meure.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je suis informé que la discipline dépend de la police provinciale. C'est une anomalie flagrante. Le procureur général voit trop l'administration de la justice pour ignorer un fait semblable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas entendu parler de griefs, si ce n'est ceux des prisonniers qui trouvent le temps long à la prison. Il y a, à la prison de Bordeaux, des prisonniers qui devraient être au pénitencier.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le gouverneur de la prison de Bordeaux a-t-il des assistants?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il en a un: M. David. Il y a eu, depuis deux ou trois ans, des émeutes un peu partout. On a pris des précautions et il n'y en a plus. On n'a jamais trop de protection quand il s'agit de maintenir la discipline dans des institutions du genre. Peut-être le député de Montréal-Jeanne-Mance a-t-il des clients à la prison de Bordeaux²⁶?

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je n'ai pas de clients, mais j'ai des plaintes de certains employés du gouvernement. Est-ce parce que les administrateurs ne sont pas compétents ou parce qu'il y a sur eux une surveillance qui vient de l'extérieur? Je ne sais. Les gardes ne savent plus s'ils doivent obéir au gouverneur de la prison ou aux policiers provinciaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La prison relève d'abord du shérif, et ensuite du gouvernement. C'est ce dernier qui a demandé la protection de la police provinciale. Je me demande qui le député veut protéger.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je n'ai personne à protéger. J'ai reçu des plaintes du personnel de la prison de Bordeaux. Le procureur général a, depuis un certain nombre d'années, une politique de laisser-aller en ce qui concerne les prisons de la province de Québec. Comment pouvons-nous surveiller l'administration des prisons de la province s'il n'y a pas d'inspecteurs qui, à des périodes fixes, enquêtent sur l'administration des prisons? Aucune amélioration n'a été faite sur ce point.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Jeanne-Mance demande de l'inspection. Mais nous avons le colonel Piuze, qui est l'inspecteur général.

Il nomme encore quelques inspecteurs.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) parle des émeutes de 1952 qui ont fait rage dans toute l'Amérique du Nord et demande un plus grand nombre d'inspecteurs.

M. Pinard (Drummond): Un salaire de \$2,733.21 par année²⁷ est insuffisant pour mettre un sergent-détective à l'abri des tentations des petits-à-côtés ou "rackets". Ce sont peut-être ces salaires insuffisants qui expliquent des choses assez étranges qui surviennent dans certaines causes, comme par exemple la disparition de témoins importants.

Un club social, le Northern Quebec Hunting and Fishing Club, sous les apparences d'une association sportive, se livrait à du "gambling" à Drummondville. J'ai averti le solliciteur général de la chose. On a ordonné une descente, mais le secret a été ébruité et cette descente a été un fiasco. C'est la police municipale qui a mis fin à ses activités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le club a perdu sa charte à la requête du procureur général.

M. Pinard (Drummond): Tout ce que je voulais dire, c'est que des salaires insuffisants à la police provinciale peuvent peut-être expliquer des manques d'efficacité du genre...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette année, la police provinciale a reçu \$285,684 en augmentations de salaire.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

déclare qu'il y a 948 personnes dans la police provinciale. La moyenne des salaires, dit-il, est de \$2,400, sans compter ce qu'il en coûte au gouvernement pour vêtir les policiers, les assurer, leur payer un fonds de pension, etc.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) cite plusieurs noms de personnes qui, dans les *Comptes publics*, ont \$1,500, \$1,600 et \$1,700 de salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce sont des gens qui travaillent à temps partiel.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à minuit²⁸.

NOTES

1. Voici ce que dit *La Presse* du 21 février 1956, à la page 40, à propos de la première lecture de ce projet

de loi: "Il y avait plusieurs jours qu'il apparaissait au *Feuilleton* de la Chambre, mais on ne l'avait pas encore appelé. Hier, toutefois, alors que le premier ministre appelait divers projets de loi, il a englobé dans le groupe celui du député de Jeanne-Mance, pour déclarer aussitôt: "Adopté, sur division".

2. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre (libéral) de l'Ontario de 1934 à 1942.

3. Joseph-Adélard Godbout (1892-1956), premier ministre (libéral) du Québec de 1939 à 1944.

4. Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole. L'U.C.C. devint l'Union des producteurs agricoles (UPA) en 1972.

5. Le député de Verchères fait référence au Comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs (plus connu sous le nom de commission Héon), présidé par le juge Georges-H. Héon, qui avait été formé en 1952 par le gouvernement du Québec, afin d'enquêter sur les problèmes de l'agriculture québécoise. Le Comité accorda une importance particulière aux problèmes relatifs à la production, à la vente et à la distribution des produits agricoles. Il remit, en 1956, un rapport comprenant de nombreuses recommandations dont la plus importante est la création d'un Office des marchés agricoles.

6. En plus d'être critique de l'opposition en matière d'agriculture, M. Arthur Dupré, député de Verchères, était garagiste et concessionnaire automobile; il était président de Dupré Automobiles inc.

7. M. Bélanger parle ici du Conseil privé de la couronne d'Angleterre. Le comité judiciaire du Conseil privé fut longtemps le tribunal de dernière instance des colonies britanniques; dans le cas du Canada, il a joué ce rôle jusqu'en 1933 pour les affaires criminelles et jusqu'en 1949 pour les affaires civiles.

8. John Alexander Macdonald (1815-1891), premier ministre (libéral conservateur) du Canada de 1867 à 1873 et de 1878 à 1891.

9. À propos du Conseil privé, voir la note 7.

10. William Daum Euler (1875-1961), a été ministre (libéral) fédéral des Douanes et Accises (1926-1927), du Revenu national (1927-1930) et du Commerce (1935-1940). Il a ensuite été sénateur de 1940 à 1961.

11. Selon *Le Soleil* du 21 février 1956, à la page 6, M. Duplessis aurait plutôt dit "protéger l'agriculteur".

12. M. Sauvé fait allusion à la décision du gouvernement canadien, à cette époque, de vendre les surplus de beurre du marché canadien à certains pays du bloc communiste.

13. M. Dupuis fait ici allusion au député de Verchères, M. Dupré, qui agit à titre de critique en matière d'agriculture pour l'opposition et qui deviendrait logiquement ministre de l'Agriculture advenant une victoire libérale aux prochaines élections.

14. L'Orateur fait ici référence à l'article 74 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, en vertu duquel un député qui continue à s'éloigner de la question en discussion après avoir été rappelé à l'ordre à deux reprises peut être rappelé à l'ordre nominativement (c'est-à-dire en étant désigné par son nom) par l'Orateur. Il est normalement interdit, en Chambre, d'appeler un député par son nom.

15. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit, en 1956, un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

16. Pour la pratique parlementaire qui consiste à nommer un député, voir la note 16.

17. Selon le *Montreal Star* du 21 février 1956, à la page 43, le débat sur le bill 56 aurait duré trois heures.

18. À propos des trois derniers bills soumis à la Chambre à ce moment, à savoir les bills 55, 50 et 54, *Le Soleil* du 21 février 1956, à la page 11, affirme qu'ils ont été "adoptés à peu près sans discussion en deuxième et en troisième lectures".

19. La Ligue de moralité, ou le Comité de moralité publique: groupe de pression fondé à Montréal, le 19 mars 1950, et dont les principaux objectifs étaient la préservation des valeurs morales de la jeunesse, la lutte contre l'immoralité sous toutes ses formes et le respect des lois. À cette époque, le Comité lutte particulièrement contre la littérature obscène.

20. Le *Quebec Chronicle* du 21 février 1956, à la page 3, précise que M. Lafrance fait référence au meurtre d'un jeune garçon à Montréal l'année précédente.

21. D'après *La Tribune* du 21 février 1956, à la page 16 et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 2, M. Pinard aurait parlé de "la littérature obscène qui les infeste".

22. M. Rivard répond ici à la question de M. Lafrance sur l'enquête à propos de l'affaire du jeune Trudeau (voir note 20).

23. M. Duplessis fait ici allusion au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, l'honorable Paul Sauvé, dont le ministère a acheté, en 1947, un terrain pour l'offrir à Boscoville, afin qu'il devienne un centre de rééducation pour les jeunes opérant sur une base permanente. Depuis ses débuts en 1941, Boscoville était un camp de vacances pour jeunes délinquants.

24. Les députés parlent de l'hebdomadaire *La Réforme*, qui était le journal du Parti libéral.

25. Pour le bénéfice du lecteur, précisons que le premier ministre Duplessis est également procureur général; c'est pourquoi les questions de l'opposition sur les crédits du procureur général s'adressent à lui.

26. M. Noël est avocat à Montréal.

27. *La Tribune* du 21 février 1956, à la page 2, parle d'un salaire de \$2,738.21 par année.

28. À ce sujet, *Le Soleil* du 21 février 1956, à la page 3, rapporte que "Pour la première fois, durant la présente session du Parlement de Québec, la Chambre basse a siégé jusqu'à minuit, hier soir."

Première séance du mardi 21 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Collège
des chirurgiens dentistes

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Israel Feinchnneider à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Qualifications des candidats
aux élections provinciales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 66 concernant les qualifications des candidats aux élections provinciales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de
l'impôt sur le tabac

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi de l'impôt sur le tabac soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement veut contrôler la contrebande de cigarettes et de tabac, et ceci a le double effet de priver le gouvernement d'une source importante de revenus et de rendre possible une compétition injuste par la vente illégale du tabac de contrebande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas une taxe, mais un moyen

d'identification que nous imposons pour combattre la contrebande et empêcher une concurrence injuste.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Effectivement, les fabricants deviennent des agents du gouvernement comme percepteurs des impôts et par surcroît la taxe sera indirecte. Il (M. Lapalme) demande s'il n'y a pas danger, avec la présente loi, d'imposer une taxe indirecte dont la constitutionnalité pourrait être attaquée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pareil danger n'est pas à craindre. Le seul changement, c'est que la taxe, au lieu de porter sur le paquet, va porter sur la cigarette. La substance de la loi n'est pas changée. Il s'agit tout simplement de mettre fin à la concurrence injuste et de fournir des moyens additionnels de combattre la contrebande. Le nouveau projet de loi protégera les petits magasins de tabac de la guerre des rabais de certaines chaînes de magasins qui vendent leurs cigarettes en cartouche à un prix plus bas que le prix habituel de 37 cents pour 20 cigarettes.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose
que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 59 modifiant la loi de l'impôt sur le tabac.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose
que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que l'article 8 de la loi de l'impôt sur le tabac (Statuts refondus, 1941, chapitre 87), soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Dans le cas d'achat de cigarettes, l'impôt de consommation ainsi payable est d'un cinquième d'un cent par cigarette."

Adopté.

2. Que l'article 28 de ladite loi soit modifié en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi faire des règlements pour:

"a) autoriser le ministre des Finances à faire des arrangements avec tout manufacturier ou vendeur en gros de tabac afin de faciliter la perception de l'impôt établi par la présente loi;

"b) ordonner que la perception de l'impôt établi par la présente loi soit assurée par d'autres marques que celle de l'apposition de timbres adhésifs sur le paquet ou le contenant de tabac;

"c) ordonner que tout tabac destiné à la vente pour consommation dans la province et qui s'y trouve porte une marque spéciale d'identification conforme aux prescriptions du règlement;

"d) adopter des dispositions pour la saisie et la confiscation de tout tabac destiné à la vente ou à la consommation dans la province et qui s'y trouve, lorsqu'il ne porte pas la marque prescrite par un règlement adopté en vertu du sous-paragraphe *b* du présent paragraphe, et pour la saisie et la confiscation de tout véhicule transportant dans la province du tabac destiné à y être vendu ou consommé, lorsqu'il ne porte pas la marque d'identification prescrite par un règlement adopté en vertu du sous-paragraphe *c* du présent paragraphe."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division. Les résolutions relatives au bill 59 sont agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 59.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 59 modifiant la loi de l'impôt sur le tabac.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 93 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des monuments et sites historiques

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi des monuments et sites historiques ou artistiques soit maintenant lu une deuxième fois.

La législation a pour but de protéger et de conserver aux générations futures les monuments, lieux

et objets chers aux Canadiens français et ayant un caractère historique ou artistique.

Jusqu'à présent, seule la couronne avait le droit de conserver pour la postérité nos édifices et nos sites qui ont un caractère national.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet de loi vise particulièrement une propriété dans la ville basse de Québec, propriété dont MM. Paul Gouin et Gérard Morisset¹ disent qu'elle a une valeur historique considérable².

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

Dans le cas où une maison intéressante serait sur le point d'être démolie et d'être remplacée par un édifice à bureaux, la commission, grâce à la nouvelle loi, pourra en prendre possession et la conserver.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait remarquer que la législation existante protège déjà de telles maisons.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Quand elles sont classées. Car lorsqu'elles sont classées, le propriétaire ne peut plus y rien changer sans la permission de la commission.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce classement ne peut se faire qu'avec le consentement du propriétaire.

Étant donné que la commission pourra acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble possédant les caractéristiques mentionnées par la loi des monuments historiques, on pourrait déposséder une famille de l'immeuble dans lequel elle vit depuis trois ou quatre générations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous avons dans la province des objets d'art, des monuments historiques de valeur inestimable. Il faut les protéger pour les générations futures.

Il (M. Duplessis) parle de l'ancienne église de Saint-Pierre qui a été sauvée de la démolition par la commission. La commission va acheter l'ancien hôtel Chevalier, dit-il, puis elle le louera.

M. Lafrance (Richmond): Est-ce que le bill vise le cas de la Maison Montcalm? Est-ce que cette maison est classée?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Non, ça relève de la Commission de l'urbanisme de Québec. Et il n'est même pas prouvé que Montcalm y a vécu.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) parle de l'importance de protéger les vieilles maisons, par exemple celles de la rue des Remparts.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 61 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de corriger une anomalie relative aux condamnations imposées à ceux qui commettent des infractions aux lois de la vitesse ou autres. La loi actuelle dit qu'après trois offenses, le conducteur perd sa licence ou son permis pour le reste de l'année. Or, celui qui était condamné en janvier perdait son permis de conduire pour 11 mois, et celui qui était condamné en décembre le perdait pour seulement trois semaines. L'amendement permet au tribunal de déterminer la période de suspension de la licence, pourvu qu'elle ne soit pas inférieure à trois mois. Dorénavant, le minimum sera de trois mois et le maximum à la discrétion du juge.

Quant aux rapports à la suite de dommages matériels causés par un accident, l'automobiliste ne devra le faire que pour les montants de \$100 et plus.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 51 de la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), est modifié

"a) en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes du paragraphe 1, les mots "pour le reste de l'année de licence courante" par les mots "pour la période que le tribunal détermine, mais qui ne doit pas être inférieure à trois mois";

"b) en remplaçant, dans les douzième et treizième lignes dudit paragraphe 1, les mots "la même année de licence" par les mots "cette période";

"c) en remplaçant, dans les treizième et quatorzième lignes du paragraphe 2, les mots "pour le reste de l'année de licence courante" par les mots "pour la période que le tribunal détermine, mais qui ne doit pas être inférieure à trois mois";

"d) en remplaçant, dans les seizième et dix-septième lignes dudit paragraphe 2, les mots "la même année de licence" par les mots "cette période"."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) affirme que la loi semble permettre au juge d'enlever le permis pour toute la vie.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il faut présumer que les juges vont appliquer la loi avec discrétion. Il est clair qu'il y a des offenses qui méritent plus de trois mois. C'est au juge de décider.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il faudrait peut-être mettre une limite de trois ans, comme fait le Code criminel.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le Code criminel permet également d'enlever le permis pour la vie. J'ai confiance aux tribunaux, qui sauront apprécier chaque cas à son mérite. À tout événement, je fais confiance à la magistrature; il est sage de lui laisser une entière liberté.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande au ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) s'il ne serait pas sage d'augmenter de 45 milles à 50 milles à l'heure la limite de vitesse imposée aux camions et aux autobus sur les grandes routes. Tout le monde sait tout aussi bien que moi que bien peu de camions respectent la

limite de vitesse de 45 milles à l'heure dans la province. Je pense que la loi est un peu trop sévère à cet égard et je demanderais au gouvernement d'augmenter la limite de cinq milles à l'heure. En permettant cinq milles supplémentaires aux camions et aux autobus, le gouvernement aiderait l'industrie du camionnage.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il faut étudier cette question en regard des dangers que présentent ces lourds véhicules sur les routes. Il n'y a aucun doute qu'en étant trop sévères, certaines lois encouragent un grand nombre de personnes à les transgresser. La suggestion du député de Saint-Louis est très bonne et le gouvernement va la considérer.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): déplore le fait que certains automobilistes québécois trichent en mettant de l'huile sur leurs plaques d'immatriculation pour qu'elles s'enduisent de poussière et qu'ainsi les chiffres soient cachés.

L'article 1 est adopté.

M. le président: Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 75 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"75. Les articles 72 et 74 inclusivement ne s'appliquent pas lorsque les dommages à la personne et à la propriété, causés lors d'un accident, sont inférieurs à cent dollars."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Les personnes qui reçoivent des blessures devraient également faire rapport au gouvernement.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): L'obligation de faire rapport n'a rien à faire avec l'application des sanctions légales. L'obligation de faire rapport ne concerne que les statistiques.

M. Bélanger (Lévis) demande si les victimes d'accidents s'occupent de la loi et font rapport.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le Bureau des statistiques pourrait mieux répondre à cette question.

M. Pinard (Drummond) demande si la police de la route, lorsqu'elle est appelée pour un accident, fait des constatations sur le bon état de conduite des voitures.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les policiers font une enquête serrée. Ils mesurent les traces laissées par les voitures et examinent attentivement les automobiles impliquées dans les accidents. Les rapports des policiers sont tellement complets que les procureurs, dans les causes civiles consécutives aux accidents, tentent d'obtenir des copies des rapports des policiers. Mais nous refusons, parce que ces rapports sont pour le département, afin que nos officiers se rendent compte si la loi a été violée.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) fait remarquer que la ville de Montréal donne des rapports des procès-verbaux des accidents consignés par l'agent qui en a fait les constats et demande si le gouvernement ne pourrait pas lui aussi établir des rapports identiques.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les rapports sont surtout destinés à établir si le Code pénal a été ou non violé et s'il y a lieu de prendre des poursuites. C'est donc un rapport confidentiel. Il faudrait établir une distinction difficile à faire entre ceux qui concluent à des poursuites et ceux qui ont un caractère exclusivement civil. Si la procédure qui consiste à donner des copies des rapports d'accident était respectée, comme c'est le cas à Montréal et à Québec, il faudrait engager beaucoup plus de personnel. Mais les parties en cause ont toujours le droit d'assigner l'agent qui a dressé le procès-verbal de l'accident.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): On pourrait communiquer le nom des témoins sans trahir les secrets?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): On les donne à ceux qui en font la demande.

M. Pinard (Drummond) veut intervenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer qu'on s'éloigne du sujet.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le gouvernement donne actuellement sur demande les adresses des personnes impliquées dans un accident et le nom des témoins. Le reste du rapport est confidentiel. Le gouvernement ne peut aller plus loin.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 60 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège de Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 constituant en corporation le Collège de Hauterive soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi est une nouvelle preuve que le comté de Saguenay a raison de considérer son député comme le fondateur et le découvreur du comté. Il (l'honorable M. Duplessis) félicite le député de Saguenay de son dévouement en soulignant qu'il avait consacré lui-même beaucoup de temps à la préparation de la loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Ouellet (Saguenay) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement les suivants:

"a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

"b) ester en justice;

"c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

"d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer un séminaire ou maison d'éducation;

"e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

"g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations; émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

"h) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou des valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, nantissement ou gage par acte de fidéicommiss, conformément à la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

"i) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaires;

"j) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

"k) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

"l) acquérir par expropriation avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine, tout bien immobilier jugé nécessaire pour la poursuite de ses fins et situé dans le diocèse où se trouve le siège de la corporation;

"m) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

"n) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien des clercs et des personnes à son service;

"o) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

"p) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Saguenay (M. Ouellet) s'il a des explications à fournir sur l'article 4 qui définit les pouvoirs de la nouvelle corporation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre est cruel pour son député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) affirme qu'il tient à avoir son avis, car il a rarement vu un député aussi dévoué à son comté. Le comté de Saguenay trouve dans son député un homme dont le dévouement pour toutes les bonnes causes est illimité.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 20, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 94 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

(Applaudissements des deux côtés de la Chambre)

Loi des assurances

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 modifiant la loi

des assurances de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi a été demandée par l'Association des courtiers et agents d'assurance. La Commission chargée d'enquêter sur la situation des assurances a recommandé cette loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On a toujours ce rapport-là de la Commission des assurances.

Adopté, après division. Le bill lu une deuxième fois et est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 64 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des mines

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il présentera un projet de loi pour former une Commission de quatre membres pour l'étude de la refonte de la loi des mines et affirme que M. A.-O. Dufresne, sous-ministre des Mines, et M. Larochelle en feraient partie. La loi actuelle n'est plus adéquate sur plusieurs points et elle ne rencontre pas les besoins qu'a créés la grande expansion que connaît la province depuis quelques années dans le domaine minier, et plus spécialement sous l'impulsion que lui a donnée le gouvernement de l'Union nationale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si cette loi est la dernière que le gouvernement a l'intention de présenter au cours de cette session.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le pense bien.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) demande si le gouvernement a l'intention de présenter un bill sur la redistribution des sièges électoraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas besoin de se faire de bile avec ça.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Pinard (Drummond) déclare qu'il veut revendiquer, au nom de la population et particulièrement des pères de famille, un meilleur traitement pour la classe étudiante. La province, dit-il, voit chaque année ses revenus s'accroître et aujourd'hui, malgré un budget de \$400,000,000, le gouvernement n'a pas songé au contribuable. Nous constatons que, malgré les revenus de plus en plus considérables, le contribuable voit son fardeau s'accroître sans cesse, il paie de plus en plus de taxes. Le gouvernement devrait songer aux payeurs de taxes.

Ce n'est un secret pour personne. Chaque année, les parents appréhendent de plus en plus la rentrée des classes, surtout depuis que le gouvernement a aboli la loi de l'enseignement gratuit et la gratuité des manuels scolaires. Les pères de famille réalisent que le gouvernement ne pense pas à eux. Tout le monde sait, par exemple, que chaque année il y a parade devant le comité des bills où les commissions scolaires demandent la permission d'imposer une taxe de vente.

Pourtant, le gouvernement affirme que tout va bien, que la province progresse à pas de géant. Si cela va si bien, pourquoi ne pas dégrever le contribuable? Aujourd'hui, les parents sont obligés de payer des frais de scolarité alors que, durant le régime du Parti libéral, l'enseignement était gratuit. Il en est de même pour les manuels scolaires. Les pères de famille sont en face d'un problème épineux. De plus, tout le monde n'a pas la chance de demeurer près de l'école. Les distances à parcourir occasionnent encore des frais qui s'ajoutent aux autres.

C'est dans la province de Québec que la taxe par famille est la plus élevée. C'est chez nous, dans une période où le gouvernement dit que tout va bien, que le père de famille est le plus taxé. C'est le gouvernement de l'Union nationale, qui se prétend l'ami du peuple, de l'ouvrier et du pauvre, qui a aboli

l'enseignement scolaire gratuit alors que l'enseignement au cours primaire devrait être gratuit de même que les manuels scolaires.

Je crois que si l'on était allé chercher les royautes là où elles se trouvent, dans l'exploitation des richesses naturelles, comme cela se fait en Alberta, l'enseignement pourrait être gratuit chez nous tout comme dans cette province...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Demandez aux catholiques de là-bas ce qu'ils en pensent du système scolaire de l'Alberta!

M. Pinard (Drummond): Et dans la province de Québec, où l'on compte près de 113 taxes, on est toujours grevé de taxes du berceau au tombeau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Amen.

M. Pinard (Drummond): Le gouvernement dit qu'il a fait ce qu'aucun autre gouvernement n'a fait. C'est une farce monumentale que l'administration de l'Union nationale. Ici, c'est toujours plus cher qu'ailleurs. Les écoles coûtent plus cher. À la première soumission, si les prix sont trop bas, on en demande une deuxième, puis une troisième...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La question des soumissions a déjà été débattue. On n'est pas pour recommencer tout le débat...

M. Pinard (Drummond): Avec la politique actuelle, le Québec est désavantagé. D'après les statistiques officielles, c'est dans la province de Québec que le taux de la fréquentation scolaire est le plus bas. Les statistiques fédérales de 1955...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande la référence.

M. Pinard (Drummond) donne la page du volume. Les statistiques fédérales de 1955 nous révèlent qu'en Ontario, on compte 3 % d'illettrés, dit-il, alors qu'on en compte 5 % chez nous. Les mêmes statistiques démontrent également que dans le Québec, la fréquentation scolaire de neuf à 12 ans n'est que de 18 %, tandis qu'elle est de 30 % en Ontario. Dans la province voisine, il y a deux fois plus d'élèves qui fréquentent les classes jusqu'à l'âge de 16 ans. Dans notre province, il y a plus de 45 % des enfants qui ne vont pas plus loin que la huitième année tandis que, dans l'Ontario, il y en a 36 %.

Je cite toutes ces statistiques pour prouver que le coût de l'enseignement chez nous est prohibitif. Le salaire moyen est le plus bas et les familles plus nombreuses. On a le droit de se demander si, en 1956, la politique du gouvernement n'est pas de nature à décourager la famille. Le moins que l'on puisse demander, c'est que le père de famille soit capable d'envoyer ses enfants gratuitement à l'école.

La population est consciente qu'elle a été bernée et fraudée par le gouvernement. C'est pourquoi la première chose que le Parti libéral fera en retournant au pouvoir sera de rétablir l'enseignement gratuit dans la province et de fournir aux enfants les manuels gratuitement. Nous ferons en sorte que l'enseignement ne sera pas une chose prohibitive au-dessus des moyens du père de famille à revenus modestes.

Il (M. Pinard) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, est d'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour étudier l'opportunité d'établir la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que la gratuité des manuels scolaires.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 21 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:**Budget des dépenses
1956-1957**

La Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur l'amendement du représentant de Drummond (M. Pinard), à la motion du député de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, est d'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour étudier l'opportunité d'établir la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que la gratuité des manuels scolaires".

L'honorable M. Prévost (Montmorency) s'étonne que l'opposition ait présenté une motion de blâme à l'adresse du gouvernement pour lui reprocher ce qu'il a fait en matière d'éducation. Pas un gouvernement, dit-il, n'a fait autant que le nôtre pour le progrès de l'enseignement à tous les degrés.

Comme d'habitude, on a présenté des statistiques inexactes qui ne reflètent pas du tout la situation. L'opposition cite toujours des statistiques sans les placer dans leur contexte. On atteint peut-être ainsi son but politique, mais on donne une idée fautive de la situation. Quand on veut être juste, on tient compte de tous les facteurs. D'ailleurs, l'opposition n'a pas en vue le bien de la population mais, comme d'habitude, elle cherche à se faire du capital politique. Les libéraux se préoccupent bien plus du peuple dans l'opposition qu'ils le faisaient quand ils étaient au pouvoir.

Alors que la population de l'Ontario est de 600,000 âmes supérieure à la nôtre, la population rurale est de 1,358,000 âmes dans le Québec contre 1,346,000 âmes dans l'Ontario. La densité de la population est de 13.21 au mille carré, en Ontario, contre 7.74, dans le Québec. Ce sont là des éléments qui exercent une grande influence sur la fréquentation scolaire et sur le coût de l'enseignement. Quand on dit que le nombre d'illettrés constitue tel pourcentage de la population, on ne dit pas que le nombre des enfants de zéro à 14 ans, qui groupent le plus grand nombre d'illettrés, est sensiblement le même. La population de zéro à 14 ans est de 1,368,000 âmes dans le Québec contre

1,239,000 âmes dans l'Ontario. De plus, bien que l'Ontario ait 600,000 âmes de plus, elle compte moins d'enfants d'âge scolaire que notre province. Inversement, il y a dans la province voisine une population active beaucoup plus considérable. Il est clair que quand il y a plus d'adultes et moins d'enfants, le fardeau est moins lourd à porter. Et cela s'applique non seulement à l'éducation, mais à bien d'autres domaines. Voyons maintenant ce que le gouvernement actuel a fait dans le champ de l'éducation.

Pour l'année 1943-1944, la meilleure année de l'administration libérale, les sommes consacrées à l'enseignement, y compris les universités, se sont totalisées à \$12,872,000, soit 13.9 % des revenus de la province. En 1956-1957, nous consacrerons \$65,000,000 pour l'instruction publique. Et ce chiffre ne comprend pas les sommes destinées à l'enseignement spécialisé et aux écoles moyennes d'agriculture. C'est une augmentation de 500 % sur la meilleure année du régime libéral. Les dépenses faites pour l'instruction publique représentent aujourd'hui 20 % des revenus de la province. Et le gouvernement accepterait une motion de blâme, de la part des représentants d'un régime qui faisait cinq fois moins?

Dans le domaine de l'enseignement primaire, 2,700 écoles nouvelles ont été bâties. C'est le tiers de la population scolaire qui se trouve ainsi logée dans des locaux neufs. Ces édifices représentent un actif de \$400,000,000, alors que, sous les libéraux, l'actif scolaire ne devait pas atteindre \$50,000,000. Sous l'ancien régime libéral, les enfants fréquentaient des écoles délabrées où, bien souvent, ils ne pouvaient s'asseoir. C'est un héritage abominable que nous ont laissé les administrations libérales. En 1935, plus de 1,000 institutrices recevaient moins de \$150 par année. Plus de 7,000 avaient moins de \$400. Aujourd'hui, le personnel enseignant reçoit un salaire qui est augmenté de plus de 500 % par rapport à ce qui se payait du temps où les amis de l'opposition étaient au pouvoir. Et, dans certains cas, cette augmentation est de 1,000 % et même de 1,500 %.

Au palier secondaire, le gouvernement a non seulement versé, à même le fonds d'éducation, d'importants subsides pour la construction de bâtiments, mais il a augmenté le subside statutaire aux collèges classiques de \$10,000 à \$15,000.

Quant à l'enseignement universitaire, on ne parlera pas de l'état dans lequel ils l'ont laissé, tout particulièrement dans la région de Montréal. Nous avons été obligés de le réorganiser de fond en comble. Je ne veux pas parler de ce qui s'est fait

depuis 10 ans, mais, il y a à peine trois mois, le gouvernement versait \$1,500,000 à l'Université Laval pour sa Faculté des sciences, persuadé qu'il faut s'occuper tout particulièrement du secteur scientifique afin de former nos jeunes à prendre les places de techniciens et d'ingénieurs dans notre industrie. Le gouvernement a versé également, pour la fondation d'une faculté des sciences, \$750,000 à l'Université de Sherbrooke. L'an dernier, l'École polytechnique recevait \$6,000,000 uniquement pour lui permettre de réorganiser ses cadres et de se construire un nouvel immeuble en mesure de répondre aux exigences de la science moderne.

Il (l'honorable M. Prévost) parle des propos que lui a tenus, l'an dernier, un chef d'entreprise canadien-français sorti de Polytechnique qui lui a révélé que c'est à cette École qu'il s'adresse pour recruter ses ingénieurs. C'est de cette jeunesse riche en talents que le gouvernement s'occupe, dit-il, cette jeunesse pour laquelle l'opposition se découvre tout à coup une prédilection nouvelle.

Il (l'honorable M. Prévost) cite la fondation de l'École des mines comme réalisation de l'Union nationale, établie par le premier ministre des Mines qu'a eu le Québec, M. Onésime Gagnon, aujourd'hui ministre des Finances. Si le Québec connaît aujourd'hui un tel essor et si les jeunes Canadiens français y participent de plus en plus aux postes clés, dit-il, c'est parce que le gouvernement s'est penché sur la jeunesse dont l'opposition veut aujourd'hui sembler s'intéresser au sort, mais à la manière d'une bombe à retardement. Il (l'honorable M. Prévost) parle de l'École d'arpentage, l'École de génie forestier, la Faculté de médecine de Laval, en train de faire peau neuve grâce à l'appui financier du gouvernement. C'est notre façon à nous de nous occuper de la jeunesse, dit-il, non pas en paroles ou à force de statistique sorties de leur contexte, mais en actions. Au lieu de fermer à la jeunesse les avenues de l'éducation à tous les paliers comme l'ont fait nos adversaires qui barraient l'instruction au stade primaire, nous l'aiderons à monter, à s'imposer.

Du temps de l'opposition, l'enseignement primaire était dans un état désastreux que nous nous occupons encore à réparer; au palier des centres d'apprentissage à la jeunesse, l'enseignement était inexistant du temps des libéraux. Grâce à l'initiative du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), le gouvernement a fondé les centres d'apprentissage; sous les auspices du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), nous avons eu la réorganisation de l'enseignement technique et de l'enseignement spécialisé. Il n'y avait pas

d'écoles spécialisées, du temps de l'opposition et il fallait chercher à la loupe les écoles techniques.

Au congrès des Clubs Richelieu, à Sainte-Adèle, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a fourni des statistiques qu'il serait bon de remettre devant la Chambre: au cours de l'année 1954-1955, le gouvernement a payé 97.2 % du coût de l'enseignement spécialisé dans le Québec. Et l'opposition vient soutenir que ce n'est pas assez. Du temps des libéraux, l'enseignement spécialisé n'existait presque pas, pas plus que les centres d'apprentissage mis à la disposition de nos jeunes ouvriers.

L'illogisme du député de Drummond (M. Pinard) va plus loin: il nous reproche d'un côté de trop taxer et, de l'autre, il nous reproche de ne pas faire assez pour l'enseignement. Aujourd'hui, 35,000 jeunes gens reçoivent l'enseignement de nos écoles spécialisées.

Et tout cet argent que nous dépensons ne comprend pas les \$100,000,000 versés pour payer les dettes des commissions scolaires. On peut se demander où se trouve la sincérité de l'opposition quand elle soulève un débat comme celui-ci. Dans le domaine de l'éducation, la jeunesse d'aujourd'hui doit à peu près tout au gouvernement actuel. Nous ne pouvons admettre une motion de blâme sur un sujet où le gouvernement éprouve la plus grande et la plus légitime fierté pour le travail accompli: le domaine de l'éducation.

M. Hamel (Saint-Maurice) félicite le député de Drummond (M. Pinard), appuyé par le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis), d'avoir saisi l'Assemblée législative d'un problème d'importance souveraine, celui de l'éducation.

Voulant justifier le gouvernement de son fiasco monumental en matière d'éducation et de finances scolaires, dit-il, le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Prévost) a dit qu'il faut tenir compte du fait que la population non active est plus nombreuse au Québec qu'ailleurs. Et il se base sur le nombre d'enfants de zéro à 14 ans; il dit qu'on doit prendre les enfants à partir de zéro jusqu'à l'âge où ils quittent l'école. Dans la population non active, il y a aussi les vieillards: il ne faut donc pas se limiter à 14 ans.

Il y a une déclaration du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), à l'effet qu'il se dépense plus au Québec *per capita* pour l'éducation que partout ailleurs en Amérique. Quels sont donc les deux gros items des frais de l'éducation? Il y a d'abord les salaires des professeurs et, en second lieu, la construction des écoles.

Personne ne niera que les gages des instituteurs et institutrices laïques sont d'environ 30 % inférieurs aux salaires payés dans la majorité des autres provinces. Cinquante pour cent de nos instituteurs sont des religieux et des religieuses qui reçoivent des traitements inférieurs de 25 % à 30 % à ceux des professeurs laïques. Comment se fait-il qu'on soit dans une situation aussi lamentable?

La construction d'écoles? C'est là qu'est le "bobo". Des constructeurs amis du régime demandent parfois \$200,000 de plus qu'il ne faut pour la construction d'une école...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Une motion a été faite à ce sujet et cette question a été vidée. Je demande au député de s'en tenir à la discussion.

M. Bélanger (Lévis): Est-ce que nous aurons le droit de répondre au ministre?

M. l'Orateur suppléant³: Il y a eu un long débat là-dessus à propos des octrois statutaires. La Chambre s'en souvient.

M. Hamel (Saint-Maurice): D'après le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Prévost), avant l'Union nationale, c'était le néant. C'est pourtant le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) qui dit qu'en 1944-1945, il y avait dans la province de Québec 10,055 écoles en tout et partout. En 1952, d'après l'*Annuaire statistique* de la province de Québec, il y en avait 10,474. Il y a donc moins d'écoles aujourd'hui dans la province.

Quand on voit un ministre de la couronne faire des affirmations aussi fantastiques, je dis qu'il ne respecte pas l'opinion publique dans la province; ça ne sert à rien de se voiler la face. Le gouvernement doit prendre les mesures nécessaires pour permettre aux jeunes gens de la province d'entrer tête haute dans les usines, pour qu'ils ne subissent pas la concurrence des jeunes gens plus instruits des provinces voisines. On a peut-être plus d'enfants au Québec qu'en Ontario, mais on en a moins dans les écoles, particulièrement dans les classes supérieures. Au Québec, on compte 888,627 enfants qui fréquentent nos écoles; en Ontario, il y en a 975,892. Celui qui sort de l'école en septième année n'est pas suffisamment équipé pour gagner sa vie.

Il (M. Hamel) cite des statistiques comparatives au sujet de la fréquentation scolaire au Québec et en Ontario. En septième année: 63,674 sujets au Québec

et 61,426 en Ontario; en huitième année: 29,174 sujets au Québec et 58,616 en Ontario; en neuvième année: 19,833 sujets au Québec, et 52,118, en Ontario; en dixième année: 10,015 sujets au Québec et 28,866 en Ontario; en onzième année: 5,885 sujets au Québec et 24,258 en Ontario; en douzième année: 1,085 sujets au Québec, et 17,125 en Ontario. Voilà la situation telle qu'elle est. Je tiens compte de toutes les institutions.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est honteux, ce que le député dit.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si le ministre

du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) est intéressé à tenir une assemblée contradictoire, je l'invite dans mon comté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est faux ces statistiques.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je demande au

ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) de retirer ses paroles.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je le répète. Je défie le député de Saint-Maurice (M. Hamel) de trouver la source de ces statistiques. Elles ne comprennent pas les institutions privées.

M. Hamel (Saint-Maurice): On ne sera pas

effrayé par des coups d'épée dans l'eau.

M. Bélanger (Lévis) se lève pour parler.

(Il y a un véritable brouhaha de part et d'autre)

M. l'Orateur⁴: Ne vous énervez pas. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a la parole et non le député de Lévis (M. Bélanger). Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a soutenu des chiffres auxquels référerait le député de Saint-Maurice et il dit qu'ils ne sont pas conformes à l'*Annuaire statistique*.

M. Hamel (Saint-Maurice): (Avec l'*Annuaire statistique du Canada, édition 1955*) Je compte le total de toutes les écoles de la province. Je trouve, au Québec, 888,597 élèves et, en Ontario, 976,892. On s'inquiète de cela de l'autre côté de la Chambre. Je prendrai le recensement de 1951. Je parlerai des jeunes gens qui sont entrés sur le marché du travail avec huit ans d'écoles et moins et huit ans et plus. En

Colombie-Britannique: 47.2 % avec huit ans et plus; en Alberta: 41.9 % avec huit ans et plus; au Manitoba: 39.2 % avec huit ans et plus; en Ontario: 38 % avec huit ans et plus; Île-du-Prince-Édouard: 33.2 % avec huit ans et plus; Saskatchewan: 33.6 % avec huit ans et plus; Québec: 27.9 % avec huit ans et plus...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tartuffe!

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est la responsabilité du gouvernement d'examiner cette question avec réalisme. La question financière entre en ligne de compte dans l'éducation de nos enfants. Nous croyons qu'il faut une organisation de façon à ce qu'un père de famille ne puisse pas dire que c'est la pauvreté qui l'empêche d'envoyer ses enfants à l'école. Il faut que la fréquentation scolaire ne soit pas un privilège mais un droit. Le Parti libéral veut qu'un fils d'ouvrier puisse fréquenter l'école tout comme le fils de bourgeois. C'est le problème crucial actuellement. Trop de jeunes se voient fermer les avenues du marché du travail parce qu'ils n'ont pas leurs diplômes de dixième, onzième ou douzième année. Ce n'est pas en claironnant partout les millions de dollars consacrés à la construction d'écoles, à même les deniers provenant du peuple, qu'on résoudra ce problème.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'avais pas l'intention de refaire le tableau de l'éducation dans la province, tableau fidèlement tracé par d'autres ministres au cours de cette même session, mais la tournure de la discussion et les mobiles qui se lisent entre les lignes de la motion m'incitent à le faire. Il y a 10 ans, le premier ministre m'a confié un département dont le but est justement de préparer les jeunes à un avenir plus brillant, et quand je vois des gens qui veulent se servir de l'éducation comme d'une guenille politique, je m'insurge. Je m'insurge aussi quand je vois des députés fouiller des statistiques de bas de page pour diminuer leur province. Au fait, pourquoi faut-il que ce soient toujours les mêmes qui fassent cette sale besogne de camoufler et torturer les statistiques?

M. Pinard (Drummond): M. l'Orateur, je vous demande d'inviter le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) à retirer ses paroles...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Drummond se croit-il visé?

M. Pinard (Drummond): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse n'a pas le droit de faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement. Ce sont les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre a vu les tactiques de l'opposition qui passe son temps à prétendre que Québec est arriéré en matière d'éducation...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. l'Orateur, je demande une décision sur le point d'ordre.

M. l'Orateur: Les règlements sont faits pour protéger la personnalité des membres de cette Chambre. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse n'a cité aucun nom. Il n'y a rien dans les remarques de l'honorable ministre du Bien-être social et de la Jeunesse qui constitue une personnalité, une remarque qui vise un député en particulier. Je rejette le point d'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Provost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'amendement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Par quelle aberration l'opposition peut-elle avoir

peur des mots qui qualifient sa façon d'agir quand elle ne semble pas craindre la mauvaise réputation qu'elle est en train de se créer chez le peuple? Celui-ci ne peut guère penser de bien, en effet, de ces gens qui truquent les statistiques pour faire à la province la plus mauvaise réputation possible.

Le député de Drummond (M. Pinard) a prétendu livrer à la Chambre deux statistiques officielles dont il a hésité à donner la source. Il a donné des chiffres sur la fréquentation scolaire par âge en disant se référer au tableau de la page 336 de l'*Annuaire statistique* 1955. Pendant l'heure du lunch, j'ai étudié ces statistiques. Tout ce qu'il a dit est faux. On ne parle pas de cela dans ce tableau.

Comment qualifier une telle façon de procéder? Les règlements de la Chambre ne me laissent pas d'expression assez forte pour qualifier un député, un avocat par surcroît, qui se permet de telles libertés. Et ce n'est pas la première fois que le député de Drummond recourt à de semblables procédés. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a d'ailleurs fait la même chose. Il a cité un tableau de la page 338 du même annuaire...

M. Hamel (Saint-Maurice): De la page 336...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il parlait du tableau de la page 338 quand il s'est fait prendre la main dans le sac. C'est alors qu'il a sauté au tableau de la page 336. Le député sourit⁵. Il trouve ça drôle qu'on lui dise qu'il s'est fait prendre la main dans le sac. Ce n'est pas surprenant quand on sait le peu de sérieux du député. Lui qui, un jour, déclarait que "plus une province se donne aux libéraux, plus elle s'appauvrit" et qui ajoutait qu'il tirait gloire de combattre "ce parti qui n'a fait qu'accumuler les trahisons"⁶, est devenu aujourd'hui l'organisateur en chef de ce parti. Il ne sait pas ce que c'est que d'avoir honte. Il a cité à la Chambre un tableau sur la fréquentation scolaire par année de cours. Quand il a eu fini de lire le tableau, il a dit que celui-ci tenait compte des collèges classiques, alors que ce tableau dit le contraire.

Comment appelez-vous un homme qui a recours à ces procédés, et qui, lorsqu'on le lui signale, se contente de sourire, comme il rit lorsqu'on lui rappelle des citations comme celle que j'ai rappelée tout à l'heure à propos des libéraux? Le député de Saint-Maurice a parlé tout à l'heure d'assemblée contradictoire. La population se prépare à lui en faire. Mais le député trouve ça drôle, en attendant, de se faire prendre en flagrant délit de

tronquer des textes. Il y a déjà eu pourtant des gens cités à la barre de la Chambre pour des choses moins graves.

La centralisation des écoles, tant chez les catholiques que chez les protestants, a fait qu'une école tient lieu de sept ou huit actuellement. Le député de Saint-Maurice sait cela, mais il le cache pour faire croire que le Canadien français est un ignorant. Tous ceux qui voyagent savent cela: seul le député ne veut pas voir parce qu'il tente de démolir notre œuvre pour s'attirer un avantage électoral. C'est un bien petit jeu et je laisse les députés de l'opposition à ce petit jeu, à cette tentative transparente qui montre l'esprit qui les anime. Les tactiques de l'opposition qui visent à déprécier la province sont mesquines.

J'aime mieux le témoignage de Son Éminence le cardinal Léger, archevêque de Montréal qui, récemment, louangeait la collaboration de l'État avec les parents dans le domaine de l'éducation. J'aime mieux le témoignage de Mgr Vandry⁷ qui disait, à Saint-Henri-de-Lévis, que "nulle part ailleurs, dans le monde entier, l'État ne s'intéresse autant à la formation des jeunes que dans la province de Québec". De ce côté-ci de la Chambre nous aimons mieux ces témoignages que les dénigrements systématiques et les petites motions de non-confiance de l'opposition.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) déclare que depuis qu'il est député, soit depuis 1948, il a vu sans cesse le présent gouvernement aider l'éducation dans tous les domaines et à tous les paliers. Le gouvernement, dit-il, a augmenté sans cesse ses octrois à l'éducation et les collèges classiques et les universités en ont profité tout autant que l'enseignement primaire. Il (M. Hanley) affirme qu'il ne peut pas voter non-confiance à un gouvernement qui a tant fait pour l'éducation.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a dit beaucoup de choses qui ne riment à rien et il a eu des accès de colère pour répondre à des affirmations sérieuses.

Je représente un comté ouvrier et je suis bien placé pour connaître le sentiment de la population ouvrière. Dans toute la province, on réclame l'éducation gratuite et les livres de classe gratuits.

Si l'on était fôcièrement honnête, on aurait la décence de dire que les écoles techniques et polytechniques sont des œuvres des gouvernements libéraux. Avec leur budget restrictif, les libéraux ont

fait des miracles. Sur huit écoles techniques, six ont été construites par les libéraux. L'Union nationale n'a qu'à consulter ses propres statistiques pour se rendre compte qu'elle n'a pas tout fait et n'a pas tout découvert dans le domaine de l'éducation, comme elle ose le prétendre. Elle a peut-être plus dépensé que les autres gouvernements, mais cela ne prouve qu'une chose, à savoir qu'on gaspille sous l'Union nationale. Je suis prêt à décerner à l'Union nationale le titre de gouvernement le plus dépensier depuis la Confédération. Il n'est pas surprenant que le petit propriétaire soit taxé et surtaxé.

En face d'un gouvernement qui s'est foutu royalement de l'éducation de la jeunesse dans la province, l'opposition a cru de son devoir de présenter cette motion de non-confiance. Nous n'avons pas confiance en ceux qui sont devant nous. En 1944, à la veille des élections, ils se sont prononcés en faveur de la gratuité des livres et de l'enseignement gratuit. Après les élections, ils ont changé d'idée. Cinq ans après, en 1949, soit trois ans avant l'élection de 1952, ils l'ont abolie.

Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) cite l'un après l'autre les noms des membres du gouvernement actuel, soit les députés de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot), de Rouville (l'honorable M. Barré), de Joliette (l'honorable M. Barrette), de Yamaska (l'honorable M. Élie), etc., dont le vote en faveur de l'enseignement gratuit a été enregistré dans le journal de l'Assemblée législative du 2 juin 1944. Tous ces gens-là, la tête enfouie courageusement dans leur journal, ne disent mot. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) est allé jusqu'à déclarer que l'instruction gratuite est une chose abominable. On va parler de tout ça; l'année prochaine il n'y en aura pas 10 de l'autre côté de cette Chambre.

Au Canada, on réclame de plus en plus de diplômes dans l'industrie. Macdonald Tobacco n'emploie pas, pour fouler le tabac, un seul employé qui n'ait pas fini sa neuvième année. Mais, sous l'Union nationale, le premier ministre a pris un gars de sixième année⁹ pour le mettre président de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Est-ce que nous exagérons après cela quand nous disons que nous traversons le règne de la noirceur?

L'enseignement gratuit coûterait moins cher que la propagande de l'Union nationale dans les journaux au moment des élections. Nous voudrions que le gouvernement redonne cet enseignement gratuit à la population de la province. Je ne peux accorder de faveurs et de privilèges, mais j'ai le droit de réclamer le respect des droits des pères de famille.

Le pape a demandé l'instruction gratuite et M. Godbout a répondu aux vœux du souverain pontife⁹. Mais le gouvernement actuel a pensé autrement.

La motion de l'opposition est bien une motion de non-confiance. Nous allons continuer à dire la vérité et à faire entendre la voix du peuple dans cette Chambre.

Il (M. Dupuis) parle du nombre d'ingénieurs formés au Québec et du nombre total des ingénieurs formés au Canada. Le Québec est en retard sur toutes les provinces comme le montrent les chiffres suivants: génie civil, 3,685 ingénieurs au Canada, seulement 306 au Québec; génie mécanique: 0 % au Québec; génie électrique: 3,252 au Canada, 103 au Québec, soit 3.1 %; chimie: 1,957 au Canada, 84 au Québec, soit 4.3 %; physique: 731 au Canada, 0 au Québec; géologie: 526 au Canada, 40 au Québec, soit 7.6 %; métallurgie: 491 au Canada, 21 au Québec, soit 4.3 %; génie administratif: 355 au Canada, 0 au Québec; aéronautique: 227 au Canada, 0 au Québec; génie agricole: 136 au Canada, 0 au Québec.

L'honorable M. Barré (Rouville): Au Québec, on les appelle des agronomes.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Devant un tel spectacle, nous disons à l'Union nationale: Le résultat de vos discours, de vos conférences de presse, c'est un fiasco monumental. Les libéraux redonneront l'enseignement gratuit et la gratuité des livres à la province¹⁰.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Contre: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bematchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibault, 55.

Ainsi, l'amendement est rejeté¹¹.

La motion principale est mise aux voix et adoptée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité des subsides

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 37 concernant les contribuables municipaux et scolaires de la cité de Québec et Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited.

Projets de loi:

Université de Montréal et École polytechnique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant l'Université de Montréal et l'École polytechnique de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe scolaire catholique à Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 diminuant le taux de la taxe scolaire catholique à Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 62 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Qualifications des candidats aux élections provinciales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 concernant les qualifications des candidats aux élections provinciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 66 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Pinard (Drummond) interroge l'honorable premier ministre sur le nombre de poursuites qui ont été prises en vertu de la loi des liqueurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les amendes ont rapporté \$198,800, en 1954-1955 et \$148,552 en 1955-1956. Il y a eu environ 1,000 poursuites.

M. Pinard (Drummond) veut savoir combien de personnes ont été emprisonnées pour avoir violé cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) affirme qu'il n'est pas au courant, mais qu'il y a eu plusieurs condamnations à la prison. Il (l'honorable

M. Duplessis) dit qu'il a reçu des plus hautes autorités des félicitations pour la façon dont la loi est observée et mise en force dans la province de Québec.

M. Pinard (Drummond) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il a révoqué lui-même plusieurs permis de gros clubs dans la ville de Montréal.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) déplore le fait que les témoins ne reçoivent que \$3 par jour dans les cours de justice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas un salaire, mais une indemnité pour aider le citoyen à exercer son devoir envers la société.

M. Pinard (Drummond) demande s'il y a une clinique médicale dans les grandes prisons pour soigner les criminels sexuels, afin de ne pas les lancer de nouveau dans la société où ils sont un danger constant pour les jeunes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il y a une clinique médicale à Bordeaux et un médecin, un psychiatre et un dentiste y sont attachés. Si un criminel est encore fou au moment de la libération, on le garde enfermé.

Il (l'honorable M. Duplessis) se dit d'avis qu'il ne faut pas trop avoir de pitié pour les récidivistes. À l'heure qu'il est, dit-il, il y a un mouvement pour abolir la pendaison¹². Je suis de l'opinion de cet homme qui disait: "Si vous voulez que la pendaison cesse, commencez les premiers, MM. les meurtriers¹³." Dans bien des cas, il s'agit plutôt de vice que de maladie. Dans ces cas, il n'y a rien à faire.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) suggère que le fédéral et la province s'unissent pour établir un département de réhabilitation pour les prisonniers libérés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) exprime le souhait que l'on comprenne bien tous les cas, afin de distinguer ceux qui ont droit à l'aide de leurs concitoyens pour se réhabiliter. Il y a aujourd'hui, dit-il, d'excellents citoyens qui ont déjà commis une faute mais qui se sont réhabilités.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande s'il y a des services sociaux pour s'occuper des prisonniers libérés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a, à Québec et Montréal, une société de ce genre qui reçoit de l'aide de mon département.

M. Pinard (Drummond) parle des émeutes à Bordeaux.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) demande des renseignements au sujet d'un restaurant dans l'établissement pénitentiaire de Bordeaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a en effet un petit magasin et les recettes vont dans le Trésor de la province.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Est-ce que cela apparaît dans les *Comptes publics*?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à l'item des remboursements.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): L'an dernier, le gouvernement ne nous a pas donné de chiffres précis concernant les dégâts causés par les émeutes à Bordeaux. Peut-il en donner cette année?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) a fourni l'an dernier tous les renseignements à ce sujet.

Des députés font un débat sur les pensions payées aux employés du département du procureur général.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Affaires judiciaires (matières civiles) (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et bureau (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas sept millions quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles professionnelles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent quatre-vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses pour cours additionnels (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions pour la prévention de la délinquance juvénile (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lafrance (Richmond) demande si l'on songe à la création d'une chaire de prévention.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La suggestion est intéressante, mais il n'est pas de mon ressort de créer des chaires dans les universités.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas douze millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations d'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans; aux invalides et aux aveugles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quel est le nombre d'invalides qui reçoivent la pension?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Un peu plus de 6,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est à peu près le chiffre qu'on prévoyait.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Peut-être un peu moins.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quel montant leur est payé?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Trois millions deux cent mille dollars. Chaque demande est accompagnée d'un certificat du médecin de famille, expliquant en détail le genre d'invalidité dont souffre le requérant. La demande est étudiée par deux médecins nommés par la province. Si les médecins l'acceptent, le cas est ensuite soumis au département fédéral. Si Ottawa accepte à son tour, c'est final.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
15. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse - Dépenses en immobilisations (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
On songe à organiser une école fermée, où seraient envoyés les incorrigibles qui ne peuvent être gardés dans les institutions ordinaires. Le règlement y sera plus sévère que dans les écoles ordinaires. Il n'est pas sûr que ce projet se réalise dès cette année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
16. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions neuf cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes - Dépenses en immobilisations (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice financier finissant le 31 mars 1957.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Une foule de projets sont présentement à l'étude. Il faut d'abord terminer les travaux en cours à l'école d'automobile de Montréal, à l'école d'Amos et à Cabano. Les autres projets concernent Matane, Grand'Mère, Mont-Laurier, Joliette, Lauzon, Québec, Rouyn et quelques autres. On ne pourra pas les réaliser tous, mais on donnera la priorité aux plus urgents.

La résolution est adoptée¹⁴.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1957, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme additionnelle ne dépassant pas \$226,146,960.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:**Loi des subsides No 3,
1956-1957**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1957, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Paul Gouin (1891-1976), l'un des fondateurs de l'Action libérale nationale et brièvement député de ce parti durant les années 1930, est à cette époque conseiller technique en matière culturelle pour le Conseil exécutif. Gérard Morisset (1898-1970), spécialiste d'histoire de l'art et notaire de formation, est quant à lui conservateur du Musée provincial (aujourd'hui Musée du Québec), en plus d'être directeur de l'inventaire des œuvres d'art et secrétaire de la Commission des monuments historiques du Québec.

2. Selon *Le Soleil* du 22 février 1956, à la page 32, "Il s'agit de l'ancien hôtel Chevalier, immeuble de pierre situé rue Champlain, Place du Marché. L'endroit s'appelait autrefois rue du Cul-de-Sac."

3. *Le Soleil* du 22 février 1956, à la page 12, précise que c'est à ce moment M. Daniel Johnson, député de Bagot et Orateur suppléant de la Chambre, qui occupe le siège de l'Orateur.

4. Maurice Tellier, député de Montcalm et Orateur de la Chambre, a repris son siège à ce moment, selon *Le Soleil* du 22 février 1956, à la page 12.

5. *Le Soleil* du 22 février 1956, à la page 13, rapporte que "M. Hamel sourit à cette déclaration du ministre", ce qui explique la phrase suivante de l'intervention de M. Sauvé.

6. René Hamel n'a pas toujours été dans les rangs libéraux; il avait été député du Bloc populaire pour la circonscription de Saint-Maurice-Lafleche à la Chambre des communes de 1945 à 1949. C'est durant les années 1940 qu'il a fait les déclarations rapportées ici par M. Sauvé.

7. Il s'agit de Mgr Ferdinand Vandry (1887-1967), qui est à l'époque recteur de l'Université Laval.

8. C'est le journal *La Presse*, dans son édition du 22 février 1956, à la page 26, qui rapporte que M. Dupuis aurait parlé d'un "gars de sixième année", une affirmation confirmée par le *Quebec Chronicle* du même jour, à la page 2. Mais *Le Soleil*, lui aussi dans son édition du 22 février 1956, à la page 13, affirme que M. Dupuis aurait plutôt dit "un gars de huitième année".

9. Le gouvernement de Joseph-Adélard Godbout (1892-1956), premier ministre (libéral) du Québec de 1939 à 1944, avait voté en 1942 une loi instituant la fréquentation scolaire obligatoire pour les enfants de six à 14 ans. Cette loi est entrée en vigueur en 1943.

10. Voici ce que dit *Le Nouvelliste* du 22 février 1956, à la page 2, à propos de ce débat sur la motion proposée par le député de Drummond: "La discussion, sans contredit la plus animée qu'aient connue les députés au cours de la présente session, a créé des moments de tension indescriptibles où les coups de poing sur la table, les épithètes peu louangeuses et le brouhaha général ont fait force la loi. [sic]"

11. D'après *Le Soleil* du 22 février 1956, à la page 3, le débat sur cette motion aurait duré trois heures, alors que le *Montreal Star* du même jour, à la page 10, affirme qu'il aurait plutôt duré quatre heures.

12. La Grande-Bretagne a aboli la peine de mort peu de temps auparavant, ce qui a ranimé le débat sur cette question au Canada.

13. M. Duplessis cite de mémoire Georges Clémenceau (1841-1929), homme politique français qui avait un jour déclaré: "Si messieurs les assassins veulent la suppression de la peine de mort, qu'ils commencent par donner l'exemple."

14. Selon *L'Action catholique* du 22 février 1956, à la page 3, les crédits du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse "ont été adoptés dans un temps record, soit environ quinze minutes".

Séance du mercredi 22 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

CONSEIL LÉGISLATIF

Prière.

22 février 1956

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 43 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 45 concernant l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Outaouais et connues sous le nom de Cave & Fourneaux;
- bill 46 facilitant davantage les progrès scolaires dans la province;
- bill 49 modifiant le Code municipal et concernant certaines municipalités;
- bill 50 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux;
- bill 54 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;
- bill 55 concernant le ministère des Finances;
- bill 51 concernant les modalités de certains emprunts municipaux.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 183 concernant la ville Montréal-Nord;
- bill 203 concernant la succession de Robert Clark Hastings;
- bill 206 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 212 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 40 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1957, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 96 modifiant la loi du notariat, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant les trois premières lignes du sous-article 35 par ce qui suit:

"Seuls les citoyens canadiens de l'un ou l'autre sexe peuvent être admis à l'étude du notariat."

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 4 comme article 5:

"5. L'article 43 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"43. Tout aspirant à la profession, qui a échoué quatre fois à l'un des examens de la Chambre, ne peut plus être admis."

3. Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 deviennent articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17;

4. Ce qui suit est ajouté après l'article 16, devenu article 17, comme article 18:

"18. Les dispositions de l'article 5 s'appliquent à tout candidat régulièrement admis à l'étude du notariat avant ou depuis l'entrée en vigueur de la présente loi."

5. L'article 17 devient article 19.

Projets de loi:**Loi du notariat**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 modifiant la loi du notariat.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant le premier paragraphe du sous-article 5a, par le suivant:

"5a. Le revenu annuel perçu par les commissaires d'écoles du village Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, provenant de ladite taxe, sera après déduction des dépenses encourues par ladite commission scolaire pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois, à compter du premier juillet 1956, par la commission scolaire du village de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, entre elle et la commission scolaire de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, dans la proportion de 85 % pour la commission scolaire du village de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, et de 15 % pour la commission scolaire de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 161 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Plessisville et la paroisse de Plessisville, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. Le revenu annuel perçu par la commission scolaire de la ville de Plessisville, provenant de sa taxe d'éducation sera, après déduction des dépenses encourues par ladite commission scolaire pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois, à compter du premier juillet 1956 par la commission scolaire de la ville de Plessisville entre elle et la commission scolaire de la paroisse de Plessisville, dans la proportion de 85 % pour la commission scolaire de la ville et de 15 % pour la commission scolaire de la paroisse."

Projets de loi:

Commission scolaire de Saint-Joseph-de-Beauce

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Plessisville

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 161 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Plessisville et la paroisse de Plessisville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Engineers' Club of Montreal

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 230 concernant The Engineers' Club of Montreal ayant été mis de côté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Loi électorale

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi a quatre objets: 1^o. il modifie la méthode de préparation des listes électorales; 2^o. il augmente le nombre des réviseurs; 3^o. il accorde deux représentants à chacun des candidats qui ne s'est pas désisté; 4^o. il empêche le scrutateur de remplir la fonction de greffier et d'être rémunéré en conséquence. Mon bill abolit également l'article du bill 34 qui empêche de prendre des procédures le jour de l'élection¹. Le bill 95 est, en somme, le rappel du bill 34 qui, lors de sa discussion, a été dénoncé par une foule d'associations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) de s'en tenir au principe du bill.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) déclare que c'est ce qu'il fait, puisqu'il demande le rappel d'une loi dénoncée par toute la population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est faux. Et je pourrais faire sauter ce bill par une motion, parce qu'il ne correspond pas du tout aux explications que donne le député de Montréal-Jeanne-Mance en ce moment.

M. l'Orateur demande au député de Montréal-Jeanne-Mance de s'en tenir strictement au principe de sa loi.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): C'est exactement ce que je fais, puisque je parle de l'énumération qui est la procédure la plus importante de l'élection, puisque c'est d'elle que l'électeur tire son droit de vote. Il faut donc donner à cet électeur une garantie de protection, la plus adéquate possible, dès la première étape. Il faut que la confection des listes électorales soit faite avec autant de soin que d'impartialité.

Or, comment l'électeur peut-il obtenir des garanties suffisantes avec un système d'énumérateur unique? Un seul énumérateur ne donne pas de garantie à l'électeur, puisqu'il est choisi sur la recommandation du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est faux; c'est le président de l'élection qui nomme l'énumérateur.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Oui, mais le président est à son tour nommé par le gouvernement. Le seul moyen de placer les deux partis sur un pied d'égalité, c'est la nomination de deux énumérateurs. Il (M. Noël) se plaint du fait qu'il n'y ait personne pour surveiller les agissements de l'énumérateur unique.

Il (M. Noël) reproche également au bill 34 d'avoir organisé le bureau de révision de façon à ce qu'il y ait toujours deux sympathisants du gouvernement et réclame la nomination de deux réviseurs par le premier ministre, de deux autres par le chef de l'opposition, et le cinquième, par le président de l'élection. Il y aurait de cette façon, dit-il, une garantie de justice pour l'opposition. Le quorum du bureau devrait être de trois réviseurs.

On allègue, à l'encontre de la double représentation pour les candidats dans les bureaux de votation prévue par une disposition du bill 95, l'exiguïté des locaux. Un tel argument est parfaitement ridicule.

Je tiens à souligner devant cette Chambre les avantages pour un candidat d'avoir deux représentants dans un "poll". Avec la situation actuelle, pour se protéger, il faut demander à un autre de se présenter.

Le greffier, qui est nommé par l'opposition, peut être remercié de ses services par le scrutateur le matin de l'élection, et les partis d'opposition n'ont aucune sécurité. C'est une situation absolument condamnable. Les dispositions du bill 34, à ce sujet, sont antidémocratiques. J'espère que l'opinion publique sera suffisamment alertée.

En vertu de la loi actuelle, les officiers d'élection sont des intouchables et il est assez difficile d'intervenir, quand le mal est fait, après les élections.

Il (M. Noël) dénonce les anomalies du bill 34. Quand le peuple est appelé à se prononcer, dit-il, nous devons prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer le libre droit et le libre exercice du vote.

Tous les partis politiques doivent commencer une élection sur le même pied et être égaux devant la loi. Un gouvernement qui ne fait pas cela se maintient au pouvoir contre la volonté du peuple.

J'ai recueilli une liasse de témoignages de personnes qui dénoncent le bill 34 et je produirai ces témoignages en troisième lecture. La présente loi contient des germes de dictature.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël).

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) retire ses paroles et émet le vœu que le gouvernement aura assez de courage pour permettre à son bill de se rendre jusqu'au stade de la troisième lecture. Encore une fois, dit-il, je fais appel à tous les membres de cette Chambre et je leur demande de voter le présent bill en deuxième lecture, à l'unanimité. Il est clair que ceux qui voteront contre démontreront qu'ils sont les amis d'un dictateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) reprend son affirmation en la modifiant.

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Jeanne-Mance a lui-même admis son erreur en modifiant sa déclaration.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) retire ses paroles et rend hommage au chef de l'opposition (M. Lapalme) qui lui a permis de présenter à la Chambre le bill 95.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Jeanne-Mance manifeste une bien drôle de mentalité. Il devrait savoir que les énumérateurs, de même que les présidents d'élection qui les nomment, prêtent serment de faire leur devoir, qui est de rendre justice à tout le monde. Si l'on s'en tient aux paroles du député, il ne s'agirait que de gens prêts à se parjurer, des gens malhonnêtes...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je n'ai pas dit cela. J'ai demandé un second officier pour qu'il y ait plus de garanties de justice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne sais pas si c'est une habitude du député de Montréal-Jeanne-Mance, mais il insulte tout le monde sans même s'en rendre compte. Le député de Montréal-Jeanne-Mance n'a pas le droit de mettre en doute la bonne foi des 45,000 officiers d'élection et de les insulter en insinuant qu'ils peuvent mépriser leur serment d'office.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je soulève un point d'ordre et je demande au président de faire retirer ses paroles au premier ministre. Ces paroles ne sont pas parlementaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que celui qui met en doute le serment des 40,000 présidents de bureau de votation est un homme qui insulte la population tout entière et dénigre sa province.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je demande une décision.

M. l'Orateur: Le premier ministre n'a pas insulté le député de Montréal-Jeanne-Mance. Les paroles prononcées par l'honorable premier ministre ne s'adressaient pas au député de Montréal-Jeanne-Mance, mais ne faisaient que qualifier les conséquences de son argumentation. Je renvoie le point d'ordre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'en appelle de cette décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Hanley, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 54.

Contre: MM. Bélanger, Courmoyer, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province de Québec est une province honnête, composée de citoyens respectables en tout. Qui, de bonne foi, aime sa province ne peut mettre en doute le serment de ses citoyens.

Le député de Montréal-Jeanne-Mance s'en prend à la loi électorale. Mais il devrait se souvenir que tout le monde a le droit et le devoir de se faire inscrire; on nomme des énumérateurs pour ceux qui ne font pas leur devoir d'aller s'inscrire eux-mêmes. Puis on donne tout le temps aux électeurs d'aller s'inscrire; s'ils ne sont pas sur la liste, ils ont tout le temps voulu pour s'adresser au bureau de révision, où l'opposition est représentée. Il faut un délai d'au moins 53 jours entre la dissolution des Chambres et la date de l'élection provinciale. Aucune province n'accorde un délai aussi long entre la dissolution des Chambres et l'élection pour permettre à tous les électeurs de se faire inscrire.

Dans les grandes villes, comme Montréal, Québec et Trois-Rivières, il n'y a pas d'énumérateurs pour la préparation de leurs listes, pas de représentants dans les bureaux de vote aux

élections municipales. Tout le personnel est nommé par le conseil municipal et personne ne proteste. Les électeurs n'ont pas alors le quart des garanties que la loi électorale du Québec leur assure aux élections provinciales.

Notre loi, par contre, donne toutes les garanties, et s'il y en a qui ne sont pas inscrits, ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Les listes sont affichées et un électeur qui n'y trouve pas son nom peut s'adresser au bureau de révision pour se faire inscrire. Le député voudrait deux scrutateurs; cela n'a pas de sens. L'un peut dire oui, l'autre non²; s'ils ne s'entendent pas, ils peuvent s'adresser au président. Mais qui dit qu'il ne peut pas y avoir de combinaison entre deux scrutateurs de manière à bloquer le fonctionnement du système?

On a prétendu que notre loi rendait impossible l'élection d'un député de l'opposition. C'est une farce que de dire cela; la preuve que la loi électorale rend justice à tout le monde, c'est que, depuis que la loi est en vigueur, les libéraux ont gagné deux élections partielles: Outremont et Westmount. Le député de Montréal-Jeanne-Mance emploie un argument qui peut faire douter de sa bonne foi: il dit qu'il faudra présenter des candidats de paille. D'ailleurs, il n'y aura pas autre chose du côté de l'opposition. C'est un bel aveu...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que la loi nous forçait à présenter des candidats de paille pour avoir des garanties...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est évident que le député de Montréal-Jeanne-Mance ne sait pas ce qu'il dit. Il prétend aussi que le président d'élection est au-dessus de la loi. Il ne comprend pas la loi; jamais personne n'a été au-dessus de la loi dans la province³. Et, si un président d'élection commet une faute, il est comme tout autre citoyen passible des tribunaux. La législation en vigueur, qui défend de s'adresser à la justice le jour des élections en cas de plainte à porter, a pour but d'éviter les manœuvres dilatoires. Nous avons surtout voulu éviter les mesures dilatoires pour empêcher la tenue régulière d'élections.

De plus, de l'avis des experts légaux que j'ai consultés, ce projet de loi est un fouillis de contradictions, d'illégalités et d'irrégularités. S'il était adopté, il deviendrait un moyen efficace pour frauder les élections. C'est un projet de plus irrégulier, qui contient des explications fausses. Notre loi électorale, je le répète, offre toutes les garanties à un électorat honnête; les grandes villes

n'offrent pas pour leurs élections le quart des garanties d'impartialité que nous donnons; le délai d'inscription est le plus long jamais connu dans la province. C'est avec plaisir que je voterai contre un tel projet aussi mal présenté.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre nous a fait un de ces discours auxquels nous sommes habitués. Je pourrais le qualifier de faible, mais je me contenterai de répondre à certaines déclarations. Le premier ministre a dit que la population du Québec est honnête. Tout le monde sait cela. Mais, partout au Québec comme ailleurs, il y a des prisons, car il y a des gens malhonnêtes qui sont heureusement l'exception. C'est pour protéger le peuple contre ces gens-là, contre cette minorité, que le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) a présenté son bill.

"Vous demandez deux énumérateurs, mais c'est ridicule!", dit le premier ministre. "Si l'un dit blanc et l'autre noir, ça ne marchera pas!" Mais nous craignons justement qu'un seul énumérateur dise noir et qu'il n'y ait personne pour dire blanc à côté.

Nous voulons être représentés dans tous les domaines, pour pouvoir exercer un contrôle sur les dépenses et l'administration du gouvernement. Est-ce que ce gouvernement veut, oui ou non, reconnaître nos droits, ce droit qui est la base de la démocratie? S'il ne le veut pas, qu'il le dise!

Le premier ministre nous promet des élections honnêtes, mais je n'ai jamais vu des élections honnêtes quand elles sont à sens unique. Au nom des citoyens de la province de Québec, je réclame le droit, pour l'opposition, de se faire présenter dans les "polls", le droit d'avoir son énumérateur. Ce n'est pas un privilège que nous demandons, mais le respect d'un droit: celui d'augmenter la garantie d'un vote libre. Nos énumérateurs consentent à faire leur ouvrage pour rien; ça ne coûtera donc rien à la province. Dans le Parti libéral, on est prêt à travailler pour un principe...

Le premier ministre a parlé des élections dans Outremont, dans Westmount; ne s'est-il pas éloigné du principe du bill?

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) et déclare que le premier ministre a simplement répondu au député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël).

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre a dit que le député de Montréal-

Jeanne-Mance insinue qu'il n'y a personne d'honnête dans la province, et donc que le député de Montréal-Jeanne-Mance est malhonnête. S'il y a quelqu'un de pas honnête, ça n'est pas celui qu'on pense.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis). Le premier ministre n'a pas fait de personnalité, dit-il.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au député de Montréal-Sainte-Marie d'être décent.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je le suis plus que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demande à l'Orateur de faire appliquer le Règlement intégralement.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député de Montréal-Sainte-Marie qu'il s'agit du bill 95 et qu'on est en deuxième lecture.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): On élargira le débat en troisième lecture autant que nos amis d'en face voudront bien le permettre.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis).

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Ce n'est pas dans nos habitudes de demander des privilèges, des faveurs. Nous ne faisons que demander le respect d'un droit sacré péniblement acquis par nos ancêtres, le droit pour l'opposition d'avoir un énumérateur, le droit d'être représentée dans les "polls". Nous demandons que le bureau de révision ne soit pas dans les mains d'un régime dont le peuple ne veut plus.

Nous réclamons pour l'opposition le droit d'avoir un représentant dans le bureau de révision. Tant que le gouvernement nous refusera ces droits, il continuera une politique de faveurs et de privilèges au mépris des droits démocratiques. Le gouvernement est contre le système des deux énumérateurs parce qu'il ne veut pas être sur le même pied que l'opposition aux élections.

Le gouvernement a tardé à commencer l'étude du bill du député de Montréal-Jeanne-Mance. Il a attendu la dernière journée de la session. Mais nous allons prendre le temps qu'il faudra pour expliquer le projet de loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre a fait allusion aux comtés de Westmount et Outremont où les deux candidats de l'opposition ont été élus sous l'empire du bill 34. Il n'y a pas lieu d'entrer dans le détail de ces élections. Mais, si le candidat de l'opposition a remporté la victoire, c'est qu'il a pu résister à une dizaine de mille noms fictifs sur les listes⁴.

L'énumération est la phase cruciale de l'élection. C'est par l'énumération qu'on assure à tous, ou qu'on n'assure pas à tous, le droit de vote. Dans un comté, une erreur minime à l'énumération peut avoir d'importants effets sur la votation.

Il est impossible de comparer une élection municipale à une élection provinciale. Le nombre des électeurs est loin d'être le même dans les deux cas. De toute façon, avec deux énumérateurs, si le premier oublie des noms ou des parties de territoire, l'autre peut aider à réparer ces erreurs ou ces omissions. Pourquoi le gouvernement s'oppose-t-il à ce qu'on prenne le plus de précautions possible pour avoir une énumération complète? Le bill du député de Montréal-Jeanne-Mance demande le rappel d'une partie du bill 34. Lorsque les libéraux reprendront le pouvoir, tout le bill 34 sera rappelé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Lors de mon élection dans Westmount, l'énumérateur avait omis les noms de quelque 200 personnes habitant dans une maison de rapport. L'énumérateur n'a peut-être pas agi malhonnêtement, mais, si un second énumérateur eût existé, il aurait pu corriger cette erreur. Un énumérateur peut parfois mal interpréter les instructions qui lui sont données, il peut aussi errer en ce qui concerne les limites de son territoire, etc. Or, une énumération incomplète peut priver des électeurs de leur droit de vote et empêcher ainsi une élection de représenter vraiment le sentiment populaire.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) déclare qu'il ne partage pas ce point de vue et qu'il trouve, au contraire, que la loi actuelle s'est avérée heureuse. Avec le système de deux énumérateurs, dit-il, il peut arriver que l'opposition sabote la tenue d'une élection. En 1952, la chose a failli se produire dans Sainte-Anne. Si l'opposition ne nomme pas son énumérateur, l'autre ne peut accomplir son travail, et le travail de la confection de la liste électorale est compromis. Avec le bill 34, avec un seul énumérateur, il n'y a pas de tels ennuis à craindre.

M. Pinard (Drummond): Je constate, avec de nombreuses associations religieuses ou

patriotiques et la population, que le jeu normal des élections est en danger avec le parti qui gouverne actuellement la province de Québec.

Les affirmations faites par le député de Montréal-Sainte-Anne sont fantastiques. Le député de Montréal-Sainte-Anne n'est pas un membre de l'opposition, c'est un député de l'Union nationale déguisé.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je considère mon mandat de député de Montréal-Sainte-Anne trop sérieusement pour en faire une question de discours en Chambre, comme le font trop souvent les membres de l'opposition.

Il (M. Hanley) affirme que s'il a annoncé son intention de voter contre le bill 95, ce n'est pas par intérêt puisqu'il n'a pas le droit, à titre d'indépendant, de nommer d'énumérateur. Les remarques du député de Drummond (M. Pinard) sont donc fausses, dit-il, parce que, depuis 1948, je n'ai pas eu l'occasion de nommer un énumérateur...

M. Pinard (Drummond): Si c'est un point d'ordre, que le député de Montréal-Sainte-Anne le formule, mais qu'il ne fasse pas un discours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Sainte-Anne est indépendant; il le dit et le député de Drummond n'a pas le droit de lui impliquer des motifs.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre défend son ami, c'est évident.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je défends la justice et l'équité.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Cela démontre le peu d'esprit et le peu...

M. Pinard (Drummond): Que le député formule son point d'ordre.

M. l'Orateur suppléant⁵: Le député de Montréal-Sainte-Anne demande-t-il au député de Drummond (M. Pinard) de retirer ses paroles?

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Oui.

M. l'Orateur suppléant: Je demande donc au député de retirer ses paroles.

M. Pinard (Drummond): Pour rétablir la paix dans cette Chambre, je retire mes paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Sans restriction.

M. Pinard (Drummond): Je retire mes paroles.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) tente d'intervenir.

M. Pinard (Drummond): Le point d'ordre a été décidé.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) insiste pour prendre la parole.

M. l'Orateur suppléant rappelle à l'ordre le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley)⁶.

M. Pinard (Drummond): Les officiers d'élections, même assermentés et sans aucune mauvaise foi de leur part, ne peuvent empêcher certaines irrégularités. C'est pour éviter cela que nous demandons un deuxième énumérateur.

Pourquoi le gouvernement au pouvoir, qui se dit si certain d'être réélu à la prochaine élection, met tant d'acharnement à combattre cette mesure? Quelle est donc la crainte de l'Union nationale qui l'empêche de donner une représentation juste et équitable à l'opposition?

Le premier ministre a dit que le bill présenté encouragerait la fraude. C'est une farce monumentale qui est sans preuve. Même plus, c'est une insulte à faire aux membres de l'opposition de dire qu'ils présentent un bill pour encourager la fraude. C'est une insulte au bon sens et à la logique.

Il (M. Pinard) tente de parler du député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley).

M. l'Orateur suppléant rappelle à l'ordre le député de Drummond (M. Pinard).

M. Pinard (Drummond): L'énumérateur unique met en danger le jeu normal des élections. C'est à se demander si ce qui se passe ici n'est pas comparable à ce qui se passe dans certains pays d'Europe où des dictatures se maintiennent au pouvoir par un régime d'élection à sens unique.

M. Bélanger (Lévis) félicite le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) d'avoir présenté son bill. Ce bill, dit-il, a pour simple but d'assurer des élections honnêtes, pas autre chose. Le député de Montréal-Jeanne-Mance et l'opposition veulent que les listes électorales soient faites par deux

énumérateurs et que les deux partis soient représentés. Nous voulons que celui qui agit comme énumérateur n'agisse pas comme agent électoral. Le premier ministre a dit que deux énumérateurs, ça n'a pas de bon sens; il a dit que deux représentants, ça n'a pas de bon sens...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas dit cela. L'opposition a déjà deux représentants.

M. Bélanger (Lévis): Nous demandons que les principales dispositions qu'il y avait autrefois dans la loi reviennent. Le 1^{er} janvier 1945, on a fait sanctionner une loi par laquelle on nommait deux énumérateurs dans les sections urbaines et deux représentants dans le "poll" pour chaque candidat⁷. Il a fallu presque 10 ans, soit jusqu'en 1954, pour s'apercevoir que les principales dispositions de la loi n'avaient pas de bon sens⁸.

Le premier ministre a attendu que le pourcentage du vote soit passé de 36 à 48 % pour passer la loi actuelle⁹. Il devait savoir ce qu'il faisait en 1945. Dans les villes, il est nécessaire d'avoir deux énumérateurs. Même en ayant la meilleure bonne foi, un seul homme n'est pas capable de faire tout l'ouvrage.

S'il est soumis à des influences, l'énumération sera fautive même. La plus élémentaire justice, c'est de donner deux représentants par "poll" pour ceux qui veulent se présenter¹⁰.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Lévis (M. Bélanger)¹¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'Orateur de nommer le député de Lévis (M. Bélanger).

M. Bélanger (Lévis) argumente sur le bien-fondé de ces rappels à l'ordre.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Lévis (M. Bélanger)¹² et lui indique que l'article 74 des règlements de la Chambre lui permet de le nommer après deux rappels¹³.

M. Bélanger (Lévis): Le bill 95 veut le règlement qui existait autrefois, le règlement qui imposait des peines sévères pour chacune des offenses à la loi. Le bill 95 devrait être voté par toute personne réellement soucieuse d'avoir des élections honnêtes dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lévis a été rappelé à l'ordre quatre fois parce qu'il sort du principe du bill.

M. Bélanger (Lévis): L'article 556 des règlements de la Chambre dit qu'on peut discuter, en deuxième lecture, des principes fondamentaux et de la valeur intrinsèque d'un bill.

M. l'Orateur¹⁴: Le député de Lévis était en train de dire pour quelles raisons certaines choses ne sont pas dans le bill.

M. Bélanger (Lévis): Le bill 95 veut enlever ce qu'il y a de mauvais dans la loi actuelle. Il fait le sarclage des mauvaises herbes. Ça prend un homme honnête comme le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël)...

M. l'Orateur lit l'article 74 des règlements: "Article 74. - Si le député qui a la parole continue à s'éloigner de la question en discussion après y avoir été rappelé deux fois, l'Orateur peut le nommer nominativement à l'ordre." (Code Geoffrion) C'est mon dernier avis.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre a dit en terminant son discours: "Je voterai avec plaisir contre cette loi." On doit voter par devoir, par conscience, non par plaisir. Je vote pour la loi parce que je crois en conscience que c'est une bonne loi.

M. Marquis (Québec-Est) affirme qu'il appuie la loi en discussion parce qu'il sait que l'immense majorité des électeurs de son comté sont favorables aux changements proposés. Le premier ministre a déclaré précédemment qu'il y a des objections à l'emploi de deux énumérateurs, dit-il. Cependant, il y a deux énumérateurs aux élections fédérales et personne n'y a jamais vu le moindre inconvénient. Personne n'a jugé ce système ridicule.

Sans vouloir jeter du discrédit sur les énumérateurs, ou des soupçons sur leur honnêteté, il convient de dire qu'un seul homme n'est pas capable de faire tout le travail convenablement et qu'il s'expose à des erreurs. Il faut donc un contrôle sous la forme d'un deuxième énumérateur. Il y a eu, dans des villes, des rues entières qui ont été laissées de côté par les énumérateurs. Où est la justice à laquelle les électeurs ont droit? Il faut, pour assurer une élection honnête, que tous les électeurs soient sur la liste.

Je me demande si le gouvernement, en s'objectant à ces changements, ne manifeste pas la

peur qu'il a de l'électorat. Il (M. Marquis) félicite le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) d'avoir présenté cette loi et déclare qu'il donne son adhésion au principe de ce projet de loi.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): D'après l'économie de notre loi électorale, c'est l'énumération qui sert de base à la confection des listes électorales. La règle, c'est que les noms sont recueillis par des gens qui passent de porte en porte. S'il y a des oublis ou des erreurs, l'électeur peut s'adresser au bureau de révision, mais il s'agit là de cas exceptionnels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ça du tout. L'économie de la loi, c'est que l'électeur a le devoir de faire enregistrer son nom. C'est pour l'aider à remplir ce devoir qu'on nomme des énumérateurs.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je ne m'entends pas là-dessus avec le premier ministre. Du reste, jamais de mémoire d'homme on a cité un seul cas où une élection aurait été retardée du fait qu'il fallait nommer deux énumérateurs au lieu d'un.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des cas nombreux.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Autre point. Imaginez-vous que l'unique énumérateur du gouvernement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'énumérateur n'est pas nommé par le gouvernement, mais par le président de l'élection. Le gouvernement n'a rien à voir dans ça.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Est-ce qu'on va prendre le premier ministre au sérieux quand il dit une chose pareille? La confection des listes est un travail qui demande trop d'attention et qui est trop important pour qu'on le confie à un seul homme. Ce qu'il nous faut, c'est un système qui place les deux partis sur le même pied. J'espère que l'on votera unanimement pour la deuxième lecture du bill.

La motion: Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland,

Lafrance, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Contre: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 54.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La troisième lecture aura lieu à Noël, l'an prochain.

Ainsi, la motion est rejetée¹⁵.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 47 concernant l'Université de Montréal et l'École polytechnique de Montréal;
- bill 60 modifiant la loi des véhicules automobiles;
- bill 61 modifiant la loi des monuments et sites historiques ou artistiques;
- bill 62 diminuant le taux de la taxe scolaire catholique à Montréal;
- bill 66 concernant les qualifications des candidats aux élections provinciales;
- bill 93 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;
- bill 94 constituant en corporation le Collège de Hauteville.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 33 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 9 est modifié en ajoutant à la fin du sous-article 39 ce qui suit:

"Ce pouvoir ne s'étend à aucun document ou dossier que son détenteur, à raison de son secret professionnel, ne saurait être obligé de produire devant les tribunaux de la province."

2. L'article 12 est modifié en ajoutant à la fin du paragraphe *a* ce qui suit: "et après le mot *"object"*, dans la quatrième ligne de la version anglaise du même alinéa, le mot *"of"*."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 39 modifiant le Code de procédure civile, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en biffant le paragraphe *"a"*
b) les paragraphes *"b"* et *"c"* deviennent paragraphes *"a"* et *"b"*;

2. L'article 5 est modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne, la lettre *"b"* par la lettre *"a"*;
b) en remplaçant, dans la cinquième ligne, la lettre *"c"* par la lettre *"b"*.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 157 concernant St. Lawrence Cement Co., avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié

a) en biffant les quatre dernières lignes du quatrième paragraphe, qui se lisent:

"et qu'elle désire actuellement répondre aux besoins d'une clientèle nombreuse qui l'obligera à construire des usines ailleurs;"

b) le cinquième paragraphe est remplacé par les suivants:

"Qu'elle transporte de grandes quantités de pierre calcaire de sa carrière à l'usine, sur une route qui lui appartient et qui passe à proximité de plusieurs maisons et traverse deux artères achalandées, au préjudice des résidents voisins qui doivent en subir le bruit et la poussière, et au danger du public qui emploie lesdites artères;

"Que le transport de pierre calcaire à ciel ouvert tel qu'elle doit le pratiquer présentement est de nature à nuire à la santé du public;

"Que la construction d'un tunnel reliant la carrière à l'usine obvierait à ces inconvénients et à ces dangers et assurerait à la santé du public et des employés de la compagnie une protection efficace et continue;

"Qu'elle désire en plus, construire des usines ailleurs pour lui permettre de répondre aux besoins d'une clientèle nombreuse;

"Qu'aux fins ci-dessus, il y a lieu d'augmenter ses pouvoirs, de lui permettre d'hypothéquer, nantir, mettre ou donner en gage ses biens mobiliers ou immobiliers, présents et futurs, ainsi que de lui donner le pouvoir d'exproprier les droits réels requis pour construire un tunnel de sa carrière à l'usine;

2. Ce qui suit est ajouté comme article 1:

"1. L'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 131, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"La corporation pourra être désignée et faire affaires sous le nom de *"la compagnie des Ciments du Saint-Laurent"*, ou alternativement sous le nom de *"St. Lawrence Cement Company"*.

3. Les articles 1, 2 et 3 deviennent articles 2, 3 et 4.

4. Ce qui suit est ajouté à la fin de l'article 3, devenu article 4, comme article 5:

"5. La loi 15-16 George VI, chapitre 131, est modifiée en ajoutant les articles suivants après l'article 4:

"4a. La corporation peut construire un tunnel reliant sa carrière à l'usine sous les lots énumérés ci-après, pour l'exploitation de son industrie, notamment en y installant des courroies transporteuses, et acquérir de gré à gré ou par expropriation un passage souterrain à travers tous les terrains compris dans lesdits lots, et y faire les creusages requis; le creusage de la surface des rues ne pourra se faire qu'avec l'autorisation préalable de la ville de Villeneuve;

"Le droit de passage ainsi acquis comprend aussi une servitude en faveur de la corporation de pénétrer sur tous les terrains afin de s'assurer de l'état d'entretien du passage souterrain, et d'y exécuter ou faire exécuter des travaux de réparation, de renouvellement ou d'amélioration, en par elle payant les dommages réels soufferts par le propriétaire ou possesseur du terrain;"

"4b. Les lots sur lesquels la corporation peut exercer les droits à elle conférés par l'article 4a sont les suivants: 249, 250, 252, 254a, 254a2, 257-1, 257, 260, 268 et 270c du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, maintenant municipalité de Villeneuve, comté de Québec, et les rues de la ville de Villeneuve en front desdits lots;"

"4c. Lorsque l'acquisition a lieu par voie d'expropriation, celle-ci est soumise aux dispositions des articles 1066a et suivants du Code de procédure civile, sous réserve des dispositions qui suivent;"

"4d. Aucune telle expropriation ne peut avoir lieu sans avoir été préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil;"

"La demande d'approbation est faite par requête adressée au ministre des Affaires municipales, exposant les motifs de l'expropriation et accompagnée d'un plan et d'une description de l'immeuble dont l'expropriation est projetée;"

"4e. L'indemnité payable à l'exproprié doit être majorée de 15 % pour tenir lieu de compensation pour dépossession forcée;"

5. L'article 4 devient article 6.

Projets de loi:

Valeurs mobilières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 33 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Code de procédure civile

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 39 modifiant le Code de procédure civile.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

St. Lawrence Cement Co.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 157 concernant St. Lawrence Cement Co.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Amélioration des fermes

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 janvier 1956, pour la production d'un état donnant les noms, prénoms et lieu de résidence des personnes des comtés de Saint-Hyacinthe, Napierville-Laprairie et Verchères, sur les propriétés

desquelles le ministère de l'Agriculture a exécuté ou fait exécuter des travaux d'amélioration de fermes, au cours des années 1950-1951, 1951-1952, 1952-1953, 1953-1954, avec en regard de chaque nom le nombre d'heures pendant lesquelles des tracteurs ont travaillé chez chacune de ces personnes, le nom de l'entrepreneur qui a exécuté lesdits travaux et le montant payé à chacun de ces dits entrepreneurs. (Document de la session no 31)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Projets de loi:

Loi pour organiser la colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 63 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 63 sans l'amender.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Développement minier

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 67 concernant le développement minier dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce projet de législation a été recommandé au gouvernement par le ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) et les députés de l'Abitibi. Il convient de mettre de l'ordre dans la loi des mines qui date depuis longtemps et qui a subi de nombreux amendements.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu au cours de la présente séance.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)

propose, du consentement unanime, que la Chambre, à la présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 67 concernant le développement minier dans la province.

Adopté.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)

propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu et n'excéderont pas soixante-quinze mille dollars par année.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)

propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 67 est, en conséquence, agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 67 concernant le développement minier dans la province.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)

propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 67 concernant le développement minier dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit,

Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 67 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 67 sans l'amender.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 67 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rivière Péribonka et Aluminum Company of Canada Ltd.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 facilitant le développement industriel de la province et concernant Aluminum Company of Canada, Limited, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Alcan s'est ressentie de la sécheresse l'été dernier, par suite de la diminution du débit des eaux du grand bassin du lac Saint-Jean. Il y avait plusieurs moyens de remédier à cette situation désastreuse, notamment l'inondation des terrains privés additionnels par l'élévation des barrages. Nous avons refusé à la compagnie la permission d'employer ce remède à une situation difficile. Un autre moyen consistait en la construction d'un tunnel de 7.5 milles de longueur entre le réservoir du lac Manouane et la rivière Bonnard, le long de la rivière Péribonka.

Ces travaux vaudront à notre province le bénéfice d'un immense développement industriel. Il (l'honorable M. Duplessis) cite un télégramme de M. R. E. Powell, président de l'Alcan, qui affirme que le coût de la nouvelle usine hydroélectrique et de l'usine où on fabriquera des lingots d'aluminium atteindra \$200,000,000, que les travaux emploieront 3,000 hommes durant trois ans, et qu'une fois terminée, l'usine donnera du travail à 2,500 employés permanents qui gagneront des salaires dont le total atteindra \$10,000,000 par an.

Je voulais donner ces précisions à l'opposition qui affirme toujours que les industries s'en vont en dehors de la province de Québec, dit-il. En voici bien une très puissante qui demeure chez nous. C'est une nouvelle réponse à l'opposition qui prétend toujours que la province est dans une situation difficile.

Les plans et devis devront être soumis à l'approbation du gouvernement auquel la compagnie paiera à cet effet une somme de \$6,000. Les travaux devront commencer au plus tard dans les 10 mois qui suivront la sanction de la loi. Après la période d'organisation qui ne devra pas dépasser le 1^{er} octobre 1960, le bail sera valable pour 25 ans et renouvelable pour deux autres périodes de 25 ans. Pour l'utilisation de ces forces hydrauliques, la compagnie paiera un loyer annuel de \$40,000 et une redevance annuelle de 90 cents par cheval-vapeur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Lorsque l'Aluminum s'est installée au Saguenay, je n'étais pas en Chambre et l'Union nationale n'était pas au pouvoir. Si l'Alcan s'est établie dans le Québec et si elle se développe, c'est que l'aluminium est en grande demande partout. Au moment où nous étudions la présente loi, il ne faut pas oublier que la même compagnie Aluminum a fait quelque chose de considérable à Kitimat, en Colombie-Britannique.

Si l'Aluminum peut continuer malgré tout à s'agrandir chez nous, nous nous en réjouissons; puisqu'il s'agit du développement, chez nous, de nos ressources naturelles, nous mettons les intérêts politiques de côté. Tout le monde se réjouit lorsqu'il s'agit du développement de nos ressources naturelles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition, qui reniait M. Godbout¹⁶...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai jamais prononcé de paroles qui puissent justifier le premier ministre de parler ainsi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition a voulu vanter le régime libéral, qu'il reniait en 1952, en prétendant que lui-même et ses amis étaient des hommes nouveaux.

Le chef de l'opposition a dit que l'Aluminum s'est implantée dans la province sous un régime libéral. Quand l'Aluminum s'est implantée dans Québec, il y a eu le scandale du Lac-Saint-Jean¹⁷. On se rappelle encore les inondations qui ont été provoquées sans qu'il n'y ait dédommagement. La compagnie a commencé ses travaux sans autorisation. Le bois n'a pas été coupé et les terres des colons et des cultivateurs ont été inondées. La compagnie semblait beaucoup plus puissante que le gouvernement¹⁸.

Lorsqu'il a été question du développement de la chute Savane et de la chute du Diable, nous avons imposé nos conditions. Nous avons exigé des dédommagements et des royautés. La compagnie a été obligée de verser des royautés plus fortes et de payer des compensations aux propriétaires de terres inondées. La compagnie a demandé le droit de développer la Bersimis et nous avons refusé. Nous lui avons dit: "Vous êtes installée au Lac-Saint-Jean, restez-y". Nous aurions eu Kitimat, si nous avions sacrifié la Bersimis. Nous avons préféré transférer la Bersimis à l'Hydro-Québec et poursuivre le développement de la région avec le vaste potentiel de ses ressources hydroélectriques.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous déclarons que nous sommes prêts à voter la loi et le premier ministre fait des discours pour retarder le vote. Quand je l'entends parler de la tragédie du Lac-Saint-Jean, cela me fait rire. C'est cette tragédie qui a fait du Lac-Saint-Jean un grand royaume industriel. Et c'est précisément quand la prétendue tragédie s'est produite que l'Union nationale s'est fait battre au Lac-Saint-Jean.

L'Aluminum a besoin de pouvoir électrique. Elle vient dans la province parce que nous pouvons lui en fournir. Elle ne serait pas allée à Kitimat, si elle avait eu la Bersimis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition n'aurait pas dû reprendre la parole. Il passe son temps à vanter les régimes libéraux d'autrefois. Il s'identifie avec le scandale du Lac-Saint-Jean. Il en est rendu à légitimer cette tragédie. Il trouve ça parfaitement correct. L'eau que la Providence avait mise à notre disposition, on s'en est servi pour inonder toute une région. Il est incroyable d'entendre le chef de l'opposition vanter l'un des actes les plus odieux du Parti libéral. Je ne crois pas que le chef de l'opposition puisse justifier, aujourd'hui, un acte aussi odieux.

Dans ce cas, y a-t-il lieu de croire qu'aux prochaines élections l'opposition ne dira pas qu'elle constitue une édition nouvelle de son parti? Le chef de l'opposition aura de la difficulté à présenter son parti comme une édition nouvelle du Parti libéral d'autrefois. Aux prochaines élections, nos amis d'en face peuvent s'attendre à être inondés par la vague populaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je regrette que le gouvernement place le niveau de la discussion en bas même du niveau des chutes. La tragédie du Lac-Saint-Jean a été jugée par les gens du Lac-Saint-Jean. Je ne suis pas prêt à céder nos droits à l'Aluminum, mais je suis heureux que l'Aluminum reste dans la province de Québec. C'est pour cela que je vais voter en faveur de la loi. Et le premier ministre prend tous les moyens à sa disposition pour retarder le vote de la loi.

Un député de l'opposition interroge le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) sur le courant triphasé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il s'agit d'un courant alternatif à trois broches et à une fréquence de 60 cycles par seconde.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans la province de Québec, on produit l'aluminium primaire en lingots, et le gouvernement actuel favorise l'établissement d'usines de sous-produits comme la Reynolds Aluminium Co., du Cap-de-la-Madeleine, qui projette de s'agrandir.

Pour faire de l'aluminium primaire, il faut 40 % à 50 % de pouvoirs d'eau du Québec. C'est, par conséquent, le devoir de ceux qui se servent de nos pouvoirs d'eau pour faire de l'aluminium primaire de développer chez nous des produits secondaires d'aluminium.

Au Cap-de-la-Madeleine, la fabrique de la Reynolds Aluminum Co doit s'agrandir et l'effectif de son personnel passera de 600 à 1,600. Nous aurons une usine qui emploiera 1,600 personnes et utilisera les sous-produits de l'aluminium primaire. Le gouvernement veut que l'aluminium développé chez nous serve les intérêts de la population du Québec. Les rouges n'ont jamais pensé à cela.

J'ai dit à M. Édouard Simard, intéressé à notre développement industriel, que sous l'Union nationale nous rendions justice à tout le monde, même à un rouge de Sorel¹⁹.

En résumé, nous voulons, sans chauvinisme, que les sous-produits provenant de la province de Québec servent à l'établissement d'usines dans Québec.

Dans la fabrication de l'aluminium primaire, un cheval-vapeur ne procure de l'ouvrage qu'à deux ou trois personnes. Les forêts et les mines procurent de l'ouvrage à 18 à 22 personnes²⁰.

Nous voulons que nos pouvoirs hydroélectriques fournissent de l'emploi au plus grand nombre de personnes possible et, pour cette raison, nous prenons les moyens pour que les sous-produits de l'aluminium soient fabriqués dans la province de Québec.

Ainsi, quand j'ai rencontré M. Powell, président de l'Aluminum Co., je lui ai dit que si nous avions à choisir entre des développements hydroélectriques dont chaque cheval-vapeur donnerait de l'ouvrage à deux ou trois personnes, d'une part, et à 18 ou 22 personnes, d'autre part, nous choisirions entre ceux qui donnent de l'ouvrage à 18 ou 22 personnes.

À l'avenir, si nous avons le choix entre fournir de l'électricité aux usines de produits primaires ou aux usines de produits secondaires, nous allons préférer cette dernière.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande qu'on fasse mention dans les résolutions des régions intéressées que le bill lui-même énumère. Autrement,

dit-il, on pourrait englober dans la loi toutes les régions de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

Chaque région du Québec est anxieuse de travailler au bien-être de la province, celles d'Arvida, de Shawinigan et de Beauharnois en particulier, parce qu'on y produit de l'aluminium à l'état primaire. Nous ne devons pas seulement avoir des établissements qui produisent de l'aluminium à l'état primaire, mais également des usines qui utilisent la matière première.

Il (M. Duplessis) cite en exemple les usines du Cap-de-la-Madeleine et de Hull et répète que les forces hydrauliques comptent dans une proportion de 40 % à 50 % dans l'exploitation de l'aluminium. Nous avons droit à autre chose qu'à la matière première. Il ne s'agit pas de révolutionner cette industrie, mais d'assurer son évolution normale. Ce n'est pas l'intention de mon gouvernement de perturber ou de déranger quoi que ce soit. Nous voulons évoluer en respectant les droits de chacun et nous ne voulons pas de révolution. Il me semble que nous avons le droit de passer cette loi-là.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 58 facilitant le développement industriel de la province et concernant Aluminum Company of Canada, Limited.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à louer à la compagnie, pour le temps et aux conditions qu'il juge conformes aux intérêts de la province et sous réserve des stipulations ci-après:

a) les forces hydrauliques additionnelles disponibles par l'utilisation des eaux des réservoirs de Passe-Dangereuse et de Lac Manouan sous la hauteur de charge qui existe dans la rivière Péribonca entre la cote maximum du réservoir de Passe-Dangereuse et un point de la rivière situé à environ mille (1,000) pieds en aval de l'embouchure de la rivière Petite-Shipshaw, ladite embouchure étant située à environ sept milles et demi (7.5 m.) en aval du barrage principal du réservoir de Passe-Dangereuse;

b) le droit de construire des canaux, tunnels et autres ouvrages pour l'aménagement desdites forces hydrauliques, y compris un canal entre le réservoir de Lac Manouan et la rivière Bonnard, et un tunnel d'une longueur d'environ sept milles et demi (7.5 m.) entre le barrage principal et un point de la rivière Péribonca situé à environ mille (1,000) pieds en aval de l'embouchure de la rivière Petite-Shipshaw;

c) le terrain nécessaire, dans le lit et sur la terre ferme, le long de la rivière Péribonca et de ses tributaires, et aussi, dans le lit et sur la terre ferme, le long de la rivière Bonnard, dans le lit du réservoir de lac Manouan, entre ce réservoir et cette dernière rivière, et en out autre endroit requis, pour l'érection de ces ouvrages et l'aménagement et l'exploitation de ces forces hydrauliques, lesdits immeubles faisant partie du domaine public.

Adopté.

2. Que les plans, estimés et devis relatifs à ces ouvrages devront être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et la compagnie paiera au ministère à cet effet une somme de six mille dollars à la date décrétée par le lieutenant gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que les travaux de construction et d'amélioration visés par les présentes résolutions devront commencer au plus tard dans une période de 10 mois à compter de la sanction qui accompagne les présentes résolutions ou dans une période supplémentaire d'au plus cinq mois, si le lieutenant-gouverneur en conseil le juge opportun. Ils devront être poursuivis, continués et complétés avec diligence.

Adopté.

4. Que le bail comprendra une période d'organisation et de construction ne dépassant pas le premier octobre 1960, laquelle période sera suivie d'une période initiale de vingt-cinq ans qui sera renouvelable, au gré de la compagnie, pour une autre période de vingt-cinq ans, sur avis écrit à cet effet donné par la compagnie au ministre des Ressources hydrauliques au moins trente jours avant l'expiration de la période initiale de vingt-cinq ans.

Adopté.

Au cas de renouvellement du bail pour ladite période additionnelle de vingt-cinq ans, les conditions du bail seront les mêmes que pour la période initiale, sauf les stipulations de la résolution 6.

Le bail pourra être renouvelé pour une autre période de vingt-cinq ans, mais à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

Adopté.

5. Que pour l'utilisation desdites forces hydrauliques, des droits et des terrains précités, la compagnie paiera un loyer annuel de quarante mille dollars à compter de la signature du bail.

Adopté.

6. Que, en outre, la compagnie paiera au ministère une redevance annuelle de quatre-vingt-dix cents par cheval-vapeur-an produit pendant les dix premières années de production, après quoi cette redevance annuelle sera d'un dollar par cheval-vapeur-an produit.

Au cas de renouvellement du bail pour une période additionnelle de vingt-cinq ans, tel que prévu par la résolution 4, la redevance annuelle d'un dollar pourra être augmentée, mais ne devra pas excéder un dollar et vingt-cinq cents par cheval-vapeur-an produit.

Adopté.

7. Que, de plus, la compagnie devra payer au ministère un montant supplémentaire de quinze cents par cheval-vapeur-an produit à partir de trois ans après qu'elle aura commencé l'utilisation des réservoirs, soit de Passe-Dangereuse, soit du lac Manouan, soit des deux.

Adopté.

8. Que, en outre de celles qui sont ci-dessus déterminées, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra stipuler toutes autres conditions, non incompatibles avec la loi qui accompagne les présentes résolutions, qu'il jugera appropriées pour faciliter le développement de l'industrie et le progrès général de la province.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 58 facilitant le développement industriel de la province et concernant Aluminum Company of Canada, Limited.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 58 facilitant le développement industriel de la province et concernant Aluminum Company of Canada, Limited.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rivière Manicouagan

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est un projet de loi très important qui met en relief les énormes progrès du Québec. Actuellement, à Baie-Comeau, il y a une usine de papier, seule source de revenus pour la population. J'ai moi-même inauguré cette usine en 1938. Depuis, les pères de famille de l'endroit ont vu leurs familles s'agrandir, et il y a là-bas, aujourd'hui, un nombre considérable de jeunes gens qui n'ont pas l'opportunité de gagner leur vie sur place. Pour subvenir eux-mêmes à leurs besoins, il leur faut ou prendre la place de leur père ou s'en aller ailleurs. On comprend les inconvénients d'une telle situation.

Grâce au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) et au député

de Saguenay (M. Ouellet), nous avons rencontré des industriels d'Angleterre, ceux de la British Aluminum Co., qui sont intéressés à établir à Baie-Comeau une industrie qui va être bâtie par étapes. La première phase des travaux fournira un gagne-pain à des centaines de jeunes gens; à la fin, quand tout sera complété, il y aura du travail pour 2,000 personnes. C'est dire que le problème de Baie-Comeau est réglé, qu'il n'y aura pas de séparation des fils, des pères et des mères.

Le ministre des Ressources hydrauliques, le député de Saguenay et moi-même, nous avons donc rencontré les industriels de Grande-Bretagne. Ils ont l'intention de dépenser \$130,000,000 au minimum pour la construction de la seule usine de Baie-Comeau. Le programme se réalisera par tranches: \$40,000,000 au début, puis 40 autres millions; et ainsi de suite. De plus, ils veulent bâtir une nouvelle ville, des maisons, des écoles, installer un aqueduc, etc. L'opposition ne peut pas nier les avantages qui en découleront pour la province. Les développements représentent au point de vue hydroélectrique quelque \$100,000,000, et cela signifie de l'ouvrage pour des milliers de personnes.

Baie-Comeau est située près de la Manicouagan dont l'aménagement est déjà commencé par la Manicouagan Power Co., filiale de la Quebec North Shore Co., elle-même filiale de l'Ontario Paper Co. La Manicouagan a un potentiel de 2,100,000 chevaux-vapeur. Le but de la loi est de permettre le développement des Premières Chûtes par la Manicouagan Power Co., qui s'engage à fournir à la British Aluminum Co. l'électricité dont elle a besoin. La nouvelle installation aura une puissance de 100,000 chevaux-vapeur. Le second but du bill est de donner à Hydro-Québec tous les autres pouvoirs de la rivière.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se dit d'accord avec le but du bill et reproche au gouvernement de se vanter. Je me demande, dit-il, s'il n'y a pas beaucoup de Marseillais dans les rangs de l'Union nationale. Il y a longtemps que Baie-Comeau existe. Il y a eu des améliorations et c'est normal. Mais, il y a 30 ans, Baie-Comeau ne pouvait être aussi développée qu'aujourd'hui. On dit que le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) et le député de Saguenay (M. Ouellet) ont été chercher les industriels britanniques. Mais je suis persuadé que les industriels de la British Aluminum Co. ne les connaissaient même pas quand ils sont venus pour la première fois dans la province. Ils y sont venus parce qu'ils avaient besoin de chutes d'eau et qu'ils savaient qu'ils en trouveraient chez nous.

Nous avons des richesses naturelles, et quand des étrangers ont besoin de ces ressources naturelles, ils sont bien obligés de venir s'établir chez nous; car des richesses naturelles, ça ne se transporte pas ailleurs. Cela prouve qu'il ne faut pas les donner pour rien. Le cas de la British Aluminum qui vient s'installer chez nous est donc bien différent du cas des industriels qui déménagent leur bureau-chef dans la province voisine. Le président de la Commission métropolitaine de Toronto, M. Gardener, disait que la loi de la Régie du papier²¹ serait très profitable à ce sujet à l'Ontario.

Depuis quelques années, la Manicouagan Co. est déjà installée à Baie-Comeau. Cette compagnie a construit des bâtisses. Le problème qui se pose est de savoir s'il faut lui donner des pouvoirs additionnels pour qu'elle puisse produire plus d'électricité que maintenant. Pour la loi de 1949, M. Marler²² avait dit que nous aurions dû procéder par vente aux enchères. Mais il s'agit d'un cas particulier, puisque la Manicouagan Power Co. est déjà installée; aujourd'hui, nous nous trouvons devant un fait acquis. Je me dois d'encourager l'exploitation de nos ressources naturelles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche à l'opposition de tout rapetisser. Le chef de l'opposition, dit-il, a parlé du président de la commission de Toronto. Il a dit que si les industriels anglais viennent s'établir au Québec, cela ne dépend pas du gouvernement mais de l'eau. Que l'opposition cesse donc de tout dénigrer! Son chef n'a-t-il pas été jusqu'à citer les paroles imbéciles du président Gardener...

En 1935, le gouvernement Taschereau²³ a concédé des terrains à l'Ontario, mais lui a fait grâce de payer certaines redevances. Il fallut attendre 1937 pour que l'Union nationale fasse payer \$250,000 à la compagnie. C'est l'Union nationale qui l'a forcée à s'incorporer, dans la province, sous le nom de Quebec North Shore, tout comme l'Union nationale exige de la British Aluminum qu'elle s'incorpore au Québec sous le nom de Canadian British North Shore.

Il (M. Duplessis) demande alors le vote sur la deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire,

Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Mégantic), Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Thibeault, 72.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 57 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 57 facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie Comeau, comté de Saguenay.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 34, soit remplacé par le suivant:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à louer, pour le temps et aux conditions qu'il jugera conformes aux meilleurs intérêts de la province et qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, à Manicouagan:

a) les forces hydrauliques des chutes et des rapides situés à l'endroit connu sous le nom de "Premières Chûtes", sur la rivière Manicouagan, telles qu'augmentées par la construction d'un ou de plusieurs barrages-réservoirs, par Hydro-Québec, sur la rivière Manicouagan ou aucun de ses tributaires. Hydro-Québec possèdera et exercera le contrôle

absolu du débit des eaux de la rivière Manicouagan et ses tributaires;

b) le droit d'augmenter la puissance de l'usine hydroélectrique actuelle de Manicouagan, et cela, conformément aux prescriptions de la présente loi.

"Les plans, devis et spécifications relatifs à ces ouvrages doivent être préalablement soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et Manicouagan paiera à ces fins au département des ressources hydrauliques une somme de six mille dollars à la date décrétée par le lieutenant-gouverneur en conseil."

Adopté.

2. Que l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 34, remplacé par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 25, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"2. En plus d'une période d'organisation, d'amélioration et de construction qui ne devra pas excéder cinq ans à compter de la sanction de la présente loi, le terme du bail ne devra pas excéder vingt-cinq ans. Il pourra être renouvelé, à l'option de Manicouagan, aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera, pour une période additionnelle de vingt-cinq ans, sur avis écrit donné à cet effet par Manicouagan au ministre des ressources hydrauliques au moins trente jours avant l'expiration de la période initiale de vingt-cinq ans.

Le bail pourra être renouvelé pour une seconde période de vingt-cinq ans à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé,

Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, Franch, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Mégantic), Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Thibeault, 72.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 57 sont, en conséquence, agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 57 facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 57 facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, Franch, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Mégantic), Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard,

Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Thibeault, 72.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 57 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 48 modifiant la loi des cités et villes, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant à la fin du premier paragraphe les mots "remplaçant le paragraphe 10^o, par le suivant" par ce qui suit:

"ajoutant après le mot "involontaire;", dans la quatrième ligne du pratiquement 10^o, les mots:

"Toutefois, le titulaire ou détenteur d'une charge municipale, quelle qu'elle soit, ne devient pas inhabile à l'occuper par suite du fait qu'il n'a pas, pendant son terme d'office, acquitté toutes ses redevances municipales dans le délai fixé en vertu de l'article 540, pourvu qu'il les acquitte dans les trente jours de ce délai;"

b) en biffant le sous-article 10^o.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 56 modifiant la loi pour protéger l'industrie laitière du Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté, après l'article 1, comme article 2:

"2. L'article 3 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe a, les mots "en grande partie" par le mot "seulement".

Et l'article 2 devient article 3.

Projets de loi:

Loi des cités et villes

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 48 modifiant la loi des cités et villes.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de l'industrie laitière

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 56 modifiant la loi pour protéger l'industrie laitière du Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 44 établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté à la fin de l'article 3 comme paragraphe:

"Rien dans l'application de la présente loi ne doit venir en conflit avec les engagements d'un producteur vis-à-vis sa coopérative, ni avec les engagements de celle-ci envers une autre coopérative."

2. L'article 11 est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe "g", ce qui suit:

", les renseignements ainsi fournis et provenant de l'examen des livres devant être tenus pour confidentiels et servir exclusivement à l'usage de l'Office;"

3. L'article 20 est modifié:

a) en ajoutant à la fin du paragraphe "f" ce qui suit:

", sous réserve de l'avant-dernier alinéa du présent article;"

b) en ajoutant à la fin du paragraphe "i" les paragraphes suivants:

"Pour les fins du paragraphe f, s'il existe, dans le territoire couvert par le plan, une organisation coopérative groupant la majorité des producteurs de la ou des catégories de produits visés par ledit plan, cette organisation a priorité pour être reconnue ou choisie comme agent de vente des producteurs intéressés.

"Dans les quinze jours de la réception du projet de plan conjoint, l'Office fait publier, dans la *Gazette officielle de Québec*, un avis de cette

réception contenant les renseignements visés aux paragraphes *a* et *b*."

4. L'article 21 est modifié en remplaçant dans la cinquième ligne les mots "à sa principale place d'affaires," par les mots "exerce son activité".

Projets de loi:

Office pour la vente des produits agricoles

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 44 établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi à 3 heures.

Nous tâcherons de faire la prorogation assez tôt pour que les députés puissent prendre le train de 6 heures, dit-il²⁴.

Ce sera avec une larme dans l'œil que nous verrons partir la plupart des députés de l'opposition que nous ne reverrons plus. Il reste à voter, en particulier, les amendements apportés par le Conseil législatif aux bills de Montréal et de Québec.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 10 h 15²⁵.

NOTES

1. Le bill 34 (ou loi modifiant la loi électorale de Québec, 1-2 Elizabeth II, chapitre 32), adoptée en 1953 par le gouvernement Duplessis, imposait de nombreuses restrictions à la loi électorale adoptée en 1945 par le même gouvernement.

2. Cette phrase provient du *Soleil* du 23 février 1956, à la page 9. *La Presse* et *L'Événement* du même jour, respectivement en page 47 et en page 1, rapportent que M. Duplessis aurait plutôt dit: "L'un peut dire blanc et l'autre noir." Toutefois, les autres journaux employés pour reconstituer cette séance qui citent ce passage suivent la version rapportée par *Le Soleil*.

3. Cette dernière phrase provient du *Soleil* du 23 février 1956, à la page 9. Dans son édition du même jour, en page 12, le journal *La Tribune* rapporte que M. Duplessis aurait plutôt dit: "jamais que le président d'élection est au-dessus de la loi dans la province".

4. Cette phrase provient du journal *Le Soleil* du 23 février 1956, à la page 9. Selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, M. Lapalme aurait dit: "si les libéraux ont pu remporter la victoire dans Outremont et Westmount, c'est qu'ils ont pu faire rayer des listes une dizaine de mille noms fictifs".

5. *Le Soleil* du 23 février 1956, à la page 17, précise que c'est M. Daniel Johnson, député de Bagot et Orateur suppléant de la Chambre, qui agit à titre d'Orateur à ce moment de la séance.

6. *Le Soleil* du 23 février 1956, à la page 17, nous apprend que "Ce premier incident a été suivi d'une autre série de points d'ordre et de discussion" avant que M. Pinard ne poursuive son intervention.

7. Il s'agit de la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15), qui a été sanctionnée le 1^{er} juin 1945, et non le 1^{er} janvier.

8. M. Bélanger fait ici allusion au bill 34 (voir note 1), qui a été sanctionné le 12 février 1953, et non en 1954, comme il le laisse entendre.

9. M. Bélanger fait erreur; en fait, l'Union nationale a obtenu 38 % des voix en 1944, 51 % en 1948, et 51.5 % en 1952.

10. *Le Soleil* du 23 février 1956, à la page 17, nous informe qu'"à plusieurs moments de son discours, M. Bélanger est rappelé à l'ordre parce qu'il sort du principe du bill."

11. *Le Soleil* du 23 février 1956, à la page 17, nous apprend que c'est à ce moment la troisième fois que l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Lévis (M. Bélanger).

12. D'après *Le Soleil* du 23 février 1956, à la page 17, il s'agit de la quatrième fois que le député de Lévis (M. Bélanger) est rappelé à l'ordre par l'Orateur.

13. En effet, en vertu de l'article 74 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, un député qui continue à s'éloigner de la question en discussion après avoir été rappelé à l'ordre à deux reprises peut être rappelé à l'ordre nominativement (c'est-à-dire en étant désigné par son nom) par l'Orateur. Il est normalement interdit, en Chambre, d'appeler un député par son nom.

14. D'après *Le Soleil* du 23 février 1956, à la page 17, l'Orateur de la Chambre, le député de Montcalm Maurice Tellier, occupe à nouveau son siège d'Orateur à ce moment.

15. "Il a fallu trois heures de discours pour disposer de cette législation. C'était la première fois, depuis longtemps, qu'une loi proposée par l'opposition libérale résistait aussi longtemps à la désapprobation ministérielle.", selon *Le Soleil* du 23 février 1956, à la page 3.

16. Joseph-Adélar Godbout (1892-1956), premier ministre (libéral) du Québec de 1939 à 1944.

17. En 1926, une compagnie avait aménagé deux barrages sur la rivière Saguenay, inondant ainsi de nombreuses terres dont les propriétaires n'ont jamais été dédommages.

18. Cette phrase provient du *Soleil* du 23 février 1956, à la page 10. Selon le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 2, le premier ministre aurait plutôt dit: "se croyait aussi puissante que le gouvernement d'alors".

19. Édouard Simard, libéral bien connu, est président et directeur de Marine Industries, un chantier de construction navale basé à Sorel.

20. Ces chiffres proviennent du *Soleil* du 23 février 1956, à la page 10. *L'Action catholique* du même jour, à la page 2, parle plutôt de 18 à 32 personnes.

21. C'est-à-dire le bill 28 ou loi concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province (4-5 Elizabeth II, chapitre 28), sanctionné le 2 février 1956. Pour les explications et débats sur ce bill, on

pourra consulter la séance du 13 décembre 1955 et celles du 25 et du 26 janvier 1956.

22. George C. Marler (1901-1981) député de Westmount-Saint-Georges de 1942 à 1954, a été chef de l'opposition à Québec de novembre 1948 à novembre 1953.

23. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952), premier ministre (libéral) du Québec de 1920 à 1936.

24. M. Duplessis parle du train de 6 heures pour Montréal, que les députés de cette région prenaient pour rentrer chez eux.

25. À propos de la fin de la session parlementaire (et de la 24^e législature) qui approche, le *Quebec Chronicle* du 23 février 1956 rapporte: "The Mace was left on the table all evening and all night, with a police guard." Il faut préciser que la masse, qui repose normalement sur le bureau du greffier au centre du parquet de la Chambre, est utilisée dans le cadre de la cérémonie de clôture de la législature.

Séance du jeudi 23 février 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 57 facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay;
- bill 58 facilitant le développement industriel de la province et concernant Aluminum Company of Canada, Limited;
- bill 59 modifiant la loi de l'impôt sur le tabac;
- bill 63 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles;
- bill 67 concernant le développement minier dans la province.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 64 modifiant la loi des assurances de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en ajoutant à la fin du sous-article 142a ce qui suit:

"Le présent article ne s'applique pas au cas de construction d'habitation nouvelle au sens de la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation (12 George VI, chapitre 6), lorsque le prêt hypothécaire excède cinquante pour cent du coût de la construction."

Projets de loi:

Loi des assurances

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 64 modifiant la loi des assurances de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 187 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté à la fin de l'article 4, après les mots "pour fins municipales":

sauf au cas de réparations jugées urgentes par le comité exécutif sur rapport du directeur du service d'urbanisme."

2. L'article 9 est modifié:

a) en remplaçant, au début de l'article, les mots "Les septième et huitième alinéas de l'article 363 de ladite loi, sont remplacés par les suivants: "Si", par ce qui suit:

"Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, si,";

b) en remplaçant, à la première ligne de la page 4, les mots "du présent article ou" par ce qui suit:

"de l'article 14 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, ou";

3. L'article 25 est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, le numéro "421" par "450";

b) en remplaçant, dans la troisième ligne, le numéro "421a" par "450a";

c) en remplaçant, aux huitième et neuvième lignes, les mots "40 de la loi 22 George VI, chapitre 105," par ce qui suit: "19 de la loi 18 George V, chapitre 97,";

4. L'article 28 est modifié:

a) en remplaçant, dans les trois premières lignes, les mots "Le paragraphe 3a de l'article 468 de ladite loi, est remplacé par le suivant: "3a. Lorsqu'au" par ce qui suit:

"Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec les présentes, lorsqu'au";

b) en remplaçant, dans les deuxième, troisième et cinquième alinéas, le mot "paragraphe 3a" par le mot "article";

5. L'article 33 est modifié en remplaçant, à la sixième ligne du sous-article 42, le numéro "421a" par 450a";

6. Ce qui suit est ajouté à la fin de l'article 36, après les mots "serment d'office":

"Cependant, cette limite est portée au nombre de permis légalement accordés et existant au quinze février 1956, dans le cas de telles de ces municipalités où le nombre de ces permis excède la proportion fixée au présent paragraphe."

7. L'article 37 est modifié, dans le sous-article 15, en remplaçant le deuxième paragraphe qui commence par "Advenant que ce rôle" et se termine par "devant tout tribunal", par ce qui suit:

"Au cas d'annulation ou de cassation de ce rôle d'évaluation, il sera remplacé par un nouveau rôle d'évaluation spécialement préparé à cette fin, dans le délai fixé par la cour. Dans cette éventualité, le rôle d'évaluation précédent, avec les additions et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être faites suivant la loi, redeviendra temporairement en vigueur, et il sera incontestable, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation. Dans ce cas, cependant, ce rôle mis en vigueur temporairement pourra être majoré, par résolution du conseil, dans une proportion uniforme n'excédant pas quinze pour cent de l'estimation des immeubles y inscrits."

"Les deux alinéas précédents s'appliquent aux causes pendantes. Le dossier de toute cause pendante devant un tribunal autre que la Cour de magistrat doit être transmis, à la demande de l'une des parties à cette cause, avec une copie certifiée des entrées au plumitif s'y rapportant, au greffe de la Cour de magistrat, pour être continué devant celle-ci conformément aux dispositions du présent article.";

8. L'article 40 est modifié, en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "février" par le mot "mars";

9. L'article 41 est modifié:

a) en biffant le deuxième paragraphe qui commence par "Le rapport du comité " et se termine par "membres du conseil";

b) en remplaçant, à la onzième ligne du sous-article 2, les mots "comité exécutif" par le mot "conseil";

c) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du deuxième paragraphe de la page 21, les mots "comité exécutif" par le mot "conseil";

d) en remplaçant, dans les trois dernières lignes de la page 21, les mots "sont autorisées à" par ce qui suit: "ont le pouvoir et sont tenues de";

10. Ce qui suit est ajouté comme deuxième paragraphe de l'article 42:

"Le conseil de la cité est aussi autorisé à exempter de la taxe annuelle ordinaire sur les biens-fonds, à compter du premier mai 1956, les immeubles et bâtiments détenus par la corporation dite "La société des Religieuses de Notre-Dame de Sion", ou occupés pour ses fins et non possédés par elle uniquement pour en retirer un revenu."

11. L'article 45 est remplacé par le suivant:

"45. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, le conseil de la cité peut, sur rapport du comité exécutif, autoriser le paiement d'une pension annuelle de trois mille dollars à tout fonctionnaire de la cité qui au moment de sa démission ou de sa mise à la retraite remplissait la fonction de directeur des services, ou d'auditeur, ou de président de la Commission du service civil, ou de directeur d'un service de la cité, qui a démissionné ou a été mis à la retraite dans les six ans qui ont précédé l'entrée en vigueur de la présente loi ou qui démissionnera ou sera mis à la retraite à l'avenir, pourvu qu'au moment de cette démission ou de cette mise à la retraite, il ait été à l'emploi de la cité comme fonctionnaire, à quelque titre que ce soit, durant au moins vingt-cinq ans."

"Cette pension sera incessible et insaisissable."

Elle sera payable au bénéficiaire à compter de la date de la résolution du conseil qui l'accorde, la vie durant du bénéficiaire, à l'exception cependant de toute période où celui-ci redeviendrait fonctionnaire de la cité à quelque titre que ce soit. Ladite pension sera payable par versements mensuels égaux et consécutifs, dont le premier deviendra dû un mois après la date de la résolution qui en autorise le paiement."

"Les officiers ci-dessus mentionnés ne seront pas privés, par suite de l'octroi de cette pension, des avantages ou bénéfices auxquels ils peuvent avoir droit par ailleurs en vertu de quelque fonds de pension constitué pour le bénéfice d'employés de la cité."

12. Les articles suivants sont ajoutés comme articles 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66 et 67:

"60. L'article 3 de la loi 4 George VI, chapitre 75, est modifié en remplaçant, dans les quatorzième, quinzième et seizième lignes du deuxième alinéa, les mots "L'Association des marchands détaillants du Canada inc.; section de la province de Québec, bureau de Montréal;" par les mots "Fédération du détail et des services du Québec, bureau de Montréal:".

"61. La loi concernant la création de commissions athlétiques dans les cités et les villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 131) est modifiée

pour la Commission athlétique de la cité de Montréal, en ajoutant à la fin de l'article 2, le paragraphe suivant:

"Elle constitue une corporation régie, mutatis mutandis, et sauf incompatibilité avec la présente loi, par les dispositions de la deuxième partie de la loi des compagnies de Québec. Ses actes n'engagent pas la responsabilité de la corporation municipale."

"62. Ladite loi est modifiée, pour la Commission athlétique de la cité de Montréal, en ajoutant après l'article 13, l'article suivant:

"13a. La commission a le pouvoir de faire des règlements concernant:

"a) sa régie interne;

"b) les conditions d'obtention des permis mentionnés à l'article 14;

"c) les conditions de l'usage des permis mentionnés à l'article 14;

"d) la préparation, l'organisation et la tenue des spectacles de boxe et de lutte où un prix d'admission est exigé;

"e) tout ce qui peut faciliter l'application de la présente loi."

"63. Ladite loi est modifiée, pour la Commission athlétique de la cité de Montréal, en remplaçant le dernier paragraphe de l'article 14, par le paragraphe suivant:

"Aux lieu et place des montants ci-dessus mentionnés, la Commission athlétique de la cité de Montréal est autorisée, à sa discrétion, à exiger pour chacun de ces permis cinq pour cent des recettes brutes, diminuées des taxes provinciales et municipales, provenant de la vente des billets et de la vente de droits de radiodiffusion et de télédiffusion du spectacle. Elle est au surplus autorisée à retenir les sommes qu'elle a ainsi perçues."

"64. Ladite loi est modifiée, pour la Commission athlétique de la cité de Montréal, en remplaçant l'article 16, par le suivant:

"16. Toute corporation, association, club ou personne qui offre en spectacle un combat de boxe ou une lutte, dans la cité de Montréal et toute personne qui prend part à tel combat comme combattant, arbitre, gérant, entraîneur ou second, et qui ne se conforme pas aux conditions imposées par le permis aussi bien qu'à tous autres règlements de la commission, commet une infraction à la présente loi et est passible, sur poursuite en vertu de la Loi des convictions sommaires de Québec, d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars et des frais."

"À défaut du paiement de cette amende et des frais, le contrevenant ou, si ce contrevenant est une corporation, une association ou un club, le président

ou le gérant est passible d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois."

"Au lieu ou en sus du recours ci-dessus, dans tous tels cas de contravention, la commission peut, par résolution signifiée par lettre enregistrée au contrevenant, décréter que pour une période maxima d'une année, le permis prévu à l'article 14 sera refusé pour tous spectacles comportant la participation du contrevenant."

"Toute corporation, association, club ou personne qui offre en spectacle un combat de boxe ou une lutte dans la cité de Montréal, sans avoir au préalable obtenu un permis suivant les dispositions de la présente loi, et toute personne qui prend part à tel combat comme combattant, arbitre, gérant, entraîneur ou second, commet une infraction à la présente loi et est passible d'une amende n'excédant pas mille dollars et des frais, sans préjudice à l'ordonnance d'injonction que la commission peut demander conformément aux articles 957 et suivants du Code de procédure civile."

"65. Sujet à l'approbation du conseil de la cité de Montréal, auquel cette question devra être soumise avec diligence, il est par les présentes déclaré et statué, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, que le comité exécutif de la cité de Montréal avait, le 21 octobre (sic) 1953, l'autorité et les pouvoirs nécessaires pour approuver, pour le compte de ladite cité, l'entente intervenue, le ou vers le 14 juin 1953, entre un sous-comité nommé à cette fin par le comité exécutif et le Syndicat national des fonctionnaires municipaux; et la résolution adoptée par ledit comité exécutif le 21 octobre 1953, approuvant cette entente, est déclarée valide et incontestable en ce qui concerne cette autorité et ces pouvoirs, sans préjudice de tout autre moyen de contestation de cette résolution que peut posséder la cité de Montréal."

"66. N'est pas compris dans les limites de la cité de Montréal:

"Le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu décrit comme suit:

"1. Commenant au point "A" sur le plan numéro 4684, préparé par la division technique du service des travaux publics, portant la date du 5 décembre 1955; de là, dans une direction nord-ouest en suivant la ligne de division entre les lots numéros 333 et 337 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, jusqu'au côté nord-ouest de la rue Notre-Dame; de là, dans une direction sud-ouest, en suivant le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame jusqu'à la ligne de division entre les lots numéros 331 et 332 du

même cadastre; de là, dans une direction nord-ouest, en suivant ladite ligne de division jusqu'au côté sud-est du droit de passage du chemin de fer Canadian National; de là, dans une direction nord-est en suivant le côté sud-est dudit droit de passage du chemin de fer, jusqu'au côté sud-ouest de la rue de Boucherville; de là, dans une direction sud-est en suivant le côté sud-ouest de ladite rue de Boucherville jusqu'à la limite de la propriété du Conseil des Ports nationaux (Port de Montréal); de là, dans une direction sud-ouest en suivant ladite limite du port de Montréal jusqu'au point "A", point de départ. N'est pas compris dans ladite limite de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu, cette partie de la rue Notre-Dame traversant ledit territoire décrit plus haut.

"2. Commenant au point "B", étant le point de rencontre de la ligne de division entre les lots numéros 327 et 331 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe et le côté nord de la rue Hochelaga; de là, dans une direction nord-ouest et suivant la ligne de division entre les lots numéros 327 et 331, jusqu'à un point situé à une distance de 581.5 pieds de la ligne sud-est de la rue Sherbrooke; de là, dans une direction nord-est traversant le lot numéro 331 jusqu'à une ligne située à 33 pieds de la ligne sud-ouest du lot numéro 332; de là, dans une direction nord-ouest suivant une ligne parallèle à la ligne sud-ouest dudit lot numéro 332 située à une distance de 33 pieds, jusqu'au côté sud-est de la rue Sherbrooke; de là, suivant ledit côté sud-est de la rue Sherbrooke dans une direction nord-est une distance de 33 pieds jusqu'à la ligne sud-ouest du lot numéro 332; de là, dans une direction nord-ouest traversant la rue Sherbrooke dans le prolongement de la ligne de division entre les lots numéros 331 et 332 et suivant cette dite ligne de division jusqu'à la ligne sud-est du lot numéro 439; de là, suivant la ligne limitative entre la ville d'Anjou, autrefois la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, et la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu, jusqu'au côté sud-ouest de la Montée Saint-Léonard; de là, dans une direction sud-est suivant le côté sud-ouest de ladite Montée Saint-Léonard jusqu'à un point situé au sud de la rue DeTeck; de là dans une direction est, traversant la Montée Saint-Léonard, sur une longueur de 355.5 pieds pour atteindre le coin nord-est de ladite montée et la rue de Marseille; de là, traversant la rue de Marseille, jusqu'à un point situé sur le côté sud-est de ladite rue de Marseille, lequel point est situé à une distance de 5.6 pieds de la ligne nord-est de la Montée Saint-Léonard; de là, suivant une ligne oblique traversant les lots numéros 389-891 à 973 du

cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, jusqu'à un point de rencontre avec le côté sud-ouest de la rue de Boucherville; de là, suivant en ligne droite, ladite ligne oblique, une distance de 98.7 pieds jusqu'à un point situé à 164 pieds du coin sud-ouest de la rue de Boucherville et de l'ancienne Montée Saint-Léonard, lequel point est situé dans le prolongement de la ligne sud-ouest de la rue de Boucherville; de là, dans une direction sud-est, suivant le côté sud-ouest de la rue de Boucherville jusqu'à la rue Hochelaga; de là, Hochelaga jusqu'au point de départ, le point "B". N'est pas compris dans ladite limite de Saint-Jean-de-Dieu la partie de la rue Sherbrooke traversant ledit territoire décrit plus haut."

"L'exemption de taxes prévue à la loi 60 Victoria, chapitre 6, article 5, s'applique à tous les immeubles de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu mentionnés ci-haut, nonobstant toute loi à ce contraire.

"Le conseil de la cité de Montréal est autorisé à modifier, par simple résolution les bornes, plans et limites de la cité et du quartier Mercier, selon les articles 5a et 7b de sa charte pour les rendre conformes aux nouvelles limites."

"67. Les dispositions de la présente loi, ne cas d'incompatibilité prévalent sur toutes celles qui peuvent se rencontrer dans la charte de la cité de Montréal, 62 Victoria, chapitre 58 et ses amendements, et dans toute autre loi générale ou spéciale régissant la cité de Montréal.";

13. L'article 60, qui est devenu article 68, est remplacé par le suivant:

"68. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

Projets de loi:

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 187 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que l'amendement du Conseil

législatif au bill 141 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant accepté.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Maîtres opérateurs thermiques

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 des maîtres opérateurs thermiques de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et se lève sans faire rapport.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que le bill 175 des maîtres opérateurs thermiques de la province de Québec, n'ayant pas été approuvé par la Chambre et à cause de circonstances particulières, tous les droits, frais d'impression et de traduction que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés,

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier de la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

33 Loi modifiant la loi concernant les valeurs mobilières;

37 Loi concernant les contribuables municipaux et scolaires de la cité de Québec et Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited;

39 Loi modifiant le Code de procédure civile;

43 Loi modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;

44 Loi établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles;

45 Loi concernant l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Outaouais et connues sous le nom de Cave & Fourneaux;

46 Loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province;

47 Loi concernant l'Université de Montréal et l'École polytechnique de Montréal;

48 Loi modifiant la loi des cités et villes;

49 Loi modifiant le Code municipal et concernant certaines municipalités;

50 Loi modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux;

51 Loi concernant les modalités de certains emprunts municipaux;

54 Loi modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;

55 Loi concernant le ministère des Finances;

56 Loi modifiant la loi pour protéger l'industrie laitière du Québec;

57 Loi facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay;

58 Loi facilitant le développement industriel de la province et concernant Aluminum Company of Canada, Limited;

59 Loi modifiant la loi de l'impôt sur le tabac;

60 Loi modifiant la loi des véhicules-automobiles;

61 Loi modifiant la loi des monuments et sites historiques ou artistiques;

62 Loi diminuant le taux de la taxe scolaire catholique à Montréal;

63 Loi modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles;

64 Loi modifiant la loi des assurances de Québec;

66 Loi concernant les qualifications des candidats aux élections provinciales;

67 Loi concernant le développement minier dans la province;

93 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;

94 Loi constituant en corporation le Collège de Hauteville;

- 96 Loi modifiant la loi du notariat;
- 97 Loi modifiant la loi des ingénieurs forestiers;
- 99 Loi des médecins vétérinaires de la province de Québec;
- 104 Loi constituant en corporation la ville de Mont-Gabriel;
- 114 Loi modifiant la charte de Berthierville;
- 122 Loi modifiant la charte de la cité de Granby;
- 131 Loi modifiant la charte de la ville de Dorval;
- 132 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-Auxiliatrice, comté de Saint-Jean;
- 141 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;
- 142 Loi modifiant la charte de la cité de Lauzon;
- 143 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce;
- 155 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme;
- 157 Loi concernant St. Lawrence Cement Co.;
- 160 Loi modifiant la charte de la cité de Magog;
- 161 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Plessisville et la paroisse de Plessisville;
- 167 Loi concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu;
- 178 Loi concernant la succession de J.-Ulysse Sainte-Marie;
- 182 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Birgit Solveig Nordstrom à l'exercice de la profession dentaire à certaines conditions;
- 183 Loi concernant la ville Montréal-Nord;
- 187 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;
- 194 Loi modifiant la charte de la ville de Bedford;
- 197 Loi modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et lui accordant certains pouvoirs;
- 203 Loi concernant la succession de Robert Clark Hastings;
- 204 Loi concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay;
- 206 Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- 207 Loi constituant en corporation la ville d'Anjou;
- 209 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- 212 Loi modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy;
- 218 Loi constituant en corporation Jewish Convalescent Centre;
- 219 Loi concernant la ville de Hauterive;
- 225 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;
- 227 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jean;
- 228 Loi modifiant la charte de la cité de Sillery;
- 229 Loi concernant les testaments de Lactance Bouthillette et de Dina Trahan;
- 232 Loi concernant l'Association de diététique du Québec;
- 234 Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs;
- 235 Loi concernant le testament de Cécile Marchildon;
- 237 Loi concernant la succession de John Louis Sabbath;
- 239 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Akos de S. Muszka au nombre de ses membres, après examen;
- 240 Loi concernant le titre de Paul-Émile Laperrière à la propriété d'un immeuble dans la cité de Saint-Laurent;
- 241 Loi modifiant la charte de Bishop's College;
- 242 Loi confirmant le titre de Léonard Dulude à certains immeubles;
- 244 Loi exemptant André Langlais de la quatrième année d'études d'ordre pratique et autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après examen;
- 246 Loi concernant la radiation d'une servitude établie sur le lot numéro 27 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

40 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1957, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la quatrième session de la vingt-quatrième législature de la province de Québec par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La quatrième session de la vingt-quatrième législature se termine aujourd'hui. Particulièrement remarquable par la qualité et la quantité des lois qui ont été adoptées et par de multiples initiatives bienfaisantes, cette session témoigne, une fois de plus, du désir sincère du gouvernement que notre législation soit parfaitement adaptée à nos excellentes traditions religieuses et nationales et corresponde aux meilleurs intérêts de la province et de la confédération canadienne.

À nouveau, je formule l'espoir que les problèmes constitutionnels à l'ordre du jour reçoivent une solution qui assure le respect intégral des prérogatives et des droits provinciaux et fédéraux.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant la session de notre Législature, je prie le bon Dieu de combler notre chère province de Ses dons les meilleurs et d'assurer au monde une paix juste et durable, basée sur les enseignements du Christ.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit

prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*¹.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 24 février 1956, à la page 1, "La prorogation des Chambres a été précédée d'une brève séance de l'Assemblée législative, au cours de laquelle on a adopté sans discussion certains amendements apportés par le Conseil législatif à la charte de la cité de Québec et à la charte de la cité de Montréal. Cette séance a duré environ trois quarts d'heure. La prorogation avait lieu vers quatre heures et demie." *La Presse* du même jour, à la page 1, souligne que "la prorogation d'hier s'est déroulée selon le cérémonial habituel. Le lieutenant-gouverneur est arrivé au parlement un peu après quatre heures. Il a d'abord procédé à la sanction des derniers projets de loi, puis, du trône du président de la Chambre haute, il a lu le traditionnel et court message de fin de session".

En page 23, *La Presse* ajoute que "la dernière session d'une législature prend toujours un aspect particulier. Les députés qui se quittent ne sont pas tous assurés de se revoir dans la même enceinte. Le sort de chacun est dans la balance. Il y a évidemment des exceptions. D'aucuns se sentent absolument sûrs de leur réélection. Mais, pour bon nombre, c'est l'incertitude à la veille de l'appel au peuple. Avant de se séparer, hier, députés de la droite et de la gauche se sont serré la main, ont échangé des propos amicaux. Amis comme adversaires se sont souhaité bonne chance à la veille de se lancer en campagne dans les divers comtés de la province".

Il semble certain qu'il n'y a eu aucune intervention de la part des députés, d'après le commentaire du *Nouvelliste* du 24 février 1956, à la page 1: "La quatrième session du 24^e Parlement de Québec est passée à l'histoire. Elle a pris fin hier après-midi sans aucun commentaire, ni échange de vœux, ni adieu, ni au revoir de part et d'autre à l'Assemblée législative. On a même noté, dans des [sic] coulisses, que c'est la première fois depuis nombre d'années que les chefs de parti ne disent rien pour clore officiellement les débats de législation."

